



AVANT-PROPOS

Le présent ouvrage comprend quatre parties, indépendantes l'une de l'autre, mais présentant néanmoins une unité indissoluble : l'ensemble est consacré aux problèmes fondamentaux de l'Internationale communiste. Ce livre embrasse tous les aspects de l'activité de l'Internationale communiste : son programme, sa stratégie et sa tactique, son organisation et les membres de sa direction. Du fait que le Parti communiste soviétique, parti dirigeant de l'Union soviétique, joue un rôle décisif, à tous égards, comme parti principal de l'Internationale communiste, le présent livre comporte aussi une appréciation sur la politique intérieure du Parti communiste soviétique dans la dernière période, celle qui s'ouvre avec la maladie et la mort de Lénine. En ce sens, ce livre constitue, je l'espère, un ensemble assez complet.

Mon travail n'a pas été publié en russe ; il fut écrit en cette période (1928) où, déjà, les œuvres marxistes étaient devenues, en République soviétique, la plus prohibée de toutes les formes de littérature. Afin d'assurer une certaine diffusion à mes textes, j'ai fait des deux premières parties de ce livre des documents officiels adressés au VI^e Congrès de l'Internationale communiste, qui siégea à Moscou durant l'été de l'an dernier. Les troisième et quatrième parties, écrites après le Congrès, passèrent de main en main, sous forme de manuscrit. La transmission de ces manuscrits entraînait, et entraîna encore, la déportation dans les coins perdus de la Sibirie, et même ces derniers temps la dure réclusion au bagne de Tobolsk.

Seule, la seconde partie, c'est-à-dire la « Critique du programme », a été publiée en allemand. Jusqu'à présent, le livre, dans son ensemble, n'a vécu qu'à l'état de manuscrit, d'une vie embryonnaire. Il paraît, pour la première fois, sous la forme que lui donne l'édition française. Cependant, étant donné que, par des voies diverses, mes manuscrits ont pénétré dans différents pays d'Europe, d'Amérique et en Chine occidentale, je tiens à déclarer ici que la présente édition française est la première et unique édition dont je puisse être responsable devant les lecteurs.

Par la décision du VI^e Congrès, le projet de programme critiqué dans ce livre est devenu le programme officiel de l'Internationale. Ma critique n'a pour autant rien perdu de son actualité. Bien au contraire. Toutes les fautes fatales du projet ont été maintenues : elles se trouvent seulement fondées en droit et consacrées comme articles de foi. Au Congrès, la Commission du Programme posa la question de savoir ce qu'il fallait faire d'une critique dont l'auteur était non seulement exclu de l'Internationale communiste, mais exilé en Asie centrale. Des voix timides et isolées s'élevèrent pour dire qu'il faut aussi s'instruire auprès des adversaires, et que des opinions exactes demeurent exactes quelle que soit la personnalité de celui qui les formule. Mais un autre groupe, beaucoup plus solide, triompha presque sans résistance et sans lutte. Une vieille dame respectable - celle qui fut autrefois Clara Zetkin - déclara qu'on ne pouvait considérer comme justes des idées émanant de Trotsky. Elle exécutait seulement la tâche dont on l'avait chargée dans les coulisses. C'est tout le système de Staline que de confier des missions indignes à des gens d'une dignité incontestable. La voix timide de la raison se tut aussitôt ; et, fermant les yeux, la Commission passa ainsi à côté de ma « critique ». De ce fait, tout ce que j'ai dit sur le projet garde sa pleine force quand il s'agit de l'actuel programme officiel. Ce programme n'a aucune consistance théorique et il est politiquement nuisible ; il doit être changé et il le sera.

Les membres du VI^e Congrès, « à l'unanimité », comme toujours, condamnèrent, de nouveau, « le trotskysme » : c'est pour cela qu'ils avaient été convoqués à Moscou. En majorité, ils ne sont sur l'arène politique que depuis hier ou avant-hier. Pas un seul de ces délégués n'a pris part à la création de l'Internationale communiste ; très peu nombreux sont ceux qui participèrent à un ou deux des quatre Congrès qui se déroulèrent sous la direction de Lénine. Tous sont des recrues du nouveau cours politique et des agents de l'organisation du nouveau régime. En m'accusant - ou plus exactement en signant l'accusation lancée contre moi - d'avoir violé les principes léninistes, les délégués du VI^e Congrès ont fait preuve de docilité plutôt que de clarté dans la pensée théorique ou de connaissance de l'histoire de l'Internationale communiste.

Jusqu'au VI^e Congrès, l'Internationale n'avait pas de programme codifié ; des manifestes et des résolutions de principe y suppléaient : les I^{er} et II^e Congrès adressèrent des manifestes à la classe ouvrière internationale (le manifeste du II^e Congrès, tout particulièrement, présentait, sous tous ses aspects, le caractère d'un programme). J'avais écrit ces documents, qui furent approuvés par notre Comité central sans amendements et ratifiés par les deux premiers Congrès, assemblées dont l'importance constitutive fut remarquable.

Le III^e Congrès approuva les thèses programmatiques et tactiques intéressant les questions fondamentales du mouvement ouvrier mondial. J'intervins à ce Congrès pour défendre les thèses que j'avais élaborées ; les amendements qui furent proposés - pas dans le meilleur sens - étaient dirigés tout autant contre Lénine que contre moi. Engageant une lutte résolue contre l'opposition d'alors - représentée par Thaelmann, Bela Kun, Pepper et autres confusionnistes -, nous arrivâmes, Lénine et moi, à faire approuver mes thèses par le Congrès, à la quasi unanimité.

Lénine partagea avec moi la présentation du rapport principal au IV^e Congrès, rapport consacré à la situation de la République des Soviets et aux perspectives de la révolution mondiale. Nous intervenions côte à côte, et il me revenait de formuler les conclusions après chacun des deux rapports. Inutile de dire que ces documents, - pierre angulaire de l'Internationale communiste -, élaborés par moi ou avec ma collaboration, exposaient et appliquaient ces mêmes bases du marxisme que les recrues de la période stalinisme condamnent maintenant au titre de « trotskysme ».

Il n'est pas superflu d'ajouter que l'actuel dirigeant de ces recrues ne prit pas la plus petite part - ni directement ni indirectement - aux travaux de l'Internationale communiste. Pas plus dans les Congrès et commissions que dans la tâche préparatoire dont la plus grande charge revenait au Parti russe. Il n'existe pas un seul document pouvant témoigner d'une activité créatrice de Staline dans les travaux des quatre premiers Congrès ou même de son intérêt sérieux pour ceux-ci.

Mais les choses ne s'arrêtent pas là. Si l'on prend les listes des délégués aux quatre premiers Congrès, c'est-à-dire les listes des premiers et des plus dévoués amis de la Révolution d'octobre, des fondateurs de l'Internationale communiste, des collaborateurs internationaux les plus proches de Lénine, il apparaît qu'à une exception près, tous - après la mort de Lénine - ont été non seulement écartés de la direction, mais exclus de l'Internationale communiste. Cela est vrai, à un même degré, pour l'Union soviétique, pour la France et l'Allemagne, comme pour l'Italie, la Scandinavie ou la Tchécoslovaquie, pour l'Europe comme pour l'Amérique. Ainsi, la ligne léniniste serait attaquée par ceux qui l'ont élaborée avec Lénine ! Ainsi la ligne léniniste serait défendue par ceux qui luttaient contre elle du temps de Lénine ou qui n'adhèrent à l'Internationale communiste que dans les toutes dernières années, ne sachant pas ce qui s'était passé avant et ne pensant pas au lendemain !

Les résultats des changements de politique et de personnel dirigeant sont trop bien connus. Depuis le début de 1923, l'Internationale communiste n'a subi que des défaites : en Allemagne et en Bulgarie, en Angleterre et en Chine. Dans les autres pays, les défaites n'ont pas été aussi dramatiques, mais elles sont aussi graves. Dans tous les cas, la cause immédiate de ces défaites est l'aveuglement opportuniste de la direction. Il reste que la plus grave de ces défaites est celle que Staline prépare dans la République soviétique : à croire qu'il s'est fixé comme but d'entrer dans l'Histoire avec le titre de grand organisateur des défaites.

*

**

Dans la République soviétique, les militants de l'Internationale communiste léniniste se trouvent en exil, en prison ou en déportation. En Allemagne et en France, les choses ne vont pas aussi loin, mais ce n'est pas la faute des Thaelmann ou des Cachin. Ces « chefs » exigent de la police capitaliste qu'elle ne tolère pas les compagnons de Lénine sur le territoire de la démocratie bourgeoise (1) [(1) Après son expulsion hors de l'Union soviétique, Trotsky, résidant en Turquie, s'efforça d'obtenir un visa de séjour dans un pays européen dont le gouvernement se réclamait de la démocratie bourgeoise. En 1929, tous le lui refusèrent. Les dirigeants des partis communistes firent campagne dans leur pays respectif contre l'octroi du visa (cf. Ma vie, de L. TROTSKY, chap. XLV : « La planète sans visa »). Fin de la note]. En 1916, Cachin justifiait mon expulsion hors de France avec des arguments furieusement chauvins ; maintenant il exige qu'il me soit interdit d'entrer en France : ainsi, il ne fait que poursuivre sa besogne, comme je continue la continue la mienne.

Comme on le sait, dans la période des quatre premiers Congrès, je fus particulièrement mêlé aux affaires françaises. Il m'arrivait souvent d'étudier, avec Lénine, les questions du mouvement ouvrier français. Parfois, plaisantant à demi dans la forme, mais restant très sérieux quant au fond, Lénine me demandait : « Est-ce que vous ne considérez pas avec trop d'indulgence les girouettes parlementaires du type Cachin ? » Je répondais que les Cachin représentent seulement une passerelle provisoire permettant d'aller à la masse des ouvriers français et que, lorsque de véritables révolutionnaires surgiraient et s'organiseraient, ils balayeraient de leur route les Cachin et consorts. Certes, pour des raisons qui sont étudiées dans ce livre, l'affaire traîne en longueur, mais je ne doute pas un moment que les girouettes seront traitées comme il convient : le prolétariat a besoin d'outils en acier et non en fer-blanc.

Le front unique de Staline, de la police bourgeoise, de Thaelmann et de Cachin contre les compagnons de Lénine est un fait incontestable et d'une relative importance dans la vie politique de l'Europe d'aujourd'hui...

*

**

Quelle est la conclusion générale à tirer de ce livre ? De divers côtés, on cherche à nous attribuer le projet de créer une IVe Internationale : c'est une idée entièrement fautive. Le communisme et le « socialisme » démocratique représentent deux profondes tendances historiques dont les racines s'enfoncent dans les relations entre les classes. L'existence et la lutte de la IIe et de la IIIe Internationales forment un long processus intimement lié au sort de la société capitaliste. A un certain moment, les tendances intermédiaires ou « centristes » peuvent exercer une grande influence, mais ce n'est jamais pour longtemps. La tentative de Friedrich Adler & Cie pour créer une Internationale intermédiaire – n° 2 1/2 - semblait promettre beaucoup au début... mais très vite elle fit faillite (I) [(I) Friedrich Adler et Otto Bauer s'efforcèrent de rassembler les partis socialistes qui avaient rompu avec la IIe Internationale reconstituée à Berne en 1919, mais qui refusaient de rejoindre l'Internationale communiste. L'organisation ainsi créée en 1920 fut appelée par dérision « l'Internationale 2 1/2 » ; elle fusionna avec la IIe Internationale au Congrès de Hambourg en 1923. Fin de la note]. Bien que prenant appui sur d'autres bases et sur d'autres traditions historiques, la politique de Staline se présente comme une variété du même centrisme. Règle et compas en main, Friedrich Adler essaya de construire une diagonale politique entre le bolchevisme et la social-démocratie. Staline, quant à lui, n'a pas des vues aussi doctrinaires. La politique stalinienne est une suite de zigzags empiriques entre Marx et Volmar, entre Lénine et Tchang Kai-Chek, entre le bolchevisme et le socialisme national ; mais, si l'on ramène la somme de ces zigzags à leur expression fondamentale, on aboutit au même total arithmétique : 2 1/2. Après toutes les fautes qu'il a commises et les cruelles défaites qu'il a provoquées, le centrisme stalinien serait, depuis longtemps, politiquement liquidé s'il n'avait eu encore la possibilité de prendre appui sur les ressources idéologiques et matérielles d'un Etat issu de la Révolution d'octobre. Pourtant, même l'appareil le plus puissant ne peut sauver une politique sans espoir. Entre le marxisme et le social-patriotisme, il n'y a pas de place pour le stalinisme. Après avoir traversé une série d'épreuves et de crises, l'Internationale communiste se libérera du joug d'une bureaucratie sans principes idéologiques, capable seulement d'opérer tiraillements, zigzags, répression et de préparer la défaite. Nous n'avons aucune raison de construire une IVe Internationale. Nous continuons et développons la ligne de la IIIe Internationale, que nous avons préparée pendant la guerre et à la fondation de laquelle nous avons participé avec Lénine, après la Révolution d'octobre. Pas une minute, nous n'avons laissé échapper le fil de l'héritage idéologique. Nos jugements et nos prévisions ont été confirmés par des faits d'une grande importance historique. Jamais nous n'avons été plus fermement convaincus de la justesse de nos idées et du caractère inéluctable de leur victoire qu'à présent, en ces années de persécution et d'exil.

L. T.

Constantinople, le 15 avril 1928.

CRITIQUE DU PROGRAMME DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Le projet de programme, c'est-à-dire le document capital destiné à orienter le travail de l'Internationale communiste pour toute une série d'années, fut publié quelques semaines avant la convocation du Congrès qui eut lieu quatre ans après le Ve Congrès¹

Cela ne peut se justifier par le fait que ce projet avait déjà été présenté avant le Congrès précédent, précisément parce qu'il s'est écoulé plusieurs années depuis : le nouveau projet diffère du premier par sa structure et tente de dresser un bilan du développement au cours de la dernière période. Il serait, au plus haut point, imprudent et irréfléchi que le VIe Congrès adoptât ce projet – qui porte les traces évidentes de la hâte et de la négligence – sans qu'au préalable, une critique sérieuse en ait paru dans la presse et sans qu'une large discussion ait eu lieu dans tous les partis de l'Internationale communiste.

Depuis la réception du projet jusqu'à l'expédition de la présente lettre, nous n'avons eu que peu de jours : nous n'avons donc pu nous arrêter qu'à certaines des questions fondamentales traitées dans le programme.

En raison du manque de temps, nous avons dû laisser de côté plusieurs thèses importantes du projet sur des problèmes d'une actualité moins brûlante mais qui peuvent prendre demain une extrême acuité (il n'est donc pas moins nécessaire de les examiner que les parties du projet auxquelles notre travail est consacré).

Il faut ajouter que nous avons dû travailler sur ce nouveau projet dans des conditions qui ne nous ont pas laissé la possibilité d'avoir les informations les plus indispensables. Qu'il nous suffise de dire que nous n'avons pu nous procurer le premier projet et que nous avons dû, ainsi que sur deux ou trois autres questions, nous fier à notre mémoire. Il va de soi que toutes les citations sont faites d'après les textes originaux et ont été soigneusement vérifiées.

I. – PROGRAMME DE LA RÉVOLUTION INTERNATIONALE OU PROGRAMME DU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS ?

La question la plus importante à l'ordre du jour du VIe Congrès est l'adoption du programme. Son caractère peut, pour longtemps, définir et fixer la physionomie de l'Internationale.

L'importance de ce programme ne vient pas tant de ce qu'il formule des propositions théoriques générales (elles se réduisent en fin de compte à une « codification », c'est-à-dire à un exposé serré de vérités générales définitivement acquises), mais plutôt de ce qu'il dresse le bilan de l'expérience politique et économique mondiale de la dernière période; il s'agit ici de la lutte révolutionnaire durant cinq ans riches en événements et en erreurs. C'est de la façon dont le programme comprendra et appréciera les faits, fautes et divergences, que dépend littéralement le sort de l'Internationale communiste, dans les années qui viennent.

I. – STRUCTURE GÉNÉRALE DU PROGRAMME

A notre époque, qui est l'époque de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'économie *mondiale* et de la politique *mondiale* dirigées par le capitalisme, pas un seul Parti communiste ne peut élaborer son programme en tenant essentiellement compte, à un plus ou moins haut degré, des conditions et tendances de son développement national. Cette constatation est aussi pleinement valable pour le parti exerçant le pouvoir dans les limites de l'U.R.S.S.

C'est en partant de ces considérations que nous écrivions en janvier de cette année :

¹ Au IVe Congrès (novembre 1922) furent présentés un premier projet par Boukharine, un projet par Thalheimer au nom du Parti communiste allemand; un projet par Kabakchieff au nom du Parti communiste bulgare; un programme d'action par le Parti communiste italien. Le Congrès adopta la résolution suivante : "

1. *Tous les projets de programme seront transmis au Comité exécutif de l'Internationale communiste ou à une Commission désignée à cet effet, pour être étudiés et élaborés en détail. L'Exécutif est tenu de publier dans le plus bref délai tous les projets de programme qui lui parviennent ;*
2. *Le Congrès confirme que les sections nationales de l'Internationale communiste qui n'ont pas encore de programme national sont tenues de commencer immédiatement à en élaborer un pour pouvoir le soumettre au Comité exécutif, trois mois au plus tard avant le Ve Congrès, pour ratification ;*
3. *Dans le programme des sections nationales, la nécessité de la lutte pour les revendications transitoires doit être motivée avec précision et netteté; les réserves sur les rapports de ces revendications avec les conditions concrètes de temps et de lieu doivent être mentionnées ;*
4. *Les fondements théoriques de toutes les revendications transitoires et partielles doivent absolument être formulées dans le programme général. Le IVe Congrès se prononce tout aussi résolument contre la tentative de présenter l'introduction de revendications transitoires dans le programme comme de l'opportunisme, que contre toute tentative tendant à atténuer ou à remplacer les objectifs révolutionnaires fondamentaux par des revendications partielles ;*
5. *Dans le programme général doivent être nettement énoncés les types historiques fondamentaux entre lesquels se divisent les revendications transitoires des sections nationales, conformément aux différences essentielles de structure économique et politique des divers pays, par exemple, l'Angleterre d'une part, l'Inde de l'autre, etc. "*

Au Ve Congrès (juin 1924) fut adoptée la résolution suivante : "

1. *Le Congrès accepte le projet de programme élaboré par la Commission comme base de discussion dans les sections ;*
2. *Une Commission de rédaction est chargée d'assurer la rédaction définitive du projet conformément aux résolutions de la Commission ;*
3. *Le Congrès propose l'institution par l'Exécutif d'une Commission permanente du programme, qui publiera le plus vite possible le projet avec les matériaux explicatifs nécessaires, afin d'orienter la discussion internationale et de la rendre féconde ;*
4. *La décision définitive sur le programme est réservée au prochain Congrès. »*

Du Ve au VIe Congrès, la discussion resta en sommeil. Au VIe Congrès (juillet-septembre 1928), les anciens projets avaient disparu et les délégués se trouvèrent en présence d'un seul projet rédigé principalement par Boukharine et présenté au nom de celui-ci et de Staline. Le Congrès vota ce projet en y insérant quelques amendements mineurs.

« *Il faut s'atteler à la rédaction du programme de l'Internationale communiste (celui de Boukharine n'est qu'un mauvais programme de section nationale de l'Internationale communiste, et non celui d'un Parti communiste mondial)* » (Pravda, 15 janvier 1928).

Nous n'avons cessé d'insister sur ces considérations depuis 1923-1924, quand la croissance des Etats-Unis d'Amérique a posé un problème mondial, et au sens le plus direct de ce mot, un problème européen.

Tout en recommandant le nouveau projet, la *Pravda* écrivait :

« *le programme communiste diffère radicalement du programme de la social-démocratie internationale, non seulement sur le fond, Dans ses thèses principales, mais aussi par l'internationalisme qui caractérise sa structure* » (Pravda, 29 mai 1928).

Cette formule quelque peu vague exprime, c'est évident, la même idée que la nôtre (idée qu'on a repoussée avec obstination autrefois). On peut seulement approuver la rupture avec le premier projet présenté par Boukharine, projet qui en raison même de son inconsistance n'a pas donné lieu à un sérieux échange de vues. Si le premier projet ne présentait qu'une description schématique, aride, de l'évolution d'un pays abstrait du reste du monde, en revanche le nouveau projet essaie (malheureusement, sans esprit de suite et sans succès, comme nous le verrons) de partir de l'économie mondiale dans son ensemble pour déterminer le sort de ses différentes parties.

En reliant entre eux des pays et des continents qui se trouvent à des étapes différentes de développement par un système de dépendance et d'oppositions, en rapprochant ces divers niveaux de développement, en dressant impitoyablement les pays les uns contre les autres, l'économie est devenue une puissante réalité qui domine les réalités diverses des pays et des continents. A lui seul, ce fait fondamental confère un caractère très réaliste à l'idée même d'un Parti communiste mondial.

Comme le déclare justement le projet dans son introduction, en amenant globalement l'économie mondiale au point suprême de développement qui puisse être atteint sur la base de la propriété privée, l'impérialisme

« *avive à l'extrême la contradiction entre la croissance des forces productives de l'économie mondiale et les cloisonnements qui séparent nations et Etats* ».

Si l'on ne comprend pas ce fait, dont la dernière guerre impérialiste a manifesté clairement la réalité devant l'humanité, on ne peut pas avancer dans la solution des grands problèmes de la politique mondiale et de la lutte révolutionnaire.

Le changement radical dans l'orientation même du nouveau projet ne pourrait être qu'approuvé, mais, en voulant concilier cette orientation juste avec des tendances diamétralement opposées, on a introduit dans ce projet des contradictions fâcheuses qui enlèvent toute importance de principe à la façon nouvelle de poser la question dans son fond.

2. - LES ÉTATS-UNIS ET L'EUROPE

Pour caractériser le premier projet – heureusement abandonné – il suffit de dire que – pour autant que nous nous en souvenions – il ne faisait même pas mention des États-Unis d'Amérique du Nord. Les problèmes essentiels de l'époque impérialiste – en raison même du caractère de cette époque – ne peuvent pas être considérés seulement sous l'angle de l'abstraction théorique; ils doivent l'être dans leurs réalités matérielles et historiques; or, dans le premier projet, ils se perdaient dans le schéma sans contours d'un pays capitaliste « en général ». Le nouveau projet – et il y a là, certainement, un sérieux pas en avant – parle déjà du *déplacement du centre économique du monde vers les États-Unis d'Amérique* et de *la transformation de la République du dollar en exploiteur mondial*, du fait que *les États-Unis ont déjà conquis l'hégémonie mondiale*. Enfin il est dit que la rivalité (dans le projet on dit malencontreusement « le conflit ») entre les États-Unis et le capitalisme européen, en premier lieu le capitalisme britannique, *devient l'axe des conflits mondiaux*. Il est devenu maintenant tout à fait évident qu'un programme qui ne définit pas clairement et avec précision ces faits et facteurs fondamentaux de la situation mondiale ne saurait rien avoir de commun avec le programme du parti de la révolution internationale.

Malheureusement, les faits essentiels, les tendances principales du développement dans la situation mondiale actuelle sont simplement mentionnés dans le texte du projet; ils ne sont reliés ni à des considérations théoriques ni à la structure du programme, ils n'entraînent aucune conclusion quant aux perspectives et à la stratégie.

Ce texte ne porte aucun jugement sur le nouveau rôle joué par l'Amérique en Europe depuis la capitulation du Parti communiste allemand et la défaite du prolétariat allemand en 1923. Il n'explique absolument pas qu'il y a un rapport étroit, sur les plans matériel et intellectuel, entre la « stabilisation », la « normalisation », la « pacification » de l'Europe, la « renaissance » de la social-démocratie, et d'autre part, les premiers pas de l'intervention américaine dans les affaires européennes².

De plus, il ne montre pas que le développement ultérieur inévitable de l'expansion américaine (avec le rétrécissement des marchés du capital européens y compris en Europe même) est porteur de troubles militaires, économiques et révolutionnaires sans commune mesure avec tout ce qu'on a vu jusqu'ici.

Il n'explique pas que les États-Unis, en poursuivant inéluctablement leur pression sur l'Europe, réduiront de plus en plus sa part dans l'économie mondiale; il en résulte que non seulement les rapports entre les États européens ne s'amélioreront pas, mais qu'au contraire ils se tendront à l'extrême et aboutiront à des guerres; en effet, les gouvernements, comme les classes, luttent avec plus de furie quand la ration est maigre que lorsqu'ils sont pourvus en abondance.

Le projet n'explique pas que le chaos intérieur dû aux antagonismes entre États européens enlève à l'Europe tout espoir de résister avec quelque peu de sérieux et d'efficacité à la République nord-américaine, qui est, elle, de plus en plus centralisée, et que pour surmonter ce chaos européen, on doit aller dans la voie des États-Unis soviétiques d'Europe : c'est là une des premières tâches de la révolution prolétarienne qui est plus proche en Europe qu'en Amérique (en raison précisément de la division en États), révolution qui aura très probablement à se défendre contre la bourgeoisie nord-américaine.

De plus, il ne signale pas (ce qui est un aspect non moins important du problème mondial), que la puissance des États-Unis dans le monde et l'expansionnisme qui en découle les obligent à introduire dans les fondations de leur édifice les explosifs de l'univers entier : tous les antagonismes de l'Occident et de l'Orient, les luttes de classes de la vieille Europe, les insurrections des masses colonisées, toutes les guerres et toutes les révolutions. Aussi dans cette nouvelle époque, le capitalisme de l'Amérique du

² cf. le livre de Trotsky, *Europe et Amérique*, 1926.

Nord constituera-t-il la force contre-révolutionnaire principale qui se montrera de plus en plus attachée au maintien de « l'ordre » dans chaque coin du globe terrestre; mais d'un autre côté, se prépare la gigantesque explosion révolutionnaire de la puissante force impérialiste qui domine déjà le monde et ne cesse de grandir. La logique des relations mondiales veut que cette déflagration ne tarde guère, après le déclenchement de la révolution prolétarienne. en Europe.

Parce que nous avons expliqué la dialectique des rapports mutuels liant l'Europe et l'Amérique, on a lancé contre nous, dans les dernières années, les accusations les plus diverses : on nous a traité de pacifistes niant les contradictions européennes, on a dit que nous acceptions la théorie du super-impérialisme de Kautsky, etc. Il n'y a pas à s'y arrêter; ces « accusations », dans le meilleur des cas, témoignent d'une totale ignorance des processus réels et de notre opinion sur eux. Mais on ne peut pas ne pas faire remarquer qu'il serait difficile de dépenser plus d'efforts pour embrouiller cette question essentielle de la politique mondiale, que ne le firent tout particulièrement les auteurs du projet de programme dans leur lutte mesquine contre notre façon de l'envisager. Pourtant, le déroulement des événements a entièrement confirmé notre position.

Dans ces derniers temps, les organes principaux de la presse communiste s'efforcèrent de diminuer – sur le papier – l'importance de l'hégémonie américaine, en évoquant l'approche aux Etats-Unis d'une crise commerciale et industrielle. Nous ne pouvons pas, ici, nous arrêter à l'examen du problème de la durée de la crise américaine et de son éventuelle profondeur. Ce n'est pas une question de programme, mais de conjoncture. Nous ne doutons pas, bien sûr, du caractère inévitable de la crise ; nous pensons même que celle qui va se produire peut être déjà très aiguë et très profonde, à cause de la puissance mondiale que possède aujourd'hui le capitalisme américain³. Mais tenter d'en déduire que l'hégémonie nord-américaine s'affaiblit ne correspond à rien et ne peut que mener à de grossières erreurs d'ordre stratégique. C'est justement le contraire qui est vrai. *En période de crise, l'hégémonie des Etats-Unis se fera sentir plus complètement, plus ouvertement, plus impitoyablement que durant la période de croissance.* Les Etats-Unis liquideront et surmonteront leurs difficultés et leurs troubles, avant tout au détriment de l'Europe ; peu importe où cela se passera, en Asie, au Canada, en Amérique du Sud, en Australie ou en Europe même ; peu importe que ce soit par la voie « pacifique » ou par des moyens militaires.

Il faut clairement comprendre que si dans un premier temps l'intervention américaine a apporté à l'Europe une stabilisation et une consolidation qui en partie durent encore et peuvent même épisodiquement s'affermir (surtout en cas de nouvelles défaites du prolétariat), en revanche la ligne générale de la politique des Etats-Unis – surtout si leur économie connaît des difficultés et des crises – provoquera en Europe, comme dans le monde entier, de très grandes secousses.

De ces faits se dégage la conclusion, non négligeable, que les situations révolutionnaires ne manqueront pas au cours de la décennie à venir, pas plus qu'elles n'ont manqué au cours de la décennie qui s'est écoulée. Il importe de comprendre correctement les rouages fondamentaux du développement afin de ne pas être surpris par les événements. Si au cours de la dernière décennie les situations révolutionnaires étaient les conséquences immédiates de la guerre impérialiste, en revanche, dans la prochaine décennie les secousses révolutionnaires viendront surtout des rapports existant entre l'Europe et l'Amérique. Une grande crise aux États-Unis ferait à nouveau retentir le tocsin des guerres et des révolutions. Nous le répétons : les situations révolutionnaires ne manqueront pas. Leur issue dépend du parti international du prolétariat, de la maturité et de la capacité de lutte de l'Internationale communiste, de la justesse de sa stratégie et de ses méthodes tactiques.

Ces idées ne sont pas exprimées du tout dans le projet de programme de l'Internationale communiste. Un fait aussi important, semble-t-il, que le « déplacement du centre économique du monde vers les Etats-Unis » n'est signalé que par une simple remarque journalistique, sans plus. Il n'est pas possible de prendre pour prétexte le manque de place : est-ce que ce ne sont pas, précisément, les questions fondamentales qui doivent avoir leur place dans un programme ? A ce propos, il faut remarquer que le projet s'étend beaucoup trop longuement sur des questions de second ou de troisième ordre, qu'il est écrit dans un style relâché et qu'il comporte de nombreuses répétitions : on pourrait réduire le texte d'un tiers au moins.

3. – LE MOT D'ORDRE DES ÉTATS-UNIS SOVIÉTIQUES D'EUROPE

Dans le nouveau projet de programme, la suppression du mot d'ordre des États-Unis soviétiques d'Europe (qui avait déjà été approuvé par l'Internationale communiste en 1923, après une assez longue discussion intérieure) ne peut en rien se justifier. Mais, peut-être, sur cette question justement, les auteurs veulent-ils en « revenir » à la position de Lénine, en 1915 ? Encore faut-il comprendre correctement cette position.

Comme on le sait, dans la première période de la guerre, Lénine hésita à propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe, qui fut tout d'abord introduit dans les thèses du *Social-Démocrate* (organe central du parti à l'époque) ; ensuite Lénine le repoussa. Cela signifie simplement qu'il ne s'agissait pas de le repousser à tout jamais pour des questions de principe, mais qu'il convenait de l'apprécier du point de vue tactique, par référence à une étape donnée. Il est inutile de préciser que Lénine considérait que les Etats-Unis ne se réaliseraient pas dans le cadre de l'Europe capitaliste. Je ne voyais pas les choses autrement quand, avançant le mot d'ordre des Etats-Unis uniquement comme la forme de la dictature du prolétariat pour l'avenir, j'écrivais :

« Une unité économique quelque peu complète de l'Europe, qui serait réalisée par en haut, à la suite d'une entente entre gouvernements capitalistes, est une utopie. Dans cette voie, l'affaire ne peut aller au-delà de compromis partiels et de demi-mesures. Par là même, l'union économique de l'Europe qui est susceptible d'apporter d'énormes avantages au producteur et au consommateur et en général à tout le développement culturel, devient la tâche révolutionnaire du prolétariat européen, dans sa lutte contre le protectionnisme impérialiste et son instrument, le militarisme » (TROTSKY, Programme de la paix, vol. III, 1ère partie, p. 85 de l'édition russe).

Et plus loin (p. 92 de la même édition) :

« Les Etats-Unis d'Europe représentent d'abord la forme, l'unique forme concevable de la dictature du prolétariat européen. »

Mais, à cette époque, Lénine voyait certains dangers à présenter la question sous cette forme. Etant donné que l'expérience de la dictature du prolétariat n'avait été faite dans aucun pays, en raison aussi de l'absence de toute position théorique claire sur cette

³ Environ un an après que ces lignes furent écrites, se produisit (octobre 1929) le krach de la Bourse de New York, qui inaugura la plus grande crise économique de l'histoire du capitalisme.

question (même dans l'aile gauche de la social-démocratie d'alors), le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe pouvait amener à penser que la révolution prolétarienne devait commencer simultanément, au moins sur tout le continent européen. C'est précisément contre ce danger d'interprétation que Lénine mettait en garde. Mais, sur cette question, je n'avais pas le moindre désaccord avec Lénine. J'écrivais alors :

« Qu'aucun pays ne doive « attendre » les autres dans sa lutte, c'est une vérité élémentaire, qu'il est utile et nécessaire de répéter, afin qu'on ne substitue pas à l'idée de l'action internationale parallèle celle de l'inaction internationale et de l'attente. Sans attendre les autres, nous commençons et nous poursuivrons la lutte sur le terrain national, avec l'assurance que notre initiative donnera un élan à la lutte dans les autres pays » (TROTSKY, 1917, vol. III, 1ère partie, p. 90 de l'édition russe).

Plus loin, viennent justement mes propos, que Staline cita lors du VIIe plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, comme l'expression la plus pernicieuse du « trotskysme », c'est-à-dire la « méfiance » envers les forces internes de la révolution et l'espoir de recevoir un secours du dehors :

« Si cela⁴ ne se produisait pas, il n'y aurait aucun espoir permettant de croire (comme en témoignent l'expérience historique et la réflexion théorique) que, par exemple, la Russie révolutionnaire pourrait résister face à une Europe conservatrice, ou qu'une Allemagne socialiste pourrait se maintenir, isolée, dans le monde capitaliste » (TROTSKY, vol. III, 1ère partie, p. 90 : 1917).

C'est en s'appuyant sur cette citation et sur deux ou trois autres du même ordre que le VIIe plénum a prononcé sa condamnation contre le « trotskysme », qui, sur cette « question fondamentale » n'aurait « rien de commun avec le léninisme ». Arrêtons-nous donc un instant pour entendre Lénine lui-même.

Le 7 mars 1918, il dit, à propos de la paix de Brest-Litovsk :

« C'est une leçon parce qu'il est absolument vrai que sans révolution allemande nous périrons » (Volume des Œuvres de LÉNINE, n° 27, p. 95, édition française).

Et une semaine plus tard :

« L'impérialisme universel et la marche triomphale de la révolution sociale ne peuvent coexister. »

Quelques semaines après encore, le 23 avril, Lénine déclarait :

« Notre condition de pays attardé nous a poussés de l'avant, mais nous périrons si nous ne savons pas tenir jusqu'au moment où nous rencontrerons le puissant appui des ouvriers insurgés des autres pays » (souligné par nous [L. T.], Œuvres de LÉNINE, vol. no 27, p. 239 de l'édition française).

Mais peut-être cela était-il dit sous l'influence particulière de la crise de Brest-Litovsk ? Non ; en mars 1919, Lénine répétait de nouveau :

« Nous vivons non seulement dans un Etat, mais dans un système d'Etats et l'existence d'une République soviétique à côté d'Etats impérialistes ne peut se concevoir pendant un très long temps. A la fin l'un ou l'autre vaincra » (Volume n° 16, p. 102 de l'édition russe).

Encore un an après, le 7 avril 1920, Lénine rappelait :

« Le capital, si on le prend à l'échelle internationale, est encore plus fort aujourd'hui que le pouvoir soviétique, non seulement militairement, mais économiquement. C'est de cette constatation fondamentale qu'il convient de partir et il ne faut jamais l'oublier » (Œuvres de LÉNINE, volume n° 30, p. 518 de l'édition française).

Le 27 novembre 1920, à propos de la question des concessions, Lénine dit :

« Actuellement, nous sommes passés de la guerre à la paix, mais nous n'avons pas oublié que la guerre reviendra. Tant que le capitalisme existera à côté du socialisme, nous ne pourrons pas vivre en paix ; on chantera le Requiem soit de la République soviétique, soit du capitalisme mondial. C'est un ajournement de la guerre. »

Mais, peut-être, l'existence prolongée de la République soviétique a-t-elle amené Lénine à « reconnaître son erreur », à abandonner « sa méfiance envers les forces intérieures » de la Révolution d'Octobre ?

Au IIIe Congrès de l'Internationale communiste, c'est-à-dire en juillet 1921, il affirmait :

« Il s'est créé un équilibre extrêmement précaire, extrêmement instable, il est vrai, qui permet à la République socialiste d'exister, mais certainement pour peu de temps, dans l'encerclement capitaliste » (LÉNINE, Œuvres, vol. 32, p. 484 de l'édition française).

Il y a plus ; le 5 juillet 1921, lors d'une séance du Congrès, Lénine déclara franchement :

« Pour nous il était clair que sans le soutien de la révolution internationale mondiale, la victoire de la révolution prolétarienne était impossible. Avant comme après la révolution, nous pensions : ou bien la révolution éclatera très vite dans les pays capitalistes les plus évolués, ou bien dans le cas contraire, nous devons périr. Malgré cette conviction, nous avons fait ce que nous pouvions, en toutes circonstances ; pour sauver le système soviétique, car nous savons que nous ne travaillions pas seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour la révolution internationale » (LÉNINE, Œuvres, vol. 32, p. 511 de l'édition française).

Combien, en leur simplicité, ces paroles, qu'anime le souffle de l'internationalisme, sont éloignées des inventions des actuels épigones si satisfaits d'eux-mêmes !

En tout cas, j'ai le droit de demander : en quoi toutes ces déclarations léninistes diffèrent-elles de ce que j'affirmais en 1915, à savoir que la future Russie révolutionnaire (ou la future Allemagne socialiste) ne pourrait subsister isolée dans un monde capitaliste ? Les délais ont déjoué les prévisions – non seulement les miennes, mais aussi celles de Lénine ; mais la pensée fondamentale conserve toute sa valeur ; elle est peut-être plus vraie maintenant que jamais. Au lieu de la condamner, comme l'a fait le VIIe

⁴ l'extension de la révolution à d'autres pays : L. T.

plénium (sur la base d'un rapport incompetent et hypocrite), il est indispensable de l'introduire dans le programme de l'Internationale communiste.

Dans la défense du mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques d'Europe, nous avons signalé, en 1915, que la loi du développement inégal n'est pas, en elle-même, un argument contre lui ; en effet, *l'inégalité* du développement historique *est elle-même inégale* par rapport à divers Etats et continents : les pays d'Europe se développent inégalement les uns par rapport aux autres ; cependant, on peut dire avec certitude, au point de vue historique, tout au moins pour la période de l'histoire qu'il est possible d'envisager, qu'aucun de ces pays européens ne possède sur les autres l'avance que l'Amérique a prise sur l'Europe. Il existe *une* échelle d'inégalité pour l'Amérique et une autre pour l'Europe. Les conditions historiques et géographiques ont prédéterminé entre les pays d'Europe des liens organiques si serrés qu'ils ne peuvent les défaire. Les gouvernements bourgeois actuels de l'Europe ressemblent à ces assassins attachés à la même chaîne. La révolution en Europe – comme il a déjà été dit – aura, *en dernière analyse*, une importance décisive pour l'Amérique. Mais, *dans l'immédiat*, à court terme, la révolution en Allemagne aura une importance plus grande pour la France que pour les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. C'est cette relation imposée par l'histoire qui assure la validité politique du mot d'ordre de la Fédération des soviets d'Europe. Nous parlons de validité *relative*, car il est évident qu'à travers l'immense pont que constitue l'Union soviétique, cette fédération s'étendra vers l'Asie, pour entrer, ensuite, dans l'Union des Républiques socialistes du monde. Mais ce sera déjà une seconde époque ou le grand chapitre suivant de la période impérialiste ; quand nous l'aborderons, nous trouverons les formules convenables.

Que le désaccord avec Lénine, en 1915, à propos des Etats-Unis d'Europe, ne relève que de considérations tactiques, nous pourrions le démontrer sans peine à l'aide d'autres citations ; mais le mieux est encore de se référer au cours suivi ultérieurement par les événements : en 1923, l'Internationale communiste reprit officiellement le mot d'ordre litigieux. Si, en 1915, le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe n'avait pu être admis pour des raisons de principes – comme tentent maintenant de l'affirmer les auteurs du projet de programme – l'Internationale communiste n'aurait pu l'adopter huit ans plus tard : il faut croire que la loi du développement inégal n'avait pas cessé d'agir dans ce laps de temps.

Toute la façon de poser la question, telle qu'elle est indiquée plus haut, part de la dynamique du processus révolutionnaire pris dans son ensemble. La révolution internationale est considérée comme un processus qui embrasse tout un ensemble de relations internes, si bien qu'on ne peut prévoir ni déterminer concrètement la succession de toutes ses phases, mais dont les traits historiques généraux sont parfaitement clairs : sans cette compréhension, il est absolument impossible de s'orienter correctement en politique.

Mais les choses changent radicalement d'aspect si l'on part de l'idée du développement socialiste s'accomplissant et même s'achevant dans un seul pays. Nous avons maintenant une « théorie » qui enseigne que la construction complète du socialisme est possible dans un seul pays et que les rapports avec les pays capitalistes pourraient s'établir sur la « neutralisation » de la bourgeoisie mondiale (Staline).

Dans cette optique – qui est un point de vue national-réformiste et non pas révolutionnaire et internationaliste – la nécessité du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe disparaît, ou tout au moins s'affaiblit. Mais, précisément, ce mot d'ordre nous paraît d'une importance vitale, car il renferme la condamnation de l'idée qu'un développement socialiste isolé est possible. Pour le prolétariat de chaque pays européen, à un plus haut degré encore que pour l'U.R.S.S. (mais il y a seulement une différence de degré), l'extension de la révolution dans les pays voisins et le soutien que chacun apportera à l'autre par la force des armes, s'imposent avec une absolue nécessité ; non pas au nom d'une solidarité internationale abstraite qui est incapable de mettre les classes en mouvement, mais en raison d'une exigence vitale qui a été formulée des centaines de fois par Lénine : sans l'aide *en temps voulu* de la révolution internationale, nous ne tiendrons pas. Le mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques répond à cette dynamique de la révolution prolétarienne ; elle ne surgit pas uniformément dans tous les pays, mais s'étend de l'un à l'autre ; elle exige une liaison serrée entre tous les pays, et tout d'abord ceux d'Europe, afin qu'ils organisent et leur défense contre de puissants ennemis extérieurs et leur économie.

Sans doute, tentera-t-on d'objecter qu'après la crise de la Ruhr durant laquelle, pour la dernière fois, ce mot d'ordre fut mis en avant, il ne joua plus un rôle important dans l'agitation des partis communistes européens et, si l'on peut dire, ne prit pas racine. Mais il en est absolument de même pour les mots d'ordre du gouvernement ouvrier, des soviets, etc, autrement dit pour tous les mots d'ordre *qui précèdent directement la révolution*. La désaffection où est tombée l'idée des Etats-Unis soviétiques d'Europe s'explique par le fait que, contrairement au jugement erroné du Ve Congrès, depuis la fin de 1923, le mouvement révolutionnaire en Europe est allé en s'affaiblissant. C'est pour cela, précisément, qu'il serait dangereux d'élaborer un programme, ou certaines de ses parties, en se référant seulement à cette période. Ce n'est pas par hasard que le mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques d'Europe fut adopté, en dépit de toutes les appréhensions, précisément en 1923, quand on s'attendait au déclenchement de la révolution en Allemagne, et quand les rapports des Etats en Europe soulevaient des problèmes d'une difficulté particulière. Toute nouvelle aggravation de la crise européenne, et à plus forte raison de la crise mondiale, si elle est suffisamment forte pour poser à nouveau les problèmes politiques fondamentaux, créera inmanquablement les conditions favorables à la relance du mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques d'Europe. C'est donc une erreur radicale que de ne pas en faire mention dans le programme, sans pour autant le rejeter clairement ; autrement dit on le garde en réserve, « à tout hasard ». Or, dans les questions de principe, la politique des réserves ne vaut rien.

4. - LE CRITÈRE DE L'INTERNATIONALISME

Comme nous le savons déjà, le projet s'efforce – et cela mérite d'être loué – de prendre, comme point de départ, l'économie mondiale et ses tendances internes. La *Pravda* a parfaitement raison : c'est en cela que nous nous distinguons fondamentalement de la social-démocratie nationale patriote. Ce n'est qu'en partant de l'économie mondiale (tout qui domine les diverses parties) que l'on peut formuler le programme du parti international du prolétariat. Mais, justement, en analysant les tendances essentielles de l'évolution mondiale, non seulement le projet révèle des lacunes qui le dévalorisent – ce qui a été montré plus haut – mais aussi tombe dans de grossières déformations qui entraînent de lourdes erreurs.

A plusieurs reprises, et pas toujours à propos, le projet se réfère à la loi du développement inégal du capitalisme, présentée comme une loi fondamentale de celui-ci déterminant à peu près tout. Une série d'erreurs du projet – dont une qui est capitale du point de vue théorique – ont pour fondement une conception unilatérale et erronée – ni marxiste, ni léniniste – de la loi du développement inégal.

Dans son premier chapitre, le projet dit :

« L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Cette inégalité augmente et s'accroît encore à l'époque de l'impérialisme. »

C'est vrai. Cette formule condamne la manière dont Staline a posé récemment la question, quand il prétendait que la loi du développement inégal était inconnue de Marx et d'Engels et qu'elle a été découverte par Lénine. Le 15 septembre 1925, Staline écrivait que Trotsky ne pouvait nullement se référer à Engels, car celui-ci écrivait à une époque où il ne pouvait pas même être question (!!) de la loi du développement inégal des pays capitalistes. Une telle déclaration peut paraître invraisemblable ; néanmoins, Staline (coauteur du projet) l'a répétée plusieurs fois. Comme nous le voyons, le texte du projet fait, sur ce point, un pas en avant. Cependant, si on laisse de côté cette correction d'une faute élémentaire, il reste que ce que le projet dit de la loi du développement inégal est, dans son fond, unilatéral et très insuffisant.

Avant tout, il serait plus juste de dire que toute l'histoire de l'humanité se déroule sous le signe du développement inégal. Le capitalisme trouve les différentes parties du monde à des degrés de développement déjà diversifiés, dont chacun comporte des contradictions internes profondes. A la *position de départ* du capitalisme, on constate une extrême variété des niveaux atteints et une extraordinaire inégalité du rythme de développement dans les diverses parties de l'humanité, au cours de différentes périodes. Ce n'est que par étapes que le capitalisme maîtrise cette inégalité qu'il a héritée, la manifeste et la modifie par ses méthodes propres et en suivant ses propres voies. Se distinguant en cela des systèmes économiques qui le précèdent, le capitalisme a la propriété d'étendre continuellement son expansion, de pénétrer dans des régions nouvelles, de surmonter les différences, de transformer les économies provinciales et nationales fermées sur elles-mêmes en un système de vases communicants, et ainsi de rapprocher, d'égaliser les niveaux économiques et culturels des pays les plus avancés et des pays les plus arriérés. Sans ce processus fondamental, on ne saurait expliquer le nivellement relatif de l'Europe et de l'Angleterre d'abord, de l'Amérique et de l'Europe ensuite, ainsi que l'industrialisation des colonies qui diminue l'écart entre les Indes et la Grande-Bretagne; il en résulte que c'est sur les conséquences de tous les processus énumérés que se fonde, non seulement le programme de l'Internationale communiste, mais son existence même.

Par le rapprochement économique des pays et l'égalisation des niveaux de leur développement, le capitalisme agit avec ses méthodes, c'est-à-dire avec des méthodes anarchiques qui sapent son propre travail, en opposant un pays à un autre et une branche de la production à une autre, en développant certaines parties de l'économie mondiale, en freinant et en retardant d'autres secteurs. Seule la combinaison de ces deux tendances fondamentales – toutes deux conséquences de la nature du capitalisme – nous explique le vivant entrelacement du processus historique.

L'impérialisme accentue encore ces *deux tendances*, en raison de l'universalité, de la mobilité et de la dispersion du *capital financier*, cette force vive de l'impérialisme. Avec une rapidité et à une profondeur jusqu'alors inconnues, l'impérialisme relie en un tout les divers ensembles nationaux et continentaux, créant entre eux une étroite et vitale dépendance, rapprochant leurs méthodes économiques, leurs formes sociales et leurs niveaux de développement. En même temps, l'impérialisme poursuit son but avec des procédés si contradictoires, en faisant de tels bonds, en se livrant à de telles razzias dans les pays et régions retardataires, que l'unification et le nivellement de l'économie mondiale s'accomplissent avec plus de violences et de convulsions qu'à toutes les époques précédentes. Seule, cette conception dialectique, et non pas mécanique, de la loi du développement inégal permet d'éviter l'erreur radicale à laquelle n'échappe pas le projet de programme proposé au VI^e Congrès.

Immédiatement après avoir caractérisé cette loi de la façon unilatérale que nous avons soulignée plus haut, le projet de programme dit :

« Il s'ensuit que la révolution internationale du prolétariat ne peut être envisagée comme un acte simultané qui s'accomplirait partout en même temps. De là découle la possibilité de la victoire du socialisme d'abord dans quelques pays peu nombreux, et même dans un seul pays capitaliste, pris isolément. »

Que la révolution internationale du prolétariat ne puisse être un « acte simultané » cela n'est, certes, contesté par personne, surtout après l'expérience de la Révolution d'Octobre réalisée par la classe ouvrière d'un pays retardataire sous la pression de la nécessité historique et sans attendre que le prolétariat des pays avancés « rectifie le front ». Dans ces limites, la référence à la loi du développement inégal est absolument juste et pleinement opportune. Mais il en va tout autrement de la seconde partie de la conclusion, et plus précisément de l'affirmation bien légère relative à la possible victoire du socialisme « dans un seul pays capitaliste, pris isolément ». Dans sa démonstration, le projet de programme dit simplement : « De là découle »; en d'autres termes, cette possibilité se déduirait de la loi du développement inégal. Or, non seulement il n'en est pas ainsi, mais encore « de là découle » directement le contraire. Si le processus historique consistait en ce que les divers pays évoluent non seulement inégalement, mais aussi indépendamment l'un de l'autre, isolément l'un de l'autre, alors, sans doute, pourrait se déduire de la loi du développement inégal la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays capitaliste : d'abord dans le plus avancé, puis dans les autres, au fur et à mesure. C'était là la conception courante du passage au socialisme dans la social-démocratie d'avant-guerre. C'était précisément la consécration théorique du social-patriotisme. Le projet, certes, ne s'arrête pas à ce point de vue, mais il y glisse.

L'erreur théorique du projet est de chercher à tirer de la loi du développement inégal ce qu'elle ne renferme pas et ne peut pas renfermer. L'inégalité ou le développement non coordonné des divers pays porte continuellement atteinte aux liens et à l'interdépendance économique croissante qui existent entre ces pays : après quatre années d'une infernale boucherie, ils sont contraints d'échanger du blé, du pétrole, de la poudre et des bretelles. Sur ce point essentiel, le projet présente la question comme si l'évolution historique se produisait seulement par bonds; mais le terrain économique qui la commande échappe complètement aux auteurs du projet ou est arbitrairement négligé par eux. Ils procèdent ainsi pour défendre l'indéfendable théorie du socialisme dans un seul pays.

Après ce qui a été dit, il n'est pas difficile de comprendre que la seule façon juste de poser la question serait de déclarer : déjà à l'époque pré-impérialiste, Marx et Engels en étaient venus à conclure que, d'une part, l'inégalité, c'est-à-dire les secousses du développement historique, fait que la révolution prolétarienne s'étendra sur toute une époque, qu'elle entraînera les nations, les unes après les autres, dans le torrent révolutionnaire; mais d'autre part, l'interdépendance organique des divers pays qui est devenue une division internationale du travail exclut la possibilité de la construction du socialisme dans un seul pays. Maintenant plus que jamais, alors que l'impérialisme a étendu, approfondi et avivé ces deux tendances antagonistes, la doctrine marxiste qui proclame qu'on peut commencer la révolution socialiste sur une base nationale mais qu'on ne peut construire la société socialiste

dans le cadre national est *deux ou trois fois plus vraie*. Dans cette question, Lénine n'a fait qu'élargir et rendre plus concrètes et la manière dont Marx avait posé la question et la solution qu'il lui avait donnée.

Le programme de notre parti⁵ part de l'idée que la Révolution d'Octobre et la construction du socialisme sont conditionnées par la situation internationale. Pour le démontrer, il suffirait, simplement, de recopier toute la partie théorique de notre programme. Rappelons seulement ici que, lors du VIII^e Congrès du parti, quand le défunt Podbielsky estima que certaines formules du programme ne se rapportaient qu'à la révolution en Russie, Lénine lui répondit ainsi dans le discours de clôture de cette discussion (19 mars 1919) :

« *Podbielsky a attaqué un des paragraphes parlant de la révolution sociale en préparation... Manifestement, une telle critique n'est pas fondée car notre programme évoque une révolution sociale de portée mondiale* » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXIX, p. 186 de l'édition française).

Il n'est pas superflu de mentionner, ici, qu'à peu près à cette époque, Lénine proposa d'appeler notre parti, non pas « Parti communiste russe » mais « Parti communiste », afin de mieux souligner qu'il est le parti de la révolution *internationale*. Au Comité central, Lénine ne reçut que ma voix à l'appui de sa proposition. Cependant, il ne porta pas la question devant le Congrès, puisque dans le même temps s'organisait la III^e Internationale. Une telle attitude excluait l'idée même du socialisme dans un seul pays. C'est pour cette seule raison que le programme du parti *ne condamne pas* cette théorie, mais tout simplement l'*ignore*.

Mais dans le programme des Jeunesses communistes – adopté deux ans plus tard – il fallut déjà, pour éduquer la jeunesse dans l'esprit de l'internationalisme, la mettre directement en garde contre les illusions nationales dans la question de la révolution prolétarienne. Mais nous reviendrons plus loin sur ce problème.

Il en va tout autrement avec le nouveau projet de programme de l'Internationale communiste, qui, conformément à l'évolution révisionniste de ses auteurs après 1924, entre, comme nous le voyons, dans une voie directement opposée. Cependant, la solution donnée à la question du socialisme dans un seul pays détermine la valeur du projet tout entier ; elle en fait ou un document marxiste ou un document révisionniste.

Certes, c'est avec soin et obstination que le projet relève, souligne, explique les différences entre la façon communiste et la façon réformiste de poser les questions. Mais ces assurances ne résolvent pas le problème. C'est comme si nous étions dans un navire, équipé de nombreux appareils et mécanismes marxistes, mais qui aurait toutes ses voiles ouvertes à des vents révisionnistes et réformistes. Celui qui, grâce à l'expérience des trois dernières décennies, et plus particulièrement au récent et riche enseignement des événements de Chine, a compris l'interdépendance dialectique puissante qui existe entre la lutte des classes et les programmes des partis, nous entendra quand nous disons que la nouvelle voilure révisionniste peut arrêter le fonctionnement des appareils de sécurité et de sauvetage du marxisme et du léninisme. Voilà pourquoi nous sommes dans l'obligation de nous étendre, plus en détails, sur cette question essentielle, qui, pour longtemps, déterminera le développement et le sort de l'Internationale communiste.

5. - LA TRADITION THÉORIQUE DU PARTI

Dans la citation donnée plus haut, le projet de programme use de l'expression « victoire du socialisme dans un seul pays » avec l'intention manifeste de marquer une identité avec l'article de Lénine de 1915 : identité, en fait, purement superficielle et verbale. On a abusé ainsi de Lénine d'une façon cruelle, pour ne pas dire criminelle, au cours des discussions qui portent sur l'édification de la société socialiste dans un seul pays. Le projet use du même procédé, dans un autre cas, quand « il fait allusion » aux paroles de Lénine pour consolider sa propre position. Telle est sa « méthodologie » scientifique.

De toute la riche littérature marxiste, du trésor des travaux de Lénine, passant outre à tout ce que Lénine a écrit, dit et fait, passant outre aux programmes du parti et des Jeunesses communistes, ignorant le point de vue de tous les dirigeants du parti sans exception à l'époque de la Révolution d'Octobre lorsque la question se posa – et combien nettement –, négligeant ce que les auteurs du projet – Staline et Boukharine – avaient dit eux-mêmes jusqu'en 1924, on ne retient, en définitive, pour défendre la théorie du socialisme national qui naquit à la fin de 1924 ou au début de 1925 des nécessités de la lutte contre le prétendu « trotskysme », que deux citations de Lénine : l'une extraite d'un article sur les Etats-Unis d'Europe écrit en 1915, l'autre tirée de son ouvrage posthume et inachevé sur la coopération. Tout ce qui contredit ces deux citations de quelques lignes, tout le marxisme, tout le léninisme, est simplement mis de côté. Quant aux deux citations arbitrairement isolées de leur contexte et interprétées par les épigones avec des erreurs grossières, elles servent de base à une nouvelle théorie purement révisionniste dont on ne peut encore entrevoir toutes les conséquences politiques. Ainsi, sous nos yeux, par des méthodes scolastiques et sophistiques, on tente de greffer sur le tronc marxiste une branche d'une autre espèce ; si cette greffe réussit, elle infectera et étouffera l'arbre entier.

Au VII^e plénum, Staline déclara (et ce n'était pas la première fois) :

« *La question de la construction de l'économie socialiste dans un seul pays fut, pour la première fois, posée dans le parti par Lénine en 1915* » [Compte rendu sténographique, p. 14 (souligné par nous)].

Ainsi, on admet, ici, qu'*avant* 1915, il ne fut pas question du socialisme dans un seul pays. Cela signifie que Staline et Boukharine ne se réclament pas de toute la tradition précédente du marxisme et du parti sur le problème du caractère international de la révolution prolétarienne. Notons cela.

Qu'a donc déclaré Lénine, « pour la première fois », en 1915, contredisant ce que Marx, Engels et Lénine lui-même avaient dit jusqu'à cette date ?

En 1915, Lénine écrivait :

« *L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste isolé. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays capitalistes, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en*

⁵ Programme adopté au VIII^e Congrès (mars 1919) en remplacement de celui qui avait été adopté au Congrès de 1903.

employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes exploiteuses et leurs Etats » [LÉNINE, Œuvres, vol. XXI, p. 354 de l'édition française. Social-Démocrate, n° 44 du 23 août 1915 (souligné par nous)].

Qu'est-ce que Lénine voulait dire en écrivant cela ? Tout simplement que la victoire du socialisme, dans le sens de l'établissement de la dictature du prolétariat, est possible d'abord dans un seul pays, qui se trouvera ainsi en opposition avec le monde capitaliste. Pour repousser les assauts et passer lui-même à l'offensive révolutionnaire, l'Etat prolétarien devra, au préalable, « organiser chez lui la production socialiste », c'est-à-dire diriger lui-même le travail dans les usines soustraites aux capitalistes. C'est tout. On sait qu'une telle « victoire du socialisme » fut, pour la première fois, acquise en Russie ; pour repousser l'intervention mondiale, le premier Etat ouvrier dut, tout d'abord, « organiser chez lui la production socialiste » ou des trusts « de type socialiste conséquent ». Ce que Lénine entendait par « victoire du socialisme dans un seul pays », ce n'est pas une société socialiste fantasmagorique, vivant pour elle-même - surtout dans un pays retardataire - mais quelque chose de bien plus réaliste : précisément ce que la Révolution d'Octobre a réalisé chez nous dès la première période de son existence.

Peut-être faut-il encore apporter des preuves à la démonstration ? Il y en a tant que seul le choix est difficile.

Dans ses thèses sur la guerre et la paix (7 janvier 1918), Lénine évoquait « la nécessité, pour la victoire du socialisme en Russie, d'un certain laps de temps, pas moins de quelques mois ».

Au début de la même année 1918, dans un article dirigé contre Boukharine et intitulé *De l'enfantillage gauchiste et de la petite bourgeoisie*, Lénine écrivait :

« Si, dans six mois par exemple, nous avons instauré chez nous le capitalisme d'Etat, ce serait un immense succès et la plus sûre garantie qu'un an plus tard, dans notre pays, le socialisme serait définitivement assis et deviendrait invincible » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXVII, p. 349 de l'édition française).

Comment Lénine pouvait-il fixer un délai aussi court pour la « consolidation définitive du socialisme » ? Quelle signification matérielle et sociale, concernant la production, donnait-il à ces paroles ?

Cette question apparaît soudain sous un autre éclairage si l'on se rappelle que le 29 avril de la même année 1918, dans son rapport au Comité exécutif central panrusse des soviets, Lénine déclarait :

« Il est douteux que même la génération suivante, qui sera plus développée, puisse réaliser entièrement le passage au socialisme » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXVII, p. 312 de l'édition française).

Le 3 décembre 1919, au Congrès des exploitations collectives et des ateliers agricoles, Lénine s'exprima ; avec plus de vigueur encore :

« Nous savons que nous ne pouvons instituer immédiatement l'ordre socialiste ; Dieu veuille que nos enfants, et peut-être même nos petits-enfants, le voient s'établir chez nous » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXX, p. 205 de l'édition française).

Dans lequel de ces deux cas Lénine avait-il raison : quand il fixait douze mois de délai pour la « consolidation définitive du socialisme » ou bien quand il chargeait non pas nos enfants mais nos petits-enfants de l'édification de « l'ordre socialiste » ?

Lénine avait raison dans les deux cas, car il avait en vue deux étapes différentes et sans commune mesure de la construction du socialisme.

Dans le premier cas, par « consolidation définitive du socialisme », Lénine entendait, non pas l'édification de la société socialiste dans le délai d'un an ou même de « quelques mois » (c'est-à-dire la suppression des classes, le dépassement de l'opposition entre la ville et la campagne), mais *la remise en marche des fabriques et des usines aux mains de l'Etat prolétarien*, qui rendrait possible l'échange des produits entre la ville et la campagne. La brièveté même du délai donne ici la clé qui permet de saisir sans erreur toute la perspective.

Il est certain que même pour cette tâche très élémentaire, le délai prévu au début de 1918 était trop court. C'est à propos de cette « bévue », purement pratique, que Lénine ironisait au VI^e Congrès de l'Internationale communiste : « Nous étions plus stupides que maintenant. » Mais « nous » avions vu juste sur la perspective générale, sans croire le moins du monde qu'on puisse, en douze mois, fonder intégralement « l'ordre socialiste » (et qui plus est dans un pays arriéré). Pour atteindre le but essentiel et dernier – la réalisation de la société socialiste – Lénine comptait sur trois générations : sur nous-mêmes, sur nos enfants et sur nos petits-enfants.

N'est-il pas clair que dans son article de 1915 Lénine entendait, par « organisation de la production socialiste », non pas la création d'une société socialiste, mais une tâche relativement plus simple, celle que nous avons déjà accomplie en U.R.S.S. ? Sinon, il faudrait en venir à la conclusion absurde que selon Lénine, le parti prolétarien après avoir conquis le pouvoir doit ajourner la guerre révolutionnaire jusqu'à la troisième génération.

Ainsi, piteusement, du point d'appui fondamental de la nouvelle théorie, il ne reste que la citation de 1915. Mais ce qui est plus piteux encore, c'est que cette citation de Lénine ne concernait nullement la Russie. Son discours parlait de l'Europe par opposition à la Russie. Cela ressort non seulement du contenu de l'article cité, consacré aux Etats-Unis d'Europe, mais de toutes les positions de Lénine à ce moment-là. Quelques mois après, le 20 novembre 1915, Lénine écrivait spécialement à propos de la Russie :

« De cette situation de fait découle de toute évidence la tâche du prolétariat. Mener avec une audace indomptable la lutte révolutionnaire contre la monarchie (mots d'ordre de la Conférence de janvier 1912, les « trois piliers⁶ »), lutte qui entraîne toutes les masses démocratiques, c'est-à-dire principalement les paysans. En même temps, lutter impitoyablement contre le chauvinisme, lutter pour la révolution socialiste en Europe en alliance avec le prolétariat européen... La crise née de la guerre a renforcé les facteurs économiques et politiques qui poussent la petite bourgeoisie – y compris la paysannerie – vers la gauche. Telles sont les conditions objectives d'une victoire de la révolution démocratique en Russie. Nous n'avons pas besoin de

⁶ Les « trois piliers » ou les « trois baleines » des bolcheviks : expression employée pour désigner les trois principaux mots d'ordre défendus par les bolcheviks entre les Révolutions de 1905 et de 1917, à savoir : la République démocratique, la journée de travail de huit heures, la confiscation de la terre au profit des paysans. Pour les bolcheviks, ces mots d'ordre n'étaient réalisables qu'avec le renversement du tsarisme. Ils les opposaient à ceux des « liquidateurs » qui revendiquaient, dans le cadre du tsarisme, les libertés démocratiques (droit d'organisation, de presse, etc.). L'expression avait son origine dans une légende selon laquelle le monde reposait sur trois baleines.

démontrer ici que les conditions objectives en Europe occidentale sont mûres pour la révolution socialiste ; ce fait était reconnu avant la guerre par les socialistes influents de tous les pays avancés » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXI, p. 434 de l'édition française).

Ainsi, en 1915, Lénine parlait nettement de la révolution démocratique en Russie et de la révolution socialiste en Europe occidentale ; il signalait comme quelque chose qui va de soi qu'à la différence de la Russie, qu'en opposition avec la Russie, en Europe occidentale, les conditions de la révolution socialiste étaient « complètement mûres ». Mais les auteurs de la nouvelle théorie, qui sont aussi ceux du programme, négligent cette remarque (une parmi d'autres) qui se rapporte directement à la Russie ; ils agissent de même pour des centaines d'autres et pour les œuvres complètes de Lénine. En revanche, comme nous l'avons vu, ils prennent une autre citation qui a rapport à l'Europe occidentale et lui attribuent un sens qu'elle ne peut et ne veut avoir ; ils rattachent ce sens arbitraire à la Russie que la citation ne concerne pas, et sur cette « base » ils érigent leur théorie nouvelle.

Comment Lénine considérerait-il cette question dans la période précédant immédiatement Octobre ? En quittant la Suisse, après la Révolution de février 1917, Lénine adressa aux ouvriers suisses une lettre dans laquelle il expliquait :

« La Russie est un pays paysan, l'un des plus arriérés de l'Europe. Le socialisme ne peut y vaincre tout de suite et spontanément. Mais le caractère paysan du pays peut, sur la base de l'expérience de 1905 et étant donné l'énorme superficie des terres restées aux mains de l'aristocratie foncière, donner une formidable ampleur à la révolution démocratique bourgeoise en Russie et faire de notre révolution le prologue de la révolution socialiste mondiale, une étape vers celle-ci... Le prolétariat russe ne peut pas, avec ses seules forces, achever victorieusement la révolution socialiste. Mais il peut donner à la révolution russe une ampleur qui créera les conditions les meilleures pour la révolution socialiste et la commencera, en un certain sens. Il peut faciliter l'intervention, dans les batailles décisives, de son allié principal, le plus fidèle, le plus sûr, le prolétariat socialiste européen et américain⁷ » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXIII, p. 400 de l'édition française).

Ces lignes renferment tous les éléments de la question. Si, comme on tente de nous l'assurer, Lénine estimait en 1915 – en période de guerre et de réaction – que le prolétariat de Russie pouvait, à lui seul, construire le socialisme puis ensuite déclarer la guerre aux Etats bourgeois, comment alors Lénine au début de 1917 – après la Révolution de février – pouvait-il, si catégoriquement, affirmer l'impossibilité pour la Russie paysanne d'édifier le socialisme par ses propres forces ? Il faut être pour le moins logique, et – disons-le franchement – respecter quelque peu Lénine.

Il est inutile de multiplier les citations. Un exposé correct des vues de Lénine sur le caractère économique et politique de la révolution socialiste exigerait une étude spéciale qui comporterait bien des thèmes, sauf celui de la construction dans un seul pays d'une société socialiste ayant son but en elle-même : Lénine ne connaissait pas ce thème-là.

Nous devons, pourtant, nous arrêter encore sur un autre article de Lénine ; en effet, le projet de programme nous semble citer l'article posthume de Lénine : *De la coopération* en utilisant une expression isolée du contexte et sans rapport avec le propos de l'article. Nous avons en vue le chapitre V du projet de programme affirmant que les ouvriers des Républiques soviétiques « possèdent, dans le pays, les conditions préalables *matérielles*, nécessaires et suffisantes..., pour construire le socialisme intégral » (souligné par nous).

Si cet article, dicté par Lénine pendant sa maladie et publié seulement après sa mort, disait effectivement que l'Etat soviétique possède les conditions *matérielles* nécessaires et suffisantes (c'est-à-dire tout d'abord en ce qui concerne la *production*) pour construire à lui seul le socialisme intégral, on ne pourrait que supposer un lapsus au cours de la dictée ou bien une erreur de déchiffrement du texte sténographié. L'une et l'autre des deux hypothèses serait plus probable qu'un renoncement de Lénine, en deux lignes quelconques, au marxisme et à tout ce qu'il a enseigné lui-même durant sa vie. Par bonheur, il est inutile de recourir à cette explication. L'article remarquable – bien qu'inachevé – intitulé *De la coopération* est lié par une unité de pensée avec d'autres textes, non moins remarquables, parus dans la dernière période de la vie de Lénine, formant les chapitres d'un livre qui ne put être terminé et qui traitait de *la place de la Révolution d'Octobre dans l'enchaînement des révolutions d'Occident et d'Orient*. L'article *De la coopération* ne dit pas du tout ce que, avec légèreté, lui font dire les révisionnistes de l'enseignement de Lénine.

Dans cet article, Lénine explique que la coopération « mercantile » peut et doit absolument changer son rôle social dans l'Etat ouvrier : grâce à une politique juste, elle peut coordonner dans la voie socialiste l'intérêt particulier du paysan et l'intérêt général de l'Etat. Lénine expose cette pensée indiscutable dans les lignes suivantes :

« En effet, le pouvoir de l'Etat sur les principaux moyens de production, le pouvoir de l'Etat aux mains du prolétariat, l'alliance de ce prolétariat avec les millions de petits et tout petits paysans, la direction de la paysannerie assurée à ce prolétariat, etc., n'est-ce pas tout ce qu'il faut pour construire à partir de la coopération, de la coopération à elle seule, que nous traitons auparavant de mercantile, et qu'à certains égards nous avons le droit de traiter aujourd'hui, sous la N.E.P., de la même façon, n'est-ce pas tout ce qui est nécessaire pour édifier une société socialiste intégrale ? Ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant à cet effet » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXXIII, p. 481 de l'édition française).

Le texte seul de la citation renforçant la phrase inachevée (« de la coopération à elle seule ») prouve indiscutablement que nous avons là un essai qui n'a pas été corrigé, et qui de plus a été dicté et non pas écrit de la main de l'auteur. Aussi, n'en est-il que plus impardonnable de se saisir de paroles isolées du texte au lieu de méditer le sens général de l'article. Par bonheur, pourtant, *la lettre* même, et non pas seulement *l'esprit* de cette citation, ne donne nullement le droit de commettre le détestable abus pratiqué par les auteurs du projet. En parlant des conditions « nécessaires et suffisantes », Lénine fixe strictement les limites de son thème dans cet article. Il y examine par quelles méthodes et quels procédés nous arriverons au socialisme en partant de l'émiettement et de l'éparpillement des exploitations paysannes, sans nouvelles secousses de classes, en raison des conditions apportées par le régime soviétique. L'article est totalement consacré *aux formes sociales de l'organisation* de la transition entre la petite économie privée et l'économie collective, et nullement aux conditions *matérielles de production* durant cette période. Si, aujourd'hui, le prolétariat européen triomphait et nous apportait l'aide de sa technique, la question de la coopération posée par Lénine – comme méthode sociale d'organisation combinant l'intérêt privé et l'intérêt général – garderait, néanmoins, toute son

⁷ Il s'agit du premier texte, précédant de peu les « thèses d'avril », dans lequel Lénine se place intégralement sur le plan de la révolution permanente, telle que l'a formulée Trotsky.

importance. La coopération montre la voie suivant laquelle la technique en progressant (en particulier l'électrification) peut réorganiser et unir des millions d'exploitations paysannes, dans le cadre du régime soviétique ; mais la coopération ne remplace pas la nouvelle technique et ne crée pas celle-ci d'elle-même. Comme nous l'avons vu, Lénine parle simplement et en général des conditions préalables « nécessaires et suffisantes » et les énumère avec précision. Ce sont : 1° « Le pouvoir de l'Etat s'appliquant à tous les moyens de production » (la phrase n'est pas corrigée) ; 2° « Le pouvoir de l'Etat entre les mains du prolétariat » ; 3° « L'alliance du prolétariat et de nombreux millions de paysans » ; 4° « La garantie de la suprématie du prolétariat par rapport à la paysannerie. » Et c'est seulement après avoir énuméré ces conditions *strictement politiques* – il n'est pas question des conditions matérielles – que Lénine avance sa conclusion : « C'est là [toutes les conditions énumérées] tout ce qui est nécessaire et suffisant pour construire la société socialiste. » Tout ce qui est nécessaire et suffisant, *sur le plan politique*, et rien de plus. Et Lénine ajoute aussitôt que « ce n'est pas encore la, construction de la société socialiste ». Pourquoi ? Parce que les conditions politiques seules, bien qu'elles soient indispensables, ne règlent pas tout. Il reste encore la question de la culture. « A elle seule », dit Lénine ; il souligne les mots « à elle seule », qu'il enferme entre guillemets pour marquer l'énorme importance de ce qui manque. Que la culture soit liée à la technique, Lénine le savait aussi bien que nous : « Pour pouvoir devenir des hommes cultivés – dit-il en faisant redescendre les révisionnistes sur terre – il faut posséder une certaine base matérielle » (*Ibid.*, p. 488 de l'édition française). Il suffit de se référer au problème de l'électrification que Lénine rattachait, soit dit en passant, à la révolution socialiste internationale. La lutte pour la culture, dans le cadre des conditions « nécessaires et suffisantes » politiques (*mais non pas matérielles*) accaparerait tout notre travail, s'il n'y avait pas la question de la lutte – permanente et implacable – qui se déroule sur le plan économique, politique, militaire, culturel entre la société socialiste en construction sur une base arriérée, et le capitalisme mondial déclinant mais encore puissant par sa technique.

« Je dirais bien – souligne Lénine à la fin de cet article – que pour nous, le centre de gravité se déplace vers l'action éducative, n'étaient les relations internationales, le devoir que nous avons de défendre notre position à l'échelle internationale » (Ibid., p. 486).

Telle est la pensée de Lénine, même si l'on considère l'article sur la coopération en l'isolant de toutes ses autres œuvres. Après cela, comment appeler – si ce n'est falsification – la méthode des auteurs du projet de programme, qui empruntent délibérément à Lénine ses termes à propos des conditions préalables « nécessaires et suffisantes » mais y ajoutent de leur propre chef la condition fondamentale, c'est-à-dire la condition matérielle ? et cela alors que Lénine soulignait précisément que cette dernière manquait chez nous et ne pouvait être réalisée qu'à travers la lutte « pour nos positions sur le plan international », c'est-à-dire la révolution prolétarienne internationale. Voilà ce qui reste du second et dernier fondement de la théorie.

C'est volontairement que nous ne reprenons pas ici les innombrables articles et discours dans lesquels – de 1905 jusqu'à 1923 – Lénine affirme et répète, de la façon la plus catégorique, que sans la révolution mondiale victorieuse nous sommes menacés de périr, qu'on ne peut vaincre économiquement la bourgeoisie dans un seul pays (surtout dans un pays arriéré), que la tâche de construire la société socialiste est essentiellement internationale. De cela, Lénine tire des conclusions peut-être « pessimistes » aux yeux des créateurs de la théorie nationale-réactionnaire mais suffisamment optimistes du point de vue de l'internationalisme révolutionnaire. Nous ne nous arrêtons qu'aux citations que les auteurs mêmes du projet ont choisies pour créer les conditions « nécessaires et suffisantes » de leur utopie. Et nous voyons que toute leur construction s'effondre dès qu'on la touche du doigt.

Cependant, nous considérons qu'il est normal de citer ici ne serait-ce qu'un des témoignages directs de Lénine sur cette question litigieuse, témoignage qui n'a pas besoin d'être expliqué et qui ne peut être mal interprété :

« Nous avons souligné dans toute une série d'ouvrages, dans toutes nos interventions, dans toute la presse qu'il n'en va pas en Russie comme dans les pays capitalistes ; nous avons une minorité d'ouvriers occupés dans l'industrie et une majorité énorme de petits cultivateurs. Dans un tel pays, la révolution sociale ne peut définitivement triompher qu'à deux conditions : premièrement qu'elle soit soutenue en temps voulu par la révolution sociale d'un ou de plusieurs pays avancés... L'autre condition est l'accord entre le prolétariat exerçant sa dictature ou ayant entre les mains le pouvoir d'Etat et la majorité de la population paysanne... »

« Nous savons que c'est seulement avec l'accord de la paysannerie que l'on peut sauver la révolution socialiste en Russie, tant que la révolution ne se produira pas en d'autres pays » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXXII de l'édition française).

Cette citation, nous l'espérons, est suffisamment édifiante : premièrement, Lénine lui-même y souligne que les idées qu'il expose ont été développées par lui « dans toute une série d'ouvrages, dans toutes [ses] interventions, dans toute la presse » ; deuxièmement, ce n'est pas en 1915 (deux ans avant Octobre) mais en 1921 (quatre ans après Octobre), qu'il définit cette perspective.

En ce qui concerne Lénine, nous osons croire que la question est suffisamment claire. Il reste à se demander comment les auteurs du projet de programme l'envisageaient autrefois.

A ce sujet, en novembre 1926, Staline disait :

« Le parti a toujours admis comme principe que la victoire du socialisme dans un seul pays est la possibilité de construire le socialisme dans ce pays et que cette tâche peut être accomplie par les forces d'un seul pays » (Pravda, 12 novembre 1926).

Nous savons déjà que le parti n'a jamais admis ce principe. Au contraire, « dans toute une série d'ouvrages, dans toutes nos interventions, dans toute la presse », comme dit Lénine, le parti adopta la position contraire, dont on trouve l'expression fondamentale dans le programme du Parti communiste de l'U.R.S.S. ; tout au moins faut-il espérer que Staline, lui, est toujours parti de la fausse idée que « le socialisme peut être construit par les forces d'un seul pays ». Voyons cela.

Nous ignorons absolument comment Staline envisageait cette question en 1905 ou en 1915, car nous manquons de tout document à ce sujet. Mais, en 1924, Staline exposa en ces termes le point de vue de Lénine sur la construction du socialisme :

« ... Renverser le pouvoir de la bourgeoisie et instaurer le pouvoir du prolétariat dans un seul pays, ce n'est pas encore assurer la pleine victoire du socialisme. La principale tâche du socialisme – l'organisation de la production socialiste – reste encore à accomplir. Peut-on résoudre ce problème, peut-on obtenir la victoire définitive du socialisme dans un seul pays sans les efforts conjugués des prolétaires de plusieurs pays avancés ? Non, c'est impossible. Pour renverser la bourgeoisie, il suffit des efforts d'un seul pays, l'histoire de notre révolution en témoigne. Pour la victoire définitive du socialisme, pour l'organisation de la production »

socialiste, les efforts d'un seul pays, surtout d'un pays paysan comme la Russie, ne suffisent plus ; il faut les efforts des prolétaires de plusieurs pays avancés...

Tels sont en général les traits caractéristiques de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne » (J. Staline, *De Lénine et du léninisme*, Editions d'Etat, section de Moscou, 1924. Cf. p. 52 de l'édition française publiée chez Maspéro sous le titre : *Les questions du léninisme*.)

On ne peut pas ne pas le reconnaître : « les traits caractéristiques de la théorie léniniste » sont exposés ici avec assez d'exactitude. Cependant, dans les éditions ultérieures du livre de Staline, ce passage a été remanié dans un sens directement opposé et « les traits caractéristiques de la théorie léniniste » furent dénoncés, un an après comme étant du... trotskysme. Le VIIe plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste adopta sa résolution non pas d'après l'édition de 1924 mais d'après celle de 1926.

Telle est l'affaire avec Staline. Elle ne saurait être plus lamentable. Il est vrai qu'on pourrait s'en consoler si elle n'était tout aussi lamentable pour le VIIe Plénum du Comité exécutif de l'Internationale.

Il reste un dernier espoir : c'est qu'au moins Boukharine, le véritable auteur du projet de programme, ait toujours admis la possibilité de l'édification du socialisme dans un seul pays. Vérifions. Voici ce qu'écrivait Boukharine à ce sujet en 1917 :

« Les révolutions sont les locomotives de l'histoire. Même dans la Russie arriérée, le prolétariat seul peut être le machiniste irremplaçable de cette locomotive. Mais le prolétariat ne peut déjà plus rester dans les limites des rapports de propriété de la société bourgeoise. Il marche vers le pouvoir et le socialisme. Cependant, cette tâche qui est « mise à l'ordre du jour » en Russie aussi ne peut être réalisée « à l'intérieur des frontières nationales ». Ici, la classe ouvrière se heurte à un mur infranchissable [remarquez-le bien : « un mur infranchissable ». L.T.] où on ne peut ouvrir une brèche que par le bélier de la révolution ouvrière internationale » (BOUKHARINE, La lutte des classes et la révolution en Russie, 1917, p. 3 et 4 de l'édition russe).

On ne peut s'exprimer plus clairement. Voilà qu'elle était l'opinion de Boukharine en 1917, deux ans après le prétendu « revirement » de Lénine en 1915. Cependant, la Révolution d'Octobre a peut-être appris quelque chose à Boukharine. Vérifions.

En 1919, Boukharine, écrivant sur « la dictature du prolétariat en Russie et la révolution mondiale » dans l'organe théorique de l'Internationale communiste, disait :

« Etant donné l'existence de l'économie mondiale et les relations entre ses diverses parties, étant donné l'interdépendance des divers groupes bourgeois organisés en Etats, il va de soi [souligné par nous] que la lutte dans un pays isolé ne peut s'achever sans qu'une victoire décisive ait été remportée par l'un ou l'autre camp dans plusieurs pays civilisés. »

A cette date, cela « allait même de soi ». Plus loin :

« La littérature marxiste ou quasi marxiste d'avant-guerre a posé plusieurs fois la question de savoir si la victoire du socialisme était possible dans un seul pays. Les écrivains, dans leur majorité, ont répondu négativement [et Lénine, donc, en 1915 ? L.T.] ; il n'est pas possible d'en conclure qu'il soit impossible ou inadmissible de commencer la révolution et de s'emparer du pouvoir dans un pays isolé. »

Précisément !

Et dans ce même article encore :

« La période de progression des forces productives ne peut venir qu'avec la victoire du prolétariat dans plusieurs pays importants... D'où l'on conclut : il est nécessaire de développer, par tous les moyens, la révolution mondiale et de former un bloc économique solide entre les pays industriels et la Russie soviétique » (N. BOUKHARINE, La dictature du prolétariat en Russie et la révolution mondiale, dans L'Internationale communiste, n° 5 de septembre 1919, p. 614 de l'édition russe).

L'affirmation de Boukharine selon laquelle la progression des forces productives, c'est-à-dire la véritable progression socialiste, n'interviendra chez nous qu'après la victoire du prolétariat dans les pays avancés d'Europe, constitue précisément la phrase qui est à la base de tous les actes d'accusation lancés contre le « trotskysme » (entre autres lors du VIIe plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste). Mais ce qui est curieux, c'est que Boukharine – qui doit son salut à sa courte mémoire – intervienne comme accusateur. A côté de cet aspect comique, il en est un autre qui est tragique : c'est Lénine qui est mis en question, car il a exprimé cette même pensée élémentaire des dizaines de fois.

Enfin, en 1921, six ans après le prétendu revirement de Lénine en 1915, quatre ans après Octobre, le Comité central, avec Lénine à sa tête, approuva le programme des Jeunesses communistes élaboré par une Commission placée sous la direction de Boukharine. Le § 4 de ce programme déclare :

« En U.R.S.S., le pouvoir d'Etat se trouve déjà entre les mains de la classe ouvrière. A travers trois années de luttes héroïques contre le capital mondial, le pouvoir soviétique s'est maintenu et développé. Bien que la Russie possède d'immenses richesses naturelles, elle est néanmoins, sur le plan industriel, un pays arriéré où prédomine une population petite-bourgeoise. Elle ne peut arriver au socialisme que par la révolution prolétarienne mondiale : nous sommes entrés dans l'époque de ce développement. »

A lui seul, ce paragraphe du programme des Jeunesses communistes (un programme et non pas un article occasionnel !) souligne ce qu'a de ridicule et d'indigne la tentative des auteurs du projet visant à démontrer que le parti a « toujours considéré comme possible la construction du socialisme dans un seul pays, et plus précisément en Russie. S'il en fut « toujours » ainsi, pourquoi Boukharine formula-t-il de cette façon ce paragraphe du programme des Jeunesses communistes ? Où Staline avait-il alors les yeux ? Comment Lénine et tout le Comité central ont-ils pu approuver une telle hérésie ? Comment se fait-il que personne dans le parti n'ait remarqué « ce détail » et n'ait soulevé de question à ce sujet ? Tout ceci ne ressemble-t-il pas trop à une mauvaise plaisanterie où sont moqués le Parti, son histoire et l'Internationale communiste ? N'est-il pas temps d'y mettre fin ? N'est-il pas temps de dire aux révisionnistes : vous ne pouvez plus vous permettre de vous camoufler derrière Lénine et la tradition théorique du parti !

Lors du VIIe plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, dans la discussion de la résolution condamnant le « trotskysme », Boukharine – dont le salut tient à sa mémoire courte – déclarait :

« La théorie de la révolution permanente du camarade Trotsky (et le camarade Trotsky professe encore maintenant cette théorie) dit aussi qu'étant donné notre situation économique arriérée, nous périrons inévitablement sans la révolution mondiale » (Compte rendu sténographique, p. 115, édition russe).

Au VII^e plénum, j'avais parlé des lacunes de la théorie de la révolution permanente, telle que je l'ai formulée en 1905-1906. Mais il est évident que je n'avais absolument pas songé à renoncer à ce qu'il y avait de fondamental dans cette théorie, à ce qui me rapprochait et me rapprocha de Lénine, à ce qui, à présent, ne me permet pas d'admettre la révision du léninisme.

Il y avait deux idées fondamentales dans la théorie de la révolution permanente.

Premièrement : en dépit du retard historique de la Russie, la révolution peut remettre le pouvoir au prolétariat russe avant de le donner au prolétariat des pays avancés. Deuxièmement : pour surmonter les contradictions auxquelles se heurtera la dictature du prolétariat dans un pays arriéré, encerclé par le monde capitaliste ennemi, on devra passer dans l'arène de la révolution mondiale. La première de ces idées se fonde sur une conception juste de la loi du développement inégal. La seconde découle d'une compréhension exacte de la réalité des liens économiques et politiques qui lient les pays capitalistes. Boukharine a raison quand il dit que je persiste à professer ces deux idées fondamentales de la théorie de la révolution permanente. Et maintenant plus que jamais, je considère leur justesse comme pleinement vérifiée et prouvée : sur le plan théorique, par les œuvres complètes de Marx et de Lénine ; sur le plan pratique, par l'expérience de la Révolution d'Octobre.

6. – Où est donc LA « DÉVIATION SOCIAL-DÉMOCRATE » ?

Les citations données suffisent largement à caractériser la position théorique de Staline et de Boukharine, hier et aujourd'hui. Mais, pour caractériser leurs procédés politiques, on doit se souvenir qu'après avoir glané dans les écrits de l'Opposition des déclarations absolument analogues à celles qu'ils ont eux-mêmes faites jusqu'en 1925 (à ce moment-là en plein accord avec Lénine), Staline et Boukharine, prenant appui sur ces déclarations, ont forgé la théorie de notre « déviation social-démocrate ». Voici que, sur la question capitale des rapports entre la Révolution d'Octobre et la révolution internationale, l'Opposition penserait comme... Otto Bauer, qui nie la possibilité de construire le socialisme en Russie. On pourrait croire que l'imprimerie ne fut inventée qu'en 1924 et que tout ce qui précède est voué à l'oubli. C'est compter sur une mémoire courte.

Pourtant, au sujet du caractère de la Révolution d'Octobre, le IV^e Congrès de l'Internationale communiste a réglé le compte d'Otto Bauer et des philistins de la II^e Internationale. Le rapport – que j'ai présenté au nom du Comité central – sur la nouvelle politique économique et les perspectives de la révolution mondiale, portait sur les idées d'Otto Bauer un jugement qui exprimait les vues de notre Comité central d'alors ; il ne rencontra aucune objection au Congrès et je considère qu'il a conservé, jusqu'à aujourd'hui, toute sa force. Quant à Boukharine, il renonça, après mon rapport, à revenir sur l'aspect politique du problème, vu que « beaucoup de camarades, parmi lesquels Lénine et Trotsky, en avaient déjà parlé » ; en d'autres termes, Boukharine se solidarisa, alors, avec mon rapport. Voici ce que j'ai dit au IV^e Congrès, à propos d'Otto Bauer :

« Les théoriciens sociaux-démocrates, d'un côté reconnaissent dans leurs articles du dimanche que le capitalisme (particulièrement en Europe) se survit à lui-même et est un frein à l'évolution historique, mais d'un autre côté, ils expriment la certitude que l'évolution de la Russie soviétique la mène inévitablement au triomphe de la démocratie bourgeoise ; ainsi, ces confusionnistes étroits et bavards tombent dans une banale contradiction bien digne d'eux. La nouvelle politique économique est à considérer dans des conditions d'espace et de temps déterminées : c'est une manœuvre de l'Etat ouvrier qui vit encore dans l'entourage capitaliste et qui compte fermement sur le développement révolutionnaire en Europe...

« On ne peut négliger, dans les calculs politiques, un facteur comme le temps. Si l'on suppose, en effet, que le capitalisme durera encore en Europe un siècle ou un demi-siècle, et que la Russie soviétique devra s'adapter à lui dans sa politique économique, alors la question se règle d'elle-même, car dans cette hypothèse, nous supposons a priori que la révolution prolétarienne en Europe échouera et qu'une nouvelle époque de renaissance capitaliste commencera. Sur quoi nous appuyerions-nous pour admettre cette hypothèse ? Si Otto Bauer, dans la vie actuelle de l'Autriche, a découvert des signes miraculeux de la résurrection capitaliste, alors on peut dire que le sort de la Russie soviétique est fixé d'avance. Mais pour le moment nous ne voyons pas de miracles, et nous n'y croyons pas. Nous pensons que si la bourgeoisie européenne s'assurait le pouvoir pour plusieurs dizaines d'années – dans les conditions actuelles du monde – cela aboutirait non pas à un nouvel épanouissement du capitalisme, mais au pourrissement économique et culturel de l'Europe. Qu'un tel processus puisse entraîner la Russie soviétique, on ne peut le nier, si on parle sur le plan général. Passerait-elle par le stade de la « démocratie » ou bien la décomposition prendrait-elle d'autres formes ? Cela n'est déjà plus qu'une question secondaire. Mais nous ne voyons aucune raison pour adhérer à la philosophie de Spengler. Nous comptons fermement sur le développement révolutionnaire en Europe. La nouvelle politique économique n'est qu'un accommodement au rythme de ce développement » (L. TROTSKY, Cinq années de l'Internationale communiste, De la critique social-démocrate, p. 491-492).

Cette façon de poser le problème nous ramène au point d'où nous avons commencé à juger le projet de programme : à l'époque de l'impérialisme, on ne peut considérer le sort d'un pays isolé qu'en partant des tendances du développement mondial, envisagé comme un tout dans lequel ce pays est inclus avec toutes ses particularités nationales, et dont il dépend. Les théoriciens de la II^e Internationale détachent l'U.R.S.S. de l'ensemble du monde et de l'époque impérialiste ; ils appliquent à l'U.R.S.S., en l'isolant, le critère aride de la « maturité » économique ; ils établissent que l'U.R.S.S. n'est pas apte à construire le socialisme avec ses seules forces, et de là ils concluent à l'inéluctable dégénérescence capitaliste de l'Etat ouvrier.

Les auteurs du projet de programme se placent sur le même plan théorique et acceptent entièrement la méthodologie métaphysique des théoriciens sociaux-démocrates : tout comme eux, ils oublient l'ensemble du monde et de l'époque impérialiste ; ils prennent comme point de départ la fiction du développement isolé ; ils appliquent à l'étape nationale de la révolution mondiale l'aride critère économique ; mais, en revanche, leur « sentence » est, inversée. Le « gauchisme » des auteurs du projet consiste en ce qu'ils reproduisent à rebours le jugement social-démocrate. Cependant, quelle qu'en soit la présentation, la position des théoriciens de la II^e Internationale ne vaut rien. Il faut suivre Lénine, qui élimine simplement le jugement et le pronostic de Bauer comme étant les exercices d'un élève de classe préparatoire.

Voilà ce qu'il en est de « la déviation social-démocrate ». Ce n'est pas nous, mais ce sont les auteurs du projet qu'on doit classer parmi les parents de Bauer.

7. - LA DÉPENDANCE DE L'U.R.S.S.A L'ÉGARD DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

C'est H. Vollmar lui-même, et personne d'autre, qui fut le précurseur des apôtres de la société socialiste nationale. Dessinant, dans un article intitulé *L'État socialiste isolé*, la perspective de la construction du socialisme en Allemagne par les propres forces du prolétariat de ce pays (qui avait dépassé de loin l'Angleterre avancée), Vollmar en 1878 se référait, avec une précision et une clarté absolues, à la loi du développement inégal qui, pense Staline, était inconnue de Marx et d'Engels. De cette loi, Vollmar tire, en 1878, une incontestable conclusion :

« Dans les conditions qui prédominent actuellement, et qui conserveront leurs forces dans la période à venir qu'on peut prévoir, la victoire simultanée du socialisme dans tous les pays cultivés est une hypothèse absolument exclue... »

Et plus loin, développant cette pensée, Vollmar dit :

« De ce fait, nous en arrivons à l'État socialiste isolé, qui, j'espère l'avoir démontré, s'il n'est pas le seul possible, est du moins le plus vraisemblable. »

Dans la mesure où, comme on peut le comprendre, cet État isolé est une dictature du prolétariat, Vollmar expose une opinion indiscutable, qui était celle de Marx et d'Engels, et que Lénine exprima dans l'article de 1915 cité plus haut.

Mais ensuite viennent des trouvailles qui n'appartiennent qu'à Vollmar, et dont la formulation est d'ailleurs moins unilatérale et moins fautive que celle de nos théoriciens du socialisme dans un seul pays. L'argumentation de Vollmar repose sur le fait qu'une Allemagne socialiste se trouverait en relations économiques suivies avec l'économie capitaliste mondiale, tout en disposant de l'avantage constitué par un haut développement technique et des coûts de production peu élevés. Une telle construction s'inscrit dans la perspective de la *coexistence pacifique* des systèmes socialiste et capitaliste⁸. Et comme, avec le temps, le socialisme prouvera de façon de plus en plus éclatante sa supériorité dans le domaine de la production, la nécessité de la révolution mondiale disparaîtra d'elle-même : c'est à travers le marché et par l'intervention des bas prix que le socialisme l'emportera sur le capitalisme.

Auteur du premier projet de programme et coauteur du second projet, Boukharine fonde entièrement sa construction du socialisme dans un seul pays sur l'idée de l'économie isolée, fermée sur elle-même. Dans l'article de Boukharine intitulé *Du caractère de notre révolution et de la possibilité de la construction victorieuse du socialisme en U.R.S.S. (Bolchevik, n^{os} 19 et 20, 1926)* – production suprême de la scolastique multipliée par la sophistique – tout le raisonnement se déroule dans le cadre d'une économie isolée. Le principal et unique argument est le suivant :

« Puisque nous avons tout ce qui est « nécessaire et suffisant » pour la construction du socialisme, alors, par conséquent, dans le processus même de cette construction, il n'y a pas un seul moment où elle puisse devenir impossible. Si à l'intérieur de notre pays, nous avons une combinaison de forces telle que, chaque année, la prépondérance du secteur socialiste s'affirme et que le secteur socialiste croisse plus vite que le secteur privé, alors nous commençons chaque année nouvelle avec des forces accrues. »

C'est un raisonnement irréfutable : « Puisque nous avons tout ce qui est nécessaire et suffisant », alors... nous l'avons. En prenant pour prémisses ses conclusions, Boukharine construit un système d'économie socialiste clos sur lui-même, sans entrées ni sorties. Comme Staline, Boukharine ne se souvient de l'extérieur, c'est-à-dire du monde entier, que sous l'angle de l'intervention militaire. Quand il parle, dans cet article, de la nécessité de « faire abstraction » du facteur international, il a en vue, non pas le marché mondial, mais l'intervention militaire. Il n'a pas à s'abstraire du marché mondial : il l'oublie, simplement, dans toute sa construction. En s'appuyant sur ce schéma, Boukharine défendit, au XI^e Congrès, l'idée que si une intervention militaire ne vient pas y faire obstacle, nous construirons le socialisme « même à pas de tortue ». La lutte incessante entre les deux systèmes, le fait que le socialisme ne peut se fonder que sur des forces productives supérieures, en un mot, la dynamique marxiste du remplacement d'une formation sociale par une autre ; commandée par la croissance des forces productives, tout cela fut totalement jeté au rebut. La dialectique révolutionnaire et historique fut remplacée par une utopie réactionnaire, celle du grignotage par un socialisme qui s'édifierait sur une base technique inférieure, se développerait à « une allure de tortue » dans les limites nationales, et n'aurait d'autre rapport avec le monde extérieur que la peur de l'intervention. Ne pas admettre cette piteuse caricature de la doctrine de Marx et de Lénine devint une « déviation social-démocrate ». C'est dans cet article de Boukharine que pour la première fois sont ainsi caractérisées nos opinions, à l'aide de toute une « argumentation ». L'histoire retiendra que nous avons été condamnés pour « déviation social-démocrate », parce que nous n'avons pas voulu admettre un retour à la théorie de Vollmar sur le socialisme dans un seul pays, retour qui, en l'inversant, la rend encore plus erronée.

Le prolétariat de la Russie tsariste n'aurait pas pris le pouvoir en Octobre, si la Russie n'avait été le chaînon le *plus faible* de la chaîne de l'économie mondiale ; elle en était tout de même un chaînon. La conquête du pouvoir par le prolétariat n'a nullement isolé la République des soviets du système de la division internationale du travail créée par le capitalisme.

De même que la sage chouette ne s'envole qu'au crépuscule, de même la théorie du socialisme dans un seul pays a surgi à un moment où notre industrie – dont s'épuisait de plus en plus l'ancien capital de base, où se situait, pour les deux tiers, la dépendance de notre industrie par rapport à l'industrie mondiale – avait un besoin aigu de renouveler et d'étendre ses liens avec le marché mondial, et au moment où les problèmes du commerce extérieur se posaient nettement aux dirigeants de l'économie.

Au XI^e Congrès, c'est-à-dire au dernier Congrès où il put parler au parti, Lénine le prévint qu'il aurait à subir un nouvel examen, « un examen qu'organiseraient le marché russe et le marché mondial auquel nous sommes subordonnés, avec lequel nous sommes liés et dont nul ne peut s'arracher ».

Rien ne frappe aussi mortellement la théorie du « socialisme intégral » isolé, que ce simple fait : les chiffres de notre commerce extérieur sont devenus dans les toutes dernières années, la pierre angulaire de nos plans économiques. La « partie la plus faible » de toute notre économie, y compris notre industrie, est l'importation, entièrement tributaire de l'exportation. Or, la force de

⁸ Ces lignes montrent que cette politique ne date pas de Khrouchtchev, comme on le dit souvent, mais constituait l'axe de la politique extérieure soviétique, déjà sous Staline, dans des conditions objectives évidemment très différentes.

résistance d'une chaîne dépendant du chaînon le plus faible, les calculs de nos plans économiques sont adaptés aux mesures de l'importation.

Dans la revue *L'économie planifiée* (organe théorique du Plan d'État), nous lisons, dans un article consacré au système de l'établissement du plan :

« En établissant les chiffres de contrôle de l'année courante, nous avons dû, méthodologiquement, prendre comme base les plans de notre exportation et ceux de notre importation, nous orienter d'après ceux-ci pour établir les plans de toute une série de branches diverses de l'industrie et, par conséquent, de tout le plan industriel général, et tout particulièrement pour accorder avec eux la construction d'usines nouvelles » (Janvier 1927, P. 27).

Sans aucun doute, cette démarche méthodologique, à propos du Plan d'État, signifie que les chiffres de contrôle déterminent la direction et le rythme de notre développement économique mais que le contrôle de ces chiffres s'est déplacé du côté de l'économie mondiale ; il en est ainsi, non pas parce que nous sommes devenus plus faibles, mais parce que, devenus plus forts, nous sommes sortis du cercle vicieux de l'isolement.

Par les chiffres des exportations et des importations, le monde capitaliste nous montre qu'il a, pour réagir, d'autres armes que l'intervention militaire. Dans les conditions du marché, la productivité du travail et du système social dans son ensemble étant mesurée par le rapport des prix, l'économie soviétique est sous la menace bien davantage d'une intervention de marchandises capitalistes à bon marché que d'une intervention militaire. C'est pourquoi il ne s'agit pas de remporter, économiquement, un triomphe isolé sur sa « propre bourgeoisie ». « La révolution socialiste qui avance sur le monde entier ne consistera pas seulement en une victoire du prolétariat de chaque pays sur sa propre bourgeoisie » (Lénine, 1919). Il s'agit d'une lutte à mort entre deux systèmes sociaux, dont l'un a commencé à se construire à partir de forces productives arriérées, tandis que l'autre s'appuie aujourd'hui encore sur des forces productives d'une bien plus grande puissance.

Celui qui taxe de « pessimisme » le simple aveu que nous dépendons du marché mondial (Lénine disait que nous sommes *subordonnés* au marché mondial) trahit toute sa pusillanimité de petit-bourgeois provincial devant le marché mondial et le caractère pitoyable de son optimisme local, puisqu'il échappe à cette économie mondiale par ses propres moyens.

La nouvelle théorie fait une question d'honneur de l'idée bizarre que l'U.R.S.S. peut périr d'une intervention militaire mais non en raison de son retard économique. Mais puisque, dans une société socialiste, les masses travailleuses sont beaucoup plus disposées à défendre le pays que les esclaves du capital à l'attaquer, on se pose la question : pourquoi une intervention militaire peut-elle faire peser sur nous une menace de mort ? Parce que l'ennemi est techniquement plus fort. Boukharine ne reconnaît la supériorité des forces productives que dans leur aspect militaire technique. Il ne veut pas comprendre que le tracteur de Ford est aussi dangereux que le canon du Creusot, avec cette différence que ce dernier ne peut agir que de temps à autre, tandis que le premier nous presse en permanence⁹. De plus, le tracteur sait qu'il a derrière lui le canon, comme ultime réserve.

Nous, premier État ouvrier, nous sommes une partie du prolétariat mondial, et avec lui, nous dépendons du capitalisme mondial. Indifférent, neutre et châtré par les bureaucrates, le bon petit mot « liaison » n'est lancé que pour cacher le caractère extrêmement pénible et dangereux pour nous de ces « liaisons ». Si nous produisions aux prix du marché mondial, notre dépendance à l'égard de celui-ci subsisterait mais serait beaucoup moins rigoureuse. Malheureusement, il n'en est pas ainsi ; le monopole du commerce extérieur témoigne lui-même du caractère cruel et dangereux de notre dépendance. L'importance décisive de ce monopole pour notre construction du socialisme découle précisément d'un rapport des forces défavorable pour nous. Mais on ne peut oublier une minute que le monopole du commerce extérieur régularise seulement notre dépendance à l'égard du marché mondial; il ne la supprime pas.

« Aussi longtemps que notre République des Soviets – écrit Lénine – demeure une marche isolée dans tout un monde capitaliste, croire à notre complète indépendance économique et à la liquidation de certains dangers serait faire preuve d'esprit fantasque et d'utopie » (Œuvres, vol. XVII, p. 409 de l'édition russe).

Les dangers essentiels sont la conséquence de la situation objective de l'U.R.S.S., « marche isolée » dans l'économie capitaliste, qui nous est hostile. Cependant, ces dangers peuvent s'atténuer ou croître. Cela dépend de l'action de deux facteurs : notre construction du socialisme d'un côté, le développement de l'économie capitaliste de l'autre. C'est certainement, *en dernière analyse*, le second facteur – c'est-à-dire le sort de toute l'économie mondiale – qui a une importance décisive.

Peut-il arriver – et dans quel cas précis – que la productivité de notre système social retarde de plus en plus sur celle du capitalisme ? Car, en fin de compte, cela amènerait inéluctablement l'écroulement de la République socialiste. Si nous dirigeons avec intelligence notre économie durant cette phase – pendant laquelle nous devons créer par nous-mêmes la base de l'industrie, ce qui exige de bien plus grandes qualités dans la direction – la productivité de notre travail grandira. Peut-on, cependant, supposer que la productivité du travail dans les pays capitalistes ou, pour parler plus précisément, des pays capitalistes prédominants, s'accroîtra plus vite que la nôtre ? Si cette question ne reçoit pas une réponse qui tienne compte des perspectives, les proclamations vantardes sur notre allure suffisante « par elle-même » (sans parler de la philosophie ridicule de « l'allure de tortue ») ne signifient rien. Mais tenter de répondre au problème de la compétition entre les deux systèmes nous entraîne déjà dans l'arène de l'économie et de la politique mondiales, c'est-à-dire dans l'arène où agit et décide l'Internationale révolutionnaire (et non pas une République soviétique vivant pour elle-même et réclamant de temps en temps l'aide de l'Internationale).

A propos de l'économie étatisée de l'U.R.S.S., le projet de programme dit qu'elle « développe la grosse industrie à une allure qui dépasse celle du développement dans les pays capitalistes ». Il faut reconnaître que, dans cet essai de confrontation des deux allures, un pas en avant est fait dans le domaine des principes, par rapport à la période où les auteurs du programme niaient absolument la nécessité d'un coefficient de comparaison entre notre développement et celui du reste du monde. Il est inutile « de mêler à ces problèmes le facteur international », disait Staline. Nous construirons le socialisme « même à une allure de tortue », disait Boukharine. C'est précisément suivant cette ligne que se déroulèrent les discussions de principe durant plusieurs années. *Formellement*, cette ligne l'a emporté. Mais, si on ne se limite pas à glisser dans le texte une comparaison entre les différentes allures du développement économique, si l'on se pénètre de ce que le problème a d'essentiel, on verra que, dans un autre chapitre

⁹ Dès qu'avec la N.E.P. se produisit un début de renouveau de l'économie soviétique, Trotsky insista sur la nécessité de suivre de très près les rapports économiques entre l'U.R.S.S. et le monde capitaliste. Il dénonça plus tard les conceptions autarciques comme une utopie réactionnaire digne de Hitler.

du projet, on ne peut parler d' « un minimum suffisant de l'industrie » en prenant seulement pour base des rapports intérieurs, sans relation avec le monde capitaliste; non seulement on ne peut pas résoudre la question *a priori*, mais on ne peut même pas poser la question de savoir s'il est « possible » ou « impossible » au prolétariat d'un pays donné de construire le socialisme par ses propres forces. La question se règle dans la dynamique de la lutte entre deux systèmes, entre deux classes mondiales; en dépit des coefficients élevés de notre croissance au cours de la période de reconstruction, demeure un fait essentiel et indiscutable :

« Le capital, si on le considère dans le monde entier, reste aujourd'hui encore plus fort que le pouvoir des Soviets, non seulement militairement mais aussi économiquement. C'est cette thèse fondamentale qu'il faut prendre comme base et ne jamais oublier » (LÉNINE, Œuvres, Vol. XVII, p. 102 de l'édition russe).

Le problème du rapport des différentes allures entre elles n'est pas résolu. Il ne dépend pas seulement du savoir-faire dont nous ferons preuve pour aborder la liaison entre la ville et la campagne, assurer le stockage des blés, intensifier les exportations et les importations; autrement dit, il ne tient pas seulement à nos succès intérieurs (qui sont cependant un facteur d'une importance exceptionnelle dans cette lutte) ; il est lié tout aussi fortement à la marche de l'économie et de la révolution mondiales. Aussi, la question sera-t-elle tranchée, non pas dans le cadre national, mais dans l'arène mondiale de la lutte économique et politique.

C'est ainsi que, presque sur chaque point du projet de programme, nous voyons une concession directe ou camouflée faite à la critique de l'opposition. Cette concession se manifeste par un rapprochement théorique avec Marx et Lénine, mais les conclusions révisionnistes demeurent tout à fait indépendantes des thèses révolutionnaires.

8. – LA CONTRADICTION ENTRE FORCES PRODUCTIVES ET FRONTIÈRES NATIONALES EST LA CAUSE DU CARACTÈRE UTOPIQUE ET RÉACTIONNAIRE DE LA THÉORIE DU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS

Comme nous l'avons vu, l'argumentation de la théorie du socialisme dans un seul pays se réduit, d'une part à interpréter en sophiste quelques lignes de Lénine, et d'autre part à expliquer en scolastique la loi du « développement inégal ». En interprétant judicieusement et cette loi historique et les citations en question, nous aboutissons à une conclusion directement opposée, qui était celle de Marx, d'Engels, de Lénine et de nous tous, y compris Staline et Boukharine, jusqu'en 1925.

Du développement inégal et saccadé du capitalisme, découle le caractère inégal et saccadé de la révolution socialiste ; et de l'interdépendance mutuelle des divers pays, découle l'impossibilité non seulement politique mais aussi économique de construire le socialisme dans un seul pays.

Examinons une fois de plus, et de plus près, le programme sous cet angle. Nous avons déjà lu dans l'introduction cette remarque :

« L'impérialisme... avive jusqu'à les amener à une tension extrême les contradictions qui existent entre la croissance des forces productives de l'économie mondiale et les cloisonnements nationaux et étatiques. »

Nous avons déjà dit que cette thèse est, ou plutôt devrait être la pierre angulaire d'un programme international. Mais précisément, cette thèse exclut, réfute et balaie la théorie du socialisme dans un seul pays comme une théorie réactionnaire, parce qu'elle se trouve en contradiction irréductible, non seulement avec la *tendance fondamentale* du développement des forces productives, mais aussi avec les *résultats matériels* que ce développement a déjà provoqués. Les forces productives sont incompatibles avec les cadres nationaux. C'est ce fait qui commande non seulement le commerce extérieur, l'exportation des hommes et des capitaux, la conquête des territoires, la politique coloniale, la dernière guerre impérialiste, mais aussi l'impossibilité économique pour une société socialiste de vivre en vase clos. Les forces productives des pays capitalistes sont, depuis longtemps, à l'étroit dans le cadre de l'État national. La société socialiste, elle, ne peut se construire que sur la base des forces productives modernes, sur l'électrification, sur la « chimisation » des processus de production (y compris l'agriculture), sur la combinaison et la généralisation des éléments les plus élevés de la technique contemporaine la plus développée.

Depuis Marx, nous répétons que le capitalisme est incapable de maîtriser l'esprit de la nouvelle technique qu'il a lui-même engendrée ; esprit qui fait exploser juridiquement non seulement l'enveloppe de la propriété privée bourgeoise, mais comme l'a montré la guerre de 1914, le cadre national de l'État bourgeois. Quant au socialisme, il doit non seulement reprendre au capitalisme les forces productives les plus développées, mais les mener immédiatement plus loin et plus haut, en leur assurant une croissance impossible en régime capitaliste. Comment ! se demandera-t-on, le socialisme repoussera-t-il en arrière les forces productives pour les enfermer dans les formes nationales d'où elles cherchaient déjà à s'arracher sous le capitalisme ? Ou peut-être renoncerons-nous à ces forces productives « indomptables » qui sont à l'étroit dans le cadre national tout comme dans la théorie du socialisme dans un seul pays ? Devrons-nous nous borner aux forces productives domestiques, c'est-à-dire à une technique économique retardataire ? Mais alors il faut, tout de suite et dans une série de branches, ne plus monter mais descendre au-dessous même du pitoyable niveau technique actuel, qui a su lier la Russie bourgeoise à l'économie mondiale et l'amener à participer à la guerre impérialiste, *pour accroître le territoire des forces productives* qui débordaient le cadre de l'État national.

Héritant ces forces productives et les ayant reconstituées, l'État ouvrier est *contraint* d'exporter et d'importer.

Le malheur, dans tout cela, c'est que le projet de programme ne fait qu'introduire mécaniquement dans son texte la thèse de l'incompatibilité de la technique capitaliste actuelle et des cadres nationaux, et raisonne plus loin comme si cette incompatibilité n'existait pas. Au fond, tout ce projet n'est qu'une combinaison des thèses révolutionnaires de Marx et de Lénine avec des conclusions opportunistes ou centristes qui leur sont inconciliables. Voilà pourquoi il est nécessaire, *sans le laisser prendre à quelques formules révolutionnaires* du projet, de voir clairement où *vont ses tendances essentielles*.

Nous avons cité le premier chapitre, qui parle de la possibilité du socialisme dans « un seul pays, pris isolément » ; cette idée est encore plus nettement et plus brutalement exprimée dans le quatrième chapitre, qui déclare :

« La dictature (?) du prolétariat mondial... ne peut être réalisée qu'après la victoire du socialisme (?) dans divers pays, quand les républiques prolétariennes nouvellement constituées se fédéreront avec celles qui existent déjà. »

Si ces mots « victoire du socialisme » ne font que désigner la dictature du prolétariat, alors ce n'est qu'un lieu commun indiscutable, qui aurait dû être mieux formulé dans le programme, pour éviter une double interprétation. Mais ce n'est pas là la pensée des auteurs du projet. Par « victoire du socialisme », ils n'entendent pas simplement la conquête du pouvoir et la

nationalisation des moyens de production, mais la construction de la société socialiste dans un seul pays. Dans leur pensée, il n'est pas question d'une économie socialiste mondiale reposant sur une division internationale du travail, mais d'une fédération de communes socialistes dont chacune a son existence propre, dans l'esprit du bienheureux anarchisme ; la seule différence est que les limites de ces communes sont élargies jusqu'à celles de l'État national.

Dans son désir inquiet de dissimuler, avec éclectisme, la nouvelle façon d'aborder le problème sous des formules anciennes, le projet de programme présente la thèse suivante :

« Ce n'est qu'après la victoire totale du prolétariat dans le monde et après la consolidation de son pouvoir mondial que viendra l'époque de la construction intensive de l'économie socialiste mondiale » (chap. IV).

Destinée à servir de camouflage théorique, cette thèse révèle, en fait, la contradiction essentielle. Si elle signifie que l'époque de la véritable construction socialiste ne pourra commencer qu'après la victoire du prolétariat dans plusieurs pays avancés, alors on renonce tout simplement à la théorie du socialisme dans un seul pays et on adopte la position de Marx et de Lénine. Mais si l'on part de la nouvelle théorie de Staline-Boukharine – qui est enracinée dans diverses parties du programme –, alors on a comme perspective la réalisation du socialisme intégral dans une série de pays différents avant le triomphe mondial et complet du prolétariat ; et c'est avec ces pays socialistes que l'économie socialiste mondiale sera construite, tout comme les enfants construisent une maison avec des cubes tout prêts. En fait, l'économie socialiste mondiale ne sera nullement la somme des économies socialistes nationales¹⁰. Elle ne pourra se constituer, dans ses traits essentiels, que sur la base de la division du travail créée par tout le développement antérieur du capitalisme. Dans ses fondements, elle se formera et se bâtira, non pas après la construction du « socialisme intégral » dans une série de pays différents, mais dans les tempêtes et les orages de la révolution prolétarienne mondiale qui occuperont plusieurs décennies. Les succès économiques des premiers pays où s'exercera la dictature du prolétariat ne se mesureront pas au « socialisme intégral », mais à la stabilité politique de la dictature elle-même et aux progrès dans la préparation des éléments de l'économie socialiste mondiale de demain.

La pensée révisionniste s'exprime avec plus de précision et, si cela est possible, avec plus de brutalité encore dans le cinquième chapitre ; s'abritant derrière une ligne et demie de l'article posthume de Lénine qu'ils défigurent, les auteurs du projet prétendent que l'U.R.S.S. « possède dans le pays les bases *matérielles* nécessaires et suffisantes, non seulement pour abattre les propriétaires fonciers et la bourgeoisie, mais pour construire le socialisme intégral ».

Par la grâce de quelles circonstances avons-nous hérité un privilège historique si extraordinaire ? A ce propos, nous lisons dans le second chapitre du projet :

« Le front impérialiste fut rompu [par la Révolution de 1917] dans son chaînon le plus faible, en Russie tsariste » (souligné par nous).

C'est une magnifique formule léniniste qui est donnée ici. Au fond, elle signifie que la Russie était l'État impérialiste le plus arriéré et le plus faible sur le plan économique. C'est précisément pourquoi les classes dominantes de la Russie s'effondrèrent les premières, pour avoir chargé les forces productives *insuffisantes* du pays d'un fardeau insupportable. Ainsi, le développement inégal et saccadé força le prolétariat du pays capitaliste le plus arriéré à s'emparer le premier du pouvoir. Autrefois, on nous enseignait que, pour cette raison justement, la classe ouvrière du « chaînon le plus faible » aurait de plus grandes difficultés à accéder au socialisme que le prolétariat des pays avancés ; celui-ci aura plus de difficultés à prendre le pouvoir, mais, l'ayant conquis avant que nous ayons comblé notre retard, non seulement il nous dépassera, mais il nous entraînera dans la construction complète du socialisme, sur la base d'une technique mondiale supérieure et de la division internationale du travail. Voilà avec quelle conception nous entrâmes dans la Révolution d'Octobre, conception que le parti a formulée des dizaines et des centaines de milliers de fois dans la presse et dans les réunions, mais à laquelle on tente, depuis 1923, de substituer une vue directement opposée. Maintenant, il se trouve que l'ancienne Russie tsariste – « chaînon le plus faible » – met entre les mains du prolétariat de l'U.R.S.S. – qui hérite de la Russie tsariste et de ses faiblesses – l'avantage inappréciable de posséder ses propres bases nationales pour la « construction du socialisme intégral » !

La malheureuse Angleterre ne dispose pas d'un tel privilège, en raison d'un développement *excessif* de ses forces productives, qui ont presque besoin du monde entier pour se procurer des matières premières et pour écouler leurs produits. Si les forces productives anglaises étaient plus « modérées », si elles maintenaient un équilibre entre l'industrie et l'agriculture, le prolétariat anglais pourrait, sans doute, construire le socialisme intégral sur son île « considérée isolément », protégée par sa flotte contre une intervention étrangère.

Le projet de programme, en son quatrième chapitre, partage les États capitalistes en trois groupes : 1° Les pays de capitalisme avancé (États-Unis, Allemagne, Angleterre, etc.) ; 2° Les pays où le capitalisme a atteint un niveau moyen de développement (la Russie jusqu'en 1917, la Pologne, etc.) ; 3° Les pays coloniaux et semi-coloniaux (Chine, Inde, etc.).

Bien que « la Russie jusqu'en 1917 » ait été plus proche de la Chine actuelle que des États-Unis d'aujourd'hui, on pourrait ne pas élever d'objection spéciale à cette répartition schématique, si elle ne devenait – en relation avec d'autres parties du projet – une cause de déductions fausses. Étant donné que, pour les pays de « développement moyen », le projet estime qu'il existe un « minimum suffisant d'industrie » qui leur permet de construire par eux-mêmes le socialisme, cela doit être vrai, à plus forte raison, pour les pays de capitalisme supérieur. Il se trouve que *seuls* les pays coloniaux et semi-coloniaux ont besoin de l'aide extérieure ; c'est là, précisément, que selon le projet de programme – comme nous le verrons dans un autre chapitre – réside leur trait distinctif.

Pourtant, si nous abordons les questions de la construction du socialisme avec ce seul critère, en faisant abstraction des richesses naturelles d'un pays, de ses rapports intérieurs entre l'industrie et l'agriculture, de sa place dans le système mondial de l'économie, nous tomberons dans de nouvelles erreurs et contradictions, non moins grossières. Nous venons de parler de l'Angleterre. Elle est indiscutablement un pays de capitalisme avancé, mais c'est *précisément pour cela* qu'elle n'a aucune chance de construire le socialisme dans le cadre de ses frontières insulaires. L'Angleterre, tout simplement, étoufferait au bout de quelques mois.

Certes, des forces productives supérieures – toutes les autres conditions restant égales – offrent un avantage énorme pour la construction du socialisme. Elles communiquent à l'économie une souplesse exceptionnelle, même quand celle-ci est investie par

¹⁰ Cette idée que Trotsky montre comme découlant logiquement de la théorie du « socialisme dans un seul pays » fut appliquée effectivement pendant une certaine période dans le « camp socialiste » après la deuxième guerre mondiale.

le blocus (cela s'est vu dans l'Allemagne bourgeoise au cours de la guerre). Mais pour ces pays avancés la construction du socialisme sur des bases nationales correspondrait à une baisse générale, à une diminution globale des forces productives; elle irait directement à l'encontre des tâches socialistes.

Le projet de programme oublie la thèse fondamentale selon laquelle les forces productives actuelles et les frontières nationales sont incompatibles ; par conséquent des forces productives très développées ne sont pas un obstacle moindre à la construction du socialisme dans un seul pays que des forces peu développées, bien que ce soit de façon contraire : si les dernières sont insuffisantes pour leur base, en revanche c'est la base qui est trop limitée pour les premières. La loi du développement inégal est oubliée justement quand on en a le plus besoin et quand elle a le plus d'importance.

La question de la construction du socialisme ne se règle pas simplement par la « maturité » ou la « non-maturité » industrielle du pays. Cette non-maturité est elle-même inégale. En U.R.S.S., où certaines branches de l'industrie (et d'abord la construction des machines) ne peuvent satisfaire les besoins intérieurs les plus élémentaires, il en est d'autres qui, dans des circonstances données, ne peuvent se développer sans une exportation vaste et croissante. Parmi ces dernières, certaines sont de première importance : les exploitations forestières, l'extraction du pétrole et du manganèse, sans parler de l'agriculture. Par ailleurs, les branches « insuffisantes » ne pourront plus se développer sérieusement si les branches qui produisent « en surabondance » (relative) ne peuvent exporter. L'impossibilité de construire une société socialiste isolée – non pas en utopie, dans l'Atlantide, mais dans les conditions concrètes, géographiques et historiques de notre économie terrestre – est déterminée pour divers pays, à divers degrés, aussi bien par le développement insuffisant de certaines branches que par le développement « excessif » de certaines autres. Dans l'ensemble, cela signifie justement que les forces productives actuelles sont incompatibles avec les cadres nationaux.

« Que fut la guerre impérialiste ? Une révolte des forces productives non seulement contre les formes bourgeoises de la propriété, mais contre les cadres des Etats capitalistes. La guerre impérialiste signifiait, en fait, que les forces productives se trouvaient à l'étroit dans les limites des Etats nationaux de façon insupportable. Nous avons toujours affirmé que le capitalisme n'est pas en état de maîtriser les forces productives qu'il a développées, et que seul le socialisme est capable, quand après leur croissance elles dépassent le cadre national, de les incorporer en un ensemble économique supérieur. Il n'y a plus de voies conduisant en arrière vers l'Etat isolé » (Compte rendu sténographique du VIIe Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, Discours de Trotsky, p. 100).

En essayant de justifier la théorie du socialisme dans un seul pays, le projet de programme commet une double, triple, quadruple erreur : il exagère le niveau des forces productives en U.R.S.S. ; il ferme les yeux sur la loi du développement inégal des diverses branches de l'industrie ; il néglige la division mondiale du travail ; et enfin, il oublie la contradiction fondamentale entre les forces productives et les barrières nationales à l'époque impérialiste.

Afin de ne pas laisser en dehors de notre analyse un seul argument, nous devons encore retenir une considération – la plus générale – exprimée par Boukharine dans la défense de la nouvelle théorie.

Dans l'ensemble du monde, dit Boukharine, le rapport entre le prolétariat et la paysannerie n'est pas plus favorable qu'en U.R.S.S. Si c'est donc pour des raisons de retard dans le développement qu'on n'a pu construire le socialisme en U.R.S.S., celui-ci n'est pas plus réalisable à l'échelle de l'économie mondiale.

Cet argument devrait être introduit dans tous les manuels de dialectique comme exemple classique de procédé de réflexion scolastique. Premièrement, s'il est probable que le rapport entre le prolétariat et la paysannerie, dans l'ensemble du monde, n'est pas tellement différent de celui qui existe en U.R.S.S., la révolution mondiale, comme d'ailleurs la révolution dans un pays, ne se réalise pas selon la méthode de la moyenne arithmétique. Ainsi la Révolution d'Octobre s'est produite et s'est affermie avant tout dans le Pétrograd prolétarien, sans choisir une région où le rapport entre ouvriers et paysans correspondait à la moyenne de toute la Russie. Après que Pétrograd, puis Moscou eurent créé le pouvoir révolutionnaire et l'armée révolutionnaire, ils durent cependant lutter pendant plusieurs années pour abattre la bourgeoisie à travers le pays ; c'est seulement à la suite de ce processus – qui a nom révolution – que s'est établi, dans les frontières de l'U.R.S.S., le rapport actuel entre le prolétariat et la paysannerie. La révolution ne s'accomplit pas suivant la méthode de la moyenne arithmétique. Elle peut même commencer dans une zone moins favorable, mais, tant qu'elle ne s'est pas affermie dans les zones décisives aussi bien du front national que du front mondial, on ne peut parler de sa victoire définitive.

Deuxièmement, le rapport entre le prolétariat et la paysannerie, dans le cadre d'un niveau « moyen » de la technique, n'est pas le seul facteur qui permette de résoudre le problème. La lutte des classes entre le prolétariat et la bourgeoisie existe encore. L'U.R.S.S. est entourée non pas par un monde ouvrier-paysan, mais par le système capitaliste. Si la bourgeoisie était renversée dans le monde entier, il est évident que ce fait, par lui-même, ne modifierait encore ni le rapport entre le prolétariat et la paysannerie, ni le niveau moyen de la technique en U.R.S.S. et dans le monde entier. Cependant, la construction du socialisme en U.R.S.S. verrait immédiatement s'ouvrir devant elle d'autres possibilités et prendrait une autre envergure, absolument incomparable avec celle d'aujourd'hui.

Troisièmement, si les forces productives de chaque pays avancé dépassaient à un degré quelconque les frontières nationales, il faudrait en conclure, selon Boukharine, que les forces productives ont, pour tous les pays ; dépassé les limites du globe terrestre, et par conséquent que le socialisme ne doit être construit qu'à l'échelle du système solaire.

Nous le répétons : l'argument boukharinien fondé sur la proportion moyenne des ouvriers et des paysans devrait être introduit dans les abécédaires de la politique non pas, comme on le fait probablement aujourd'hui, au titre d'argument pour la défense du socialisme dans un seul pays, mais comme preuve de la totale incompatibilité qui existe entre la casuistique scolastique et la dialectique marxiste.

9. – LA QUESTION NE PEUT ÊTRE TRANCHÉE QUE SUR L'ARÈNE DE LA RÉVOLUTION MONDIALE

La nouvelle doctrine dit : le socialisme peut être construit sur la base d'un État national, *s'il n'y a pas d'intervention*. De là peut et doit découler, en dépit de toutes les déclarations solennelles du projet de programme, une politique de collaboration avec la bourgeoisie de l'extérieur. Le but est d'éviter l'intervention : en effet, la construction du socialisme étant ainsi assurée, la question

historique fondamentale sera résolue. La tâche des partis de l'Internationale communiste prend alors un caractère secondaire : protéger l'U.R.S.S., des interventions et non pas lutter pour la conquête du pouvoir. Il ne s'agit pas, certes, d'intentions subjectives, mais d'une logique objective de la pensée politique.

« La divergence ici – dit Staline – consiste en ce que le parti considère que ces contradictions (internes) et ces conflits éventuels sont parfaitement surmontables sur la base des propres forces de notre révolution, tandis que le camarade Trotsky et l'Opposition considèrent que ces contradictions et conflits ne peuvent se régler qu'à l'échelle internationale, sur l'arène de la révolution mondiale du prolétariat » (Pravda, n° 262, 12 novembre 1926).

Oui, la divergence s'exprime précisément en ces termes. On ne saurait mieux formuler la contradiction qui existe entre le national-réformisme et l'internationalisme révolutionnaire. Si nos difficultés, nos obstacles, nos contradictions internes, qui reflètent les contradictions mondiales, peuvent être surmontés uniquement par « les forces propres de notre révolution » hors de l'arène de la révolution mondiale, alors l'Internationale est une institution à moitié auxiliaire, à moitié décorative, dont on peut convoquer le Congrès tous les quatre ans, tous les dix ans ou même jamais. Si l'on ajoute que le prolétariat des autres pays doit protéger notre construction contre l'intervention militaire, alors d'après ce schéma l'Internationale doit jouer le rôle d'un instrument *pacifiste*. Son rôle fondamental d'outil de la révolution mondiale passe inévitablement à l'arrière-plan. Et, répétons-le, cela se produit non pas d'après des intentions conscientes (au contraire, toute une série de passages du programme témoignent des excellentes intentions des auteurs), mais comme conséquence de la logique interne de la nouvelle théorie : ce qui est mille fois plus dangereux que les pires intentions subjectives.

Déjà, en effet, au VII^e plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, Staline avait osé développer et démontrer l'idée suivante :

« Notre parti n'a pas le droit de tromper (!) la classe ouvrière ; il aurait dû dire franchement que le manque de certitude (!) sur la possibilité de construire le socialisme dans notre pays mène à l'abandon du pouvoir et à la transformation de notre parti, devenant, de parti dirigeant, parti d'opposition » (Compte rendu sténographique, vol. II, p. 10 -souligné par nous-).

Cela signifie : « Tu as seulement le droit d'espérer dans les maigres ressources de l'économie nationale ; tu ne peux pas espérer quelque chose des ressources infinies du prolétariat international. Si tu ne peux te passer de la révolution internationale, laisse le pouvoir, ce pouvoir d'octobre conquis dans l'intérêt de la révolution internationale ». Voilà à quelle déchéance on peut aboutir quand on part d'une position radicalement fausse.

Le projet développe une idée incontestable quand il dit que les succès économiques de l'U.R.S.S., ne peuvent être dissociés de la révolution prolétarienne mondiale. Mais le danger politique de la nouvelle théorie réside dans la comparaison erronée établie entre les deux leviers du socialisme mondial : nos réalisations économiques et la révolution prolétarienne mondiale. Sans la victoire de cette dernière, nous ne construirons pas le socialisme. Les ouvriers d'Europe et du monde entier doivent comprendre clairement cela. La construction économique a une importance énorme. Si la direction se trompe, la dictature du prolétariat s'affaiblit ; sa chute porterait un tel coup à la révolution internationale que celle-ci ne s'en remettrait pas avant toute une longue suite d'années. Mais la décision du procès historique entre le monde du socialisme et le monde du capitalisme dépend du second levier, c'est-à-dire de la révolution prolétarienne mondiale. L'importance gigantesque de l'Union soviétique vient de ce qu'elle est la base d'appui de la révolution mondiale et non pas de sa capacité à construire le socialisme indépendamment de la révolution mondiale.

Sur un ton de supériorité que rien ne justifie, Boukharine, à plusieurs reprises nous a demandé :

« S'il existe déjà des éléments de départ, si la base est suffisante et si même l'œuvre de construction du socialisme a connu un certain succès, où est la limite à partir de laquelle tout « se fait » en sens inverse » ? Une telle limite n'existe pas » (Compte rendu sténographique du VII^e Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, p. 116).

C'est de la mauvaise géométrie et non de la dialectique historique. Une telle « limite » peut exister. Il peut en exister plusieurs sur le plan intérieur et international, et aussi dans les domaines politique, économique et militaire. La « limite » la plus importante et la plus menaçante serait une sérieuse et durable consolidation, une nouvelle montée du capitalisme mondial. La question économique et politique débouche donc sur l'arène mondiale. La bourgeoisie peut-elle s'assurer une nouvelle époque de croissance capitaliste ? Nier une telle possibilité, compter sur « la situation sans issue » du capitalisme, serait simplement du verbalisme révolutionnaire. « Il n'y a pas de situation absolument sans issue » (Lénine). L'état actuel d'équilibre instable où se trouvent les classes dans les pays européens – précisément à cause de cette instabilité – ne peut durer indéfiniment.

Quand Staline et Boukharine démontrent que l'U.R.S.S. peut, en tant qu'État (c'est-à-dire dans ses rapports avec la bourgeoisie mondiale), se passer de l'aide du prolétariat étranger, ils font preuve du même aveuglement que dans les autres conséquences de leur erreur fondamentale ; car l'actuelle sympathie active des masses ouvrières nous protège de l'intervention.

Il est absolument indiscutable qu'après le sabotage par la social-démocratie de l'insurrection du prolétariat européen contre la bourgeoisie qui a suivi la guerre, l'active sympathie des masses ouvrières a sauvé la République soviétique. Durant ces dernières années, la bourgeoisie européenne n'a pas trouvé des forces suffisantes pour conduire une grande guerre contre l'État ouvrier. Mais penser qu'un tel rapport de forces peut se maintenir pendant de longues années, par exemple jusqu'à la construction du socialisme en U.R.S.S., serait faire preuve du plus grand aveuglement et juger de toute une courbe d'après un petit segment. Une situation aussi instable, où le prolétariat ne peut prendre le pouvoir et où la bourgeoisie ne se sent pas pleinement maîtresse chez elle, doit, tôt ou tard, une année ou l'autre, tourner dans un sens ou dans l'autre, vers la dictature du prolétariat ou vers la consolidation sérieuse et durable de la bourgeoisie sur le dos des masses populaires, sur les ossements des peuples coloniaux et, qui sait, sur les nôtres. « Il n'y a pas de situation absolument sans issue. » La bourgeoisie peut surmonter ses contradictions les plus pénibles uniquement en suivant la voie ouverte par les défaites du prolétariat et les fautes de la direction révolutionnaire. Mais la réciproque est également vraie. Il n'y aura plus de nouvelle montée du capitalisme mondial (dans la perspective d'une nouvelle époque de grands bouleversements) si le prolétariat sait trouver le moyen de sortir de la présente situation instable par la voie révolutionnaire.

« Il faut démontrer maintenant par l'action pratique des partis révolutionnaires – disait Lénine, le 19 juillet 1920, au II^e Congrès – qu'ils possèdent suffisamment de conscience, de sens de l'organisation, de liens avec les masses exploitées, d'esprit de décision et de savoir-faire pour exploiter cette crise au profit d'une victoire

de la révolution » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXXI, p. 234 de l'édition française).

Quant à nos contradictions internes, qui dépendent directement de la marche de la lutte en Europe et dans le monde, elles peuvent être intelligemment réglées et atténuées par une politique intérieure juste, fondée sur la prévision marxiste ; mais on ne pourra en triompher totalement qu'en éliminant les contradictions des classes, ce dont il ne peut être question avant que ne se produise et triomphe la révolution européenne. Staline a raison : la divergence se situe précisément là ; c'est elle qui sépare fondamentalement le nationalisme réformiste de l'internationalisme révolutionnaire.

IO. - LA THÉORIE DU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS, SOURCE DES ERREMENTS SOCIAUX-PATRIOTIQUES

La théorie du socialisme dans un seul pays conduit inévitablement à sous-estimer les difficultés dont il faut triompher et à exagérer les réalisations acquises.

On ne trouve pas d'affirmation plus anti-socialiste et anti-révolutionnaire que la déclaration de Staline prétendant que les 9/10 du socialisme sont réalisés chez nous. Elle semble spécialement calculée pour le bureaucrate suffisant. De cette façon, on peut compromettre irrémédiablement l'idée de la société socialiste aux yeux des masses travailleuses. Les succès du prolétariat soviétique sont énormes si l'on considère les conditions dans lesquelles ils ont été obtenus et le faible niveau de l'héritage culturel. Mais ces résultats pèsent peu sur la balance de l'idéal socialiste. Afin de ne pas couper les bras à l'ouvrier, au journalier, au paysan pauvre – qui en l'an XI de la révolution, voient autour d'eux la misère, la gêne, le chômage, les queues devant les boulangeries, l'analphabétisme, les enfants vagabonds, l'ivrognerie, la prostitution – il faut dire la vérité, si cruelle qu'elle soit, et non pas un agréable mensonge. Au lieu de leur mentir en assurant que les 9/10 du socialisme seraient déjà réalisés, il faut leur dire qu'actuellement, notre niveau économique et nos conditions de vie et de culture nous situent bien plus près du capitalisme arriéré et inculte que de la société socialiste. Il faut leur dire que nous ne marcherons sur la voie de la véritable construction du socialisme qu'après la conquête du pouvoir par le prolétariat des pays les plus avancés; qu'il faut travailler à cette construction sans relâche et en se servant de deux leviers : l'un court, qui est celui de nos efforts économiques intérieurs et l'autre long, qui est celui de la lutte internationale du prolétariat.

En un mot, au lieu des phrases de Staline sur les 9/10 de socialisme, il faut leur rappeler les paroles de Lénine :

« La Russie (indigente) ne deviendra telle (abondante) que si elle rejette tout découragement et toute phraséologie, que si serrant les dents, elle rassemble toutes ses forces, tendant chaque nerf et chaque muscle, que si elle comprend que le salut est possible seulement dans la voie de la révolution socialiste internationale, dans laquelle nous sommes entrés. »

*

**

Il a fallu entendre des militants en vue de l'Internationale communiste avancer l'argument suivant : certes, la théorie du socialisme dans un seul pays n'a pas de consistance, mais dans des conditions difficiles elle offre une perspective aux ouvriers russes, et, de ce fait, leur donne du courage. Il est difficile de mesurer la profondeur de la chute, en matière de théorie, pour ceux qui cherchent dans un programme non un moyen d'orientation, moyen de classe scientifiquement fondé, mais une consolation morale. Les théories consolatrices qui contredisent les faits relèvent de la religion et non de la science, cette religion qui est « l'opium du peuple ».

Notre parti a traversé sa période héroïque avec un programme entièrement axé sur la révolution internationale et non pas sur le socialisme dans un seul pays. Sous un étendard qui disait que la Russie arriérée ne construirait pas le socialisme par ses seules forces, la jeunesse communiste a franchi les années les plus dures de la guerre civile, avec la famine, le froid, les pénibles samedis et dimanches communistes, les épidémies, les études menées le ventre creux, les nombreuses victimes qui tombaient à chaque mouvement en avant. Les membres du parti et des Jeunesses communistes ont lutté sur tous les fronts, ont entraîné des poutres dans les gares, non pas parce qu'ils espéraient construire avec elles l'édifice du socialisme national, mais parce qu'ils servaient la révolution internationale, qui exige que la forteresse soviétique tienne bon ; et pour la forteresse soviétique chaque nouvelle poutre a de l'importance. Voilà comment nous abordions la question. Les délais ont changé, se sont déplacés (pas tellement d'ailleurs) ; mais la façon d'envisager le problème, quant aux principes, conserve encore à présent toute sa force. Le prolétaire, le paysan-partisan, le jeune communiste ont prouvé à l'avance, par toute leur conduite antérieure à 1925, époque à laquelle le nouvel évangile fut prêché pour la première fois, qu'ils n'en avaient pas besoin. Mais il était nécessaire pour le fonctionnaire qui regarde la masse de toute sa hauteur, pour l'administrateur qui lutte pour des miettes et ne veut pas être inquiété, pour l'homme de l'appareil qui cherche à commander, caché derrière la formule salubre et consolatrice. Ce sont ceux-là qui pensent que le peuple obscur a besoin d'une « bonne nouvelle » et qu'on ne peut le mener sans une doctrine de consolation. Ce sont ceux-là qui se saisissent des paroles mensongères sur les « 9/10 du socialisme », car cette formule consacre leur position privilégiée, leur droit à l'ordre et au commandement, leur désir de se libérer de la critique des « hommes de peu de foi » et des « sceptiques ».

Les plaintes et les accusations selon lesquelles mettre en doute la possibilité de la construction du socialisme dans un seul pays, c'est éteindre l'esprit de lutte, tuer l'énergie, ressemblent, malgré des conditions différentes, aux reproches que les réformistes ont toujours lancés contre les révolutionnaires. « Vous dites aux ouvriers qu'ils ne peuvent obtenir d'amélioration sensible de leur situation dans le cadre de la société capitaliste – ainsi s'expriment les réformistes –, de ce fait vous tuez en eux l'énergie de la lutte. » En réalité, c'est seulement sous la direction des révolutionnaires que les ouvriers ont effectivement lutté pour des conquêtes économiques et des réformes parlementaires.

L'ouvrier qui comprend qu'on ne peut construire le paradis socialiste comme une oasis dans l'enfer du capitalisme mondial et que le sort de la République soviétique (et par conséquent le sien propre) dépend de la révolution internationale, accomplira son devoir envers l'U.R.S.S. avec beaucoup plus d'énergie que l'ouvrier à qui l'on a dit que ce qui existe serait déjà les « 9/10 du socialisme ». Ici, comme partout, la façon réformiste d'aborder la question frappe non seulement la révolution mais aussi la réforme.

*

**

Dans l'article de 1915, déjà cité, sur le mot d'ordre des États-Unis d'Europe, nous écrivions :

« Examiner les perspectives de la révolution sociale dans le cadre national signifierait être victime de l'esprit borné qui constitue le fond du social-patriotisme. Jusqu'à la fin de ses jours, Vaillant considéra que la France était la terre promise de la révolution sociale ; et c'est précisément pour cette raison qu'il voulait la défendre jusqu'au bout. Lensch et compagnie (les uns hypocritement, les autres sincèrement) estimaient que la défaite de l'Allemagne signifierait, tout d'abord, la destruction du fondement de la révolution sociale... Dans l'ensemble, il ne faut pas oublier qu'à côté du réformisme le plus vulgaire, il y a aussi dans le social-patriotisme un messianisme révolutionnaire qui chante les exploits de son Etat national, parce qu'il considère que sa situation industrielle, sa forme « démocratique » ou ses conquêtes révolutionnaires l'appellent précisément à conduire l'humanité au socialisme ou à la « démocratie ». Si la victoire de la révolution pouvait effectivement se concevoir dans le cadre d'une nation mieux préparée, ce messianisme, lié au programme de la défense nationale, pourrait avoir une relative justification historique. Mais il n'en est rien. Lutter pour conserver la base nationale de la révolution par des méthodes qui minent les liaisons internationales du prolétariat, c'est en fait ruiner la révolution. La révolution ne peut commencer autrement que sur une base nationale, mais elle ne peut s'achever dans ce cadre, étant donné l'interdépendance économique, politique et militaire des Etats européens (interdépendance dont la force n'a jamais été aussi manifeste que durant la guerre actuelle). Cette interdépendance qui conditionnera directement et immédiatement la coordination des actes du prolétariat européen au cours de la révolution est précisément exprimée par le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe » (L. TROTSKY, vol. III, 1^{er} partie, p. 90-91).

Partant de la fausse interprétation qu'il donnait à la polémique de 1915, Staline tenta, plus d'une fois, de présenter les choses comme si la mention de « l'esprit national » borné visait Lénine. Il est difficile d'imaginer une plus grande absurdité. Quand il m'arriva de polémiquer avec Lénine, je le fis toujours ouvertement, guidé seulement par des considérations d'idées. Dans ce cas-ci, il n'était nullement question de Lénine. Dans l'article, ceux contre qui porte l'accusation sont franchement nommés : Vaillant, Lensch, etc. Il faut se souvenir que 1915 fut l'année de l'orgie social-patriotique et que notre lutte contre elle battait son plein. C'était la pierre de touche dans toutes les questions.

La question fondamentale est posée correctement dans la citation précédente : *se préparer à construire le socialisme dans un seul pays est un procédé social-patriotique.*

Le patriotisme des sociaux-démocrates allemands était, au début, le patriotisme très légitime que leur inspirait leur parti, le plus puissant de la IIe Internationale. La social-démocratie allemande voulait construire « sa » société socialiste sur la base de la haute technique allemande et sur les exceptionnelles qualités d'organisation du peuple allemand. Si on laisse de côté les bureaucrates endurcis, les carriéristes, les mercantis parlementaires et les escrocs politiques en général, le social-patriotisme du social-démocrate du rang découlait précisément de l'espoir de construire le socialisme allemand. On ne peut tout de même pas penser que des centaines de milliers de militants constituant les cadres sociaux-démocrates (sans parler des millions d'ouvriers du rang) cherchaient à défendre les Hohenzollem ou la bourgeoisie. Non, ils voulaient défendre l'industrie allemande, les routes et les chemins de fer allemands, la technique et la culture allemandes, et d'abord les organisations de la classe ouvrière allemande comme « nécessaires et suffisants » fondements nationaux du socialisme.

Un processus du même ordre se déroulait en France. Guesde, Vaillant et avec eux des milliers de militants parmi les meilleurs cadres du parti, des centaines de milliers de simples ouvriers, voyaient précisément dans la France – avec ses traditions de révolte, son héroïque prolétariat, sa population hautement cultivée, douée de souplesse et de talents – la terre promise du socialisme. Ce ne sont ni les banquiers ni les rentiers que défendaient le vieux Guesde, le communard Vaillant et avec eux des milliers et des centaines de milliers d'honnêtes ouvriers. Ils croyaient sincèrement défendre la base et la force créatrice de la société socialiste future. Au départ, ils adoptaient pleinement la théorie du socialisme dans un seul pays; ils croyaient que c'était « provisoirement » qu'ils sacrifiaient, au profit de cette idée, la solidarité internationale.

La comparaison avec les sociaux-patriotes peut appeler l'objection suivante : par rapport à l'État soviétique le patriotisme est un devoir révolutionnaire tandis qu'il est une trahison par rapport à l'État bourgeois. Cela est vrai. Des révolutionnaires adultes peuvent-ils même discuter une pareille question ? Mais plus on avance et plus une thèse indiscutable sert à camoufler, par des procédés scolastiques, un point de vue faux qui ne doit pas duper.

Le patriotisme révolutionnaire ne peut avoir qu'un caractère de classe. Il commence par être un patriotisme de parti, de syndicat et devient un patriotisme d'État quand le prolétariat s'empare du pouvoir. Là où le pouvoir est entre les mains des ouvriers, le patriotisme est un devoir révolutionnaire. Mais ce patriotisme doit être une partie intégrante de l'internationalisme révolutionnaire. Le marxisme a toujours enseigné aux ouvriers que même la lutte pour les salaires et la limitation de la journée de travail ne peut être victorieuse si elle n'est pas conduite comme une lutte internationale. Et maintenant, voici que l'on découvre que l'idéal de la société socialiste peut être réalisé par les seules forces d'une nation. C'est un coup mortel pour l'Internationale. La ferme conviction que le but fondamental de classe ne peut être atteint, encore bien moins que les objectifs partiels, par des moyens nationaux ou dans le cadre national, est au cœur de l'internationalisme révolutionnaire. Si l'on peut arriver au but final à l'intérieur des frontières nationales par les efforts du prolétariat d'une nation, alors l'épine dorsale de l'internationalisme est brisée. La théorie de la possibilité du socialisme dans un seul pays rompt les liens qui rattachent le patriotisme du prolétariat vainqueur au défaitisme du prolétariat des pays bourgeois¹¹.

Le prolétariat des pays capitalistes avancés ne fait encore jusqu'ici que progresser vers le pouvoir. Comment avancera-t-il ? Quelles voies empruntera-t-il ? Les solutions dépendront complètement et entièrement de la réponse qu'il donnera à ce problème : la construction de la société socialiste est-elle concevable au niveau national ou est-elle une tâche internationale ?

¹¹ A sa fondation, l'Internationale communiste préconisait pour le prolétariat des pays impérialistes le « défaitisme révolutionnaire » en cas de guerre, c'est-à-dire la poursuite de la lutte des classes sans que soit prise en considération la situation sur le plan militaire, en vue du renversement du pouvoir bourgeois à la faveur des difficultés que lui suscite la guerre. Trotsky prévoit ici que le « socialisme dans un seul pays » peut mener à l'abandon de cette conception, qui fut pourtant réaffirmée au VIe Congrès. Mais, en 1935, dans une déclaration célèbre signée par Staline et Laval, à l'époque président du Conseil français, Staline renonçait à cette conception pour le Parti communiste français.

S'il est possible, en général, de réaliser le socialisme dans un seul pays, on doit admettre cette thèse non seulement *après* la conquête du pouvoir, mais aussi *avant*. Si le socialisme est réalisable dans le cadre national de l'U.R.S.S. arriérée, il l'est à plus forte raison dans l'Allemagne avancée. Demain, les responsables du Parti communiste allemand développeront cette théorie. Le projet de programme leur donne ce droit. Après-demain viendra le tour du Parti communiste français. Ce sera le début de la désagrégation de l'Internationale communiste suivant la ligne du social-patriotisme. Le parti communiste de n'importe quel État capitaliste, convaincu que son pays possède tous les fondements « nécessaires et suffisants » pour construire seul « la société socialiste intégrale », ne se distinguera plus, au fond, de la social-démocratie révolutionnaire, qui, elle non plus, n'a pas commencé avec Noske, mais qui a définitivement sombré sur cet écueil le 4 août 1914.

Quand on dit que le fait même de l'existence de l'U.R.S.S. est une garantie contre le social-patriotisme – le patriotisme envers la république ouvrière étant un devoir révolutionnaire –, on fait preuve précisément d'un esprit national borné en appliquant de façon unilatérale une idée juste : on ne voit que l'U.R.S.S., et on ferme les yeux sur tout le prolétariat mondial. On ne peut aiguiller celui-ci sur la voie du défaitisme envers l'État bourgeois qu'en abordant le problème essentiel dans le programme sous l'angle international, en refusant sans pitié la contrebande social-patriotique, qui, pour le moment, cherche encore à se camoufler en s'infiltrant dans le domaine théorique du programme de l'Internationale léniniste.

Il n'est pas encore trop tard pour revenir dans la voie de Marx et de Lénine. Ce retour ouvrira l'unique chemin qui puisse permettre d'aller de l'avant.

C'est pour faciliter ce changement salutaire que nous présentons au VI^e Congrès de l'Internationale communiste notre critique du projet de programme.

II. - LA STRATÉGIE ET LA TACTIQUE DE L'ÉPOQUE IMPÉRIALISTE

I. - TOTALE INCONSISTANCE DU CHAPITRE PRINCIPAL DU PROJET

Le projet de programme renferme un chapitre traitant des problèmes de la stratégie révolutionnaire. On ne peut que reconnaître la légitimité d'une telle précaution, absolument conforme au but et à l'esprit d'un programme international du prolétariat pendant l'époque impérialiste.

Le concept de stratégie révolutionnaire ne s'est formé que dans les années de l'après-guerre, sous l'influence initiale, sans doute, de la terminologie militaire. Mais ce n'est pas par hasard qu'il s'est affirmé. Avant la guerre, nous ne parlions que de la tactique du parti prolétarien, et cette conception correspondait exactement aux méthodes parlementaires et syndicales qui prédominaient alors et qui ne dépassaient pas le cadre des revendications et des tâches courantes. La tactique se limite à un système de mesures se rapportant à un problème particulier d'actualité ou à un domaine séparé de la lutte des classes. La stratégie révolutionnaire couvre tout un système combiné d'actions qui, dans leur liaison et leur succession, comme dans leur développement, doivent amener le prolétariat à la conquête du pouvoir.

Il est évident que les principes fondamentaux de la stratégie révolutionnaire ont été formulés depuis que le marxisme a posé devant les partis révolutionnaires le problème de la conquête du pouvoir sur la base de la lutte des classes. Mais la I^{ère} Internationale a seulement réussi à formuler ces principes sur le plan théorique et à les contrôler en partie, grâce à l'expérience de différents pays. L'époque de la II^{ème} Internationale a fait naître des méthodes et des conceptions telles que, dans leur application, suivant la fameuse expression de Bernstein, « le mouvement est tout, le but final n'est rien ». En d'autres termes, le problème de la stratégie s'est réduit à rien, il a été noyé dans le « mouvement » quotidien avec ses mots d'ordre relevant de la tactique journalière. C'est la III^e Internationale seulement qui rétablit les droits de la stratégie révolutionnaire du communisme et lui subordonna entièrement les méthodes de la tactique.

Grâce à l'expérience inappréciable des deux premières Internationales, sur les épaules desquelles se dresse la III^{ème}, grâce au caractère révolutionnaire de l'époque actuelle et à la gigantesque leçon historique que fut la Révolution d'Octobre, la stratégie de la III^{ème} Internationale acquit, tout de suite, une combativité pleine de sève. Mais la première décennie de la nouvelle Internationale déroule devant nous un panorama où apparaissent non seulement d'immenses batailles, mais aussi, à partir de 1918, de cruelles défaites pour le prolétariat. Voilà pourquoi les problèmes de stratégie et de tactique doivent, de toute évidence, occuper la place principale dans le programme de l'Internationale communiste. Or, en fait, le chapitre du projet consacré à la stratégie et à la tactique de l'Internationale communiste – portant en sous-titre « la voie vers la dictature du prolétariat – » est le plus faible; il semble même presque sans consistance; quant à la partie qui concerne l'Orient, elle ne présente qu'une généralisation des erreurs commises et en prépare de nouvelles.

L'introduction à ce chapitre s'occupe de la critique de l'anarchisme, du syndicalisme révolutionnaire, du socialisme constructif, du socialisme guildiste, etc.¹².

C'est là une imitation purement littéraire du *Manifeste communiste* qui inaugure l'ère d'une politique prolétarienne fondée sur la science par une critique serrée et géniale des diverses variétés du socialisme utopique.

S'occuper – au dixième anniversaire de l'Internationale communiste – de critiquer rapidement et pauvrement les « théories » de Cornelissen, d'Arthur Labriola, de Bernard Shaw ou de guildistes bien peu connus, ce n'est pas répondre à un besoin politique, c'est être tout simplement victime d'un pédantisme purement littéraire. Tout cela peut être rejeté sans hésitation hors du programme, dans le domaine de la littérature de propagande.

En ce qui concerne les problèmes stratégiques proprement dits, le projet se borne à présenter des modèles d'écoles primaires :

« Conquérir (?) de l'influence sur la majorité des membres de sa propre classe...

« Conquérir (?) de l'influence sur les vastes milieux des travailleurs en général...

« Le travail mené quotidiennement pour la conquête des syndicats a une valeur particulièrement

¹² Le socialisme constructif, défendu par l'extrême-droite de la II^e Internationale, se proposait d'« imprégner » de socialisme l'appareil de l'État bourgeois. Le socialisme guildiste visait à faire de l'État démocratique le « propriétaire des moyens de production au nom des consommateurs », tandis que « les syndicats seraient définitivement reconnus par l'État comme les dirigeants normaux de l'industrie ».

importante, « La conquête de vastes milieux parmi les paysans pauvres a aussi (?) une importance énorme. »

Toutes ces vérités élémentaires, indiscutables, en elles-mêmes, sont simplement énumérées les unes à la suite des autres, c'est-à-dire sans être reliées au caractère historique de l'époque; c'est pourquoi, sous la forme scolaire et abstraite qu'elles revêtent *actuellement*, elles pourraient facilement entrer dans une résolution de la IIe Internationale. Le problème essentiel du programme, c'est-à-dire la stratégie du coup d'État révolutionnaire – les conditions et méthodes menant à l'insurrection, l'insurrection proprement dite, la conquête du pouvoir –, est examiné, sèchement, parcimonieusement, dans un extrait schématique, moins étendu que celui qui est consacré au socialisme « constructif » et « guildiste »; cette étude est faite de manière abstraite, pédante; elle ne se réfère pas à l'expérience vivante de notre époque.

On ne se souvient des grandes batailles du prolétariat en Finlande, en Allemagne, en Autriche, en République soviétique de Hongrie, des journées de septembre en Italie, des événements de 1923 en Allemagne, de la grève générale en Angleterre, etc., que dans une terne énumération chronologique; elles trouvent place non dans le chapitre VI, qui traite de la stratégie du prolétariat, mais dans le chapitre II, qui évoque « la crise du capitalisme et la première phase de la révolution mondiale ». En d'autres termes, les grands combats du prolétariat ne sont considérés que comme des événements extérieurs, comme l'expression de la « crise générale du capitalisme » et non pas comme l'expérience stratégique du prolétariat. Il suffit de remarquer que le projet répudie l'esprit révolutionnaire d'aventure (« le putschisme ») sans essayer de dire, par exemple, si le soulèvement en Estonie, l'explosion dans la cathédrale de Sofia en 1924, ou la dernière insurrection de Canton furent des manifestations héroïques de l'aventurisme révolutionnaire ou au contraire des actions méthodiques entrant dans la stratégie révolutionnaire du prolétariat. Un projet qui, sur le problème du « putschisme », ne répond pas à cette question brûlante est une dérobade diplomatique de chancellerie et non un document de stratégie communiste.

Bien évidemment, cette manière abstraite de poser les problèmes de la lutte révolutionnaire du prolétariat n'est pas due au hasard. A la façon littéraire, pédante, raisonneuse, boukharinienne, de poser les problèmes, s'ajoute une autre cause : les auteurs du projet, pour des raisons trop compréhensibles, préfèrent, en général, ne pas toucher de trop près aux leçons stratégiques des cinq dernières années.

Un programme d'action révolutionnaire ne peut être regardé comme un recueil de thèses abstraites, indépendantes de tout ce qui s'est passé durant des années historiques. Certes, un programme ne peut décrire ce qui s'est produit, mais il doit en faire son point de départ et d'appui, il doit embrasser tous ces événements et s'y référer. Il faut qu'à travers toutes ses thèses, le programme permette de comprendre les grands événements de la lutte du prolétariat et les épisodes de la bataille idéologique au sein de l'Internationale communiste. Si cela est vrai pour l'ensemble du programme, cela l'est plus encore pour la partie particulièrement consacrée aux questions de stratégie et de tactique. Il faut ici, selon l'expression de Lénine, *enregistrer ce qui est conquis* tout comme ce qu'on a laissé échapper, et qui pourra se transformer en « conquête », si on comprend la leçon et si on l'assimile bien. L'avant-garde du prolétariat a besoin d'un manuel d'action, et non d'un catalogue de lieux communs. C'est pourquoi nous examinerons les problèmes de ce chapitre en les reliant très étroitement à l'expérience de la lutte dans l'après-guerre, et surtout durant les cinq dernières années, années d'erreurs tragiques commises par la direction.

2. – PARTICULARITÉS ESSENTIELLES DE LA STRATÉGIE A L'ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE ET ROLE DU PARTI

L'époque impérialiste est celle des révolutions prolétariennes mais le chapitre consacré à la stratégie et à la tactique ne compare jamais, de façon quelque peu cohérente, du point de vue de la stratégie, la période présente avec l'avant-guerre.

Dans le premier chapitre, il est vrai, le projet caractérise la période du capitalisme industriel comme une

« période d'évolution relativement continue, où le capitalisme se répand sur tout le globe terrestre grâce au partage des colonies non encore occupées, partage qui s'est opéré par la force des armes ».

Cette appréciation est, il est vrai, assez contradictoire ; certes, elle embellit manifestement l'époque du capitalisme industriel, qui a connu de grandioses secousses, des guerres et des révolutions, dépassant en violence tout le passé. Mais n'aurait-il pas fallu la caractériser comme une idylle, pour justifier quelque peu la burlesque affirmation précédemment avancée par les auteurs du projet et selon laquelle, au temps de Marx et d'Engels, « il ne pouvait être question » de la loi du développement inégal ? Cependant, s'il est faux de regarder toute l'histoire du capitalisme industriel comme « une évolution continue », il est juste de souligner le fait suivant : alors que l'époque vécue par l'Europe entre 1871 et 1914 ou, tout au moins, 1905, a vu s'accumuler les contradictions, les rapports entre les classes sont néanmoins restés dans les limites de la lutte légale et les rapports entre États dans le cadre de la paix armée. C'est alors que surgit, se développa, puis se pétrifia la IIe Internationale, dont le rôle progressiste s'achève avec la guerre impérialiste.

La politique, envisagée comme force historique de masse, retarde toujours sur l'économie. Si le règne du capital financier et du monopole des trusts commence déjà à la fin du XIXe siècle, l'époque nouvelle qui reflète ce fait dans la vie politique mondiale, commence avec la guerre impérialiste, avec la Révolution d'Octobre et la création de la IIIe Internationale.

Ce qui commande le caractère explosif de la nouvelle époque, la brusque alternance de flux et de reflux politiques, les spasmes continus de la lutte des classes entre le fascisme et le communisme, c'est le fait qu'historiquement le système capitaliste mondial est épuisé, qu'il n'est plus capable de progresser *en bloc*. Cela ne veut pas dire que certaines branches de l'industrie et certains pays ne grandissent pas et ne grandiront pas encore. Mais ce développement se réalise et se réalisera au détriment de la croissance d'autres branches et d'autres pays. Les frais de production du système capitaliste mangent, de plus en plus, le revenu mondial que ce système apporte. Or, l'Europe, habituée à dominer le monde, en raison de la force d'inertie qui lui est venue de sa rapide et continue croissance de l'avant-guerre, s'est heurtée plus brusquement que toutes les autres parties du monde, à un nouveau rapport des forces, à une nouvelle répartition du marché mondial, à des contradictions devenues plus profondes; aussi est-ce pour l'Europe que le passage de l'époque du développement « organique » de l'avant-guerre à celle des révolutions est le plus brutal.

Théoriquement, on ne peut pas dire qu'il ne saurait y avoir un nouveau chapitre de progression capitaliste *générale* dans les pays les plus avancés, dominateurs et animateurs. Mais pour cela, le capitalisme devrait au préalable sauter par-dessus de hautes barrières dans le domaine des classes et des relations entre États : écraser pour longtemps la révolution prolétarienne, réduire

définitivement la Chine en esclavage, renverser la République des soviets, etc. On en est encore bien loin. Une éventualité théorique diffère beaucoup d'une probabilité politique. En cela, bien des choses dépendent de nous-mêmes, c'est-à-dire de la stratégie révolutionnaire de l'Internationale communiste. En dernière analyse, cette question sera tranchée par la lutte des forces mondiales. Mais actuellement, à l'époque pour laquelle le programme est précisément établi, le développement général du capitalisme se heurte à des barrières infranchissables faites de contradictions entre lesquelles ce développement connaît de furieux remous. C'est cela qui donne à l'époque un caractère de révolution et à la révolution un caractère permanent.

Le caractère révolutionnaire de l'époque ne consiste pas à permettre, à chaque instant, de réaliser la révolution, c'est-à-dire de prendre le pouvoir. Ce caractère révolutionnaire est assuré par de profondes et brusques oscillations, par des changements fréquents et brutaux : on passe d'une situation franchement révolutionnaire, où le Parti communiste peut prétendre arracher le pouvoir, à la victoire de la contre-révolution fasciste ou semi-fasciste, et de cette dernière au régime provisoire du juste milieu (« Bloc des Gauches », entrée de la social-démocratie dans la coalition, avènement au pouvoir du parti de Mac Donald, etc.¹³), qui rend ensuite les contradictions tranchantes comme un rasoir et pose nettement le problème du pouvoir.

Qu'avons-nous vu, en Europe, au cours des dernières décennies précédant la guerre ? Sur le plan économique, une puissante montée des forces productives à travers les oscillations « normales » de la conjoncture. Sur le plan politique, la croissance zigzagante de la social-démocratie, au détriment du libéralisme et de la « démocratie ». En d'autres termes, un processus méthodique au cours duquel s'intensifiait l'acuité des contradictions économiques et politiques ; en ce sens, se créaient les éléments préalables de la révolution prolétarienne.

Que voyons-nous, en Europe, après la guerre ? Sur le plan économique, des compressions et des détentes irrégulières et convulsives de la production, qui reste, en général – en dépit de gros progrès de la technique dans certaines branches – près du niveau d'avant-guerre. Sur le plan politique, des oscillations brutales de la situation, vers la gauche et vers la droite. Il est absolument évident que les brusques revirements qui s'effectuent dans cette situation, en un, deux ou trois ans, ne sont pas déterminés par des modifications des facteurs fondamentaux de l'économie, mais par des causes et des poussées qui proviennent uniquement de la superstructure et symbolisent l'instabilité extrême de tout le système, dont les fondements sont rongés par des contradictions insurmontables.

C'est seulement de ce caractère que se déduit la pleine signification de la stratégie révolutionnaire par opposition à la tactique. C'est de lui également que découle le nouveau sens du parti et de sa direction.

Le projet se contente de donner du parti (avant-garde, théorie du marxisme, incarnation de l'expérience, etc.) une définition formelle qui ne produirait aucune dissonance dans le programme de la social-démocratie de gauche d'avant-guerre. Elle est, maintenant, absolument insuffisante.

Face à un capitalisme en expansion, la meilleure des directions du parti ne pouvait que hâter la formation du parti ouvrier. En revanche, les erreurs de la direction ne pouvaient que retarder cette formation. Les fondements objectifs de la révolution prolétarienne mûrissaient lentement et le travail du parti conservait son caractère de préparation.

Maintenant, chaque nouvelle brusque variation de la situation politique vers la gauche remet la décision entre les mains du parti révolutionnaire. S'il laisse passer le moment critique où la situation change, celle-ci se transforme en son contraire. En de telles circonstances, le rôle de la direction du parti prend une importance exceptionnelle. Les paroles de Lénine, selon lesquelles deux ou trois journées peuvent décider du sort de la révolution internationale, ne pouvaient être comprises au temps de la IIe Internationale. A notre époque, au contraire, elles n'ont eu que trop de confirmations négatives, à l'exception d'Octobre. C'est l'ensemble de ces conditions qui explique la place, absolument exceptionnelle, que l'Internationale communiste et sa direction occupent dans le mécanisme général de l'époque historique actuelle.

Il faut comprendre que la cause fondamentale de la prétendue « stabilisation » est la contradiction qui existe entre l'ébranlement général qu'a subi toute la vie économique et sociale de l'Europe capitaliste et de l'Orient colonial d'une part, et la faiblesse, le manque de préparation, l'irrésolution des partis communistes, les erreurs cruelles de leur direction, d'autre part.

Ce n'est pas une stabilisation venue on ne sait d'où qui arrêta le développement de la situation révolutionnaire de 1918-1919 ou des années suivantes, c'est, au contraire, parce qu'on ne sut pas mettre à profit cette situation qu'elle se retourna, permettant à la bourgeoisie de lutter avec un relatif succès en faveur de la stabilisation. Les contradictions de plus en plus aiguës de cette lutte pour la « stabilisation », ou plus exactement pour la perpétuation et le développement du capitalisme, préparent à chaque nouvelle étape de nouvelles secousses au niveau des classes et des relations internationales, c'est-à-dire de nouvelles situations révolutionnaires dont le développement dépend entièrement du parti prolétarien.

Le rôle du facteur subjectif peut rester tout à fait secondaire durant le temps de la lente évolution organique, celui des proverbes de la gradualité : « Qui va lentement va longtemps », « A l'impossible nul n'est tenu », etc., qui reflètent la sage tactique de l'époque de la croissance organique, où l'on ne peut « sauter les étapes ». Mais, quand les prémices sont mûres, alors la clef de tout le processus historique passe au facteur subjectif, c'est-à-dire au parti. L'opportunisme, qui vit consciemment ou inconsciemment sous le joug de l'époque passée, est toujours enclin à sous-estimer le rôle du facteur subjectif, c'est-à-dire l'importance du parti et de la direction révolutionnaire. Cela s'est manifesté pleinement lors des discussions sur les leçons de l'Octobre allemand, sur le Comité anglo-russe et la révolution chinoise. Dans ces occasions, comme dans d'autres moins importantes, la tendance opportuniste est intervenue suivant une ligne qui comptait trop directement sur les « masses », en négligeant les problèmes du « sommet » de la direction révolutionnaire¹⁴. Sur le plan théorique général, cette façon de procéder est fautive et à l'époque impérialiste elle apparaît comme funeste.

La Révolution d'Octobre fut le résultat d'un rapport spécial des forces de classes en Russie et dans le monde entier, et du développement particulier qu'elles prirent dans la guerre impérialiste. Cette thèse générale est l'a b c, pour un marxiste. Cependant, on ne contredit nullement le marxisme en posant, par exemple, la question suivante : aurions-nous pris le pouvoir en Octobre, si Lénine n'avait pu arriver en Russie en temps voulu ? De nombreux signes indiquent que nous aurions pu ne pas le conquérir. La résistance fut considérable même en présence de Lénine dans les sphères supérieures du parti (soit dit en passant,

¹³ En 1924, en France le « Cartel des gauches » – coalition du Parti radical et du Parti socialiste – l'emportait aux élections législatives et un gouvernement de gauche arrivait au pouvoir pour la première fois depuis la fin de la guerre de 1914-1918. En Grande-Bretagne, le *Labour Party* dirigé par Ramsay Mac Donald remportait un succès électoral et formait pour la première fois un gouvernement.

¹⁴ L'importance du rôle de la direction dans une période révolutionnaire a été traitée particulièrement par TROTSKY dans *Les leçons d'Octobre*.

ce sont dans une grande mesure les mêmes qui déterminent la politique actuelle). Cette résistance aurait été infiniment plus forte en l'absence de Lénine. Le parti aurait pu ne pas réussir à adopter, en temps voulu, l'orientation nécessaire, et le temps était compté. En de telles périodes, quelques jours sont parfois décisifs. Les masses ouvrières auraient exercé leur pression avec un grand héroïsme, mais, sans une direction consciente et décidée, la victoire aurait été peu probable. Entre temps, après avoir cédé Petrograd aux Allemands, après avoir écrasé les insurrections prolétariennes dispersées, la bourgeoisie aurait pu consolider son pouvoir, probablement sous une forme bonapartiste, tout en concluant une paix séparée avec l'Allemagne et en adoptant d'autres mesures. Toute la marche des événements, durant une série d'années, aurait ainsi pu prendre un autre cours.

Au cours de la révolution allemande de 1918, durant la révolution hongroise de 1919, dans le mouvement du prolétariat italien de septembre 1920, dans la grève générale anglaise de 1926, pendant l'insurrection viennoise de 1927, durant la révolution chinoise de 1925-1927, à des degrés différents et sous des formes diverses, c'est toujours la même contradiction politique qui s'exprime : devant une situation révolutionnaire mûre, non seulement dans ses bases sociales mais souvent par l'esprit combatif des masses, il manque le facteur subjectif, c'est-à-dire un parti révolutionnaire de masse, ou bien, si ce parti existe, une direction perspicace et courageuse lui fait défaut. Il est évident que la faiblesse des partis communistes et de leur direction n'est pas tombée du ciel; elle est le produit de tout le passé de l'Europe. Etant donné la maturité actuelle des contradictions révolutionnaires objectives, les partis révolutionnaires pourraient se développer à une allure rapide, si la direction de l'Internationale agissait judicieusement, activait le processus de maturation au lieu de le retarder. Si, en général, la contradiction constitue le ressort le plus important du mouvement en avant, alors, actuellement, pour l'Internationale communiste – ou tout au moins pour sa partie européenne –, le ressort principal du mouvement historique qui la pousse en avant doit être constitué par la compréhension claire de la contradiction qui existe entre la maturité générale de la situation objective (malgré les flux et les reflux) et le manque de maturité du parti international du prolétariat.

Si l'on ne comprend pas de façon large, généralisée, dialectique, que l'époque actuelle est celle des brusques retournements, on ne saurait éduquer vraiment les jeunes partis, diriger judicieusement la stratégie de la lutte des classes, en combiner valablement les procédés tactiques, ni surtout changer d'armes brusquement, audacieusement, résolument, lors de chaque nouvelle situation. Or deux ou trois jours de changement brusque décident parfois du sort de la révolution internationale pour des années.

Le chapitre du projet consacré à la stratégie et à la tactique parle de la lutte du parti pour le prolétariat *en général*, de la grève générale et de l'insurrection *en général*, mais il n'analyse nullement le caractère particulier et le rythme interne de l'époque actuelle; si on ne comprend pas ce rythme en théorie, si on ne le « sent » pas en politique, on ne peut constituer une direction véritablement révolutionnaire.

Voilà pourquoi ce chapitre est si pédant, si pauvre, si inconsistant du commencement à la fin.

3. – LE III^e CONGRÈS ET LA QUESTION DE LA PERMANENCE DU PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE SELON LÉNINE ET BOUKHARINE

Dans le développement politique de l'Europe après la guerre, on peut distinguer trois périodes : la première va de 1917 à 1921, la seconde de mars 1921 à octobre 1923, et la troisième d'octobre 1923 à la grève générale anglaise, et même jusqu'à aujourd'hui.

Le mouvement révolutionnaire des masses après la guerre était tout à fait suffisant pour renverser la bourgeoisie. Mais il n'y avait personne pour le faire. La social-démocratie, à la tête des vieilles organisations de la classe ouvrière, rassembla toutes ses forces pour sauver le régime bourgeois. Comme nous nous attendions, pendant cette période, à ce que le prolétariat prît le pouvoir, nous pensions que le parti révolutionnaire mûrirait très vite dans le feu de la guerre civile. Mais les délais ne coïncidèrent point. La vague de l'après-guerre se retira avant que, dans leur lutte contre la social-démocratie, les partis communistes eussent grandi et se fussent assez renforcés pour diriger l'insurrection.

En mars 1921, le Parti communiste allemand fait une tentative pour utiliser le reflux et abattre d'un coup l'État bourgeois. La pensée qui guidait le Comité central allemand était de sauver la République des soviets (la théorie du socialisme dans un seul pays n'avait pas encore été proclamée). Il se trouva, cependant, que pour vaincre, la résolution de la direction et le mécontentement des masses ne suffisaient pas ; il fallait toute une série d'autres conditions, et d'abord une liaison étroite entre la direction et les masses, la confiance des masses dans la direction. Cette condition manquait.

Le III^e Congrès de l'Internationale communiste prend place entre la seconde et la troisième période; constatant que les ressources politiques et l'organisation des partis communistes ne permettent pas de conquérir le pouvoir, il lance le mot d'ordre « vers les masses », c'est-à-dire vers la conquête du pouvoir *par la conquête préalable des masses*, dans leur vie quotidienne et dans leur lutte. Même dans une époque révolutionnaire, les masses vivent, malgré tous les changements, la vie de tous les jours.

Cette manière d'aborder le problème se heurta, lors du Congrès, à une résistance dont Boukharine était l'inspirateur théorique. Il se plaçait alors au point de vue de sa révolution permanente et non de celle de Marx : *puisque* le capitalisme est fini, *alors* il faut mener sans relâche l'offensive révolutionnaire afin d'arracher la victoire. La position de Boukharine se ramène toujours à des syllogismes de ce genre.

Il est évident que je n'ai jamais partagé cette théorie de Boukharine sur la révolution « permanente »; elle ne peut concevoir dans le processus révolutionnaire aucune discontinuité : période de stagnation, reculs, revendications provisoires, etc. Au contraire, dès les premiers jours d'Octobre, j'ai combattu cette caricature de la révolution permanente.

Quand, comme Lénine, j'évoquais l'incompatibilité entre la Russie soviétique et le monde impérialiste, j'avais en vue la grande courbe de la stratégie et non pas ses sinuosités tactiques. Au contraire, Boukharine, avant de se transformer en son contraire, a invariablement développé sa caricature scolastique de la conception marxiste de la révolution continue. Durant l'époque du « communisme de gauche », Boukharine estimait que la révolution n'admettait ni retraites ni compromis provisoires avec l'ennemi. Longtemps après Brest-Litovsk – où mon attitude n'eut rien de commun avec celle de Boukharine –, celui-ci, avec toute l'aile ultra-gauche de l'Internationale communiste d'alors, adopta la ligne des journées de mars 1921 en Allemagne, estimant que si l'on « n'électrisait » pas le prolétariat en Europe, que s'il n'y avait pas de nouvelles explosions révolutionnaires, le pouvoir des soviets irait inévitablement à sa perte. Bien que j'eusse conscience des dangers réels qui menaçaient ce pouvoir, je n'en luttais pas moins, la main dans la main avec Lénine, lors du III^e Congrès, contre cette parodie putschiste de la conception marxiste de la révolution permanente. Durant ce Congrès, nous avons répété des dizaines de fois aux gauchistes impatients : ne vous hâtez pas de nous

sauver, vous ne feriez que nous perdre, vous et nous ; suivez le chemin de la lutte systématique pour conquérir les masses, pour arriver à la prise du pouvoir; nous avons besoin de votre victoire et non pas d'un combat mené dans des conditions défavorables ; nous, en Russie soviétique, avec la N.E.P., nous maintiendrons nos positions et nous irons quelque peu de l'avant; vous pourrez encore venir en temps voulu à notre aide, si vous préparez vos forces et si vous profitez d'une situation favorable.

Même après le Xe Congrès, qui interdit la formation des fractions, Lénine prit cependant l'initiative de créer le noyau d'une nouvelle fraction pour lutter contre l'ultra-gauchisme ; dans nos réunions restreintes, il posait nettement la question des voies à suivre ultérieurement, si le IIIe Congrès en venait à adopter la position de Boukharine. Notre « fraction » d'alors ne s'élargit pas, car le front des adversaires diminua sensiblement dès le Congrès.

Naturellement, Boukharine s'écartait à gauche du marxisme plus que les autres. A ce même Congrès et après lui, il combattit une de mes idées : l'inévitabilité d'un relèvement de la conjoncture économique en Europe. Je pensais qu'après une série de défaites du prolétariat, ce relèvement, loin de porter un coup à la révolution, déclencherait au contraire une nouvelle poussée révolutionnaire. S'en tenant à sa permanente scolastique de la crise économique comme de la révolution (dans son ensemble, Boukharine me combattit longuement, jusqu'au moment où les faits le forcèrent à reconnaître – comme toujours avec beaucoup de retard – qu'il s'était trompé.

Lors des IIIe et IVe Congrès, Boukharine combattit la politique du front unique et des revendications transitoires, en partant de sa conception mécanique de la permanence du processus révolutionnaire.

Dans toute une série d'autres questions, qu'elles soient de détail ou de première importance, on pourrait suivre la lutte de ces deux tendances : la conception marxiste, synthétique, du caractère continu de la révolution prolétarienne, et d'autre part la parodie du marxisme, qui n'est nullement une particularité individuelle de Boukharine. Mais c'est inutile : au fond, l'attitude actuelle de Boukharine relève de la même scolastique ultra-gauche de la révolution « permanente » mais à rebours. Par exemple, si, jusqu'en 1923, Boukharine estimait que sans crise économique et sans guerre civile permanentes en Europe, la République des soviets périrait, aujourd'hui, en revanche, il a découvert une recette qui permet de se passer de la révolution internationale pour construire le socialisme. La permanence boukharinienne ainsi retournée n'est pas devenue meilleure ; trop souvent, les dirigeants actuels de l'Internationale communiste combinent l'opportunisme de leur attitude présente avec l'esprit d'aventure qui les animait hier, et inversement.

Le IIIe Congrès fut un jalon important. Ses enseignements demeurent vivants et féconds encore aujourd'hui. Le IVe Congrès n'a fait que les rendre plus concrets. Le mot d'ordre du IIIe Congrès ne disait pas simplement : *vers les masses*, mais : *vers le pouvoir par la conquête préalable des masses*. Après que la fraction dirigée par Lénine (et qu'il appelait significativement l'aile « droite »), eut vigoureusement rappelé le Congrès à plus de retenue, Lénine, à la fin, réunit une petite conférence au cours de laquelle il lança cet avertissement prophétique : « Souvenez-vous qu'il importe simplement de bien prendre l'élan pour accomplir le saut révolutionnaire ; la lutte pour les masses, c'est la lutte pour le pouvoir. »

Les événements de 1923 ont montré que cette position léniniste n'était pas toujours acceptée, non seulement par les « dirigés » mais aussi par de nombreux dirigeants.

4. –LES ÉVÉNEMENTS DE 1923 EN ALLEMAGNE ET LES LEÇONS D'OCTOBRE

Une nouvelle période dans l'évolution de l'Internationale communiste s'ouvre avec les événements de 1923 en Allemagne. L'occupation de la Ruhr par les troupes françaises (au début de 1923), signifiait une rechute de l'Europe dans le chaos guerrier. Bien que ce second accès de la maladie fût incomparablement plus faible que le premier, il fallait s'attendre dès le début, à des complications révolutionnaires aiguës, car il s'abattait sur une Allemagne profondément épuisée. La direction de l'Internationale communiste n'en tint pas compte en temps voulu. Le Parti communiste allemand suivait encore le mot d'ordre du IIIe Congrès, mot d'ordre qui l'avait certes éloigné de la voie du putschisme menaçant, mais qui fut assimilé de façon unilatérale. Nous avons déjà vu qu'à notre époque de brusques revirements, ce qui est le plus difficile pour une direction révolutionnaire, c'est de savoir, au moment propice, prendre le pouls de la situation politique, percevoir son changement brusque et donner en temps voulu un ferme coup de barre. Une direction révolutionnaire n'acquiert pas de telles qualités, simplement en prêtant serment à la dernière circulaire de l'Internationale communiste : leur conquête exige, outre des bases théoriques indispensables, l'expérience personnelle et la pratique d'une véritable autocritique. Ce n'est pas sans peine que fut effectué le revirement brutal qui conduisit de la tactique des journées de mars 1921 à l'activité révolutionnaire systématique, dans la presse, dans les réunions, dans les syndicats, au Parlement. Quand la crise due au revirement fut surmontée, grandit le danger de voir se développer une nouvelle déviation unilatérale de caractère nettement opposé. La lutte quotidienne pour la conquête des masses retient toute l'attention ; elle crée sa propre routine dans la tactique et empêche de voir les problèmes stratégiques qui découlent des changements survenus dans la situation objective.

Durant l'été 1923, la situation intérieure de l'Allemagne, en raison surtout de la faillite de la tactique de résistance passive, prit un caractère catastrophique. Il devenait parfaitement clair que la bourgeoisie allemande ne réussirait à sortir de cette situation « sans issue » que si le Parti communiste allemand ne comprenait pas clairement ce fait, et n'en tirait pas pour son action toutes les conclusions révolutionnaires nécessaires. Mais le Parti communiste, qui avait justement la clef entre les mains, ouvrit les portes à la bourgeoisie.

Pourquoi la révolution allemande n'a-t-elle pas abouti à la victoire ? Les causes de l'échec tiennent entièrement à la tactique et non aux conditions ou au hasard. Nous avons là l'exemple classique d'une situation révolutionnaire manquée. Le prolétariat allemand aurait marché au combat, s'il avait pu se convaincre que, cette fois, le problème de la révolution était nettement posé, que le Parti communiste était prêt à aller à la bataille, qu'il était capable d'assurer la victoire. Non seulement les droitiers, mais aussi les gauchistes, en dépit de la lutte acharnée qu'ils se livraient, envisagèrent jusqu'en septembre-octobre, avec un grand fatalisme, le processus du développement de la révolution.

Mais c'est à un pédant – et non à un révolutionnaire – qu'il s'agirait d'analyser maintenant jusqu'à quel point la conquête du pouvoir aurait été « garantie » avec une politique juste. Contentons-nous de citer un magnifique témoignage de la *Pravda*, dû strictement au hasard, puisqu'il fut tout à fait isolé et contredit par tous les autres jugements que formula ce journal :

« Si, en mai 1924, devant une certaine stabilisation du mark, une certaine consolidation de la bourgeoisie, le passage des couches moyennes et de la petite bourgeoisie aux nationalistes, après une crise profonde du

parti, après une cruelle défaite du prolétariat, si après tout cela les communistes ont réussi à recueillir 3 700 000 voix, il est clair qu'en octobre 1923, dans une crise sans précédent de l'économie, la désagrégation complète, des classes moyennes, la confusion la plus grande parmi les rangs de la social-démocratie, alors que des contradictions internes, puissantes et brutales, affaiblissaient la bourgeoisie et que la combativité des masses prolétariennes dans les centres industriels était extraordinairement grande, il est clair qu'alors le Parti communiste avait avec lui la majorité de la population; il aurait pu et dû combattre, avec toutes les chances de réussir » (Pravda, 25 mai 1924).

Citons encore les paroles d'un délégué allemand – qui nous est inconnu – au Ve Congrès :

« Il n'existe pas, en Allemagne, un seul ouvrier conscient qui ne sache que le parti aurait dû engager alors le combat et non l'éviter. Les dirigeants du Parti communiste allemand ont oublié que le rôle du parti est d'avoir sa valeur propre; c'est là une des causes principales de la défaite d'octobre » (Pravda, 24 juin 1924).

Durant les discussions, on a raconté bien des choses sur ce qui s'est passé en 1923, et surtout durant le second semestre, dans les sphères du Parti communiste allemand et de l'Internationale communiste; mais ce qui a été dit est souvent loin de ce qui s'est effectivement passé. C'est surtout Kuusinen qui a créé de la confusion dans ces questions : en 1924-1926, il avait pour tâche de démontrer que la direction de Zinoviev avait été salutaire, puis à partir d'une certaine date de 1926, il se mit à prouver que la direction de Zinoviev avait été funeste. Ce qui donne à Kuusinen l'autorité nécessaire à la formulation responsable de pareils jugements, c'est le fait que lui-même, en 1918, a fait tout ce qui était dans la mesure de ses modestes forces pour faire périr la révolution du prolétariat finlandais.

Plus d'une fois, on a tenté de m'attribuer, après coup, une certaine responsabilité dans la ligne d'action de Brandler : en U.R.S.S., cela s'est fait à mots couverts, car trop nombreux étaient ceux qui savaient ce qui s'était réellement passé ; en Allemagne, on y allait ouvertement car personne ne savait rien. C'est tout à fait par hasard que j'ai entre les mains un fragment imprimé évoquant la lutte tendue qui, sur le plan idéologique, s'est déroulée dans notre Comité central, au sujet des problèmes de la révolution allemande. Dans les matériaux relatifs à la Conférence de janvier 1924, le Bureau politique m'accusa nettement d'avoir eu une position méfiante et hostile à l'égard du Comité central du Parti communiste allemand au cours de la période qui précéda sa capitulation. Voici ce qu'on raconte dans ces textes :

« Le camarade Trotsky avant de quitter la séance du Comité central (plénum de septembre 1923) prononça un discours qui émut profondément tous les membres du Comité central; il prétendait que la direction du PC allemand ne valait rien, que le Comité central, pénétré de fatalisme, ne faisait que bayer aux corneilles, etc. Par suite, déclara le camarade Trotsky, la révolution allemande est condamnée à périr. Ce discours produisit sur tous les assistants une impression déprimante. Mais l'énorme majorité des camarades a estimé que cette philippique se rattachait à un épisode (?) sans rapport avec la révolution allemande qui s'était produit au Plénum du Comité central et que ce discours ne correspondait pas à la situation objective » (Matériaux pour la Conférence du Parti communiste russe, janvier 1924, p. 14 - souligné par nous-).

Quelle que soit l'interprétation donnée par les membres du Comité central à ma mise en garde, qui n'était pas la première, elle était uniquement inspirée par les soucis que m'inspirait le sort de la révolution allemande. Hélas, la suite des événements me donna entièrement raison, en particulier parce que la majorité du Comité central du parti dirigeant, de son propre aveu, ne comprit pas en temps opportun que mon avertissement « correspondait » absolument à la « situation objective ». Certes, je n'ai pas proposé de remplacer hâtivement le Comité central brandlérien par quelque autre (une pareille substitution, à la veille d'événements décisifs, aurait été une simple démonstration d'aventurisme) ; dès l'été de 1923, j'avais proposé une façon plus opportune et plus décisive d'aborder la question du passage à l'insurrection et, en conséquence, de la mobilisation de nos forces pour aider le Comité central du Parti allemand. La tentative ultérieure pour m'attribuer une solidarité avec la ligne de conduite du Comité central brandlérien, dont les erreurs n'ont fait que refléter les fautes générales de la direction de l'Internationale communiste, s'explique surtout par le fait que, après la capitulation du parti allemand, je me suis opposé à ce que l'on fit de Brandler un bouc émissaire, quoique je jugeais ou plutôt parce que je jugeais la défaite allemande infiniment plus sérieuse que ne l'estimait la majorité du Comité central. Dans ce cas, comme dans d'autres, je me suis dressé contre un système inadmissible qui, pour payer rançon à l'infaillibilité de la direction centrale, détrône périodiquement les directions nationales, soumises alors à une persécution sauvage et même chassées du parti.

Dans *Les leçons d'Octobre*, écrites sous l'impression de la capitulation du Comité central allemand, je développais l'idée que, dans les conditions actuelles, une situation révolutionnaire peut, en quelques jours, être perdue pour plusieurs années. Fait difficilement croyable, cette opinion fut qualifiée de « blanquiste » et d'« individualiste ». Les innombrables articles écrits contre *Les leçons d'Octobre* montrèrent à quel point l'expérience de la Révolution d'Octobre était totalement oubliée et combien ses leçons étaient insuffisamment assimilées. Attribuer aux masses la responsabilité des fautes de la direction ou réduire en général le rôle de cette dernière pour diminuer sa culpabilité est une attitude typiquement menchévique ; elle vient d'une incapacité à comprendre dialectiquement la « superstructure » en général, la superstructure de la classe qu'est le parti, la superstructure du parti qu'est son centre dirigeant. Il y a des périodes où Marx et Engels ne pourraient faire avancer d'un seul pouce le développement historique même en le cravachant; il en est d'autres où des hommes de faible stature, s'ils sont à la barre, peuvent retarder le développement de la révolution internationale pour toute une série d'années.

Les tentatives récentes pour présenter les faits comme si j'avais répudié *Les leçons d'Octobre* sont complètement absurdes. Il est vrai que j'ai reconnu une « erreur » secondaire : quand j'ai écrit *Les leçons d'Octobre*, c'est-à-dire dans l'été de 1924, il m'a semblé que Staline avait eu, à l'automne de 1923, une attitude plus à gauche (c'est-à-dire centre-gauche) que Zinoviev. Je n'étais pas au courant de la vie intérieure du groupe jouant le rôle de centre secret de la fraction qui s'était constituée dans l'appareil de la majorité. Les documents publiés après la scission de ce groupe fractionnel, surtout la lettre purement brandlérienne de Staline à Zinoviev et Boukharine (le texte de cette lettre se trouve plus loin dans ce livre, dans *Qui dirige aujourd'hui l'Internationale communiste*), m'ont convaincu que le jugement que j'avais porté sur ce groupe de personnalités était faux; toutefois cette inexactitude ne se rapporte pas au fond des problèmes posés. De fait, l'erreur sur les personnes n'est pas grave; le centrisme est capable, il est vrai, de grands zigzags vers la gauche, mais – l'évolution de Zinoviev l'a démontré à nouveau – il est incapable de suivre une orientation révolutionnaire quelque peu systématique.

Les idées que j'ai développées dans *Les leçons d'Octobre* conservent aujourd'hui toute leur force. Il y a plus : depuis 1924, elles ont été encore confirmées.

Parmi les nombreuses difficultés de la révolution prolétarienne, il en est une tout à fait précise, concrète, spécifique; elle découle de la situation et des tâches de la direction révolutionnaire du parti. Lors d'un revirement brusque des événements, les partis même les plus révolutionnaires risquent de se laisser dépasser et de proposer les mots d'ordre ou les méthodes de lutte d'hier pour des tâches et des besoins nouveaux.

Or, il ne peut y avoir, en général, de revirement plus brusque que celui que crée la nécessité d'une insurrection du prolétariat. C'est là que surgit le danger : il se peut que la direction du parti, la politique du parti dans son ensemble ne correspondent pas à la conduite de la classe et aux exigences de la situation.

Quand la vie politique se déroule avec une relative lenteur, de pareilles discordances finissent par se résorber; elles provoquent des dommages, mais ne causent pas de catastrophes. En revanche, en période de crise révolutionnaire aiguë, on manque précisément *de temps* pour surmonter le déséquilibre et, en quelque sorte, rectifier le front sous le feu ; les périodes pendant lesquelles la crise révolutionnaire atteint sa plus grande acuité connaissent, par leur nature même, une évolution rapide. La discordance entre la direction révolutionnaire (hésitations, oscillations, attente, tandis que la bourgeoisie attaque furieusement) et les tâches objectives peut, en quelques semaines et même en quelques jours, provoquer une catastrophe qui ruine le bénéfice de nombreuses années de travail. Il est évident que le déséquilibre entre la direction et le parti, ou bien entre le parti et la classe, peut jouer en sens opposé : c'est le cas lorsque la direction devance le développement de la révolution, en confondant le cinquième mois de gestation avec le neuvième. L'exemple le plus éclatant d'un déséquilibre de ce genre s'est produit en Allemagne, en mars 1921. Nous avons vu là-bas se manifester dans le parti une violente « maladie infantile de gauche », et par suite le putschisme (aventurisme révolutionnaire). Ce danger est tout à fait réel, même pour l'avenir. Les leçons du IIIe Congrès de l'Internationale communiste gardent ici toute leur force. Mais l'expérience allemande nous a cruellement montré un danger de nature contraire : la situation est mûre et la direction est en retard. Quand la direction réussit à s'aligner sur la situation, celle-ci change : les masses se retirent et le rapport des forces devient brusquement défavorable.

Dans l'échec allemand de 1923, sont certainement impliquées beaucoup de particularités nationales, mais on y trouve aussi des traits typiques qui rendent manifeste un danger général. On pourrait définir ce danger comme *la crise de la direction révolutionnaire à la veille du passage à l'insurrection*. La base du parti prolétarien, par sa nature même, n'est guère encline à subir la pression de l'opinion publique bourgeoise. Mais, le fait est connu, certains éléments des couches supérieures et moyennes du parti subissent, inévitablement, à un degré plus ou moins grand, l'influence de la terreur matérielle et intellectuelle exercée par la bourgeoisie au moment décisif. On ne peut fermer les yeux pour ne pas voir ce danger. Sans doute n'existe-t-il point de recette salutaire bonne dans tous les cas, mais le premier pas dans une lutte contre un péril, c'est d'en comprendre la source et la nature. L'apparition inévitable ou le développement d'un groupe de droite dans chaque parti communiste au cours de la période du « pré-*Octobre* » reflète, d'une part, les difficultés objectives immenses et les dangers du « saut », et, d'autre part, la pression furieuse de l'opinion publique bourgeoise. C'est là le fondement et la signification d'un groupe de droite. C'est précisément pour cela qu'on voit inévitablement surgir dans les partis communistes hésitations ou réticences au moment où elles sont les plus dangereuses. Chez nous, en 1917, l'hésitation s'empara d'une minorité dans les couches supérieures du parti, mais elle fut vaincue grâce à la sévère énergie de Lénine. En Allemagne, c'est la direction dans son ensemble qui hésita, et cette hésitation se transmit au parti et à travers lui à la classe. Ce ne sont pas les dernières crises que connaîtra une direction lors de moments historiques décisifs. Réduire ces crises inévitables au plus petit nombre possible constitue une des tâches les plus importantes de chaque parti communiste et de l'Internationale communiste dans son ensemble. On ne peut y parvenir que si l'on a compris l'expérience d'octobre 1917 (et le fondement politique de l'Opposition de droite qui, à l'époque, existait au sein de notre parti) en la confrontant avec l'expérience du Parti communiste allemand de 1923.

C'est en cela que réside le sens des *Leçons d'Octobre*.

5. - L'ERREUR STRATÉGIQUE RADICALE DU Ve CONGRÈS

A partir de la fin de 1923, nous avons vu une série de documents de l'Internationale communiste et entendu une série de déclarations de ses dirigeants au sujet de « l'erreur de rythme » commise en automne 1923; on s'y réfère inévitablement à Marx, qui lui aussi, dit-on, se serait trompé en fixant des délais. En même temps, et volontairement, on ne précise pas si « l'erreur de rythme » de l'Internationale communiste vient de ce qu'on a sous-estimé ou au contraire surestimé la proximité du moment critique de la prise du pouvoir. Conformément au régime de comptabilité double qui est devenu, au cours des dernières années, une tradition de la direction, on a laissé la place libre à l'une et à l'autre de ces interprétations.

Il n'est cependant pas difficile de conclure, de toute la politique de l'Internationale communiste durant cette période, qu'au cours de 1924 et d'une bonne partie de 1925, sa direction a estimé que le point culminant de la crise allemande n'était pas encore atteint. Il ne convenait donc pas de se référer à Marx. Si, parfois, il est arrivé à Marx de voir la révolution plus proche qu'elle ne l'était effectivement, on ne trouve aucun cas où il n'aurait pas reconnu son visage quand elle s'avançait ni où il se serait obstiné à prétendre que la situation demeurerait révolutionnaire alors qu'elle avait nettement évolué.

Lors de la XIIIe Conférence du Parti communiste russe, Zinoviev déclara, en lançant la formule à double sens de « l'erreur de rythme » :

« *Le Comité central et l'Internationale communiste doivent vous dire que si des événements semblables se reproduisaient, dans la même situation, il nous faudrait faire la même chose* » (*Pravda*, 25 janvier 1924, n° 20).

Cette déclaration sonnait comme une menace. Le 2 février 1924, Zinoviev déclara lors de la Conférence du Secours Rouge international que dans toute l'Europe la situation était la suivante :

« *L'on ne pouvait s'attendre là-bas, ni à un bref intervalle de tranquillité même seulement apparente, ni à une pacification quelconque... L'Europe entre dans une phase d'événements décisifs... L'Allemagne va, semble-t-il, vers une guerre civile aiguë...* » (*Pravda*, 2 février 1924).

Au début de février 1924, dans une résolution sur les leçons des événements d'Allemagne, le Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste déclare :

« *Le Parti communiste allemand ne doit pas retirer de l'ordre du jour la question de l'insurrection et de la conquête du pouvoir.*

Au contraire (!) cette question doit être posée devant nous concrètement et dans toute son urgence » (*Pravda*, 7 février 1924).

Le 26 mars 1924, le Comité exécutif de l'Internationale communiste écrivait dans son message au Parti communiste allemand :

« *L'erreur de jugement sur l'allure des événements [laquelle ? L. T.] qui se produisit en octobre 1923 causa de grosses difficultés à notre parti. Mais ce n'est rien qu'un épisode¹⁵. Le jugement fondamental demeure » (*Pravda*, 20 avril 1924 – souligné par nous–).*

De tout ceci, le Comité exécutif de l'Internationale communiste tire la conclusion suivante :

« *Le Parti communiste allemand doit, comme auparavant, continuer de toutes ses forces son travail d'armement des ouvriers »* (*Pravda*, 19 avril 1924).

L'immense drame historique de 1923 – l'abandon sans combat d'une position révolutionnaire grandiose – était considéré, six mois après, comme un épisode! « Rien qu'un épisode ». Jusqu'à ce jour, l'Europe subit encore les conséquences extrêmement pénibles de cet « épisode ». Le fait que, pendant quatre ans, l'Internationale communiste ait pu ne pas réunir son Congrès et l'écrasement continu de l'aile gauche en son sein constituent dans une égale mesure un résultat de « l'épisode » de 1923.

Le Ve Congrès se réunit huit mois après la défaite du prolétariat allemand, quand toutes les conséquences de la catastrophe étaient déjà manifestes. Ce dont on avait le plus urgent besoin, c'était d'examiner le présent plutôt que de prévoir l'avenir. Les tâches essentielles du Ve Congrès auraient dû consister, d'abord à nommer clairement et impitoyablement la défaite par son nom, à mettre à nu sa cause « subjective », sans permettre à personne de s'abriter derrière les conditions objectives; deuxièmement, à établir qu'une nouvelle étape commençait, où les masses allaient se retirer, la social-démocratie grandir et le Parti communiste perdre de son influence; troisièmement, à préparer à ce recul l'Internationale communiste pour qu'elle ne soit pas prise à l'improviste, à l'armer des méthodes nécessaires aux batailles défensives et à consolider son organisation jusqu'au prochain changement de situation.

Dans toutes ces questions, le Congrès adopta l'attitude opposée.

Lors du Congrès, Zinoviev définit en ces termes la signification de ce qui s'était passé en Allemagne :

« *Nous attendions la révolution allemande, mais elle n'est pas venue »* (*Pravda*, 22 juin 1924).

En réalité, la révolution était en droit de leur répondre : moi, je suis venue, mais vous, messieurs, étiez en retard au rendez-vous.

Les dirigeants du Congrès considéraient, comme Brandler, que nous avions « surestimé » la situation, tandis qu'en réalité « nous » lui avions attribué, trop tard, un trop faible prix. Zinoviev se consolait facilement de sa prétendue « surestimation »; le mal principal, il le voyait ailleurs :

« *Avoir surestimé la situation n'est pas le pire. Le pire, comme l'a montré l'exemple de la Saxe, c'est qu'il y a eu dans les rangs du parti beaucoup de survivances de la social-démocratie »* (*Pravda*, 24 juin 1924).

Zinoviev ne voyait pas la catastrophe, et il n'était pas le seul. Avec lui, tout le Ve Congrès passa à côté de la plus grande défaite de la révolution mondiale. Les événements d'Allemagne furent surtout analysés sous l'angle de la politique des communistes... au Landtag de Saxe. Dans sa résolution, le Congrès approuva le Comité exécutif pour avoir :

« *condamné l'attitude opportuniste du Comité central allemand et surtout la déviation de la tactique du front unique pendant l'expérience gouvernementale de Saxe »* (*Ibid.*).

C'est un peu comme si un assassin était condamné « surtout » pour ne pas avoir enlevé son chapeau en entrant dans la maison de sa victime.

« *L'expérience de Saxe – insistait Zinoviev – a créé une situation nouvelle. Elle menaçait d'inaugurer la liquidation de la tactique révolutionnaire de l'Internationale communiste »* (*Ibid.*).

Puisque « l'expérience de Saxe » était condamnée et Brandler destitué, il s'ensuivait qu'il ne restait plus qu'à passer à l'ordre du jour.

« *Les perspectives politiques générales – dit Zinoviev et, avec lui, le Congrès – demeurent essentiellement celles d'autrefois. La situation porte en elle-même la révolution. De nouvelles batailles de classe sont déjà de nouveau en cours, une lutte géante se déroule..., etc.* » (*Ibid.*).

Qu'il est fragile et mal assuré, pareil « gauchisme », dont le tamis retient des moustiques et laisse passer des chameaux! Ceux qui savaient voir la situation avec de bons yeux, qui soulignaient l'importance de la défaite d'Octobre, qui prévoyaient l'inévitabilité d'une longue période de reflux révolutionnaire et d'une consolidation provisoire (« stabilisation ») du capitalisme (avec toutes les conséquences politiques qui en découlent), ceux-là, les dirigeants du Ve Congrès tentaient de les flétrir comme des opportunistes et des liquidateurs de la révolution, C'était là l'objectif principal de Zinoviev et de Boukharine. Ruth Fischer qui, avec eux, sous-estimait la défaite de l'année passée, notait chez l'Opposition russe

« *la disparition de la perspective de la révolution mondiale, l'absence de foi dans la proximité des révolutions allemande et européenne, un pessimisme sans espoir, la liquidation de la révolution européenne, etc.* » (*Pravda*, 25 juin 1924).

Inutile d'expliquer que les fauteurs les plus directs des défaites étaient les plus ardents à crier contre les « liquidateurs », c'est-à-dire contre ceux qui ne voulaient pas appeler les défaites des victoires. Ainsi, Kolarov tonnait contre Radek, qui avait eu l'audace de considérer la défaite du Parti bulgare comme décisive :

« *Ni en juin, ni en septembre, la défaite du parti ne fut décisive. Le Parti communiste de Bulgarie est solide et se prépare à de nouvelles batailles »* (*Discours du camarade Kolarov au Ve Congrès*).

A la place de l'analyse marxiste des défaites, l'irresponsable fanfaronnade bureaucratique s'étale sur toute la ligne. La stratégie bolchevique est incompatible avec la suffisante et inerte *kolarovtchina*.

Dans les travaux du Ve Congrès, il y a eu beaucoup de choses justes et indispensables. La lutte contre les tendances de droite qui tentaient de relever la tête ne pouvait être différée. Mais cette lutte s'est égarée dans la confusion et a dévié, du fait du

¹⁵ Il est à remarquer que, dix ans plus tard, après l'arrivée de Hitler au pouvoir, la première réaction de l'Internationale communiste (rapport de F. Heckert adopté unanimement en avril 1933) fut de présenter ce tragique événement d'une manière similaire, comme une péripétie qui n'arrêterait pas la progression de la classe ouvrière allemande.

jugement faux porté sur la situation; toutes les cartes ont été brouillées, et on a classé dans le camp de la droite ceux qui, simplement, comprenaient mieux et plus clairement les journées d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Si les gauchistes d'alors avaient triomphé au IIIe Congrès, Lénine, pour les mêmes raisons, aurait été classé dans l'aile droite, avec Levi, Clara Zetkin et d'autres. La confusion idéologique qu'a engendrée la fausse orientation politique du Ve Congrès est devenue, par la suite, une source de nouveaux et grands malheurs.

Le jugement politique formulé par le Congrès fut entièrement appliqué aussi dans le domaine économique. Les symptômes de la consolidation économique de la bourgeoisie allemande ont été niés ou ignorés. Varga, qui présente toujours les faits économiques sous l'éclairage de la tendance politique dominante, signalait cette fois-ci encore dans son rapport :

« Il n'existe pas de perspectives d'un assainissement du capitalisme » (Ve Congrès, Pravda, 28 juin 1924).

Un an après, quand l'assainissement fut, avec quelque retard, rebaptisé « stabilisation », Varga le découvrit soigneusement... après coup. Mais à ce moment l'Opposition était déjà accusée de ne pas admettre la stabilisation, car elle avait eu l'audace d'en constater le début depuis un an et demi, et dès 1925 elle signalait les tendances qui la menaçaient (*Où va l'Angleterre ?*) .

Le Ve Congrès regardait les processus politiques fondamentaux et les groupes idéologiques dans le miroir courbe de la fausse orientation : c'est de là qu'est née la résolution classant l'Opposition russe dans les « déviations petites-bourgeoises ». L'histoire, à sa façon, a corrigé cette erreur deux ans après, en forçant Zinoviev, l'accusateur principal du Ve Congrès, à reconnaître publiquement que le noyau central de l'Opposition de 1923 avait eu raison dans les questions fondamentales de la lutte.

L'erreur stratégique du Ve Congrès a entraîné l'incompréhension des processus qui se déroulaient dans la social-démocratie allemande et internationale.

Au Congrès, on ne fit que parler de son déclin, de sa désagrégation, de son écroulement. Se référant aux résultats des dernières élections parlementaires, qui donnèrent 3 700 000 voix au Parti communiste, Zinoviev disait :

« Si, en Allemagne, nous avons au Parlement la proportion de 62 communistes pour 100 social-démocrates, cela doit prouver à chacun combien nous sommes proches de la conquête d'une majorité dans la classe ouvrière allemande » (Pravda, 22 juin 1924).

Zinoviev ne comprenait absolument pas la dynamique du processus : l'influence du Parti communiste ne grandit pas mais baisse, au cours de cette année-là et des suivantes; les 3 700 000 voix n'étaient qu'un reste remarquable de l'influence décisive que le parti avait exercée sur la majorité du prolétariat allemand ; lors des vérifications ultérieures, ce chiffre devait inévitablement tomber.

Alors qu'au cours de l'année 1923, la social-démocratie s'effiloçait comme une natte pourrie, au contraire, après la défaite de la révolution, elle se redressa systématiquement et prospéra, en partie au détriment du communisme. Parce que nous l'avions prévu – comment pouvait-on ne pas le prévoir ? –, on attribua notre prescience à notre « pessimisme ».

Est-il encore besoin de démontrer, maintenant, après les dernières élections de mai 1928 qui ont vu la social-démocratie recueillir plus de neuf millions de voix, que nous avons raison, quand au début de 1924 nous disions et nous écrivions que la renaissance de la social-démocratie pour une certaine période était inévitable, et que les « optimistes » se trompaient grossièrement en lui chantant alors des *Requiem* ? Ce fut le Ve Congrès surtout qui commit cette lourde erreur.

La seconde jeunesse de la social-démocratie, qui a tous les traits de l'été de la Saint-Martin, n'est évidemment pas éternelle. Sa mort est inévitable. Mais l'échéance n'en est fixée nulle part. Elle dépend aussi de nous. Pour réduire les délais, il faut savoir regarder les faits en face, distinguer en temps voulu les changements de la situation politique, appeler défaite une défaite, apprendre à prévoir les lendemains.

Si la social-démocratie allemande représente encore une force multimillionnaire dans la classe ouvrière, cela tient à deux raisons immédiates : premièrement, la défaite capitularde du Parti communiste allemand durant l'automne de 1923; deuxièmement, la fausse orientation stratégique du Ve Congrès.

Si en janvier 1924, le rapport des électeurs communistes aux électeurs sociaux-démocrates était presque de 2 à 3, en revanche, quatre ans et demi après, la proportion s'est abaissée ; elle n'est plus que de 1 à 3 ; autrement dit, durant cette période prise dans son ensemble, nous nous sommes non pas rapprochés mais éloignés de la conquête de la majorité de la classe ouvrière. Et cela, malgré le renforcement incontestable de notre parti au cours de l'année dernière, renforcement qui – avec une politique juste – peut et doit être le point de départ de la véritable conquête de la majorité. .

Nous reviendrons encore, plus loin, sur les conséquences politiques de la position du Ve Congrès. Mais n'est-il pas clair, dès maintenant, qu'on ne peut parler sérieusement de stratégie bolchevique, si l'on ne sait embrasser du regard aussi bien l'ensemble de la courbe dessinée par notre époque que ses différentes sinuosités, lesquelles, à chaque moment donné, ont pour la direction du parti la même importance que les virages de la voie pour le mécanicien de la locomotive? Marcher à pleine vitesse dans un tournant conduit inévitablement à rouler sur le talus.

Pourtant, c'est seulement il y a quelques mois que, de façon plus ou moins nette, la *Pravda* a reconnu l'exactitude du jugement que nous avons formulé précisément dès la fin de 1923. Le 28 janvier de cette année, la *Pravda* écrivait :

« La phase de relative (!) apathie et dépression qui a commencé après la défaite de 1923 et qui a permis au capital allemand de consolider ses positions, touche à sa fin. »

La « relative » dépression qui débuta à l'automne de 1923 ne touche à sa fin qu'en 1928. Ces paroles qui ont plus de quatre ans de retard représentent une condamnation impitoyable de la fausse orientation du Ve Congrès, et aussi du système de direction qui, loin de divulguer et d'éclairer les erreurs commises, les couvre, augmentant ainsi la confusion idéologique.

Un projet de programme qui ne porte pas de jugement sur les événements de 1923 ni sur la faute radicale commise par le Ve Congrès, ne fait que tourner le dos aux véritables problèmes de la stratégie révolutionnaire du prolétariat pendant l'époque impérialiste.

6. – « L'ÈRE DÉMOCRATICO-PACIFIQUE » ET LE FASCISME

La capitulation du Parti communiste allemand à l'automne de 1923, la disparition de la terrible menace prolétarienne avaient nécessairement affaibli non seulement la position du Parti communiste, mais aussi celle du fascisme. Une guerre civile sape les

conditions dans lesquelles s'exerce l'exploitation du capitalisme, même s'il la gagne. Dès ce moment, c'est-à-dire dès la fin de 1923, nous étions intervenus contre une surestimation des forces du fascisme allemand et du danger qu'il représentait et nous avons insisté sur le fait que pendant une certaine période le fascisme serait refoulé à l'arrière-plan, tandis que l'avant-scène politique serait occupée par les groupements démocratiques et pacifiques (Bloc des Gauches en France, *Labour Party* en Angleterre) dont le renforcement contribuerait à faire grandir, de nouveau, la social-démocratie allemande. Au lieu de comprendre ce processus inévitable et d'organiser la lutte suivant une ligne de front *nouvelle*, la direction officielle a continué à identifier fascisme et social-démocratie et à prédire leur mort commune au cours de la guerre civile proche.

La question du fascisme et de la social-démocratie était liée au problème des relations entre les États-Unis et l'Europe. C'est la défaite de la révolution allemande en 1923 qui a permis au capitalisme américain d'aborder de front la réalisation de ses plans « pacifiques » (pour le moment) destinés à réduire l'Europe au servage. Dans ces conditions, il fallait poser le problème américain dans toute son ampleur. Pourtant la direction du Ve Congrès est tout simplement passée à côté. La direction a uniquement considéré la situation intérieure de l'Europe, sans voir qu'un ajournement prolongé de la révolution européenne avait déplacé, d'un coup, l'axe des rapports mondiaux, qui devenait une offensive de l'Amérique contre l'Europe. Cette offensive prenait le caractère d'une « consolidation » économique de l'Europe, de sa normalisation, de sa pacification et de « l'assainissement » des principes démocratiques. Non seulement le petit bourgeois ruiné, mais aussi l'ouvrier du rang se disaient : si le Parti communiste n'a pas su triompher, peut-être la social-démocratie donnera-t-elle non pas la victoire (on n'attend pas cela d'elle), mais un morceau de pain, en ranimant l'industrie grâce à l'or américain. Il aurait fallu comprendre que l'infâme fiction du pacifisme américain doublé de dollars devait devenir (après la défaite de la révolution allemande) et devenait le facteur politique le plus important de la vie de l'Europe. La social-démocratie allemande se gonfla grâce à ce levain et, dans une grande mesure, c'est aussi grâce à lui que prospérèrent les radicaux français et le *Labour Party*.

Pour faire face à ce nouveau front ennemi, on aurait dû montrer que l'Europe bourgeoise ne pouvait vivre et subsister que comme vassal financier des États-Unis, et que le pacifisme de ces derniers ne reflétait que leur aspiration à imposer à l'Europe un rationnement de famine. Mais, au lieu de partir de cette perspective pour lutter contre la social-démocratie et son nouveau culte de l'américanisme, la direction de l'Internationale communiste tourna la pointe de son arme dans le sens opposé : on nous attribua une théorie mesquine et imbécile sur l'impérialisme normalisé, sans guerre ni révolution, reposant sur le rationnement américain.

Au cours de cette même séance de février où le Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste, quatre mois avant le Congrès, mit à l'ordre du jour du parti allemand l'insurrection « dans toute son urgence concrète », ce Présidium appréciait ainsi la situation en France où, justement, approchaient des élections parlementaires de « gauche » :

« Cette animation préélectorale touche aussi les partis les plus médiocres et les plus insignifiants, et même les groupements politiques morts. Ainsi, le Parti socialiste, sous les rayons des proches élections, se ranime et s'étale... » (Pravda, 7 février 1924).

Alors qu'en France se préparait manifestement une vague de gauchisme pacifiste petit-bourgeois qui, touchant également de larges milieux ouvriers, affaiblissait tout aussi bien le parti du prolétariat que les détachements fascistes du capital, alors que, en d'autres termes, la victoire du « Bloc des Gauches » approchait, la direction de l'Internationale communiste partait d'une perspective directement opposée et niait absolument la possibilité d'une phase de pacifisme ; à la veille des élections de mai 1924, elle parlait du Parti socialiste français, c'est-à-dire du défenseur de l'aile gauche du pacifisme petit-bourgeois, comme d'un groupement politique « déjà mort ». Dans une lettre spéciale adressée à la délégation du Parti communiste (bolchevique) de l'U.R.S.S., nous avons alors protesté contre ce jugement porté à la légère sur le Parti social-patriote. Ce fut en vain ! La direction de l'Internationale communiste considérait avec entêtement que fermer les yeux pour ne pas voir les faits, c'est faire preuve de « gauchisme ». Telle fut l'origine de la polémique sur le pacifisme démocratique, polémique qui, défigurée, désaxée et encrassée, comme toujours, au cours des dernières années, a apporté tant de trouble dans la conscience des partis de l'Internationale communiste. Les représentants de l'Opposition furent accusés d'avoir des préjugés réformistes, simplement parce que nous ne partagions pas ceux de la direction de l'Internationale communiste et parce que nous avons prévu que la défaite sans combat du prolétariat allemand amènerait inévitablement sur la scène, après une brève intensification des tendances fascistes, les partis petits-bourgeois, et renforcerait la social-démocratie.

Nous avons déjà signalé plus haut que, lors de la Conférence du Secours Rouge international, trois ou quatre mois avant la victoire du *Labour Party* en Angleterre et du Bloc des Gauches en France, Zinoviev, polémique manifestement contre moi, déclara :

« Dans presque toute l'Europe, la situation est telle qu'on ne peut s'attendre même à un bref intervalle de tranquillité ni à une pacification quelconque... L'Europe entre dans une phase d'événements décisifs... L'Allemagne va, semble-t-il, vers une guerre civile aiguë » (Pravda, 2 février 1924).

Zinoviev paraît avoir totalement oublié que déjà lors du IVe Congrès, en 1922, j'avais réussi, en commission – face à une résistance assez entêtée de lui-même et de Boukharine – à introduire un amendement (assez atténué, il est vrai) dans la résolution du Congrès ; cet amendement parlait de la proche instauration d'une ère « pacifique-démocratique », qui constituerait probablement une étape du déclin politique de l'État bourgeois et servirait d'antichambre à la domination du communisme ou... du fascisme.

Au Ve Congrès, qui se réunit après l'apparition des gouvernements de « gauche » en Angleterre et en France, Zinoviev se souvint, très à propos, de mon amendement et le lut à haute voix :

« La situation politique internationale dans le temps présent est caractérisée par le fascisme, l'état de siège et la vague de terreur blanche contre le prolétariat. Mais ceci n'exclut pas la possibilité que, dans un avenir très proche, dans les pays les plus importants, une « ère démocratique et pacifique se substitue à la réaction bourgeoise ouverte. »

Zinoviev ajouta avec satisfaction :

« Cela a été dit en 1922. Ainsi, il y a un an et demi, l'ère démocratique-pacifique fut nettement prédite par l'Internationale communiste » (Pravda, 22 juin 1924).

La vérité est la vérité. La prévision dont on me fit longtemps grief comme d'une déviation « pacifiste » qui serait *ma* déviation et non celle du cours des événements) s'était réalisée à point au moment du Ve Congrès, dans la lune de miel des ministères Mac Donald et Herriot. Il en va malheureusement ainsi, en général, avec les prévisions.

Il faut ajouter que Zinoviev et la majorité du Ve Congrès prirent trop à la lettre l'ancienne perspective de « l'ère pacifique et démocratique » comme étape de la désagrégation du capitalisme. C'est ce que prêcha Zinoviev au Ve Congrès : « L'ère démocratique-pacifique est un symptôme de la désagrégation du capitalisme. » Il le dit de nouveau dans son discours de clôture :

« Je répète que précisément l'ère démocratique-pacifique est un symptôme de la désagrégation du capitalisme et de sa crise incurable » (Pravda, 1^{er} juillet 1924).

Cela aurait été vrai s'il n'y avait eu la crise de la Ruhr, si le développement s'était réalisé plus régulièrement, sans ce « saut » de l'histoire. Cela aurait été doublement et triplement vrai si le prolétariat allemand avait triomphé en 1923. Alors, le régime de Mac Donald et d'Herriot n'aurait eu que le sens du « kerenskysme » anglais et français. Mais le déclenchement de la crise de la Ruhr posa nettement la question de savoir qui serait le maître dans la maison. Ce n'est pas une victoire que remporta le prolétariat allemand, c'est une défaite décisive qu'il connut, et cela sous une forme telle que cette défaite devait encourager et renforcer au plus haut point la bourgeoisie allemande. La foi dans la révolution fut sapée dans toute l'Europe pour toute une série d'années. Dans ces conditions, les gouvernements Mac Donald et Herriot ne représentaient nullement un kerenskysme ni, en général, une désagrégation de la bourgeoisie : ils pouvaient et devaient devenir les éphémères précurseurs de gouvernements bourgeois plus sérieux, plus solides et plus sûrs d'eux-mêmes. Le Ve Congrès ne le comprit pas ; en effet, n'ayant pas estimé à leur juste mesure les proportions de la catastrophe allemande, l'ayant réduite à la simple comédie du *Landtag* de Saxe, il ne vit pas que le prolétariat d'Europe, sur tout le front, avait déjà commencé une retraite politique; que la tâche à accomplir était, non pas l'insurrection mais la mise en place d'une orientation nouvelle, batailles d'arrière-garde, consolidation des positions du parti dans le domaine de l'organisation, surtout au sein des syndicats.

En rapport avec ces problèmes, se développa sur la fascisme une polémique tout aussi défigurée et désaxée. L'Opposition expliquait que la bourgeoisie ne fait avancer son épaulement fasciste qu'au moment où un péril révolutionnaire immédiat menace les bases mêmes de son régime, lorsque les organes normaux de son État bourgeois se révèlent insuffisants. En ce sens, le fascisme actif est un état de guerre civile menée par la société capitaliste contre le prolétariat insurgé. En revanche, la bourgeoisie est obligée de faire avancer son épaulement de gauche, la social-démocratie, surtout dans deux moments : dans les temps qui précèdent la guerre civile afin de tromper, d'apaiser et de désagréger le prolétariat, ou bien après une sérieuse défaite des larges masses du peuple, quand pour rétablir le régime normal on est forcé de les mobiliser dans la vie parlementaire, et avec elles les ouvriers qui n'ont plus confiance dans la révolution. Pour contredire cette analyse théoriquement indiscutable, que tout le cours de la lutte a vérifiée, la direction de l'Internationale communiste avança une affirmation absurde et simpliste sur l'*identité* de la social-démocratie et du fascisme¹⁶. En partant du fait incontestable que la social-démocratie est tout aussi attachée que le fascisme aux bases fondamentales de la société bourgeoise et qu'elle est toujours prête au moment du danger à faire avancer ses Noske, la direction de l'Internationale communiste raya d'un trait toute différence politique entre social-démocratie et fascisme, effaçant en même temps la distinction entre la période de guerre civile ouverte et la période de « normalisation » de la lutte des classes. En un mot, on renversa, brouilla et confondit tout pour conserver l'apparence d'une orientation vers le développement immédiat de la guerre civile, comme si rien de spécial ne s'était passé, à l'automne de 1923, en Allemagne et en Europe : simplement un épisode !

Pour montrer la direction et le niveau de cette polémique, on doit citer l'article de Staline *A propos de la situation internationale* (Pravda, 20 septembre 1924).

« Certains pensent – disait Staline en polémiquant contre moi – que la bourgeoisie est venue au « pacifisme » et à la « démocratie » non pas par nécessité, mais de sa propre volonté, par l'effet de son libre arbitre. »

Deux conclusions politiques d'importance suivaient cette thèse fondamentale, d'ordre historique et philosophique – sur laquelle il est inutile d'insister :

« Premièrement, il est faux que le fascisme ne soit qu'une organisation de combat de la bourgeoisie. Le fascisme n'est pas seulement une catégorie (?) militaire et technique. »

On ne peut comprendre pourquoi une organisation de combat de la société bourgeoise doit être considérée comme une « catégorie » technique et non politique. Mais alors qu'est donc le fascisme ? A cette question, il est répondu indirectement en ces termes :

« La social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme. »

On peut dire que la social-démocratie est l'aile gauche de la société bourgeoise; cette définition est tout à fait juste, à condition seulement qu'on ne l'entende pas de façon trop simpliste ; il ne faut pas oublier que la social-démocratie continue à entraîner des millions d'ouvriers ; elle est donc obligée de tenir compte dans certaines limites non seulement de la volonté de son patron bourgeois mais aussi des intérêts de son mandant prolétarien qu'elle escroque. Mais il serait absurde de définir la social-démocratie comme « l'aile modérée du fascisme ». Où se loge dans tout cela la société bourgeoise ? Pour s'orienter en politique, même de façon élémentaire, on ne doit pas tout ramasser en un seul tas, on doit distinguer et voir que la social-démocratie et le fascisme constituent les pôles du front bourgeois ; ils peuvent être unis au moment du danger mais n'en constituent pas moins deux pôles. Faut-il insister là-dessus aujourd'hui, après les élections de mai 1928, caractérisées à la fois par le déclin du fascisme et la croissance de la social-démocratie (à laquelle, soit dit en passant, le Parti communiste proposait cette fois encore de former le front unique de la classe ouvrière) ?

« Deuxièmement – dit l'article – il est faux que les batailles décisives aient déjà eu lieu, que le prolétariat ait été battu au cours de celles-ci, et donc que la bourgeoisie se soit consolidée. Il n'y a pas encore eu de combats décisifs, ne serait-ce que (?) parce qu'il n'y a pas eu encore de véritables partis bolcheviques de masse, »

La bourgeoisie n'a pu se consolider parce qu'il n'y a pas eu de batailles ; or, il n'y a pas eu de batailles, « ne serait-ce » que parce qu'il n'y avait pas de parti bolchevique. Ainsi, ce qui empêche la bourgeoisie de se renforcer... c'est l'absence d'un Parti bolchevique. En fait, c'est précisément parce qu'il n'y avait pas, non pas de parti, mais plutôt de *direction* bolchevique, que la bourgeoisie a pu rendre sa position plus solide. Si une armée en situation critique capitule devant l'ennemi sans combattre, cet

¹⁶ Avancée pour la première fois en 1924-1925, cette conception devait s'épanouir et servir de base à la politique de l'Internationale au cours de la « troisième période » qui devait suivre de peu le VIe Congrès. A cette occasion, Trotsky développa et enrichit les arguments exposés ici (cf. Ecrits, t. III).

effondrement remplace parfaitement « une bataille décisive », en politique comme à la guerre. En 1850 déjà, Engels enseignait qu'un parti qui laisse échapper une situation révolutionnaire disparaît pour longtemps de la scène. Mais qui ignore donc encore que, ayant vécu « avant l'impérialisme », Engels est aujourd'hui périmé? C'est bien ce qu'écrit Staline :

« Sous l'impérialisme, il est impossible de livrer des combats pour le pouvoir, s'il n'existe pas de tels partis (bolcheviques). »

On en est réduit à penser que ces batailles étaient possibles du temps d'Engels, quand la loi du développement inégal n'avait pas été découverte.

Tout cet enchaînement de dissertations est couronné, comme il convient, par un pronostic politique :

« Enfin, il est également faux... que par le « pacifisme » le pouvoir de la bourgeoisie puisse se consolider, et la révolution être ajournée pour un temps indéterminé. »

Pourtant, l'ajournement s'est produit, non pas selon les pronostics de Staline, mais selon ceux d'Engels. Un an plus tard, quand il devint clair même pour des aveugles que la position de la bourgeoisie s'était renforcée et que la révolution avait reculé pour un temps indéterminé, Staline se mit à nous accuser de... ne pas admettre la stabilisation. Cette accusation devint particulièrement énergique quand la « stabilisation » commença à chanceler de nouveau, sous le choc de la nouvelle vague révolutionnaire qui s'avancait en Angleterre et en Chine. Il faut remarquer que la définition du fascisme et de ses rapports avec la social-démocratie telle qu'elle est donnée dans le projet (chap. II), malgré les équivoques qu'on a volontairement tolérées pour garder un lien avec le passé, est plus raisonnable et plus juste que le schéma stalinien cité plus haut, qui était au fond celui du Ve Congrès. Mais ce léger progrès ne résout pas la question. Un programme de l'Internationale communiste ne peut pas, après l'expérience de la dernière décennie, caractériser la situation révolutionnaire, montrer comment elle se forme et disparaît, sans signaler les erreurs classiques commises dans l'analyse de cette situation, sans expliquer comment le machiniste doit conduire dans les virages, sans inculquer aux partis cette vérité qu'il y a des moments où le succès de la révolution mondiale dépend de deux ou trois jours de lutte.

7. – POLITIQUE ULTRA-GAUCHE ET LEVAIN DE DROITE

Après la période de violent flux vint, en 1923, la période du long reflux qui, dans le langage stratégique, signifiait : retraite en ordre, batailles d'arrière-garde, retranchement dans les organisations de masse, revue de détail fourbissage et aiguisage des armes théoriques et politiques. Cette attitude fut appelée esprit de liquidation. Au cours des dernières années, on commit avec cette notion – comme avec d'autres appartenant au vocabulaire bolchevique – de grossiers abus : on n'enseignait pas et on n'éduquait pas, on jetait le trouble et on induisait en erreur. L'esprit de liquidation, c'est le renoncement à la révolution, c'est la substitution du réformisme à ses voies et à ses méthodes. La politique léniniste n'a rien de commun avec cet esprit, mais elle n'a rien à voir non plus avec l'attitude qui consiste à négliger les modifications de la situation objective, à maintenir verbalement la marche à l'insurrection alors que la situation a déjà changé, qu'on doit de nouveau prendre le chemin du travail parmi les masses, travail long, tenace, systématique, minutieux, pour préparer le parti à une nouvelle révolution.

L'homme a besoin d'une certaine sorte de mouvement quand il monte un escalier et d'une autre quand il le descend. La position la plus dangereuse est celle où l'homme, après avoir éteint sa chandelle, lève le pied pour monter tandis que devant lui les marches descendent. Les chutes, les bosses, les luxations sont alors inévitables. La direction de l'Internationale communiste a tout fait en 1924 pour empêcher la critique de s'exercer sur l'expérience de l'Octobre allemand, et en général toute critique. Elle répétait elle-même avec obstination : les ouvriers vont directement à la révolution; l'escalier conduit vers le haut. Il n'est donc pas étonnant que les directives du Ve Congrès, appliquées lors d'un reflux révolutionnaire, aient amené des chutes et des luxations politiques bien cruelles.

Le n° 5-6 du *Bulletin d'information de l'Opposition allemande* du 1er mars 1927 disait :

« La plus grande erreur de la gauche lors du Congrès du Parti (celui de Francfort, au printemps de 1924, où la direction passa à la gauche) fut qu'elle ne signala pas de façon suffisamment vigoureuse au Parti la gravité de la défaite de 1923, qu'elle ne tira pas les conclusions nécessaires, n'expliqua pas au Parti avec sang-froid et sans aucun embellissement les tendances de la stabilisation relative du capital, et de ce fait, ne formula ni le programme, ni les mots d'ordre de la période qui devait immédiatement suivre ; il eût été parfaitement possible de le faire, tout en stigmatisant brutalement, en toute raison et de toute nécessité, les thèses du programme » (souligné par moi – L.T.).

Ces lignes nous montrèrent alors qu'une partie de la gauche allemande qui, au Ve Congrès, avait participé à la lutte contre notre prétendu « esprit de liquidation », avait bien compris les enseignements de 1923-1924. Cette évolution rendit possible, par la suite, un rapprochement sur une base de principes.

L'année véritable du changement de situation fut 1924. Pourtant, ce n'est qu'un an et demi plus tard qu'on reconnut cette variation brusque (« stabilisation »). Il n'est donc pas étonnant que 1924 et 1925 aient été des années d'erreurs de gauche et d'expériences putschistes. L'aventure terroriste bulgare et l'histoire tragique de l'insurrection estonienne de décembre 1924 furent des explosions de désespoir, conséquences d'une orientation fautive. Ces tentatives destinées à violer le processus historique par la voie du putschisme amenèrent une récursive malchanceuse à Canton, à la fin de 1927 parce qu'elles ne furent pas soumises à la critique. Même de légères erreurs ne restent pas impunies en politique; à plus forte raison des fautes graves. Mais la plus grave des fautes est de dissimuler les erreurs commises, d'en contrecarrer mécaniquement la critique et d'empêcher à leur propos un jugement marxiste judicieux.

Nous n'écrivons pas l'histoire de l'Internationale communiste au cours des cinq dernières années. Nous ne faisons qu'illustrer par des faits, à propos des événements essentiels de cette période, les deux lignes stratégiques; nous soulignons ainsi, en même temps, le manque de vitalité du projet de programme pour qui toutes ces questions n'existent pas. Nous ne pouvons décrire ici, même en nous bornant à ses traits principaux, le tableau des difficultés insurmontables dans lesquelles se débattirent les partis de l'Internationale communiste, pris qu'ils étaient entre les directives du Ve Congrès et la réalité politique. Certes, ce n'est pas partout que cette contradiction provoqua des convulsions aussi funestes qu'en Bulgarie et en Estonie en 1924. Mais, partout, les partis se sentaient réduits à l'impuissance, ils ne pouvaient répondre aux aspirations des masses, ils avaient des œillères et perdaient le pas. Dans leur agitation et leur propagande, dans l'activité syndicale, à la tribune parlementaire, partout les communistes traînaient avec eux le boulet de la fautive position du Ve Congrès. Chaque parti, victime, à un degré plus ou moins élevé, de la fautive

orientation de départ, poursuivait des fantômes, négligeait les processus réels, transformait les mots d'ordre révolutionnaires en phrases ronflantes, se compromettait aux yeux des masses et perdait pied. Pour comble de malheur, alors comme aujourd'hui, la presse de l'Internationale communiste ne pouvait grouper et publier des faits et des chiffres concernant l'activité des partis communistes au cours des dernières années. Après les défaites, les fautes et les insuccès, la direction des épigones préfère battre en retraite et châtier aveuglément.

Comme les facteurs réels lui infligeaient un démenti toujours plus cruel, la direction devait mettre de plus en plus en avant des facteurs imaginaires. Perdant pied chaque jour davantage, le Comité exécutif de l'Internationale communiste se trouvait contraint de découvrir des forces et des jaillissements révolutionnaires là où il n'y en avait nulle trace, il devait se cramponner à des cordages pourris pour se maintenir en équilibre.

Comme se produisaient dans le prolétariat des déplacements manifestes vers la droite, l'Internationale communiste se mit à idéaliser la paysannerie, exagérant sans les passer au crible tous les symptômes de sa « rupture » avec la société bourgeoise, prêtant des teintes vives à toutes sortes d'organisations paysannes éphémères et adulant franchement les « démagogues paysans ».

A la tâche de l'avant-garde prolétarienne, qui doit lutter longuement et avec ténacité contre la bourgeoisie et la démagogie pseudo-paysanne pour influencer les couches les plus déshéritées des campagnes, on substituait de plus en plus l'espoir que la paysannerie jouerait un rôle révolutionnaire, direct et indépendant, à l'échelle nationale et internationale.

Au cours de 1924, c'est-à-dire pendant l'année de la « stabilisation », la presse communiste fut pleine de données tout à fait fantaisistes sur la puissance de l'Internationale paysanne qui venait d'être fondée¹⁷; son représentant, Dombal, disait dans un rapport que, six mois après sa création, elle comptait déjà plusieurs millions de membres.

C'est alors qu'éclata la scandaleuse affaire Raditch, le chef du Parti « paysan » croate qui, pour augmenter ses chances de devenir ministre dans Belgrade la blanche, fit passer sa route, qui venait de Zagreb la verte, par Moscou la rouge. Le 9 juillet 1924, Zinoviev raconte sa nouvelle « victoire » dans un bilan du Ve Congrès qu'il présente aux militants activistes de Leningrad :

« Actuellement, des déplacements importants se produisent dans la paysannerie. Vous avez certainement tous entendu parler du parti paysan croate de Raditch. Raditch se trouve en ce moment à Moscou. C'est un véritable chef populaire... Il est suivi unanimement par tous les paysans pauvres et moyens de Croatie... Raditch a décidé d'adhérer, au nom de son parti, à l'Internationale paysanne. Nous considérons cet événement comme capital. La fondation de l'Internationale paysanne est de la plus haute importance. Certains camarades ne voulaient pas croire qu'il en sortirait une grande organisation... Maintenant une grande masse auxiliaire vient à nous, la paysannerie » (Pravda, 22 juillet 1924).

Et ainsi de suite, sur le même mode.

Pour faire pendant à Raditch, « le vrai chef populaire », il y avait de l'autre côté de l'océan le chef La Follette. Afin de faire avancer plus rapidement la « masse auxiliaire » des fermiers américains, Pepper, le délégué de l'Internationale communiste, entraîna le jeune et faible Parti communiste américain dans une aventure absurde et honteuse, en créant autour de La Follette le *Workers and Farmers Party*¹⁸ pour renverser plus vite le capitalisme américain.

La bonne nouvelle d'une prochaine révolution aux États-Unis, qui s'appuierait sur les fermiers, occupait à cette époque tous les discours et articles des leaders officiels du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Dans son rapport, à une séance du Ve Congrès, Kolarov déclarait :

« Aux États-Unis, les petits fermiers ont formé un parti de fermiers et de paysans qui se radicalise de plus en plus, qui se rapproche des communistes, et qui se pénètre de l'idée de la création aux États-Unis d'un gouvernement ouvrier et paysan » (Pravda, 6 juillet 1924, n° 151).

Ni plus ni moins !

Green, du Nebraska, militant de l'organisation de La Follette, vint au Congrès paysan de Moscou ; lui aussi adhéra à quelque chose, puis, comme de coutume, lors de la Conférence de Saint-Paul, il contribua à faire échec au Parti communiste quand celui-ci tenta, sans grande vigueur, de mettre à exécution les grandioses intentions de Pepper, conseiller du comte Karoly, ultra-gauche du IIIe Congrès, réformateur du marxisme, un de ceux qui égorgèrent la révolution en Hongrie.

Le 29 août 1924, la *Pravda* se lamentait :

« Le prolétariat américain dans sa masse ne s'est pas encore élevé jusqu'à la compréhension de la nécessité d'un parti, même aussi collaborationniste que l'est le Labour Party anglais. »

Or, à peu près un mois et demi auparavant, dans son rapport aux militants de Leningrad, Zinoviev déclarait :

« Plusieurs millions de fermiers, bon gré mal gré (!), sont directement poussés par la crise agricole vers la classe ouvrière » (Pravda, 22 juillet 1924).

Et directement vers le gouvernement ouvrier et paysan ! – ajoutait Kolarov. La presse répétait à loisir que se créerait bientôt en Amérique un *Workers and Farmers Party* qui ne serait pas purement prolétarien, mais qui serait tout de même un parti de classe, « pour renverser le capital ». Ce que signifie un caractère de classe qui n'est pourtant pas un caractère purement prolétarien, aucun astrologue ni de ce côté de l'océan ni de l'autre ne pourrait l'expliquer. En fin de compte, ce n'était que la forme pepperisée de l'idée des « partis ouvriers et paysans bipartites » dont nous reparlerons plus en détail à propos des leçons de la révolution chinoise. Qu'il suffise, ici, de signaler que la conception réactionnaire de partis non prolétariens qui seraient tout de même des partis de classe s'est développée en se fondant entièrement sur la prétendue politique de « gauche » de 1924, qui, pour camoufler ses échecs, s'accrochait à Raditch, à La Follette et aux chiffres gonflés de l'Internationale paysanne.

« Nous assistons actuellement – déclare Milioutine, académicien des lieux communs – à un processus

¹⁷ Une Internationale paysanne fut créée à Moscou en octobre 1923 sous l'égide de l'Internationale communiste. Elle n'eut qu'une activité restreinte et disparut au bout de quelques années sans qu'aucune communication officielle ait été faite à ce propos.

¹⁸ Le *Federated Farmer-Labor Party* fut formé en juin 1924 à Saint-Paul (Minnesota) avec l'aide des partisans du sénateur La Follette, du Wisconsin. A cette assemblée deux candidats non communistes furent désignés pour l'élection présidentielle de la même année, mais non le sénateur La Follette. Aussi ses partisans se retirèrent. En juillet 1924 l'expérience était terminée. A l'élection présidentielle, le Parti communiste présenta son candidat W. Foster, La Follette fut également candidat. Le premier recueillit 33 300 voix, le second 4 825 000 voix.

très significatif et très important : l'autonomie des masses paysannes qui se séparent de la bourgeoisie, l'intervention de la paysannerie contre le capitalisme et le renforcement de plus en plus grand du front unique de la paysannerie et de la classe ouvrière en lutte dans les pays capitalistes contre le système social » (Pravda, 27 juillet 1924).

Durant toute l'année 1924, la presse de l'Internationale communiste ne se lasse pas de parler de la « radicalisation » générale « des masses paysannes ». Comme si l'on pouvait attendre de cette radicalisation des paysans, un résultat valable, dans une période où manifestement les ouvriers vont à droite, où la social-démocratie se renforce et où la bourgeoisie se consolide !

Nous retrouverons la même erreur de vision politique à la fin de 1927 et au début de 1928, à propos de la Chine. Chaque fois qu'une profonde crise révolutionnaire s'est achevée par une grave défaite du prolétariat, décisive pour toute une période, on voit encore, longtemps après, éclater, dans les masses arriérées et semi-prolétariennes des villes et des campagnes, des sursauts d'indignation, de même que des ondes circulaires se forment après la chute d'un rocher dans l'eau. Si la direction accorde à ces ondes une valeur propre, en les interprétant, sans tenir compte des processus en cours dans la classe ouvrière, comme des signes de l'approche de la révolution, sachez-le, c'est un syndrome qui annonce des aventures semblables à celles d'Estonie ou de Bulgarie en 1924 ou de Canton en 1927.

Pendant cette même période d'ultra-gauchisme, le Parti communiste chinois fut harcelé jusqu'à ce qu'il se décidât à entrer, pour quelques années, dans le Kuomintang que le Ve Congrès déclara « parti sympathisant » (Pravda, 25 juin 1924), sans essayer sérieusement de définir son caractère de classe¹⁹.

Plus on va et plus se développe l'idéalisation de la « bourgeoisie nationale révolutionnaire », C'est de cette façon qu'en Orient aussi le faux cours de gauche, fermant les yeux sur la réalité et brûlant d'impatience, jette les bases de l'opportunisme qui lui succédera. C'est à Martynov que l'on fit appel pour sa codification; il était, pour le prolétariat chinois, un conseiller d'autant plus sûr qu'au cours des trois révolutions russes il avait trottiné derrière la petite bourgeoisie.

En cherchant à raccourcir artificiellement les délais, non seulement on se rattachait à Raditch, à La Follette, aux millions de paysans de Dombal et à Pepper, mais on élaborait aussi, pour l'Angleterre, une perspective radicalement fautive. La faiblesse du Parti communiste anglais fit alors surgir le besoin de lui substituer au plus vite quelque force plus impressionnante. C'est alors qu'apparut une appréciation erronée des tendances du trade-unionisme anglais. Zinoviev laissa entendre qu'il considérait que la révolution passerait non pas à travers l'étroite porte du Parti communiste anglais, mais par le large portail des *trade-unions*. A la lutte que devait mener le Parti communiste pour conquérir les masses organisées dans les *trade-unions*, on substitua l'espoir d'utiliser au plus vite, dans des buts révolutionnaires, l'appareil tout fait des *trade-unions*. Par la suite, ce fut cette façon de voir qui fit se développer la politique du Comité anglo-russe [Note. A la suite des visites réciproques d'une délégation des syndicats britanniques dirigée par Purcell à Moscou et d'une délégation des syndicats soviétiques dirigée par Tomsy en mai 1925 au Congrès des Trade-Unions, fut signé un protocole créant un Comité anglo-russe des syndicats pour œuvrer en faveur de l'unité syndicale. Les syndicats étaient alors divisés internationalement entre la Fédération syndicale internationale, siégeant à Amsterdam, et l'Internationale syndicale rouge, siégeant à Moscou. Lorsque les dirigeants des *trade-unions* en 1926 torpillèrent la grève générale et la grève des mineurs, Trotsky demanda au Bureau politique et au Comité exécutif de l'Internationale communiste que les syndicats soviétiques se retirent de ce Comité pour ne pas couvrir de leur autorité l'action des dirigeants syndicaux britanniques. Cette demande fut repoussée. Ce sont les dirigeants britanniques qui prirent l'initiative de la rupture, invoquant l'ingérence des syndicats soviétiques dans leurs affaires intérieures en raison du soutien financier qu'ils avaient accordé aux grévistes. Fin de la note], laquelle porta un coup aussi bien à l'Union soviétique qu'à la classe ouvrière anglaise ; seule la défaite subie en Chine eut encore plus de gravité.

Les leçons d'Octobre, écrites dès l'été 1924, réfutent en ces termes l'idée qu'on doit hâter la marche des événements, en s'appuyant au besoin, comme le montrèrent les développements ultérieurs, sur un Purcell ou un Cook :

« La révolution prolétarienne ne peut triompher sans parti, en dehors du parti, en passant à côté du parti,

¹⁹ Après la défaite de la Révolution de 1911, un réveil se manifesta le 4 mai 1919. Dans la même année éclatèrent les premières grèves ouvrières. Le Parti communiste fut fondé en 1920, son Premier Congrès se tint à Shanghai en 1921. En 1922, le délégué de l'Internationale communiste, Maring (Sneevliet), proposa l'entrée individuelle dans le Kuomintang. En 1925 un pouvoir du Kuomintang fut installé dans la province de Canton, avec l'aide des ouvriers armés et des cadets de l'Académie militaire de Whampo (près de Canton) fondée en 1924 avec l'aide des Soviétiques et dirigée par Tchang Kai-chek. Dans la même année, il y eut une vague de grèves en Chine, notamment à Shanghai et le boycott de Hong-kong.

En janvier 1926, le Congrès du Kuomintang était dominé par son aile gauche, dirigée par Wan Tin-wei. Le 06 mars 1926, Tchang Kai-chek se livra à un premier coup de force, en arrêtant de nombreux communistes et sympathisants. Wan Tin-wei se retira. Ces faits furent cachés au Comité exécutif de l'Internationale communiste ; en revanche, une grande place fut accordée aux propos anti-impérialistes de Tchang Kai-chek lors du Congrès du Travail en mai 1926.

En juillet 1926, les troupes du Kuomintang commencèrent leur marche vers le nord. Elle servit de prétexte à l'arrêt des grèves à Canton, Hong-kong, etc. Les victoires militaires s'accompagnèrent d'un afflux dans les organisations de masses, de la croissance du mouvement paysan. Vers la fin de 1926 et le début de 1927, le pouvoir fut transporté sur le Yang-tsé. Un gouvernement de Tchang Kai-chek et de l'aile droite s'organisa à Nanchang, tandis qu'à Han-kéou se formait un gouvernement de l'aile gauche dirigée par Wan Tin-wei; il comprenait deux communistes (au Travail et à l'Agriculture). A l'approche des troupes, il y eut des soulèvements à Shanghai : le premier du 19 au 24 février, le second, qui fut victorieux, le 21 mars. Les troupes de Tchang Kai-chek n'entrèrent dans la ville que le 26 mars. Le 3 avril, Trotsky écrit une mise en garde contre le « Pilsudsky chinois ». Le 5 avril, Staline déclare que « Tchang Kai-chek s'est soumis à la discipline, que le Kuomintang est un bloc, une sorte de Parlement révolutionnaire ». Le 12 avril, Tchang Kai-chek procède à un coup de force, une manifestation est attaquée à la mitrailleuse, il y a des milliers de victimes. A la suite de ces événements, la délégation de l'Internationale communiste, le 17 avril, soutient à Wuhan le centre du « Kuomintang de gauche » auquel participent des ministres communistes. Là, le 15 juillet, se produit une réédition du coup de Shanghai. La victoire de la contre-révolution est complètement assurée. Une période de massacres systématiques la suit, on évalue au bas mot à 25 000 le nombre des communistes tués. En août 1927, la direction de Moscou opère un tournant. Elle déclare que la bourgeoisie a trahi. Une nouvelle direction est substituée à celle de Tchen Dou-siou, rendu coupable de la défaite. Le 1er août, à Nanchang, des troupes du Kuomintang influencées par les communistes se soulèvent. Ce soulèvement échoue. En septembre 1927, le mot d'ordre des soviets est mis en avant. La nouvelle direction du Parti communiste veut exploiter des querelles qui avaient éclaté au sein du Kuomintang à Canton (une fraction avait procédé à un coup d'Etat en novembre). Elle fixe l'insurrection au 13 décembre (c'est le jour de l'ouverture du XV^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique à Moscou). Un soviét est désigné d'en haut. Le soulèvement est avancé au 10 décembre. Le 13, il est totalement réprimé. La deuxième révolution chinoise est définitivement écrasée (cf. Harold ISAACS, *La tragédie de la révolution chinoise, 1925-1927*).

par un succédané du parti. Telle est la principale leçon de la dernière décennie. Il est vrai que les syndicats anglais peuvent devenir un puissant levier de la révolution prolétarienne, ils peuvent même dans certaines conditions et pour une certaine période remplacer les soviets ouvriers. Mais ils ne peuvent jouer ce rôle en dehors du Parti communiste et à plus forte raison contre lui; ils ne peuvent le remplir qu'à condition que l'influence communiste devienne décisive dans les syndicats. Nous avons payé trop cher cette conclusion sur le rôle et l'importance du parti dans la révolution prolétarienne pour y renoncer aussi facilement ou simplement l'atténuer » (Vol. III, 1^{ère} partie, p. 9).

Le même problème est posé d'une façon plus large dans *Où va l'Angleterre ?*, livre qui, de la première à la dernière page, s'applique à démontrer que la révolution anglaise ne saurait passer, elle aussi, que par la porte communiste. En pratiquant une politique juste, courageuse, délivrée de toute illusion, le Parti communiste anglais peut mûrir et croître par bonds, et s'élever ainsi en quelques années au niveau de ses tâches.

Les illusions gauchistes de 1924 ont prospéré à partir d'une conception de droite. Pour cacher aux autres et se cacher à soi-même l'ampleur des fautes et des défaites de 1923, on nia qu'une orientation vers la droite s'opérait dans le prolétariat, et on exagéra de façon optimiste les développements révolutionnaires qui se produisaient dans les autres classes. Ainsi commença le glissement qui a conduit, d'une position prolétarienne, à la position du centrisme, c'est-à-dire de la petite-bourgeoisie. Avec l'affermissement de la stabilisation, ses partisans devaient, en un second temps, jeter leur masque ultra-gauchiste et se révéler comme de grossiers collaborationnistes, en U.R.S.S., en Chine, en Angleterre, en Allemagne, et partout.

8. – PÉRIODE DE GLISSEMENT CENTRE-DROIT

La politique des partis communistes les plus importants, établie d'après l'orientation décidée au Ve Congrès, montra vite sa complète inefficacité. Les fautes du pseudo-« gauchisme » qui retardèrent le développement des partis communistes, entraînèrent un nouveau changement empirique, à savoir un glissement accéléré vers la droite. Les Comités centraux de « gauche » de nombreux partis furent détrônés aussi abusivement qu'ils avaient été installés avant le Ve Congrès. Le gauchisme des aventuriers céda la place à un opportunisme ouvertement affiché, du type centre-droit. Pour faire comprendre le caractère et l'allure du revirement vers la droite dans les organisations, on doit encore rappeler qu'en septembre 1924 Staline, qui présidait à ce revirement, estimait que le passage de la direction du parti entre les mains des Maslov, Ruth Fischer, Treint, Suzanne Girault, etc., signifiait la bolchevisation des partis et répondait aux revendications des ouvriers bolcheviques qui vont vers la révolution et « veulent avoir des chefs révolutionnaires ».

« Le dernier semestre – écrivait Staline – est remarquable en ceci que la vie des partis communistes occidentaux a connu une cassure totale : la liquidation résolue des survivances sociales-démocrates, la bolchevisation des cadres du parti, l'isolement des éléments opportunistes » (Pravda, 20 septembre 1924).

Environ dix mois après, les « bolcheviks » authentiques, les « chefs révolutionnaires », étaient traités de sociaux-démocrates et de renégats, écartés de la direction et chassés du parti.

Bien que ce changement de dirigeants, réalisé souvent par des mesures mécaniques, grossières et déloyales de l'appareil, ait pris un caractère de panique, on ne peut tracer une ligne de démarcation idéologique précise entre la phase de politique ultra-gauche et la période de glissement opportuniste qui la suivit.

Sur les problèmes de l'industrie et de la paysannerie en U.R.S.S., de la bourgeoisie nationale, des partis « paysans » dans les pays capitalistes, du socialisme dans un seul pays et du rôle du parti dans la révolution prolétarienne, les tendances révisionnistes étaient en plein épanouissement en 1924-1925; dissimulées sous l'étendard de la lutte contre le « trotskysme », ces tendances trouvèrent une éclatante expression opportuniste dans les résolutions de la Conférence du Parti communiste (bolchevique) de l'U.R.S.S. en avril 1925.

L'orientation droitiste, prise dans son ensemble, fut une tentative d'adaptation à demi-aveugle, empirique et tardive, au retard que la défaite de 1923 fit subir au développement de la révolution. Primitivement, Boukharine abordait la question en considérant le développement « permanent » de la révolution au sens le plus direct et le plus mécanique du terme. Il n'admettait ni « pause », ni interruption, ni retraite; il considérait comme un devoir révolutionnaire de poursuivre « l'offensive dans n'importe quelles conditions ».

L'article de Staline – *De la situation internationale* – cité plus haut, qui constitue une sorte de programme (ce fut la première intervention générale de Staline sur des problèmes internationaux), montre que le second auteur du projet, lors de la première période de lutte contre le « trostkysme », se força lui aussi à admettre la même conception mécanique de « gauche », selon laquelle ne se manifestaient toujours et invariablement que la « désagrégation » de la social-démocratie, la « radicalisation » des ouvriers, la « croissance » des partis communistes, « l'approche » de la révolution. Quant à celui qui regarde autour de lui et qui opère des distinctions, c'est un « liquidateur ».

Après la rupture qui se produisit dans la situation européenne en 1923, cette « tendance » eut besoin d'un an et demi pour éprouver une sensation nouvelle et, en pleine panique, se transformer radicalement. Dépourvue de toute compréhension synthétique de notre époque et des tendances qui l'animent, la direction s'oriente en tâtonnant (Staline) ou en complétant ses conclusions fragmentaires par des schémas scolastiques qu'elle a chaque fois renouvelés (Boukharine). C'est pourquoi sa ligne de conduite politique constitue, dans l'ensemble, un enchaînement de zigzags. Sa ligne idéologique est un kaléidoscope de schémas qui tendent à pousser à l'absurde chaque élément des zigzags staliniens.

Le VI^e Congrès agirait judicieusement s'il décidait la création d'une commission spéciale, chargée de réunir en un seul ensemble toutes les théories que Boukharine a inventées pour édifier sur elles son argumentation, à chaque étape, par exemple, du Comité anglo-russe ; il faudrait les disposer chronologiquement, les arranger en système si l'on voulait tracer le diagramme fébrile de la pensée qu'elles contiennent. Ce serait un diagramme stratégique riche en enseignements. Il en va de même pour la révolution chinoise, pour le développement économique de l'U.R.S.S. et pour toutes les autres questions de moindre importance. *Un empirisme aveugle multiplié par la scolastique*, telle est l'orientation qui n'a pas été impitoyablement condamnée.

Cet empirisme a eu des conséquences fatales dans les trois problèmes capitaux : la politique intérieure de l'U.R.S.S., la révolution chinoise et le Comité anglo-russe. Il s'est également manifesté, mais d'une façon moins claire et avec des résultats immédiats moins funestes, dans toutes les questions de la politique de l'Internationale communiste.

En ce qui concerne les problèmes intérieurs de l'U.R.S.S., le glissement a été caractérisé de façon suffisamment complète dans la *Plate-forme des bolcheviks-léninistes (Opposition)* : nous sommes obligés ici de nous borner à nous y référer. Cette plate-forme reçoit à présent une espèce de confirmation des plus inattendues : toutes les tentatives qu'a entreprises la direction actuelle du Parti communiste de l'U.R.S.S. (bolchevik), pour échapper aux conséquences de la politique de 1923-1928, sont fondées sur des arguments presque textuellement tirés de la *Plate-forme*, dont les auteurs et les partisans sont dispersés dans les prisons et les lieux d'exil. Le fait que les dirigeants actuels utilisent la *Plate-forme* par fragments, sans mettre aucun esprit de suite dans leurs actes, rend le nouveau revirement vers la gauche extrêmement précaire et incertain ; mais, en même temps, il confirme largement que la *Plate-forme* dans son ensemble exprime la politique de Lénine.

Quant à la question chinoise, nous sommes obligés de la soumettre à une analyse plus minutieuse, dans un chapitre spécial (le troisième), étant donné l'importance décisive de ce problème pour l'Internationale communiste, et parce que, dans la *Plate-forme*, il est présenté sous un jour extrêmement insuffisant, incomplet et parfois même inexact, à cause de Zinoviev. [Note . La plate-forme de l'Opposition de gauche préconisait un compromis sur la question chinoise, Trotsky n'ayant jamais été partisan de l'entrée du Parti communiste chinois dans le Kuomintang. Voici ce qu'il écrivit plus tard sur cette même question : « J'étais personnellement, dès le début c'est-à-dire depuis 1923, résolument opposé à ce que le Parti communiste rejoignit le Kuomintang, ainsi qu'à l'acceptation du Kuomintang dans « l'Internationale communiste ». Radek fut toujours avec Zinoviev contre moi. Les plus jeunes membres de l'Opposition étaient avec moi comme un seul homme. Rakovsky qui se trouvait à Paris n'était pas suffisamment informé. Jusqu'en 1926, j'ai toujours voté au Bureau politique de façon indépendante sur cette question, contre tous les autres. En 1925, en même temps que les thèses sur le chemin de fer de l'Est chinois, que j'ai citées dans la presse de l'Opposition, j'ai proposé une fois de plus que le Parti communiste quittât immédiatement le Kuomintang. Cette proposition fut unanimement repoussée et servit plus tard, très largement, de prétexte aux attaques. En 1926 et 1927, j'ai eu des conflits ininterrompus avec les zinovievistes sur cette question. Deux ou trois fois, nous fûmes au bord de la rupture. Notre centre de direction comportait en nombre sensiblement égal des membres des deux tendances alliées, car ce n'était après tout qu'un bloc. Dans le vote, la position de l'Opposition de 1923 fut trahie par Radek, par principe, et par Piatakov, par manque de principe. Notre fraction (celle de 1923), très irritée par ces attitudes, exigea que Radek et Piatakov fussent retirés du centre. Mais, comme sur ce problème la scission avec les zinovievistes n'aurait pas manqué de se produire, par décision générale on me demanda de renoncer publiquement à mon point de vue et d'en informer par écrit l'Opposition. Et c'est ainsi qu'il advint que la demande de retrait fut déposée par nous si tard, bien que le Bureau politique et le Comité central eussent toujours opposé mon point de vue au point de vue officiel de l'Opposition. Maintenant je puis dire avec certitude que j'ai commis une erreur en cédant formellement sur cette question » (écrit le 10 décembre 1930). Fin de la note].

En ce qui concerne le Comité anglo-russe, troisième étape par ordre d'importance dans l'expérience stratégique acquise par l'Internationale communiste au cours des dernières années, après tout ce qui a été dit par l'Opposition dans une série d'articles, de discours et de thèses, il ne nous reste plus qu'à établir ici un bref bilan.

Le point de départ du Comité anglo-russe fut, comme nous l'avons déjà vu, une aspiration impatiente à passer par-dessus le jeune Parti communiste, qui se développait trop lentement. Avant la grève générale, déjà, toute l'expérience en reçut un caractère erroné.

Le Comité anglo-russe n'était pas considéré comme une coalition occasionnelle, entre sphères supérieures, qui devrait être rompue et le serait d'une manière éclatante dès la première épreuve sérieuse, afin que fût compromis le Conseil général ; non, on l'envisageait – et non seulement Staline, Boukharine, Tomsy, etc., mais aussi Zinoviev – comme un « bloc amical » de longue durée, comme un instrument destiné à « révolutionnariser » systématiquement les masses ouvrières anglaises ; on voyait dans ce Comité, sinon la porte, du moins le seuil par où devrait passer la révolution du prolétariat anglais. De plus en plus, le Comité anglo-russe, qui fut une entente occasionnelle, se transformait en un organisme intangible placé au-dessus de la lutte des classes. On le vit nettement durant la grève générale.

L'entrée du mouvement de masse dans une phase ouvertement révolutionnaire rejeta dans le camp de la réaction bourgeoise les politiciens travaillistes libéraux qui étaient allés quelque peu vers la gauche. Consciemment et ouvertement, ils trahirent la grève générale, puis ils sapèrent et trahirent la grève des mineurs. Le réformisme renferme toujours la possibilité d'une trahison. Mais cela ne signifie pas que réformisme et trahison s'identifient à tout moment. Quand les réformistes font un pas en avant, on peut passer avec eux des accords provisoires. Mais, quand effrayés par le mouvement des masses, ils le trahissent, maintenir la coalition avec eux revient à tolérer les traîtres et à dissimuler la trahison.

La grève générale avait pour but d'exercer, par la force de cinq millions d'ouvriers, une pression unie contre les industriels et l'État, puisque la gestion de l'industrie charbonnière était le problème le plus important de la politique de l'État. A cause de la trahison de la direction, la grève fut sabotée dès sa première étape. C'était une grande illusion que de croire qu'après cet échec la grève économique des mineurs, seule, isolée, obtiendrait ce que la grève générale n'avait pas obtenu. *C'est en cela que résidait la force du Conseil général*. Par un froid calcul, il mena les mineurs à la défaite ; et des masses considérables d'ouvriers auraient dû se convaincre que les directives des Judas du Conseil général étaient « justes » et « raisonnables » !

Le maintien de la coalition amicale avec le Conseil général et l'aide donnée en même temps à la grève économique des mineurs contre laquelle il intervenait, paraissaient des manœuvres calculées pour que ceux qui se trouvaient à la tête des *trade-unions* pussent se tirer, avec un minimum de pertes, des épreuves les plus pénibles.

Les syndicats russes, du point de vue révolutionnaire, jouèrent un rôle très désavantageux et vraiment piteux. C'était un devoir évident d'aider la grève économique, même quand elle fut isolée ; entre révolutionnaires, il ne peut y avoir là-dessus d'opinions divergentes. Mais ce secours devait avoir non seulement un caractère financier, mais aussi un caractère révolutionnaire et politique. La direction syndicale russe devait dire franchement à la Fédération des Mineurs et à la classe ouvrière anglaise tout entière que la grève des mineurs n'avait de sérieuses chances de réussite que si, par son obstination, sa ténacité, son envergure, elle était prête à frayer la voie à *une nouvelle explosion de la grève générale*. On ne pouvait arriver à un tel résultat qu'en luttant directement et ouvertement contre le Conseil général, agence du gouvernement et des patrons charbonniers. La lutte pour la transformation de la grève économique en grève politique aurait dû signifier une guerre furieuse contre le Conseil général sur le terrain de la politique comme sur celui de l'organisation ; le premier acte devait en être la disparition du Comité anglo-russe, devenu un obstacle réactionnaire, un boulet que l'on traînait au pied.

Aucun révolutionnaire qui pèse ses paroles n'affirmera que dans cette voie la victoire était assurée. Mais ce n'est que dans cette voie qu'elle était possible. La défaite éventuelle aurait été une défaite essuyée sur un chemin qui pouvait *par la suite* conduire

au triomphe. Une telle défaite instruit, c'est-à-dire renforce les idées révolutionnaires dans la classe ouvrière. Au contraire, en ne soutenant que financièrement une grève corporatiste, qui traîna en longueur et finit par apparaître comme sans issue (corporatiste dans ses méthodes, elle était révolutionnaire et politique par ses buts), on ne fit qu'amener de l'eau au moulin du Conseil général, qui attendait tranquillement que la grève s'achevât par épuisement pour prouver qu'il avait « raison ». Il n'était évidemment pas facile d'attendre pendant plusieurs mois en jouant ouvertement le rôle de jaune. C'est dans cette période si critique que le Conseil général avait besoin d'un camouflage politique devant les masses : ce fut le Comité anglo-russe. Ainsi, les questions qui relevaient d'une lutte des classes à mort entre le capital anglais et le prolétariat, entre le Conseil général et les mineurs, semblaient se convertir en problèmes relevant de discussions amicales entre alliés d'une même coalition (Conseil général et direction syndicale russe) sur la meilleure voie à suivre dans le moment présent : celle de l'accord ou celle de la lutte économique isolée. La grève se termina inévitablement par un accord, c'est-à-dire trancha tragiquement la « discussion » amicale au profit du Conseil général.

Toute la politique du Comité anglo-russe, en raison de son orientation fautive, servit, du début jusqu'à la fin, à aider le Conseil général, à soutenir le Conseil général, à renforcer le Conseil général. Même le fait que pendant très longtemps l'esprit de sacrifice des ouvriers russes ait permis à la grève de tenir financièrement, servit non pas les mineurs, ni le Parti communiste anglais, mais toujours ce même Conseil général. A la suite du plus grand mouvement révolutionnaire que l'Angleterre ait connu depuis le Chartisme, le Parti communiste anglais s'est à peine accru, tandis que le Conseil général est plus solidement établi qu'avant la grève générale.

Tels sont les résultats de cette « manœuvre stratégique » unique en son genre.

Pour justifier l'entêtement dont on fit preuve afin de maintenir la coalition avec le Conseil général – on alla jusqu'à ramper vraiment devant lui, lors de la honteuse conférence de Berlin en avril 1927 – on eut recours, encore et toujours, à la « stabilisation ». Si la révolution tarde à venir, on doit se cramponner même à un Purcell. Cet argument, qui paraît extraordinairement profond à un fonctionnaire soviétique ou à un trade-unioniste du type de Melnitchansky, est en réalité un échantillon parfait d'empirisme aveugle, aggravé au surplus par la scolastique. Que signifie la « stabilisation », quand on applique cette expression à l'économie et à la politique anglaises, surtout en 1926-1927 ? Développement des forces de production ? Amélioration de la situation économique ? Espoirs accrus pour l'avenir ? Relative aisance et calme des masses ouvrières ? Absolument pas. La prétendue stabilisation du capitalisme britannique repose entièrement sur la force conservatrice des vieilles organisations ouvrières, dans toutes leurs tendances et nuances, face à la faiblesse et à l'indécision du Parti communiste anglais. La révolution est complètement mûre sur le plan des rapports économiques et sociaux en Angleterre. La question se pose uniquement au point de vue politique. Les bases principales de la stabilisation sont constituées par les directions du *Labour Party* et des *trade-unions* qui, en Angleterre, forment un tout, mais pratiquent la division du travail. Compte tenu de l'état d'esprit des masses ouvrières durant la grève générale, le rôle principal dans le mécanisme de la stabilisation capitaliste fut tenu, non plus par Mac Donald et Thomas, mais par Pugh, Purcell, Cook & Cie. Ils agissent et Thomas complète. Sans Purcell, Thomas perd tout point d'appui, et Baldwin en même temps que Thomas. Faux, diplomatique, carnavalesque, est le « gauchisme » de Purcell, qui fraternise tour à tour ou simultanément avec les gens d'Église et avec les bolcheviks, qui est toujours prêt non seulement à battre en retraite, mais encore à trahir : c'est lui qui constitue le principal frein à la révolution en Angleterre. *La stabilisation, c'est le purcellisme*. On voit par là quelle absurdité théorique exprime l'opportunisme aveugle quand il justifie par une illusoire « stabilisation » son bloc politique avec Purcell. Mais pour ébranler la « stabilisation », on devait d'abord battre en brèche le purcellisme. Dans ces conditions, garder devant les masses ouvrières ne fût-ce que l'ombre d'une solidarité avec le Conseil général, c'était le plus grand des crimes, la plus profonde des hontes.

Même la stratégie la plus juste n'amène pas toujours la victoire. On vérifie si un projet stratégique est juste en examinant s'il suit la ligne du véritable développement des forces de classes et s'il apprécie de façon réaliste les éléments de ce développement. La défaite la plus pénible, la plus honteuse et la plus funeste pour un mouvement – la défaite typiquement menchevique – est celle qui provient d'une fautive analyse des classes, d'une sous-estimation des facteurs révolutionnaires, d'une idéalisation des forces ennemies. Nos défaites en Chine et en Angleterre furent de cette espèce.

Qu'attendait-on du Comité anglo-russe pour l'U.R.S.S. ? En juillet 1926, au plénum du Comité central et de la Commission centrale de Contrôle réunis, Staline nous donnait cet enseignement :

« La tâche de ce bloc [Comité anglo-russe] consiste à organiser un vaste mouvement de la classe ouvrière contre de nouvelles guerres impérialistes et en général contre toute intervention visant notre pays et venant (plus particulièrement) d'une des grandes puissances impérialistes de l'Europe, et spécialement de l'Angleterre. »

En nous enseignant à nous, oppositionnels, qu'il faut « avoir le souci de défendre la première République ouvrière du monde contre l'intervention » (là-dessus, nous avons certainement besoin d'être instruits), Staline ajoutait :

« S'il se trouve que les syndicats réactionnaires anglais sont prêts à former avec les syndicats révolutionnaires de notre pays, une coalition contre les impérialistes contre-révolutionnaires du leur, pourquoi n'approuverions-nous pas ce bloc ? »

Si des « syndicats réactionnaires » étaient capables de lutter contre leurs propres impérialistes, ils ne seraient pas réactionnaires. Staline ne reconnaît plus la ligne de démarcation qui sépare les notions de *réactionnaire* et de *révolutionnaire*. Par routine, il qualifie les syndicats anglais de réactionnaires, mais il se fait de piteuses illusions sur leur « esprit révolutionnaire ». A la suite de Staline, le Comité de Moscou de notre parti faisait la leçon aux ouvriers de cette ville :

« Le Comité anglo-russe peut et doit jouer, et sans aucun doute jouera, un rôle énorme dans la lutte contre toutes sortes d'interventions dirigées contre l'U.R.S.S. Il devient le centre d'organisation des forces internationales du prolétariat, qui luttent contre les tentatives de toutes sortes auxquelles se livre la bourgeoisie internationale pour provoquer une nouvelle guerre » (Thèses du Comité de Moscou).

Que répondait l'Opposition ?

« Plus la situation internationale se tendra, et plus le Comité anglo-russe se transformera en instrument de l'impérialisme britannique et international. »

Une telle critique des espoirs staliniens mis en Purcell, considéré comme l'ange gardien de l'État ouvrier, fut, lors du même plénum, caractérisée par Staline comme le « passage du léninisme au trotskysme ».

« VOROCHILOV. – C'est juste.

« Une voix. – Vorochilov y a mis son sceau.

« TROTSKY. – Heureusement, tout cela se retrouvera dans le compte rendu sténographique. »

Oui, tout cela se trouve dans le compte rendu sténographique du plénum de juillet où des opportunistes aveugles, grossiers et déloyaux, osèrent lancer contre l'Opposition l'accusation de « défaitisme ».

Tout ce dialogue, que je suis dans l'obligation de citer d'après mon ancien article intitulé *A quoi s'attendait-on et qu'a-t-on obtenu?*, offre une leçon de stratégie infiniment plus riche d'enseignements que le texte pour séminaires que contient sur la stratégie le projet de programme. La question *A quoi s'attendait-on et qu'a-t-on obtenu?* est en général le critère principal en stratégie. Au VI^e Congrès, il faut l'appliquer à toutes les questions qui ont figuré à l'ordre du jour des dernières années. On verra alors de façon indiscutable, que la stratégie du Comité exécutif de l'Internationale communiste, plus particulièrement à partir de 1926, est celle des quantités imaginaires, des faux calculs, des illusions au sujet de l'ennemi, de la persécution des militants les plus sûrs et les plus fermes ; c'est en un mot la stratégie du centrisme pourri.

9. – DU CARACTÈRE DE MANŒUVRE DE LA STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE

A première vue, on ne comprend pas pourquoi le projet de programme ignore totalement le problème de « la manœuvre » et de sa « souplesse » dans la stratégie bolchevique. De toute cette immense question, un seul point est envisagé ; les accords avec la bourgeoisie indigène des colonies.

Cependant, au cours de la dernière période, l'opportunisme, qui décrivait des zigzags de plus en plus accentués à droite, intervint surtout en se camouflant derrière l'étendard de *la manœuvre* dans la stratégie. Le refus de tout compromis sans principes fut appelé manque de « souplesse ». La manœuvre fut proclamée le principe fondamental de la majorité. Zinoviev, dès 1925, manœuvrait avec Raditch et La Follette. Staline et Boukharine manœuvrèrent ensuite avec Tchang Kai-chek, avec Purcell, avec le koulak. L'appareil manœuvra tout le temps avec le parti. Zinoviev et Kamenev manœuvrèrent maintenant avec l'appareil.

Dans la vie quotidienne du bureaucratisme apparaît tout un corps de spécialistes de la manœuvre, composé d'hommes qui ne furent jamais des militants révolutionnaires, et qui à présent s'inclinent devant la révolution après qu'elle a pris le pouvoir. Borodine manœuvra à Canton, et Rafés à Pékin, D. Petrovski autour de la Manche, Pepper aux États-Unis, mais on peut le faire aussi en Polynésie ; Martynov manœuvra à distance, mais en revanche dans toutes les parties du monde. Il s'est formé des équipes entières de jeunes académiciens de la manœuvre qui, par souplesse bolchevique, entendent surtout l'élasticité de leur propre échine. La tâche de cette école stratégique consiste à obtenir par la manœuvre tout ce que peut seulement donner la force révolutionnaire de la classe. De même que chaque alchimiste du Moyen Age, en dépit des échecs de tous les autres, espérait fabriquer de l'or, les stratèges actuels de la manœuvre, chacun à son poste, espèrent tromper l'histoire. Il est évident qu'en fait, ce ne sont pas des stratèges, mais des combinards bureaucratiques de toutes les tailles, sauf de la grande. Certains d'entre eux, après avoir observé comment le maître tranche les petites questions, ont imaginé qu'ils possédaient tous les secrets de la stratégie. C'est en cela que réside toute la doctrine des épigones. D'autres, après avoir repris, de seconde ou de troisième main, les secrets des combinaisons, après s'être convaincus que les petites choses font parfois de grands miracles, ont conclu qu'elles convenaient d'autant mieux aux grandes affaires. Pourtant toutes les tentatives d'application de la méthode bureaucratique des combinaisons à la solution des grandes questions, sous prétexte qu'elle est comparativement plus « économique » que la lutte révolutionnaire, n'ont pas manqué de provoquer des faillites honteuses ; la doctrine des combinaisons appliquée par l'appareil du parti et de l'État a brisé l'échine des jeunes partis et des jeunes révolutions. Tchang Kai-chek, Wan-tin-Wei, Purcell, le koulak, sont jusqu'à maintenant tous sortis vainqueurs de toutes les tentatives visant à les réduire par la méthode des « manœuvres ». Cela ne signifie pas qu'en général toute manœuvre est inadmissible, c'est-à-dire incompatible avec la stratégie révolutionnaire de la classe ouvrière. Mais il faut comprendre clairement la valeur auxiliaire, subordonnée, des manœuvres, qui doivent être utilisées strictement comme des moyens, par rapport aux méthodes fondamentales de la lutte révolutionnaire. Il faut comprendre, une fois pour toutes, qu'une manœuvre ne peut jamais décider d'une grande cause. Si les combinaisons semblent réussir avantageusement dans les petites affaires, c'est toujours au détriment des affaires importantes. Une juste manœuvre ne fait qu'aider à la solution en permettant de gagner du temps, ou d'obtenir de plus grands résultats au prix d'une moindre dépense de forces. Il n'est pas possible d'esquiver les difficultés fondamentales par le moyen d'une manœuvre.

La contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie est une contradiction fondamentale. C'est pourquoi essayer de brider la bourgeoisie chinoise avec des manœuvres d'organisation ou de personne, croire qu'on va l'obliger à se conformer à des plans issus de combinaisons, ce n'est pas procéder à une manœuvre, c'est se leurrer soi-même de façon méprisable, quoique l'opération soit d'envergure. On ne peut tromper les classes. Cela est vrai pour toutes les classes, si l'on considère les choses sous l'angle historique le plus large, mais c'est tout particulièrement vrai pour les classes dominantes, possédantes, exploiteuses, instruites. Leur expérience du monde est si grande, leur instinct de classe si exercé, leurs moyens d'espionnage si divers, qu'en tentant de les tromper, en feignant d'être ce que l'on n'est pas, on attire en réalité dans le piège, non pas les ennemis, mais les amis.

La contradiction entre l'U.R.S.S. et le monde capitaliste est une contradiction fondamentale qu'on ne peut esquiver par des manœuvres. Par des concessions au capital, claires et ouvertement énoncées, en exploitant les contradictions qui existent entre ses divers tenants, on peut prolonger une pause, gagner du temps, dans des conditions bien déterminées et non dans des circonstances quelconques. Croire qu'il est possible de « neutraliser » la bourgeoisie mondiale avant de construire le socialisme – c'est-à-dire d'échapper grâce à quelques manœuvres aux contradictions fondamentales –, c'est se leurrer lourdement soi-même et c'est risquer la tête de la République soviétique. Seule, la révolution internationale peut nous libérer des contradictions fondamentales.

Une manœuvre de notre part peut consister soit à faire une concession à l'ennemi, soit à nous mettre d'accord avec un allié provisoire et toujours douteux, soit à effectuer en temps voulu une retraite calculée pour que l'adversaire ne parvienne pas à nous écraser la poitrine, soit à faire alterner les revendications partielles et les mots d'ordre destinés à provoquer la scission dans le camp ennemi. Telles sont les principales formes de la manœuvre. On peut en citer encore d'autres, qui sont secondaires. Mais toute manœuvre, par sa nature même, n'est qu'un épisode par rapport à la ligne stratégique fondamentale de la lutte. Dans les manœuvres effectuées autour du Kuomintang et du Comité anglo-russe (il faut toujours les avoir présentes devant les yeux comme échantillons parachevés de manœuvres mencheviques et non bolcheviques), c'est justement le contraire qui s'est produit : ce qui aurait dû n'être qu'un épisode de tactique se prolongea jusqu'à devenir la ligne stratégique, et la véritable tâche stratégique (la lutte

contre la bourgeoisie et les réformistes) s'émietta en une série d'épisodes restreints et secondaires de tactique, à caractère surtout décoratif.

Quand on exécute une manœuvre, on doit toujours envisager les hypothèses les plus défavorables, aussi bien à propos de l'ennemi auquel on fait des concessions que de l'allié peu sûr avec lequel on passe un accord. On doit toujours se rappeler que dès demain l'allié peut devenir l'ennemi. Cela est vrai même pour un allié comme la paysannerie :

« *Avoir de la défiance envers la paysannerie, s'organiser séparément, être prêt à lutter contre elle si elle intervient de façon réactionnaire ou antiprolétarienne* » (LÉNINE, vol. VI, p. 113, édition russe).

Cela n'est nullement en contradiction avec la grande tâche stratégique du prolétariat que Lénine, le premier, a étudiée en théorie et réalisée en pratique avec tant de géniale profondeur : soustraire les couches inférieures des paysans exploités à l'influence de la bourgeoisie et les entraîner aux côtés du prolétariat.

Mais l'alliance du prolétariat et de la paysannerie n'apparaît pas dans l'histoire sous une forme définitive, et elle ne peut se réaliser par des manœuvres doucereuses, des coquetteries triviales et une déclamation pathétique. L'alliance du prolétariat et de la paysannerie dépend du rapport politique des forces et par conséquent exige l'indépendance du prolétariat par rapport à toutes les classes. Un allié doit d'abord être éduqué. On peut éduquer la paysannerie, d'une part en portant une attention profonde à tous ses besoins historiques et progressistes, d'autre part en lui témoignant une défiance systématique, afin de lutter sans trêve et sans défaillance contre toutes ses tendances antiprolétariennes.

Le sens et les limites de la manœuvre doivent toujours être nettement médités et soulignés. Une concession doit s'appeler une concession, et une retraite une retraite. Il est moins dangereux d'exagérer les concessions et retraites auxquelles on est contraint que de les sous-estimer. On doit maintenir la vigilance de classe et la défiance systématique de son propre camp, et non pas les endormir.

L'instrument essentiel d'une manœuvre, comme de toute action historique de la classe ouvrière, est le parti. Mais il n'est pas simplement un instrument docile entre les mains de « maîtres » de la manœuvre ; c'est un outil conscient, qui agit par lui-même ; c'est en général l'expression suprême de l'action propre du prolétariat. Chaque manœuvre doit donc être clairement comprise par le parti au cours de son élaboration et de son exécution. Évidemment il ne s'agit pas des secrets diplomatiques, militaires ou conspiratifs, c'est-à-dire de la *technique* de la lutte de l'État prolétarien ou du parti prolétarien sous le régime capitaliste. Il s'agit du fond *politique* de la manœuvre. Les explications que l'on donne en chuchotant pour révéler que le cours de 1924-1928 fut une grande manœuvre dirigée vers le koulak sont absurdes et criminelles. On ne trompe pas le koulak. Il juge non pas d'après les paroles, mais d'après les actes, les impôts, les prix, il calcule en espèces. Mais son propre parti, mais la classe ouvrière, on peut les tromper. Rien ne ronge aussi profondément l'esprit révolutionnaire du parti prolétarien que les combinaisons sans principes, au cours de manœuvres réalisées derrière son dos.

La règle la plus importante, inébranlable et invariable, qui doit être appliquée dans toute manœuvre, est celle-ci : ne te permets jamais de fondre, de confondre ou d'entrelacer ton organisation de parti avec celle d'un autre parti, si « amical » qu'il soit aujourd'hui. Ne te permets jamais des démarches qui, directement ou indirectement, ouvertement ou secrètement, subordonnent ton parti à d'autres partis ou aux organisations d'autres classes, qui limitent la liberté de ton action ou qui te rendent responsable, même partiellement, de la ligne de conduite politique des autres partis. Ne te permets jamais de confondre ton drapeau avec les leurs, et à plus forte raison, cela va sans dire, de t'agenouiller devant la bannière des autres.

La pire et la plus dangereuse des manœuvres est celle que commandent l'impatience opportuniste, le désir de devancer la croissance du parti, de sauter par-dessus les étapes inévitables de son développement (voilà justement le cas où il ne faut pas les sauter) et qu'on exécute en liant de façon superficielle, hypocrite, diplomatique, au moyen de combinaisons et d'escroqueries, des organisations et des éléments qui tirent à hue et à dia. Pareilles expériences, toujours dangereuses, sont fatales aux partis jeunes et faibles.

Dans la manœuvre, comme dans la bataille, ce n'est pas la sagesse stratégique (et encore moins la ruse des combinaisons) qui décide du résultat, c'est le rapport des forces. Généralement, une manœuvre – même judicieusement menée – fait courir à un parti révolutionnaire un danger d'autant plus grand qu'il est plus jeune et plus faible, par rapport à ses ennemis, alliés ou demi-alliés. Voilà pourquoi – et nous abordons ici le point le plus important pour l'Internationale communiste – le Parti bolchevique ne commença pas du tout par des manœuvres ; il ne les considérait pas comme une panacée et n'y eut recours que lorsqu'il eut pris profondément racine dans la classe ouvrière, qu'il se fut politiquement renforcé et qu'il eut mûri idéologiquement.

Le mal, c'est que les épigones de la stratégie bolchevique présentent aux jeunes partis communistes l'esprit de manœuvre et la souplesse comme la quintessence de la stratégie ; ils les coupent ainsi de leur axe historique et de leurs principes fondamentaux et, trop souvent, réalisent des combinaisons qui ressemblent à la course de l'écureuil dans sa roue. Ce n'est pas la souplesse qui fut la caractéristique fondamentale du bolchevisme (à présent non plus elle ne doit pas l'être), c'est *sa fermeté d'airain*. C'est précisément cette qualité – dont il fut légitimement fier – que ses ennemis et adversaires lui reprochaient. Non pas « optimisme » béat, mais intransigeance, vigilance, défiance révolutionnaire, lutte pour chaque pouce de son indépendance : voilà les traits essentiels du bolchevisme. C'est par là que doivent commencer les partis communistes d'Occident et d'Orient. Ils ont encore à conquérir le droit aux grandes manœuvres, en préparant d'abord les possibilités matérielles et politiques de leur exécution : la force, la solidité, et la sévérité dans le choix des moyens utilisés par leur propre organisation.

Les manœuvres mencheviques menées autour du Kuomintang et du Conseil général sont plusieurs fois criminelles, parce qu'elles sont retombées sur les épaules encore fragiles des communistes de Chine et d'Angleterre. Elles ont non seulement entraîné la défaite de la révolution et de la classe ouvrière, elles ont aussi atteint, affaibli et saboté l'outil essentiel de la lutte future, les jeunes partis communistes. En même temps, elles ont introduit des éléments de démoralisation politique dans le plus vieux parti de l'Internationale communiste, le Parti communiste de l'U.R.S.S. (bolchevique).

Le chapitre du projet qui traite de la stratégie est absolument muet au sujet de la manœuvre, c'est-à-dire du cheval de bataille qui a été enfourché avec prédilection au cours des dernières années. Des critiques indulgents diront que ce silence est déjà un bien. Mais ils commettront une grande erreur. Comme nous l'avons déjà montré par une série d'exemples et comme nous le prouverons par la suite, le projet de programme a, lui aussi, un caractère manœuvrier, au sens péjoratif du terme. Le projet se livre à des manœuvres autour du parti. Il dissimule certains de ses points faibles en se camouflant « derrière Lénine », et il esquive les autres par le silence. C'est ainsi qu'il escamote la question de la stratégie des manœuvres. Actuellement, il n'est pas possible qu'on aborde ce sujet sans évoquer l'expérience récente de la Chine et de l'Angleterre. Le simple fait de mentionner l'esprit de

manœuvre appelle les images de Tchang Kai-chek et de Purcell. C'est ce que les auteurs ne veulent pas. Ils préfèrent se taire sur leur thème favori en laissant les mains libres à la direction de l'Internationale communiste. Mais on ne peut tolérer ce silence. Il faut lier les mains des spécialistes de la combinaison et des candidats à cette spécialisation. C'est à cela que sert le programme ; sinon, il est inutile.

Il faut que le chapitre sur la stratégie expose les règles fondamentales qui définissent et délimitent la manœuvre, c'est-à-dire le procédé auxiliaire employé contre l'ennemi de classe dans la lutte révolutionnaire, qui ne peut être qu'une lutte à mort. On peut formuler avec plus de concision et de précision les règles ébauchées ci-dessus, qui sont fondées sur l'enseignement de Marx et de Lénine. Mais il faut absolument les introduire dans le programme de l'Internationale communiste.

10. – STRATÉGIE DE LA GUERRE CIVILE

A propos de l'insurrection, le projet de programme dit rapidement :

« Cette lutte est soumise aux règles de l'art de la guerre ; elle présuppose un plan militaire, le caractère offensif des opérations de combat, le dévouement sans réserve et l'héroïsme du prolétariat. »

Ici, le projet ne va pas loin; il ne fait que répéter, en les résumant, quelques remarques formulées par Marx. Pourtant, nous avons d'une part l'expérience de la Révolution d'Octobre, et de l'autre les défaites des révolutions hongroise et bavaroise, de la lutte en Italie en 1920, de l'insurrection bulgare en septembre 1923, du mouvement allemand de 1923, de l'Estonie en 1924, de la grève générale anglaise en 1926, de l'insurrection des ouvriers viennois en 1927²⁰, de la seconde révolution chinoise en 1925-1927. Le programme de l'Internationale communiste doit caractériser de façon tout aussi concrète et précise les préalables sociaux et politiques de l'insurrection que les conditions et les méthodes stratégiques et militaires propres à en assurer le succès. Rien ne dénonce mieux le caractère superficiel et littéraire du document que ce fait : le chapitre consacré à la stratégie révolutionnaire évoque Cornelissen et certains guildistes (Orage, Hobson, G. D. H. Cole, tous nommés), mais ne caractérise pas de façon générale, au point de vue social, la stratégie du prolétariat dans l'époque impérialiste, et ne définit pas non plus les méthodes de lutte pour la conquête du pouvoir, sur la base d'une documentation historique vivante.

En 1924, après l'expérience tragique de l'Allemagne, nous avons de nouveau soulevé la question et demandé que l'Internationale communiste inscrive à l'ordre du jour et examine les problèmes de la stratégie et de la tactique de l'insurrection, ainsi que de la guerre civile en général :

« Il faut dire franchement que le problème de l'insurrection est considéré comme sans importance par beaucoup de communistes occidentaux, qui ne sont pas toujours libérés de leur manière fataliste et passive d'aborder les principaux problèmes de la révolution. Rosa Luxembourg représente encore cette façon de voir d'une manière particulièrement nette et avec beaucoup plus de talent que personne. Son attitude est, du point de vue psychologique, aisément compréhensible. Elle s'est formée, pour ainsi dire, dans la lutte contre l'appareil bureaucratique de la social-démocratie et des syndicats allemands.

Sans trêve, elle a démontré que cet appareil étouffait l'initiative du prolétariat. Elle ne voyait d'issue à cette situation, elle n'envisageait de salut que dans une poussée irrésistible des masses qui balayerait toutes les barrières et défenses édifiées par la bureaucratie social-démocrate. Aussi la grève générale révolutionnaire, débordant sur toutes les rives de la société bourgeoise, est-elle devenue pour Rosa Luxembourg synonyme de révolution prolétarienne. Mais, quelle que soit sa puissance, la grève générale ne résout pas le problème du pouvoir, elle ne fait que le poser. Pour prendre le pouvoir, on doit, en s'appuyant sur la grève générale, organiser l'insurrection. Toute l'évolution de Rosa Luxembourg permet de penser qu'elle aurait fini par l'admettre ; mais quand elle fut enlevée à la lutte, elle n'avait encore dit ni son dernier ni son avant-dernier mot. Pourtant, dans le Parti communiste allemand, il existait encore récemment un très fort courant de fatalisme révolutionnaire : la révolution vient, approche – disait-on –, elle apportera l'insurrection et nous donnera le pouvoir ; quant au parti... son rôle est, dans un tel moment, de faire de l'agitation et d'en attendre les effets. Dans ces conditions, poser carrément la question de l'insurrection, c'est arracher le parti à la passivité et au fatalisme, c'est le mettre en face des principaux problèmes de la révolution, notamment de l'organisation consciente du soulèvement qui chassera l'ennemi du pouvoir » (TROTSKY, discours prononcé à la séance de la direction de l'Association scientifique militaire, 29 juillet 1924, Pravda, 6 septembre 1924).

« Nous consacrons beaucoup de temps et d'efforts à étudier dans le domaine théorique la Commune de Paris de 1871, et nous laissons de côté la lutte du prolétariat allemand qui est déjà riche d'une précieuse expérience de la guerre civile ; nous ne nous occupons guère, non plus, de l'expérience de l'insurrection bulgare de septembre dernier ; enfin, ce qui est le plus étonnant, nous nous conduisons comme si nous avions remis aux archives l'expérience d'Octobre... (Ibid.)

« Il faut étudier de façon minutieuse l'expérience du coup d'Etat d'Octobre, la seule révolution du prolétariat qui ait triomphé jusqu'ici. Il faut établir un calendrier stratégique et tactique d'Octobre. Il faut montrer comment les événements, vague par vague, prenaient de plus en plus d'ampleur, et quelle répercussion ils avaient dans le parti, dans les soviets, au Comité central, dans l'organisation militaire. Que signifiaient les hésitations au sein du parti ? Quelle était leur importance relative dans le cadre général des événements ? Quel était le rôle de l'organisation militaire ? Voilà un travail d'une importance inappréciable. Ce serait un véritable crime que de le remettre à plus tard (Ibid.).

« En quoi consiste donc cette tâche ? Il s'agit de composer un formulaire universel, ou bien un guide ou un manuel ou des statuts concernant les problèmes de la guerre civile, donc, avant tout, de l'insurrection considérée comme son moment clé. Il faut faire le bilan de l'expérience acquise, analyser les conditions environnantes, examiner les fautes, mettre en évidence les opérations les plus justes, tirer les conclusions nécessaires. Enrichissons-nous ainsi la science, c'est-à-dire la connaissance des lois de l'évolution historique, ou l'art comme ensemble des règles de l'action déduites de l'expérience ? Je pense que tous les deux en

²⁰ Allusion à une journée d'émeute des ouvriers de Vienne à la suite d'une décision de justice provocante.

profiteront. Mais notre but est strictement pratique : enrichir l'art militaire révolutionnaire.

« Nécessairement, des « statuts » militaires de ce genre auront une construction très complexe. Il faut, avant tout, présenter les traits caractéristiques des préalables indispensables à la conquête du pouvoir par le prolétariat. Ici nous sommes encore dans le domaine de la politique révolutionnaire : l'insurrection est bien la continuation de la politique, mais par des moyens particuliers. L'analyse des préalables de l'insurrection doit tenir compte des divers types de pays. Il existe des pays où la majorité de la population est prolétarienne et d'autres où le prolétariat est une minorité insignifiante et où la paysannerie prédomine de façon absolue. Entre ces deux pôles, on trouve les pays de type intermédiaire. Il faudrait donc poser à la base d'une étude de ce genre, l'existence d'au moins trois « types » de pays : industriel, agricole et intermédiaire. L'introduction (qui traite des conditions préalables de la révolution) doit justement étudier les particularités de chacun de ces types, envisagé sous l'angle de la guerre civile. Nous considérons l'insurrection à un double point de vue : d'une part, comme une étape bien définie du processus historique, comme une réfraction bien déterminée des lois objectives de la lutte des classes ; d'autre part, d'un point de vue subjectif ou actif : comment la préparer et la réaliser pour en assurer la victoire avec la plus grande certitude » (Ibid.).

Un large groupe de gens réunis autour de la Société des Sciences militaires entreprit, en 1924, un travail collectif afin d'élaborer des directives pour la guerre civile, c'est-à-dire un guide marxiste consacré aux problèmes des affrontements directs entre classes et à la lutte armée pour la dictature. Pourtant, ce travail se heurta bientôt à une résistance venue de l'Internationale communiste (cette résistance faisait partie du système général de lutte contre le prétendu trotskysme) ; ensuite cette activité fut complètement interrompue. Il est difficile de concevoir une démarche plus légère et plus criminelle. A l'époque des brusques revirements, les règles de la guerre civile, comprises comme nous l'avons dit plus haut, doivent faire partie de l'inventaire connu par tout cadre révolutionnaire, et cela va sans dire, par les dirigeants des partis. Ces règles doivent continuellement être étudiées par tous et chacun doit les confronter à l'expérience de son propre pays. Seule une telle étude peut le prémunir aussi bien contre la panique et la capitulation dans les moments qui exigent du courage et de l'esprit de décision, que contre les cabrioles d'aventurier dans les périodes qui demandent prudence et réserve.

Si de telles règles figuraient dans les livres qu'un communiste doit étudier sérieusement, de même qu'il doit connaître les idées fondamentales de Marx, Engels et Lénine, des défaites comme celles des dernières années, qui n'étaient nullement inévitables, ne se seraient pas produites (en particulier, le coup d'État de Canton, exécuté avec une puéride imprudence). Le projet de programme traite de ces questions en quelques lignes, presque avec la même parcimonie que du gandhisme aux Indes. Il est évident qu'un programme ne peut pas entrer dans les détails. Mais il doit poser nettement le problème et présenter ses données fondamentales, en se référant aux succès et aux fautes les plus importantes.

Indépendamment de cette tâche, à notre avis, le VI^e Congrès doit, dans une résolution spéciale, charger le Comité exécutif d'étudier les règles de la guerre civile de manière à dégager et à résumer sur ce problème les directives qui seront fondées sur l'expérience passée des victoires et des défaites.

11. – LES QUESTIONS DU RÉGIME INTÉRIEUR DU PARTI

Les questions d'organisation pour le bolchevisme sont indissolublement liées à celles du programme et de la tactique. Mais ce sujet n'est effleuré qu'au passage dans le projet, lorsqu'est évoquée la nécessité de « l'ordre révolutionnaire le plus strict dans le centralisme démocratique ». C'est l'unique formule qui définit le régime intérieur du parti, et de plus c'est une formule absolument nouvelle. Que ce régime soit fondé sur les principes du centralisme démocratique, nous le savons. Ils assurent théoriquement au parti (et il en fut d'ailleurs ainsi en pratique), la possibilité complète de discuter, de critiquer, d'exprimer son mécontentement, d'élire, de destituer, en même temps qu'ils garantissent une discipline d'airain qu'assurent pleinement des organes de direction élus et révocables. Si l'on entend par *démocratie* la souveraineté du parti sur tous ses organes, le *centralisme* correspond à une discipline consciente, judicieusement établie, préservant la combativité du parti. Maintenant, au-dessus de cette formule qui définit le régime intérieur et que tout le passé a justifiée, on place une adjonction nouvelle : « L'ordre révolutionnaire le plus strict. » Ainsi, le parti a besoin non plus seulement de centralisme démocratique, mais d'un certain *ordre révolutionnaire* dans le centralisme démocratique. Cette formulation attribuée à la nouvelle idée une valeur propre et la place au-dessus du centralisme démocratique, c'est-à-dire au-dessus du parti.

Que signifie donc cet ordre révolutionnaire – et le plus « strict » – *dominant* démocratie et centralisme ? Il correspond à un appareil du parti, qui est devenu indépendant ou qui vise à devenir indépendant du parti, à une bureaucratie qui trouve sa fin dans sa propre existence, qui veille à « l'ordre » sans s'occuper de la masse du parti, qui abolit la volonté du parti et la contrecarre si « l'ordre » l'exige, qui foule aux pieds les statuts, ajourne les Congrès, les transforme en fiction.

Depuis longtemps et par différentes voies, la pensée de l'appareil s'est orientée vers cette formule de « l'ordre révolutionnaire ». Depuis deux ans, les représentants les plus responsables de la direction du parti ont proposé toute une série de définitions nouvelles de la démocratie dans le parti, qui reviennent à dire que démocratie et centralisme signifient simplement soumission aux organes hiérarchiquement supérieurs. Toute la pratique s'est fortement développée dans ce sens. Mais un centralisme accompagné d'une démocratie étranglée et vide, est un centralisme bureaucratique. Un « ordre » de ce genre est évidemment obligé de se dissimuler derrière les formes et les rites de la démocratie, il la fouille par d'innombrables circulaires venant d'en haut, lui ordonne « l'autocritique » sous la menace de l'article 58, lui démontre que les atteintes qu'elle subit viennent non pas du centre directeur, mais, à l'entendre, des « exécutants » ; or, que peut-on exiger de ces derniers, quand chaque « exécutant » se trouve être le dirigeant de tous ceux qui sont ses inférieurs ?

Ainsi, la nouvelle formule, absolument inconsistante sur le plan théorique, démontre par sa nouveauté et son incohérence qu'elle a pour fonction de satisfaire certaines aspirations déjà mûres. Elle consacre l'appareil bureaucratique qui l'a engendrée.

Cette question est indissolublement liée à celle des fractions et des groupements. Quand un problème prête à la discussion, quand il y a divergence de vues, la direction et la presse officielle, non seulement du Parti communiste de l'U.R.S.S., mais aussi de l'Internationale communiste et de toutes ses sections, font immédiatement dévier le débat sur le plan du problème des fractions et des groupements. *La vie idéologique du parti ne saurait se concevoir sans groupements provisoires sur le terrain idéologique.* Jusqu'ici personne n'a encore découvert d'autre façon de procéder ; qui a essayé de le faire a pu seulement démontrer que sa recette ne servait qu'à étouffer la vie idéologique du parti.

Naturellement, les groupements sont un « mal » autant que les divergences de vues. Mais ce mal constitue une composante aussi nécessaire de la dialectique qui commande l'évolution du parti que les toxines pour la vie de l'organisme humain.

La transformation des groupements en fractions organisées et fermées sur elles-mêmes est un mal plus grand encore. L'art de diriger le parti consiste précisément à prévenir cette transformation. On ne saurait y parvenir par la simple interdiction. L'expérience du Parti communiste de l'U.R.S.S. en est le meilleur témoignage. Lors du Xe Congrès, tandis que grondait l'insurrection de Cronstadt et les révoltes des koulaks, Lénine fit adopter une résolution interdisant les fractions et les groupements. Par groupements, on entendait non pas les tendances provisoires qui se constituent inévitablement dans la vie du parti, mais les fractions elles-mêmes quand elles cherchent à se faire passer pour des groupements. La masse du parti comprit clairement le danger mortel du moment ; elle soutint son chef, en adoptant une résolution rude et implacable dans sa forme : interdiction des fractions et des groupements²¹.

Mais le parti savait que c'était le Comité central, dirigé par Lénine, qui interpréterait cette formule, et qu'ainsi il n'y aurait pas d'abus de pouvoir (voir le *Testament* de Lénine). Le parti savait qu'exactement un an après, lors du Congrès suivant, et même un mois après, si le tiers de ses membres le désirait, le parti vérifierait l'expérience acquise et apporterait les rectifications nécessaires. La décision du Xe Congrès fut une mesure tranchante, imposée par la situation critique du parti gouvernemental dans le temps où il effectuait un virage dangereux pour passer du communisme de guerre à la N.E.P. Cette mesure tranchante fut entièrement justifiée par la suite, car elle complétait une politique juste et perspicace qui enleva toute base aux groupements constitués avant le passage à la nouvelle politique économique.

Mais la résolution du Xe Congrès sur les fractions et les groupements, qui même en son temps exigeait une interprétation et une application judicieuses, ne constitue pas un principe absolu qui dominerait tous les autres besoins du parti au cours de son développement, indépendamment du pays, de la situation et de l'époque.

Après la disparition de Lénine, la direction du parti s'en tint à un point de vue formel sur la résolution du Xe Congrès relative aux fractions et groupements, afin de se défendre elle-même contre toute critique; elle étrangla de plus en plus la démocratie du parti et en même temps perdit de vue de plus en plus le but immédiat : la suppression de l'esprit de fraction. La tâche, en effet, n'est pas d'interdire les fractions, mais d'obtenir que celles-ci n'existent plus. Pourtant, jamais l'esprit de fraction n'a autant dévasté le parti, n'a brisé aussi gravement son unité que depuis que Lénine a quitté la direction. Jamais comme maintenant n'a régné le faux monolithisme à 100 %, camouflage des méthodes d'étranglement de la vie du parti.

La fraction de l'appareil qui se cache du parti se forma dans le Parti communiste de l'U.R.S.S.(bolchevique) dès avant le XIIe Congrès. Plus tard, cette fraction adopta une organisation à la *carbonari*, avec son Comité central illégal (le « septemvirat²² »), ses circulaires, ses agents, son code chiffré, etc. L'appareil du parti a créé en son sein un ordre fermé sur lui-même et incontrôlable, qui dispose des ressources exceptionnelles non seulement de cet appareil, mais aussi de l'État, qui transforme un parti de masses en un instrument chargé de camoufler toutes les manœuvres des intrigants.

Mais plus cette fraction de l'appareil fermée sur elle-même esquive le contrôle de la masse du parti, plus le processus d'émiettement en fractions devient grave et violent, non seulement à la base mais au sein de l'appareil. Comme la domination de l'appareil sur le parti, qui était déjà réalisée à l'époque du XIIe Congrès, est devenue totale et sans limites, les divergences nées au sein de l'appareil lui-même ne peuvent se résoudre : convier le parti à fournir la vraie solution, ce serait de nouveau lui subordonner l'appareil, trancher la question litigieuse en recourant aux méthodes de la démocratie dans l'appareil, c'est-à-dire en interrogeant les membres de la fraction secrète ; seul le groupe qui est certain de disposer de la majorité dans l'appareil peut adopter cette solution. Le résultat est que de nouveaux groupes se forment dans la fraction régnante ; ils s'efforcent moins d'obtenir la majorité au sein de l'appareil que des points d'appui dans les institutions de l'État. En ce qui concerne la majorité au Congrès du parti, on se l'assure automatiquement, puisqu'on peut convoquer le Congrès au moment le plus favorable et le préparer comme on l'entend. C'est ainsi que s'aggrave l'*usurpation* du pouvoir par l'appareil ; elle constitue le plus terrible des périls aussi bien pour le parti que pour la dictature du prolétariat.

Après que la première campagne « anti-trotskyiste » de 1923-1924 eut été menée jusqu'au bout au moyen des fractions et de l'appareil, une profonde fêlure se produisit dans la fraction secrète dirigée par le « septemvirat ». Sa cause essentielle résidait dans le mécontentement de l'avant-garde prolétarienne de Leningrad devant le glissement qui commençait à s'opérer sur les problèmes de la vie intérieure du pays et les questions internationales. Les ouvriers avancés de Leningrad continuaient, en 1925, l'œuvre commencée par les prolétaires d'avant-garde de Moscou en 1923. Mais ces profondes tendances de classe ne purent se manifester ouvertement dans le parti; elles se reflétèrent seulement dans la lutte sourde qui se déroula au sein de la fraction de l'appareil.

En avril 1925, le Comité central propagea, à travers tout le pays, une circulaire démentant les bruits prétendument répandus par les « trotskystes » (!!), d'après lesquels il aurait existé au sein du noyau des « léninistes » (c'est-à-dire du septemvirat

²¹ La résolution du Xe Congrès qui interdisait les *fractions organisées* au sein du Parti bolchevique, et qui servit à Staline pour réprimer par la suite toute opposition, fut une mesure exceptionnelle prise dans des circonstances graves – la révolte de Cronstadt venait de se produire et le parti tendait à devenir une fédération de groupements idéologiques fonctionnant indépendamment les uns des autres. Elle ne signifiait nullement l'interdiction des oppositions. Elle disait notamment :

« Il est nécessaire que chaque organisme du parti veille à ce que les critiques absolument nécessaires des faiblesses du parti, les analyses de sa direction générale, toutes les appréciations de son expérience pratique, tout examen de l'exécution de ses décisions et des moyens de corriger ses erreurs, etc., s'opèrent non dans des groupes séparés ayant une « plate-forme » mais plutôt dans des réunions de tous les membres du parti. Dans cette intention, le Congrès décide de publier un *Bulletin de discussion* et des *périodiques spéciaux*... » En outre, Lénine combattit dans les termes suivants un amendement présenté par Riazanov, qui voulait interdire « les élections au Congrès sur 1a base de plates-formes » :

« ... Si des désaccords fondamentaux existent sur une question, nous ne pouvons pas priver les membres du Comité central du droit de s'adresser au parti... Le présent Congrès ne peut en aucune manière et sous aucune forme décider les élections pour le prochain Congrès. Et si par exemple des questions comme celle de la paix de Brest-Litovsk étaient soulevées ? Pouvons-nous garantir qu'il n'y en aura pas ? On ne saurait l'affirmer. Il est possible qu'en pareil cas il soit nécessaire de procéder aux élections sur la base de plates-formes. »

²² Dans le cours de la lutte contre Trotsky, six autres membres du Bureau politique (Zinoviev, Kamenev, Staline, Boukharine, Vorochilov, Kalinine), constituèrent une fraction avec le président de la Commission centrale de Contrôle, Kouibichev. L'existence de ce groupe de sept personnes, de ce « septemvirat », fut révélée par Zinoviev et Kamenev à la session du Comité central de juillet 1926.

fractionnel) certaines divergences à propos de la paysannerie. C'est seulement par cette circulaire que de plus nombreux cadres du parti apprirent l'existence réelle de telles divergences, ce qui n'empêcha nullement les dirigeants de continuer à tromper le parti en soutenant que « l'opposition » portait atteinte au monolithisme de la « garde de Lénine ». Cette propagande battait son plein, quand le XIV^e Congrès précipita sur le parti les différends qui existaient entre deux parties de la fraction régnante, différends informes et confus, mais cependant profonds en raison de leurs *origines de classe*. Les organisations de Moscou et de Leningrad, c'est-à-dire les deux forteresses principales du parti, lors de leurs Conférences à la veille du Congrès, adoptèrent des résolutions *directement opposées*. L'une et l'autre le firent, évidemment, à l'unanimité. Ce miracle de « l'ordre révolutionnaire », Moscou l'expliquait par l'oppression de l'appareil à Leningrad, tandis que Leningrad retournait cette accusation contre Moscou. Comme s'il existait une cloison étanche entre les organisations de ces deux villes! Dans les deux cas, l'appareil décidait, démontrant par le monolithisme à 100 % que le parti était absent alors qu'il s'agissait de questions fondamentales intéressant sa propre existence.

Le XIV^e Congrès se trouva contraint de surmonter les nouvelles divergences qui avaient surgi sur des problèmes essentiels et d'établir la nouvelle composition de la direction, en s'abritant derrière le dos du parti, qui n'avait pas été consulté. Le Congrès ne put faire autrement qu'abandonner immédiatement le soin de découvrir cette solution à une hiérarchie soigneusement choisie de secrétaires du parti. Le XIV^e Congrès a posé un nouveau jalon dans la voie de la liquidation de la démocratie du parti, qui s'opère grâce aux méthodes de « l'ordre », c'est-à-dire au bon plaisir d'une fraction camouflée de l'appareil. Les formes de lutte ultérieure datent seulement d'hier. L'art de la fraction régnante consista alors à placer chaque fois le parti en présence d'une résolution déjà adoptée, d'une situation irréparable, d'un fait accompli.

Cette nouvelle phase, plus avancée, de « l'ordre révolutionnaire » ne signifia nullement la liquidation des fractions et groupements. Au contraire, ils se développèrent extraordinairement et leurs rapports devinrent infiniment plus tendus, aussi bien dans la masse du parti que dans l'appareil même. En ce qui concerne le parti, le châtiment bureaucratique appliqué aux « groupements » se fit de plus en plus sévère ; la bureaucratie s'abaissa même jusqu'à l'infamie de l'officier wrangelien et de l'article 58²³. Dans le même temps, se poursuivait le processus d'un nouvel émiettement de la fraction régnante elle-même ; il continue encore. Aujourd'hui non plus, on ne manque pas de fausses manifestations de monolithisme, de circulaires qui affirment l'unanimité complète du sommet. En fait, la lutte sourde, acharnée, sans issue, qui se déroule dans les appareils fermés des fractions, a pris, à en juger par divers symptômes, un caractère tendu à l'extrême ; elle mène le parti vers on ne sait quelle explosion.

Telle est la théorie et telle est la pratique de « l'ordre révolutionnaire » qui, inévitablement, se transforment en théorie et en pratique de l'usurpation.

Depuis longtemps toutefois, ces choses ne se limitent plus à l'Union soviétique. En 1923, la campagne dirigée contre l'esprit de fraction reposait surtout sur l'argument selon lequel les fractions sont des embryons de parti ; or dans un pays encerclé par les capitalistes et où la paysannerie représente une majorité écrasante, la dictature du prolétariat n'admet pas la liberté des partis²⁴.

En soi, cette thèse est absolument juste mais elle exige aussi une politique juste et dans le parti un régime approprié. Pourtant, il est clair qu'en posant ainsi la question, on renonçait à étendre les résolutions du Xe Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. – parti gouvernemental – aux partis communistes des États bourgeois. Mais le régime bureaucratique a sa logique qui le dévore lui-même. S'il n'admet pas de contrôle démocratique dans le parti soviétique, il ne le tolère pas davantage dans l'Internationale communiste, qui, du point de vue formel, domine le Parti communiste de l'U.R.S.S. Voilà pourquoi la direction a transformé en un principe universel sa façon grossière et déloyale d'appliquer la résolution du Xe Congrès, résolution qui correspondait aux conditions bien déterminées de l'U.R.S.S. au moment considéré ; elle l'a étendue à toutes les organisations du globe terrestre.

Le bolchevisme fut toujours fort parce qu'il élaborait ses formes d'organisation en tenant compte de la situation historique concrète : pas de schémas arides. En passant d'une étape à l'autre, les bolcheviks modifiaient radicalement la structure de leur organisation. Pourtant, à présent, le seul et même principe de « l'ordre révolutionnaire » est appliqué à la fois au puissant parti de la dictature du prolétariat, au Parti communiste allemand qui est une force politique importante, au jeune Parti communiste chinois brusquement entraîné dans le tourbillon de la lutte révolutionnaire, à la petite société de propagandistes que constitue le parti aux États-Unis. Il suffit que dans ce dernier surgissent des doutes sur la justesse des méthodes imposées par le Pepper du moment, pour que des châtiments frappent les « sceptiques » pour esprit de fraction. Un jeune parti, qui est un organisme politique tout à fait embryonnaire, sans liaison véritable avec les masses, sans expérience de direction révolutionnaire, sans affermissement théorique, est déjà complètement affublé de tous les attributs de « l'ordre révolutionnaire », qui lui vont comme l'armure du père à son fils de six ans.

Le Parti communiste de l'U.R.S.S. a, sur le plan idéologique, une expérience révolutionnaire des plus riches. Mais, comme l'ont montré les dernières années, lui non plus il ne peut vivre un seul jour impunément, en se bornant à consommer les intérêts de son capital ; il doit constamment le reconstituer et l'augmenter : cela n'est possible que par le travail collectif de la pensée du parti. Que dire alors des partis communistes étrangers, nés il y a seulement quelques années, qui ne font encore que traverser leur période primaire d'accumulation des connaissances théoriques et des méthodes d'action. Sans liberté véritable dans la vie du parti, sans liberté de discussion, sans libération de détermination collective (et notamment en groupes) des voies à suivre, ces partis ne deviendront jamais une force révolutionnaire décisive.

Avant le Xe Congrès, d'où date l'interdiction des fractions, le Parti communiste de l'U.R.S.S. a vécu deux décennies sans connaître cette interdiction. Ce sont justement ces deux décennies qui l'ont éduqué et préparé assez bien pour que, devant un

²³ Peu avant le XV^e Congrès, l'Opposition de gauche fut dénoncée comme étant en relation avec un ancien officier de l'armée du général blanc Wrangel. L'Opposition put encore imposer sur cette accusation l'ouverture d'une enquête, qui amena le chef du Guépéou de l'époque, Menjinsky, à reconnaître que cet homme était un agent du Guépéou envoyé comme provocateur dans un groupe oppositionnel. L'article 58 du Code pénal soviétique vise les crimes d'activité contre-révolutionnaire dirigés contre l'Etat soviétique. Il fut utilisé pour réprimer les communistes qui s'opposaient à la politique de la direction stalinienne.

²⁴ A cette époque, l'Opposition de gauche faisait sienne la thèse du parti unique dans la dictature du prolétariat, bien qu'au lendemain d'Octobre d'autres partis se réclamant du socialisme eussent agi légalement pendant une période. Le parti unique fut le produit des circonstances et non la conséquence d'un principe. A diverses reprises, le Parti menchevik et d'autres formations se réclamant du socialisme furent interdits. Chaque fois, il fut indiqué que cette mesure était dictée uniquement par des circonstances particulièrement graves pour le pouvoir soviétique. Il ne fait pas de doute que, dans la lutte contre la bureaucratie, l'Opposition subit fortement la pression exercée sur elle par cette bureaucratie qui invoquait l'unité du parti, et qu'elle favorisa, par des formules trop catégoriques, l'idée que la dictature du prolétariat impliquait le « parti unique ». Plus tard, Trotsky réagit contre ces formulations et mit en avant le mot d'ordre de la pluralité des partis soviétiques, c'est-à-dire la reconnaissance des partis qui se placent sur le plan des nouveaux rapports de production (cf. *La révolution trahie*).

revirement des plus difficiles, il sache accepter et supporter les résolutions sévères du Xe Congrès. Or, les partis communistes occidentaux commencent directement par là.

Lénine et nous avec lui, nous redoutions, avant tout, que le Parti communiste russe, disposant des puissantes ressources d'un État, n'exerçât une influence excessive, écrasante, sur les jeunes partis d'Occident qui venaient de s'organiser. Lénine, sans se lasser, multipliait les mises en garde contre un accroissement prématuré du centralisme, contre toute avance exagérée du Comité exécutif et du Présidium dans cette voie, et surtout contre des formes et méthodes d'assistance qui se transformeraient en commandement direct, n'admettant aucun recours en appel.

La rupture se produisit en 1924, sous le nom de « bolchevisation ». Si l'on entend, par bolchevisation, l'épuration du parti par l'élimination d'éléments et d'habitudes hétérogènes, celle des fonctionnaires sociaux-démocrates accrochés à leurs postes, des francs-maçons, des démocrates-pacifistes, des confusionnistes spiritualistes, etc., alors cette besogne s'accomplit dès le premier jour de l'existence de l'Internationale communiste ; lors du IVe Congrès, elle prit des formes très actives à l'égard du Parti communiste français. Mais cette bolchevisation véritable se liait indissolublement, autrefois, à l'expérience propre des sections nationales de l'Internationale communiste et s'étendait à partir de cette expérience ; elle avait comme pierre de touche les questions de politique nationale, qui s'élevaient jusqu'à devenir des problèmes internationaux. La « bolchevisation » de 1924 ne fut qu'une caricature ; on mit le revolver sur la tempe des organisations dirigeantes des partis communistes, en exigeant d'elles que, sans informations ni débats, elles prissent immédiatement et définitivement position sur les divergences internes du Parti communiste de l'U.R.S.S. ; elles savaient d'avance que les positions prises détermineraient leur maintien dans l'Internationale communiste ou leur rejet hors de ses rangs.

Pourtant, en 1924, les partis communistes européens n'avaient pas les moyens de résoudre les problèmes qui étaient posés dans la discussion russe, où s'ébauchaient à peine dans la nouvelle étape de la dictature du prolétariat deux tendances de principe. Il est évident qu'après 1924, le travail d'épuration demeurait indispensable, et, dans de nombreuses sections, des éléments hétérogènes furent éliminés à juste titre. Mais, considérée dans son ensemble, la « bolchevisation » consistait chaque fois à désorganiser les directions qui se formaient dans les partis communistes occidentaux, en utilisant comme un coin les différends russes que l'appareil d'État enfonçait à coups de marteau. Tout cela se dissimulait sous l'étendard de la lutte contre l'esprit de fraction.

Quand, au sein du parti de l'avant-garde prolétarienne, des fractions viennent à se cristalliser, menaçant de le rendre pour longtemps inapte au combat, il est évident que le parti est dans la nécessité de prendre une décision : faut-il laisser au temps la possibilité d'opérer une vérification supplémentaire, ou bien faut-il reconnaître immédiatement que la scission est inévitable ? Un parti de combat ne peut être une somme de fractions tirant à hue et à dia. Sous sa forme générale cette idée est incontestable. Mais user de la scission comme d'un moyen préventif contre les divergences de vues, amputer tout groupe ou groupement qui fait entendre la voix de la critique, c'est transformer la vie intérieure du parti en une succession d'avortements dans l'organisation. De telles méthodes, loin de contribuer à la perpétuation et au développement de l'espèce, ne font qu'épuiser l'organisme générateur, c'est-à-dire le parti. La lutte contre l'esprit de fraction devient plus dangereuse que cet esprit lui-même.

A l'heure actuelle, les premiers fondateurs de presque tous les partis communistes du monde ont été mis en dehors de l'Internationale, sans exception son ex-président. Dans presque tous les partis, les groupes qui en guidèrent le développement pendant deux périodes consécutives sont exclus ou mis à l'écart. En Allemagne, le groupe Brandler n'a maintenant qu'un pied dans le parti ; le groupe Maslow n'a pas franchi son seuil. En France, les anciens groupes de Rosmer-Monatte, Lorient, Souvarine, ont été exclus ; il en va de même pour le groupe Girault-Treint, qui occupa la direction pendant la période suivante. En Belgique, on a exclu le groupe de Van Overstraeten. Si le groupe de Bordiga, qui donna naissance au Parti communiste italien, n'est qu'à moitié exclu, cela s'explique par les conditions du régime fasciste. En Tchécoslovaquie, en Suède, en Norvège, aux États-Unis, en un mot dans presque tous les partis du monde, des événements plus ou moins analogues se sont produits depuis la mort de Lénine.

Que beaucoup d'exclus aient commis d'énormes fautes, nous n'avons pas été en retard sur les autres pour le signaler. On ne peut pas non plus le nier, nombre d'exclus de l'Internationale communiste sont revenus dans une large mesure à leurs positions de départ, à la social-démocratie de gauche ou au syndicalisme. Mais la tâche de l'Internationale communiste ne consiste pas à acculer automatiquement à une impasse les jeunes dirigeants des partis nationaux, et à vouer ainsi certains de ceux qu'ils représentent à la dégénérescence idéologique. « L'ordre révolutionnaire » de la direction bureaucratique est devenu un obstacle terrible qui se dresse sur la voie du développement de tous les partis de l'Internationale.

*

**

Les questions d'organisation sont inséparables des questions de programme et de tactique. Il faut voir clairement qu'une des sources les plus importantes de l'opportunisme dans l'Internationale communiste est le régime bureaucratique de son appareil et de celui de son parti dirigeant. Après l'expérience des années 1923-1928, personne ne peut plus nier qu'en Union soviétique la bureaucratie ne soit l'expression et l'instrument de la pression qu'exercent contre le prolétariat des classes non prolétariennes. Le projet de programme de l'Internationale communiste donne une formule juste quand il dit que les dépravaisons bureaucratiques « surgissent inévitablement quand les masses manquent de culture et que se manifestent des influences de classe étrangères au prolétariat ». Nous possédons ici la clef qui permet de comprendre non seulement la bureaucratie en général, mais son accroissement extraordinaire au cours des cinq dernières années. Si le degré de culture des masses, tout en restant insuffisant, a grandi au cours de cette période (le fait n'est pas douteux), on ne peut donc chercher la cause de la *progression* de la bureaucratie que dans l'accroissement des influences de classe étrangères au prolétariat. Les partis communistes européens, c'est-à-dire surtout leurs noyaux dirigeants, calquent leurs organisations sur les poussées et regroupements qui s'opèrent dans le Parti communiste de l'U.R.S.S. : ainsi, la bureaucratie des partis communistes étrangers n'est-elle, dans une large mesure, que le reflet et le complément de celle du Parti communiste de l'U.R.S.S.

Le choix des dirigeants des partis communistes étrangers s'est fait et se fait encore d'après leurs aptitudes à accepter et approuver le plus récent regroupement dans l'appareil du Parti communiste de l'U.R.S.S. Ceux d'entre eux qui avaient le plus d'indépendance et de sens des responsabilités, ceux qui n'acceptaient pas de se soumettre à des changements effectués de façon strictement administrative, tous ceux-là furent expulsés du parti, ou bien furent acculés à entrer dans l'aile droite (souvent *prétendument* de droite), ou bien passèrent dans l'Opposition de gauche. Ainsi, le processus organique de la sélection, qui permet la cohésion des cadres révolutionnaires sur la base de la lutte prolétarienne, parce qu'il est dirigé par l'Internationale communiste,

est interrompu, modifié, défiguré; on lui substitue parfois ouvertement un triage administratif et bureaucratique opéré au sommet. On comprend que les communistes les plus disposés à accepter des décisions prises à l'avance et à signer n'importe quoi l'aient souvent emporté sur des éléments qui possèdent à un plus haut degré l'esprit de parti et le sentiment de la responsabilité révolutionnaire. Le plus souvent, au lieu de choisir des révolutionnaires stoïques et rigoureux, on sélectionna ceux qui en bons bureaucrates savaient s'adapter.

Tous les problèmes de la politique intérieure et internationale nous ramènent invariablement aux questions du régime intérieur du parti. Il est évident que les déviations qui nous ont éloignés de la ligne de classe dans les problèmes de la révolution chinoise, du mouvement ouvrier anglais, de l'économie de l'U.R.S.S., des salaires, des impôts, etc., constituent en elles-mêmes un danger des plus sérieux. Mais ce danger est décuplé par l'impossibilité où se trouve le parti de redresser, en suivant les voies normales, la ligne décidée par le sommet; car il a les pieds et les poings liés par le régime bureaucratique. On peut en dire autant de l'Internationale communiste. La résolution du XIVe Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S., sur la nécessité d'une direction plus démocratique et plus collective de l'Internationale communiste a été pratiquement bafouée. Un changement dans le régime intérieur de l'Internationale communiste devient une question de vie ou de mort pour le mouvement révolutionnaire international. Ce changement peut s'obtenir de deux façons : ou bien par une transformation du régime intérieur du Parti communiste de l'U.R.S.S., ou bien par la lutte contre le rôle dirigeant joué par le Parti communiste de l'U.R.S.S. dans l'Internationale communiste. Il faut que nous tendions toutes nos forces pour y arriver par la première voie. La lutte pour un changement de régime dans le Parti communiste de l'U.R.S.S., est une lutte pour l'assainissement du régime de l'Internationale communiste; elle se propose aussi d'assurer dans la direction de notre parti la sauvegarde de nos idées.

Il faut impitoyablement chasser du programme l'idée même que des partis vivants, actifs puissent être subordonnés au contrôle de « l'ordre révolutionnaire » imposée par la bureaucratie du parti et de l'État. Il faut rendre au parti lui-même ses propres droits. Il faut que le parti redevienne un parti. Il faut affirmer ces nécessités dans le programme; de manière à ne laisser aucune place à la justification théorique de la bureaucratie et des tendances à l'usurpation.

12. - CAUSES DES DÉFAITES DE L'OPPOSITION ET PERSPECTIVES

A partir de l'automne de 1923, l'aile gauche prolétarienne du parti, qui a exposé ses vues dans toute une série de documents dont le principal est la *Plate-forme des bolcheviks-léninistes (Opposition)*, fut systématiquement soumise, en tant qu'organisation, à la destruction. Les procédés de répression étaient déterminés par le caractère du régime intérieur du parti, qui devenait de plus en plus bureaucratique à mesure qu'augmentait la pression exercée par les classes non prolétariennes contre le prolétariat. Le caractère général de la période permit la réussite de ces méthodes :

c'est en effet le moment où le prolétariat subit de graves défaites et où la social-démocratie reprit vigueur, tandis qu'au sein des partis communistes les tendances centristes et opportunistes se renforçaient et que le centrisme, jusqu'aux tout derniers mois, glissait systématiquement vers la droite. La première répression contre l'Opposition s'exerça aussitôt après la défaite de la révolution allemande dont elle fut, en quelque sorte, le complément. Elle eût été impossible si le triomphe du prolétariat allemand avait pu augmenter la confiance du prolétariat de l'U.R.S.S. en lui-même et du même coup sa force de résistance à la pression des classes bourgeoises de l'intérieur et de l'extérieur, et aussi à sa courroie de transmission, la bureaucratie du parti.

Pour éclairer le sens général des regroupements qui se sont opérés dans l'Internationale communiste depuis la fin de 1923, il serait de la plus haute importance d'examiner comment le groupe dirigeant, aux diverses étapes de son glissement, expliquait ses victoires « d'organisation » sur l'Opposition. Ce travail n'est pas possible dans le cadre de notre critique du projet de programme. Mais pour atteindre notre but, nous n'avons qu'à examiner comment fut comprise la première « victoire » remportée sur l'Opposition en septembre 1924, d'après l'article où Staline débuta dans les questions de politique internationale :

« Il faut considérer la victoire décisive remportée dans les partis communistes par l'aile révolutionnaire comme le symptôme le plus sûr – écrivait Staline – des processus révolutionnaires très importants qui se produisent dans les profondeurs de la classe ouvrière... »

Et à un autre endroit du même article :

« Si l'on ajoute à cela le total isolement de la tendance opportuniste au sein du Parti communiste russe, le tableau que l'on obtiendra sera complet. Le Ve Congrès de l'Internationale communiste n'a fait que consolider la victoire de l'aile révolutionnaire dans les sections principales de l'Internationale communiste » (Pravda, 20 septembre 1924).

Ainsi, la défaite de l'Opposition du Parti communiste russe fut présentée comme le résultat de l'orientation *vers la gauche* du prolétariat marchant directement à la révolution, et dans toutes les sections, prenant le dessus sur l'aile droite. Maintenant, cinq ans après la plus grande des défaites du prolétariat international, celle de l'automne de 1923, la *Pravda* est obligée de reconnaître que c'est seulement actuellement que l'on commence à remonter « du creux de la vague, l'apathie et la dépression qui commencèrent après la défaite de 1923 et permirent au capitalisme allemand de renforcer ses positions » (*Pravda*, 28 janvier 1928).

Mais se pose alors une question, qui est nouvelle pour les dirigeants actuels de l'Internationale communiste, sinon pour nous : faut-il donc expliquer l'échec de l'Opposition, en 1923 et dans les années suivantes, par un déplacement de la classe ouvrière *vers la droite* et non *vers la gauche* ? La réponse à cette question décide de tout.

Celle qui fut donnée en 1924, lors du Ve Congrès de l'Internationale communiste, et plus tard dans des discours et des articles, était nette et catégorique : ce furent le renforcement des éléments révolutionnaires dans le mouvement ouvrier d'Europe, le nouveau flot ascendant et l'approche de la révolution prolétarienne qui causèrent la « débâcle » de l'Opposition.

Mais aujourd'hui la cassure politique durable, brutale qui, après 1923, s'est opérée vers la droite et non vers la gauche, est un fait établi et indiscutable. Par conséquent, il est clair que le déchaînement de la lutte contre l'Opposition et son intensification, qui entraîna exclusions et déportations, est intimement lié au processus politique de stabilisation de la bourgeoisie en Europe. Ce processus, il est vrai, a été contrarié, au cours des quatre dernières années, par d'importants événements révolutionnaires. Mais de nouvelles erreurs de la direction, plus cruelles encore que celles de 1923 en Allemagne, donnèrent chaque fois la victoire à l'ennemi, dans les pires conditions pour le prolétariat et le Parti communiste, et firent apparaître de nouveaux facteurs favorables à

la stabilisation bourgeoise. Le mouvement révolutionnaire international a subi des défaites; de ce fait, l'aile gauche prolétarienne du Parti communiste de l'U.R.S.S. (bolchevique) et l'Internationale communiste ont connu des échecs.

L'explication serait incomplète si nous ne tenions compte des conditions dans lesquelles se développaient les processus internes de l'économie et de la politique en U.R.S.S. : parties de la N.E.P., les contradictions s'aggravaient, parce que la direction comprenait mal les problèmes de l'alliance économique des villes et des campagnes, tout en sous-estimant le déséquilibre dont souffrait l'industrie et les tâches qui en résultaient dans une économie planifiée.

L'augmentation de la pression économique et politique exercée par les milieux bureaucratiques et petits-bourgeois à l'intérieur du pays, sur le fond des défaites de la révolution prolétarienne en Europe et en Asie, voilà l'enchaînement historique dont, pendant ces quatre années, le nœud coulant se resserra autour de la gorge de l'Opposition. Celui qui ne comprend pas cela ne comprend rien du tout.

*

**

Dans cet exposé, presque à chaque étape, nous avons dû confronter la ligne qui fut appliquée avec celle qui fut écartée sous le nom de trotskysme. Le sens de cette lutte, dans son aspect général, apparaît aux yeux d'un marxiste avec une netteté parfaite. Si les accusations épisodiques ou partielles de « trotskysme », appuyées par une accumulation de citations réelles et imaginaires, qui se sont étendues sur une période de vingt-cinq ans, pouvaient jadis dérouter, en revanche, un jugement cohérent sur l'ensemble de la lutte idéologique qui s'est livrée durant les cinq dernières années montre que s'affirmèrent deux lignes de conduite. L'une fut consciente et méthodique. Elle prolongea et développa les principes stratégiques léninistes dans leur application aux problèmes intérieurs de l'U.R.S.S. et de la révolution mondiale : c'est la ligne de l'Opposition. Et l'autre, inconsciente, contradictoire, hésitante, zigzagante, s'éloigne du léninisme sous la pression des forces de la classe ennemie dans une période de reflux politique sur le plan international : c'est la ligne de la direction officielle. Souvent, quand ils varient, les hommes abandonnent plus facilement des conceptions que des mots auxquels ils sont habitués. C'est la loi générale de toute mue dans le domaine idéologique. Dans presque toutes les questions fondamentales, la direction a procédé à une révision de Lénine; mais elle a fait passer cette révision pour un développement du léninisme tandis qu'elle a appelé trotskysme son essence révolutionnaire internationale, afin non seulement de se camoufler en surface, mais aussi de se tromper elle-même, pour s'adapter plus aisément au processus de son propre glissement.

Qui voudra comprendre ce fait ne nous fera pas le reproche ridicule d'avoir lié la critique du projet de programme à la mise à nu de la légende du trotskysme. Le présent projet a mûri dans une époque imprégnée de cette légende. Ce furent surtout ses auteurs qui l'alimentèrent, la prirent comme point de départ et jugèrent tout à sa lumière. Aussi ces circonstances se reflètent-elles dans le projet.

Un nouveau chapitre instructif vient de s'ajouter à l'histoire de la politique. On peut dire qu'il prouve la force que peut avoir la création des mythes, ou plus simplement la calomnie utilisée comme arme politique dans le domaine des idées. Comme l'expérience le démontre, on ne doit pas sous-estimer la valeur de cette arme. Nous sommes encore loin du « saut qui fera passer du règne de la nécessité au règne de la liberté »; nous vivons dans une société de classe qui ne peut pas ne pas renfermer obscurantisme, préjugés et superstitions. Un mythe qui correspond à certains intérêts ou à certaines habitudes traditionnelles peut toujours, dans une société divisée en classes, acquérir une grande puissance. Néanmoins, à partir seulement d'un mythe, même s'il est organisé suivant un plan et dispose de toutes les ressources de l'État, il n'est pas possible de bâtir une politique large, une politique révolutionnaire surtout, et plus particulièrement à notre époque. Inévitablement, la création des mythes s'empêtré dans ses propres contradictions. Nous n'en avons cité qu'une petite partie, bien qu'elle soit peut-être la plus importante. Nous comptons fermement que l'analyse objective, celle qu'opèrent les événements, viendra appuyer notre analyse subjective, que les circonstances extérieures nous permettent de la poursuivre jusqu'au bout ou non.

La radicalisation des masses ouvrières d'Europe est un fait incontestable qui s'est manifesté au cours des dernières élections parlementaires. Mais cette radicalisation ne fait que passer par sa phase primaire. Des facteurs comme la récente défaite de la révolution chinoise la contrecarrent, et font, pour une grande part, le lit de la social-démocratie. Nous ne voulons pas prédire ici à quelle vitesse ce processus s'effectuera. En tout cas, il est clair que la radicalisation ne sera le signe précurseur d'une situation révolutionnaire nouvelle qu'à partir du moment où l'attraction exercée par le Parti communiste s'accroîtra au détriment des grandes réserves de la social-démocratie.

Nous n'en sommes pas encore là; mais nous y viendrons, par l'effet d'une rigoureuse nécessité.

L'orientation incertaine actuellement suivie par la direction de l'Internationale communiste, qui s'efforce de donner un coup de barre à gauche, ne concorde pas avec la politique menée à l'intérieur de l'U.R.S.S., où l'on ne voit ni se modifier complètement le régime, ni s'arrêter la lutte contre les éléments révolutionnaires qui ont su résister à toutes les épreuves. Son aspect contradictoire résulte non seulement des difficultés économiques intérieures de l'U.R.S.S. (ce qui confirme entièrement les prévisions de l'Opposition), mais il correspond aussi parfaitement à la première étape de la radicalisation des masses ouvrières d'Europe. L'éclectisme de la politique suivie par la direction de l'Internationale communiste, l'éclectisme du projet de programme, constituent en quelque sorte un instantané de l'état actuel de la classe ouvrière internationale, qui est poussée vers la gauche par la marche des événements, mais n'a pas encore déterminé sa voie et a donné plus de neuf millions de suffrages à la social-démocratie allemande.

La future progression révolutionnaire correspondra à un immense regroupement qui s'opérera dans la classe ouvrière, et dans toutes ses organisations, y compris l'Internationale communiste. L'allure de ce processus n'apparaît pas clairement, mais les voies de son évolution concrète sont nettes. Les masses ouvrières, couche par couche, passeront de la social-démocratie au Parti communiste. L'axe de la politique communiste se déplacera de la droite vers la gauche. La ligne bolchevique du groupe qui, depuis 1923, depuis la défaite du prolétariat allemand, a su remonter le courant sous une grêle d'accusations et de persécutions, recueillera une sympathie de plus en plus grande.

Les méthodes d'organisation par lesquelles triompheront, dans l'Internationale communiste, et par conséquent dans l'ensemble du prolétariat international, les idées du véritable léninisme, qu'on ne peut contrefaire, dépendent pour une large part de la direction actuelle de l'Internationale communiste, et par conséquent, directement du VIe Congrès.

Cependant, quelles que soient les décisions de ce Congrès – nous sommes prêts au pire –, le jugement général porté sur l'époque actuelle et ses tendances internes, dont la cause a été instruite en particulier par l'expérience des cinq dernières années,

nous dit que les idées de l'Opposition n'ont pas besoin de suivre un autre canal que celui de l'Internationale communiste. Personne ne nous en écartera. Les idées que nous défendons deviendront ses idées. Elles trouveront leur expression dans le programme de l'Internationale communiste.

III. – BILAN ET PERSPECTIVES DE LA RÉVOLUTION CHINOISE : SES LEÇONS POUR LES PAYS D'ORIENT ET POUR TOUTE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

C'est par l'analyse de l'expérience, des fautes et des tendances de la Révolution de 1905 que se constituèrent définitivement le bolchevisme, le menchevisme et l'aile gauche de la social-démocratie allemande et internationale. L'analyse de l'expérience de la révolution chinoise a aujourd'hui la même importance pour le prolétariat international.

Pourtant cette analyse, loin d'être commencée, est interdite. La littérature officielle s'occupe d'ajuster rapidement les faits aux résolutions du Comité exécutif de l'Internationale communiste, dont l'inconsistance s'est pleinement manifestée. Le projet de programme arrondit autant que possible les angles vifs du problème chinois, mais, pour l'essentiel, il avalise la politique funeste suivie par le Comité exécutif de l'Internationale communiste. On substitue à l'analyse d'un des plus grands processus de l'histoire une plaidoirie littéraire en faveur de schémas qui ont fait faillite.

1. – DE LA NATURE DE LA BOURGEOISIE COLONIALE

Le projet de programme dit :

" Des accords provisoires [avec la bourgeoisie indigène des pays coloniaux] ne sont admissibles que pour autant qu'elle ne fait pas obstacle à l'organisation révolutionnaire des ouvriers et des paysans et mène une lutte effective contre l'impérialisme. "

Cette formule, bien qu'elle se trouve sciemment intercalée dans une proposition subordonnée, est une des thèses fondamentales du projet, tout au moins pour les pays d'Orient. La proposition principale parle, évidemment, de " libérer [les ouvriers et les paysans] de l'influence de la bourgeoisie indigène ". Cependant, nous ne jugeons pas en grammairien mais en homme politique ; utilisant notre propre expérience, nous disons : la proposition principale n'a ici qu'une valeur secondaire, tandis que la proposition subordonnée contient l'essentiel. Considérée dans son ensemble, la formule est le classique nœud coulant menchevik qu'on passe ici au cou des prolétaires d'Orient.

De quels " accords provisoires " parle-t-on ? En politique comme dans la nature, tout est " provisoire ". Peut-être, ici, s'agit-il d'ententes *circonstanciées* strictement pratiques ? Il est évident que nous ne pouvons, pour l'avenir, renoncer à de tels accords, rigoureusement limités et servant chaque fois un but clairement défini. C'est le cas par exemple quand il s'agit d'une entente avec des étudiants du Kuomintang pour l'organisation d'une manifestation anti-impérialiste, ou bien de secours versés par des marchands chinois aux grévistes d'une concession étrangère. De tels phénomènes ne sont nullement à exclure dans l'avenir, même en Chine. Mais alors, que viennent donc faire ici des conditions politiques *d'ordre général* : " Pour autant qu'elle [la bourgeoisie] ne s'oppose pas à l'organisation révolutionnaire des ouvriers et des paysans et mène une lutte effective (!) contre l'impérialisme. " L'unique " condition " de tout accord avec la bourgeoisie, accord séparé, pratique, limité à des mesures définies et adapté à chaque cas, consiste à ne pas mélanger les organisations et les drapeaux, ni directement ni indirectement, ni pour un jour ni pour une heure, à distinguer le rouge du bleu, et à ne jamais croire que la bourgeoisie soit capable de mener une lutte *réelle* contre l'impérialisme et de *ne pas faire obstacle* aux ouvriers et aux paysans ou qu'elle soit disposée à le faire. L'autre condition nous est absolument inutile pour des accords pratiques. Au contraire, elle ne pourrait nous être que nuisible, en brisant la ligne générale de notre lutte contre la bourgeoisie, lutte qui ne cesse pas durant la brève période de " l'accord ". Depuis longtemps, on a dit que des ententes strictement pratiques, qui ne nous lient en aucune façon et ne nous créent aucune obligation politique, peuvent, si cela est avantageux au moment considéré, être conclues avec le diable même. Mais il serait absurde d'exiger en même temps qu'à cette occasion le diable se convertisse totalement au christianisme, et qu'il se serve de ses cornes, non pas contre les ouvriers et les paysans, mais pour des œuvres pieuses. En posant de telles conditions, nous agirions déjà, au fond, comme les avocats du diable, et lui demanderions de devenir ses parrains.

En posant ces conditions absurdes, en embellissant d'avance la bourgeoisie, le projet de programme dit avec une netteté et une clarté parfaites (malgré le caractère diplomatiquement subordonné de la proposition), qu'il s'agit précisément de coalitions politiques longues, et non pas d'accords occasionnels conclus pour des raisons pratiques. Mais alors, que signifie cette exigence que la bourgeoisie lutte " effectivement " et ne " fasse pas obstacle... " ? Imposons-nous ces conditions à la bourgeoisie elle-même et exigeons-nous qu'elle fasse publiquement une promesse ? Elle en fera autant qu'on voudra. Elle enverra même ses délégués à Moscou, adhérera à l'Internationale paysanne, se joindra comme sympathisante à l'Internationale communiste, fera de l'œil à l'Internationale syndicale rouge²⁵, en un mot, promettra tout ce qui lui permettra – avec notre aide – de tromper mieux, plus facilement et plus complètement les ouvriers et les paysans, en leur jetant de la poudre aux yeux... jusqu'à la prochaine occasion (sur le modèle de celle de Shanghai).

Peut-être ne s'agit-il pas ici de promesses politiques de la bourgeoisie, qui, répétons-le, en fera immédiatement, s'assurant de la sorte notre garantie devant les masses ouvrières ? Peut-être s'agit-il d'un jugement " objectif ", " scientifique ", porté sur la bourgeoisie indigène, d'une sorte d'expertise " sociologique " des aptitudes de cette bourgeoisie à combattre et " à ne pas faire

²⁵ Les fondateurs de l'Internationale communiste pensaient pouvoir englober dans celle-ci à la fois les partis communistes et les syndicats d'orientation révolutionnaire, tout comme la 1ère Internationale, du temps de Marx, avait regroupé ensemble formations politiques et formations syndicales. Mais cette tentative se heurta à des difficultés et, finalement, en 1921 fut créée à Moscou l'Internationale syndicale rouge. En dehors des syndicats soviétiques, elle ne groupa au bout de quelques années que de très faibles effectifs, les plus importants étant ceux de la C.G.T.U. en France, qui en 1935 s'unifia avec la C.G.T. L'Internationale syndicale rouge disparut ainsi pratiquement de la scène. Nous n'avons trouvé aucune déclaration officielle de dissolution.

obstacle "? Hélas, comme en témoigne l'expérience la plus récente, habituellement il résulte de telles expertises que les experts font figure d'imbéciles. Cela ne serait rien, s'il ne s'agissait que d'eux...

Mais il ne peut y avoir le moindre doute : dans le texte, il est précisément question de blocs politiques de longue durée. Il serait superflu d'inclure dans le programme le problème des accords pratiques, circonstanciels; il suffirait d'une résolution sur la tactique " dans le monde actuel ". Mais il s'agit de justifier et de consacrer par le programme l'orientation suivie hier envers le Kuomintang, qui fit périr la seconde révolution chinoise et qui est capable d'en faire périr plus d'une encore.

Conformément à la pensée de Boukharine, auteur véritable du projet, on mise précisément sur une appréciation générale de la bourgeoisie coloniale, dont l'aptitude à combattre et à ne pas " faire obstacle " doit être prouvée non pas par son propre serment, mais par un schéma strictement " sociologique ", c'est-à-dire le mille-et-unième schéma strictement adapté à cette œuvre opportuniste.

Pour que la démonstration soit plus claire, citons ici le jugement porté par Boukharine sur la bourgeoisie coloniale. Après une référence au " fond anti-impérialiste " des révolutions coloniales, et à Lénine (tout à fait hors de propos), Boukharine déclare :

" La bourgeoisie libérale a joué en Chine, pendant toute une série d'années, et non pas de mois, un rôle objectivement révolutionnaire, puis elle s'est épuisée. Ce ne fut nullement " une journée glorieuse " comparable à la révolution libérale russe de 1905. "

Ici, tout est erroné du début à la fin. En effet, Lénine enseignait qu'il faut distinguer rigoureusement la nation bourgeoise opprimée de celle qui opprime. De là découlent des conséquences d'une importance exceptionnelle, par exemple dans le cas d'une guerre entre pays impérialistes et coloniaux. Pour un pacifiste, cette guerre ressemble à n'importe quelle autre; pour un communiste, la guerre d'une nation coloniale contre une nation impérialiste est une guerre bourgeoise-révolutionnaire, Lénine *élevait* ainsi les mouvements de libération nationale, les insurrections coloniales et les guerres des nations opprimées jusqu'au niveau des révolutions démocratiques bourgeoises, en particulier jusqu'à celui du 1905 russe. Mais Lénine ne posait pas du tout, comme le fait actuellement Boukharine, après son revirement à 180°, les guerres de libération nationale *au-dessus* des révolutions démocratiques bourgeoises. Lénine exigeait la distinction entre la bourgeoisie du pays opprimé et celle du pays oppresseur. Mais nulle part, Lénine n'a présenté ce problème (et n'aurait pu le faire), en affirmant que la bourgeoisie d'un pays colonial ou semi-colonial à l'époque de la lutte pour la libération nationale était plus progressiste et plus révolutionnaire que la bourgeoisie d'un pays non colonial en période de révolution démocratique²⁶. Sur le plan théorique, rien ne l'exige; l'histoire ne le confirme pas. Si pitoyable que soit le libéralisme russe, bien que sa moitié de gauche – la démocratie petite-bourgeoise, les socialistes révolutionnaires et les mehcheviks – fasse figure d'avorton, il n'est guère possible d'affirmer que le libéralisme et la démocratie bourgeoise aient en Chine montré plus d'élévation et de capacité révolutionnaires que leurs homologues russes.

Présenter les choses comme si le joug colonial assignait nécessairement un caractère révolutionnaire à la bourgeoisie nationale, c'est reproduire à rebours l'erreur fondamentale du menchevisme, qui estimait que la nature révolutionnaire de la bourgeoisie russe devait absolument découler de l'oppression absolutiste et féodale.

La question de la nature et de la politique de la bourgeoisie est tranchée par toute la structure interne des classes dans la nation qui conduit la lutte révolutionnaire, par l'époque historique où se déroule cette lutte, par le degré de dépendance économique, politique et militaire qui lie la bourgeoisie indigène à l'impérialisme mondial dans son ensemble, ou à une partie de celui-ci, enfin – et c'est là le principal – par le degré d'activité de classe du prolétariat indigène et par l'état de sa liaison avec le mouvement révolutionnaire international.

Une révolution démocratique ou la libération nationale peuvent permettre à la bourgeoisie d'approfondir et d'étendre ses possibilités d'exploitation. L'intervention autonome du prolétariat sur l'arène révolutionnaire menace de les lui ôter toutes.

Voyons les faits de près. Les animateurs actuels de l'Internationale Communiste répètent sans trêve que Tchang Kaï-chek fit la guerre à " l'impérialisme ", alors que Kerensky marcha la main dans la main avec les impérialistes. Conclusion : il fallait mener une lutte implacable contre Kerensky alors qu'il fallait appuyer Tchang Kaï-chek.

La liaison du kerenskysme et de l'impérialisme est indiscutable. On peut remonter plus loin en arrière et souligner que la bourgeoisie russe " détrôna " Nicolas II avec la bénédiction des impérialismes anglais et français. Non seulement Milioukov-Kerensky soutinrent la guerre de Lloyd George-Poincaré, mais Lloyd George-Poincaré appuyèrent la révolution de Milioukov-Kerensky contre le tsar d'abord, contre les ouvriers et les paysans ensuite.

C'est un fait indiscutable.

Mais, sur ce point, comment les choses se passèrent-elles en Chine ? La " Révolution de Février " se produisit en Chine en 1911. Cette révolution fut un grand pas en avant, bien qu'elle eût été menée avec la participation la plus directe des impérialistes. Dans ses *Mémoires*, Sun Yat-Sen raconte comment son organisation obtint dans toutes ses activités " l'aide " des États impérialistes (tantôt le Japon, tantôt la France, tantôt les États-Unis). Si Kerensky, en 1917, continua à participer à la guerre impérialiste, la bourgeoisie chinoise, elle qui était " nationale ", " révolutionnaire ", etc., appuya elle aussi l'intervention de Wilson dans la guerre, en espérant que l'Entente aiderait à libérer la Chine. Sun Yat-Sen, en 1918, s'adressa aux gouvernements de l'Entente avec ses projets de relèvement économique et de libération politique de la Chine. Aucune raison ne permet d'affirmer que la bourgeoisie chinoise, bourgeoisie chinoise, dans sa lutte contre la dynastie mandchoue, ait fait preuve de qualités plus révolutionnaires que la bourgeoisie russe dans son combat contre le tsarisme, ou que l'attitude de Tchang Kaï-chek et celle de Kerensky envers l'impérialisme aient différé dans leur principe.

Mais Tchang Kaï-chek, affirme le Comité exécutif de l'Internationale communiste, a tout de même fait la guerre à l'impérialisme. Présenter ainsi les choses, c'est travestir grossièrement la réalité. Tchang Kaï-chek a fait la guerre aux militaristes chinois, agents de l'un des États impérialistes. Ce n'est pas du tout la même chose que de faire la guerre à l'impérialisme.

²⁶ " Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique et nationaliste, qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois; l'autre est celui des paysans et des ouvriers, ignorants et pauvres, qui luttent pour se libérer de toute espèce d'exploitation. Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale communiste et les partis qui y adhèrent doivent combattre cette tendance et chercher à développer le sentiment d'appartenance à une classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies. L'une des plus grandes tâches en vue de cette fin est la formation de partis communistes qui organisent les ouvriers et les paysans et les conduisent à la révolution et à l'établissement d'une république soviétique " (Thèses sur les questions nationale et coloniale, IIe Congrès, 1920. Lénine fut le principal rédacteur de ces thèses).

Même Tang Ping-sian comprenait cela. Dans le rapport qu'il présenta au VII^e plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste (à la fin de 1926), il caractérisa ainsi la politique centriste du Kuomintang, dirigé par Tchang Kaï-chek :

" Dans le domaine de la politique internationale, il a une attitude passive, au plein sens du terme... Il est enclin à ne lutter que contre l'impérialisme anglais ; quant aux impérialistes japonais, il est prêt dans certaines conditions à admettre un compromis avec eux " (Compte rendu sténographique, ,vol. I, p. 406).

L'attitude du Kuomintang envers l'impérialisme fut, dès le début, non pas révolutionnaire mais toute de collaboration : le Kuomintang cherchait à battre les agents de certaines puissances impérialistes pour entamer des marchandages avec ces mêmes puissances ou avec d'autres, à des conditions plus avantageuses. C'est tout.

Toute cette façon d'aborder le problème est erronée. Ce qu'il faut considérer, ce n'est pas l'attitude de chaque bourgeoisie indigène envers l'impérialisme en général, mais sa position face aux tâches historiques révolutionnaires qui sont à l'ordre du jour dans son pays. La bourgeoisie russe fut celle d'un État impérialiste oppresseur. La bourgeoisie chinoise est celle d'un pays colonial opprimé. Le renversement du tsarisme féodal fut un facteur de progrès dans l'ancienne Russie. Ébranler le joug impérialiste, c'est en Chine un facteur historique de progrès. Mais la conduite de la bourgeoisie chinoise par rapport à l'impérialisme, au prolétariat et à la paysannerie, non seulement n'est pas plus révolutionnaire que l'attitude de la bourgeoisie russe envers le tsarisme et les classes révolutionnaires de Russie, mais elle est peut-être encore plus réactionnaire et plus lâche. Voilà la seule façon de poser la question.

La bourgeoisie chinoise est suffisamment réaliste et connaît d'assez près la figure de l'impérialisme mondial pour comprendre qu'une lutte réellement sérieuse contre lui exige une pression si forte des masses révolutionnaires que dès le début, c'est la bourgeoisie elle-même qui sera menacée. Si la lutte contre la dynastie mandchoue fut une tâche de moindre envergure historique que le renversement du tsarisme, en revanche, la lutte contre l'impérialisme mondial est historiquement un problème plus vaste. Et si, dès nos premiers pas, nous avons appris aux ouvriers de Russie à ne pas croire que le libéralisme soit disposé à culbuter le tsarisme et abolir le féodalisme et que la démocratie petite-bourgeoise en soit capable, nous aurions dû, de la même façon, inoculer, dès le début, ce sentiment de méfiance aux ouvriers chinois. Au fond, la nouvelle théorie de Staline-Boukharine, si totalement fautive, sur " l'immanence " de l'esprit révolutionnaire de la bourgeoisie coloniale n'est que du menchevisme traduit dans le langage de la politique chinoise; elle sert simplement à faire de la situation opprimée de la Chine une prime politique au profit de la bourgeoisie chinoise ; elle jette sur le plateau de la balance, du côté de la bourgeoisie, un supplément de poids au détriment du prolétariat chinois doublement opprimé.

Mais, nous disent Staline et Boukharine, auteurs du projet de programme, la marche de Tchang Kaïchek vers le nord provoqua un réveil puissant des masses ouvrières et paysannes., C'est incontestable. Mais est-ce que le fait que Goutchkov et Choulguine aient apporté à Petrograd l'acte d'abdication de Nicolas II ne joua pas un rôle révolutionnaire, ne réveilla pas les couches du peuple les plus écrasées, les plus fatiguées, les plus timides ? Mais est-ce que le fait que le travailliste Kerensky soit devenu président du Conseil des Ministres et commandant en chef des armées ne réveilla pas la masse des soldats, ne la poussa pas vers les meetings, ne dressa pas les villages contre les hobereaux ? On peut aussi poser la question de façon plus large : en général, est-ce que toute l'activité du capitalisme n'éveille pas les masses, ne les arrache pas, suivant l'expression du *Manifeste communiste*, à la stupidité de la vie des campagnes, ne lance pas les bataillons prolétariens dans la lutte ? Mais est-ce qu'un jugement historique sur le rôle objectif du capitalisme dans son ensemble, ou de certaines actions de la bourgeoisie en particulier, peut se substituer à notre attitude active de classe révolutionnaire envers le capitalisme et l'activité de la bourgeoisie ? La politique opportuniste s'est toujours fondée sur un " objectivisme " de ce genre, non dialectique, conservateur, suiviste. Le marxisme a toujours enseigné que les conséquences révolutionnaires de certains actes que la bourgeoisie est obligée d'accomplir en raison de sa situation, seront d'autant plus décisives, incontestables et durables que l'avant-garde prolétarienne sera plus indépendante par rapport à la bourgeoisie et moins encline à se laisser prendre les doigts dans l'engrenage bourgeois, à parer la bourgeoisie, à surestimer son esprit révolutionnaire et son aptitude à établir le " front unique " et à lutter contre l'impérialisme.

Le jugement formulé par Boukharine sur la bourgeoisie coloniale ne résiste pas plus à la critique sur le plan théorique que sur les plans historique et politique. Pourtant, c'est précisément ce jugement que le projet de programme s'attache, comme nous l'avons vu, à consacrer.

*

**

Une faute qui n'est pas reconnue et condamnée entraîne toujours une autre immédiatement après elle, ou la prépare.

Si, hier, la bourgeoisie chinoise était incorporée au front révolutionnaire unique, aujourd'hui on proclame " qu'elle est définitivement passée dans le camp de la contre-révolution ". Il n'est pas difficile de voir à quel point ces enrôlements et ces transferts effectués de façon tout administrative, sans analyse marxiste quelque peu sérieuse, manquent de fondement.

Il est absolument évident que la bourgeoisie rejoint le camp des révolutionnaires non par hasard, non par légèreté d'esprit, mais parce qu'elle subit la pression de ses intérêts de classe. Par crainte des masses, elle abandonne ensuite la révolution ou manifeste ouvertement contre elle une haine jusqu'alors dissimulée. Mais elle ne peut passer définitivement dans le camp de la contre-révolution, c'est-à-dire se libérer de toute nouvelle obligation de " soutenir " la révolution ou tout au moins de flirter avec elle, que lorsque, par des méthodes révolutionnaires ou autres (celles de Bismarck, par exemple), elle réussit à satisfaire ses aspirations fondamentales de classe. Rappelons l'histoire des années 1848 et 1871. Rappelons que, si la bourgeoisie russe put tourner aussi résolument le dos à la Révolution de 1905, c'est parce qu'elle reçut d'elle la Douma d'État, c'est-à-dire le moyen d'agir directement sur la bureaucratie et de traiter avec elle. Mais, quand la guerre de 1914-1917 eut révélé que le régime " rénové " était incapable d'assurer la satisfaction des intérêts majeurs de la bourgeoisie, celle-ci se tourna de nouveau du côté de la révolution et son revirement fut plus brutal qu'en 1905.

Peut-on dire que la Révolution de 1925-1927 en Chine ait donné satisfaction, même partiellement, aux intérêts fondamentaux du capitalisme chinois ? Non ; la Chine est aussi éloignée aujourd'hui d'une véritable unité nationale et de l'indépendance douanière qu'avant 1925. Cependant, la création d'un marché intérieur unique et sa protection contre les marchandises étrangères moins chères constituent pour la bourgeoisie chinoise presque une question de vie ou de mort ; c'est la seconde par ordre de grandeur après celle du maintien des bases de la domination de classe sur le prolétariat et les paysans pauvres. Mais, pour les bourgeoisies anglaise et française, le maintien de la Chine dans l'état de colonie n'a pas moins d'importance que l'autonomie pour la bourgeoisie chinoise. Voilà pourquoi il y aura encore de nombreux zigzags vers la gauche dans la politique de la bourgeoisie

chinoise. L'avenir réserve bien des tentations aux amateurs de front unique national. Dire aujourd'hui aux communistes chinois : votre coalition avec la bourgeoisie fut juste de 1924 à la fin de 1927, mais maintenant elle ne vaut rien, parce que la bourgeoisie est définitivement passée dans le camp de la contre-révolution, c'est préparer encore aux communistes chinois de nouvelles occasions de désarroi devant les futurs revirements objectifs et les zigzags à gauche que la bourgeoisie chinoise décrira inévitablement. Déjà la guerre que Tchang Kai-chek mène contre le Nord bouscule complètement le schéma mécaniste des auteurs du projet de programme.

*

**

Mais l'erreur de principe commise dans la manière officielle de poser la question apparaîtra de façon éclatante, convaincante, indiscutable, si nous nous rappelons ce fait tout récent et d'une grande importance : la Russie tsariste fut une combinaison de nations dominatrices et de nations opprimées, les Grands-Russes et " les allogènes ", dont beaucoup se trouvaient dans la situation de colonies ou de semi-colonies. Lénine non seulement exigeait qu'on prêtât la plus grande attention à la question nationale des peuples de la Russie tsariste, mais encore proclamait contre Boukharine et consorts, que le devoir élémentaire du prolétariat de la nation dominante était d'appuyer la lutte des nations opprimées pour le droit à disposer d'elles-mêmes, jusqu'à la séparation même. Le parti en a-t-il déduit que la bourgeoisie des nationalités opprimées par le tsarisme (Polonais, Ukrainiens, Tatars, Juifs, Arméniens, etc.), était plus progressive, plus radicale, plus révolutionnaire que la bourgeoisie russe ? L'expérience historique révèle que la bourgeoisie polonaise, en dépit de la combinaison du joug absolutiste et du joug national, fut plus réactionnaire que la bourgeoisie russe : dans la Douma, elle se sentait attirée non vers les cadets, mais vers les octobristes. Il en fut de même de la bourgeoisie tatare. La très grave privation de droits qui frappait les Juifs n'empêcha pas la bourgeoisie juive d'être encore plus peureuse, réactionnaire et lâche que la bourgeoisie russe. Les bourgeois estoniens, lettons, géorgiens ou arméniens furent-ils plus révolutionnaires que les bourgeois de Grande-Russie ? Comment peut-on oublier de telles leçons historiques ?

Mais peut-être doit-on à présent reconnaître, après coup, que le bolchevisme se trompait quand, contrairement au *Bund*, aux *dachnaks*, aux membres du Parti socialiste polonais, aux mencheviks géorgiens et autres²⁷ [NoteFin de la note], il appelait, dès l'aube de la révolution démocratique bourgeoise, les ouvriers de toutes les nations opprimées, de tous les peuples coloniaux de la Russie tsariste, à se regrouper dans une organisation autonome de classe, à rompre tout lien d'organisation non seulement avec les partis libéraux bourgeois, mais aussi avec les partis révolutionnaires de la petite bourgeoisie, à conquérir la classe ouvrière dans la lutte contre ces derniers et, par l'intermédiaire des ouvriers, à lutter contre ces partis pour influencer les paysans ? N'avons-nous pas commis ici une erreur " trotskyste " ? N'avons-nous pas sauté, en ce qui concerne ces nations opprimées dont certaines étaient extrêmement arriérées, par-dessus la phase de développement qui aurait correspondu au Kuomintang ? Comme il est aisé, en effet, d'édifier une théorie suivant laquelle le Parti socialiste polonais, le *Dachnak-Tsoutioun*, le *Bund*, etc., furent les formes " particulières " d'une collaboration nécessaire entre des classes diverses en lutte contre l'absolutisme et le joug national ! Est-ce que, vraiment, on peut oublier pareilles leçons de l'histoire ?

Avant les événements chinois des trois dernières années, il était clair pour un marxiste (et maintenant il doit être clair même pour un aveugle), que l'impérialisme étranger, parce qu'il intervient directement dans la vie intérieure de la Chine, rend les Milioukov et les Kerensky chinois plus lâches encore, en dernière analyse, que leurs prototypes russes. Ce n'est pas pour rien que le premier *Manifeste* de notre parti avait déjà proclamé que plus on allait vers l'Orient, plus mesquine et lâche devenait la bourgeoisie, et plus grandes les tâches qui incombent au prolétariat. Cette " loi " historique s'applique pleinement à la Chine.

" Notre révolution est bourgeoise ; c'est pour cela que les ouvriers doivent soutenir la bourgeoisie, disent les politiciens dépourvus de toute clairvoyance qui viennent du camp des liquidateurs. Notre révolution est bourgeoise, disons-nous, nous marxistes ; c'est pour cela que les ouvriers doivent ouvrir les yeux au peuple, en lui faisant voir les tromperies des politiciens bourgeois, lui enseigner à ne pas croire aux mots, à ne compter que sur ses forces, son organisation, son union, son armement. "

Cette thèse de Lénine conserve toute sa valeur pour l'Orient entier ; il faut absolument qu'elle ait sa place dans le programme de l'Internationale.

2. – LES ÉTAPES DE LA RÉVOLUTION CHINOISE

La première étape pour le Kuomintang fut une période de domination de la bourgeoisie indigène, sous l'enseigne apologétique du " bloc des quatre classes ". La seconde période, après le coup d'Etat de Tchang Kai-chek, vit la domination parallèle et " autonome " du kerenskysme chinois. Si les populistes russes et les mencheviks donnèrent à leur courte " dictature " la forme ouverte d'une dualité de pouvoirs, la " démocratie révolutionnaire " chinoise, elle, n'avait pas assez de force pour y parvenir. Et comme, en général, l'histoire ne travaille pas sur commande, il ne reste plus qu'à *comprendre qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura pas* d'autre *dictature* " démocratique " que celle que le Kuomintang exerce depuis 1925. Il en sera ainsi, que la semi-unité de la Chine obtenue par le Kuomintang se maintienne dans l'avenir immédiat, ou que le pays se démembre de nouveau. Mais précisément, quand la dialectique de classe de la révolution, après l'épuisement de toutes les autres ressources, mit à l'ordre du jour *la dictature du prolétariat* et entraîna des millions d'opprimés et de déshérités des villes et des campagnes, le Comité exécutif de l'Internationale communiste plaça au premier plan le mot d'ordre de la dictature *démocratique* (c'est-à-dire démocratique bourgeoise) des ouvriers et des paysans. La réponse à cette formule fut l'insurrection de Canton qui, en dépit de son caractère prématuré et de sa direction aventuriste, montre que l'étape nouvelle, la *troisième*, sera la future révolution chinoise. Il est nécessaire d'y insister.

²⁷ *Bund* : organisation socialiste qui cherchait à grouper les travailleurs juifs, notamment en Pologne et en Lituanie, indépendamment du Parti social-démocrate ouvrier russe. Au Congrès de ce dernier en 1903, sa demande d'adhésion fut rejetée. Le *Bund* exista de manière indépendante, collaborant parfois avec les mencheviks, jamais avec les bolcheviks.

Parti socialiste polonais : organisation nationaliste petite-bourgeoise à coloration socialiste, violemment combattue par le Parti social-démocrate polonais dirigé par Rosa Luxembourg. Un des dirigeants du P.P.S. devint le maréchal Pilsudsky.

Dachnak-tsoutioun : organisation arménienne nationaliste et petite-bourgeoise.

En cherchant une assurance contre les péchés du passé, la direction, vers la fin de l'année dernière imprima criminellement à la marche des événements une allure forcée qui aboutit à l'avortement de Canton. Mais même un avortement peut beaucoup apprendre sur l'état de la mère et sur le processus de l'accouchement. Au point de vue théorique, l'importance énorme, décisive, des événements de Canton par rapport aux problèmes essentiels de la révolution chinoise, c'est que nous nous trouvons en présence d'un fait extrêmement rare en histoire et en politique : *une expérience de laboratoire à une échelle gigantesque*. Nous l'avons payée cher ; cela nous oblige d'autant plus à en bien assimiler les enseignements.

D'après ce qu'en rapporte la *Pravda* (n° 31), un des mots d'ordre du combat à Canton fut le cri : " A bas le Kuomintang ! " Après la trahison de Tchang Kai-chek déjà et après celle de Wan Tin-wei (qui trahirent non pas leur classe, mais nos illusions), le Comité exécutif de l'Internationale communiste fit des promesses solennelles : " Nous ne céderons pas l'étendard du Kuomintang ! " Or, les ouvriers de Canton interdirent le Kuomintang et *proclamèrent hors-la-loi toutes ses tendances*. Cela signifie que pour réaliser les tâches nationales fondamentales, la bourgeoisie – non seulement la grande mais aussi la petite – ne présente pas de force politique, de parti, de fraction, aux côtés desquels le parti du prolétariat puisse résoudre les problèmes de la révolution démocratique bourgeoise. Le problème de la conquête du mouvement des paysans incombe déjà entièrement au prolétariat et directement au Parti communiste. Là se trouve la clef qui permettra de prendre la position. Pour qu'une véritable solution des problèmes démocratiques bourgeois puisse intervenir, il faudrait que tout le pouvoir se concentrât entre les mains du prolétariat.

Au sujet du pouvoir soviétique éphémère de Canton, la *Pravda* communique :

" Dans l'intérêt des ouvriers, le Soviet de Canton a décidé... le contrôle sur la production par les ouvriers et la réalisation de ce contrôle par les comités d'usine... la nationalisation de la grosse industrie, des transports et des banques. "

Plus loin, on cite des mesures de ce genre :

" Confiscation de tous les appartements de la grande bourgeoisie au profit des travailleurs. "

Ainsi, les ouvriers de Canton étaient au pouvoir, et le pouvoir appartenait en fait au Parti communiste. Le programme du nouveau pouvoir comprenait non seulement la confiscation des terres des hobereaux, pour autant qu'il y en eût dans le Kouantoung, le contrôle ouvrier sur la production, mais aussi la nationalisation de la grande industrie, des banques, des transports, et même la confiscation des appartements de la bourgeoisie et de tous les biens de celle-ci au profit des travailleurs. Si ce sont là les méthodes de la révolution bourgeoise, on se demande à quoi peut donc bien ressembler en Chine la révolution prolétarienne !

Bien que les directives du Comité exécutif de l'Internationale communiste n'aient jamais parlé de la dictature prolétarienne et des mesures socialistes, bien que Canton se distingue par son caractère petit-bourgeois de Shanghai, Han-kéou et autres centres industriels du pays, le coup d'État révolutionnaire réalisé *contre le Kuomintang*, a automatiquement abouti à la dictature du prolétariat; dès ses premiers pas, en raison de la situation d'ensemble, celle-ci a dû appliquer des mesures plus radicales que celles qui furent prises au début de la Révolution d'Octobre. Et ce fait, malgré son apparence paradoxale, découle normalement aussi bien des rapports sociaux en Chine que de tout le développement de la révolution.

La propriété foncière – grande et moyenne – (comme on la trouve en Chine) se mêle de la façon la plus intime au capitalisme des villes, et même au capitalisme étranger. Il n'y a pas, en Chine, de caste de hobereaux s'opposant à la bourgeoisie. L'exploiteur le plus commun et le plus haï dans les campagnes est le koulak-usurier, agent du capitalisme financier des villes. Aussi la révolution agraire a-t-elle un caractère antiféodal tout autant qu'antibourgeois. En Chine, il n'y aura pas ou presque pas d'étape semblable à la première étape de notre Révolution d'Octobre, durant laquelle le koulak marchait avec les paysans moyens et pauvres, et souvent à leur tête, contre le propriétaire foncier. La révolution agraire dans ce pays signifie et signifiera, dorénavant, l'insurrection non seulement contre le petit nombre des hobereaux et des bureaucrates véritables, mais aussi contre le koulak et l'usurier. Si, chez nous, les comités de paysans pauvres ne sont intervenus que lors de la seconde étape de la Révolution d'Octobre, vers le milieu de 1918, au contraire, en Chine, ils apparaîtront sur la scène, sous quelque aspect que ce soit, aussitôt que le mouvement agraire renaîtra. La " dékoulakisation " sera, en Chine, le premier et non pas le second pas de l'Octobre chinois.

Cependant, la révolution agraire ne constitue pas le fond unique de la lutte historique qui se déroule actuellement en Chine. La révolution agraire la plus radicale, le partage des terres (il est évident que le Parti communiste l'appuiera jusqu'au bout) ne permettront pas à eux seuls de sortir de l'impasse économique. La Chine a tout autant besoin de son unité nationale, de sa souveraineté économique, c'est-à-dire de l'autonomie douanière ou plus exactement du monopole du commerce extérieur ; or, cela exige *qu'elle se libère de l'impérialisme mondial*. Pour ce dernier, la Chine ne demeure pas seulement la source la plus abondante d'enrichissement ; elle garantit aussi son existence, en constituant une soupape de sûreté aux explosions qui se produisent aujourd'hui à l'intérieur du capitalisme européen et qui se produiront demain à l'intérieur du capitalisme américain. C'est ce qui détermine par avance l'exceptionnelle ampleur et la monstrueuse âpreté de la lutte que les masses populaires chinoises devront soutenir, surtout maintenant que sa profondeur a pu être mesurée par tous les participants.

Le rôle énorme du capital étranger dans l'industrie chinoise, et l'habitude qu'il a prise, pour la défense de ses appétits, de s'appuyer directement sur les baïonnettes " nationales ", rendent le programme du contrôle ouvrier, en Chine, encore moins réalisable qu'il ne le fut chez nous. L'expropriation directe des entreprises capitalistes, étrangères d'abord, chinoises ensuite, sera très vraisemblablement imposée par le cours de la lutte au lendemain de l'insurrection victorieuse.

Les mêmes causes objectives, sociales et historiques, qui déterminèrent l'issue d'Octobre dans la Révolution russe se présentent en Chine sous un aspect encore plus aigu. Les pôles bourgeois et prolétarien de la nation sont opposés en Chine avec plus d'intransigence encore, si cela est possible, qu'en Russie; car, d'une part, la bourgeoisie chinoise a directement partie liée avec l'impérialisme étranger et son appareil militaire, et d'autre part, le prolétariat chinois a pris contact, dès le début, avec l'Internationale communiste et l'Union soviétique. Numériquement, la paysannerie chinoise représente dans le pays une masse bien plus considérable encore que la paysannerie russe ; mais serrée dans l'étau des contradictions mondiales (de leur solution, dans un sens ou dans l'autre, dépend son destin), la paysannerie chinoise est encore plus incapable de jouer un rôle dirigeant que la paysannerie russe. Maintenant, ce n'est plus une prévision théorique, c'est un fait entièrement vérifié sous tous ses aspects.

Ces préalables sociaux et politiques, dont on ne peut discuter l'importance, montrent que, pour la troisième révolution chinoise, non seulement la formule de la dictature démocratique est définitivement *périmée*, mais aussi que, malgré son grand retard, ou plutôt à cause de ce retard, la Chine ne connaîtra pas, à la différence de la Russie, de période " démocratique ", ne serait-ce que pour une durée de six mois, comme ce fut le cas, de novembre 1917 à juillet 1918, lors de la Révolution d'Octobre ; dès le début, elle devra opérer le grand bouleversement et supprimer la propriété privée dans les villes et les campagnes.

Il est vrai que cette perspective ne concorde pas avec la conception pédantesque et schématique des rapports entre l'économie et la politique. Mais la responsabilité de cette discordance qui ébranle les préjugés à nouveau enracinés (bien qu'Octobre leur ait pourtant déjà porté un coup sérieux), incombe non pas au " trotskysme " mais à *la loi du développement inégal*. Dans ce cas, elle est justement applicable.

Ce serait faire preuve de pédantisme que d'affirmer que, si une politique bolchevique avait été suivie lors de la Révolution de 1925-1927, le Parti communiste chinois se serait à *coup sûr* emparé du pouvoir. Mais affirmer que cette possibilité était complètement exclue serait le fait d'un philistin honteux. Le mouvement de masse des ouvriers et des paysans, de même que la désagrégation des classes dominantes, pouvait permettre sa réalisation. La bourgeoisie indigène envoyait ses Tchang Kaï-chek et ses Wan Tin-wei à Moscou ; par l'entremise de ses Hou Han-min, elle frappait aux portes de l'Internationale communiste, précisément parce que, face aux masses révolutionnaires, elle se sentait faible au dernier degré : elle connaissait cette faiblesse et d'avance cherchait à se protéger. Les ouvriers et les paysans n'auraient pas suivi la bourgeoisie indigène si nous ne les avions pris au lasso et entraînés à sa suite. Si la politique de l'Internationale communiste avait eu quelque justesse, l'issue de la lutte du Parti communiste pour la conquête des masses était décidée d'avance : le prolétariat chinois aurait soutenu les communistes, et la guerre paysanne aurait appuyé le prolétariat révolutionnaire.

Si, dès le début de la marche vers le Nord, nous avions commencé à établir des soviets dans les régions " libérées " (et les masses y aspiraient de toutes leurs forces), nous aurions acquis la base nécessaire et rassemblé l'élan révolutionnaire ; nous aurions concentré autour de nous les insurrections agraires ; nous aurions créé *notre* armée et désagrégé celle de l'ennemi ; malgré sa jeunesse, le Parti communiste chinois aurait pu mûrir sous la direction judicieuse de l'Internationale communiste au cours de ces années exceptionnelles ; il aurait pu arriver au pouvoir, sinon dans toute la Chine d'un seul coup, tout au moins sur une part considérable de son territoire. Et ce qui est le plus important, nous aurions eu un *parti*.

Mais précisément, dans le domaine de la direction, il s'est produit une chose absolument monstrueuse, une véritable catastrophe historique : l'autorité de l'Union soviétique, du parti des bolcheviks, de l'Internationale communiste, servit entièrement à soutenir Tchang Kaï-chek contre la politique propre du Parti communiste, ensuite à appuyer Wan Tin-wei comme dirigeant de la révolution agraire. Après avoir piétiné la base même de la politique léniniste et rompu les os du jeune Parti communiste chinois, le Comité exécutif de l'Internationale communiste détermina d'avance la victoire du kerenskysme chinois sur le bolchevisme, des Milioukov chinois sur les Kerensky, de l'impérialisme anglo-japonais sur les Milioukov chinois. Voilà la signification – l'unique signification – de ce qui s'est passé en Chine en 1925-1927.

3. – DICTATURE DÉMOCRATIQUE OU DICTATURE DU PROLÉTARIAT ?

Comment le dernier plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste a-t-il donc jugé l'expérience acquise dans la révolution chinoise, y compris celle qu'a fournie le coup d'État de Canton ? Quelles sont les perspectives d'avenir qu'il a ébauchées ? A propos de la révolution chinoise, la résolution du plénum de février 1928 permet d'aborder les parties du projet de programme consacrées à ce sujet ; elle dit :

" Il n'est pas exact de caractériser [cette révolution] comme une révolution " permanente " (position du représentant du Comité exécutif de l'Internationale communiste). La tendance à sauter [?] par-dessus l'étape bourgeoise et démocratique de la révolution tout en estimant en même temps [?] que cette révolution est " permanente ", est une erreur analogue à celle de Trotsky en 1905 [?]. "

Depuis que Lénine quitta sa direction, c'est-à-dire depuis 1923, l'activité idéologique de l'Internationale communiste consiste surtout à lutter contre le prétendu " trotskysme " et plus particulièrement contre la " révolution permanente ". Comment a-t-il donc été possible que, sur le problème fondamental de la révolution chinoise, non seulement le Comité central du Parti communiste chinois, mais aussi le délégué officiel de l'Internationale communiste – c'est-à-dire un dirigeant qui avait reçu des instructions spéciales –, commettent précisément " l'erreur " pour laquelle des centaines d'hommes sont en Sibérie ou en prison ? La lutte à propos de la question chinoise dure depuis déjà deux ans et demi. Quand l'Opposition déclara que l'ancien Comité central (Tchen Dou-siou), subissant l'influence des fausses directives de l'Internationale communiste, pratiquait une politique opportuniste, ce jugement fut traité de " calomnie ". La direction du Parti communiste chinois fut considérée comme irréprochable. Le célèbre Tan Pin-sian, approuvé par tout le VIIe plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, jurait :

" Dès que surgit le trotskysme, le parti et les Jeunesses communistes adoptèrent immédiatement, à l'unanimité, une résolution contre lui " (Compte rendu sténographique, p. 205).

Quand, en dépit de toutes ces " conquêtes ", les événements développèrent tragiquement leur logique, qui aboutit d'abord à la première débâcle de la révolution puis à la seconde, encore plus effrayante, la direction du Parti communiste chinois, d'abord exemplaire, fut en vingt-quatre heures baptisée menchevique et destituée. En même temps, on déclara que la nouvelle direction représentait entièrement la ligne de l'Internationale communiste. Mais dès que commença une nouvelle étape sérieuse, on accusa le nouveau Comité central du Parti communiste chinois d'être passé – comme nous l'avons vu, non pas en paroles mais en actes – à une attitude de prétendue " révolution permanente ". Le délégué de l'Internationale communiste emprunta la même voie. Ce fait frappant, réellement inconcevable, ne peut s'expliquer que par l'écart " béant " qui sépare les directives du Comité exécutif de l'Internationale communiste de la véritable dynamique de la révolution.

Ici, nous n'insisterons pas sur le mythe de la " révolution permanente " de 1905, qui fut mis en circulation en 1924 pour semer le trouble et dérouter. Contentons-nous d'examiner comment ce mythe s'est réfracté dans le problème de la révolution chinoise.

Le premier paragraphe de la résolution de février, auquel a été empruntée la citation reproduite plus haut, donne les motifs suivants de son attitude négative envers la prétendue " révolution permanente " :

" La période actuelle de la révolution chinoise est celle de la révolution bourgeoise et démocratique, qui n'est achevée ni du point de vue économique (bouleversement agraire et abolition des rapports féodaux) ni, dit point de vue de la lutte contre l'impérialisme (unité de la Chine et indépendance nationale), ni du point de vue du caractère de classe du pouvoir (dictature du prolétariat et de la paysannerie). "

Cet exposé des motifs est un enchaînement ininterrompu d'erreurs et de contradictions.

Le Comité exécutif de l'Internationale communiste a enseigné que la révolution chinoise doit assurer à la Chine la possibilité de se développer dans la voie du socialisme. On ne peut atteindre ce but que si la révolution ne s'arrête pas à la simple réalisation

des tâches démocratiques bourgeoises, que si, en grandissant, en passant d'une phase à l'autre, c'est-à-dire en se développant sans interruption (ou d'une façon *permanente*), elle conduit la Chine vers un développement socialiste. C'est justement cela que Marx entendait par révolution permanente²⁸. Comment peut-on alors, d'une part, parler de la voie non capitaliste suivie par le développement de la Chine, et de l'autre, nier le caractère permanent de la révolution en général ?

Mais, réplique la résolution du Comité exécutif de l'Internationale communiste, la révolution n'est achevée ni du point de vue du bouleversement agraire, ni du point de vue de la lutte nationale contre l'impérialisme. On en déduit le caractère démocratique bourgeois de la révolution chinoise dans la période actuelle. En réalité, la période actuelle est celle de la contre-révolution. Sans doute le Comité exécutif de l'Internationale communiste veut-il dire que la nouvelle marée de la révolution chinoise, ou plus exactement *la troisième révolution chinoise*, aura un caractère bourgeois démocratique, puisque la deuxième révolution chinoise de 1925-1927 n'a résolu ni la question agraire ni le problème national. Toutefois, même sous cette forme amendée, un tel raisonnement repose sur une totale incompréhension de l'expérience et des enseignements de la révolution chinoise comme de la révolution russe.

La révolution de février 1917 avait laissé sans solution, en Russie, tous les problèmes intérieurs et internationaux : le féodalisme dans les campagnes, l'ancienne bureaucratie, la guerre et la débâcle économique. C'est en partant de cette situation que non seulement les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, mais aussi de nombreux responsables de notre parti, démontraient à Lénine que " la période actuelle de la révolution était celle d'une révolution démocratique bourgeoise ". Sur ce point essentiel, la résolution du Comité exécutif de l'Internationale communiste ne fait que recopier les objections que les opportunistes en 1917 firent à Lénine²⁹ afin de s'opposer à la lutte pour la dictature du prolétariat.

Plus loin dans le texte, on dit que la révolution démocratique bourgeoise n'est pas achevée, non seulement au point de vue économique et national, mais aussi " au point de vue de la nature de classe du pouvoir (dictature du prolétariat et des paysans) ". Cela ne peut signifier qu'une chose : défense au prolétariat chinois de lutter pour le pouvoir tant qu'il n'y a pas à la tête de la Chine un " véritable " gouvernement démocratique. Malheureusement, on n'indique pas où le prendre.

La confusion s'accroît encore du fait que le mot d'ordre des soviets fut repoussé pour la Chine au cours de ces deux dernières années parce que, disait-on, la création de soviets n'est admissible que lorsqu'on passe à la révolution prolétarienne (" théorie " de Staline). Or, quand le renversement révolutionnaire fut réalisé, quand ceux qui y participèrent conclurent que c'était là justement le passage à la révolution prolétarienne, on les accusa de " trotskysme ". Peut-on avec de telles méthodes éduquer le parti et l'aider à accomplir ses grandes tâches ?

Afin de sauver une position désespérée, la résolution du Comité exécutif de l'Internationale communiste (en rupture avec le cours des autres idées) met hâtivement en avant son dernier argument : elle invoque l'impérialisme. Il se trouve que la tendance à sauter par-dessus l'étape démocratique bourgeoise

" est d'autant [!] plus nuisible qu'en posant ainsi la question on élimine [?] la particularité nationale la plus importante de la révolution chinoise, qui est une révolution semi-coloniale ".

L'unique signification que peuvent avoir ces paroles absurdes est l'idée que le joug de l'impérialisme sera renversé par une sorte de dictature non prolétarienne. Autant dire que l'on invoque " la particularité nationale la plus importante " au tout dernier moment, pour embellir soit la bourgeoisie chinoise indigène, soit la " démocratie " petite-bourgeoise de Chine. Cet argument ne peut avoir d'autre sens. Mais nous avons déjà examiné d'une façon assez détaillée cette conception dans le chapitre qui traite " de la nature de la bourgeoisie coloniale ". Inutile d'y revenir.

Il faut que la Chine connaisse encore une lutte gigantesque, acharnée, sanglante, prolongée, pour des conquêtes aussi élémentaires que la liquidation des formes les plus " asiatiques " de servitude, l'émancipation et l'unité du pays. Mais comme l'a montré le cours des événements, c'est justement ce fait qui rend impossible pour l'avenir l'existence d'une direction ou même d'une semi-direction bourgeoise de la révolution. L'unité et l'émancipation de la Chine constituent maintenant un problème international, tout comme l'existence de l'U.R.S.S. On ne peut résoudre ce problème que par la lutte acharnée des masses populaires, masses écrasées, affamées, persécutées, sous la direction directe de l'avant-garde prolétarienne. Lutte non seulement contre l'impérialisme mondial, mais aussi contre ses agents économiques et politiques en Chine, contre la bourgeoisie, y compris la bourgeoisie " indigène ". C'est cela la voie de la dictature du prolétariat.

A partir d'avril 1917, Lénine expliquait à ses adversaires, qui l'accusaient d'être passé à la " révolution permanente ", que la dictature du prolétariat et de la paysannerie s'était déjà réalisée, en partie, à l'époque de la dualité de pouvoir. Plus tard, il précisa que cette dictature avait trouvé son prolongement durant la première période du pouvoir des soviets, lorsque la paysannerie entière réalisait avec les ouvriers le bouleversement agraire, tandis que la classe ouvrière ne procédait pas encore à la confiscation des fabriques et des usines et faisait l'expérience du contrôle ouvrier. Pour ce qui est de " la nature de classe du pouvoir ", la " dictature " socialiste-révolutionnaire et menchevique donna ce qu'elle pouvait donner : un avorton de dualité de pouvoir. En ce qui concerne le bouleversement agraire, la révolution mit au monde un bébé sain et fort, mais c'est déjà la dictature du prolétariat qui fut l'accoucheuse. En d'autres termes, tout ce que la formule théorique de la dictature du prolétariat et de la paysannerie cherchait à unir se trouva décomposé dans le cours de la lutte des classes. L'écale vide du demi-pouvoir fut provisoirement remise à Kerensky-Tseretelli, tandis que le véritable noyau de la révolution agraire et démocratique revenait à la classe ouvrière triomphante. Telle est la dissociation dialectique de la dictature démocratique que les dirigeants du Comité exécutif de l'Internationale communiste n'ont pas comprise. Ils se sont enfoncés dans une impasse politique, en condamnant mécaniquement le procédé qui consiste à " sauter par-dessus l'étape bourgeoise et démocratique ", et en tentant de diriger un processus historique par des circulaires. *Si l'on entend par étape bourgeoise et démocratique l'accomplissement de la révolution agraire par la voie de la dictature " démocratique ", alors c'est la Révolution d'Octobre qui sauta audacieusement "par-dessus" l'étape bourgeoise et démocratique. Faut-il l'en condamner ?*

Alors, pourquoi ce qui fut historiquement inéluctable en Russie, ce qui exprima le bolchevisme au plus haut degré, se trouve-t-il être du " trotskysme " en Chine ? C'est évidemment en vertu de la même logique qui proclame que la théorie de Martynov, que pendant vingt ans le bolchevisme a flétrie en Russie, convient à la Chine.

²⁸ Marx utilisa cette expression pour la première fois dans *l'Adresse à la Ligue des Communistes*, en mars 1850.

²⁹ Lors de la discussion des *Thèses d'avril*.

Mais peut-on, en général, sur ce sujet, admettre une analogie avec la situation en Russie ? Nous répondons que le mot d'ordre de la dictature du prolétariat et de la paysannerie est lancé par les dirigeants du Comité exécutif de l'Internationale communiste d'après la seule méthode des analogies, mais des analogies littéraires, formelles, et non d'après le matérialisme historique. Il est possible d'admettre une analogie entre la Chine et la Russie, si on aborde la comparaison d'une façon correcte. Lénine le fit superbement, non pas après coup, mais en devançant les faits, en prévoyant les erreurs futures des épigones. Des centaines de fois, Lénine eut à défendre la révolution prolétarienne d'octobre, qui osa conquérir le pouvoir, bien que les problèmes bourgeois et démocratiques n'eussent pas encore reçu de solution; Lénine répondait : *c'est précisément pour cette raison et justement pour leur en donner une.*

Le 16 janvier 1923, Lénine écrivait à l'adresse des pédants qui se prononçaient contre la conquête du pouvoir en se référant à un argument " incontestable ", le fait que la Russie n'était pas mûre :

" Il ne leur vient même pas à l'idée, par exemple, que la Russie, qui se trouve à la limite des pays civilisés et des pays que la guerre entraîne pour la première fois définitivement vers la civilisation, des pays de tout l'Orient, des pays situés hors d'Europe, que justement pour cette raison la Russie devait manifester certaines particularités ; elles vont évidemment dans le sens général de l'évolution du monde, mais font que sa révolution se distingue de toutes celles qui l'ont précédée dans les pays de l'Europe occidentale ; elles apportent certaines innovations partielles liées à sa situation intermédiaire entre l'Europe et les pays orientaux³⁰ " (LÉNINE, Œuvres, vol. XXXIII, p. 490.).

La " particularité " qui rapprochait précisément la Russie des pays d'Orient, c'était, pour Lénine, que, dès l'aube du mouvement, le jeune prolétariat devait, pour se frayer la voie vers le socialisme, balayer la barbarie féodale et toutes les autres vieilleries.

Si l'on prend comme point de départ l'analogie léniniste entre la Chine et la Russie, il y a lieu de dire : au point de vue de la nature politique du pouvoir, tout ce que pouvait réaliser la dictature démocratique a été tenté en Chine, d'abord dans le Canton de Sun Yat-sen, ensuite dans la marche de Canton à Shanghai avec comme acte final le coup d'État de Shanghai, puis à Ou-Tchang, où le Kuomintang de gauche apparut sous sa forme pure, c'est-à-dire, selon les directives du Comité exécutif de l'Internationale communiste, comme l'organisateur de la révolution agraire, et en réalité comme son bourreau. Les tâches de la révolution bourgeoise et démocratique, elles, devront remplir la première période de la future dictature du prolétariat et des paysans pauvres chinois. Alors que non seulement le rôle de la bourgeoisie chinoise, mais aussi celui de la " démocratie ", a pu entièrement se révéler, alors qu'il est devenu absolument incontestable que, dans les batailles futures, la " démocratie " exercera ses fonctions de bourreau plus vigoureusement encore que par le passé, mettre à présent en avant le mot d'ordre de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, c'est permettre tout simplement de dissimuler de nouvelles variétés de Kuomintang, c'est tendre un piège au prolétariat.

Rappelons, pour être complet, ce que Lénine a brièvement dit au sujet des bolcheviks qui continuaient à opposer l'expérience socialiste-révolutionnaire et menchevique au mot d'ordre de la " véritable " dictature démocratique :

" Celui qui ne parle que de " dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie " retarde sur la vie, est en fait passé du côté de la petite bourgeoisie contre la lutte de classe prolétarienne; il doit être relégué aux archives des raretés " bolcheviques " d'avant la révolution (on pourrait les appeler les archives des " vieux " bolcheviks) " [Ces mots furent prononcés au cours de la discussion des Thèses d'avril en 1917.]

Ces paroles sonnent encore aujourd'hui comme si elles étaient actuelles.

Il va de soi qu'il ne s'agit nullement, à présent, d'appeler le Parti communiste chinois à se soulever immédiatement pour la conquête du pouvoir. On ne peut supprimer les conséquences d'une défaite en révisant simplement la tactique. Actuellement, la révolution reflue. Le verbiage à peine dissimulé que contient la résolution du Comité exécutif de l'Internationale communiste lorsqu'elle assure que la révolution suit à nouveau son cours ascendant, parce qu'il y a en Chine des exécutions sans nombre et une dure crise commerciale et industrielle, témoigne d'une criminelle légèreté d'esprit, et de rien de plus. Après trois défaites considérables, une crise économique n'excite pas le prolétariat mais au contraire elle le déprime, Il est déjà épuisé sans elle, et les exécutions détruisent le parti, politiquement affaibli. En Chine, nous sommes entrés dans une période de reflux : il faut donc approfondir les problèmes théoriques, favoriser l'auto-éducation critique du parti, établir et consolider de fermes points d'appui dans tous les domaines du mouvement ouvrier, constituer des cellules dans les villages, diriger et unifier les combats partiels, d'abord défensifs puis offensif, des ouvriers et des paysans pauvres.

Par où le nouveau flux des masses commencera-t-il ? Quelles sont les circonstances qui donneront à l'avant-garde prolétarienne, placée à la tête de masses de plusieurs millions, l'élan révolutionnaire nécessaire ? On ne peut le prédire. C'est l'avenir qui montrera si seuls les processus internes y suffiront, ou si c'est un choc venu du dehors qui y aidera.

Il existe des raisons suffisantes de penser que la débâcle de la révolution chinoise, étroitement conditionnée par une fausse direction, permettra aux bourgeoisies chinoise et étrangère de triompher, dans une certaine mesure, de l'effroyable crise économique qui ravage actuellement le pays ; il va de soi que ce résultat sera obtenu sur le dos des ouvriers et des paysans. Cette phase de " stabilisation " groupera de nouveau les ouvriers, leur donnera de la cohésion, leur rendra la confiance de classe en eux-mêmes et les opposera de nouveau, plus brutalement, à l'ennemi ; mais ce mouvement se situera à une étape historiquement plus élevée. Ce n'est que lorsque se lèvera une nouvelle vague offensive du mouvement prolétarien que l'on pourra évoquer sérieusement la perspective d'une révolution agraire.

Il n'est pas exclu que, dans la première période, cette troisième révolution reproduise, sous une forme très abrégée et modifiée, les étapes déjà traversées, en présentant par exemple quelques nouvelles parodies de " front national unifié ". Mais c'est à peine si

³⁰ Ces lignes sont extraites de l'article de LÉNINE, *Sur notre révolution*, publié dans la Pravda en mai 1923. Cet article est une critique des Mémoires sur la Révolution Russe du Socialiste de tendance menchevique N. Soukhanov, qui avait participé en février 1917 à la formation du Soviet de Petrograd et qui, en 1922-1923, exerçait des fonctions dans l'appareil économique de l'Union soviétique. Il défendait dans son livre imprimé à Moscou en 1922 le point de vue menchevique en déclarant que la Révolution d'Octobre était condamnable parce que la Russie n'était pas mûre pour le socialisme. Au temps de Lénine, il ne fut pas inquiété pour les opinions exprimées dans ce livre. Sous Staline, il fut arrêté et disparut.

cette première période donnera au Parti communiste le temps de mettre en avant et de proclamer devant les masses populaires ses " thèses d'avril ", c'est-à-dire son programme et sa tactique de prise du pouvoir. Or, que dit le projet de programme à ce sujet :

" La transition menant à la dictature du prolétariat ici [en Chine] n'est possible qu'à travers toute une série de degrés préparatoires [?], qu'à la suite de toute une période de transformation pendant la croissance [?] de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste. "

En d'autres termes, tous les " degrés " passés ne comptent pas, le projet de programme voit en avant ce qui est situé en arrière, C'est là une manière conformiste d'aborder la question. C'est ouvrir toute grande la porte à de nouvelles expériences dans le genre de celle du Kuomintang. Ainsi, en cachant les fautes anciennes, on fraye inévitablement la voie à des erreurs nouvelles.

Si nous abordons la nouvelle poussée révolutionnaire dont, à coup sûr, l'allure sera incomparablement plus rapide que celle des précédentes, en conservant le schéma périmé de la " dictature démocratique ", on peut être certain que la troisième révolution ira à sa perte comme la deuxième.

4. – L'AVENTURISME COMME CONSÉQUENCE DE L'OPPORTUNISME

Le deuxième paragraphe de la même résolution du plénum de février du Comité exécutif de l'Internationale communiste dit ceci :

" La première vague du vaste mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans, dont le cours, pour l'essentiel, suivit les mots d'ordre et pour une grande part la direction du Parti communiste, est retombée. Elle s'est terminée, dans toute une série de centres du mouvement révolutionnaire, par *les défaites les plus cruelles* des ouvriers et des paysans, par la destruction matérielle des communistes, et en général des cadres révolutionnaires du mouvement ouvrier et paysan. "

Quand le flot montait, le Comité exécutif de l'Internationale communiste disait que tout le mouvement marchait sous le drapeau bleu et sous la direction du Kuomintang, qui se substituait même aux soviets. C'est précisément pour cela que le Parti communiste se subordonna au Kuomintang. Mais c'est aussi précisément pour cette raison que le mouvement révolutionnaire se termina par les " défaites les plus cruelles ". Maintenant, les défaites étant reconnues, on tente d'effacer complètement le Kuomintang, de faire comme s'il n'avait pas existé, comme si le Comité exécutif de l'Internationale communiste n'avait pas proclamé que le drapeau bleu était aussi son étendard.

Autrefois, on nous disait qu'il n'y avait pas eu une seule défaite ni à Shanghai ni à Ou-Tchang ; qu'il s'agissait d'étapes de la révolution, qui allait " vers un stade plus élevé ". C'est ce que l'on nous enseignait. Maintenant, on proclame brutalement que la somme de toutes ces étapes constitue " les défaites les plus cruelles ". Toutefois, pour camoufler dans une certaine mesure cette erreur inouïe de prévision et de jugement, le paragraphe de conclusion de la résolution déclare :

" Le Comité exécutif de l'Internationale communiste prescrit comme un devoir à toutes les sections de l'Internationale communiste de lutter contre la calomnie de la social-démocratie et des trotskystes qui affirment que la révolution chinoise est liquidée (?)... "

Dans le premier paragraphe de la résolution, on nous disait que le " trotskysme " consistait à estimer que la révolution chinoise est *permanente*, c'est-à-dire qu'elle se transforme au cours de sa croissance, passant précisément maintenant de la phase bourgeoise à la phase socialiste. Lisant le dernier paragraphe, nous apprenons que, suivant la conception des " trotskystes ", " la révolution chinoise est liquidée ". Comment une révolution *liquidée* peut-elle être *permanente* ? C'est du Boukharine tout pur. Il faut être complètement irresponsable et irréfléchi pour se permettre d'avancer de pareilles contradictions, qui sapent à sa racine toute pensée révolutionnaire.

Si par " liquidation " de la révolution, on entend le fait que l'offensive des ouvriers et des paysans a été repoussée et noyée dans le sang, que les masses sont en recul et en reflux, qu'avant une nouvelle montée de la vague, outre diverses autres circonstances, doivent encore se produire dans les masses elles-mêmes, des processus moléculaires tributaires d'une certaine durée impossible à déterminer d'avance, si c'est cela que l'on entend par " liquidation ", alors celle-ci ne se distingue en rien des " défaites les plus cruelles " que le Comité exécutif de l'Internationale communiste a dû finalement reconnaître. Ou bien doit-on comprendre le mot " liquidation " littéralement, comme signifiant l'écrasement définitif de la révolution chinoise, c'est-à-dire l'impossibilité de sa renaissance dans une nouvelle étape ? On pourrait parler d'une pareille perspective avec sérieux, c'est-à-dire autrement que pour créer de la confusion, dans deux cas seulement : si la Chine était vouée au démembrement et à la disparition complète (mais rien n'autorise une telle hypothèse), ou bien si la bourgeoisie chinoise se montrait capable de résoudre les problèmes fondamentaux de sa nation par ses propres moyens non révolutionnaires. N'est-ce pas cette dernière variante que cherchent à nous attribuer, maintenant, les théoriciens du " bloc des quatre classes ", qui ont courbé le Parti communiste sous le joug de la bourgeoisie ?

L'histoire se répète. Les aveugles qui, pendant un an et demi, ne comprirent pas les proportions de la défaite de 1923, nous accusèrent à propos de la révolution allemande d'être des " liquidateurs ". Mais cette leçon qui coûta assez cher à l'Internationale ne leur a pas profité. Actuellement, ils reprennent leurs vieilles formules, en les appliquant non plus à l'Allemagne mais à la Chine. Il est vrai qu'ils éprouvent, avec plus d'urgence qu'il y a quatre ans, le besoin de trouver des " liquidateurs ". En effet, maintenant, il est patent que, s'il y eut vraiment quelqu'un qui " liquida " la seconde révolution chinoise, ce sont bien les auteurs de l'alliance avec le Kuomintang.

La force du marxisme réside dans sa capacité à prévoir. Sur ce point, l'Opposition peut souligner la confirmation complète de ses prévisions par l'expérience : d'abord au sujet du Kuomintang dans son ensemble, puis du Kuomintang " de gauche " et du gouvernement d'Ou-Tchang, et enfin de " l'acompte " pris sur la troisième révolution, le coup d'État de Canton. Peut-il y avoir meilleure confirmation de la justesse de nos vues sur le plan théorique ?

La même ligne opportuniste, qui, à travers une politique de capitulation devant la bourgeoisie, provoqua déjà, lors des deux premières étapes, les défaites les plus cruelles pour la révolution, " se transforma, mais pour s'aggraver ", pendant la troisième étape, jusqu'à devenir une politique de raids aventuristes contre la bourgeoisie, parachevant ainsi l'échec.

Si la direction ne s'était pas tellement hâtée hier d'oublier les défaites qu'elle avait elle-même provoquées, elle aurait commencé par expliquer au Parti communiste chinois que l'on n'obtient pas la victoire en un tournemain, qu'il y a encore sur la voie qui conduit vers l'insurrection toute une période de luttes tendues, inlassables, furieuses pour la conquête politique des ouvriers et des paysans.

Le 27 septembre 1927, nous disions au Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste :

" Les journaux d'aujourd'hui annoncent que l'armée révolutionnaire a pris Swateou, Voici déjà quelques semaines que les armées de Ho-Lun et de Ye-Tin avancent. La Pravda les qualifie de révolutionnaires... Mais moi, je vous demande : quelles sont les perspectives qui s'ouvrent à la révolution chinoise par suite de l'avance de l'armée révolutionnaire et de la prise de Swateou ? Quels sont les mots d'ordre du mouvement ? Quel en est le programme !? Quelles doivent être les formes d'organisation ? Où est allé se cacher le mot d'ordre des soviets chinois mis soudain en avant (pour un jour) par la Pravda, en juillet ? "

Sans l'opposition préalable du Parti communiste au Kuomintang dans son ensemble, sans une agitation menée par ce parti dans les masses en faveur des soviets et du pouvoir des soviets, sans une mobilisation des masses sous les mots d'ordre de la révolution agraire et de la libération nationale, sans la création, l'extension et le renforcement sur place des soviets de députés des ouvriers, des soldats et des paysans, l'insurrection de Ho-Lun et de Ye-Tin (même si on laisse de côté leur politique opportuniste) ne pouvait être qu'une aventure révolutionnaire, du makhnovisme pseudo-communiste ; elle ne pouvait que se briser sur son propre isolement. Et elle se brisa.

Le coup de Canton fut une réplique plus grave, à plus grande échelle, de l'aventure de Ho-Lun et de Ye-Tin, et ses conséquences furent infiniment plus tragiques.

La résolution de février du Comité exécutif de l'Internationale communiste combat l'état d'esprit putschiste dans le Parti communiste chinois, c'est-à-dire la tendance à organiser des engagements armés. Toutefois, elle ne dit pas que ces tendances sont une réaction à toute la politique opportuniste de 1925-1927, et la conséquence inévitable de l'ordre strictement militaire, donné d'en haut, de " changer d'allure ", sans qu'ait été porté un jugement sur tout ce qui a été fait, sans qu'on ait ouvertement révisé les bases de la tactique et proposé une vue claire de l'avenir, La campagne de Ho-Lun et le coup d'État de Canton furent des explosions de putschisme (et dans ces conditions il ne pouvait en être autrement).

On ne peut élaborer de véritable contrepoison au putschisme, et aussi à l'opportunisme, que si l'on comprend bien la vérité suivante : la direction de l'insurrection des ouvriers et des paysans pauvres, la conquête du pouvoir et l'instauration de la dictature prolétarienne reposent dorénavant de tout leur poids sur le Parti communiste chinois. Si celui-ci se pénètre entièrement de cette vérité, il sera tout aussi peu enclin à improviser des raids militaires contre les villes, ou des insurrections qui sont des pièges, qu'à courir servilement derrière l'étendard de l'ennemi.

La résolution du Comité exécutif de l'Internationale communiste se condamne elle-même à la stérilité, ne serait-ce que parce qu'elle disserte tout à fait arbitrairement sur le caractère inadmissible du saut pardessus les étapes, sur la nocivité du putschisme, et qu'elle passe tout à fait sous silence les causes sociales profondes du coup d'État de Canton et de l'éphémère régime soviétique auquel il avait donné naissance. Nous, oppositionnels, estimons que ce coup d'État fut une aventure tentée par la direction afin de sauver son " prestige ". Mais il est clair pour nous que même une aventure se déroule d'après les lois que détermine la structure du milieu social. Voilà pourquoi nous cherchons à découvrir, dans l'insurrection de Canton, les traits de la future étape de la révolution chinoise. Ces traits coïncident entièrement avec l'analyse théorique que nous avons établie avant cette insurrection, Mais le Comité exécutif de l'Internationale communiste, qui considère que le soulèvement de Canton fut un épisode juste et normal du déroulement de la lutte, a aussi le devoir de caractériser nettement sa nature de classe. Cependant, la résolution du Comité exécutif de l'Internationale communiste ne dit pas un seul mot là-dessus, bien que le plénum ait siégé immédiatement après les événements de Canton. N'est-ce pas la preuve la plus convaincante que la direction actuelle de l'Internationale communiste, s'entêtant à suivre une fausse ligne de conduite, doit se borner à parler de prétendues erreurs commises en 1925 ou au cours d'autres années, mais n'ose pas aborder l'insurrection de Canton de 1927, dont la signification renverse complètement le schéma de la révolution en Orient tel que l'avait établi le projet de programme ?

5. – LES SOVIETS ET LA RÉVOLUTION

La résolution de février du Comité exécutif de l'Internationale communiste rend le camarade N³¹... et d'autres, responsables du fait " qu'il n'y eut point à Canton de soviet élu " comme organe de l'insurrection (souligné dans le texte de la résolution). Cette accusation recouvre en réalité un aveu étonnant.

Le rapport de la *Pravda* (n° 31), établi sur la base d'une documentation directe, annonçait que le pouvoir des soviets était instauré à Canton. Mais il ne contenait pas un seul mot indiquant que le soviet de Canton *n'avait pas été élu*, c'est-à-dire n'était pas un soviet (car comment un soviet ne serait-il pas élu ?). Nous avons appris ce fait grâce à une résolution. Méditons un peu sur sa signification. Le Comité exécutif de l'Internationale communiste enseigne à présent qu'on a besoin d'un soviet pour faire l'insurrection et qu'on n'en a nullement besoin avant. Or voilà que l'insurrection est décidée et que le soviet n'existe pas ! Ce n'est pas du tout une chose simple que d'obtenir l'élection d'un soviet : il faut que les masses sachent par expérience ce qu'est un soviet, qu'elles comprennent cette institution, que leur passé les ait habituées à une organisation soviétique élue. Il ne fut même pas question de cela en Chine, car le mot d'ordre des soviets fut qualifié de trotskyste précisément au cours de la période où il aurait dû devenir l'axe de tout le mouvement. Or, quand, en toute hâte, on décida l'insurrection pour transcender les défaites, il fallut aussi en même temps *nommer par ordre* un soviet. Si l'on ne dénude pas complètement les racines de cette erreur, on peut transformer même le mot d'ordre des soviets en un nœud coulant pour étrangler la révolution.

Lénine a expliqué jadis aux mencheviks que la tâche historique fondamentale des soviets est d'organiser ou d'aider à organiser la conquête du pouvoir ; puis qu'au lendemain de la victoire ils deviennent l'appareil de ce pouvoir. Les épigones (et non pas les disciples) en tirent la conclusion qu'on ne peut organiser des soviets que lorsqu'a sonné la douzième heure de l'insurrection. Ils transforment après coup la généralisation léniniste en une brève petite recette, qui loin de servir la révolution la met en péril.

Avant la prise du pouvoir en octobre 1917 par les soviets bolcheviques, il y avait eu pendant neuf mois des soviets socialistes-révolutionnaires et mencheviques. Douze ans auparavant, les premiers soviets révolutionnaires avaient existé à Saint-Petersbourg, Moscou et dans plusieurs dizaines d'autres villes. Avant que le soviet de 1905 ne s'étendît aux usines et fabriques de la capitale, il s'était créé à Moscou pendant la grève un soviet de députés des imprimeurs. Quelques mois auparavant, en mai 1905, la grève de Ivanovo-Vozniessensk avait fait surgir un organe dirigeant, qui avait déjà les traits essentiels d'un soviet de députés ouvriers.

³¹ Cette initiale désignait Heinz Neumann.

Plus de douze années se sont écoulées entre le premier essai de création d'un soviet de députés ouvriers et la gigantesque expérience que fut l'établissement du pouvoir des soviets. Évidemment, ce délai ne s'applique pas du tout obligatoirement aux autres pays et, entre autres, à la Chine. Mais imaginer que les ouvriers chinois seront capables d'ériger des soviets à l'aide d'une brève petite recette qu'on substitue à la généralisation léniniste, c'est remplacer la dialectique de l'action révolutionnaire par une ordonnance impuissante et ennuyeuse de pédant. Ce n'est pas à la veille de l'insurrection, quand est lancé le mot d'ordre de la conquête immédiate du pouvoir, qu'il faut établir des soviets ; en effet, si l'on est arrivé au stade de la conquête du pouvoir, si les masses sont prêtes pour l'insurrection, *sans qu'il existe de soviets*, cela signifie que d'autres formes et d'autres méthodes d'organisation ont permis d'effectuer la tâche de préparation qui assurera le succès de l'insurrection ; la question des soviets n'a plus alors qu'une importance secondaire, elle se ramène à un problème de technique d'organisation, ou même à une question de vocabulaire. La tâche des soviets ne consiste pas simplement à exhorter les masses à l'insurrection ou à la déclencher, mais bien à *conduire les masses au soulèvement en passant par les étapes nécessaires*. Au début, le soviet ne gagne pas du tout les masses, grâce au mot d'ordre de l'insurrection, mais grâce à d'autres mots d'ordre partiels ; ce n'est que par la suite, pas à pas, qu'il amène les masses à ce mot d'ordre, sans les disperser en cours de route et en empêchant l'avant-garde de se couper de l'ensemble de la classe. Le plus souvent, le soviet se constitue principalement sur la base de la lutte gréviste, qui a devant elle une perspective de développement révolutionnaire, mais se limite pour le moment considéré à des revendications économiques. Dans l'action, la masse doit sentir et comprendre que le soviet est son organisation à elle, qu'il groupe ses forces pour la lutte, pour la résistance, pour l'autodéfense et pour l'offensive. Ce n'est pas dans l'action d'un jour, ni en général dans une action accomplie en une seule fois qu'elle peut sentir et comprendre cela, mais au travers d'expériences qu'elle acquiert pendant des semaines, des mois, voire des années, avec ou sans discontinuité. Voilà pourquoi seule une direction d'épignes et de bureaucrates peut retenir une masse qui se réveille et se dresse pour créer des soviets, alors que le pays traverse une époque de secousses révolutionnaires, que la classe ouvrière et les paysans pauvres des campagnes voient s'ouvrir devant eux la perspective de la conquête du pouvoir, ne serait-ce que pour une des étapes ultérieures, et même si dans l'étape considérée cette perspective n'apparaît qu'à une minorité restreinte. Voilà la conception que nous avons toujours eue des soviets. Nous avons apprécié en eux une forme d'organisation vaste et souple, accessible dès les premiers pas de leur essor révolutionnaire à des masses qui ne font que s'éveiller, et capable d'unir la classe ouvrière dans son ensemble, quel que soit le nombre de ceux qui parmi elle ont atteint un niveau de développement suffisant pour comprendre les problèmes de la conquête du pouvoir.

Est-il encore nécessaire de citer à ce sujet des témoignages écrits ? Voici, par exemple, ce qu'écrivait Lénine au sujet des soviets, à l'époque de la première révolution :

" Le Parti ouvrier social-démocrate russe [dénomination du parti à l'époque] n'a jamais renoncé à utiliser lors d'un essor révolutionnaire plus ou moins fort certaines organisations de sans-parti, dans le genre des soviets de députés ouvriers, afin d'augmenter l'influence des sociaux-démocrates sur la classe ouvrière et de consolider le mouvement ouvrier social-démocrate. "

Les témoignages littéraires et historiques de ce genre que nous pourrions citer sont innombrables, Mais la question, semble-t-il, est sans eux suffisamment claire.

Prenant le contre-pied de cette opinion, les épignes ont transformé les soviets en une sorte d'uniforme de parade dont le parti habille simplement le prolétariat à la veille de la conquête du pouvoir. Mais c'est alors qu'on ne peut improviser des soviets en 24 heures, sur commande, directement dans le but de préparer l'insurrection. Des expériences de ce genre revêtent inévitablement le caractère d'une fiction destinée à masquer, par une apparence rituelle de système soviétique, l'absence des conditions nécessaires à la prise du pouvoir. C'est ce qui se produisit à Canton, où le soviet fut simplement nommé par ordre pour respecter le rituel. Voilà où mène la façon dont les épignes posent la question.

*

**

Lors de la polémique qui s'est élevée au sujet des événements chinois, on a accusé l'Opposition d'une contradiction paraît-il, flagrante : tandis qu'à partir de 1926, l'Opposition a proposé dans ses interventions le mot d'ordre des soviets en Chine, ses représentants se sont prononcés contre lui, en Allemagne, à l'automne de 1923. Jamais, peut-être, la scolastique dans la pensée politique ne s'est manifestée d'une façon aussi éclatante que par cette accusation. Oui, nous exigeons qu'on abordât en Chine la création des soviets, considérés comme l'organisation des ouvriers et des paysans qui avait sa valeur propre, *au moment où le flot montait*. L'institution des soviets aurait dû avoir pour fonction principale *d'opposer les ouvriers et les paysans à la bourgeoisie du Kuomintang* et à son agence, que constituait sa gauche, Le mot d'ordre des soviets en Chine signifiait en premier lieu la nécessité de rompre le honteux " bloc des quatre classes " qui menait au suicide, et de faire sortir le Parti communiste du Kuomintang. Le centre de gravité du problème ne se trouvait donc pas dans une forme abstraite d'organisation, mais dans une ligne de conduite de classe.

En Allemagne, en revanche, il ne s'agissait à l'automne de 1923 que d'une forme d'organisation, Par suite de la passivité extrême, du retard, de la lenteur manifestés par la direction de l'Internationale communiste et du Parti communiste allemand, on avait laissé passer le moment favorable pour appeler les ouvriers à la création de soviets ; grâce à la pression de la base, les comités d'usine occupèrent d'eux-mêmes dans le mouvement ouvrier allemand, à l'automne de 1923, la place qu'auraient prise les soviets, avec un succès certainement bien plus grand, si le Parti communiste avait pratiqué une politique juste et audacieuse, Pendant ce temps, la situation était très grave. Perdre encore du temps, c'était laisser échapper définitivement une situation révolutionnaire. L'insurrection fut finalement envisagée, et son déclenchement prévu dans les délais les plus brefs. Proclamer, en de telles circonstances, le mot d'ordre des soviets aurait été commettre la plus grande bêtise théorique que l'on puisse concevoir. Le soviet n'est pas en lui-même un talisman doté d'un pouvoir miraculeux. Dans la situation d'alors, des soviets créés hâtivement n'auraient été qu'une doublure des comités d'usine, et il aurait fallu enlever à ces derniers leurs fonctions révolutionnaires pour les transmettre à des soviets nouvellement créés et ne jouissant encore d'aucune autorité ; et cela à quel moment ? Alors que chaque jour comptait, on aurait substitué à l'action révolutionnaire le jeu le plus néfaste, qui consiste à se distraire, dans le domaine de l'organisation, avec des périllités.

Il est incontestable que la forme d'organisation soviétique peut avoir une importance énorme mais seulement quand elle traduit en temps voulu une ligne de conduite politique juste. En revanche, elle peut acquérir une signification négative d'une portée tout aussi considérable lorsqu'elle se transforme en fiction, en fétiche, en coque vide. Des soviets allemands créés à la toute dernière minute, à l'automne de 1923, n'auraient apporté aucune nouveauté politique; ils auraient introduit de la confusion dans le domaine

de l'organisation. A Canton, ce fut encore pire. Le soviet créé à la hâte, pour sacrifier aux rites, ne servit qu'à camoufler un putsch aventuriste. C'est pourquoi nous avons appris après coup que le soviet de Canton ressemblait à un antique dragon chinois : il était simplement dessiné sur le papier. La politique des marionnettes et des dragons de papier n'est pas la nôtre. Nous nous opposions à ce que l'on improvisât en Allemagne, en septembre 1923, des soviets par télégraphe. Nous voulions la création de soviets en Chine en 1926. Nous aurions été opposés à la création d'un soviet de carnaval à Canton en décembre 1927. Il n'y a pas là de contradiction, mais au contraire une profonde unité dans la conception de la dynamique du mouvement révolutionnaire et de ses formes d'organisation.

La question du rôle et de la signification des soviets, qui fut défigurée, embrouillée et obscurcie par la théorie et la pratique appliquées au cours des dernières années, n'a nullement été mise en lumière dans le projet de programme.

6. – LE PROBLÈME DU CARACTÈRE DE LA FUTURE RÉVOLUTION CHINOISE

Le mot d'ordre de la dictature du prolétariat destiné à entraîner derrière lui les paysans pauvres est indissolublement lié au problème du caractère socialiste de la future, de la troisième révolution chinoise. Or, comme ce n'est pas seulement l'histoire qui se répète, et que les erreurs que les hommes opposent à ses exigences se renouvellent également, nous entendons déjà formuler l'objection suivante : la Chine n'est pas encore mûre pour la révolution socialiste. Est-ce que la Russie, *considérée isolément*, était mûre pour le socialisme ? D'après Lénine, non. Elle l'était pour la dictature du prolétariat, l'unique méthode qui permette de résoudre les problèmes nationaux urgents. Or, la destinée de la dictature dans son ensemble est déterminée, en dernière analyse, par la marche de l'évolution mondiale, ce qui évidemment n'exclut pas, mais au contraire présuppose, une politique juste de la dictature prolétarienne : consolidation et développement de l'alliance des ouvriers et des paysans, recours à toutes les mesures favorisant l'adaptation, d'une part aux conditions nationales et de l'autre, au mouvement de l'évolution mondiale. Ces vérités valent aussi pour la Chine.

Dans le même article, *Sur notre révolution* (16 janvier 1923), où Lénine établit que les traits originaux de la Russie reproduisent dans leur développement les particularités de l'évolution des pays orientaux (Lénine, Œuvres, vol. XXXIII, p. 490), il qualifie " d'infiniment banal " l'argument de la social-démocratie européenne selon lequel " nous ne sommes pas assez grands pour atteindre au socialisme, nous n'avons pas, suivant l'expression de toutes sortes de savants messieurs de chez eux, les fondements économiques objectifs du socialisme ". Mais, si Lénine se moque des " savants " messieurs, ce n'est pas parce qu'il suppose lui-même l'existence des fondements du socialisme en Russie, mais parce que leur absence, si elle empêche qu'on puisse le construire *par ses seules forces*, n'implique pas qu'il faille renoncer au pouvoir, comme le pensaient et continuent à le penser encore les pédants et les philistins. Dans cet article, Lénine répond, pour la cent-et-unième ou pour la mille-et-unième fois, aux sophismes des héros de la IIe Internationale : " Cette thèse *incontestable* affirmant que la Russie n'est pas mûre pour le socialisme ne permet pas un jugement décisif sur notre révolution. " Voilà ce que ne veulent pas et ne peuvent comprendre les auteurs du projet de programme. Par elle-même, la thèse du manque de maturité économique et culturelle de la Chine comme de la Russie (et évidemment plus encore de la Chine que de la Russie) ne peut être contestée. Mais on ne saurait nullement en déduire que le prolétariat doit renoncer à la conquête du pouvoir, quand cette conquête est dictée par toutes les conditions historiques et par une situation révolutionnaire dans le pays.

La question historique concrète, politique, se réduit actuellement à savoir non pas si la Chine est économiquement mûre pour établir son propre socialisme, mais bien si, politiquement, elle est mûre pour la dictature du prolétariat. Ces deux questions ne sont nullement identiques. Elles le seraient s'il n'existait dans le monde une loi du développement inégal. Dans le cas présent, cette loi, qui s'étend entièrement aux rapports mutuels de l'économie et de la politique, est parfaitement applicable. La Chine est-elle donc mûre pour la dictature du prolétariat ? Seule l'expérience de la lutte peut le dire d'une façon incontestable. Pour cette raison même, la lutte seule peut décider quand et dans quelles conditions s'effectueront l'unification, la libération et la renaissance de la Chine. Qui dit que la Chine n'est pas mûre pour la dictature du prolétariat affirme par là même que la troisième révolution chinoise est ajournée pour de nombreuses années.

Il ne resterait certainement plus guère d'espoir si les survivances du féodalisme étaient réellement *dominantes* dans l'économie chinoise, comme l'affirment les dirigeants du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Mais, heureusement, des *survivances* ne peuvent pas, en général, dominer. Sur ce point-là non plus, le projet de programme ne répare pas les erreurs commises, mais au contraire il les accentue par une nébuleuse dérobade. Le projet parle de la " prédominance des rapports féodaux du Moyen Age aussi bien dans l'économie du pays que dans sa superstructure politique ". C'est radicalement faux. Que signifie *prédominance* ? S'agit-il du nombre des personnes concernées ? Ou d'un rôle dominant et dirigeant dans l'économie du pays ? Une croissance interne extrêmement rapide de l'industrie, fondée sur l'importance du capital commercial et bancaire et sur sa conquête du pays, la dépendance complète dans laquelle se trouvent les régions paysannes les plus importantes par rapport au marché, le rôle énorme et sans cesse croissant du commerce extérieur, la subordination totale des campagnes chinoises aux villes, tous ces faits affirment la prédominance totale, la domination directe des rapports capitalistes en Chine. Certes, les rapports sociaux de servage et de demi-servage sont très importants. Pour une part, ils datent encore de l'époque féodale; pour une autre part, ils sont des formations nouvelles, des résurrections du passé dues au retard que subit le développement des forces productives, à la surpopulation agraire, à l'action du capitalisme commercial et usuraire, etc. Mais ce qui *domine*, ce ne sont pas les rapports " féodaux " (ou plus exactement le servage et, en général, les rapports précapitalistes), mais bien les rapports capitalistes. C'est seulement le rôle prédominant des rapports capitalistes qui permet d'ailleurs d'envisager sérieusement la perspective de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution nationale. Autrement, les extrêmes ne se rejoindraient pas.

" La force du prolétariat dans n'importe quel pays capitaliste est infiniment plus grande que la proportion du prolétariat dans la population totale. Cela, parce que le prolétariat commande économiquement le centre et les nerfs de tout le système de l'économie capitaliste, et aussi parce que dans le domaine économique et politique, le prolétariat exprime sous la domination capitaliste les intérêts réels de l'énorme majorité des travailleurs.

" Aussi le prolétariat, même lorsqu'il constitue une minorité dans la population (ou quand c'est l'avant-garde du prolétariat, consciente et vraiment révolutionnaire, qui constitue cette minorité), est capable de renverser la bourgeoisie et d'entraîner ensuite à ses côtés de nombreux alliés venus de la masse des semi-prolétaires et de petits bourgeois, masse qui ne se prononcera jamais à l'avance pour la domination du

prolétariat, qui ne comprendra pas les conditions et les tâches de cette domination, mais se convaincra seulement par son expérience ultérieure de l'inéluclabilité, de la justice, de la légitimité de la dictature prolétarienne " (LÉNINE, 1919, vol. XVI, p. 458).

Le rôle du prolétariat chinois dans la production est déjà considérable. Il ne fera que grandir au cours des années qui viennent. Comme l'ont montré les événements, son rôle politique aurait pu être grandiose. Mais toute la conduite de la direction s'orienta de manière à réduire à néant la possibilité offerte au prolétariat de s'assurer le rôle dirigeant.

Le projet de programme dit que la construction du socialisme en Chine n'est possible " que si elle est directement appuyée par les pays de dictature prolétarienne ". Ainsi, on retrouve ici à propos de la Chine ce que le parti avait toujours admis à propos de la Russie. Mais si n'existent pas en Chine des forces internes suffisantes pour construire *par elles-mêmes* la société socialiste, alors d'après la théorie de Staline-Boukharine, le prolétariat chinois ne devrait prendre le pouvoir à aucune étape de la révolution. Ou bien le fait que l'U.R.S.S. existe résout-il la question en sens inverse ? Alors notre technique serait suffisante pour construire la société socialiste, non seulement chez nous en U.R.S.S., mais aussi en Chine, c'est-à-dire dans deux grands pays très arriérés économiquement et comprenant six cents millions d'habitants. Ou bien peut-on admettre en Chine le caractère *inéluclable* de la dictature du prolétariat parce que cette dictature sera introduite dans le circuit de la révolution socialiste mondiale et deviendra non seulement un chaînon de celle-ci mais aussi une de ses forces motrices ? Mais c'est justement de cette façon que Lénine posait le problème de la Révolution d'Octobre, dont " l'originalité " consiste précisément dans un développement analogue à celui des pays d'Orient. Nous voyons ainsi comment la théorie révisionniste du socialisme dans un seul pays, créée en 1925 pour combattre le " trotskysme ", sème le trouble et la confusion chaque fois qu'est abordé un grand et nouveau problème révolutionnaire.

Le projet de programme va encore plus loin dans cette voie. Il oppose à la Chine et à l'Inde, " la Russie d'avant 1917 ", la Pologne (" etc. "?), considérées comme des pays qui disposent " d'un certain *minimum* d'industrie suffisant pour construire triomphalement le socialisme ", ou bien (comme on le dit d'une façon plus précise, et plus erronée, à un autre endroit) comme des pays qui disposent " de bases matérielles nécessaires et suffisantes pour construire le socialisme intégral ". Il s'agit ici, comme nous le savons déjà, d'un véritable jeu de mots sur l'expression de Lénine : bases " nécessaires et suffisantes ". Il y a là une tricherie inadmissible, car Lénine énumère avec précision *les bases politiques et les conditions d'organisation*, y compris celles qui relèvent *de la technique, de la culture et du rôle international*. Mais l'essentiel demeure le problème de savoir *comment* on peut déterminer *a priori* le *minimum d'industrie* suffisant pour construire le socialisme complet, alors qu'il s'agit d'une lutte mondiale entre deux systèmes économiques, entre deux régimes sociaux, et qu'en outre notre base *économique* dans cette lutte est infiniment plus faible ?

Si l'on ne considère que le levier économique, il est clair que le nôtre, celui de l'U.R.S.S., et à plus forte raison celui de la Chine et de l'Inde, est infiniment moins puissant que celui du capitalisme mondial. Mais, le problème tout entier sera résolu par la *lutte révolutionnaire* entre deux systèmes, lutte d'envergure mondiale. Dans la lutte politique, le levier le plus puissant est de *notre côté* ou, plus exactement, peut et doit, si l'on pratique une politique juste, tomber entre nos mains.

Toujours dans le même article : *Sur notre révolution*, après les mots " pour créer le socialisme, on a besoin d'un certain niveau culturel ", Lénine fait remarquer : " bien que personne ne puisse dire quel est ce niveau ". Pourquoi personne ne peut-il le dire ? Parce que cette question est résolue par une lutte, par une émulation *d'envergure mondiale* entre deux systèmes sociaux et deux cultures. Rompant complètement avec cette pensée de Lénine, qui examine le fond même du problème, le projet de programme affirme que la Russie d'avant 1917 possédait précisément ce " minimum de technique " et, par conséquent aussi, de culture, nécessaire pour construire le socialisme dans un seul pays. Les auteurs du projet tentent de dire dans le programme ce qu'*a priori* " personne ne peut dire ". Il est impossible, il est absurde de chercher le critère du " minimum suffisant " dans une statistique nationale (" Russie d'avant 1917 "), alors que tout le problème se tranche dans la dynamique révolutionnaire. C'est sur ce critère erroné et arbitrairement isolé pour une nation que repose précisément la base théorique de l'esprit national, qui manifeste ses limites en politique et devient ultérieurement la source d'inévitables errements nationaux-réformistes et sociaux-patriotes.

7. – DE L'IDÉE RÉACTIONNAIRE DES " PARTIS OUVRIERS ET PAYSANS BIPARTITES " POUR L'ORIENT

Les leçons de la seconde révolution chinoise sont des enseignements pour toute l'Internationale communiste et d'abord pour tous les pays d'Orient.

Tous les arguments avancés pour défendre la ligne menchevique dans la révolution chinoise devraient avoir – si on les prenait au sérieux – trois fois plus de force quand on les applique à l'Inde. Là-bas, dans cette colonie classique, le joug de l'impérialisme a des formes infiniment plus directes et plus concrètes qu'en Chine. Les survivances des rapports féodaux, c'est-à-dire du servage, sont, dans l'Inde, autrement plus profondes et plus considérables. Néanmoins (ou pour parler plus exactement, précisément pour cette raison), les méthodes appliquées en Chine et qui ont ruiné la révolution auront en Inde des conséquences encore plus funestes. Seul un mouvement immense et indomptable des masses populaires (qui, en raison même de son envergure et de son invincibilité, de ses buts et de ses liens internationaux, ne peut tolérer aucune demi-mesure de la part de sa direction) pourra renverser les hobereaux indiens, la bureaucratie anglo-indienne et l'impérialisme britannique.

La direction de l'Internationale communiste a déjà commis beaucoup de fautes en Inde, mais les circonstances n'ont pas encore permis la manifestation de ces erreurs sur une échelle aussi grande qu'en Chine. On peut donc espérer que les enseignements des événements chinois permettront de redresser, en temps voulu, la ligne politique de la direction pour l'Inde et les autres pays d'Orient.

Pour nous, la question centrale, ici comme partout et toujours, est celle du Parti communiste, de sa complète indépendance, de son caractère de classe intransigeant. Dans cette voie, le danger le plus grand est celui de la création de prétendus partis " ouvriers et paysans " dans les pays orientaux³².

A partir de 1924, qui comptera comme l'année où furent ouvertement révisées nombre de thèses fondamentales de Marx et de Lénine, Staline mit en avant la formule des " partis ouvriers et paysans bipartites pour les pays d'Orient ". Cette formule était

³² Staline et ses successeurs abandonnèrent la formule du " parti ouvrier et paysan ", dans les années qui suivirent. Mais la substance de la politique ouverte par ce terme, la collaboration avec la bourgeoisie nationale sur un programme acceptable pour celle-ci, n'a pas disparu.

fondée sur l'existence de ce même joug national qui servit en Orient de camouflage à l'opportunisme, comme la " stabilisation " en Occident. Les télégrammes venant de l'Inde ainsi que du Japon, pays qui ne subit pas d'oppression nationale, annoncèrent fréquemment au cours de la dernière période, des interventions de " partis ouvriers et paysans " provinciaux. On en parla comme d'organisations proches, amies, de l'Internationale communiste, presque comme d'organisations " à elle ", sans toutefois dessiner concrètement leur silhouette politique, en un mot comme on parlait et écrivait, encore récemment, à propos du Kuomintang.

Déjà, en 1924, la *Pravda* annonçait :

" Certains indices montrent que le mouvement de libération nationale en Corée se constitue progressivement dans le domaine de l'organisation, et qu'il adopte la forme d'un parti ouvrier et paysan " (Pravda, 2 mars 1924).

Entre-temps, Staline enseignait aux communistes de l'Orient :

" Les communistes doivent passer de la politique du front unique national à celle du bloc révolutionnaire des ouvriers et de la petite bourgeoisie. Dans de tels pays, ce bloc peut prendre la forme d'un parti unique, parti ouvrier et paysan, dans le genre du Kuomintang " (STALINE, Les questions du léninisme).

Les petites réserves qui suivaient, à propos de l'autonomie des partis communistes (sans doute semblable à " l'autonomie " du prophète Jonas dans le ventre de la baleine) ne servaient que de camouflage. Nous sommes profondément convaincus que le VIe Congrès devrait dire qu'en la matière la moindre équivoque est funeste et doit être repoussée. Il y a là une façon tout à fait nouvelle, complètement fautive, totalement antimarxiste de poser la question fondamentale du parti, de ses rapports avec la classe et avec les classes.

On défendit la nécessité pour le parti d'entrer dans le Kuomintang en prétendant que ce dernier, d'après sa composition sociale, était le parti des ouvriers et des paysans, que les 9/10 du Kuomintang (ce chiffre fut répété des centaines de fois) appartenaient à la tendance révolutionnaire et étaient prêts à marcher la main dans la main avec le Parti communiste. Pourtant, au moment des soulèvements de Shanghaï et d'Ou-Tchang, et après, ces 9/10 de révolutionnaires du Kuomintang disparurent comme s'ils étaient tombés à l'eau. Personne n'a retrouvé leurs traces. Et les théoriciens de la collaboration des classes en Chine, Staline, Boukharine, ne se donnèrent même pas la peine d'expliquer où étaient allés se loger les 9/10 des membres du Kuomintang, les 9/10 d'ouvriers et de paysans, révolutionnaires, sympathisants tout à fait " proches " ? Pourtant la réponse qu'appelle cette question a une importance décisive si l'on veut comprendre le destin de tous ces partis " bipartites " prêchés par Staline, et même en concevoir plus clairement l'idée, qui nous rejette bien loin en arrière non seulement du programme du Parti communiste russe (bolchevique) de 1919, mais même du *Manifeste* du Parti communiste de 1847.

La question de savoir où sont passés ces fameux 9/10 ne nous apparaîtra clairement que si nous comprenons : 1° l'impossibilité de l'existence d'un parti bipartite, c'est-à-dire d'un parti de deux classes qui expriment simultanément deux lignes historiques contradictoires, celle du prolétariat et celle de la petite bourgeoisie; 2° l'impossibilité de fonder dans la société capitaliste un parti paysan qui ait un rôle indépendant, c'est-à-dire un parti qui exprime les intérêts de la paysannerie et qui soit en même temps indépendant du prolétariat et de la bourgeoisie.

Le marxisme a toujours enseigné, et le bolchevisme a confirmé cet enseignement, que le prolétariat et la paysannerie sont des classes différentes, qu'il est faux d'identifier leurs intérêts, de quelque façon que ce soit, dans la société capitaliste, qu'un paysan ne peut adhérer au Parti communiste que dans la mesure où il passe du point de vue du propriétaire à celui du prolétariat. L'alliance des ouvriers et des paysans, sous la dictature du prolétariat, ne contredit pas cette thèse, mais la confirme par d'autres voies et dans une situation différente. S'il n'y avait pas des classes *diverses*, ayant des intérêts *divers*, il ne serait pas question d'*alliance*. Celle-ci n'est compatible avec la révolution socialiste que pour autant qu'on l'introduit dans les cadres de fer de la dictature prolétarienne. Il n'est pas possible, chez nous, de concilier l'existence de cette dictature avec celle d'une Ligue soi-disant paysanne, précisément parce que toute organisation paysanne " qui aurait sa valeur propre ", qui prétendrait résoudre des problèmes politiques concernant toute la nation, finirait inévitablement par devenir un instrument entre les mains de la bourgeoisie.

Dans les partis capitalistes, les organisations qui se disent des partis paysans constituent, en réalité, une variété des partis bourgeois. Tout paysan qui n'adopte pas l'attitude du prolétaire en abandonnant le point de vue du propriétaire sera dans les questions fondamentales de la politique inévitablement entraîné par la bourgeoisie. Il va de soi que tout parti bourgeois qui s'appuie ou qui veut s'appuyer sur les paysans – et, quand il est possible, sur les ouvriers – est obligé de se camoufler sous un bariolage de couleurs. La fameuse idée des partis ouvriers et paysans semble être spécialement conçue pour permettre le camouflage des partis bourgeois obligés de chercher un appui chez les paysans, mais désireux aussi de compter des ouvriers dans leurs rangs. Désormais, le Kuomintang est entré pour toujours dans l'histoire comme le type classique d'un parti de ce genre.

La société bourgeoise, comme on le sait, est construite de façon à ce que les masses non possédantes, mécontentes et trompées, se trouvent en bas, tandis que les trompeurs satisfaits sont en haut. C'est aussi suivant ce principe qu'est construit tout parti bourgeois, s'il est vraiment un parti, c'est-à-dire s'il comprend la masse dans des proportions assez considérables. Il n'y a dans la société divisée en classes qu'une minorité d'exploiteurs, d'escrocs et de profiteurs. Aussi, tout parti capitaliste est-il obligé de reproduire et de refléter d'une façon ou d'une autre, dans ses rapports internes, les rapports qui existent dans la société bourgeoise en général. Aussi, dans tout parti bourgeois de masse, la base est-elle plus démocratique, plus " à gauche " que le sommet. Cela est le cas pour le Centre allemand (Zentrum : Parti catholique d'avant 1933), les radicaux français et encore plus pour la social-démocratie. C'est pour cela que les jérémiades inlassables de Staline, Boukharine, etc., se plaignant de ce que la base " gauche " du Kuomintang, " l'écrasante majorité ", " les 9/10 ", etc., ne se reflètent pas dans les sphères supérieures, sont naïves et n'ont aucune excuse. Ce que l'on décrit, dans ces bizarres jérémiades, comme un malentendu éphémère et gênant, qu'il faut éliminer par des mesures d'organisation, des instructions et des circulaires, est en réalité la caractéristique essentielle d'un parti bourgeois, surtout en période révolutionnaire.

C'est sous cette lumière qu'il faut examiner l'argument fondamental des auteurs du projet de programme, destiné à défendre tous les blocs opportunistes en général, aussi bien en Angleterre qu'en Chine. D'après eux, la fraternisation avec le sommet se pratique dans le seul intérêt de la base. Comme on le sait, l'opposition exigeait que le parti sortît du Kuomintang :

" On se demande pourquoi, dit Boukharine. Parce que, en haut, les chefs du Kuomintang hésitent [?] ? Et la masse du Kuomintang, n'est-ce que du bétail ? Depuis quand décide-t-on de l'attitude à observer envers une organisation de masse d'après ce qui se passe dans sa " sphère la plus élevée " ? (Le moment actuel dans la révolution chinoise).

Il paraît invraisemblable qu'on puisse avancer un tel argument dans un parti révolutionnaire. " Et la masse du Kuomintang, n'est-ce que du bétail ? "; demande Boukharine. – Certainement, c'est un cheptel. Dans tout parti bourgeois, la masse est toujours un cheptel, à des degrés divers. – Mais enfin, pour nous, la masse n'est pas un cheptel ? – En effet, et c'est précisément pour cela qu'il nous est interdit de la pousser dans les bras de la bourgeoisie, *en camouflant celle-ci sous le nom de parti ouvrier et paysan*. C'est justement pour cela qu'il nous est interdit de subordonner le parti du prolétariat à celui de la bourgeoisie et que nous devons, au contraire, à chaque pas, les opposer l'un à l'autre. Les sommets du Kuomintang dont Boukharine parle avec ironie, comme d'une chose secondaire, surajoutée, éphémère, sont en réalité l'âme du Kuomintang, son essence sociale. Certes, la bourgeoisie n'est dans le parti qu'un " sommet ", comme elle l'est aussi dans la société. Mais ce sommet est puissant par son capital, ses connaissances, ses relations, la possibilité qu'il a toujours de s'appuyer sur les impérialistes, et surtout par son pouvoir de fait dans l'État et dans l'armée, dont les cadres les plus élevés se confondent intimement avec la direction du Kuomintang lui-même. C'est précisément ce " sommet " qui rédigea les lois contre les grèves, qui étouffa les mouvements paysans, qui refoula les communistes dans l'ombre en leur permettant, tout au plus, de ne constituer que le tiers du parti et en leur faisant jurer de placer le sun-yat-senisme petit bourgeois au-dessus du marxisme. La base se rapprochait de ce sommet et lui servait – comme Moscou – de point d'appui " à gauche ", tandis que les généraux, les compradores, les impérialistes l'appuyaient à droite. Considérer le Kuomintang non pas comme *un parti bourgeois mais comme une arène neutre dans laquelle on lutte pour avoir avec soi les masses*, mettre en avant, comme un atout, les 9/10 constitués par la base de gauche pour masquer la question de savoir qui est le maître dans la maison, cela signifiait consolider la puissance et le pouvoir du " sommet "; c'était l'aider à transformer des masses de plus en plus nombreuses en " cheptel " et préparer dans les conditions les plus favorables pour ce sommet le coup d'État de Shanghai. En se fondant sur l'idée réactionnaire du parti bipartite, Staline et Boukharine s'imaginaient que les communistes et les " gauches " obtiendraient la majorité dans le Kuomintang et, par là même, le pouvoir dans le pays, car en Chine le pouvoir est aux mains du Kuomintang. En d'autres termes, ils s'imaginaient que *par de simples réélections dans les Congrès du Kuomintang, le pouvoir passerait des mains de la bourgeoisie dans celles du prolétariat*. Peut-on concevoir une dévotion plus attendrissante, plus idéaliste à la " démocratie dans le parti "... quand il s'agit d'un parti bourgeois ? Car l'armée, la bureaucratie, la presse, les capitaux sont entre les mains de la bourgeoisie. C'est justement ce qui lui assure aussi le gouvernail du parti au pouvoir. Le " sommet " bourgeois ne tolère (ou n'a toléré) " 9/10 " de gauches (et de gauches de *cette* sorte) que dans la mesure où ils ne portent pas atteinte à l'armée, à la bureaucratie, à la presse, aux capitaux. Grâce à ces puissants moyens, la sphère bourgeoise supérieure maintient son pouvoir non seulement sur les prétendus 9/10 des membres de " gauche " du parti, mais sur les masses populaires dans leur ensemble. Or, la théorie du bloc des classes, qui voit dans le Kuomintang un parti ouvrier et paysan, aide en cela de son mieux la bourgeoisie. En revanche, quand par la suite la bourgeoisie se heurte aux masses en ennemie et les mitraille, on n'entend même pas bêler, dans cette collision de deux forces réelles, les fameux 9/10. La pitoyable fiction démocratique disparaît sans laisser de traces, face à la sanglante réalité de la lutte des classes.

Voilà le véritable mécanisme politique, le seul possible, des " partis bipartites ouvriers et paysans en Orient ". Il n'en existe et il n'en existera point d'autres.

*

**

Quoique dans son exposé des motifs la théorie des partis bipartites cite l'oppression nationale, qui abroge prétendument la doctrine de Marx sur les classes, nous connaissons déjà des avortons " ouvriers et paysans " au Japon, qui ne subit pas d'oppression nationale. Mais ce n'est pas tout ; et le sujet ne concerne pas seulement l'Orient. L'idée " bipartite " tente de devenir universelle. Dans ce domaine, la tentative qui ressembla le plus à une caricature fut celle que fit le Parti communiste américain pour soutenir la candidature présidentielle du sénateur bourgeois " antitrust " La Follette, afin d'amener ainsi les *farmers* américains à la révolution sociale, Pepper, le théoricien de la manœuvre, un de ceux qui firent périr la révolution hongroise parce qu'il n'avait pas remarqué la paysannerie magyare, tenta en Amérique (sans doute par compensation) de détruire le Parti communiste américain en le dissolvant parmi les *farmers*. D'après Pepper, la super-plus-value du capitalisme américain transformerait le prolétariat d'Amérique en une aristocratie ouvrière mondiale; en revanche, la crise agraire ruinerait les paysans et les pousserait dans la voie de la révolution socialiste. Le parti, qui comptait quelques milliers de membres, et surtout des émigrants, aurait dû, suivant la conception de Pepper, " s'emboîter " avec les paysans, par l'intermédiaire d'un parti bourgeois, puis, après avoir formé un parti " bipartite ", assurer la révolution socialiste, face à la passivité ou à la neutralité d'un prolétariat corrompu par la super-plus-value³³. Cette idée délirante a eu des partisans et des demi-partisans dans les sphères supérieures de l'Internationale communiste. Pendant plusieurs semaines, la balance oscilla, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, jusqu'à ce qu'on fit enfin une concession à l'abc du marxisme (on disait dans les coulisses : aux préjugés du trotskysme). Il fallut détacher au lasso le Parti communiste américain du parti La Follette, qui mourut avant son fondateur.

Tout ce que le nouveau révisionnisme invente d'abord pour l'Orient est ensuite transporté en Occident. Si Pepper tenta, de l'autre côté de l'Océan, de brutaliser l'histoire avec son parti bipartite, les derniers renseignements reçus montrent que l'essai mené avec le Kuomintang a trouvé des imitateurs en Italie, où l'on tente, paraît-il, d'imposer à notre parti le mot d'ordre monstrueux d'une " assemblée républicaine s'appuyant sur des comités ouvriers et paysans ". Dans ce mot d'ordre, l'esprit de Tchang Kai-shek fraternise avec celui d'Hilferding. Vraiment, en arriverons-nous là ?

*

**

Pour conclure, il nous reste encore à rappeler que l'idée d'un parti " ouvrier et paysan " expulse de l'histoire du bolchevisme toute la lutte contre les populistes, sans laquelle il n'y aurait pas de Parti bolchevique. Quelle était la signification de cette lutte historique ? En 1900, Lénine écrivait, au sujet des socialistes révolutionnaires :

" L'idée fondamentale de leur programme n'était nullement qu'il fallait une alliance des forces entre le prolétariat et la paysannerie, mais qu'il n'y avait pas d'abîme de classe entre celui-ci et celle-là, qu'il ne fallait pas tracer une ligne de démarcation de classe entre eux, que la conception social-démocrate du caractère petit bourgeois de la paysannerie, qui la distinguait du prolétariat, était radicalement fausse " (LÉNINE, vol.

³³ Certaines théories actuelles sur la corruption du prolétariat, notamment du prolétariat d'Europe occidentale et du prolétariat blanc des États-Unis, même si elles aboutissent à des conclusions différentes, ne sont, on le voit, en aucune façon originales.

IV.).

En d'autres termes, le parti bipartite ouvrier et paysan est l'idée centrale du populisme russe. Ce n'est qu'en luttant contre elle qu'a pu grandir le parti de l'avant-garde prolétarienne dans la Russie paysanne.

Avec une inlassable ténacité, Lénine répéta à l'époque de la révolution de 1905 :

" Se méfier de la paysannerie, s'organiser indépendamment d'elle, être prêt à lutter contre elle, si elle intervient d'une façon réactionnaire ou antiprolétarienne. "

En 1906, Lénine écrit :

" Un dernier conseil : prolétaires et semi-prolétaires des villes et des campagnes, organisez-vous séparément. Ne faites confiance à aucun petit propriétaire, même petit, même " travailleur "... Nous soutenons entièrement le mouvement paysan, mais nous devons nous souvenir que c'est le mouvement d'une autre classe, non pas de celle qui peut accomplir et qui accomplira le bouleversement socialiste " (Vol. XI).

Cette pensée revient dans des centaines de petits et grands travaux de Lénine. En 1908, il explique :

" On ne peut en aucun cas concevoir l'alliance du prolétariat et de la paysannerie comme la fusion de classes diverses ou comme celles des partis du prolétariat et de la paysannerie. Non seulement une fusion, mais même un accord durable serait funeste au parti socialiste de la classe ouvrière et affaiblirait la lutte démocratique révolutionnaire " (Vol. XV – c'est nous qui soulignons).

Peut-on condamner de façon plus cinglante, plus impitoyable, plus meurtrière, l'idée même du parti ouvrier et paysan ?

Quant à Staline, il enseigne :

" Le bloc révolutionnaire, anti-impérialiste... peut prendre mais ne doit pas toujours [!] obligatoirement [!] prendre la forme d'un parti ouvrier et paysan unique, lié au point de vue de sa forme [?] par une plate-forme unique " (Les questions du léninisme).

Lénine enseignait que l'alliance des ouvriers et des paysans ne devait à aucun moment et en aucun cas conduire à l'unification des partis. Staline ne fait à Lénine qu'une concession : bien que d'après lui le bloc des classes doive prendre " la forme d'un parti unique, d'un parti ouvrier et paysan, dans le genre du Kuomintang ", la formule n'est pas toujours obligatoire. Merci au moins pour la restriction.

C'est avec la même intransigeance que Lénine pose la question à l'époque de la Révolution d'Octobre. Généralisant l'expérience des trois révolutions russes, Lénine, à partir de 1918, ne laisse échapper aucune occasion de répéter que, dans une société où prédominent des rapports capitalistes, il y a deux forces qui décident, la bourgeoisie et le prolétariat :

" Si le paysan ne suit pas les ouvriers, il marche à la remorque de la bourgeoisie. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de milieu. "

Cependant, un " parti ouvrier et paysan " représente précisément une tentative de compromis.

Si l'avant-garde du prolétariat russe ne s'était pas opposée à la paysannerie, si elle n'avait pas mené une lutte impitoyable contre la confusion petite bourgeoise et enlisante de cette paysannerie, elle se serait inévitablement dissoute elle-même dans les éléments petits bourgeois, par l'intermédiaire du parti social-révolutionnaire ou de quelque autre " parti bipartite " qui, à son tour, l'aurait inévitablement soumise à la direction de la bourgeoisie. Pour arriver à l'alliance révolutionnaire avec la paysannerie (et cela ne se fait pas sans mal), l'avant-garde prolétarienne, et avec elle la classe ouvrière dans son ensemble, doivent se libérer des masses populaires petites-bourgeoises ; on n'y parvient qu'en éduquant le parti prolétarien dans un esprit d'intransigeance de classe bien trempé.

Plus le prolétariat est jeune, plus ses " liens " de parenté avec la paysannerie sont récents et intimes, plus la proportion de la population que constitue cette dernière est grande, et plus la lutte contre toute alchimie politique " bipartite " prend de l'importance. En Occident, l'idée d'un parti ouvrier et paysan est simplement ridicule. En Orient, elle est funeste. En Chine, aux Indes, au Japon, elle est l'ennemie mortelle non seulement de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, mais aussi de l'autonomie la plus élémentaire de l'avant-garde prolétarienne. Le parti ouvrier et paysan ne peut être qu'une base, un écran, un tremplin pour la bourgeoisie.

Fatalement, dans cette question essentielle pour tout l'Orient, le révisionnisme actuel ne fait que répéter les erreurs de l'ancien opportunisme social-démocrate d'avant la révolution. La majorité des chefs de la social-démocratie européenne estimaient que notre lutte contre les socialistes-révolutionnaires était une erreur; ils recommandaient avec insistance la fusion des deux partis, pensant que, pour " l'Orient " russe, le parti ouvrier et paysan viendrait juste à point. Si nous avions écouté ces conseils, jamais nous n'aurions réalisé ni l'alliance des ouvriers et des paysans, ni la dictature du prolétariat. Le parti ouvrier et paysan " bipartite " des socialistes-révolutionnaires devint chez nous, et il ne pouvait en être autrement, une agence de la bourgeoisie impérialiste; en d'autres termes il tenta en vain de jouer le rôle historique que le Kuomintang remplit avec succès d'une façon différente, avec " originalité " et grâce aux révisionnistes du bolchevisme. Sans condamnation impitoyable de l'idée même de " partis ouvriers et paysans en Orient ", l'Internationale communiste n'a pas et ne peut pas avoir de programme.

8. – IL FAUT VÉRIFIER CE QU'A DONNÉ L'INTERNATIONALE PAYSANNE

Une des principales, sinon la plus importante, des accusations lancées contre l'opposition, fut d'avoir " sous-estimé " la paysannerie. Sur ce point aussi, la vie a apporté son contrôle, tout autant sur le plan intérieur qu'à l'échelle internationale. Il se trouva que les dirigeants officiels commirent la faute de sous-estimer sur toute la ligne le rôle et l'importance du prolétariat par rapport à la paysannerie. On peut enregistrer les erreurs les plus graves dans les domaines économique, politique et international.

A la base de toutes les fautes commises à l'intérieur du pays en 1923, on trouve une sous-estimation de l'importance de l'industrie, dirigée par le prolétariat, par rapport à l'ensemble de l'économie nationale et à l'alliance avec la paysannerie. En Chine, la révolution a été perdue en raison de l'incompréhension du rôle animateur et décisif du prolétariat dans la révolution agraire.

C'est du même point de vue qu'il faut vérifier et juger toute l'activité de l'Internationale paysanne, qui, dès le début, ne fut qu'une expérience exigeant la plus grande circonspection, la sévérité dans le choix des moyens et leur conformité aux principes. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi.

A cause de son histoire et de ses conditions de vie, la paysannerie est la moins internationale de toutes les classes. Ce que l'on appelle l'originalité nationale a justement sa source principale dans la paysannerie. On ne peut l'entraîner dans la voie internationale – et seulement d'ailleurs ses masses semi-prolétariennes – que sous la direction du prolétariat. Ce n'est que dans la mesure où, dans un pays, la paysannerie, grâce au prolétariat, s'arrache à l'influence de la bourgeoisie – en apprenant à voir dans le prolétariat non seulement un allié mais un guide – qu'on peut la guider sur le chemin de la politique internationale. Les efforts pour grouper la paysannerie des divers pays par ses propres forces en une organisation internationale, par-dessus la tête du prolétariat et en dehors des partis communistes, sont d'avance voués à l'échec et, en dernière analyse, ils ne peuvent que nuire à la lutte du prolétariat, qui cherche à étendre son influence parmi les ouvriers agricoles et les paysans pauvres.

Au cours des révolutions bourgeoises comme pendant les contre-révolutions, à partir des guerres paysannes du XVI^e siècle et même avant, la paysannerie, représentée par ses couches diverses, joua un rôle considérable, parfois décisif. Mais ce rôle n'eut jamais une valeur propre. Directement ou indirectement, la paysannerie soutint toujours une force politique contre une autre. Elle ne fut jamais elle-même une force à valeur intrinsèque, capable de résoudre des problèmes politiques d'ordre national. La distinction entre les diverses composantes de la société capitaliste s'est accrue considérablement à l'époque du capital financier, si on la compare aux phases précédentes de l'évolution capitaliste. Cela signifie que, comparativement, le poids de la paysannerie a diminué au lieu de grandir. En tout cas, en période impérialiste, la paysannerie est encore moins apte à suivre une ligne politique *qui ait sa valeur propre* (même dans le domaine national, sans parler du domaine international) qu'au cours de l'époque du capitalisme industriel. Actuellement, aux États-Unis, les paysans sont infiniment moins capables de jouer un rôle politique autonome qu'il y a quarante ou cinquante ans, lorsqu'ils ne purent et ne surent, comme en témoigne l'expérience du mouvement populiste, créer un parti national de valeur.

L'agrarisation éphémère mais importante de l'Europe, en raison du déclin économique consécutif à la guerre, entretint un moment chez certains des illusions sur le rôle que pourraient jouer des partis " paysans ", c'est-à-dire bourgeois et pseudo-paysans, qui s'opposaient démagogiquement aux partis de la bourgeoisie. Si l'on pouvait encore, pendant l'effervescence paysanne qui suivit la guerre, risquer la fondation de l'Internationale paysanne pour vérifier expérimentalement les nouveaux rapports entre le prolétariat et la paysannerie, entre celle-ci et la bourgeoisie, il serait bien temps d'établir le bilan de l'expérience de ses cinq ans d'existence, d'en mettre à nu les aspects cruellement négatifs et d'essayer de déterminer ses aspects positifs.

En tout cas, il est une conclusion indiscutable : l'expérience des partis " paysans " de Bulgarie, de Pologne, de Roumanie, de Yougoslavie (c'est-à-dire de tous les pays arriérés), la vieille expérience de nos socialistes-révolutionnaires et celle, toute récente, du Kuomintang (le sang des blessures n'a pas encore séché), les expériences épisodiques des pays développés (surtout celle de La Follette-Pepper aux États-Unis) témoignent indubitablement de ce fait : à l'époque du capitalisme déclinant, il est encore plus vain de s'attendre à voir surgir des partis paysans *qui aient leur valeur propre*, qui soient des partis révolutionnaires, anti-bourgeois, qu'à l'époque du capitalisme ascendant.

" La ville ne peut être l'égale de la campagne. La campagne ne peut être l'égale de la ville dans les conditions historiques de notre époque. Inévitablement, la ville entraîne derrière elle la campagne. Inéluctablement la campagne suit la ville. La question est simplement de savoir quelle classe parmi celles de la ville saura entraîner derrière elle la campagne " (LÉNINE, vol. XVI, p.442, 1919)

La paysannerie jouera encore un rôle décisif dans les révolutions d'Orient. Mais encore une fois ce rôle ne sera pas dirigeant et n'aura pas non plus de valeur propre. Les paysans pauvres du Houpé, du Kouan-toung ou du Bengale peuvent jouer un rôle d'envergure nationale et même internationale ; toutefois, ce ne sera qu'à la condition d'appuyer les ouvriers de Shanghai, de Hankeou, de Canton ou de Calcutta. C'est l'unique issue qui puisse permettre à la paysannerie révolutionnaire de déboucher dans la voie *internationale*. Toute tentative pour relier directement le paysan du Houpé à celui de Galicie ou de la Dobroudja, le fellah égyptien au *farmer* du Far West américain est sans espoir.

Mais il est dans la nature de la politique que tout ce qui ne sert pas directement les intérêts d'une classe devienne inévitablement un instrument utilisé pour d'autres fins, souvent totalement opposées. N'a-t-on pas vu un parti bourgeois, s'appuyant sur la paysannerie (ou aspirant à s'appuyer sur elle), juger profitable de prendre une assurance auprès de l'Internationale paysanne, faute de pouvoir le faire auprès de l'Internationale communiste, contre les coups que lui portait le Parti communiste de son pays (de même que Purcell, dans le domaine syndical, se protégeait par l'intermédiaire du Comité anglo-russe) ? Si La Follette ne chercha pas à se faire inscrire à l'Internationale paysanne, cela tient à l'extrême faiblesse du Parti communiste américain ; de plus, son dirigeant de l'époque, Pepper, embrassait sans cela La Follette dans une étreinte parfaitement désintéressée mais que celui-ci n'avait pas réclamée. Déjà Raditch, chef bancaire du Parti des koulaks croates, avait besoin, sur le chemin qui le conduisait à un portefeuille ministériel, de laisser sa carte de visite à l'Internationale paysanne. Le Kuomintang alla beaucoup plus loin : après avoir gardé sa place dans l'Internationale paysanne et dans la Ligue anti-impérialiste, il frappa aussi à la porte de l'Internationale communiste et reçut la bénédiction du Bureau politique du Parti communiste de l'U.R.S.S., à l'exception d'une seule voix³⁴.

Il est particulièrement symbolique de la politique dirigeante des dernières années que, tandis que se renforçaient les tendances à la liquidation de l'Internationale syndicale rouge (l'appellation elle-même fut effacée des statuts syndicaux), on n'ait même pas soulevé dans la presse officielle, si nous avons bonne mémoire, la question de savoir en quoi consistaient exactement les conquêtes de l'Internationale paysanne.

Il faut que le VI^e Congrès contrôle sérieusement l'activité de " l'Internationale " paysanne sous le rapport de l'internationalisme prolétarien. Il serait temps d'établir le bilan marxiste de l'expérience en cours. Il faut introduire ce bilan, sous une forme ou sous une autre, dans le programme : le présent projet ne souffle mot ni des " millions " d'adhérents de l'Internationale paysanne ni même de son existence.

9. – CONCLUSION

Nous avons présenté une critique de certaines des thèses fondamentales du projet de programme; nous sommes bien loin d'avoir étendu cette critique à toutes les thèses, nous ne disposons que de deux semaines.

³⁴ Celle de Trotsky.

Nous avons été dans l'obligation de nous borner aux problèmes les plus actuels, les plus étroitement liés à la lutte révolutionnaire et à celle qui s'est livrée à l'intérieur du parti dans la dernière période.

Grâce à l'expérience des prétendues " discussions ", nous savons d'avance que des phrases arrachées au contexte, même des *lapsus calami*, peuvent devenir la source de nouvelles théories destinées à détrôner le " trotskysme ". Toute une période est remplie par ce genre d'hystérie triomphante. Nous attendons très calmement les piètres vociférations théoriques que, cette fois encore, on pourra déverser sur nous.

Il est toutefois probable que les auteurs du projet de programme préféreront se servir, pour nous accuser, non pas de nouveaux articles critiques, mais de l'extension du vieil article 58. Il est superflu de dire que nous considérons cet argument comme moins convaincant encore.

Le VI^e Congrès doit adopter un programme. Dans tout cet ouvrage, nous nous sommes employés à démontrer qu'il est absolument impossible de prendre pour base de ce programme le projet élaboré par Boukharine et Staline.

Le moment présent est celui d'un revirement dans la vie du Parti communiste de l'U.R.S.S. (bolchevique) et de toute l'Internationale communiste. Toutes les récentes décisions et démarches du Comité central de notre Parti et du plénum de février du Comité exécutif de l'Internationale communiste en témoignent. Ces mesures sont tout à fait insuffisantes et les résolutions sont contradictoires. (Certaines d'entre elles, comme celle du plénum de février du Comité exécutif de l'Internationale communiste sur la révolution chinoise, sont radicalement fausses). Néanmoins, à travers toutes ces décisions, se dessine une tendance au tournant vers la gauche. Nous n'avons aucune raison de la surestimer, d'autant plus qu'elle s'accomplit dans le temps même où l'on écrase l'aile révolutionnaire, tout en protégeant l'aile droite. Pourtant, nous ne songeons pas un seul instant à la négliger, car elle est imposée par l'impasse à laquelle a conduit l'ancien cours. Tout vrai révolutionnaire fera de son mieux, à son poste, par les moyens dont il dispose, pour que le tournant à gauche qui s'ébauche s'accroisse, avec le moins possible de difficultés et de heurts pour le parti, jusqu'à devenir une orientation révolutionnaire léniniste. Mais, pour l'instant, nous en sommes encore loin. Actuellement, l'Internationale communiste traverse une période de maladie, peut-être la plus difficile de son développement, celle où l'ancien cours est encore loin d'être totalement abandonné et où le nouveau renferme encore des éléments hétérogènes. Le projet de programme reflète entièrement et parfaitement cet état de transition. Or, de tels moments, par leur nature même, sont peu favorables à l'élaboration des documents qui doivent déterminer l'activité de notre parti international pour toute une série d'années. Si pénible que cela soit, il faut encore attendre, alors qu'on a déjà perdu tant de temps. Il faut laisser les choses se décanter, la confusion passer, les contradictions s'annuler et le nouveau tournant se préciser.

Le Congrès ne s'est pas réuni durant quatre ans.

L'Internationale communiste a vécu neuf ans sans programme codifié. En ce moment, il n'y a qu'une façon d'aborder la question : décider que le VII^e Congrès aura lieu dans un an, en finir une fois pour toutes avec les tentatives d'usurpation des droits de l'Internationale communiste, rétablir dans tous les partis et donc dans l'Internationale elle-même un régime normal rendant possible une véritable discussion du projet de programme et permettant d'opposer au projet éclectique un autre projet, marxiste, léniniste. Pour l'Internationale communiste, pour les assemblées et les conférences de ses partis, pour la presse, il ne doit pas y avoir de questions interdites. Il faut, durant cette année, labourer profondément le champ entier avec la charrue du marxisme. Seul un tel travail permettra de doter le parti international du prolétariat d'un programme, c'est-à-dire d'un grand phare qui éclairera le passé d'une lumière exacte et projettera des rayons brillants très loin dans l'avenir.

Alma Ata, juillet 1928.

ET MAINTENANT ?

Lettre au VIe Congrès de l'Internationale communiste

I. – But de cette lettre

Le présent essai d'explication ne peut avoir de sens qu'à condition d'être dégagé de toute réticence, de toute duplicité, de toute diplomatie ; ce qui exige que les choses soient appelées par leur nom, même si cela est désagréable et pénible pour le parti. D'ordinaire, en pareille occurrence, on se scandalise sous prétexte que l'ennemi se saisit de la critique et l'utilise. Aujourd'hui, il serait maladroit de poser la question de savoir ce qui a profité le plus à l'ennemi de classe : la politique de la direction qui a mené la révolution chinoise à de cruelles défaites ou les avertissements étouffés de l'Opposition travaillant à détruire le faux prestige de l'infailibilité.

Sans doute, dans toute une série de cas, la social-démocratie a-t-elle tenté de tirer profit des critiques de l'Opposition. Le contraire eût été étrange. En un sens historique large, la social-démocratie est maintenant un parti parasitaire. En remplissant la besogne qui vise à protéger la société bourgeoise « d'en bas », la social-démocratie, dans la période d'après-guerre (et plus particulièrement après 1923), au cours de son avilissement manifeste, vit des fautes et des bévues des partis communistes, de leurs capitulations aux moments décisifs, ou au contraire de leurs tentatives aventuristes pour revenir à une situation révolutionnaire dépassée. La capitulation de l'Internationale communiste à l'automne de 1923, puis l'obstination de la direction à ne pas comprendre la signification de cette gigantesque défaite, la ligne aventuriste et ultra-gauche de 1924-1925, la politique grossièrement opportuniste de 1926-1927 : voilà ce qui renforce la social-démocratie, voilà ce qui lui a permis de rassembler plus de neuf millions de voix aux dernières élections allemandes. Dans ces circonstances, évoquer les éléments que, parfois, la social-démocratie retient des critiques de l'Opposition pour les présenter aux ouvriers, c'est s'attacher à des vétilles. La social-démocratie ne serait plus elle-même si, parfois, elle n'allait encore plus loin dans cette voie, si elle n'exprimait par son aile gauche, soupape de sûreté du parti social-démocrate comme il l'est lui-même de la société bourgeoise, une « sympathie » intermittente et fautive pour l'Opposition. La social-démocratie se le permet tant que l'Opposition reste une petite minorité opprimée et dans la mesure où cette « sympathie » ne lui coûte rien, où elle lui assure même un accueil favorable parmi les travailleurs.

Actuellement, la social-démocratie n'a pas et ne peut pas avoir une ligne propre sur les questions essentielles : sa ligne lui est dictée par la bourgeoisie. Toutefois, si la social-démocratie répétait simplement tout ce que disent les partis bourgeois, elle cesserait d'être utile à la bourgeoisie. Sur des questions mineures, non actuelles ou lointaines, la social-démocratie, non seulement peut mais doit jouer de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, jusqu'au rouge le plus vif. En s'emparant de tel ou tel jugement de l'Opposition, la social-démocratie espère provoquer un schisme dans le Parti communiste ; mais, pour qui a saisi le caractère de ce mécanisme, les tentatives visant à compromettre l'Opposition, sous prétexte qu'un maquignon ou un gauchiste social-démocrate cite une quelconque phrase de notre critique, manifestent de l'indigence d'esprit. En fait, dans toutes les questions politiques importantes - avant tout celles de la Chine et du Comité anglo-russe - les sympathies de la social-démocratie internationale sont allées du côté de la politique « réaliste » de la direction et nullement de notre côté.

Mais bien plus important encore est le jugement général porté par la bourgeoisie sur les tendances en lutte au sein du Parti communiste de l'U.R.S.S. et de l'Internationale communiste : la bourgeoisie n'a aucune raison de tergiverser sur cette question ou de dissimuler. Et sur ce point, il faut dire que tous les organes de quelque sérieux, autorité et importance de l'impérialisme mondial des deux côtés de l'océan, considèrent l'Opposition comme leur ennemi mortel : au cours de la période écoulée, ou bien ils ont manifesté une sympathie convenue et prudente devant toute une série de démarches de la direction officielle, ou bien ils ont exprimé l'avis que l'entière liquidation de l'Opposition, sa destruction complète (Austen Chamberlain exigeait même des fusillades), était l'indispensable préalable à « l'évolution normale » du pouvoir soviétique vers le régime bourgeois. Même de mémoire, sans disposer d'aucune source de renseignements, on peut citer de nombreuses déclarations de ce genre : bulletin d'information de l'industrie lourde française (janvier 1927), rapport de l'informateur des ministres et milliardaires américains, appréciations du *Times*, du *New York Times* ou d'Austen Chamberlain, reproduites dans de nombreuses publications et en particulier dans le journal américain *The Nation*, etc. Il est fort significatif que, après ses premières et infructueuses tentatives, la presse officielle du parti ait renoncé à communiquer les appréciations portées par nos ennemis de classe sur la crise que traversait le parti dans les derniers mois et qu'il traverse encore : ces jugements révélaient de façon trop claire la nature révolutionnaire de classe de l'Opposition.

C'est pourquoi nous pensons qu'on gagnerait beaucoup en clarté si, à propos de ce VIe Congrès, deux livres très soigneusement élaborés étaient édités : un « livre blanc » contenant les analyses de la presse capitaliste sérieuse sur les divergences dans l'Internationale communiste et un « livre jaune » contenant les appréciations de la social-démocratie.

En tout cas, la crainte de voir la social-démocratie tenter de s'immiscer dans notre discussion ne nous empêchera pas une minute d'indiquer avec clarté et précision ce que nous considérons comme dangereux dans la politique de l'Internationale communiste et ce que nous jugeons salutaire. Nous pouvons écraser la social-démocratie non par la diplomatie, non en jouant à cache-cache, mais par une politique révolutionnaire juste qui reste encore à élaborer.

II. - Pourquoi n'y a-t-il pas eu de Congrès de l'Internationale communiste depuis plus de quatre ans ?

Plus de quatre ans se sont écoulés depuis le Ve Congrès. Durant cette période, la ligne de la direction a radicalement changé, sa composition tout autant que celle des divers partis et de l'Internationale communiste dans son ensemble a été modifiée. Le

président de l'Internationale a été non seulement éliminé de son poste mais exclu du parti, avant d'y être admis, à nouveau, à la veille de ce VI^e Congrès¹. Ces événements se sont déroulés sans qu'aucun Congrès ait été réuni, bien qu'il n'y ait eu aucun obstacle objectif à sa convocation. Alors que se posaient au mouvement ouvrier mondial et à la République des Soviets des problèmes vitaux, la réunion du Congrès de l'Internationale communiste sembla superflue : d'année en année, il fut ajourné, comme s'il était une entrave et un poids mort; on le convoqua seulement lorsqu'on estima qu'il se trouverait placé devant des faits accomplis.

Durant ces quatre années - remplies d'événements importants et déchirées par de profondes divergences on trouva le temps de réunir de nombreux congrès et conférences bureaucratiques : conférences écœurantes du Comité anglo-russe, congrès de la Ligue démocratique de Lutte contre l'impérialisme, congrès théâtral des « Amis de l'Union soviétique² »... Mais le temps et la place n'ont manqué que pour les trois Congrès réguliers de l'Internationale communiste !

Durant la guerre civile et le blocus, alors que les délégués étrangers rencontraient des difficultés énormes et que certains d'entre eux périssaient en route, les Congrès du Parti communiste soviétique et de l'Internationale communiste furent néanmoins régulièrement convoqués, conformément aux statuts et à l'esprit du parti prolétarien. Pourquoi n'agit-on plus ainsi à présent ? Prétendre que maintenant nous avons trop de « travail pratique », c'est reconnaître que la pensée et la volonté du parti dérangent la besogne de la direction, que les Congrès sont une charge dans les affaires les plus importantes et les plus sérieuses. En fait, c'est ouvrir la voie à la liquidation bureaucratique du parti.

Dans la forme, au cours de ces quatre années, toutes les questions ont été tranchées par le Comité exécutif de l'Internationale communiste ou par son présidium ; dans les faits, par le Bureau politique du Parti communiste de l'U.R.S.S., ou plus précisément par son secrétariat s'appuyant sur l'appareil du parti qui en dépend. Il ne s'agit pas, ici, évidemment, de l'influence idéologique du Parti communiste soviétique, qui sous Lénine était plus considérable que maintenant et qui avait une puissante signification créatrice; il s'agit de la toute-puissance du secrétariat s'exerçant par la toute-puissance de l'appareil ; sous Lénine, elle n'existait pas, et Lénine avait sévèrement mis en garde contre ce danger dans les derniers conseils qu'il adressa au Parti³.

L'Internationale communiste fut proclamée « parti international uni », toutes les sections nationales lui furent subordonnées. Dans cette question, Lénine joua, jusqu'au bout, un rôle modérateur : il multiplia les avertissements contre les tendances bureaucratiques de la direction, craignant que, en l'absence de base politique, le centralisme démocratique ne débouchât sur le bureaucratisme. Pourtant, quand Lénine abandonna le travail, c'est l'ultracentralisme qui triompha. Le Comité exécutif fut proclamé Comité central avec pleins pouvoirs dans le parti mondial uni, responsable uniquement devant les Congrès. Et en réalité, que voyons-nous dans cette affaire ? Les Congrès ne furent pas convoqués quand on en avait le plus grand besoin (la Révolution chinoise, à elle seule, justifiait la convocation de deux Congrès). Théoriquement, le Comité exécutif est le centre puissant du mouvement ouvrier mondial, mais à plusieurs reprises, au cours des dernières années, il fut profondément remanié; certains de ses membres, élus au Ve Congrès pour jouer un rôle dans la direction, furent éliminés ; il en va de même pour les sections de l'Internationale communiste, ou tout au moins pour les plus importantes d'entre elles. Qui donc a remanié le Comité exécutif, en principe uniquement responsable devant le Congrès..., si le Congrès n'a pas été réuni ? La réponse est parfaitement claire : c'est le noyau dirigeant du Parti communiste soviétique qui, à chaque changement de sa composition, modifie le Comité exécutif, au mépris des statuts de l'Internationale communiste et des décisions du Ve Congrès.

Les changements au sein du noyau dirigeant du Parti communiste de l'U.R.S.S. ont été réalisés dans le dos, non seulement de l'Internationale communiste mais aussi du Parti communiste de l'U.R.S.S. lui-même, entre les Congrès et indépendamment d'eux, par des coups de force de l'appareil. « L'art » de diriger consistait à placer le parti devant le fait accompli ; ensuite, les désignations au Congrès, retardé conformément à un mécanisme d'inspiration tortueuse, s'opéraient selon les vœux de la nouvelle direction mise en place, tandis que le précédent noyau dirigeant était tout simplement qualifié de « sommet antiparti ».

Il serait trop long d'énumérer toutes les étapes de ce processus; je ne citerai qu'un fait, parmi d'autres, mais il les illustre tous. Non seulement d'un point de vue formel, mais aussi dans la réalité, c'est le groupe de Zinoviev qui était à la tête du Ve Congrès, et c'est précisément ce groupe qui a donné le ton fondamental du travail du Ve Congrès : la lutte contre le prétendu « trotskysme ». Or, cette fraction dirigeante du Ve Congrès n'a pu se maintenir jusqu'au VI^e Congrès dans aucun des partis de l'Internationale communiste ; et c'est le groupe central de cette fraction - composé de Zinoviev, Kamenev, Sokolnikov et autres - qui proclame dans sa déclaration de juillet 1926 :

« Dés maintenant, il ne peut plus y avoir aucun doute sur le fait que le noyau essentiel de l'opposition de 1923 avait donné l'alerte avec juste raison contre les dangers qu'il y a à s'écarter de la ligne prolétarienne et contre les menaces de développement du régime de l'appareil. »

Il y a plus : à la séance plénière du Comité central et de la Commission centrale de Contrôle (14-23 juillet 1926), Zinoviev - dirigeant et inspirateur du Ve Congrès - déclara (et cette déclaration sténographiée fut à nouveau publiée par le Comité central avant le XVI^e Congrès) que lui, Zinoviev, considérait que les deux principales erreurs de sa vie sont la faute de 1917 et la lutte contre l'opposition en 1923 :

« Je considère la seconde erreur, disait Zinoviev, comme plus dangereuse; car la faute de 1917, commise du temps de Lénine, fut réparée par Lénine... tandis que mon erreur de 1923 consistait en ce que...

« ORDJONIKIDZE. - Quoi donc; vous avez bourré le crâne à tout le parti!

« ZINOVIEV. - Oui, dans la question du glissement et dans celle de l'oppression bureaucratique de l'appareil, Trotsky se trouva avoir raison contre vous! »

¹ Exclu du Parti communiste de l'Union soviétique en novembre 1927, Zinoviev avait fait une déclaration de capitulation politique au lendemain du XVI^e Congrès, en décembre de la même année, et avait été réintégré dans le parti au cours de l'année suivante.

² Jusqu'en 1927, l'Internationale communiste dirigea son activité vers les partis et les syndicats ouvriers. A l'occasion des fêtes du 10^e anniversaire d'Octobre, fut créée une organisation à partir de personnalités, les « Amis de l'Union soviétique ». Ce fut le début d'un système qui prit une ampleur considérable, notamment après la deuxième guerre mondiale avec la création du « Mouvement de la Paix ».

³ Allusion au « testament » de Lénine, qui, à l'époque, ne pouvait être détenu ou distribué en Union soviétique sous peine de déportation dans les camps. Ce n'est qu'à la suite du rapport de Khrouchtchev au XXI^e Congrès en 1956 que ce document fut officiellement publié en Union soviétique, dans un tome supplémentaire des Œuvres complètes de Lénine, avec d'autres textes qui avaient été également prohibés.

Mais la question du glissement, c'est-à-dire de la *ligne politique* et le problème du régime *existant dans le parti* constituent toute la somme des divergences. En 1926, Zinoviev estimait que l'opposition de 1923 avait raison sur ces questions et que, en ce qui le concernait, la plus grande erreur de sa vie – plus grave même que son hostilité au déclenchement de la Révolution d'octobre – fut la lutte qu'il avait menée contre le « trotskysme » en 1923-1925. Cependant, ces derniers jours, les journaux ont publié une décision de la Commission centrale de Contrôle réintégrant Zinoviev et d'autres dans le parti, parce qu'ils ont « renoncé à leurs errements trotskystes ». Toute cette histoire, bien qu'elle soit entièrement confirmée par des documents, paraîtra absolument fantastique à nos petits-fils et arrière-petits-fils; peut-être ne mériterait-elle pas d'être mentionnée, s'il ne s'agissait que d'une personne ou d'un groupe, si cette affaire n'était intimement liée à toute la lutte d'idées qui s'est déroulée dans l'Internationale communiste au cours des dernières années et si elle ne s'était développée organiquement dans les conditions qui ont permis l'absence de tout Congrès pendant quatre ans, à savoir la puissance infinie des méthodes bureaucratiques. Actuellement, on ne dirige pas l'idéologie de l'Internationale communiste, on la gère. La théorie n'est plus un instrument pour la connaissance et la prévision, elle est devenue un outil technique pour l'administration. On attribue à l'Opposition certaines opinions et, se fondant sur ces opinions, on la juge. On affecte des gens au « trotskysme » puis on les rappelle, comme s'il s'agissait de fonctionnaires d'une chancellerie !

Des renversements idéologiques de ce genre s'accompagnent inévitablement de coups de force dans l'organisation; ils viennent toujours d'en haut et, réussissant à s'ériger en système, ils deviennent le régime normal, non seulement du Parti communiste de l'U.R.S.S., mais aussi d'autres partis de l'Internationale communiste. Les motifs officiels de chaque bouleversement dans une direction coïncident rarement avec les motifs réels. La duplicité dans le domaine des idées est l'inévitable conséquence de la bureaucratisation du régime. Au cours de ces années, plus d'une fois, les dirigeants des partis d'Allemagne, de France, d'Angleterre, d'Amérique, de Pologne, etc., se sont engagés dans des voies opportunistes sans être condamnés parce que leur position sur les questions intérieures du Parti communiste de l'U.R.S.S. leur servait de protection.

Les derniers exemples sont encore bien frais dans les mémoires. La direction chinoise de Tchen-Dou-Siou, Tan-Pin-Sian et Cie, profondément menchévique⁴, a bénéficié, jusqu'à la dernière heure, du soutien total du Comité exécutif de l'Internationale communiste contre les critiques de l'opposition; cela n'a rien d'étrange, puisque, lors du VIIe plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, Tan-Pin-Sian déclarait :

« Dès la première apparition du trotskysme, le Parti communiste chinois et la Jeunesse communiste chinoise adoptèrent une résolution unanime contre lui ». (*Compte rendu sténographique*, p. 205.)

Dans le Comité exécutif de l'Internationale Communiste lui-même et dans son appareil, un rôle important est joué par des éléments qui s'opposèrent à la révolution prolétarienne puis l'entravèrent tant qu'ils purent en Russie, en Finlande, en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne et dans d'autres pays; mais, en revanche, ces éléments firent leurs preuves en temps opportun dans la lutte contre le « trotskysme ».

Ignorer et violer les statuts, procéder à des bouleversements dans l'organisation et dans les idées, ajourner les congrès et conférences, développer l'arbitraire, tout cela ne peut pas être le fruit du hasard, tout cela doit avoir des raisons profondes.

Ce serait une insuffisance du marxisme que d'expliquer ces faits uniquement ou principalement par des raisons personnelles (lutte de groupes pour le pouvoir, etc.), encore qu'à certains moments ces motifs puissent jouer un rôle (cf. le *Testament* de Lénine). Mais, ici, il s'agit d'un processus profond et de longue durée qui doit avoir non seulement des causes psychologiques mais surtout des causes politiques; et il en a, en effet.

La bureaucratisation du système entier, dans le Parti communiste de l'U.R.S.S. et dans l'Internationale communiste, a pour principale origine l'accroissement, au cours de ces cinq dernières années, de l'écart entre la ligne politique de la direction et les perspectives historiques du prolétariat. Plus elles divergeaient, plus les événements condamnaient cette politique, moins elle pouvait être appliquée dans le respect des règles du parti et sous la lumière de la critique; elle devait donc, de plus en plus, être imposée au parti d'en haut, par l'appareil et même par les moyens propres à l'État.

Dans ces conditions, la direction ne tolérait absolument plus la critique marxiste. Le régime bureaucratique est formaliste : la scolastique est l'idéologie qui lui convient le mieux. Les cinq dernières années ont été une période de déformation du marxisme, qui a été changé en scolastique pour couvrir le glissement politique et servir l'usurpation bureaucratique.

III. - La politique de 1923 à 1927

Sans aucun doute, un des motifs qui incita à ajourner, à plusieurs reprises, le VIe Congrès fut le désir d'attendre quelque grande victoire internationale; dans de pareils cas, les gens oublient plus facilement les défaites récentes. Mais le succès ne vint pas... et cela n'est pas dû au hasard !

Durant cette période, le capitalisme européen et le capitalisme mondial bénéficièrent d'un nouveau et sérieux sursis. Depuis 1923, la social-démocratie s'est considérablement renforcée. Les partis communistes n'ont grandi que de façon très insignifiante. Il ne se trouvera personne pour oser dire qu'ils ont su, au cours de ces quatre ou cinq années, assurer la continuité, la stabilité et l'autorité de leurs directions. Au contraire, cette continuité et cette solidité se révèlent profondément ébranlées, même dans le parti où elles étaient autrefois le mieux garanties : dans le Parti communiste de l'Union soviétique.

La République soviétique, au cours de cette période, a réalisé des progrès sérieux dans les domaines économique et culturel, progrès qui montrent, à la face du monde, la force et la signification des méthodes socialistes de gestion et les grandes possibilités qu'elles recèlent. Mais ces succès se développèrent sur la base de la prétendue stabilisation du capitalisme, qui fut elle-même le résultat d'une série de défaites de la révolution mondiale.

Contrairement aux assertions optimistes, le rapport interne des forces, dans l'économie et la politique, s'est modifié au désavantage du prolétariat : de là, une série de crises pénibles dont ne sort pas le Parti communiste de l'U.R.S.S.

⁴ Voir n. infra de la *Critique du programme de l'I.C.* sur la révolution chinoise de 1925-1927. Tchen Dou.Siou procéda ultérieurement à un réexamen de la politique qu'il avait suivie et rejoignit l'opposition de gauche. Cf. sa Lettre aux membres du Parti communiste chinois (in *La question chinoise dans l'Internationale communiste*). Dans les documents officiels sur l'histoire de la Chine, les dirigeants chinois actuels attribuent au seul Tchen Dou-Siou la responsabilité de la politique et de la défaite de 1925-1927 et font le silence sur le rôle de l'Internationale communiste.

La cause *fondamentale* de la crise de la Révolution d'octobre réside dans le retard de la révolution mondiale, à la suite de plusieurs lourdes défaites du prolétariat. Jusqu'en 1923, ce furent les échecs des mouvements et insurrections de l'après-guerre en raison d'abord de la disparition de toute une partie de la jeunesse, et ensuite de la faiblesse des partis communistes. A partir de 1923, la situation se modifie radicalement : il ne s'agit plus seulement de défaites du prolétariat, mais de défaites de la politique de l'Internationale communiste. Les fautes de cette politique, en Allemagne, en Angleterre, en Chine - et dans une mesure moindre en divers autres pays - sont telles qu'il est impossible d'en trouver de semblables dans toute l'histoire du Parti bolchevique : pour ce faire, il faut remonter à l'histoire du menchévisme dans les années 1905-1917, ou encore revenir à des dizaines d'années en arrière. Le retard dans le développement de l'Internationale communiste apparaît comme le résultat immédiat de la politique fautive des cinq dernières années. On ne peut en rejeter la responsabilité sur la « stabilisation » qu'en concevant sa nature d'une façon scolastique et pour fuir cette responsabilité. La stabilisation n'est pas tombée du ciel et n'est pas le fruit d'un changement automatique des conditions de l'économie capitaliste mondiale : elle est le résultat d'un changement défavorable dans le rapport politique des forces des classes. Le prolétariat a été affaibli en Allemagne par la capitulation de la direction en 1923 ; il a été trompé et trahi en Angleterre par une direction avec laquelle l'Internationale communiste continuait à faire bloc en 1926 ; en Chine la politique du Comité exécutif de l'Internationale communiste l'a jeté dans le traquenard du Kuomintang en 1926-1927. Voilà les causes immédiates et indiscutables des défaites. Essayer de montrer que même avec une politique juste les défaites étaient inévitables, c'est verser dans un fatalisme écœurant et renoncer à la compréhension bolchevique du rôle et de l'importance d'une direction révolutionnaire.

Les défaites du prolétariat causées par une politique fautive ont donné à la bourgeoisie un répit politique, dont elle tira parti pour consolider ses positions économiques. Certes, la consolidation des positions économiques de la bourgeoisie influence à son tour - comme facteur de « stabilisation » - la situation politique ; cependant, la cause essentielle de la montée du capitalisme durant ces cinq années de « stabilisation » réside dans le fait que la direction de l'Internationale communiste ne fut, à aucun moment, à la hauteur des événements. Les situations révolutionnaires ne manquèrent pas, mais, de façon chronique, on ne sut pas les exploiter. Ce défaut n'est pas dû au hasard et n'a pas un caractère singulier : il est la conséquence inévitable du cours centrisme qui, en période ordinaire, peut masquer son inconsistance, mais qui, inévitablement, provoque des catastrophes dans une situation révolutionnaire, quand se produisent de brusques changements.

Pour saisir la signification du revirement actuel vers la gauche, on doit avoir une vue complète non seulement de ce que fut le glissement vers la ligne générale du centre-droit qui se démasqua totalement en 1926-1927, mais aussi de ce que fut la période précédente d'ultra-gauchisme en 1923-1925, dans la préparation de ce glissement. Ainsi, il s'agit de porter un jugement sur les cinq années qui suivirent la mort de Lénine.

Déjà, à l'époque du XII^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, au printemps de 1923, deux positions se manifestèrent nettement à propos des questions économiques de l'Union soviétique ; elles se développèrent durant les cinq années suivantes et on put procéder à leur vérification à propos de la crise du stockage des blés en 1921-1928. Le Comité central considérait que le principal danger menaçant l'alliance avec la paysannerie venait d'un développement prématuré de l'industrie, et il en voyait la confirmation dans la prétendue « crise de vente » de l'automne de 1923. Au contraire, j'avais soutenu au XII^e Congrès l'idée que le danger principal menaçant la *smytchka*⁵ (1) [(1) Fin de la note] et la dictature du prolétariat était représenté par les « ciseaux » qui symbolisent l'écart entre les prix agricoles et les prix industriels, écart reflétant le retard de l'industrie ; le maintien et, à plus forte raison, l'accroissement de cette disproportion devaient inéluctablement entraîner une différenciation dans l'économie agricole et la production artisanale, et la croissance générale des forces capitalistes. J'ai développé clairement cette analyse lors du XII^e Congrès. C'est à ce moment que j'ai aussi formulé l'idée que, *si l'industrie retardait*, les bonnes récoltes deviendraient une source alimentant non pas le développement socialiste mais les tendances capitalistes et qu'elles fourniraient ainsi aux éléments capitalistes un outil de désorganisation de l'économie socialiste.

Ces orientations fondamentales présentées par les deux parties se retrouvèrent dans les luttes qui ont marqué les cinq années suivantes, où retentirent continuellement contre l'Opposition des accusations absurdes et réactionnaires dans leur essence : elle « craint le moujik », elle « a peur d'une bonne récolte », elle « redoute l'enrichissement du village », ou mieux encore elle « veut piller le paysan ». Ainsi dès le XII^e Congrès, et surtout pendant la discussion de l'automne de 1923, la fraction officielle repoussait les critères de classe, s'en tenant à des notions comme « paysannerie » en général, « récoltes » en général, « enrichissement » en général. Dans cette façon de concevoir les choses, apparaît déjà la pression des nouvelles couches sociales qui se formaient sur la base de la N.E.P. ; liées à l'appareil d'État, elles se montraient soucieuses de n'être pas gênées dans leur ascension.

Dans ce processus, les événements internationaux prirent une importance décisive. La seconde moitié de l'année 1923 fut une période d'attente anxieuse de la révolution prolétarienne en Allemagne. La situation fut comprise trop tard, on hésita. Au sein de la direction officielle apparurent de sourdes frictions (Staline-Zinoviev, restant, il est vrai, sur une commune ligne centrisme). En dépit de tous les avertissements, le changement de tactique ne fut entrepris qu'au dernier moment. Tout se termina par l'effrayante capitulation de la direction du Parti communiste allemand, cédant à l'ennemi des positions décisives⁶.

⁵ Mot russe signifiant *liaison*. Ce terme a servi dans le Parti bolchevique à désigner l'alliance du prolétariat avec les paysans pauvres et, dans une certaine mesure, les paysans moyens. Le maintien de cette alliance était considéré comme un impératif pour une assez longue période afin que fût assurée la stabilité de la dictature du prolétariat. La question de la *smytchka* fut très souvent à l'ordre du jour dès la Révolution d'Octobre. Signalons, entre autres, le rapport de Trotsky au XII^e Congrès, dans lequel il montra que, pour maintenir la *smytchka*, il fallait « fermer les ciseaux » (écart entre les prix en baisse des produits agricoles et les prix en hausse des produits industriels).

⁶ En janvier 1923, à la suite du non-paiement des réparations de guerre prévues par le traité de Versailles, les troupes françaises et belges occupèrent la Ruhr à titre de gage. Le gouvernement allemand riposta en décrétant la « résistance passive », pour priver les occupants de tout produit du travail dans cette région. Cela entraîna l'Allemagne tout entière dans le chaos financier et économique. L'inflation ne tarda pas à prendre des proportions vertigineuses. A partir du mois de mai de la même année, on assista à des mouvements ouvriers de plus en plus amples et à une croissance du Parti communiste allemand. En août, une grève générale spontanée entraîna la chute du gouvernement Cuno, qui fut remplacé par un gouvernement Stresemann de « grande coalition ». La question de la prise du pouvoir par le Parti communiste allemand fut mise à l'ordre du jour. Son principal dirigeant, Brandler, se rendit à Moscou à la fin d'août. Un plan fut établi. Pour préparer le terrain, des gouvernements locaux de front unique entre socialistes de gauche et communistes furent établis en Saxe et en Thuringe le 12 octobre. Sous prétexte de rétablir l'ordre, le gouvernement central envoya ses troupes dans ces deux pays et chassa les gouvernements locaux. Les hésitations qui se produisirent dans la direction du Parti communiste (et aussi, comme on le verra plus loin, dans la direction de l'Internationale communiste) firent annuler au dernier moment l'ordre d'insurrection. Un soulèvement se produisit le 23 octobre à Hambourg seulement où le messager qui apportait le contreordre ne parvint pas ; il dura quelques jours.

Cette défaite avait en elle-même un caractère alarmant. Mais elle prit une signification beaucoup plus pénible encore parce que la direction du Comité exécutif de l'Internationale communiste, dans une large mesure responsable de l'échec, n'en saisit pas l'ampleur, n'en estima pas la profondeur, tout simplement ne sut pas le reconnaître.

La direction répétait avec obstination que la situation révolutionnaire continuait à se développer et que les batailles décisives se livreraient dans un avenir proche. *C'est sur la base de ce jugement fondamentalement faux que le Ve Congrès établit toute son orientation, vers le milieu de 1924.*

Pendant toute la seconde moitié de 1923, l'opposition, elle, sonne l'alarme à propos du dénouement politique qui approche, exige un cours qui se dirige vraiment vers l'insurrection, parce que dans de pareils moments historiques, quelques semaines, parfois quelques jours, décident du sort de la révolution pour plusieurs années. En revanche, dans le semestre qui précède le Ve Congrès, l'opposition répète, avec obstination, que la situation révolutionnaire est déjà révolue et qu'« on doit modifier la voilure en tenant compte du vent qui est contraire et non plus favorable » : ce qui doit être à l'ordre du jour, ce n'est plus l'insurrection, mais – par des batailles défensives contre l'ennemi passé à l'offensive – l'union des masses sur des revendications partielles, la création de points d'appui dans les syndicats, etc.

En dépit du reflux politique, le Ve Congrès s'oriente, démonstrativement, vers l'insurrection : ainsi il désoriente tous les partis communistes et sème la confusion.

1924, l'année du revirement brusque et net vers la stabilisation, devient l'année des aventures en Bulgarie, en Estonie (I) [(1) En juin 1923, un coup d'Etat réactionnaire renversa le gouvernement du leader paysan Alexandre Stamboulisky. Il se produisit une lutte armée qui dura quelques jours et au cours de laquelle fut tué Stamboulisky. Le Parti communiste bulgare, qui avait le soutien électoral du quart des citoyens, sous prétexte qu'il s'agissait d'une lutte entre « deux branches de la même classe capitaliste », adopta une attitude de passivité. Le Comité exécutif de l'Internationale communiste critiqua très fortement cette politique. Il s'ensuivit un changement de direction. Mais la nouvelle direction tenta de répondre à la terreur du régime Tsankov par un soulèvement qui ne correspondait plus à la situation dans le pays. Ce soulèvement fut écrasé, les insurgés ayant tenu du 19 au 28 septembre. De même, en décembre 1924, fut organisé en Estonie un soulèvement qui ne correspondait aucunement à la situation dans le pays. Y participèrent seulement un peu plus de deux cents membres du Parti communiste estonien, qui furent écrasés en quelques heures. Sur ces événements, voir le livre de A. Neuberg (Heinz Neumann), *L'insurrection armée*. Fin de la note] ; le cours ultra-gauchiste se heurte, de plus en plus fort à la marche des événements. C'est à partir de ce moment que l'on cherche des forces révolutionnaires toutes faites en dehors du prolétariat : d'où l'idéalisation de certains partis pseudo-paysans dans divers pays, le flirt avec Raditch et La Follette, l'exagération du rôle de l'Internationale paysanne au détriment de l'Internationale syndicale, le faux jugement sur les syndicats anglais, l'amitié par-dessus les classes avec le Kuomintang, etc. Toutes ces béquilles par lesquelles le cours ultra-gauche aventurier tenta de se soutenir, devinrent, ensuite, les appuis essentiels du cours ouvertement droitier qui s'instaura lorsque les ultra-gauchistes, incapables de se retrouver dans la situation, se brisèrent contre le processus de stabilisation de 1924-1925.

L'ultra-gauchisme de 1924-1925, désorienté devant la situation, fut brutalement remplacé par une déviation de droite qui, sous l'estampille de la théorie « ne pas sauter par-dessus les étapes », fit appliquer une politique d'adaptation à la bourgeoisie nationale, à la démocratie petite-bourgeoise, à la bureaucratie syndicale, aux koulaks (baptisés « puissants moyens »), et aux fonctionnaires..., sous prétexte d'ordre et de discipline.

La politique de centre-droit, qui gardait les apparences du bolchevisme dans des questions secondaires, fut ensuite entraînée par le flot des événements et trouva son couronnement meurtrier, de nature menchevique, dans les questions de la révolution chinoise et du Comité anglo-russe.

Certes, ce serait faire preuve de vain pédantisme que d'affirmer que le prolétariat allemand, avec une direction juste, aurait *sans aucun doute* conquis le pouvoir, ou que le prolétariat anglais sous la conduite d'une direction juste aurait *sans aucun doute* renversé le Conseil général⁷ et hâté l'heure de la victoire de la révolution, ou que le prolétariat chinois, si on ne l'avait pas égaré sous la bannière du Kuomintang, aurait achevé victorieusement la révolution agraire et se serait *sans aucun doute* emparé du pouvoir avec l'alliance des paysans pauvres. *Mais ces trois éventualités étaient ouvertes.* Au contraire, la direction, négligeant la lutte des classes, renforçait l'ennemi au détriment de sa propre classe, et ainsi faisait tout pour assurer la défaite.

La question de l'allure est décisive dans toute lutte, et à plus forte raison dans une lutte d'envergure mondiale. Le sort de la République des soviets est inséparable du sort de la révolution mondiale. Personne n'a mis à notre disposition siècles ou même nombreuses décennies pour que nous nous en servions à notre aise. La question est tranchée par la dynamique de la lutte, dans laquelle l'ennemi profite de chaque erreur, de chaque bévue et occupe chaque pouce de terrain non défendu. En l'absence d'une politique juste de l'Internationale communiste, la révolution mondiale sera en retard, d'un retard historique indéterminé : or, c'est le temps qui décide. Ce qui est perdu par la révolution mondiale est gagné par la bourgeoisie. La construction du socialisme est une lutte de l'État soviétique non seulement contre la bourgeoisie intérieure mais aussi contre la bourgeoisie mondiale. Si la bourgeoisie gagnait contre le prolétariat mondial un nouveau et long délai historique, il est sûr qu'avec la puissante avance de sa technique, de sa richesse, de son armée et de sa flotte, elle culbuterait la dictature soviétique (et c'est déjà une question secondaire que de se demander si elle y parviendrait par des moyens économiques, politiques, militaires, ou par la combinaison des trois).

Le temps est un facteur décisif en politique, particulièrement lors de revirements brusques de l'histoire, quand une lutte à mort se déroule entre deux systèmes. Nous devons disposer du temps avec une très grande économie : l'Internationale communiste ne résisterait pas à cinq nouvelles années de fautes semblables à celles qui ont été commises. L'Internationale communiste tient grâce à l'attrait qu'exercent sur les masses la Révolution d'Octobre et le drapeau de Marx et Lénine; mais elle a vécu, au cours de ces dernières années, en gaspillant son capital. *L'Internationale communiste ne tiendra pas cinq nouvelles années avec de pareilles fautes.* Or, si l'Internationale communiste s'écroule, l'U.R.S.S. ne résistera pas longtemps. Les psaumes de Staline proclamant que le socialisme serait déjà réalisé aux 9/10 dans notre pays ne paraîtront que stupide verbiage. Certes, même en ce cas, la révolution prolétarienne finirait par se frayer des voies nouvelles vers la victoire : mais quand ? Mais au prix de quels sacrifices, de quelles innombrables victimes ? La nouvelle génération de révolutionnaires internationaux devrait renouer le fil rompu

⁷ Il s'agit du Conseil général du *Trade Union Congress*, direction de la Confédération des Syndicats britanniques.

de l'héritage et conquérir à nouveau la confiance des masses dans le plus grand événement de l'histoire ; lequel *peut* être compromis par une suite ininterrompue de fautes, de bouleversements et de falsifications idéologiques.

Ces paroles doivent être dites, clairement et distinctement, à l'avant-garde prolétarienne internationale, sans nulle crainte des inévitables hurlements, ululements et persécutions de ceux dont l'optimisme ne se maintient que parce qu'ils ferment peureusement les yeux devant la réalité.

Voilà pourquoi, à nos yeux, la politique de l'Internationale communiste domine toutes les autres questions.

La stabilisation de la bourgeoisie européenne, le renforcement de la social-démocratie, le retard du développement des partis communistes, le renforcement des tendances capitalistes en U.R.S.S., le glissement à droite de la politique de la direction du Parti communiste de l'U.R.S.S. et de l'Internationale communiste, la bureaucratie dans tout le système, la campagne effrénée contre l'aile gauche, traquée et de ce fait contrainte à devenir Opposition, tous ces processus sont liés entre eux, ils marquent un affaiblissement – provisoire, certainement, mais profond – des positions de la révolution mondiale, ils expriment la pression des forces ennemies sur l'avant-garde prolétarienne.

IV. - Radicalisation des masses et problèmes de direction

Dans son discours, ou plutôt dans la bordée d'injures qu'il a lancée à l'adresse de l'Opposition, Thaelmann a déclaré, lors du plénum de février du Comité exécutif de l'Internationale communiste :

« Les trotskystes ne voient pas la radicalisation de la classe ouvrière internationale et ils ne remarquent pas que la situation devient de plus en plus révolutionnaire » (Pravda, 17 février 1928.).

Plus loin, il passe, comme il convient, à la démonstration rituelle tendant à prouver qu'avec Hilferding, nous enterrerions la révolution mondiale. Ces contes d'enfants pourraient être négligés, s'il ne s'agissait d'un parti de l'Internationale communiste – le second en importance par ses effectifs – représenté par Thaelmann au Comité exécutif de l'Internationale communiste. Où est la radicalisation de la classe ouvrière que l'Opposition ne remarque pas ? Thaelmann et beaucoup d'autres ont également parlé de « radicalisation » en 1921, 1925, 1926 et 1927. Pour eux, en 1923, la baisse d'influence du Parti communiste et la croissance de la social-démocratie n'existaient pas ; ils ne se demandaient même pas quelles étaient les causes de ces phénomènes. Il est difficile de parler à un homme qui ne veut pas apprendre les premières lettres de l'alphabet politique. Malheureusement il ne s'agit pas de Thaelmann seul et sa personne n'a même aucune importance. Le IIIe Congrès fut pleinement une école de stratégie révolutionnaire. *Il enseigne à distinguer.* C'est la première condition dans tout problème. Il y a des périodes de flux et il y a des périodes de reflux. Les unes et les autres passent, à leur tour, par diverses phases. La tactique politique doit être adaptée à chacune des phases, mais on doit en même temps maintenir une ligne de conduite générale orientée vers la conquête du pouvoir afin de ne pas être pris au dépourvu au cas où la situation changerait brusquement. Le Ve Congrès a renversé tous les enseignements du IIIe Congrès. Il a ignoré la situation objective et substitué à l'analyse des événements un mot d'ordre d'agitation à l'emporte-pièce : « La classe ouvrière se radicalise, la situation devient de plus en plus révolutionnaire. »

En réalité, c'est seulement depuis l'année dernière que la classe ouvrière d'Allemagne a commencé à se remettre des conséquences de la défaite de 1923. Dans un document publié par l'opposition, auquel Thaelmann se réfère, il est dit :

« Sans aucun doute, il y a dans la classe ouvrière européenne un mouvement vers la gauche. Il se manifeste par l'augmentation des grèves et par l'accroissement du nombre des voix communistes. Mais ce n'est là que la première étape du mouvement. Le nombre des électeurs sociaux-démocrates croît parallèlement à celui des électeurs communistes et parfois le dépasse. Si ce processus se développe et s'approfondit, au stade suivant, commencera le mouvement qui mènera de la social-démocratie au communisme » (In A la nouvelle étape).

Autant qu'on en puisse juger d'après les dernières élections en Allemagne et en France, cette appréciation sur la situation intérieure de la classe ouvrière européenne – et surtout de la classe ouvrière allemande – peut être considérée comme presque indiscutable. Malheureusement la presse de l'Internationale communiste, y compris celle du Parti communiste de l'U.R.S.S., ne donne pas d'analyse sérieuse, approfondie, documentée et illustrée par des chiffres, de la situation de la classe ouvrière. La statistique, quand on s'en sert, est simplement ajustée, afin de dessiner une tendance qui préservera le prestige de la direction. On cache des données de fait d'une importance exceptionnelle pour l'établissement d'un graphique du mouvement ouvrier dans la période 1923-1928, quand elles s'opposent aux jugements erronés et aux fausses directives. Tout cela fait qu'il est difficile de juger de la dynamique réelle de la radicalisation des masses, de son allure et de ses potentialités.

Thaelmann n'avait nullement le droit de dire au plénum de février du Comité exécutif de l'Internationale communiste que « les trotskystes ne voient pas la radicalisation de la classe ouvrière internationale ». Non seulement nous avons vu la radicalisation de la classe ouvrière européenne, mais dès la fin de l'année dernière nous en avons tiré une appréciation de la conjoncture. Notre opinion fut entièrement confirmée par les élections de mai [1928] au Reichstag. La radicalisation traverse sa première phase et, jusqu'à maintenant, dirige les masses vers la social-démocratie. En février, Thaelmann ne voulait pas voir ce fait et disait : « La situation devient de plus en plus révolutionnaire ». Une expression aussi générale n'est qu'une phrase creuse. Peut-on dire que la situation devient « de plus en plus (?) révolutionnaire » quand se renforce la social-démocratie, principal soutien du régime bourgeois ?

Pour se rapprocher d'une situation révolutionnaire, la « radicalisation » des masses doit atteindre le stade où les ouvriers passent de la social-démocratie au Parti communiste; ce qui se produit certainement déjà de façon partielle. Mais ce n'est pas la direction générale du courant. Prendre un stade préliminaire, à moitié pacifiste et à moitié collaborationniste, pour une phase révolutionnaire, c'est préparer des erreurs cruelles. Il faut apprendre à distinguer. Celui qui répète d'année en année que « les masses se radicalisent, que la situation est révolutionnaire » n'est pas un dirigeant bolchevique, mais un agitateur verbeux : on peut être assuré qu'il ne reconnaîtra pas la révolution quand elle viendra réellement.

La social-démocratie est le principal soutien du régime bourgeois. Mais ce soutien est, en lui-même, contradictoire; si les ouvriers passaient du Parti communiste à la social-démocratie, on pourrait parler avec certitude de la consolidation du régime bourgeois. Il en fut ainsi en 1924. Thaelmann et les autres dirigeants du Ve Congrès ne l'ont pas compris alors : c'est pourquoi, à nos arguments et à nos conseils, ils répondaient par des injures. Maintenant la situation est autre. Le Parti communiste grandit tout

comme la social-démocratie, mais sa croissance ne se fait pas encore directement au détriment de cette dernière. Les masses affluent parallèlement aux deux partis, et jusqu'ici le courant qui va vers la social-démocratie est plus fort. Les ouvriers abandonnent les partis bourgeois, ils se réveillent et sortent de leur apathie politique; il y a là un processus nouveau, qui ne signifie pas, de toute évidence, un renforcement de la bourgeoisie. Mais le développement de la social-démocratie ne constitue pas non plus une situation révolutionnaire. Il faut apprendre à distinguer. Dès lors, comment qualifier la situation actuelle ? Il s'agit d'une situation transitoire, pleine de contradictions, où les tendances ne sont pas encore différenciées et qui renferme des possibilités diverses. On doit suivre attentivement le développement ultérieur du processus, sans s'étourdir avec des phrases à l'emporte-pièce, et en demeurant prêt à faire face aux brusques changements de la situation.

La social-démocratie n'est pas purement satisfaite par l'accroissement du nombre de ses voix ; elle regarde avec anxiété l'afflux des ouvriers, qui lui cause de grandes difficultés. Avant que les ouvriers ne passent en masse de la social-démocratie au Parti communiste – le fait se produira – il faut s'attendre à de nouvelles et grandes frictions au sein de la social-démocratie elle-même, à la formation de nouveaux groupements, à de nouvelles scissions. Cela ouvrira probablement le champ à des manœuvres actives et offensives du Parti communiste, sur la ligne du « front unique », dans le but d'accélérer la différenciation révolutionnaire des masses, et avant tout d'arracher les ouvriers à la social-démocratie. Mais, malheur si les manœuvres du Parti communiste se réduisent à regarder de nouveau dans la bouche des sociaux-démocrates de « gauche » (et ils peuvent aller encore très à gauche), en attendant que les dents de sagesse leur poussent... Nous avons vu de telles « manœuvres » pratiquées en Saxe à petite échelle en 1923, et à grande échelle en Angleterre et en Chine en 1925-1927. Dans tous ces cas, elles firent manquer l'occasion révolutionnaire et provoquèrent de grandes défaites.

L'opinion de Thaelmann ne lui appartient pas en propre; cela apparaît bien dans le projet de programme qui dit :

« Le renforcement du processus de radicalisation des masses, l'accroissement de l'influence et de l'autorité des partis communistes... tout cela montre clairement qu'une nouvelle montée révolutionnaire se produit dans les centres de l'impérialisme. »

Comme généralisation sur laquelle fonder un programme, c'est radicalement faux. L'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes a déjà connu et connaîtra encore non seulement « un renforcement du processus de radicalisation des masses », mais aussi des périodes où les masses glissent à droite; non seulement des périodes d'accroissement de l'influence des partis communistes, mais aussi des périodes de déclin provisoire, particulièrement en cas d'erreurs, de défaites, de capitulations. S'il s'agit d'un jugement de « conjoncture », plus ou moins vrai pour une période donnée, dans certains pays, mais non pour le monde entier, alors la place d'un tel jugement n'est pas dans un programme, mais dans une résolution circonstanciée : le programme est écrit, lui, pour toute une époque de révolution prolétarienne. Malheureusement, au cours de ces cinq années, la direction de l'Internationale communiste n'a pas fait preuve de compréhension dialectique à propos de la croissance puis de la disparition des situations révolutionnaires. Elle en est restée à une scolastique permanente sur la « radicalisation » et n'a pas réfléchi sur les étapes vivantes de la lutte menée par la classe ouvrière mondiale.

A cause de la défaite subie par l'Allemagne dans la Grande Guerre, la vie politique de ce pays a été particulièrement marquée par les crises, ce qui, chaque fois, a mis l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat devant une situation lourde de responsabilités. La cause immédiate des défaites subies par le prolétariat allemand fut, dans les cinq premières années, l'extrême faiblesse du parti révolutionnaire, puis dans les cinq années suivantes les fautes de sa direction.

En 1918-1919, manquait encore, face à la situation révolutionnaire, un parti prolétarien révolutionnaire. En 1921, quand le reflux se produisit, le Parti communiste, qui était déjà assez fort, tenta d'appeler à la révolution, mais les conditions préalables faisaient défaut. Le travail préparatoire (« la lutte pour les masses »), qui suivit, provoqua dans le parti une déviation de droite. Dépourvue d'envergure révolutionnaire et d'initiative, la direction se brisa devant le tournant brusque d'une situation qui évoluait vers la gauche (automne 1923). L'aile droite fut remplacée par l'aile gauche, dont la prédominance a coïncidé avec le reflux de la révolution. Mais cela, on ne voulut pas le comprendre et l'on maintint le « cours vers l'insurrection ». De là provinrent de nouvelles fautes qui affaiblirent le parti et entraînèrent le renversement de la direction de gauche. L'actuel Comité central, s'appuyant secrètement sur une partie des « droitiers », a tout le temps lutté avec acharnement contre la gauche, tout en répétant mécaniquement que les masses se radicalisaient et que la révolution approchait.

L'histoire du parti allemand offre le tableau de fractions alternant brusquement au pouvoir et représentant les divers segments du graphique politique : chaque groupe dirigeant, lors de chaque revirement, vers le haut ou vers le bas de la courbe politique, c'est-à-dire vers une crise révolutionnaire ou au contraire vers une « stabilisation » provisoire, fait faillite et laisse la place au groupe concurrent. La faiblesse du groupe de droite était son incapacité à orienter l'activité du parti dans la voie de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir, en cas de changement de situation. La faiblesse du groupe de gauche venait de ce qu'il comprenait mal la nécessité de mobiliser les masses sur des revendications transitoires imposées par la situation objective dans la période de préparation. La faiblesse d'un groupe avait pour complément symétrique la faiblesse de l'autre groupe. La direction étant changée à chaque bouleversement de la situation, les cadres les plus élevés du parti ne pouvaient acquérir une expérience vaste, couvrant à la fois la montée et le déclin, le flux et le reflux, la manœuvre et l'attaque. Une direction ne peut s'éduquer dans un sens pleinement révolutionnaire que si elle comprend le caractère de notre époque, sa mobilité soudaine et ses revirements brusques. Opérer au hasard et par « désignation » la sélection des dirigeants, c'est, inévitablement, prendre le risque d'une nouvelle faillite lors de la prochaine grande crise sociale.

Diriger, c'est prévoir. Il faut cesser en temps voulu de flatter Thaelmann uniquement parce qu'il ramasse dans la fange les mots les plus grossiers pour les lancer à l'Opposition, comme on flatta Tan-Pin-Sian, au VIIe Plénum, simplement parce qu'il traduisait en chinois les injures de Thaelmann. Il faut dire au parti allemand que le jugement porté par Thaelmann, en février, sur la situation politique, est grossier, sommaire, erroné. Il faut reconnaître franchement les fautes de stratégie et de tactique commises durant les cinq dernières années, et les étudier sérieusement, avant que les blessures qu'elles ont causées ne guérissent : les leçons de la stratégie ne peuvent porter tout leur fruit que si elles suivent les événements pas à pas.

V. - Comment se prépara le déplacement à gauche qui se produit actuellement dans le parti communiste de l'Union soviétique

Les difficultés absolument exceptionnelles rencontrées cette année (1928) dans le stockage des blés ont une grande importance, non seulement sur le plan économique, mais dans le domaine de la politique et du parti. Ce n'est pas par hasard qu'elles provoquèrent le revirement à gauche. Par ailleurs, en elles-mêmes, ces difficultés établissent le bilan de l'économie et de la politique générale.

Le passage du communisme de guerre à l'économie socialiste n'aurait pu se faire sans *grandes* retraites que si la révolution prolétarienne s'était immédiatement étendue aux pays *avancés*. Le retard de ce développement nous amena, au printemps de 1921, à la grande, profonde et durable retraite que fut la N.E.P. Les proportions de cette indispensable retraite furent établies non seulement par la réflexion théorique mais aussi par les tâtonnements pratiques. Dès l'automne de 1921, il fallut reculer plus encore.

Le 29 octobre 1921, c'est-à-dire sept mois après le début de la N.E.P., Lénine déclarait à la conférence provinciale du parti à Moscou :

« Ce passage à la Nouvelle Politique Economique qui s'est fait au printemps, cette retraite que nous avons effectuée... est-elle apparue suffisante pour que nous arrêtons le recul, pour que nous nous préparions déjà à l'offensive ? Non, il se trouva qu'elle ne suffisait pas encore... Nous avons le devoir de le reconnaître maintenant, si nous ne voulons pas nous cacher la tête sous l'aile, si nous ne voulons pas faire semblant de ne pas voir notre défaite, si nous ne craignons pas de regarder le danger en face. Nous devons avouer que la retraite a été insuffisante, qu'il faut l'accentuer, que nous devons nous replier encore pour passer du capitalisme d'Etat à la mise en œuvre d'une réglementation par l'Etat du commerce et de la circulation monétaire... Voilà pourquoi nous sommes dans la situation d'hommes obligés de reculer encore, pour pouvoir, plus tard, passer enfin à l'offensive » (Lénine, Œuvres, vol. 33, P. 91.).

Et plus loin, dans le même discours :

« Dissimuler à nous-mêmes, à la classe ouvrière, à la masse que nous continuons toujours la retraite commencée au printemps de 1921, qu'elle se poursuit aujourd'hui dans l'automne et l'hiver de 1921-1922, ce serait nous condamner à l'inconscience totale, ce serait manquer du courage de regarder en face la situation créée. Dans ces conditions, le travail et la lutte seraient impossibles » (Ibid., p. 92).

Ce n'est qu'au printemps de l'année suivante, en 1922, que Lénine se décide à donner le signal d'arrêt de la retraite. Il en parle pour la première fois, le 6 mars 1922, à une séance de la fraction du Congrès des Métallurgistes :

« Nous pouvons dire maintenant que ce recul, au sens de concessions que nous faisons aux capitalistes, est terminé... J'espère et je suis sûr que le Congrès du Parti le dira lui aussi officiellement, au nom du parti dirigeant de la Russie » (Ibid., p. 223 et 224).

Et immédiatement, une explication franche, honnête, comme toujours, vraiment léniniste :

« Les paroles sur l'arrêt de la retraite ne signifient pas que nous avons déjà posé les fondations, de l'économie nouvelle et que nous pouvons avancer tranquillement. Non, les fondations ne sont pas encore posées » (Ibid., p. 224).

Le Xe Congrès, sur la base du rapport de Lénine, adopta, à ce sujet, la résolution suivante :

« Le Congrès, constatant que l'ensemble des mesures appliquées et fixées au cours de l'année dernière comprend les concessions que le parti reconnut indispensable de faire au capitalisme de l'économie privée, considère qu'en ce sens la retraite est terminée » (Compte rendu sténographique, p. 143).

Cette résolution, profondément méditée et – nous l'avons vu – soigneusement préparée supposait que les *nouvelles* positions de départ donneraient la possibilité de lancer l'offensive socialiste, lentement certes, mais sans autres reculs. Sur ce point, les prévisions du dernier Congrès dirigé par Lénine ne se réalisèrent pas. Au printemps de 1925, apparut la nécessité d'opérer une nouvelle retraite : reconnaître aux riches du village le droit d'exploiter les plus défavorisés en louant la main-d'œuvre et la terre.

La nécessité de cette nouvelle retraite aux conséquences immenses et que n'avait pas prévue en 1922 le plan stratégique de Lénine, venait non seulement du fait qu'on avait tiré trop court (comme l'exigeait la plus élémentaire prudence) le trait limitant le recul, mais aussi de ce que, en 1923-1924, la direction, n'ayant pas compris la situation, perdait du temps alors qu'elle croyait en « gagner ».

De plus, ce recul si pénible d'avril 1925 ne fut pas présenté comme une défaite et une dure retraite – ce qu'aurait fait Lénine ; il fut célébré comme un pas victorieux de la *smytchka*, comme un simple chaînon du mécanisme général pour la construction du socialisme. C'est précisément contre de tels procédés que, durant toute sa vie, Lénine a mis en garde, surtout à l'automne de 1921, quand il fallut maintenir et accentuer le recul du printemps :

« Il est moins dangereux de subir une défaite que de craindre de la reconnaître, que de craindre d'en tirer toutes les conséquences... On ne doit pas avoir peur d'avouer ses défaites. Il faut tirer de chacune tous les enseignements qu'elle comporte. Si nous admettons que l'aveu d'une défaite, tout comme l'abandon d'une position, provoque chez les révolutionnaires démoralisation et affaiblissement de l'énergie dans la lutte, il faudrait dire que de tels révolutionnaires ne sont bons à rien... Notre force a toujours été et sera toujours de considérer les défaites les plus lourdes avec le plus grand sang-froid, et d'apprendre d'elles à modifier notre action. Voilà pourquoi il faut parler franchement. Cela est intéressant et important, non seulement pour la vérité théorique mais aussi du point de vue pratique. Jamais nous n'apprendrons à nous acquitter de nos tâches de façon nouvelle si l'expérience d'hier ne nous a pas ouvert les yeux sur les erreurs des anciennes méthodes » (Lénine, Œuvres, vol. 33, p. 88 et 89.).

Mais on oublia ce remarquable avertissement deux jours après que Lénine eut quitté la direction, et on ne s'en est plus souvenu une seule fois depuis. Puisque les décisions d'avril 1925 légalisaient la différenciation qui s'étendait dans les campagnes et ouvrait devant elle toutes les écluses, la *smytchka* signifiait que, dans l'avenir, le commerce entre l'État ouvrier et le koulak allait

croître. Au lieu de reconnaître ce grave danger, on s'empressa de créer la théorie servile de l'intégration du koulak dans le socialisme.

En 1926, à propos de la *smytchka*, l'Opposition formula en ces termes la discussion commencée dès le printemps de 1926 :

« Question. — *Est-il vrai que la politique de l'Opposition est une menace pour l'alliance entre le prolétariat et la paysannerie ?*

« Réponse. — *Cette affirmation est totalement mensongère. La smytchka est actuellement menacée d'un côté par le retard du développement de l'industrie et d'un autre côté par la croissance du koulak. Le manque de produits industriels enfonce un coin entre la campagne et la ville. Du point de vue économique et politique, le koulak commence à dominer les paysans moyens et pauvres en les opposant au prolétariat. Ce processus en est encore à son tout premier commencement. Le danger qui menace l'alliance est précisément là. La sous-estimation du retard de l'industrie et la croissance du koulak menacent la direction juste, léniniste, qui se propose l'union des deux classes, base de la dictature dans les conditions de notre pays » (Question et réponses).*

Remarquons ici que sur cette question, l'Opposition n'exagérait en rien, malgré l'âpreté de la lutte. Nous élevant contre la théorie des renégats qui vise à l'intégration du koulak dans le socialisme – voie de l'intégration dans le capitalisme – nous déclarions, en 1926, que le danger du koulak ne faisait que commencer. Nous avons indiqué d'où venait ce danger dès 1923 et nous en avons dépeint la croissance à chaque étape nouvelle. En quoi consiste donc l'art de la direction si ce n'est à reconnaître le péril quand il en est encore à ses débuts, afin de prévenir son développement ultérieur ?

Le 9 décembre 1926, lors du VII^e plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, Boukharine au sujet de la *smytchka* et du stockage des blés dénonça l'Opposition dans les termes suivants :

« *Quel était l'argument le plus puissant utilisé par notre Opposition contre le Comité central du Parti (j'ai en vue l'automne de 1925) ? Elle disait alors : les contradictions grandissent considérablement et le Comité central du Parti n'est pas en état de le comprendre. Elle disait : les koulaks, qui concentrent tout l'excédent des céréales entre leurs mains, ont organisé contre nous « la grève des blés ». Voilà pourquoi le blé arrive si mal. Tout le monde a entendu cela... L'Opposition considérait que tout le reste était l'expression politique de ce phénomène fondamental. Ensuite, ces mêmes camarades intervinrent pour dire : le koulak s'est encore renforcé, le danger a encore grandi. Camarades, si la première et la seconde affirmations avaient été justes, nous aurions maintenant, contre le prolétariat, une grève des koulaks encore plus forte... L'Opposition ment quand elle affirme que nous aidons à la croissance des koulaks, que nous marchons tout le temps sur le chemin de la défaite, que nous aidons les koulaks à organiser la grève du blé ; les résultats véritables témoignent du contraire » (Compte rendu sténographique, vol II, p. 118).*

Cette citation de Boukharine ne démontre-t-elle pas l'aveuglement total de la direction dans la question essentielle de notre politique économique ?

Boukharine ne constitue pas une exception. Il n'a fait que « généraliser », sur le plan théorique, l'aveuglement de la direction. Les plus hauts dirigeants du Parti et de l'économie affirmaient, à qui mieux mieux, que nous étions sortis de la crise (Rykov), que nous tenions en main le marché paysan et que la question du stockage était devenue une simple question d'organisation de l'appareil soviétique (Mikoyan). Une résolution de juillet 1927, du plénum du Comité central, annonçait : « Le développement de l'activité économique au cours de cette année est, dans l'ensemble, absolument satisfaisant. » Dans le même temps, la presse officielle proclamait, à l'unisson, que la pénurie de marchandises dans le pays était sinon surmontée, du moins remarquablement réduite.

Au contraire, l'Opposition écrivait de nouveau dans ses thèses pour le XV^e Congrès :

« *La diminution de la masse globale des céréales stockées est, d'une part, le témoignage éclatant du trouble qui règne dans les rapports entre la ville et la campagne, et, d'autre part, une source de difficultés nouvelles et menaçantes.* »

Où est la racine de nos difficultés ? L'Opposition répondait :

« *Au cours de ces dernières années, l'industrie s'est développée trop lentement, retardant sur le développement de l'économie nationale dans son ensemble... De ce fait, l'économie étatisée dépend de plus en plus des éléments koulaks et capitalistes, dans le domaine des matières premières, de l'exportation, des vivres.* »

S'il n'y avait pas eu tout le travail précédent de l'Opposition, en commençant par les thèses de 1923 et en finissant par l'appel du 7 novembre 1927⁸, si l'Opposition n'avait pas avancé un programme juste et sonné avec raison l'alarme dans les rangs du Parti et de la classe ouvrière, la crise du stockage des blés aurait accéléré le développement du cours droitier et travaillé à l'épanouissement ultérieur des forces capitalistes.

Plus d'une fois, dans le cours de l'histoire, il est arrivé à l'avant-garde du prolétariat, et même à l'avant-garde de l'avant-garde, de payer, par sa propre destruction physique, le prix d'un nouveau pas en avant de sa classe ou d'un ralentissement de l'offensive ennemie.

VI. - Un pas en avant, un demi-pas en arrière

Différente de la crise chinoise et de la crise du Comité anglo-russe en ceci qu'elle ne pouvait être passée sous silence, la crise du stockage des blés détermina une nouvelle période politique. Elle eut des répercussions immédiates, non seulement sur

⁸ A l'occasion du dixième anniversaire d'Octobre, l'Opposition de gauche décida de manifester à Moscou et à Léninegrad sous ses propres mots d'ordre : contre les nepmen, contre les koulaks, contre la bureaucratie. Les manifestants furent attaqués par la police. Dix années plus tard, lors des « procès de Moscou » et des grandes « purges », cette manifestation fut présentée par Staline comme une tentative de coup d'Etat.

l'économie en général, mais sur la vie quotidienne de chaque ouvrier. Voilà pourquoi la nouvelle politique date du commencement de cette crise.

Le parti a pu lire, dans la *Pravda* du 15 février⁹, un article de fond qu'il aurait pu prendre pour une transposition, et même par endroits pour une reproduction presque textuelle, de la plate-forme de l'opposition lors du XV^e Congrès. Cet article insolite, qu'aucune continuité ne reliait au tout récent passé et qui fut écrit sous la pression engendrée par la crise du stockage des blés, annonçait :

« Parmi les diverses causes qui ont provoqué les difficultés du stockage des blés, il en est une qu'il faut signaler : les campagnes ont prospéré et se sont enrichies. C'est d'abord le koulak qui a prospéré et s'est enrichi. Trois années de bonnes récoltes ne sont pas passées en vain. »

Ainsi, si les campagnes refusent de donner le blé à la ville, c'est qu'elles se sont enrichies, c'est-à-dire qu'elles ont réalisé, dans la mesure de leurs forces, le mot d'ordre de Boukharine : « Enrichissez-vous. » Mais pourquoi donc l'enrichissement de la campagne détruit-il la *smytchka* au lieu de la renforcer ? Parce que, répond l'article, « c'est d'abord le koulak qui a prospéré et s'est enrichi ». Ainsi, la théorie affirmant que le paysan moyen avait prospéré pendant ces années-là, au détriment du koulak et du paysan pauvre, fut, d'un coup, rejetée. « C'est le koulak surtout qui a prospéré et s'est enrichi. »

Pourtant, à lui seul, l'enrichissement des koulaks dans les campagnes n'explique pas la désorganisation des échanges entre la ville et la campagne. L'alliance avec le koulak n'est pas une alliance socialiste. Mais la crise des céréales provient de ce que cette sorte même de *smytchka* n'existe pas. Cela signifie que, non seulement le koulak a prospéré et s'est enrichi, mais qu'il ne trouve même pas nécessaire d'échanger ses produits naturels contre des roubles ; quant aux marchandises qu'il veut et qu'il peut acheter en ville, il les paie avec des céréales qui manquent absolument dans les villes. La *Pravda* signale aussi une seconde cause qui est, au fond, la raison essentielle de la crise des céréales :

« L'augmentation des revenus de la paysannerie... face au retard dans l'offre des produits industriels a donné la possibilité à la paysannerie en général, et au koulak en particulier, de garder les produits céréaliers. »

Maintenant le tableau est clair. La cause fondamentale est le retard de l'industrie et le manque de produits finis. Dans ces conditions, non seulement il n'y a pas d'alliance socialiste avec les paysans moyens et pauvres, mais il n'y a pas non plus d'alliance capitaliste avec les koulaks. Si l'on compare les deux citations de la *Pravda* avec les extraits des documents de l'opposition, présentés dans le chapitre précédent, on peut dire que la *Pravda* répète, presque textuellement, les idées et les expressions des « questions et réponses » de l'Opposition, dont la reproduction, naguère, entraînait l'exclusion du Parti.

L'article de la *Pravda* ne s'en tient pas là. Tout en assurant que le koulak n'est pas « le principal détenteur des céréales », ce texte reconnaît qu'il est « l'autorité économique à la campagne », qu'il a établi « l'alliance avec le spéculateur des villes, qui paie le blé plus cher », que « le koulak a la possibilité d'entraîner avec lui le paysan moyen »...

Si l'on admet le chiffre assez douteux de 20 % comme étant la part actuellement attribuée au koulak dans le commerce des céréales, le fait qu'il puisse « entraîner avec lui » sur le marché le paysan moyen – c'est-à-dire l'amener à saboter le stockage des blés par l'État – se révèle dans toute sa gravité. Les banques de New York ne possèdent pas non plus la totalité des marchandises en circulation ; n'empêche qu'elles dirigent avec succès cette circulation. Celui qui insisterait sur la modestie de ces 20 % ne, ferait que souligner par là qu'il suffit au koulak d'avoir entre les mains le cinquième du blé pour en contrôler le marché. Telle est la faiblesse de l'influence de l'État sur l'économie des campagnes *quand l'industrie retarde !*

Une autre réserve inévitable consiste à dire que le koulak a eu ce rôle déterminant dans quelques régions seulement, non dans toutes : cette réserve n'atténue rien du tout ; bien au contraire, elle accentue le caractère menaçant de ce qui se passe. Ces « quelques » régions ont été capables d'ébranler, dans ses fondements, l'alliance de la ville et de la campagne. Que serait-il donc arrivé si ce processus s'était étendu, dans la même mesure, à toutes les régions ?

Nous avons affaire à un processus économique vivant et non pas à une moyenne statistique stable. Dans ce processus complexe et diversifié, il n'est pas question de procéder à des mesures quantitatives détaillées, mais il faut définir sa qualité, c'est-à-dire montrer dans quel sens les phénomènes se développent.

Au détriment de qui le koulak a-t-il gagné en autorité dans les campagnes ? Au détriment économique de l'État ouvrier et de ses instruments, les industries d'État et les coopératives. Si le koulak a eu la possibilité d'entraîner avec lui le paysan moyen, contre qui l'a-t-il dressé ? Contre l'État ouvrier. C'est en cela que consiste la cassure sérieuse et profonde de *l'alliance économique*, prémisse d'un danger plus grand encore, *la rupture de l'alliance politique*.

Mais après le pas en avant que représente cet article de la *Pravda*, il y eut un demi-pas en arrière.

Le manifeste-programme du Comité central du 3 juin 1928 dit :

« La résistance des koulaks grandit sur un fond général de relèvement des forces productives du pays, malgré la croissance plus rapide encore du secteur socialiste de l'économie. »

S'il en est ainsi, si cela est vrai, alors il ne doit pas y avoir de raison de s'alarmer. Alors, sans changer de ligne, il ne reste plus qu'à construire tranquillement « le socialisme dans un seul pays ». Si le poids des éléments capitalistes, c'est-à-dire surtout des koulaks, baisse dans l'économie, d'année en année, alors pourquoi cette soudaine « panique » face aux koulaks ? La question est tranchée par la relation dynamique des deux forces en lutte, socialisme et capitalisme – qui l'emportera ? –, et le koulak est « terrible » ou « inoffensif » selon la variation du rapport dans un sens ou dans l'autre. Le manifeste du Comité central tente en vain de sauver par cette affirmation la résolution du XV^e Congrès fondée sur la certitude d'une prédominance progressive des éléments socialistes de l'économie sur les éléments capitalistes. Mais l'article de la *Pravda* du 15 février est un démenti public infligé à cette thèse fautive, qu'a réfutée dans la pratique le cours des opérations de stockage des blés. Où est la logique ?

Si le secteur socialiste avait prospéré pendant ces trois années de bonnes récoltes plus vite que le secteur non socialiste, sans doute aurions-nous pu connaître encore une crise commerciale et industrielle (excès de produits de l'industrie d'État, absence d'équivalents agricoles) ; mais, ce que nous avons eu, c'est une crise du stockage des blés dont la *Pravda* du 15 février a donné une explication juste : elle est le résultat de l'accumulation par les paysans (et surtout par les koulaks) de produits agricoles qui ne trouvent pas d'équivalence dans les produits industriels. L'aggravation de la crise du stockage des blés – c'est-à-dire de la crise de

⁹ 15 février 1928, soit moins de trois mois après l'exclusion de l'opposition de gauche et le bannissement de ses membres en Sibérie (L.T.).

la *smytchka* – à la suite de trois bonnes récoltes, signifie seulement que, dans la dynamique générale du processus économique, le secteur socialiste s'est affaibli par rapport au secteur capitaliste et au commerce privé en général.

La correction introduite dans ce rapport sous la pression administrative, correction absolument inévitable, ne change rien à la conclusion fondamentale. Il s'agit, dans cette affaire, de la force politique dont le koulak a déjà une part (limitée il est vrai). Cependant, la nécessité même de recourir à des méthodes reprises du communisme de guerre témoigne d'un changement défavorable du rapport des forces dans le domaine économique.

Devant ce contrôle économique objectif, réalisé par la vie elle-même, tombent les tentatives de démonstration par la « statistique » de la croissance du secteur socialiste. C'est comme si, après la retraite, le chef d'une armée ayant cédé d'importantes positions, se mettait à brandir des coefficients statistiques pour prouver que la supériorité est de son côté. Non, le koulak a prouvé (et ses arguments sont plus convaincants que les optimistes combinaisons statistiques) que dans cet important combat, livré avec des armes économiques, c'est lui qui l'a emporté. Dans cette question : qui gagnera ? – c'est la dynamique vivante de l'économie qui décidera. Si les chiffres contredisent la vie, c'est que les chiffres mentent, ou dans le meilleur des cas répondent à une autre question.

Même si l'on fait abstraction de la servilité de la statistique (qui, comme le reste, souffre de l'arbitraire de l'Appareil), il n'en reste pas moins que la statistique – particulièrement chez nous – , retarde toujours en raison de l'extrême émiettement des processus les plus importants : elle en donne une coupe instantanée, mais n'en reflète pas la tendance. C'est ici que la théorie peut nous venir en aide. Notre jugement théorique juste sur la dynamique du processus soulignait par avance que le retard subi par l'industrie amènerait même les bonnes récoltes à nuire à la construction du socialisme, en provoquant l'accroissement de l'autorité du koulak dans les campagnes et les queues devant les boulangeries dans les villes. Les faits sont venus et la vérification qu'ils apportent est irrécusable.

Le bilan des enseignements fournis par la crise du stockage des blés, tel que l'établit en février l'article de la *Pravda*, donne une confirmation forcée (mais d'autant plus indiscutable) : la disproportion s'est accrue ; le déficit est du côté de l'économie étatisée, c'est-à-dire que les bases de la dictature du prolétariat se rétrécissent. En outre, ce bilan confirme l'existence dans la paysannerie d'une différenciation si profonde que le sort du stockage des blés – autrement dit le sort de la *smytchka* - se trouve sous le contrôle direct et immédiat du koulak qui entraîne avec lui les paysans moyens.

Si le déséquilibre entre les villes et les campagnes est l'héritage du passé, si une certaine croissance des forces capitalistes est une conséquence inévitable de la nature même de notre économie, il reste que l'accroissement du déséquilibre au cours des dernières années et le déplacement du rapport des forces en faveur des koulaks sont les résultats d'une fausse politique de la direction dans la répartition du revenu national ; tantôt elle rend les rênes, tantôt elle les tend nerveusement.

Dès 1923, pour faire face à ce danger, l'Opposition a montré que pour donner à l'industrie d'État un rôle prédominant dans les rapports avec les campagnes, on devait aborder la question avec un plan ferme de lutte contre le déséquilibre ; l'Opposition a démontré que le retard de l'industrie aggraverait inévitablement les contradictions des classes dans le pays et affaiblirait les positions économiques occupées par la dictature du prolétariat.

A la différence de ce que tentèrent de faire Zinoviev et Kamenev au XIV^e Congrès¹⁰, nous estimions qu'il fallait considérer le koulak, non pas à part, mais dans le cadre du rapport entre l'ensemble de l'industrie étatisée et l'agriculture, qui relève de l'économie privée. Dans les limites de l'économie du village, nous envisagions le koulak non pas isolément, mais en liaison avec l'influence qu'il exerce. Enfin, nous examinions ces relations fondamentales non pas en elles-mêmes, mais dans leur rapport avec le marché mondial qui, par le moyen des exportations et importations, influence de façon de plus en plus déterminante notre développement économique.

A partir de ces considérations, nous écrivions dans nos thèses pour le XV^e Congrès :

« Puisque c'est surtout des couches aisées des campagnes que nous recevons le surplus des céréales et des matières premières destinées à l'exportation, puisque ce sont justement surtout ces milieux qui gardent le blé, il s'ensuit que c'est d'abord le koulak qui nous « règle » à travers nos exportations. »

Mais peut-être, l'Opposition avait-elle posé « trop tôt » des questions dont la direction, dans son calendrier, avait fixé les dates ? Après tout ce qui a été dit, il n'est pas utile de s'arrêter à cet argument qu'on déverse sur le parti chaque fois qu'on a besoin de rattraper le temps perdu. Citons seulement un témoignage riche d'enseignements ; le 9 mars 1928, à une séance du Soviet de Moscou, Rykov déclarait à propos du stockage des blés :

« Cette campagne comporte, certainement, tous les traits d'une campagne de choc. Si l'on me demandait s'il n'eût pas mieux valu triompher de la crise du stockage des blés par une voie plus normale, je répondrais franchement que oui. Nous devons reconnaître que nous avons perdu du temps, que nous n'avons pas réagi dès le début des difficultés du stockage, que nous n'avons pas pris, assez tôt, toute une série de mesures nécessaires pour que cette campagne du stockage se développât avec succès » (Pravda, 11 mars 1928.).

Si ces propos reconnaissent le retard, ils le situent principalement dans le domaine administratif ; mais il n'est pas difficile de leur apporter un complément politique. Pour que fussent appliquées en temps voulu les mesures indispensables, il aurait fallu que le parti qui inspire et dirige l'appareil d'État reçût à temps des directives lui permettant de s'orienter, des indications comme celles que contenait, dans ses grandes lignes, l'article de la *Pravda* du 15 février. Il aurait fallu écouter en temps voulu les avertissements de l'Opposition dans le domaine des principes et discuter attentivement ses propositions pratiques.

L'an dernier, l'Opposition avait suggéré, entre autres mesures, d'imposer à 10 % des exploitations agricoles – c'est-à-dire aux plus grandes – un emprunt forcé de 150 à 200 millions de pouds de blé (un poud est égal à 16,380 kilogrammes). Cette proposition fut repoussée comme étant une mesure de communisme de guerre. On enseignait au parti qu'on ne pouvait faire pression sur le koulak sans blesser le paysan moyen (Staline), ou que le koulak ne présentait aucun danger car il était, *a priori*, enserré dans les cadres de la dictature du prolétariat (Boukharine). Mais, cette année, on dut en venir à l'article 107, c'est-à-dire à la répression pour avoir le blé... après quoi, le Comité central dut expliquer que parler de communisme de guerre est une calomnie contre-révolutionnaire !

¹⁰ Au XIV^e Congrès (décembre 1925) se produisit de façon inattendue la rupture publique de l'opposition dite de Lénine (Zinoviev, Kamenev, etc.), et de la majorité (Staline, Boukharine, etc.).

Tant que le blanc s'appellera blanc et que le noir s'appellera noir, on considérera qu'est juste ce qui permet de comprendre les événements et de prévoir l'avenir. Exiger maintenant, après la campagne d'hiver du stockage des blés et la crise profonde de la politique et de l'idéologie officielles, que l'opposition reconnaisse son erreur, ne fait que mettre en évidence un accès aigu d'hystérie hiérarchique !

VII. - Manœuvre ou cours nouveau

Comment convient-il de juger l'actuel virage à gauche ? Faut-il y voir une manœuvre ou un sérieux changement de cours ?

La question « manœuvre ou cours nouveau ? » pose celle des rapports des classes et de leurs répercussions sur le Parti communiste de l'Union soviétique dont les éléments, puisqu'il est dans le pays le parti unique, réagissent diversement sous la pression des différentes classes.

Sur ce problème des répercussions qu'ont sur notre propre parti les nouveaux rapports des classes, il y a dans l'article « historique » de la *Pravda* du 15 février, un aveu frappant (c'est le passage le plus remarquable de cet article). Il y est dit :

« Dans nos organisations, dans celles du parti comme dans les autres, ont surgi certains éléments qui ne voient pas les réalités des classes à la campagne, ne comprennent pas les fondements de notre politique de classe et tentent, dans tout leur travail, de ne froisser personne, de vivre en paix avec le koulak, et, en général, de garder leur popularité dans tous les milieux. »

Bien qu'il soit question dans ces lignes de membres du parti, ces phrases caractérisent presque totalement le politicien réaliste, le nouveau bourgeois, le thermidorien opposé au communiste. Cependant, la *Pravda* n'a pas un mot pour expliquer l'apparition de ces éléments dans le parti. « Ils ont surgi », et c'est tout. D'où viennent-ils, par quelle porte sont-ils entrés, ont-ils pénétré à l'intérieur en s'insinuant comme un coïn, ont-ils grandi de l'intérieur et sur quelle base ? Et ce phénomène s'est produit tandis que le parti « se bolchevisait » à propos de la question paysanne¹¹.

L'article n'explique pas comment le parti, pourtant averti, a pu négliger les thermidoriens, jusqu'au moment où ils manifestèrent leur force administrative dans la politique du stockage des blés; de la même façon, le parti négligea le koulak jusqu'au moment où celui-ci, ayant pris de l'autorité, entraîna le paysan moyen et sabota le stockage. La *Pravda* n'explique rien de tout cela. Mais peu importe. Pour la première fois, nous avons entendu dire, par l'organe du Comité central, ce que nous savions depuis longtemps, ce que nous avons affirmé plus d'une fois : dans le parti de Lénine, non seulement « est née », mais a pris forme, une aile droite solide, qui tend vers une « néo-N.E.P. », c'est-à-dire vers le capitalisme par étapes.

Ainsi, l'aile droite « née » d'une cause inconnue apparut officiellement pour la première fois à propos du stockage des blés. Au lendemain du XVe Congrès qui, de nouveau fit la démonstration de son monolithisme à 100 %, on vit que si le koulak n'amenait pas son blé, c'est qu'entre autres raisons, il y avait, dans le parti, des groupements influents désireux de vivre en paix avec toutes les classes. Ces « kuomingtanguistes » de l'intérieur ne s'affirmèrent nullement, ni dans la prétendue discussion, ni au Congrès. Ces brillants « militants » votèrent évidemment les premiers l'exclusion de l'Opposition, baptisée déviation « social-démocrate ». Ils votèrent aussi toutes les résolutions de gauche car ils ont compris, depuis longtemps, que ce ne sont pas les résolutions qui importent. Les thermidoriens, dans le parti, ne sont pas des phraseurs mais des hommes d'action. Ils forment leur propre *smytchka* avec les nouveaux propriétaires, avec les intellectuels petits-bourgeois, avec les bureaucrates, et dirigent les branches les plus importantes de l'économie, de la culture et même du travail du parti, sous un angle « national-étatique ». Les droitiers, peut-être, sont tellement faibles qu'il n'est pas besoin de les combattre ?

Une réponse claire à cette question est d'une importance décisive pour l'appréciation de l'actuel virage à gauche. La première impression est que la droite est extrêmement faible. Un cri venant d'en haut a suffi pour que la politique paysanne prenne, directement, un tournant « à gauche ». Mais précisément, la facilité remarquable avec laquelle ces résultats furent obtenus doit nous préserver de toute conclusion trop hâtive sur la faiblesse des droitiers.

L'aile droite est petite-bourgeoise, opportuniste, bureaucratique, collaborationniste ; elle penche du côté de la bourgeoisie. Il serait absolument inconcevable que, dans un parti qui a formé les cadres révolutionnaires bolcheviques et qui compte des centaines de milliers d'ouvriers, l'aile droite ait pu devenir en quelques années une force douée d'une valeur propre, développant ouvertement ses tendances, mobilisant les masses ouvrières. Cela ne peut être. La force de l'aile droite n'est que celle d'un appareil répercutant la pression de classes non prolétariennes sur le prolétariat. Cela signifie que la force de l'aile droite du parti se trouve en dehors du parti, au-delà de ses frontières. C'est la force de l'appareil bureaucratique, des nouveaux propriétaires, de la bourgeoisie mondiale; c'est une force gigantesque. Mais, précisément, parce qu'elle traduit au sein du parti la pression des autres classes, l'aile droite ne peut pas encore présenter ouvertement sa plate-forme et mobiliser dans le parti l'opinion générale. Elle doit se camoufler, endormir la vigilance du noyau prolétarien : le régime du parti lui offre ces possibilités. Sous la boursouffure du monolithisme, il permet de dissimuler l'aile droite aux regards des travailleurs révolutionnaires, en réservant ses coups à l'Opposition, expression consciente des inquiétudes du prolétariat sur le sort de sa dictature.

Cela signifie-t-il que le zigzag actuel pourra se transformer en une ligne de gauche? La politique menée par la direction – non seulement au cours des dernières années, mais encore aujourd'hui – fait qu'on donnerait volontiers à cette question une réponse sceptique. Mais la manœuvre s'est amplifiée ; elle aboutit à un revirement politique qui implique des groupes importants dans le parti, de larges couches dans les masses. Voilà pourquoi, il serait erroné de le nier, le zigzag actuel peut se transformer en une ligne politique conséquente et prolétarienne. En tout cas, l'Opposition doit faire tout ce qui est en son pouvoir, comme l'y engagent ses vues et ses aspirations, pour qu'à partir de ce zigzag intervienne un renversement de politique qui ramènerait le parti sur la voie de Lénine. Une issue de ce genre serait la plus saine, c'est-à-dire qu'elle provoquerait le moins de secousses possible pour le

¹¹ Au lendemain de la mort de Lénine, la direction Zinoviev-Staline lança le mot d'ordre de « bolchevisation » des partis communistes. En U.R.S.S., cette opération consista à faire adhérer une masse de gens sans formation politique, ce qui contribua à dépolitiser considérablement le Parti bolchevique. Dans les autres sections de l'Internationale communiste, la « bolchevisation » servit avant tout à créer de nouvelles directions disposées à mener la lutte contre le « trotskysme ».

parti et pour la dictature. Ce serait la voie d'une réforme profonde du parti, indispensable prémisses d'une réforme de l'État soviétique.

VIII. - Les bases sociales de la crise actuelle

Le bruit de la lutte au sein du parti n'est que l'écho d'un grondement plus profond. Si les changements qui se sont accumulés dans les classes ne se sont pas traduits à temps dans le langage du bolchevisme, ils provoqueront une crise pénible pour la Révolution d'Octobre dans son ensemble.

La précipitation avec laquelle – deux mois après le XV^e Congrès – la direction rompt avec une orientation reconnue comme juste par ce Congrès, montre que les transformations des classes dans le pays – en liaison avec toute la situation internationale – en sont arrivées à une étape critique, quand une quantité économique se transforme en qualité politique. Un pronostic fut élaboré à plusieurs reprises à ce sujet depuis 1923; il se trouve exprimé comme suit, dans les thèses de l'Opposition au XV^e Congrès :

« Dans un pays où il y a une écrasante majorité de petits et même de tout petits paysans, et où en général prédomine la petite propriété, les processus les plus importants se déroulent par en dessous, pour percer ensuite d'un coup, de façon « inattendue ». »

« Inattendue », évidemment, pour ceux-là seuls qui sont incapables de juger en marxistes les processus en cours quand ils ne sont qu'au début de leur déroulement.

Le fait que, lors du stockage des blés, les koulaks entraînent dans leur grève les paysans moyens, de connivence avec les capitalistes; la protection ou la semi-protection accordée aux koulaks grévistes par une partie influente de l'appareil de l'État ou du parti; le fait que les communistes aient fermé les yeux sur les intrigues contre-révolutionnaires de techniciens et de fonctionnaires; le lâche arbitraire, à Smolensk¹², ou ailleurs, se camouflant derrière « la discipline d'acier » : tous ces faits ont maintenant, sans aucun doute, une très grande importance. Dans les thèses publiées par l'Opposition, pour le XV^e Congrès, il est dit :

« La liaison entre le koulak, le propriétaire, l'intellectuel bourgeois et de nombreux maillons de la bureaucratie non seulement de l'Etat mais du Parti, est le processus le plus indiscutable et en même temps le plus alarmant de notre vie sociale. Des germes de dualité de pouvoir, menaçant la dictature du prolétariat, en proviennent ».

La circulaire du Comité central du 3 juin 1928 reconnaît l'existence « du pire bureaucratisme » dans l'appareil de l'État, et aussi dans celui du parti et des syndicats. La circulaire tente d'expliquer ce bureaucratisme par : 1° la survivance du vieux fonctionnarisme; 2° l'obscurantisme, le manque de culture des masses; 3° leur manque de connaissances administratives; 4° l'insuffisante rapidité de leur intervention dans l'administration étatique. Effectivement, ces quatre causes existent et expliquent de quelque façon le bureaucratisme; mais aucune n'explique sa fulgurante *extension*. La culture des masses aurait dû progresser durant les cinq dernières années. L'appareil du parti aurait dû apprendre à les faire intervenir plus rapidement dans les affaires administratives. Les anciens fonctionnaires devraient être remplacés, dans une large mesure, par une nouvelle génération élevée dans les conditions de la vie soviétique. Le bureaucratisme devrait, par conséquent, décliner. Or, le fond du problème est qu'il a monstrueusement grandi. Il est devenu le « pire des bureaucratismes », il a érigé en système des méthodes administratives telles que l'oppression exercée par les autorités, l'intimidation, la répression par des mesures économiques, le favoritisme, la collusion des fonctionnaires entre eux, la tolérance envers les forts, l'écrasement des faibles. La très rapide résurrection de ces tendances du vieil appareil de classe, en dépit des progrès réalisés par l'économie soviétique et la culture des masses, résulte de causes de *classe*, et plus précisément de la consolidation sociale des propriétaires, de leur liaison avec l'appareil d'État et des pressions qu'à travers l'appareil ils exercent sur le parti. Si l'on ne comprend pas les raisons de classe de la progression du bureaucratisme dans le régime, la lutte contre ce mal ressemble à l'action d'un moulin dont les ailes tourneraient et qui, pourtant, ne donnerait pas de mouture.

Le ralentissement de la croissance industrielle créa des « ciseaux » que les prix ne pouvaient supporter. La lutte bureaucratique pour la baisse des prix perturba le marché, enlevant à l'ouvrier sans donner au paysan. Les importants avantages obtenus par la paysannerie, grâce à la révolution agraire d'Octobre, ont été réduits par l'élévation des prix des produits industriels. Ce déséquilibre ronge la *smychka* et pousse de larges milieux ruraux du côté des koulaks, sous le mot d'ordre « liberté du commerce, à l'intérieur et à l'extérieur ». Dans ces conditions, le mercanti de l'intérieur peut se dissimuler et la bourgeoisie étrangère trouve là un point d'appui.

Tout naturellement, le prolétariat avait abordé la Révolution avec d'immenses espoirs. La lenteur du développement, l'extrême médiocrité du niveau de vie, devaient entraîner un recul de la confiance accordée au pouvoir soviétique et à sa capacité de changer toute la structure de la vie dans un avenir plus ou moins proche.

C'est dans le même sens qu'agissaient les défaites de la révolution mondiale, particulièrement durant ces dernières années, alors que la direction était déjà dans les mains de l'Internationale communiste. Elles ne pouvaient que changer l'attitude de la classe ouvrière devant la révolution mondiale : on vit apparaître de la retenue dans les espoirs, du scepticisme chez les éléments fatigués, de la méfiance et même de l'exaspération chez les individus de moindre maturité.

Ces pensées et ces jugements nouveaux cherchaient à s'exprimer. S'ils avaient pu le faire dans le parti, les esprits les plus avancés auraient adopté une attitude autre envers la révolution internationale et d'abord envers la révolution russe : elle eût été moins naïve et moins enthousiaste, mais plus critique et plus équilibrée. Mais les pensées, les jugements, les aspirations et les angoisses étaient refoulés. Pendant cinq ans, le prolétariat a vécu sous le mot d'ordre bien connu : « Défense de raisonner ; ceux d'en haut, plus intelligents que toi, décident. » Cela provoqua d'abord de l'indignation, puis de la passivité, puis le repliement sur soi-même en matière de politique. De tous côtés, on disait à l'ouvrier, qui finit ensuite par se le dire à lui-même : « Pour toi, ce n'est plus l'année 18. »

Les classes et les groupes hostiles ou à demi hostiles au prolétariat ont senti que son poids diminuait non seulement dans l'appareil de l'État ou dans les syndicats, mais aussi dans l'économie de tous les jours. De là vient l'afflux de confiance en soi qui

¹² Allusion à des scandales de droit commun dans lesquels se trouvèrent impliqués à cette époque des membres du parti avec des nepmen et des koulaks (cf. M. Fainsod, *Smolensk à l'heure de Staline*).

se manifeste dans les cercles politiques de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie moyenne en croissance. Cette dernière a noué des liens d'amitié et de parenté dans tous les « appareils » et elle espère bien que son temps est proche.

Sur le plan international, la position de l'U.R.S.S. a empiré, sous la pression du capitalisme mondial entraîné par la bourgeoisie britannique (la plus expérimentée et la plus furieuse des bourgeoisies) : cela permet aux éléments les plus intransigeants de la bourgeoisie, à l'intérieur, de relever la tête.

Tels sont les facteurs les plus importants de la crise de la Révolution d'Octobre. La dernière grève du blé des koulaks et des bureaucrates n'en était qu'une manifestation particulière. La crise dans le parti en est le résultat le plus général et le plus dangereux.

Pour que, dans le Parti bolchevik, ait pu se former et se consolider une aile influente « ne reconnaissant pas » les classes ; pour que l'existence de cette aile n'ait pas été remarquée officiellement par le parti et qu'elle ait été niée par la direction de ce parti durant des années ; pour que cette aile, que le XVe Congrès ne découvrit pas, se manifeste officiellement pour la première fois - *non pas dans le parti... mais à la Bourse du blé* - il a fallu cinq années de propagande continue en faveur d'une orientation nouvelle, des milliers d'aide-mémoire sur l'intégration du koulak dans le socialisme, des moqueries à propos de la mentalité d'assistés prêtée aux affamés, la destruction des bureaux de statistique qui avaient simplement osé noter l'existence des koulaks, le triomphe sur toute la ligne d'un corps de fonctionnaires dépourvus d'idées, la formation d'une nouvelle école de propagandistes, socialistes de chaire, sophistes du marxisme et beaucoup d'autres choses encore. Mais avant tout, il a fallu s'attaquer méchamment, arbitrairement, à l'aile gauche prolétarienne. Dans le même temps, les éléments thermidoriens qui s'étaient formés et consolidés dans le parti¹³ étendaient bien au-delà leurs liaisons et leurs sympathies. Ce n'est pas une circulaire, même la plus brutale, qui pourrait changer cela. Il faut rééduquer. Il faut réviser. Il faut opérer des regroupements. Il faut labourer profondément avec le soc du marxisme le champ envahi par les mauvaises herbes.

On ne se libérera complètement des crises, non seulement extérieures mais aussi intérieures, que par le développement victorieux de la révolution mondiale. C'est une pensée marxiste, mais un abîme la sépare du fatalisme désespéré. Il y a crise et crise. Par sa nature même, la société capitaliste ne peut se libérer des crises. Cela ne signifie pas que la politique de la bourgeoisie au pouvoir soit sans importance : une politique juste a relevé des Etats bourgeois, une politique fautive leur a été funeste ou nuisible.

La scolastique ne veut pas comprendre qu'entre le déterminisme mécanique (fatalisme) et l'arbitraire subjectif, il y a la dialectique matérialiste. Le fatalisme dit : « Quand on est tellement arriéré, quoi qu'on fasse, on n'arrivera à rien. » Le subjectivisme vulgaire dit : « Miracle ! il suffit de vouloir et on construit le socialisme. » Le marxisme dit : « Si nous prenons conscience de la dépendance qui existe entre les conditions mondiales et l'état retardataire du pays, par la pratique d'une politique juste, nous nous relèverons, nous nous renforcerons et nous nous intégrerons dans la révolution mondiale victorieuse. »

IX. – La crise du parti

Une politique économique, comme une politique générale, n'est pas forcément juste parce qu'on possède une manière juste d'aborder les questions (manière que nous n'avons plus depuis 1923).

La politique de la dictature prolétarienne exige l'auscultation permanente des classes et des diverses couches de la société ; elle ne peut être menée par un appareil bureaucratique et rigide, elle doit l'être par un parti prolétarien vivant et actif, qui a ses éclaireurs, ses pionniers et ses constructeurs. Avant que la statistique n'enregistre l'extension du rôle des koulaks, avant que les théoriciens n'en tirent des conclusions générales et que les hommes politiques ne les traduisent dans le langage des directives, le parti, grâce à ses nombreuses ramifications, doit *sentir* le fait et sonner l'alarme. Mais, pour cela, il faut que sa masse entière soit d'une extrême sensibilité, et avant tout qu'elle ne craigne pas de regarder, de comprendre et de parler.

Le caractère socialiste de notre industrie d'État – vu son extrême éparpillement, la concurrence des divers trusts et usines, la situation matérielle difficile des masses ouvrières, le niveau culturel insuffisant dans de larges cercles de travailleurs –, le caractère socialiste de notre industrie est déterminé de façon décisive par le rôle du parti, les liens volontaires formés à l'intérieur de l'avant-garde prolétarienne, la discipline consciente des économistes, des militants syndicaux et des membres des cellules d'usine. Si ce réseau se relâche et se désagrège, il est évident, qu'à bref délai, il ne restera rien du caractère socialiste de l'industrie, des moyens de transport, etc. Les trusts et les diverses usines se mettront à vivre de leur vie propre. Il ne restera aucune trace du plan, déjà insuffisant à l'heure actuelle. La lutte économique des ouvriers ne sera limitée que par le rapport des forces. La propriété de l'État sur les moyens de production se transformera d'abord en fiction juridique puis celle-ci même sera balayée. Ainsi, dans ce domaine comme dans les autres, le problème est de maintenir dans l'avant-garde prolétarienne des liens conscients et de la protéger contre la rouille du bureaucratisme.

On ne peut établir le système qu'est une ligne politique juste sans de bonnes méthodes à la fois dans l'élaboration et dans l'application. Si, dans telle ou telle question, sous l'effet de certaines poussées, la direction bureaucratique en vient à retrouver la trace de la ligne juste, on ne peut avoir la garantie qu'elle la suivra effectivement et ne la perdra pas à nouveau le lendemain.

Dans les conditions actuelles de la dictature du parti, sa direction possède un pouvoir tel qu'aucune organisation politique n'en a jamais eu d'aussi grand dans l'histoire humaine. Aussi – cela est d'un intérêt vital – il faut respecter plus scrupuleusement que jamais les méthodes de direction prolétariennes communistes. Toute déviation bureaucratique, toute déformation se répercute rapidement sur l'ensemble de la classe ouvrière. Or la direction post-léniniste a graduellement étendu l'hostilité que la dictature du prolétariat nourrit contre la pseudo-démocratie bourgeoise aux garanties fondamentales de la démocratie prolétarienne sur lesquelles repose le parti et sans lesquelles on ne saurait diriger la classe ouvrière et l'État ouvrier.

Ce fut là un des soucis majeurs de Lénine dans la dernière période de sa vie. Il médita ce problème dans son étendue historique et dans les aspects concrets de la vie quotidienne. Quand, après sa première maladie, il se remit au travail, il fut

¹³ La présence d'éléments non bolcheviks dans le parti avait été signalée déjà au XIe Congrès en 1921, du vivant de Lénine, dans une résolution ainsi rédigée : « Cherchant un champ d'action, des groupes et des couches ont pénétré dans les rangs du seul parti légal ; dans des circonstances différentes, ils se seraient trouvés non dans les rangs du Parti communiste mais dans ceux de la social-démocratie ou de quelque autre parti socialiste petit-bourgeois. Ces éléments, souvent sincèrement convaincus de leur communisme, en réalité n'ont pas rejeté leur vieille peau petite-bourgeoise et introduisent dans le Parti communiste russe leur psychologie et leurs habitudes de penser. »

épouvanté par l'accroissement du bureaucratisme, particulièrement dans le parti. C'est de là que vient son idée de la Commission centrale de Contrôle, mais il est évident qu'il ne s'agissait pas de celle qui existe actuellement et qui est aux antipodes de ses conceptions. Lénine rappelait au parti que, dans l'histoire, plus d'une fois, les vainqueurs ont dégénéré en adoptant les mœurs des vaincus. Il se crispait d'indignation chaque fois qu'il avait connaissance de l'injustice ou de la brutalité d'un communiste exerçant quelque pouvoir à l'égard d'un subordonné (épisode d'Ordjonikidzé¹⁴). Il mit le parti en garde contre la brutalité de Staline, non pas contre la rudesse extérieure qui est sans gravité, mais contre la brutalité morale intérieure, sœur de la perfidie qui, lorsqu'on dispose de tout le pouvoir, devient un instrument redoutable et travaille à la destruction du parti. C'est pour cette raison que Lénine lança d'ardents appels en faveur de la culture et du développement culturel ; il ne s'agissait pas des schémas étriqués et à bon marché de Boukharine, mais bien d'une pensée communiste en lutte contre les mœurs asiatiques, les vestiges de la servilité, l'exploitation par les fonctionnaires de la naïveté et de l'ignorance des masses.

Cependant, au cours des cinq dernières années, l'appareil du parti a suivi une voie opposée ; les déviations bureaucratiques de l'appareil d'État l'ont complètement déformé ; des déviations spéciales – mensonge, camouflage, duplicité – qui n'appartiennent ordinairement qu'à la démocratie bourgeoise et parlementaire, se sont ajoutées aux premières. Par voie de conséquence, s'est créée une direction qui, au lieu d'appliquer la démocratie consciente du parti, a modifié et falsifié le léninisme de manière à renforcer la bureaucratie du parti ; on a vu des abus de pouvoir intolérables au détriment des communistes et des ouvriers, tous les mécanismes de représentation dans le parti ont été truqués, des méthodes dont pourrait être fier un pouvoir bourgeois fasciste, mais nullement un parti prolétarien (détachements de combats, coups de sifflet sur commande, enlèvement d'orateurs arrachés à la tribune), se sont répandues dans la discussion, enfin la cohésion entre camarades dans tous les rapports entre l'appareil et le parti a fait totalement défaut.

Dans la *Pravda* du 16 mai, un article d'un dirigeant de la Commission centrale de Contrôle tire à propos de l'affaire de Smolensk la morale suivante :

« Nous devons changer radicalement d'attitude envers les membres du parti et les ouvriers conscients qui se taisent tout en connaissant les abus. »

« Changer d'attitude ? » Il peut donc y avoir deux attitudes ? Oui, c'est un membre du Présidium de la Commission centrale de Contrôle qui le reconnaît, c'est Iakovlev, suppléant du commissaire du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne. Les gens qui ont connaissance d'un crime et qui gardent le silence sont eux-mêmes considérés comme coupables. Seules leur propre ignorance ou la terreur suspendue sur leur tête peuvent atténuer leur culpabilité. Mais Iakovlev parle, non pas de gens ignorants, mais de « membres du parti et d'ouvriers conscients ». Quelle est donc cette pression, quelle est donc cette terreur qui fait que des ouvriers membres du parti sont obligés de se taire sur les crimes d'hommes qu'officiellement ils ont élus et qui, toujours officiellement, ont à répondre devant eux ? Serait-ce la terreur exercée par la dictature du prolétariat ? Non, car celle-ci est dirigée contre le parti, contre les intérêts du prolétariat. Il s'agit donc de la pression et de la terreur exercées par d'autres classes ? Évidemment, car il n'existe pas de pression sociale qui ne soit le fait d'une classe. Nous avons déjà défini le caractère de classe du joug pesant sur notre parti. Collusionnisme tous les gens de l'appareil, liens entre un bon nombre de ses maillons et la bureaucratie de l'État, les intellectuels bourgeois, la petite bourgeoisie, les koulaks dans les campagnes ; pression de la bourgeoisie mondiale sur le mécanisme des forces internes ; – tout cela crée les éléments d'une dualité de pouvoir qui, par l'intermédiaire de son appareil, pèse sur le parti. C'est précisément cette pression sociale grandissante au cours des dernières années qu'utilisa l'appareil pour épouvanter le noyau prolétarien du parti, pour traquer l'Opposition et l'anéantir par des mesures administratives. Tous ces faits entrent dans un processus unique et indécomposable.

Jusqu'à un certain point, la pression d'autres classes a permis à l'appareil de dominer le parti en le renforçant et en l'encourageant ; cet appareil ne voyait pas lui-même à quelle source il puisait ses forces. Avec suffisance, il attribuait à sa propre sagesse les victoires remportées sur le parti, sur la ligne léniniste. Mais, augmentant sans rencontrer de résistance, la pression a dépassé la limite et ce qu'elle menace, ce n'est pas seulement la domination de l'appareil, ce sont des intérêts d'une tout autre importance. La queue se met à frapper la tête !

Quand la masse des militants et des ouvriers conscients a peur de parler des crimes des hommes de l'appareil du parti, on est en présence d'une situation qui ne s'est pas créée par hasard, en un jour, et on ne peut s'en débarrasser d'un trait de plume. Nous voyons non seulement que l'appareil porte la marque d'une forte routine bureaucratique mais encore qu'il est enserré dans un réseau d'intérêts et de liens. *Et la direction est impuissante devant son propre appareil.* Il y a là, en quelque sorte, une loi de l'Histoire : moins une direction dépend de son parti et plus elle est prisonnière de son appareil. Les racontars selon lesquels l'Opposition voudrait affaiblir la direction centralisée sont ridicules et absurdes. Une ligne prolétarienne ne peut se concevoir sans un fort centralisme. Mais ici, le malheur consiste en ce que l'actuelle direction n'est toute-puissante que par sa force bureaucratique dans ses relations avec les membres du parti dispersés artificiellement, elle est impuissante devant son propre appareil.

Les fonctionnaires ont trouvé une réponse aisée à la question historique ; c'est la formule suivante :

« Nous devons radicalement changer. » Mais le parti doit leur répondre : « Ce n'est pas à vous de changer, c'est vous qu'il faut radicalement changer : en vous enlevant de votre poste et en vous remplaçant le plus largement possible. »

Alma Ata, 12 juillet 1928.

L. TROTSKY

¹⁴ Lénine exigea qu'Ordjonikidzé fût exclu du Parti pour avoir frappé un camarade qui en contestait la politique.

LA QUESTION CHINOISE APRÈS LE VI^e CONGRÈS

Les leçons et les problèmes de stratégie et de tactique de la révolution chinoise constituent actuellement le meilleur des enseignements pour le prolétariat international. L'expérience acquise en 1917 est modifiée, défigurée, falsifiée, jusqu'à devenir méconnaissable, par les épigones qu'ont portés au pouvoir les défaites successives de la classe ouvrière mondiale. La révolution chinoise a vérifié par l'absurde la politique bolchevique. La stratégie de l'Internationale communiste en Chine fut un gigantesque jeu de " qui perd gagne ". Il faut utiliser l'antithèse chinoise, l'opposer à l'expérience d'Octobre pour apprendre l'alphabet du bolchevisme à la jeune génération de révolutionnaires. Par elle-même, la Chine a une importance mondiale. Mais ce qui se passe dans ce pays décide non seulement de son sort, mais de la destinée même de l'Internationale communiste, au plein sens du mot. Loin de dresser un bilan juste et d'apporter quelque clarté, le VI^e Congrès a consacré les erreurs commises et les a complétées par un imbroglio nouveau, plaçant le Parti communiste chinois dans une situation inextricable pour de longues années. Les foudres bureaucratiques de l'excommunication ne nous feront évidemment pas taire, quand le sort de la révolution internationale est en jeu. Ce sont ceux qui nous excommunient qui sont directement responsables des défaites subies : c'est pour cela qu'ils redoutent la lumière.

*

**

Au cours des cinq dernières années, aucun parti n'a aussi cruellement souffert de l'opportunisme de la direction de l'Internationale communiste que le Parti communiste chinois. En Chine, nous avons eu un exemple parfait (et qui, pour cette raison justement, mena à la catastrophe) de l'application de la politique menchevique à une époque révolutionnaire. De plus, le menchevisme disposait du monopole, puisque l'autorité de l'Internationale communiste et l'appareil matériel du pouvoir des soviets le protégeaient de la critique bolchevique. Un tel concours de circonstances est unique en son genre. Il a permis qu'une révolution promise au plus grand avenir fût complètement confisquée par la bourgeoisie chinoise, il a assuré le renforcement de la bourgeoisie alors que, d'après toutes les données, elle ne pouvait l'espérer. Aujourd'hui même, les fautes de l'opportunisme ne sont pas réparées. Tout le déroulement des débats du Congrès, les rapports de Boukharine et de Kuusinen, les interventions des communistes chinois, tout cela démontre que la ligne politique suivie par la direction en Chine était fautive et l'est encore. Partie de l'opportunisme ouvert, sous la forme du collaborationnisme (1924-1927), elle fait, à la fin de 1927, un zigzag brusque et se lance dans les aventures. Après l'insurrection de Canton, elle rejette le putschisme et passe à une troisième phase, la plus stérile, en tentant de combiner les anciennes tendances opportunistes avec un radicalisme impuissant, de pure forme, qui pendant une certaine période s'intitula, chez nous, " ultimatum " et " otsovisme ", la pire variété de l'ultra-gauchisme.

Tout communiste chinois ne peut plus maintenant avancer d'un seul pas sans avoir, au préalable, évalué à sa juste valeur la direction opportuniste qui conduisit à une écrasante défaite dans les trois étapes (Shanghai, Ou-Tchang et Canton), et sans avoir pleinement mesuré l'immense cassure provoquée par ces échecs dans toute la situation sociale et politique, intérieure et internationale, de la Chine.

Les débats du Congrès montrèrent quelles illusions grossières et dangereuses subsistent encore dans les conceptions des dirigeants communistes chinois. Pour défendre l'insurrection de Canton, un des délégués chinois se référa au fait que, après la défaite subie dans cette ville, les effectifs du parti ne baissèrent pas, mais augmentèrent. Même ici, à des milliers de kilomètres du théâtre des événements révolutionnaires, il paraît incroyable qu'une information aussi monstrueuse ait pu être présentée à un Congrès mondial sans susciter une réfutation indignée. Pourtant, nous apprenons, grâce à des observations qu'un autre délégué a présentées sur un autre point, que si le Parti communiste chinois a gagné (est-ce pour longtemps ?) des dizaines de milliers de nouveaux membres parmi les paysans, en revanche il a perdu la majorité de ses ouvriers.

C'est ce processus menaçant, qui marque sans possibilité d'erreur une certaine phase du *déclin* du Parti communiste chinois, que les communistes chinois décrivent au Congrès comme un signe de croissance, de progression. Alors que la révolution est battue dans les villes et les centres les plus importants du mouvement ouvrier et paysan, il y a et il y aura toujours, surtout dans un immense pays comme la Chine, des régions fraîches, précisément parce qu'elles sont arriérées, contenant des forces révolutionnaires intactes. Sur la périphérie lointaine, les sursauts de la vague révolutionnaire dureront longtemps encore. Sans avoir des données directes sur la situation dans les régions chinoises et musulmanes du sud-ouest, on ne peut guère parler avec précision de la probabilité d'une fermentation révolutionnaire, en ces lieux, dans une période proche. Mais tout le passé de la Chine rend cette éventualité possible. Il est tout à fait évident que ce mouvement ne serait qu'un écho tardif des batailles de Shanghai, Hankéou et Canton. Après la défaite décisive subie par la révolution dans les villes, le parti peut encore, pendant quelque temps, trouver des dizaines de milliers de nouveaux membres dans la paysannerie qui s'éveille. C'est important, car c'est le signe précurseur des grandioses possibilités que renferme l'avenir. Mais, dans la période présente, ce n'est qu'une forme de la dissolution et de la liquidation du Parti communiste chinois, qui en perdant son noyau prolétarien ne répond plus à sa destination historique.

Une époque de déclin révolutionnaire, par son essence même, est lourde de menaces pour un parti révolutionnaire. Engels, en 1852, disait qu'un parti révolutionnaire qui laisse échapper une situation révolutionnaire ou qui a subi un échec décisif durant celle-ci, disparaît inévitablement de la scène pendant une certaine période de l'histoire. La contre-révolution atteint d'autant plus cruellement un parti révolutionnaire que l'écrasement de la révolution a été causé, non par un rapport défavorable des forces, mais par des fautes évidentes, indiscutables de la direction (comme ce fut précisément le cas en Chine). Ajoutez à cela la jeunesse du parti chinois, l'absence et de cadres fortement trempés et de solides traditions; ajoutez encore les remaniements effectués à la légère dans la direction, qui, là-bas comme partout, fut considérée comme le gérant responsable et dut expier les fautes de l'Internationale communiste. Tout cet ensemble crée pour le Parti communiste chinois des conditions vraiment fatales pour l'époque contre-révolutionnaire dont la durée ne peut être prévue.

On ne peut lui éviter le sort évoqué par Engels – liquidation politique pour une certaine période – qu'en posant clairement, courageusement, toutes les questions fondamentales, celles d'hier et d'aujourd'hui.

Nous avons examiné la dynamique de classe de la révolution chinoise dans un chapitre spécial de la critique à laquelle nous avons soumis les thèses fondamentales du projet de programme de l'Internationale communiste. Aujourd'hui, nous ne voyons pas la nécessité d'ajouter quoi que ce soit à ce chapitre, et à plus forte raison d'y apporter des modifications quelconques. Nous en

sommes arrivés à la conclusion que le développement ultérieur de la révolution chinoise ne peut s'effectuer que par la lutte du prolétariat chinois, entraînant des centaines de millions de paysans pauvres à la conquête du pouvoir. La solution des problèmes fondamentaux, bourgeois et démocratiques, aboutit nécessairement, en Chine, à la dictature du prolétariat. Opposer à la dictature du prolétariat la dictature démocratique des prolétaires et des paysans serait une tentative réactionnaire visant à ramener la révolution en arrière, à des étapes qui datent de la coalition du Kuomintang. Ce diagnostic politique général commande la ligne stratégique de l'étape suivante, ou plus exactement de la troisième révolution chinoise; il n'annule pas, cependant, les problèmes de la tactique pour aujourd'hui et pour demain.

I. – LA RÉVOLUTION PERMANENTE ET L'INSURRECTION DE CANTON

En novembre 1927, le plénum du Comité central du Parti communiste chinois constatait :

" Les circonstances objectives qui existent actuellement en Chine sont telles que la durée d'une situation directement révolutionnaire se mesurera, non pas en semaines ou en mois, mais en longues années. La révolution chinoise a un caractère durable, mais elle n'a pas d'arrêt. De par son caractère, elle constitue ce que Marx appelait une " révolution permanente ". "

Est-ce vrai ? Si l'on comprend bien cette affirmation, elle est vraie. Mais il faut la comprendre à la manière de Marx, et non pas de Lominadzé. Boukharine, qui démasqua ce dernier pour l'utilisation qu'il faisait de cette formule, n'est pas plus près de Marx que lui. Toute véritable révolution, dans une société capitaliste, surtout dans un grand pays et plus particulièrement maintenant, à l'époque impérialiste, tend à se transformer en révolution permanente, c'est-à-dire à ne pas s'arrêter aux étapes atteintes, à ne pas se limiter aux cadres nationaux, mais à s'étendre et à s'approfondir jusqu'à la transformation totale de la société, jusqu'à l'abolition définitive des distinctions de classe, donc jusqu'à la suppression complète et finale de la possibilité même d'une nouvelle révolution. C'est en cela que consiste la conception marxiste de la révolution prolétarienne, qui se distingue par là de la révolution bourgeoise, limitée, elle, par son cadre national et par ses objectifs spéciaux. La révolution chinoise tend à devenir permanente dans la mesure où elle renferme la possibilité de la conquête du pouvoir par le prolétariat. Parler de la révolution permanente sans parler de cette possibilité et en dehors d'elle, c'est parler pour ne rien dire. Seul le prolétariat, après s'être emparé du pouvoir d'État et l'avoir transformé en instrument de lutte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation, aussi bien dans le pays qu'au-delà des frontières, assure à la révolution un caractère continu et l'amène jusqu'à l'édification de la société socialiste intégrale. La condition nécessaire de cette édification est donc une politique qui prépare le prolétariat à conquérir le pouvoir en temps voulu. Lominadzé a fait de la possibilité d'un développement permanent de la révolution (à condition que la politique communiste soit juste) une formule scolastique garantissant d'un coup et définitivement une situation révolutionnaire " pour de longues années ". La permanence de la révolution devient ainsi une loi placée au-dessus de l'histoire, indépendante de la politique de la direction et du développement matériel des événements révolutionnaires. Comme toujours en pareil cas, Lominadzé & Cie se décidèrent à proclamer leur formule métaphysique quant au caractère permanent de la révolution seulement lorsque la direction politique de Staline, Boukharine, Tchen-Dou-Siou et Tan-Pin-Sian eut saboté complètement la situation révolutionnaire.

Après avoir ainsi assuré la continuité de la révolution pour de longues années, le plénum du Comité central du Parti communiste chinois, libéré de toute espèce de doute, déduisit de cette formule que les conditions étaient favorables à l'insurrection :

" Non seulement la force du mouvement révolutionnaire des masses travailleuses de Chine n'est pas encore épuisée, mais c'est maintenant seulement qu'elle commence à se manifester par une progression nouvelle de la lutte révolutionnaire. Ces faits obligent le plénum du Comité central du Parti communiste de Chine à reconnaître qu'il existe actuellement [novembre 1927] dans toute la Chine une situation directement révolutionnaire. "

L'insurrection de Canton fut la conséquence inéluctable de cette appréciation. Si la situation avait été vraiment révolutionnaire, la défaite de Canton n'en aurait constitué qu'un épisode particulier et, en tout cas, ce soulèvement ne serait pas apparu comme une aventure. Malgré des conditions défavorables à Canton même, la direction aurait eu le devoir de déclencher très rapidement l'insurrection, afin d'éparpiller et d'affaiblir ainsi les forces de l'ennemi, et de faciliter le soulèvement dans les autres parties du pays.

Pourtant, quelques mois plus tard – et non pas de " longues années " – il fallut avouer que la situation politique s'était brusquement détériorée, et cela dès avant l'insurrection de Canton. Déjà, les campagnes de Ho-Loun et de Yé-Tin se déroulèrent à un moment de reflux révolutionnaire : les ouvriers se séparaient de la révolution et les tendances centrifuges se renforçaient. Cela n'est nullement en contradiction avec l'existence de mouvements paysans dans diverses provinces. Il en est toujours ainsi.

Que les communistes chinois se demandent donc maintenant s'ils auraient osé décider pour décembre l'insurrection de Canton, s'ils avaient compris avant que, pour la période donnée, les forces principales de la révolution étaient épuisées et que le grand déclin était commencé ! Il est clair que s'ils avaient compris en temps voulu ce changement radical de la situation, en aucun cas ils n'auraient appelé au soulèvement à Canton. L'unique façon d'expliquer la politique de la direction qui a décidé et réalisé cette révolte, c'est qu'elle n'avait pas compris le sens et les conséquences des défaites de Shanghai et du Houpé. Il ne peut y avoir aucune autre interprétation. Mais l'incompréhension peut d'autant moins servir d'excuse à la direction de l'Internationale communiste que l'opposition avait lancé, en temps opportun, une mise en garde signalant le changement de situation et les nouveaux dangers. Des sots et des calomnieurs l'avaient accusée pour cela de défaitisme.

La résolution du VI^e Congrès confirme que la résistance insuffisante opposée aux " dispositions putschistes " entraîna les soulèvements infructueux du Hounan, du Houpé, etc. Que faut-il entendre par " dispositions putschistes "? Conformément aux directives de Staline et de Boukharine, les communistes chinois estimaient que la situation en Chine était directement révolutionnaire et que les mouvements partiels avaient toutes les chances de s'élargir jusqu'à devenir une insurrection générale. Ainsi, le déclenchement de ces coups de main résultait d'une évaluation erronée des circonstances dans lesquelles se trouvait la Chine vers le second semestre de 1927, à la suite des défaites subies.

A Moscou, on pouvait bavarder sur la " situation directement révolutionnaire ", accuser les oppositionnels de défaitisme, tout en se prémunissant contre l'avenir – surtout après Canton – par des réserves au sujet du " putschisme ". Mais sur le théâtre des événements, en Chine même, tout révolutionnaire honnête avait pour devoir de faire, dans son coin, tout ce qu'il pouvait pour hâter le soulèvement, puisque l'Internationale communiste avait déclaré que la situation générale était propice à une insurrection à

l'échelle nationale. C'est par là que le régime de duplicité manifeste son caractère ouvertement criminel. En même temps, la résolution du Congrès dit :

" Le Congrès considère qu'il est tout à fait inexact de considérer l'insurrection de Canton comme un putsch. Ce fut une héroïque bataille d'arrière-garde [?] du prolétariat chinois au cours de la période de la révolution chinoise qui vient de s'écouler; en dépit des erreurs commises par la direction, ce soulèvement restera, pour la nouvelle étape soviétique de la révolution, un étendard. "

Ici, la confusion est à son comble. On souligne l'héroïsme du prolétariat de Canton, on en fait un paravent pour masquer les fautes de la direction, non pas celle de Canton – que la résolution abandonne complètement – mais celle de Moscou qui, la veille encore, loin de parler d'une " bataille d'arrière-garde ", parlait du renversement du gouvernement du Kuomintang. Pourquoi, après l'expérience de Canton, l'appel à l'insurrection est-il dénoncé comme du putschisme ? Parce que cette expérience confirma l'inopportunité du soulèvement. La direction de l'Internationale communiste eut besoin d'une nouvelle leçon par l'exemple pour découvrir ce qui apparaissait déjà tout à fait clairement sans celle-ci. Mais ces leçons complémentaires pour arriérés mentaux, ainsi données sur le vif, ne coûtent-elles pas trop cher au prolétariat ?

Lominadzé – un des enfants prodiges de la stratégie révolutionnaire – jurait au XVe Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. que l'insurrection de Canton était nécessaire, juste et salutaire, précisément parce qu'elle inaugurerait une ère de lutte directe des ouvriers et des paysans pour la conquête du pouvoir. On fut d'accord avec lui. Au VIe Congrès, Lominadzé a reconnu que l'insurrection n'inaugurerait pas une ère triomphale, mais clôturerait une ère de défaite. Néanmoins, on continue à considérer ce soulèvement comme nécessaire, juste et salutaire. On a simplement changé son nom : d'un choc entre les avant-gardes des forces en présence, on a fait une " bataille d'arrière-garde ". Tout le reste demeure inchangé. La tentative qu'on fait pour échapper à la critique de l'opposition en se camouflant derrière l'héroïsme des ouvriers de Canton a autant de poids que, par exemple, celle du général Rennenkampf cherchant à s'abriter derrière l'héroïsme des soldats russes qu'il noya, par sa stratégie, dans les marais masuriens. Les prolétaires de Canton sont coupables sans avoir commis de fautes, simplement par excès de confiance dans leur direction. La direction de Canton est coupable d'avoir eu une confiance aveugle en la direction de l'Internationale communiste, qui combina l'aveuglement politique avec l'esprit d'aventure.

Il est radicalement faux de comparer l'insurrection de Canton de 1927 avec celle de Moscou de 1905. Durant l'année 1905, le prolétariat russe avança degré par degré, arrachant des concessions à l'ennemi et semant la désagrégation dans ses rangs, tout en rassemblant autour de son avant-garde des masses populaires de plus en plus importantes. La grève d'octobre 1905 fut une victoire immense dont la signification historique était mondiale. Le prolétariat russe avait son propre parti qui n'était subordonné à aucune discipline bourgeoise ou petite-bourgeoise. La valeur propre, l'intransigeance, l'esprit offensif du parti augmentaient d'une étape à l'autre.

Le prolétariat russe avait créé des soviets dans des dizaines de villes, et non pas à la veille de la révolte, mais au cours du processus d'une lutte de masse par la grève. A travers ces soviets, le parti établit une liaison avec de larges masses ; il contrôla leur esprit révolutionnaire et les mobilisa. Voyant que chaque jour modifiait le rapport des forces en faveur de la révolution, le gouvernement tsariste passa à la contre-offensive, et enleva ainsi à la direction révolutionnaire le temps de mobiliser toutes ses forces. Dans ces conditions, la direction révolutionnaire pouvait et devait mettre tout en œuvre pour vérifier par des actes l'état d'esprit du dernier facteur décisif : l'armée. Tel fut le sens de l'insurrection de décembre 1905.

En Chine, les événements se déroulèrent sur un mode directement opposé. La politique stalinienne du Parti communiste chinois consista en une série de capitulations devant la bourgeoisie, elle habitua l'avant-garde ouvrière à supporter le joug du Kuomintang. En mars 1926, le parti capitula devant Tchang Kai-shek, dont il consolida la position en affaiblissant la sienne ; il compromit le drapeau du marxisme et se transforma en instrument secondaire de la direction bourgeoise. Le parti étouffa le mouvement agraire et les grèves ouvrières, en appliquant les directives du Comité exécutif de l'Internationale communiste sur le bloc des quatre classes. Le parti renonça à l'organisation des soviets pour ne pas troubler, à l'arrière, la situation des généraux chinois ; ainsi, il livra à Tchang Kai-shek, pieds et poings liés, les ouvriers de Shanghai. Après l'écrasement de Shanghai, conformément aux directives du Comité exécutif de l'Internationale communiste, le parti mit tout son espoir dans le Kuomintang de gauche, prétendu " centre de la révolution agraire ". Les communistes entrèrent dans le gouvernement d'Ou-Tchang, qui réprimait la grève et les soulèvements paysans : ils préparèrent ainsi une nouvelle et plus cruelle destruction des masses révolutionnaires. Puis une directive tout à fait aventuriste fut lancée, ordonnant qu'on s'orientât d'urgence vers l'insurrection. Telle est l'origine tout d'abord de l'aventure de Ho-Lun et de Yé-Tin, puis de celle, plus pénible encore, que fut le soulèvement de Canton.

Non, tout cela n'est nullement comparable à l'insurrection de décembre 1905.

Si un opportuniste appelle les événements de Canton une aventure, c'est parce que ce fut une *insurrection*. Si un bolchevik utilise pour ces faits la même dénomination c'est parce que ce fut une *insurrection inopportune*. Ce n'est pas pour rien qu'un proverbe allemand affirme que quand deux hommes disent la même chose, cela ne signifie pas la même chose.

Les fonctionnaires à la Thaelmann peuvent, à propos de la révolution chinoise, continuer à parler aux communistes allemands de " l'apostasie " de l'Opposition. Nous apprendrons aux communistes d'Allemagne à tourner le dos aux Thaelmann. En effet, l'appréciation portée sur l'insurrection de Canton soulève la question des leçons du IIIe Congrès, d'une affaire où le prolétariat allemand joua sa tête.

En mars 1921, le Parti communiste allemand tenta une insurrection, en s'appuyant sur une minorité agissante du prolétariat, tandis que la majorité, fatiguée, rendue méfiante par les défaites précédentes, restait passive. Ceux qui, à cette époque, dirigèrent cette tentative, s'efforcèrent aussi de s'abriter derrière l'héroïsme des ouvriers des combats de mars. Pourtant, le IIIe Congrès, loin de les féliciter pour cette entreprise, condamna leur esprit d'aventure. Quelle fut alors notre appréciation sur les événements de mars ? " Leur essence – écrivions-nous – se résume en ce que le jeune Parti communiste, effrayé par un déclin patent dans le mouvement ouvrier, fit une tentative désespérée pour profiter de l'intervention d'un des détachements les plus actifs du prolétariat, pour " électriser " la classe ouvrière et amener les choses, si possible, jusqu'à une bataille décisive " (L. TROTSKY, *Cinq années de l'Internationale communiste*, p. 333). Thaelmann n'a rien compris à tout cela.

Dès juillet 1923, nous avons exigé que l'on fixât la date de l'insurrection en Allemagne, au grand étonnement de Clara Zetkin, Varsky et autres vieux sociaux-démocrates, très vénérables mais incorrigibles. Mais, au début de 1924, quand Zetkin déclara qu'à ce moment-là elle envisageait l'éventualité d'un soulèvement avec beaucoup " plus d'optimisme " qu'au cours de l'année précédente, nous n'avons pu que hausser les épaules.

" Une vérité élémentaire du marxisme dit que la tactique du prolétariat socialiste ne peut être la même dans une situation révolutionnaire et en son absence " (LÉNINE, vol. XV, p. 499).

Cet a b c est verbalement admis par tout le monde aujourd'hui, mais on est encore loin de l'appliquer dans la réalité.

La question n'est pas de savoir ce que les communistes doivent faire quand les masses s'insurgent d'elles-mêmes. C'est là une question particulière. Quand les masses se dressent, les communistes doivent être avec elles, ils doivent les organiser et les instruire. Mais la question se pose autrement : qu'est-ce que la direction a fait et que fallait-il qu'elle fit pendant les semaines et les mois qui précédèrent l'insurrection de Canton ? La direction avait pour devoir d'expliquer aux ouvriers révolutionnaires qu'à la suite des défaites subies à cause d'une politique fautive, le rapport des forces avait entièrement changé en faveur de la bourgeoisie. Ébranlées par le choc, d'énormes masses ouvrières, qui avaient livré d'immenses combats, abandonnaient le champ de bataille. Il est absurde de penser que l'on puisse marcher vers une insurrection paysanne quand les masses prolétariennes s'en vont. On doit se regrouper, livrer des combats défensifs, en évitant la bataille générale (celle-ci étant visiblement sans espoir). Si *malgré* une pareille besogne d'éclaircissement et d'éducation, négligeant ces explications, les masses de Canton s'étaient insurgées – ce qui est peu probable –, les communistes auraient dû se mettre à leur tête. Mais c'est justement l'inverse qui se produisit. L'insurrection fut ordonnée d'avance, sciemment et avec préméditation, d'après une estimation fautive de toute la situation. Un détachement du prolétariat fut entraîné dans une lutte manifestement sans espoir, qui permit à l'ennemi d'anéantir plus aisément l'avant-garde de la classe ouvrière. Ne pas le dire ouvertement, c'est tromper les ouvriers chinois et préparer de nouvelles défaites. Le VI^e Congrès ne l'a pas dit.

Ces critiques signifient-elles que l'insurrection de Canton fut *seulement* une aventure, et appelle une unique conclusion, à savoir que la direction fut complètement incapable ? Non, tel n'est pas leur sens. L'insurrection de Canton a montré que, même dans une ville non industrialisée aux traditions petites-bourgeoises de sun-yat-sénisme, le prolétariat s'est révélé capable de s'insurger, de combattre avec vaillance et de conquérir le pouvoir. Ce fait a une importance énorme. Il prouve une nouvelle fois combien est grand le rôle politique que la classe ouvrière peut jouer, même si elle est relativement faible numériquement, dans un pays historiquement arriéré et où la majorité de la population se compose de paysans et de petits-bourgeois dispersés. L'événement, une fois de plus après 1905 et 1917, a complètement démenti les philistins à la Kuusinen, Martynov & Cie, qui prônent qu'on ne peut songer à la dictature du prolétariat dans la Chine " agraire ". Et pourtant les Martynov et les Kuusinen sont actuellement les inspireurs quotidiens de l'Internationale communiste.

L'insurrection de Canton a en même temps montré qu'au moment décisif le prolétariat n'a pu trouver, même dans la capitale petite-bourgeoise du sun-yat-sénisme, un seul allié politique, pas même parmi les débris du Kuomintang de gauche ou d'ultra-gauche. Cela signifie que la tâche vitale qui consiste à réaliser l'alliance entre ouvriers et paysans pauvres incombe exclusivement et directement, en Chine, au Parti communiste. Son accomplissement est une des conditions du triomphe de la troisième révolution chinoise, dont la victoire donnera le pouvoir à l'avant-garde du prolétariat, soutenue par l'union des ouvriers et des paysans pauvres.

Si l'on veut parler " d'apostasie ", disons que les traîtres envers les héros et les victimes de l'insurrection de Canton sont ceux qui se refusent à tirer les leçons de ce soulèvement pour cacher les crimes de la direction. Ces leçons, les voici :

1° L'insurrection de Canton a montré que l'avant-garde prolétarienne est seule capable, en Chine, de réaliser le soulèvement et de conquérir le pouvoir. Après l'expérience de collaboration qui a été menée entre le Parti communiste et le Kuomintang, l'insurrection a montré l'absence complète de vitalité et le caractère réactionnaire du mot d'ordre de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, opposé à celui de la dictature du prolétariat entraînant derrière lui les paysans pauvres.

2° L'insurrection de Canton a montré que, parce qu'elle fut conçue et exécutée dans un sens contraire à la marche de la révolution, elle accéléra et approfondit son recul, en facilitant l'anéantissement des forces prolétariennes par la contre-révolution bourgeoise. Cette catastrophe donne à la période inter-révolutionnaire un caractère pénible, qui sera chronique et durable. Le plus grand des problèmes est maintenant la renaissance du Parti communiste, en tant qu'organisation de l'avant-garde du prolétariat.

Ces deux conclusions ont la même importance. C'est seulement en les considérant ensemble qu'on peut juger de la situation et fixer les perspectives. Le VI^e Congrès n'a fait ni l'un ni l'autre. En prenant comme base les résolutions du IX^e plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste (février 1928), qui affirmait que la révolution chinoise " continuait ", le Congrès esquiva la vérité ; il alla jusqu'à affirmer que cette révolution entrait dans une phase préparatoire. Mais cette dérobade ne servira à rien. Il faut parler clairement et sincèrement ; il faut reconnaître nettement, ouvertement, brutalement la cassure qui s'est opérée, y ajuster la tactique et en même temps suivre une orientation telle que l'avant-garde du prolétariat soit amenée à jouer, par l'insurrection, son rôle prépondérant dans la Chine soviétique de l'avenir,

2. – LA PÉRIODE INTER-RÉVOLUTIONNAIRE ET SES TÂCHES

La politique bolchevique est caractérisée non seulement par son envergure révolutionnaire, mais aussi par son réalisme politique. Ces deux aspects du bolchevisme sont inséparables. La plus importante des tâches est de savoir reconnaître en temps opportun une situation révolutionnaire et de l'exploiter jusqu'au bout. Mais il n'est pas moins important, quand cette situation est passée et s'est transformée politiquement en son contraire, de le comprendre. Rien n'est plus vain et plus indigne que de montrer le poing après la bataille. C'est, pourtant, la spécialité de Boukharine. Il a d'abord expliqué que le Kuomintang et les soviets, c'était la même chose, et qu'à travers le Kuomintang les communistes pouvaient conquérir le pouvoir sans bataille. Et quand le Kuomintang écrase les ouvriers, avec l'aide de Boukharine, ce dernier se met à tendre le poing. Quand Boukharine ne faisait qu'amender ou " compléter " Lénine, son aspect caricatural ne dépassait pas certaines limites modestes. Quand il prétend diriger par lui-même, en profitant du manque total de connaissances de Staline, Rykov et Molotov dans les questions internationales, le petit Boukharine se gonfle jusqu'à devenir une caricature géante du bolchevisme. La stratégie de Boukharine se réduit à achever et à mutiler, à l'époque du déclin, tout ce qui est sorti vivant de la révolution manquée et souillée.

Il faut comprendre clairement qu'il n'y a pas, actuellement, de situation révolutionnaire en Chine.

C'est bien une situation contre-révolutionnaire qui s'y est substituée ; une période inter-révolutionnaire de durée indéterminée commence. Détournez-vous avec mépris de qui vous dirait que c'est là du pessimisme et du manque de foi. Fermer les yeux en face des faits, voilà bien la mauvaise foi la plus infâme.

En Chine, la situation reste révolutionnaire en profondeur, dans la mesure où toutes les contradictions internes et externes de ce pays n'ont pas d'autre solution que la révolution. Mais dans ce sens, il n'y a pas un seul pays au monde où la situation ne doive, un jour, devenir ouvertement révolutionnaire, à l'exception de l'U.R.S.S. où, en dépit de cinq ans de glissement opportuniste, la forme soviétique de la dictature prolétarienne maintient encore la possibilité d'une renaissance de la Révolution d'Octobre par des réformes [Note. C'est en 1934 seulement que Trotsky se prononcera pour une révolution politique en Union soviétique afin qu'y soit rétablie la démocratie soviétique. Fin de la note].

Dans certains pays, la transformation de la révolution potentielle en révolution agissante est une éventualité plus rapprochée ; dans d'autres elle est plus lointaine. Il est d'autant plus difficile de prédire la mutation que celle-ci est déterminée non seulement par l'âpreté des contradictions internes, mais aussi par l'intervention des facteurs mondiaux. On peut supposer, pour beaucoup de raisons, que la révolution s'accomplira en Europe avant de se produire en Amérique du Nord. Mais les prévisions annonçant que la révolution éclatera d'abord en Asie et ensuite en Europe ont déjà un caractère plus conditionnel. C'est possible, voire vraisemblable, mais ce n'est pas fatal. De nouvelles difficultés et complications semblables à l'occupation de la Ruhr en 1923, ou bien l'aggravation de la crise du commerce et de l'industrie sous la pression des États-Unis, peuvent dans un avenir proche plonger les États européens dans une situation directement révolutionnaire, comme en Allemagne en 1923, en Angleterre en 1926, ou en Autriche en 1927.

Le fait que la Chine hier encore traversait une phase révolutionnaire aiguë ne rapproche pas la révolution, ne l'avance pas à aujourd'hui ou à demain, mais au contraire l'éloigne. La période qui suivit la révolution de 1905 connut de grands ébranlements révolutionnaires et des bouleversements dans des pays d'Orient (Perse, Turquie, Chine), mais en Russie même, la révolution ne renaquit que douze ans plus tard, en liaison avec la guerre impérialiste. Certainement ces délais ne sont pas obligatoires pour la Chine. Le rythme général du développement des contradictions mondiales s'est accéléré : c'est tout ce que l'on peut dire. Mais il faut tenir compte du fait qu'en Chine précisément, la révolution est actuellement repoussée dans un avenir indéterminé. Il y a plus grave : on n'en a pas encore fini avec les conséquences de la défaite. Chez nous, le reflux se prolongea en 1907, 1908, 1909, et partiellement en 1910, quand, dans une large mesure grâce au relèvement de l'industrie, la classe ouvrière se ranima. Devant le Parti communiste chinois s'ouvre un ravin non moins abrupt. On doit, dans cette situation, savoir s'accrocher à chaque saillie, tenir avec ténacité chaque point d'appui, afin de ne pas tomber et se rompre le cou.

Le Parti communiste chinois, et pour commencer son avant-garde, doit s'assimiler l'immense expérience des défaites et, avec des méthodes d'action neuves, reconnaître la nouvelle situation ; il doit resserrer ses rangs disloqués ; il doit renouveler ses organisations de masse ; il doit, plus clairement et plus nettement qu'auparavant, préciser son attitude face aux problèmes qui se posent au pays : unité et libération nationale, révolution agraire.

D'autre part, la bourgeoisie chinoise doit dépenser le capital accumulé par ses victoires. Les contradictions qui existent en son sein, comme entre la bourgeoisie et le monde extérieur, doivent être, de nouveau, mises à nu et aggravées. Un nouveau regroupement des forces doit avoir une répercussion dans la paysannerie et relancer son activité. C'est à ces signes qu'on reconnaîtra que la situation est redevenue révolutionnaire à un niveau historique plus élevé.

" Ceux qui ont dû vivre – disait Lénine le 23 février 1918 – les longues années des batailles révolutionnaires, à l'époque de l'ascension de la révolution et à l'époque de sa chute dans l'abîme, quand les appels révolutionnaires aux masses ne rencontraient pas d'écho, savent que cependant, la révolution se relève toujours " (LÉNINE, vol. XXVII, p. 41).

L'allure que suivra la révolution chinoise en se " relevant " dépendra non seulement des conditions objectives, mais aussi de la politique de l'Internationale communiste.

La résolution du Congrès tourne diplomatiquement autour de ces questions essentielles; elle sème à droite et à gauche des réserves afin de se sauver : autant dire que, comme les avocats, elle crée d'avance les motifs qui permettront d'aller en cassation et en appel.

Il est vrai qu'elle reconnaît que " le mot d'ordre de soulèvement des masses devient un mot d'ordre de propagande et que ce n'est qu'au fur et à mesure que se préparera un nouveau flux de la révolution qu'il deviendra de nouveau pratiquement et immédiatement applicable. " Notons, en passant, qu'en février de cette année une pareille attitude était encore appelée du trotskysme. Il faut sans doute comprendre que ce terme désigne la capacité à tenir compte des faits et de leurs conséquences plus rapidement que ne peut le faire la direction de l'Internationale communiste.

Mais la résolution du Congrès ne va pas plus loin que cette transformation de l'insurrection armée en mot d'ordre de propagande. Les rapports n'apportent rien de plus sur ce point. Que faut-il attendre au cours de la période la plus rapprochée ? Quelle orientation suivre dans le travail ? Il n'y a aucune perspective.

Pour bien saisir, et à fond, les leçons qu'on peut tirer encore d'une réflexion sur ce sujet, jetons à nouveau un coup d'œil sur la journée d'hier, sur cette même résolution du Comité central chinois qui fournit la manifestation la plus éclatante d'une légèreté d'esprit " révolutionnaire " doublée d'opportunisme [Note de L.T. Il va de soi que la *Pravda* n'a pas publié cette résolution à laquelle nous avons déjà fait référence plus haut. On ne peut la trouver que dans les *Matériaux sur la question chinoise* (n° 10, 1928, Edition de l'Université des Travailleurs de Chine), ouvrage difficile à se procurer. C'est cette même résolution qui est officiellement accusée de " trotskysme ", alors qu'elle n'est, en réalité, que de l'opportunisme stalino-boukharinien à rebours (L.T.). Fin de la note].

Le plénum du Comité central du Parti communiste chinois, dirigé par les enfants prodiges du centrisme de gauche, adoptait, en novembre 1927, à la veille de l'insurrection de Canton, la résolution suivante :

" Considérant la situation politique générale créée après le coup d'Etat contre-révolutionnaire du Hounan, le Comité central du Parti communiste chinois a déjà, dans ses thèses d'août, affirmé que, sur la base des actuels rapports sociaux, économiques et politiques, la stabilisation de la réaction militaire bourgeoise, en Chine, est tout à fait impossible. "

Dans cette remarquable thèse sur *la stabilisation*, la même opération n'a été effectuée qu'à propos de la *situation révolutionnaire*. Ces deux conceptions ont été transformées en substances irrémédiablement opposées l'une à l'autre. Si, dans n'importe quelles circonstances, la situation révolutionnaire est assurée pour de " longues années ", il est clair que la stabilisation, quoi qu'il arrive, est " absolument impossible ". L'un complète l'autre, dans un système de principes métaphysiques. Boukharine et son ami-ennemi Lominadzé, comprennent aussi mal l'un que l'autre que *la situation révolutionnaire* et son contraire, la *stabilisation*,

ne sont pas seulement un terrain pour la lutte des classes, mais en constituent aussi le contenu vivant. Nous avons écrit une fois que la " stabilisation " est un " objet " de la lutte des classes et non pas une arène fixée d'avance pour celle-ci. Le prolétariat veut développer et utiliser une situation de crise, tandis que la bourgeoisie veut mettre fin à cette crise et la surmonter par la stabilisation. La stabilisation est " l'objet " de la lutte de ces forces fondamentales de classe. Boukharine ricana d'abord à propos de cette définition, puis il l'introduisit, ensuite, textuellement, en contrebande, dans un rapport imprimé, présenté à un plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Mais, tout en admettant notre formule, spécialement dirigée contre sa scolastique, Boukharine ne comprit absolument pas le sens de notre définition. Quant aux cabrioles capricieuses que Lominadzé exécute vers la gauche, leur rayon est très restreint, car le vaillant enfant prodige n'ose pas rompre la corde qui l'attache à Boukharine.

Naturellement, la stabilisation absolue est totalement opposée à une situation révolutionnaire absolue. La conversion de ces absolus l'un dans l'autre est " absolument impossible ". Mais si l'on descend de ces ridicules cimes théoriques, il apparaît qu'avant le triomphe complet et définitif du socialisme, très vraisemblablement la situation révolutionnaire relative se convertira, plus d'une fois, en stabilisation relative (et *vice versa*). Toutes choses restant égales d'ailleurs, le danger de la transformation d'une situation révolutionnaire en stabilisation bourgeoise est d'autant plus grand que la direction prolétarienne est moins capable d'exploiter la situation. La direction de la clique de Tchang Kai-chek fut supérieure à celle de Tchen-Dou-Siou et de Tan-Pin-Sian. Mais ce n'est pas cette direction qui prit les décisions : l'impérialisme étranger guidait Tchang Kai-chek par des menaces et des promesses, et par son aide directe. L'Internationale communiste dirigeait Tchen-Dou-Siou. Ici, deux directions d'envergure mondiale croisèrent leurs épées. Celle de l'Internationale communiste montra, à toutes les étapes de la lutte, sa parfaite médiocrité, et elle facilita ainsi au maximum la tâche de la direction impérialiste. Dans de telles conditions, la transformation de la situation révolutionnaire en stabilisation bourgeoise non seulement n'est pas " impossible ", mais elle est absolument *inévitabile*. Il y a plus même : elle se réalise, dans *certaines* limites elle est déjà réalisée.

Pour l'Europe, Boukharine a annoncé une nouvelle période de stabilisation " organique ". Il assurait qu'on ne doit pas s'attendre en Europe, au cours des prochaines années, à un renouvellement des événements de Vienne et, en général, à des secousses révolutionnaires. On ne sait pourquoi. La lutte pour la conquête du pouvoir passe à l'arrière-plan en Europe, au bénéfice de la lutte à mener contre la guerre. En revanche, quand il s'agit de la Chine, la stabilisation est niée, tout comme le Ve Congrès la nia pour l'Allemagne après l'échec de la révolution de 1923. Tout passe et tout change, à l'exception des erreurs de la direction de l'Internationale communiste.

La défaite des ouvriers et des paysans en Chine correspond inévitablement à une consolidation politique des classes dirigeantes chinoises ; c'est précisément là le point de départ de la stabilisation économique. Une certaine mise en ordre de la circulation intérieure et des rapports commerciaux extérieurs, faisant suite à la pacification ou à la limitation du secteur où règne la guerre civile, entraîne automatiquement un relèvement de l'activité économique. Les besoins vitaux du pays, complètement dévasté et épuisé, doivent, à un degré quelconque, être satisfaits. Le nombre des ouvriers occupés doit croître.

Ce serait de l'aveuglement que de fermer les yeux sur l'existence de certains préalables politiques au développement ultérieur des forces productives du pays, développement qui, naturellement, prendra des formes d'asservissement capitaliste. Les seuls préalables politiques ne suffisent pas. Une poussée économique, sans laquelle on ne triompherait de la désorganisation qu'avec une relative lenteur, est aussi nécessaire. Ce choc extérieur peut être fourni par l'afflux de capitaux étrangers. Déjà, l'Amérique a coupé à travers champs, dépassant le Japon et l'Europe, en consentant, pour la forme, à conclure un " traité équitable ". La dépression interne, alors que des ressources sont disponibles, rend plus que vraisemblable une vaste intervention économique des États-Unis en Chine, le Kuomintang tenant évidemment la porte largement " ouverte ". Il n'y a pas de doute que les pays européens, en particulier l'Allemagne, en lutte contre la crise qui s'aggrave rapidement, tenteront de déboucher sur le marché chinois.

Étant donné l'immense étendue de la Chine et la multitude de sa population, même de faibles succès dans la construction des routes, même un simple accroissement de la sécurité des transports, accompagnés d'une certaine régularisation du change, doivent automatiquement augmenter considérablement la circulation commerciale et, par là même, animer l'industrie. Actuellement, les pays capitalistes les plus importants, parmi lesquels et non au dernier rang les États-Unis, préoccupés de l'écoulement de leurs automobiles, sont intéressés à l'établissement de routes de tous genres.

Pour stabiliser le change chinois et pour tracer des routes, il faut un grand emprunt à l'étranger. On discute de la possibilité d'un tel emprunt et on la reconnaît pour tout à fait réelle dans la presse financière anglo-saxonne influente. On parle d'un consortium international bancaire pour amortir les anciennes dettes de la Chine et lui accorder de nouveaux crédits. Déjà, la presse bien informée estime que cette future affaire est la " plus importante de l'histoire mondiale ".

Dans quelle mesure ces projets grandioses seront-ils exécutés, il est impossible de le dire sans l'aide d'une documentation plus abondante ; or, elle concerne, en partie, des opérations qui se passent dans les coulisses. Mais il n'est pas douteux que, dans un proche avenir, le cours des événements suivra cette direction. Dès maintenant, la presse donne des dizaines d'informations montrant que la pacification extrêmement relative de la Chine et son unification encore plus relative ont déjà provoqué une progression dans les domaines les plus divers de la vie économique. Une bonne récolte dans presque toute la Chine va dans le même sens. Les diagrammes de la circulation intérieure, de l'importation, de l'exportation, mettent en évidence des signes de développement.

Il ne faut pas, cela va de soi, répéter à rebours la faute d'hier. Il ne faut pas attribuer à la stabilisation semi-coloniale capitaliste on ne sait quels traits rigides, inchangeables, en un mot métaphysiques. Ce sera une stabilisation très boiteuse, ouverte à tous les vents de la politique mondiale ainsi qu'aux dangers internes, qui ne sont pas encore éliminés. Cependant, cette stabilisation bourgeoise très relative se distingue radicalement d'une situation révolutionnaire. Certes, matériellement, les rapports fondamentaux des classes sont restés les mêmes. Mais les rapports politiques de leurs forces, pour la période envisagée, se sont brutalement modifiés. Le fait que le Parti communiste soit presque entièrement rejeté en arrière sur ses positions de départ manifeste aussi cette modification. Il devra reconquérir son influence politique en repartant presque de zéro. Ce qui est acquis, c'est l'expérience. Mais pour être positive et non pas négative, cette expérience doit, de toute nécessité, être assimilée judicieusement. Entre temps, la bourgeoisie agit avec plus d'assurance, plus de cohésion. Elle est passée à l'offensive. Elle se fixe de grandes tâches pour demain. Le prolétariat recule, il est loin de toujours résister aux coups. La paysannerie, privée d'une direction quelque peu centralisée, bouillonne çà et là, mais sans chance réelle de succès. Or, le capital mondial vient à l'aide de la bourgeoisie chinoise avec l'intention de courber encore plus bas vers le sol, par son intermédiaire, les masses laborieuses chinoises. Voilà le mécanisme de la stabilisation. Après-demain, quand Boukharine se heurtera de front contre les faits, il

proclamera qu'on pouvait auparavant considérer la stabilisation comme " occasionnelle " mais qu'à présent, il est clair qu'elle est " organique ". En d'autres termes, ici aussi, il sautera par-dessus les brancards, mais en partant, cette fois, du pied droit.

Le relèvement économique correspondra, à son tour, à la mobilisation de nouvelles dizaines et centaines de milliers d'ouvriers chinois, au resserrement de leurs rangs, à l'accroissement de leur poids propre dans la vie sociale du pays, et, de ce fait, à un accroissement de leur confiance révolutionnaire en eux-mêmes. L'animation du commerce et de l'industrie en Chine donnera bientôt toute son acuité au problème de l'impérialisme. Si le Parti communiste chinois, influencé par la scolastique de Boukharine-Lominadzé tournait le dos au processus qui se déroule effectivement dans le pays, il perdrait le point d'appui économique du relèvement du mouvement ouvrier. Au début, l'augmentation du poids propre du prolétariat et de sa confiance de classe se manifesterait par une renaissance de la lutte, par les grèves et la consolidation des syndicats. Inutile de dire qu'ainsi des possibilités sérieuses s'ouvriraient devant le Parti communiste chinois. On ignore combien de temps il devra rester dans la clandestinité. En tout cas, il est nécessaire de renforcer et de perfectionner, au cours de la période à venir, l'organisation illégale. Mais cette tâche ne peut être accomplie en dehors de la vie et de la lutte des masses. L'appareil illégal aura d'autant plus de possibilités de se développer que les organisations légales et semi-légales de la classe ouvrière l'envelopperont intimement et qu'il pénétrera dans celle-ci. Il faut que le Parti communiste chinois renonce à toute œillère doctrinale et qu'il soit attentif au pouls de la vie économique du pays. En temps voulu, il doit se mettre à la tête des grèves, prendre l'initiative de la résurrection des syndicats et de la lutte pour la journée de huit heures. Ce n'est que dans ces conditions que sa participation à la vie politique du pays peut se faire sur une base sérieuse.

*

**

" Il ne peut être question – disait au Congrès un des délégués chinois – d'une consolidation du pouvoir du Kuomintang " (*Pravda*, 28 août 1928). C'est faux. Il peut parfaitement " être question " d'une consolidation, même assez considérable, du pouvoir du Kuomintang, pour une période même assez importante.

La bourgeoisie chinoise a remporté avec une facilité qu'elle ne prévoyait pas des victoires décisives, pour la période considérée, sur les ouvriers et les paysans. Le relèvement qui s'ensuivit de sa conscience de classe se fit nettement sentir à la conférence économique qui siégea fin juin, à Shanghai, et qui fut, en quelque sorte, le préparlement économique de la bourgeoisie chinoise. Elle a montré qu'elle veut récolter les fruits de sa victoire. Sur cette route, elle se heurte aux militaristes et aux impérialistes avec l'aide desquels elle triompha des masses. La bourgeoisie veut l'autonomie douanière, cette pierre d'achoppement de l'indépendance économique, et l'unification aussi complète que possible de la Chine : abolition des douanes intérieures, qui désorganisent le marché ; suppression de l'arbitraire des autorités militaires, qui confisquent le matériel roulant des chemins de fer et portent atteinte à la propriété privée, réduction des armées, qui pèsent lourdement sur l'économie du pays. C'est également ce but que visent la création d'une valeur monétaire unique et la mise en ordre de l'administration. Toutes ces exigences ont été formulées par la bourgeoisie dans son préparlement économique. Le Kuomintang en a, formellement, pris note ; mais, entièrement partagé entre les cliques militaires régionales, il est un obstacle à la réalisation de ces mesures.

Les impérialistes étrangers représentent un autre obstacle, plus important. Non sans raison, la bourgeoisie estime qu'elle exploitera avec d'autant plus de succès les contradictions inter-impérialistes et qu'elle obtiendra un compromis d'autant plus avantageux qu'elle aura su obliger avantageusement les cliques militaires du Kuomintang à se soumettre à l'appareil de l'État bourgeois centralisé. C'est en ce sens que vont actuellement les aspirations des éléments les plus " progressistes " de la bourgeoisie et de la démocratie petite-bourgeoise.

L'idée de l'Assemblée nationale, couronnement des victoires acquises, moyen de briser les militaristes, représentation autorisée de l'État de la bourgeoisie chinoise dans les affaires traitées avec le capital étranger, naît de cette volonté. La progression économique qui se dessine devant nous ne peut que donner du courage à la bourgeoisie et l'oblige à envisager avec une hostilité particulière tout ce qui porte atteinte à la régularité de la circulation des marchandises et désorganise le marché national. La première étape de la stabilisation économique augmentera certainement les chances de succès du parlementarisme chinois, et exigera, par conséquent, que le Parti communiste chinois fasse preuve dans cette question aussi, en temps opportun, d'initiative politique.

Pour la bourgeoisie chinoise, puisqu'elle a vaincu les ouvriers et les paysans, il ne peut être question que d'une assemblée archiconsulaire, qui peut-être donnera simplement des formes à la représentation des associations commerciales et industrielles, sur la base desquelles fut convoquée la conférence économique de Shanghai. La démocratie petite-bourgeoise qui, inévitablement, commencera à s'agiter avec le déclin de la révolution formulera des mots d'ordre plus " démocratiques ". Elle cherchera ainsi à se lier à certaines couches supérieures des masses populaires des villes et des campagnes.

Le développement " constitutionnel " de la Chine, tout au moins durant sa prochaine étape, est intimement lié à l'évolution interne du Kuomintang, qui concentre actuellement le pouvoir d'État. Le dernier plénum d'août du Kuomintang a décidé, pour autant qu'on puisse le comprendre, de convoquer pour le 1er janvier 1929 le Congrès du parti, qui fut si longtemps ajourné, par suite de la crainte qu'avait le centre de perdre le pouvoir (comme nous le voyons, la " particularité " de la Chine n'est pas très... particulière). A son ordre du jour, figure le problème de la Constitution chinoise. Certes, des événements quelconques, intérieurs ou extérieurs, peuvent empêcher et le Congrès de janvier du Kuomintang et toute l'ère constitutionnelle de stabilisation de la bourgeoisie chinoise. Cette éventualité est toujours possible. Mais s'il n'intervient pas de facteurs nouveaux, la question du régime d'État en Chine, les problèmes constitutionnels au cours de la prochaine période seront au centre de l'attention publique.

Quelle position prendra le Parti communiste ? Qu'opposera-t-il à ce projet de Constitution du Kuomintang ? Le Parti communistes peut-il créer des soviets dès que se produira une reprise révolutionnaire, il lui est indifférent qu'il existe ou non *d'ici là*, en Chine, une Assemblée nationale (peu importe ce qu'elle serait, censitaire ou ouverte à tout le peuple) ? Une telle attitude serait superficielle, vide, passive.

Le Parti communiste peut et doit formuler le mot d'ordre d'une Assemblée constituante ayant pleins pouvoirs, élue par le suffrage universel, égal, direct et secret. Au cours de l'agitation qui sera menée en faveur de ce mot d'ordre, il faudra évidemment expliquer aux masses qu'il est douteux qu'une pareille assemblée soit convoquée, et que même si elle l'était, elle serait impuissante aussi longtemps que le pouvoir matériel resterait aux mains des généraux du Kuomintang. La possibilité d'aborder d'une façon nouvelle le mot d'ordre de l'armement des ouvriers et des paysans sera ainsi donnée.

L'animation politique, liée à la reprise de l'activité économique, mettra de nouveau en vedette le problème agraire. Mais pendant une certaine période, celui-ci peut se trouver posé sur le plan parlementaire, c'est-à-dire qu'on peut voir la bourgeoisie, et surtout la démocratie petite-bourgeoise, tenter de le " résoudre " par la voie législative. Le Parti communiste ne peut s'adapter à la légalité bourgeoise, ne peut capituler devant la propriété bourgeoise. Il peut et il doit donc avoir son propre projet parachevé pour une solution d'ensemble du problème agraire, sur la base de la confiscation des propriétés foncières dépassant une certaine étendue (variable selon les provinces). Au fond, le projet communiste de loi agraire doit être la formule de la future révolution agraire. Mais le Parti communiste peut et doit introduire sa formule dans la lutte pour l'Assemblée nationale, et dans cette Assemblée même, si elle venait à être convoquée.

Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale (ou constituante) se combine ainsi, étroitement, avec les autres : la journée de huit heures, la confiscation des terres et l'indépendance nationale complète de la Chine. C'est dans ces mots d'ordre que se manifesterait l'étape démocratique du développement de la révolution chinoise. Sur le plan politique international, le Parti communiste revendiquerait l'alliance avec l'U.R.S.S. En combinant judicieusement ces mots d'ordre, en avançant chacun d'eux en temps opportun, le Parti communiste pourra s'arracher à l'existence clandestine, faire bloc avec la masse, conquérir sa confiance, et ainsi rapprocher le moment de la création des soviets et de la lutte directe pour le pouvoir.

Cette étape démocratique de la révolution impose des tâches historiques bien déterminées. Mais le caractère démocratique de ces tâches ne détermine nullement, par lui-même, les classes qui résoudre ces problèmes et ne fixe pas les conditions dans lesquelles elles le feront. Au fond, toutes les grandes révolutions bourgeoises avaient à résoudre des problèmes du même genre, mais ils se posaient dans un mécanisme différent des classes. Dans la lutte pour les objectifs démocratiques en Chine, au cours de la période inter-révolutionnaire, le Parti communiste rassemblera ses forces, contrôlera lui-même ses mots d'ordre et ses méthodes d'action. Si, de ce fait, il lui arrive de passer par une période de parlementarisme (ce qui est possible, même probable, mais nullement inévitable), l'avant-garde prolétarienne pourra reconnaître ses ennemis et ses adversaires, en les examinant à travers le prisme du parlement. Au cours de la période préparlementaire et parlementaire, cette avant-garde devra mener une lutte intransigeante pour conquérir de l'influence sur les paysans, pour diriger politiquement la paysannerie de façon directe. Même si l'Assemblée nationale venait à se constituer de manière très démocratique, les problèmes fondamentaux n'en devraient pas moins être résolus par la force. A travers la période parlementaire, le Parti communiste chinois arriverait à une lutte directe et immédiate pour le pouvoir, mais posséderait une base historique plus mûre; la victoire deviendrait plus sûre.

Nous avons dit que l'étape parlementaire était probable, mais non pas inévitable. Une nouvelle désagrégation du pays, ainsi que des causes extérieures, peuvent l'empêcher ; toutefois, dans le premier cas, un mouvement en faveur de parlements régionaux pourrait surgir. Mais tout ceci ne diminue pas l'importance de la lutte pour une Assemblée nationale convoquée démocratiquement, qui, par elle-même, entrerait comme un coin entre les groupements des classes possédantes et élargirait les cadres de l'activité du prolétariat.

D'avance, nous savons que tous les " dirigeants " qui ont prêché le bloc des quatre classes et les commissions d'arbitrage au lieu des grèves, qui par dépêches ont ordonné de ne pas étendre le mouvement agraire, qui ont conseillé de ne pas terroriser la bourgeoisie, qui ont interdit la création des soviets, subordonné le Parti communiste au Kuomintang, acclamé Wan-Tin-Wei comme chef de la révolution agraire, nous savons que tous ces opportunistes coupables de la défaite de la révolution vont tenter de surenchérir sur l'aile gauche et voit dans notre façon de poser la question des " illusions constitutionnelles " et une " déviation social-démocrate ". Nous estimons indispensable de prévenir en temps opportun les communistes et les ouvriers avancés chinois contre le faux radicalisme creux de ceux dont, hier, Tchang Kai-shek était le favori. On ne peut se débarrasser d'un processus historique par des citations déformées, par de la confusion, des kilomètres de résolution ; on ne peut, par toutes sortes de trucs bureaucratiques et littéraires, échapper aux faits et aux classes. Les événements arrivent et jugent. Ceux pour qui ne suffit pas le contrôle du passé n'ont qu'à attendre celui de l'avenir. Cependant, qu'ils n'oublient pas tout de même que cette vérification se fait sur le dos de l'avant-garde prolétarienne.

3. – LES SOVIETS ET L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Nous espérons qu'il n'est pas besoin de soulever ici la question générale de la démocratie formelle, c'est-à-dire de la démocratie bourgeoise. Notre attitude à son égard n'a rien de commun avec la négation stérile de l'anarchisme. Le mot d'ordre et les normes de la démocratie se présentent sous diverses formes pour les différents pays, selon l'étape où en est l'évolution de la société bourgeoise. Les mots d'ordre démocratiques contiennent pour un certain temps des illusions et des tromperies, mais ils renferment aussi une force historique animatrice :

« Aussi longtemps que la lutte de la classe ouvrière pour le pouvoir tout entier n'est pas à l'ordre du jour, nous avons pour devoir d'utiliser toutes les formes de la démocratie bourgeoise » (LÉNINE, vol. XXVIII, p. 435).

Au point de vue *politique*, la question de la démocratie formelle recouvre le problème de notre attitude, à l'égard non seulement des masses petites-bourgeoises, mais aussi des masses ouvrières, dans la mesure où ces dernières n'ont pas encore acquis de conscience révolutionnaire de classe. Dans les conditions où progressait la révolution, lors de l'offensive du prolétariat, l'irruption dans la vie politique des couches de base de la petite-bourgeoisie se manifesta en Chine par des révoltes agraires, des conflits avec les troupes gouvernementales, des grèves de toutes sortes, le massacre des petits administrateurs. Actuellement, tous les mouvements de ce genre diminuent nettement. La soldatesque triomphante du Kuomintang domine la société. Chaque journée de stabilisation amènera des heurts de plus en plus nombreux entre ce militarisme et cette bureaucratie d'une part et d'autre part, non seulement les ouvriers avancés, mais aussi la masse petite-bourgeoise prédominante des villes et des campagnes, et même dans certaines limites la grande bourgeoisie. Avant que le développement de ces collisions ne les transforme en lutte révolutionnaire nette, elles passeront, d'après toutes les données, par un stade " constitutionnel ". Les conflits entre la bourgeoisie et ses propres cliques militaires s'étendront inévitablement, par l'intermédiaire d'un " troisième parti " ou par d'autres voies, aux couches supérieures des masses petites-bourgeoises. Sur les plans économique et culturel, ces masses sont extraordinairement faibles. Leur force politique potentielle tient à leur nombre. Les mots d'ordre de la démocratie formelle conquièrent ou sont capables de conquérir non seulement les masses petites bourgeoises, mais aussi les grandes masses ouvrières, précisément parce qu'elles

leur offrent la possibilité – du moins apparente – d'opposer leur volonté à celle des généraux, des hobereaux, et des capitalistes. L'avant-garde prolétarienne éduque les masses en se servant de cette expérience et les mène en avant.

L'exemple de la Russie montre que, lorsque la révolution progresse, le prolétariat organisé en soviets peut, par une politique juste dirigée vers la conquête du pouvoir, entraîner la paysannerie, la faire se heurter de front à la démocratie formelle personnifiée par l'Assemblée constituante et l'aiguiller sur le chemin de la démocratie soviétique. Toutefois, on est parvenu à ces résultats non pas en opposant simplement les soviets à l'Assemblée constituante, mais en entraînant les masses vers les soviets, tout en conservant les mots d'ordre de la démocratie formelle jusqu'au moment de la conquête du pouvoir et même après.

" Que dans la Russie de septembre-novembre 1917, la classe ouvrière des villes, les soldats, les paysans, en raison de toutes sortes de circonstances spéciales, se soient trouvés admirablement préparés à l'adoption du régime soviétique et à la dissolution du plus démocratique des parlements bourgeois, c'est là un fait historique indéniable et parfaitement établi. Pourtant, les bolcheviks n'ont pas boycottés l'Assemblée constituante : loin de le faire, ils ont participé aux élections, non seulement avant, mais même après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat... "

" Même quelques semaines avant la victoire de la République soviétique, même après cette victoire, la participation à un parlement de démocratie bourgeoise, loin de nuire à un prolétariat révolutionnaire, l'aide à prouver aux masses retardataires que ces parlements méritent d'être dissous, facilite la réussite de leur dissolution, rapproche le moment où l'on pourra dire que le parlementarisme bourgeois a pratiquement fait son temps " (LÉNINE, vol. XXXI, p. 55, La maladie infantile du communisme).

Quand nous avons adopté des mesures pratiques directes pour disperser l'Assemblée constituante, je me souviens que Lénine insista tout particulièrement pour que l'on fit venir à Petrograd un ou deux régiments de chasseurs lettons composés surtout d'ouvriers agricoles. " La garnison de Petrograd est presque entièrement paysanne ; elle peut hésiter devant la Constituante " : c'est ainsi que Lénine exprimait ses préoccupations. Dans cette affaire, il ne s'agissait nullement de " traditions " politiques, car la paysannerie russe ne pouvait avoir de traditions sérieuses de la démocratie parlementaire. Le fond de la question, c'est que la masse paysanne, une fois qu'elle s'est éveillée à la vie historique, n'est nullement encline à faire d'emblée confiance à une direction venant des villes, même si celle-ci est prolétarienne, surtout en période non révolutionnaire ; cette masse cherche une formule politique simple exprimant *directement* sa propre force politique, c'est-à-dire la prédominance du nombre. L'expression politique de la domination de la majorité, c'est la démocratie formelle.

Il va de soi qu'il serait d'un pédantisme digne de Staline que d'affirmer que les masses populaires ne peuvent et ne doivent jamais, en aucune occurrence, " sauter " par-dessus l'échelon " constitutionnel ". Dans certains pays, l'époque du parlementarisme dure de longues dizaines d'années, et même des siècles. En Russie, cette période ne se prolongea que pendant les quelques années du régime pseudo-constitutionnel et l'unique jour d'existence de la Constituante. Historiquement, on peut très bien concevoir des situations où même ces quelques années et cette seule journée n'existeraient pas. Si la politique révolutionnaire avait été juste, si le Parti communiste avait été complètement indépendant du Kuomintang, si des soviets avaient été formés en 1925-1927, le développement révolutionnaire aurait déjà pu amener la Chine d'aujourd'hui à la dictature du prolétariat, sans passer par la phase démocratique. Mais, même dans ce cas, la formule de l'Assemblée constituante que la paysannerie n'a pas essayée au moment le plus critique, qu'elle n'a pas expérimentée et qui lui fait donc encore illusion, aurait pu, lors du premier différend sérieux entre la paysannerie et le prolétariat, au lendemain même de la victoire, devenir le mot d'ordre des paysans et des petits bourgeois des villes contre les prolétaires. Or, des conflits importants entre le prolétariat et la paysannerie, même dans des conditions favorables à leur alliance, sont tout à fait inévitables, comme en témoigne la Révolution d'Octobre. Notre plus grand avantage résida dans ce fait : la majorité de l'Assemblée constituante s'était formée, dans la lutte des partis dominants pour la continuation de la guerre et contre la confiscation des terres par les paysans ; elle s'était donc sérieusement compromise aux yeux de la paysannerie, au moment même où fut convoquée l'Assemblée.

*

**

Comment la résolution du Congrès adoptée après " lecture du rapport de Boukharine caractérise-t-elle la période actuelle du développement de la Chine et les tâches qui en découlent ? Le § 54 de cette résolution dit :

" Actuellement, la tâche principale du parti – pendant la période comprise entre deux vagues de progression révolutionnaire – est de lutter pour conquérir les masses, c'est-à-dire qu'il doit mener un travail de masse parmi les ouvriers et les paysans, rétablir leurs organisations, utiliser tout mécontentement contre les propriétaires fonciers, les bourgeois, les généraux, les impérialistes étrangers. "

C'est vraiment là un exemple classique de double sens, dans le genre des oracles les plus célèbres de l'Antiquité. L'actuelle période est caractérisée comme étant " comprise entre deux vagues de progression révolutionnaire ". Cette formule nous est connue. Le Ve Congrès l'avait appliquée à l'Allemagne. Toute situation révolutionnaire ne se développe pas uniformément, elle connaît des flux et des reflux. Cette formule a été choisie, avec préméditation, pour qu'on puisse penser en l'interprétant qu'elle confesse l'existence d'une situation révolutionnaire, dans laquelle il se produit simplement une petite " accalmie " avant la tempête. A tout hasard, on pourra aussi croire qu'elle admet que toute une période s'écoulera entre deux révolutions. Dans un cas comme dans l'autre, il sera possible de commencer une future résolution par les mots " comme nous avons prévu " ou " comme nous avions prédit ".

Dans chaque pronostic historique, il y a inévitablement un élément conditionnel. Plus la période considérée est brève, plus cet élément est important. En général, il est impossible d'établir un pronostic qui dispense les dirigeants du prolétariat d'analyser plus tard la situation. Un pronostic ne fixe pas une nécessité invariable ; c'est son orientation qui a de l'importance. On peut et on doit voir jusqu'à quel point tout pronostic est conditionnel. On peut même, dans certaines situations, donner plusieurs variantes pour l'avenir, en les délimitant avec réflexion. Enfin, dans une situation trouble, on peut à titre provisoire renoncer totalement à établir un pronostic et conseiller simplement d'attendre et de regarder. Mais tout cela doit être fait nettement, ouvertement, honnêtement. Au cours des cinq dernières années, les pronostics de l'Internationale communiste ont constitué, non pas des directives, mais des pièges pour les directions des partis des divers pays. Le but principal de ces pronostics est d'inspirer de la vénération pour la sagesse de la direction et, en cas d'échec, de sauver le « prestige », ce fétiche suprême des faibles. C'est une méthode qui permet de rendre des oracles et non de procéder à des analyses marxistes. Elle présuppose, dans l'action, l'existence de " boucs

émissaires ". C'est un système démoralisant. Les erreurs ultra-gauchistes de la direction allemande en 1924-1925 procédaient justement de la même manière perfide de formuler à double sens une opinion sur les « deux vagues de la progression révolutionnaire ». La résolution du VI^e Congrès peut causer autant de malheurs.

Nous avons connu la vague révolutionnaire d'avant Shanghai, puis celle de Ou-Tchang. Il y en a eu beaucoup d'autres, plus limitées et plus localisées. Elles se fondaient toutes sur la progression révolutionnaire générale de 1925-1927. Mais cette ascension historique est terminée. Il faut le comprendre et le dire clairement. Des conséquences stratégiques importantes en découlent.

La résolution évoque la nécessité " d'utiliser " tout mécontentement contre les propriétaires fonciers, les bourgeois, les généraux et les impérialistes étrangers. C'est incontestable, mais c'est trop vague. Comment " utiliser " ? Si nous sommes entre deux vagues de progression révolutionnaire, alors toute manifestations quelque peu importante de mécontentement peut être considérée comme le fameux « début de la seconde vague » (d'après Zinoviev-Boukharine). Alors le mot d'ordre propagandiste d'insurrection armée devra rapidement devenir mot d'ordre d'action. De là, peut naître un " second accès " de putschisme. Le parti utilisera tout autrement le mécontentement des masses, s'il le considère en le situant dans une juste perspective historique. Mais le VI^e Congrès ne dispose de cette " bagatelle " – une perspective historique juste – dans aucune question. Cette lacune fit du VI^e Congrès une faillite. C'est là-dessus que l'Internationale communiste, tout entière, peut aussi se briser.

Après avoir condamné de nouveau les tendances putschistes auxquelles elle prépare elle-même le terrain, la résolution du Congrès continue :

" D'un autre côté, certains camarades ont versé dans une erreur opportuniste : ils mettent en avant le mot d'ordre de l'Assemblée nationale. "

En quoi consiste l'opportunisme de ce mot d'ordre, la résolution ne l'explique pas. Seul, le délégué chinois Strakhov, dans son discours de clôture sur les leçons de la révolution chinoise, tente de fournir une explication. Voici ce qu'il dit :

" Par l'expérience de la révolution chinoise, nous voyons que lorsque la révolution dans les colonies [?] approche du moment décisif, la question se pose nettement : ou bien la dictature des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, ou bien celle du prolétariat et de la paysannerie. "

Naturellement, quand la révolution (et pas seulement dans les colonies) " approche du moment décisif "; alors toute façon d'agir comme on l'a fait avec le Kuomintang, c'est-à-dire tout collaborationnisme, est un crime aux conséquences fatales : on ne peut alors concevoir qu'une dictature de possédants ou qu'une dictature des travailleurs. Mais, comme nous l'avons déjà vu, même en de pareils moments, pour triompher en révolutionnaire du parlementarisme, on ne doit pas le nier stérilement. Pourtant Strakhov va encore plus loin :

" Là-bas [dans les colonies] la démocratie bourgeoise ne peut exister : seule la dictature bourgeoise ouverte est possible. Il ne peut y avoir aucune voie constitutionnelle. "

C'est étendre de façon doublement inexacte une pensée juste. Si dans les " moments décisifs " de la révolution, la démocratie bourgeoise est inévitablement torpillée – et pas seulement dans les colonies – cela ne signifie nullement qu'elle soit impossible dans les périodes interrévolutionnaires. Mais, précisément, Strakhov et tout le Congrès ne veulent pas reconnaître que le " moment décisif", pendant lequel les communistes se complaisaient aux pires fictions démocratiques au sein de Kuomintang, est déjà passé. Or, avant un nouveau " moment décisif ", il faut traverser une longue période, durant laquelle on devra aborder d'une façon nouvelle les questions anciennes. Affirmer qu'il ne peut y avoir, dans les colonies, de périodes constitutionnelles ou parlementaires, c'est renoncer à utiliser des moyens de lutte tout à fait essentiels, et c'est surtout rendre difficile pour soi-même une orientation politique juste, c'est acculer le parti à une impasse.

Dire que pour la Chine, comme d'ailleurs pour tous les autres États du monde, il n'y a pas d'issue vers le développement libre, autrement dit socialiste, par la voie parlementaire, est juste. Mais dire que, dans le développement de la Chine ou des colonies, il ne peut y avoir aucune période ou étape constitutionnelle, c'est autre chose et c'est faux. En Egypte, il y avait un parlement ; maintenant il est dissous. Il peut renaître. En dépit du statut semi-colonial de ce pays, il y a un parlement en Irlande. Il en est de même pour tous les États de l'Amérique du Sud, sans parler des dominions de la Grande-Bretagne. Il existe des semblants de " parlements " en Inde. Ils peuvent encore ultérieurement se développer : sur ce point, la bourgeoisie britannique est assez souple. Comment peut-on affirmer qu'après l'écrasement de sa révolution, la Chine ne traversera pas une phase parlementaire ou pseudo-parlementaire, ou qu'elle ne sera pas le théâtre d'une lutte politique sérieuse pour atteindre ce stade ? Une pareille affirmation ne repose sur rien.

Le même Strakhov dit que, précisément, les opportunistes chinois aspirent à substituer au mot d'ordre des soviets celui de l'Assemblée nationale. C'est possible, probable, inévitable même. Toute l'expérience du mouvement ouvrier mondial, du mouvement russe en particulier, prouve que les opportunistes s'accrochent toujours les premiers aux méthodes parlementaires et, en général, à tout ce qui, de près ou de loin, ressemble au parlementarisme. Les mencheviks se cramponnaient à l'activité dans la Douma en l'opposant à l'action pour la révolution. L'utilisation des méthodes parlementaires fait inévitablement surgir tous les dangers liés au parlementarisme : illusions constitutionnelles, légalisme, tendance aux compromis, etc. On ne peut combattre ces dangers, ces maladies que par une orientation révolutionnaire de toute la politique. Mais le fait que les opportunistes prônent la lutte pour l'Assemblée nationale n'est nullement un argument justifiant de notre part une attitude négative envers le parlementarisme. Après le coup d'État du 3 juin 1907, en Russie, la majorité des éléments dirigeants du Parti bolchevik étaient favorables au boycott d'une Douma mutilée et truquée. En revanche, les mencheviks étaient entièrement d'accord pour participer à la Douma. Cela n'empêcha pas Lénine d'intervenir vigoureusement pour que fût utilisé même le " parlementarisme " du 3 juin, à la conférence du parti qui unissait encore à l'époque les deux fractions. Lénine fut le seul bolchevik qui vota avec les mencheviks la participation aux élections. Evidemment, la " participation " de Lénine n'avait rien de commun avec celle des mencheviks, comme le montra toute la marche ultérieure des événements ; elle n'était pas opposée aux tâches révolutionnaires, elle y contribuait pendant l'époque comprise entre deux révolutions. Tout en utilisant le pseudo-Parlement contre-révolutionnaire du 3 juin, notre parti, malgré sa grande expérience des soviets en 1905, continuait à mener la lutte pour l'Assemblée constituante, c'est-à-dire pour la forme la plus démocratique de la représentation parlementaire. Il faut conquérir le droit de renoncer au parlementarisme en unissant les masses autour du parti et en les amenant à lutter ouvertement pour la conquête du pouvoir. Il est naïf de croire que l'on puisse substituer à ce travail la simple renonciation à l'utilisation révolutionnaire des méthodes et des formes contradictoires et

oppressives du parlementarisme. C'est en cela que consiste l'erreur la plus grossière de la résolution du Congrès, qui fait ici une vulgaire cabriole ultra-gauchiste.

Voyez, en effet, comme tout est mis à l'envers. Suivant la logique de la direction actuelle et conformément au sens des résolutions du VI^e Congrès de l'Internationale communiste, la Chine approche, non pas de son année 1917, mais bien de son 1905. *Pour cette raison*, concluent mentalement les dirigeants, à bas le mot d'ordre de la démocratie formelle ! Il ne reste vraiment plus une seule articulation que les épigones n'aient eu le souci de luxer. Comment peut-on repousser le mot d'ordre de la démocratie, et surtout le plus radical : la représentation démocratique du peuple, dans les conditions d'une période non révolutionnaire, alors que la révolution n'a pas accompli ses tâches les plus immédiates : l'unité de la Chine et son épuration de toutes les vieilleries féodales, militaires et bureaucratiques ?

Le Parti communiste chinois, que je sache, n'a pas eu de programme à lui. Le Parti bolchevik est arrivé jusqu'à la Révolution d'octobre, et l'a réalisée armé de son ancien programme, dans lequel les mots d'ordre de démocratie occupaient une place importante. En son temps, Boukharine tenta de supprimer ce programme minimum, comme il intervint plus tard contre les revendications transitoires du programme de l'Internationale communiste [Note. Aux III^e et IV^e Congrès de l'Internationale communiste avait été affirmée la nécessité pour les partis communistes de mettre en avant, entre les revendications les plus immédiates et les revendications de caractère socialiste, des revendications générales susceptibles de mobiliser les masses dans de grandes luttes qui les mettraient en opposition au régime capitaliste, ces revendications ne pouvant obtenir satisfaction dans le cadre de ce régime. Cette conception fut poussée plus loin par la IV^e Internationale qui, à son Congrès de fondation en 1938, adopta un programme de transition rédigé par TROTSKY et intitulé : *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*. Fin de la note]. Mais cette attitude de Boukharine n'est restée dans l'histoire du parti que comme une anecdote. Comme on le sait, c'est la dictature du prolétariat qui accomplit la révolution démocratique en Russie. Cela non plus la direction actuelle de l'Internationale communiste ne veut absolument pas le comprendre. Mais notre parti n'a mené le prolétariat à la dictature que parce qu'il défendit avec énergie, esprit de suite et dévouement, tous les mots d'ordre, toutes les revendications de la démocratie, y compris la représentation populaire fondée sur le suffrage universel, la responsabilité du gouvernement devant les représentants du peuple, etc. Seule, une pareille agitation permit au parti de préserver le prolétariat de l'influence de la démocratie petite-bourgeoise, de saper l'influence de celle-ci dans la paysannerie, de préparer l'alliance des ouvriers et des paysans et d'entraîner dans ses rangs les éléments révolutionnaires les plus résolus. Tout cela n'était-il donc que de l'opportunisme ?

*

**

Strakhov dit que notre mot d'ordre est celui des soviets et que seuls des opportunistes peuvent y substituer celui de l'Assemblée nationale. Cet argument révèle de la façon la plus exemplaire le caractère erroné de la résolution du Congrès. Dans la discussion, personne ne contredit Strakhov; au contraire, sa position fut approuvée et ratifiée par la résolution principale sur la tactique. C'est seulement maintenant que l'on voit avec clarté combien ils sont nombreux, dans la direction actuelle, ceux qui ont fait l'expérience d'une, de deux et même de trois révolutions en se laissant entraîner par le cours des choses et la direction de Lénine, mais sans méditer sur le sens des événements et sans assimiler les plus grandes leçons de l'histoire. On est bien obligé de répéter encore certaines vérités élémentaires.

Dans ma critique du programme de l'Internationale communiste, j'ai montré comment les épigones ont défiguré et mutilé monstrueusement la pensée de Lénine, qui affirmait que les soviets sont des organes d'insurrection et des organes de pouvoir. On en a tiré la conclusion que l'on ne peut créer des soviets qu'à la "veille" de l'insurrection. Cette idée grotesque a trouvé son expression la plus achevée, toujours dans la même résolution du plénum de novembre dernier du Comité central chinois, que nous avons récemment découverte. On y dit :

" On peut et on doit créer des soviets comme organes du pouvoir révolutionnaire seulement dans le cas où l'on est en présence d'une progression importante, incontestable, du mouvement révolutionnaire des masses, et lorsqu'un succès solide est assuré au mouvement. "

La première condition, " la progression importante ", est incontestable. La seconde condition, " la garantie du succès ", et avec cela d'un succès " solide " est simplement une bêtise de pédant. Dans la suite du texte de cette résolution, cette stupidité est pourtant longuement développée :

" On ne peut évidemment aborder la création des soviets quand la victoire n'est pas encore absolument garantie, car il pourrait arriver alors que toute l'attention soit concentrée uniquement sur les élections aux soviets et non pas sur la lutte militaire, par suite de quoi le démocratisme petit-bourgeois pourrait s'installer, ce qui affaiblirait la dictature révolutionnaire et créerait un danger pour la direction du parti. "

L'esprit de Staline se réfractant à travers le prisme de celui de l'enfant prodige Lominadzé, plane au-dessus de ces lignes immortelles. Pourtant tout cela est simplement absurde. Pendant la grève de Hong Kong et de Shanghai, pendant toute la violente progression ultérieure du mouvement des ouvriers et des paysans, on pouvait et on devait créer des soviets comme organes de la lutte révolutionnaire ouverte des masses, qui *tôt ou tard*, et pas du tout d'un seul coup, menait à l'insurrection et à la conquête du pouvoir. Si la lutte, dans la phase considérée, ne s'élève pas jusqu'à l'insurrection, évidemment, les soviets eux aussi se réduisent à rien. Ils ne peuvent devenir des institutions « normales » de l'État bourgeois. Mais dans ce cas, c'est-à-dire si les soviets sont détruits avant l'insurrection, les masses travailleuses font cependant une acquisition énorme dans la connaissance pratique qu'elles gagnent des soviets et la familiarité qu'elles acquièrent avec leur mécanisme. Lors de l'étape suivante de la révolution, leur édification se trouve ainsi garantie de façon plus fructueuse et sur une échelle plus vaste : pourtant, même dans la phase qui suit, il se peut qu'ils ne mènent directement ni à la victoire, ni même à l'insurrection. Souvenons-nous fermement de ceci : le mot d'ordre des soviets peut et doit être mis en avant dès les premières étapes de la progression révolutionnaires des masses. Mais ce doit être une progression réelle. Les masses ouvrières doivent affluer vers la révolution, se grouper sous son drapeau. Les soviets donnent une expression organisationnelle à la force centripète du développement révolutionnaire. Ces considérations impliquent que pendant la période de reflux révolutionnaire où se manifestent des tendances centrifuges dans les masses, le mot d'ordre des soviets devienne doctrinaire, inerte ou, ce qui ne vaut pas mieux, soit un mot d'ordre d'aventuriers. L'expérience de Canton l'a montré on ne peut plus clairement et tragiquement.

Maintenant, le mot d'ordre des soviets n'a d'autre valeur en Chine que d'ouvrir une perspective, et en ce sens, il a un rôle de propagande. Il serait absurde d'opposer les soviets, mot d'ordre de la troisième révolution chinoise, à l'Assemblée nationale, c'est-

à-dire au mot d'ordre qui résulte de la débâcle de la seconde révolution chinoise. L'abstentionnisme, en période interrévolutionnaire, surtout après une cruelle défaite, serait une politique de suicide.

On pourrait dire – il y a beaucoup de sophistes dans le monde – que la résolution du VI^e Congrès ne signifie pas l'abstentionnisme : il n'y a aucune Assemblée nationale, personne ne la convoque encore et ne promet de la convoquer, et, par conséquent, il n'y a rien à boycotter. Un tel raisonnement serait pourtant par trop pitoyable, formel, enfantin, boukharinien. Si le Kuomintang se trouvait forcé de convoquer l'Assemblée nationale, est-ce que nous la boycotterions dans cette situation ? Non. Nous démasquerions sans pitié le mensonge et la fausseté du parlementarisme du Kuomintang, les illusions constitutionnalistes de la petite bourgeoisie ; nous exigerions l'extension intégrale des droits électoraux ; en même temps, nous nous jetterions dans l'arène politique pour opposer au cours de la lutte pour le Parlement, au cours des élections et dans le Parlement lui-même, les ouvriers et les paysans pauvres aux classes possédantes et à leurs partis. Personne ne se chargera de prédire ce que seraient pour le parti actuellement réduit à une existence clandestine les résultats ainsi obtenus. Si la politique était juste, les avantages pourraient devenir très importants. Mais dans ce cas n'est-il pas clair que le parti peut et doit non seulement participer aux élections si le Kuomintang les décide, mais aussi exiger qu'elles entraînent une mobilisation des masses autour de ce mot d'ordre ?

Politiquement, la question est déjà posée ; chaque jour qui vient le confirmera. Dans notre critique du programme, nous avons évoqué la probabilité d'une certaine stabilisation économique en Chine. Depuis, les journaux ont apporté des dizaines de témoignages sur le début de la renaissance économique (voir le *Bulletin de l'Université chinoise*). Maintenant, ce n'est plus une supposition, mais un fait, bien que la renaissance n'en soit encore qu'à sa toute première phase. Mais c'est précisément au début qu'il faut apercevoir le sens de la tendance ; sinon on ne fait pas de la politique révolutionnaire mais du suivisme. Il en va de même pour la lutte politique autour des questions de la Constitution. Maintenant ce n'est plus une prévision théorique, une simple possibilité, mais quelque chose de plus concret. Ce n'est pas pour rien que le délégué chinois est revenu plusieurs fois sur ce thème de l'Assemblée nationale ; ce n'est pas par hasard que le Congrès a cru nécessaire d'adopter une résolution spéciale (et particulièrement fausse) à ce sujet. Ce n'est pas l'Opposition qui a posé ce problème, mais bien le développement de la vie politique en Chine. Ici aussi, il faut savoir apercevoir la tendance dès son début. Plus le Parti communiste interviendra, avec audace et résolution, sur le mot d'ordre d'Assemblée constituante démocratique, moins il laissera de place à différents partis intermédiaires, et plus son propre succès sera solide.

Si le prolétariat chinois doit vivre encore quelques années (même seulement une année encore) sous le régime du Kuomintang, est-ce que le Parti communiste chinois pourra renoncer à la lutte pour l'extension des possibilités légales de toutes sortes : liberté de la presse, de réunion, d'association, droit de grève, etc. ? S'il renonçait à cette lutte, il se transformerait en une secte inerte. – Mais c'est là une lutte pour les libertés démocratiques. Le pouvoir des soviets signifie le monopole de la presse, des réunions, etc., dans les mains du prolétariat. – Peut-être le Parti communiste chinois mettra-t-il maintenant ces mots d'ordre en avant ? Dans la situation considérée, ce serait un mélange d'enfantillage et de folie. Le Parti communiste lutte, actuellement, non pas pour conquérir le pouvoir, mais pour maintenir et consolider sa liaison avec les masses au nom de la lutte pour le pouvoir dans l'avenir. La lutte pour la conquête des masses est inévitablement liée à la lutte menée contre les violences de la bureaucratie du Kuomintang à l'égard des organisations de masses, de leurs réunions, de leur presse, etc. Au cours de la période qui vient, le Parti communiste va-t-il combattre pour la liberté de la presse ou laissera-t-il cette tâche à un " troisième parti " ? Le Parti communiste se limitera-t-il à la présentation de revendications démocratiques isolées (liberté de la presse, de réunions, etc.), ce qui équivaldrait à du réformisme libéral, ou bien mettra-t-il en avant des mots d'ordre de démocratie plus conséquents ? Sur le plan politique, cela signifie la représentation populaire fondée sur le suffrage universel.

*

**

On peut se demander si l'Assemblée constituante démocratique est " réalisable " après la défaite de la révolution dans une Chine semi-coloniale encerclée par les impérialistes. On ne peut répondre à cette question que par des conjectures. Mais quand il s'agit d'une revendication, quelle qu'elle soit, formulée dans les conditions générales de la société bourgeoise ou dans certain état de cette société, le simple critère de la possibilité de sa réalisation n'est pas décisif pour nous. Il est très probable, par exemple, que le pouvoir monarchique et la Chambre des Lords ne seront pas balayés en Angleterre avant l'instauration de la dictature révolutionnaire du prolétariat. Néanmoins, le Parti communiste anglais doit faire figurer leur abolition parmi ses revendications partielles. Ce ne sont pas des conjectures empiriques sur la possibilité ou l'impossibilité de réaliser quelque revendication transitoire, qui peuvent trancher la question. C'est son caractère social et historique qui décide : est-elle progressive pour le développement ultérieur de la société ? Correspond-elle aux intérêts historiques du prolétariat ? Consolide-t-elle sa conscience révolutionnaire ? Ainsi, réclamer l'interdiction des trusts est petit-bourgeois et réactionnaire ; de plus, comme l'a démontré l'expérience de l'Amérique, cette revendication est complètement utopique. En revanche, dans certaines conditions, il est tout à fait progressif et juste d'exiger le contrôle ouvrier sur les trusts, bien qu'il soit douteux qu'on puisse y parvenir dans le cadre de l'État bourgeois. Le fait que cette revendication n'est pas satisfaite aussi longtemps que la bourgeoisie domine, doit pousser les ouvriers au renversement révolutionnaire de la bourgeoisie. Ainsi, l'impossibilité politique de réaliser un mot d'ordre peut être non moins fructueuse que la possibilité relative de le réaliser.

La Chine en viendra-t-elle, pendant un certain temps, au parlementarisme démocratique ? Quels en seront le degré, la puissance et la durée ? Là-dessus, on ne peut se livrer qu'à des conjectures. Mais il serait fondamentalement faux de supposer que le parlementarisme est irréalisable en Chine et d'en conclure que nous ne devons pas traîner les cliques du Kuomintang devant le tribunal du peuple chinois. L'idée de la représentation du peuple entier, comme l'a montré l'expérience de toutes les révolutions bourgeoises, et en particulier celles qui libèrent les nationalités, est la plus élémentaire, la plus simple et la plus apte à intéresser de larges couches populaires. Plus la bourgeoisie qui commande résistera à cette revendication du " peuple entier ", plus l'avant-garde prolétarienne se massera autour de notre drapeau, plus les conditions politiques mûriront pour la véritable victoire sur l'État bourgeois, qu'il soit le gouvernement militaire du Kuomintang ou un gouvernement parlementaire.

On peut rétorquer : mais on ne pourra convoquer une véritable Assemblée constituante qu'à travers les soviets, c'est-à-dire à travers l'insurrection. Ne serait-il pas plus simple de commencer par les soviets et de se borner à eux ? Non, ce ne serait pas plus simple. Ce serait justement mettre la charrue devant les bœufs. Il est très probable qu'il ne sera possible de convoquer l'Assemblée constituante qu'à travers les soviets et qu'ainsi cette Assemblée deviendra superflue, avant même d'avoir vu le jour. Cela peut arriver, comme cela peut ne pas arriver. Si les soviets, par l'intermédiaire desquels on pourrait réunir une " vraie "

Assemblée constituante étaient déjà là, nous verrions s'il est encore nécessaire de procéder à cette convocation. Mais actuellement, il n'y a pas de soviets. On ne pourra commencer à les établir qu'au début d'une nouvelle progression des masses, qui peut se produire dans deux ou trois ans, dans cinq ans ou plus. Il n'y a pas de tradition soviétique en Chine. L'Internationale communiste a mené dans ce pays une agitation contre les soviets et non pas en faveur de ceux-ci. Pourtant, entretemps, les questions constitutionnelles se mettent à sortir par toutes les fentes.

Au cours de sa nouvelle étape, la révolution chinoise peut-elle sauter l'étape de la démocratie formelle ? Il résulte de ce qui a été dit plus haut, qu'au point de vue historique, une telle possibilité n'est pas exclue. Mais il est tout à fait inadmissible qu'on aborde la question en s'en tenant à cette éventualité, qui est la plus éloignée et la moins probable. C'est faire preuve de légèreté d'esprit dans le domaine politique. Le Congrès adopte ses décisions pour plus d'un mois, et même comme nous le savons, pour plus d'un an. Comment peut-on donc laisser les communistes chinois pieds et poings liés, en taxant d'opportunisme la forme de lutte politique qui, dès la prochaine étape, peut prendre la plus grande importance ?

Sans aucun doute, en entrant dans la voie de la lutte pour l'Assemblée constituante, on peut ranimer et renforcer les tendances mencheviques dans le Parti communiste chinois. Il n'est pas moins important de combattre l'opportunisme quand la vie politique s'oriente vers le parlementarisme ou vers la lutte pour son instauration, que lorsqu'on est en présence d'une offensive révolutionnaire directe. Mais, comme cela a déjà été dit, il en résulte la nécessité non pas de taxer d'opportunisme les mots d'ordre démocratiques, mais de prévoir des garanties et d'élaborer des méthodes de lutte bolcheviques qui servent ces mots d'ordre. Dans les grandes lignes, ces méthodes et ces garanties sont les suivantes :

1° Le parti doit se souvenir que, par rapport à son but principal, la conquête du pouvoir les armes à la main, les mots d'ordre démocratiques n'ont qu'un caractère secondaire, provisoire, passager, épisodique. Il doit l'expliquer. Leur importance fondamentale réside en ce qu'ils permettent de déboucher sur la voie révolutionnaire.

2° Le parti doit, dans la lutte pour les mots d'ordre de la démocratie, arracher les illusions constitutionnelles et démocratiques de la petite-bourgeoisie et des réformistes qui en expriment les opinions, en expliquant que le pouvoir dans l'État ne s'obtient pas par des formes démocratiques de vote, mais par la propriété et par le monopole de l'enseignement et de l'armement.

3° Tout en exploitant à fond les divergences de vues qui existent au sein de la bourgeoisie – petite et grande – au sujet des questions constitutionnelles, tout en frayant les diverses voies possibles vers un champ d'activité ouverte ; tout en combattant pour l'existence légale des syndicats, des clubs ouvriers, de la presse ouvrière ; tout en créant où et quand cela est possible des organisations politiques légales du prolétariat placées sous l'influence directe du parti ; tout en tendant dès que cela sera possible à légaliser plus ou moins les divers domaines de l'activité du parti –, celui-ci devra assurer avant tout l'existence de son appareil illégal, centralisé, qui dirigera toutes les branches de l'activité du parti, légale ou illégale.

4° Le parti doit développer un travail révolutionnaire systématique parmi les troupes de la bourgeoisie.

5° La direction du parti doit implacablement démasquer toutes les hésitations opportunistes qui tendent à une solution réformiste des problèmes posés au prolétariat de la Chine, elle doit se séparer de tous les éléments qui consciemment s'efforcent de subordonner le parti au légalisme bourgeois.

Ce n'est qu'en tenant compte de ces conditions que le parti assignera aux diverses branches de son activité leurs justes proportions, qu'il ne passera pas à côté d'un nouveau changement de situation dans le sens d'une reprise révolutionnaire, que, dès son début, il entrera dans la voie de la création des soviets, mobilisera la masse autour de ceux-ci et dès leur création les opposera à l'État bourgeois, avec tous ses camouflages parlementaires et démocratiques.

4. – ENCORE A PROPOS DU MOT D'ORDRE DE " DICTATURE DÉMOCRATIQUE "

Le mot d'ordre de l'Assemblée constituante s'oppose aussi peu à la formule de la dictature démocratique qu'à celle de la dictature du prolétariat. L'analyse théorique et l'histoire de nos trois révolutions en témoignent.

La formule de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie fut en Russie l'expression algébrique, autrement dit, l'expression la plus générale, la plus étendue, de la collaboration du prolétariat et des couches inférieures de la paysannerie dans la révolution démocratique. La logique de cette formule provenait du fait que ses grandes composantes n'avaient pas été jugées dans l'action. En particulier, il n'avait pas été possible de prédire tout à fait catégoriquement si, dans les conditions de l'époque nouvelle, la paysannerie serait capable de devenir une puissance politique plus ou moins *indépendante*, dans quelle mesure elle le serait, et quels rapports politiques réciproques des alliés en résulteraient dans la dictature. 1905 n'avait pas poussé la question jusqu'à une vérification décisive. 1917 démontra que quand la paysannerie porte sur le dos un parti (les socialistes-révolutionnaires) indépendant de l'avant-garde du prolétariat, ce parti se trouve placé sous la dépendance complète de la bourgeoisie impérialiste. Au cours de la période 1905-1917, la transformation impérialiste, qui entraîna le développement de la démocratie petite-bourgeoise ainsi que de la social-démocratie internationale, s'accéléra. C'est à cause de cela qu'en 1917 le mot d'ordre de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie se réalisa vraiment par la dictature du prolétariat, entraînant avec lui les masses paysannes. Par là même, la " transcroissance " de la révolution, passant de la phase démocratique au stade socialiste, s'effectua déjà sous la dictature du prolétariat.

En Chine, le mot d'ordre de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie aurait encore pu avoir une certaine logique politique, bien plus limitée et épisodique qu'en Russie, s'il avait été formulé en temps voulu, en 1925-1926, pour éprouver les forces animatrices de la révolution ; on lui aurait substitué, également en temps voulu, celui de la dictature du prolétariat entraînant les paysans pauvres. Tout le nécessaire là-dessus a été dit dans la *Critique du projet de programme*. Il reste encore à demander : la période interrévolutionnaire actuelle, liée à un nouveau regroupement des forces des classes, ne peut-elle favoriser la renaissance du mot d'ordre de la dictature démocratique ? Nous répondons là-dessus : non, elle le fait disparaître définitivement. La période de la stabilisation interrévolutionnaire correspond à la croissance des forces de production, au développement de la bourgeoisie nationale, à l'augmentation en nombre du prolétariat et à l'accroissement de sa cohésion, à l'accentuation de la différenciation dans les campagnes et à la continuation de la dégénérescence capitaliste dans la démocratie à la Wan-Tin-wei ou tout autre démocrate petit-bourgeois avec un " troisième parti ", etc. En d'autres termes, la Chine passera par des processus analogues dans leurs grandes lignes à ceux que la Russie a traversés sous le régime du 3 juin. Nous étions certains, en notre

temps, que ce régime ne serait pas éternel, ni même de longue durée et qu'il se terminerait par une révolution (avec l'aide relative de la guerre). Mais la Russie qui sortit du régime de Stolypine n'était déjà plus ce qu'elle était en y entrant. Les changements sociaux que le régime interrévolutionnaire introduira en Chine dépendent en particulier de la durée de ce régime. La tendance générale de ces modifications n'en est pas moins dès maintenant incontestable : accentuation des contradictions des classes et élimination complète de la démocratie petite-bourgeoise en tant que puissance politique indépendante. Mais cela signifie justement que dans la troisième révolution chinoise, une coalition " démocratique " des partis politiques prendrait un contenu plus réactionnaire et plus antiprolétarien encore que ne le fut celui du Kuomintang en 1925-1927. Il ne reste donc plus qu'à réaliser une coalition des classes sous la direction immédiate de l'avant-garde prolétarienne. C'est justement la voie d'octobre. Elle comporte bien des difficultés, mais il n'en existe pas d'autre.

5. – APPENDICE : UN DOCUMENT REMARQUABLE SUR LA POLITIQUE ET LE RÉGIME DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Nous avons fait, plus haut, référence à la " remarquable " résolution du plénum du Comité central du Parti communiste chinois (novembre 1927), précisément celle que le IXe plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste accusa de " trotskysme ", et à propos de laquelle Lominadzé se justifiait de façon si variée, tandis que Staline, avec obstination, se déroba par le silence. En réalité, cette résolution combine l'opportunisme et une tactique d'aventuriers, et reflète avec une exactitude parfaite la politique du Comité exécutif de l'Internationale communiste, avant et après juillet 1927. Lorsqu'ils la condamnèrent, *après la défaite de l'insurrection de Canton*, les dirigeants de l'Internationale communiste non seulement ne la reproduisirent pas, mais n'en présentèrent même aucun extrait. Il était trop gênant de se voir soi-même dans le miroir chinois. Cette résolution parut dans une " documentation " spéciale et difficile à se procurer, publiée par l'Université chinoise Sun-Yat-Sen (n° 10) [Université créée à Moscou pour les étudiants d'Extrême-Orient].

Le n° 14 de la même publication arriva entre nos mains quand notre travail (*La question chinoise après le VIe Congrès*) était déjà achevé ; il contient un autre document, non moins remarquable, d'un caractère différent pourtant : c'est une critique ; il s'agit d'une résolution adoptée par le Comité provincial du Kiang-Sou du Parti communiste chinois, le 7 mai 1929, en rapport avec les décisions du IXe Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Rappelons que Shanghai et Canton font partie de la province du Kiang-Sou.

Cette résolution constitue, comme cela a été dit, un document remarquable, malgré les erreurs de principe et les malentendus politiques qu'elle contient. Au fond, la résolution ne fait que condamner implacablement, et les décisions du IXe plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, et en général toute la direction de l'Internationale dans la révolution chinoise. Naturellement, conformément à tout le régime actuel de l'Internationale communiste, la critique dirigée contre le Comité exécutif a un caractère restreint, conventionnellement diplomatique. La résolution dirige sa pointe contre son propre Comité central, qui tient le rôle d'un ministère responsable assistant un monarque irresponsable, lequel, comme on le sait, " ne peut pas se tromper ". Il y a même des éloges polis sur certaines parties de la résolution du Comité exécutif. Cette façon d'aborder la question par des " manoeuvres " est en elle-même une critique cruelle du régime de l'Internationale communiste : l'hypocrisie est inséparable du bureaucratisme. Mais ce que la résolution dit, au fond, de la direction politique et de ses méthodes, constitue une accusation encore beaucoup plus grave.

" Après la Conférence du 7 août [1927], rapporte le Comité du Kiang-Sou, le Comité central formula un jugement sur la situation qui se réduit à dire que, quoique la révolution ait subi une triple défaite, elle traverse néanmoins une phase de progression. "

Cette appréciation est entièrement conforme à la caricature que Boukharine fit de la théorie de la révolution permanente, caricature qu'il appliqua d'abord à la Russie, puis à l'Europe, et enfin à l'Asie. Les événements réels de la lutte, c'est-à-dire les trois défaites, auraient dû, paraît-il, être envisagées en eux-mêmes, et la " progression " permanente séparément, en elle-même.

De la résolution adoptée au VIIe plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste [mai], le Comité central du parti chinois tire la conclusion suivante :

" Il faut partout où cela est objectivement possible préparer et organiser immédiatement des insurrections. "

Quelles étaient sur ce point les conditions politiques ?

En août 1927, le Comité du Kiang-Sou déclare :

" Le rapport politique du Comité central signale que les ouvriers du Hounan après une cruelle défaite abandonnent la direction du Parti, qu'on n'est pas en présence d'une situation révolutionnaire objective... mais malgré cela... le Comité central dit nettement, que l'ensemble de la situation au point de vue économique, politique et social [justement ! L.T.] est favorable à l'insurrection. Puisqu'il n'est déjà plus possible dans les villes de déclencher des révoltes, il faut transporter la lutte armée dans les campagnes. C'est là que doivent être les foyers du soulèvement, tandis que la ville doit être une force auxiliaire " (p. 4).

Rappelons qu'immédiatement après le plénum de mai du Comité exécutif de l'Internationale communiste, qui confia la direction de la révolution agraire au Kuomintang de gauche, ce dernier se mit à abattre les ouvriers et les paysans. La position du Comité exécutif devint absolument intenable. Il fallait à tout prix qu'il y eût, et sans retard, des actes de " gauche " en Chine, pour réfuter la " calomnie " de l'Opposition, c'est-à-dire son pronostic irréfutable. Voilà pourquoi le Comité central chinois se trouva pris entre le marteau et l'enclume, et fut obligé, en août 1927, de renverser à nouveau sens dessus dessous la politique prolétarienne. Bien qu'il n'y eût pas de situation révolutionnaire et malgré l'abandon du parti par les masses ouvrières, constatait ce Comité central, la situation économique et sociale était " favorable à l'insurrection ". En tout cas, un soulèvement victorieux aurait été très " favorable " au prestige du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Étant donné que les ouvriers abandonnaient la révolution, il fallait, prétendait-on, tourner le dos aux villes et tenter de déclencher des soulèvements isolés dans les campagnes.

Déjà au plénum de mai [1927] du Comité exécutif, nous signalions que les soulèvements de Ho-Loun et de Yé-Tin étaient marqués de l'esprit d'aventure et inévitablement voués à l'échec, parce qu'ils avaient été insuffisamment préparés au point de vue

politique et n'étaient pas liés avec le mouvement des masses; c'est ce qui arriva. La résolution du Comité du Kiang-Sou dit à ce sujet :

" Malgré la défaite des armées de Ho-Loun et de Yé-Tin, dans le Kouantoug, même après le Plénum de novembre, le Comité central persiste à s'en tenir à la tactique des soulèvements immédiats et prend comme point de départ une estimation concluant à la marche en avant directe de la révolution. "

Pour des raisons compréhensibles, le Comité du Kiang-Sou passe sous silence le fait que cette appréciation fut également celle du Comité exécutif de l'Internationale communiste lui-même, qui traitait de " liquidateurs " ceux qui estimaient la situation à sa juste valeur, et que le Comité central chinois fut forcé en novembre 1927, sous peine d'être immédiatement renversé et exclu du parti, de présenter le déclin de la révolution comme son essor.

L'insurrection de Canton se développa à partir de cette inversion des termes du problème; ce soulèvement ne fut pas considéré, bien entendu, comme une bataille d'arrière-garde (seuls des fous furieux auraient pu appeler à l'insurrection et à la conquête du pouvoir à travers une " bataille d'arrière-garde ") ; non, ce soulèvement fut conçu comme une partie du coup d'État général. La résolution du Kiang-Sou dit sur ce point :

" Pendant l'insurrection de décembre à Canton, le Comité central décida à nouveau de lancer un soulèvement immédiat dans le Hounan, le Houpé et le Kiang-Si, pour défendre le Kouantoug, pour élargir les cadres du mouvement en lui donnant une envergure étendue à toute la Chine (on peut s'en rendre compte d'après les lettres d'information du Comité central, n^{os} 16 et 22). Ces mesures découlaient d'une estimation subjective de la situation et ne correspondaient pas aux conditions objectives. Evidemment, dans une pareille position, les défaites sont inévitables. "

L'expérience de Canton effraya les dirigeants, non seulement en Chine, mais aussi à Moscou. Une mise en garde contre le putschisme fut lancée, mais au fond la ligne politique ne varia point. L'orientation resta la même : vers l'insurrection. Le Comité central du Parti communiste chinois transmit cette directive à double sens aux instances inférieures ; il mit lui aussi en garde contre la tactique des escarmouches, tout en exposant dans ses circulaires des définitions académiques de l'esprit d'aventure.

" Mais étant donné que le Comité central se fondait dans son estimation du mouvement révolutionnaire sur une progression continue – comme le dit avec raison et justesse la résolution du Kiang-Sou – il ne fut pas apporté de modifications essentielles à son attitude. Les forces ennemies sont beaucoup trop sous-estimées et en même temps on ne fait pas attention au fait que nos organisations ont perdu le contact avec les masses... Aussi, bien que le Comité central eût envoyé partout sa lettre d'information n° 28 (sur le putschisme), il ne corrigea pas en même temps ses erreurs " (p.5).

De nouveau, il ne s'agit pas simplement du Comité central du Parti chinois. Le plénum de février du Comité exécutif de l'Internationale communiste lui non plus n'apporte pas de changements à sa politique. Tout en condamnant la tactique des escarmouches en général, pour s'assurer contre toute éventualité, la résolution de ce plénum se jette avec fureur sur l'opposition, qui montrait la nécessité de changer résolument d'orientation. En février 1928, on continuait comme auparavant à se diriger vers l'insurrection. Le Comité central du Parti communiste chinois ne servait que de machine à transmettre cette directive.

Le Comité du Kiang-Sou dit :

" La circulaire du Comité central n° 38 du 6 mars [remarquez bien : 6 mars 1928! L.T.], montre très clairement que le Comité central reste encore dans l'illusion quand il estime la situation favorable à l'insurrection générale dans le Hounan, le Houpé et le Kiang-Si et la conquête du pouvoir possible dans toute la province du Kouantoug. La discussion sur le choix de Tchancha ou de Hankéou comme centre de l'insurrection continuait encore entre le Bureau politique du Comité central et l'instructeur du Comité central dans le Hounan et le Houpé " (p. 5).

Tel fut le sens désastreux de la résolution du plénum de février : fausse sur le plan des principes, elle offrait dans le domaine pratique un double sens prémédité. L'arrière-pensée en était toujours la même : si, contre toute attente, le soulèvement s'étend, nous nous référerons aux passages qui s'élèvent contre les liquidateurs ; si l'insurrection ne va pas plus loin que des échauffourées de rebelles, nous montrerons du doigt les paragraphes qui mettent en garde contre le putschisme.

Bien que la résolution du Kiang-Sou n'ose nulle part critiquer directement le Comité exécutif de l'Internationale communiste (chacun sait ce qu'il en coûte), néanmoins, dans aucun de ses documents, l'Opposition n'a porté de coups aussi meurtriers à la direction de l'Internationale communiste que ne le fait le Comité du Kiang-Sou dans ce réquisitoire, formellement dirigé contre le Comité central du Parti communiste chinois. Après un exposé chronologique des manifestations de l'esprit d'aventure dans le domaine de la politique, mois après mois, la résolution se tourne vers les causes générales de cette orientation désastreuse.

" Comment expliquer – demande-t-elle – cette estimation erronée de la situation par le Comité central, qui influença la lutte pratique et contenait de sérieuses erreurs ? De la façon suivante :

" 1° Le mouvement révolutionnaire fut apprécié comme une montée continue [" révolution permanente " à la Boukharine-Lominadzé ! L.T.].

" 2° On ne fit pas attention à la perte de contact entre notre parti et les masses, ni à la désagrégation des organisations de masses lorsque la révolution arriva au tournant décisif.

" 3° On ne tint pas compte du nouveau regroupement des forces des classes qui s'opéra dans le camp ennemi lors de ce tournant.

" 4° On ne prit pas en considération la direction du mouvement dans les villes.

" 5° On négligea l'importance du mouvement anti-impérialiste dans un pays semi-colonial.

" 6° Lors de l'insurrection, on ne tint pas compte des conditions objectives ni de la nécessité de leur adapter les divers moyens de la lutte.

" 7° Une déviation paysanne se fit sentir.

" 8° Le Comité central, dans son estimation de la situation, se laissa guider par un point de vue subjectif. "

Il est douteux que le Comité du Kiang-Sou ait lu ce que l'Opposition avait écrit et dit sur toutes ces questions. On peut même dire avec certitude qu'il ne l'avait pas lu. Car s'il l'avait fait, il aurait craint de formuler avec autant de précision des considérations qui coïncident entièrement sur ce point avec les nôtres. Le Comité du Kiang-Sou a, sans le savoir, fait de notre prose.

Les huit points énumérés ci-dessus et caractérisant la fausse ligne de conduite du Comité central (autrement dit du Comité exécutif de l'Internationale communiste) ont la même importance. Si nous voulons ajouter quelques mots sur le cinquième point, c'est simplement parce que nous avons ici une confirmation particulièrement éclatante et concrète de la justesse de notre critique dans ses traits les plus essentiels. La résolution du Kiang-Sou accuse la politique du Comité central de négliger les problèmes du mouvement anti-impérialiste dans un pays semi-colonial. Comment cela a-t-il pu arriver ? Par la force de la dialectique dans la fausse ligne de conduite politique ; les erreurs, comme tout, ont leur dialectique. Le point de départ de l'opportunisme officiel se trouvait dans la constatation que la révolution chinoise est au fond une révolution anti-impérialiste et que le joug de l'impérialisme groupe toutes les classes, ou tout au moins " toutes les forces vivantes du pays ". Nous objections qu'une lutte fructueuse contre l'impérialisme n'est possible que par l'extension audacieuse de la lutte des classes et, par conséquent, de la révolution agraire. Nous nous sommes dressés, avec force, contre la tentative de subordonner la lutte des classes au critère abstrait de la lutte contre l'impérialisme (substitution des commissions d'arbitrage au mouvement des grèves, conseils donnés par dépêches télégraphiques de ne pas attiser la révolution agraire, interdiction d'établir des soviets, etc.). Telle fut la première étape. Après la " trahison " de 1^{er} ami " Wan-Tin-Wei, il y eut vraiment un revirement à 180°. Maintenant, on prétend que la question de l'indépendance douanière, c'est-à-dire de la souveraineté économique (et par conséquent politique) de la Chine est un problème secondaire " bureaucratique " (Staline). L'essentiel de la révolution chinoise consisterait dans le bouleversement agraire. La concentration du pouvoir entre les mains de la bourgeoisie, l'abandon de la révolution par les ouvriers, la rupture entre le parti et les masses ont été appréciés comme des phénomènes secondaires, comparativement aux révoltes paysannes. Au lieu d'une véritable hégémonie du prolétariat, aussi bien dans la lutte anti-impérialiste que dans la question agraire, c'est-à-dire dans l'ensemble de la révolution démocratique, il se produisit une capitulation honteuse devant les forces élémentaires paysannes, accompagnée d'aventures " secondaires " dans les villes. Pourtant, cette capitulation prépare fondamentalement le putschisme. Toute l'histoire du mouvement révolutionnaire en Russie comme dans les autres pays en témoigne. Les événements de Chine de l'an passé l'ont confirmé.

Dans son estimation et ses avertissements, l'Opposition est partie de considérations théoriques générales appuyées sur des informations officielles très incomplètes, parfois sciemment déformées. Le Comité du Kiang-Sou est parti de faits directement observés du centre du mouvement révolutionnaire; au point de vue théorique, ce Comité se débat encore dans les filets de la scolastique boukharinienne. Le fait que ses conclusions empiriques coïncident point pour point avec les nôtres a, en politique, la même signification, que, par exemple, en chimie la découverte dans les laboratoires d'un nouveau corps simple dont l'existence aurait été annoncée sur la base de déductions théoriques. Malheureusement, le triomphe de notre analyse marxiste sur le plan théorique a, dans le cas envisagé, comme corollaire politique des défaites meurtrières pour la révolution.

*

**

Le revirement qui s'est opéré dans la politique du Comité exécutif de l'Internationale communiste, au milieu de 1927, fut brusque et marqué dans sa nature même par l'esprit aventuriste : il ne pouvait faire moins que de provoquer des heurts malsains dans le Parti communiste chinois, qui fut pris à l'improviste. Ici, nous passons de la ligne de conduite politique du Comité exécutif de l'Internationale communiste au régime intérieur de cette Internationale et aux méthodes d'organisation de la direction. Voici ce que dit à ce sujet la résolution du Comité du Kiang-Sou :

" Après la Conférence du 7 août 1927, le Comité central dut se charger de la responsabilité des tendances putschistes car il exigea sévèrement des Comités locaux que la nouvelle ligne de conduite politique fût appliquée ; si quelqu'un n'était pas d'accord avec elle, sans autre cérémonie on ne lui permettait pas de renouveler sa carte du parti et l'on excluait même les camarades qui l'avaient déjà renouvelée... A cette époque, l'état d'esprit putschiste se répandit largement dans le parti; si quelqu'un exprimait des doutes sur la politique des soulèvements, il était immédiatement qualifié d'opportuniste et impitoyablement attaqué. Cette circonstance provoqua de grandes frictions au sein des organisations du parti " (p. 6).

Ces opérations se déroulaient avec accompagnement de pieuses et académiques mises en garde contre les dangers du putschisme " en général ".

La politique de l'insurrection brusque, improvisée à la hâte, exigeait un remaniement urgent et un regroupement du parti tout entier. Le Comité central y garda ceux qui admettaient en silence l'orientation vers l'insurrection malgré un déclin manifeste de la révolution. Il serait bon de publier les directives fournies par le Comité exécutif de l'Internationale communiste pendant cette période. On pourrait les rassembler en un manuel pour l'organisation de la défaite. La résolution du Kiang-Sou expose :

" Le Comité central continue à ne pas remarquer les défaites et l'état de dépression des ouvriers ; il ne voit pas que cette situation est le résultat des erreurs commises sous sa direction " (p. 6).

Mais il y a plus :

" Le Comité central accuse on ne sait qui [justement! L. T.] de ce que :

" a) Les comités locaux n'ont pas suffisamment bien contrôlé la réorganisation ;

" b) Les éléments ouvriers et paysans ne sont pas mis en avant pour occuper des fonctions ;

" c) Les organisations locales ne sont pas épurées des éléments opportunistes. "

Tout se fait brusquement, par télégraphe; il faut bien fermer la bouche de quelque façon à l'opposition. Comme néanmoins les choses ne marchent pas, le Comité central affirme :

" L'état d'esprit des masses serait tout à fait différent si le signal de la révolte avait été donné au moins dans une province. "

Et le Comité du Kiang-Sou demande avec raison, tout en passant prudemment sous silence le fait que le Comité central ne faisait qu'exécuter les directives du Comité exécutif de l'Internationale communiste :

" Cette dernière indication ne témoigne-t-elle pas du putschisme à 100 % du Comité central lui-même ? " (p. 6).

Pendant cinq ans, on a dirigé et on a éduqué le parti dans un esprit opportuniste. A présent, on exige de lui qu'il soit ultra-radical, et qu'il mette immédiatement " en avant des chefs ouvriers. Comment: ?... Très simplement, en fixant un certain pourcentage. Le Comité du Kiang-Sou se plaint :

" 1° On ne tient pas compte du fait que ceux qui sont désignés pour compléter les cadres de la direction devraient s'être distingués au cours de la lutte. Le Comité central se borne à fixer formellement d'avance un pourcentage d'ouvriers et de paysans dans les organes dirigeants des diverses organisations.

" 2° Malgré les nombreuses arrestations, on n'examine pas le degré de rétablissement du parti, mais on dit seulement, formellement, qu'il faut réorganiser.

" 3° Le Comité central dit simplement, en dictateur, que les organisations locales ne mettent pas en avant de nouveaux éléments, qu'elles ne se débarrassent pas de l'opportunisme ; en même temps, le Comité central lance des attaques non fondées contre les cadres et les déplace avec légèreté.

" 4° Sans faire attention aux erreurs de sa propre direction, le Comité central exige pourtant des militants de la base la discipline de parti la plus sévère. "

Tous ces paragraphes ne semblent-ils pas avoir été copiés sur la plate-forme de l'Opposition ? Non, c'est la vie qui les a dictés. Or, comme la plate-forme est également copiée sur la vie, il y a coïncidence. Où est donc la " particularité " des conditions chinoises ? Le bureaucratisme nivelle tout, toutes les particularités. La politique et le régime intérieur sont déterminés par le Comité exécutif de l'Internationale communiste, plus exactement par le Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S. Le Comité central du Parti communiste chinois fait tout redescendre dans les instances inférieures. Voici comment cela s'opère, d'après la résolution du Kiang-Sou :

" La déclaration suivante faite par un camarade d'un Comité régional est très caractéristique : « A présent, le travail est très difficile ; or, le Comité central montre qu'il a une façon très subjective de l'envisager. Il lance des accusations et dit que le Comité provincial n'est pas bon ; ce dernier à son tour accuse les organisations de base et affirme que le Comité régional est mauvais. Celui-ci se met à accuser et assure que ce sont les camarades travaillant sur place qui ne sont pas bons. Et les camarades se défendent en disant que les masses ne sont pas révolutionnaires. » "

C'est vraiment là un tableau éclatant. Seulement, il n'a rien de particulièrement chinois.

Chaque résolution du Comité exécutif de l'Internationale communiste en enregistrant de nouvelles défaites déclare, d'une part, que tout avait été prévu, et, d'autre part, que ce sont les " exécutants " qui sont responsables des échecs parce qu'ils n'ont pas compris la ligne qui leur avait été indiquée d'en haut. Il reste à établir comment une direction si perspicace a pu tout prévoir, sauf que les exécutants ne sont pas de taille à appliquer ses directives. Pour une direction, l'essentiel consiste non à présenter une ligne de conduite abstraite, à écrire une lettre sans adresse, mais à choisir et à éduquer les exécutants. La justesse de la direction est précisément vérifiée dans l'exécution. La sûreté et la perspicacité de la direction ne se confirment que quand les paroles et les actes concordent. Mais si d'une façon chronique, à chaque étape, au cours de plusieurs années, la direction est obligée, *post factum*, lors de chaque revirement qu'elle opère, de se plaindre qu'elle n'a pas été comprise, que l'on a déformé sa pensée, que les exécutants ont fait échouer son plan, c'est là un signe certain que la faute lui en incombe entièrement. Cette " autocritique " est d'autant plus grave qu'elle est involontaire et inconsciente. Dans l'esprit du VI^e Congrès, la direction de l'Opposition doit être rendue responsable de chaque groupe de transfuges ; en revanche, la direction de l'Internationale communiste n'aurait nullement à répondre des Comités centraux de tous les partis nationaux, dans les moments historiques les plus décisifs. Mais une direction qui ne répond de rien est une direction irresponsable. Là est la racine de tous les maux.

En se protégeant contre la critique de la base, le Comité central du Parti communiste chinois se réfère au Comité exécutif de l'Internationale communiste, c'est-à-dire qu'il trace sur le plancher un trait à la craie qui ne peut être dépassé. Le Comité du Kiang-Sou ne le dépasse pas non plus. Mais dans les limites fixées par ce trait, il dit à son Comité central des vérités amères qui, automatiquement, s'appliquent au Comité exécutif de l'Internationale communiste. Nous sommes de nouveau forcés de citer un extrait puisé dans le remarquable document du Kiang-Sou :

" Le Comité central dit que toute la direction passée a agi en accord avec les directives de l'Internationale communiste, comme si toutes les hésitations et erreurs ne dépendaient que des militants de la base ! Si l'on adopte une pareille façon d'envisager les choses, le Comité central ne pourra lui-même ni réparer ses fautes ni éduquer des camarades par l'étude de cette expérience. Il ne lui sera pas possible de renforcer sa liaison avec l'appareil de la base du parti. Le Comité central dit toujours que sa direction fut juste ; il charge de toutes les erreurs les camarades de la base en soulignant toujours spécialement les hésitations des Comités de base du parti. "

Un peu plus loin :

« Si la direction ne fait qu'attaquer avec légèreté les camarades ou les organes locaux de direction en signalant leurs erreurs, mais sans analyser en fait les causes de ces fautes, cela ne peut que provoquer des frictions au sein du parti ; une pareille attitude est déloyale [« brutale et déloyale » : L.T.] (Note :Trotsky rappelle ici les qualificatifs employés par Lénine à l'égard de Staline dans son « testament ».), et ne peut pas être utile à la révolution et au parti. Si la direction elle-même dissimule ses erreurs et charge les autres de ses fautes, une pareille conduite elle non plus ne sera pas utile au parti et à la révolution » (p. 10)

C'est une façon simple mais classique de caractériser la besogne du centrisme bureaucratique¹, qui désagrège et dévaste les consciences. La résolution du Kiang-Sou montre d'une façon tout à fait exemplaire comment et par quelles méthodes la révolution chinoise fut conduite, à plusieurs reprises, à la défaite, et le parti chinois au seuil de la mort. Car les cent mille membres imaginaires que comprend sur le papier le Parti communiste chinois ne représentent qu'une façon grossière de se tromper sur soi-même. Ils constitueraient alors la sixième partie des effectifs totaux des partis communistes de tous les pays capitalistes. Les crimes de la direction envers le communisme chinois sont encore loin d'être tous payés. Des chutes le menacent encore à l'avenir.

¹ Centriste, selon le marxisme, est tout courant dont les positions se situent entre le marxisme révolutionnaire proprement dit et le réformisme. Cette qualification recouvre donc de nombreux courants et groupements, ce qui exige une définition complémentaire. Trotsky qualifia de " centrisme bureaucratique " les formations qui dépendaient de la bureaucratie soviétique et tiraient d'elle leur force politique essentielle.

Et il devra se relever avec peine. Chaque faux pas le rejettera plus bas encore. La résolution du VIe Congrès voue le Parti communiste chinois à des erreurs et à des tactiques erronées. La victoire est impossible avec l'orientation actuelle de l'Internationale communiste, avec son régime intérieur actuel. Il faut changer l'orientation, il faut changer le régime. Voilà ce que dit, une fois de plus, la résolution du Comité provincial de Kiang-Sou.

Alma-Ata, 4 octobre 1928.

QUI DIRIGE AUJOURD'HUI L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ?

Rien ne caractérise mieux la transformation du parti officiel de l'Union soviétique que son attitude à l'égard des problèmes de la révolution internationale. Pour la majorité des gens de l'appareil, l'Internationale communiste est devenue un département dont ont seuls à s'occuper ceux qui y sont tenus par leurs fonctions. En ces dernières années, la direction a systématiquement déshabitué le parti à s'intéresser *effectivement* à la vie intérieure du mouvement ouvrier international, plus particulièrement à celle du Parti communiste mondial. Il faut le dire franchement : l'information journalistique actuelle de l'U.R.S.S. sur les mouvements qui s'opèrent au sein de la classe ouvrière mondiale est bien au-dessous de celle que donnaient, avant la guerre, les bons organes de la social-démocratie. Il n'est pas possible de croire à l'information actuelle, essentiellement officielle, car elle est toujours conforme à ce que sont, pour les milieux dirigeants, les intérêts du moment. On doit renoncer à suivre au jour le jour le développement du mouvement ouvrier et la lutte interne qui s'y livre. Certaines manifestations sont dissimulées, d'autres, au contraire, volontairement grossies ; mais cela même est épisodique. Après une longue période, où un parti ou un autre a comme disparu du champ visuel de notre presse, surgit inopinément un « nouveau danger », une « nouvelle déviation », une catastrophe ! Toutefois, le lecteur n'est averti de cette catastrophe que lorsque les organes dirigeants intéressés ont pris « leurs mesures ». Le lecteur (c'est-à-dire le parti) est simplement informé que la catastrophe, dont il ignorait complètement la menace, a été heureusement conjurée grâce à la décision prise la veille par le Bureau de l'Internationale et que la section nationale intéressée est de nouveau assurée d'un développement « monolithique ». La répétition monotone de cette procédure abrutit les gens et les plonge dans l'indifférence. Le membre ordinaire du parti commence à regarder les catastrophes intermittentes de l'Internationale (ou celles de son propre parti) comme le paysan regarde la grêle ou la sécheresse : en se disant qu'il n'y a rien à faire et qu'il faut être patient.

Il est évident que ce phénomène ne s'explique que par les lourdes défaites de la révolution mondiale, le sens de ces défaites n'étant d'ailleurs jamais expliqué aux masses du parti, afin que soit camouflée la carence de la direction. La force destructive de ces méthodes est immense. Seul le puissant capital idéologique, moral et politique, hérité du passé et le fait même de l'existence de l'État ouvrier permettent à l'Internationale de grouper encore dans les cadres de son organisation universelle (l'U.R.S.S. exceptée) quatre à cinq cent mille membres, au grand maximum.

La mauvaise foi théorique est devenue une des armes essentielles de la lutte intérieure. Ce fait, à lui seul, est l'indice sûr du mal profond qui ronge l'organisme de l'Internationale. Il en va de la mauvaise foi idéologique d'une direction comme du manque d'hygiène d'un chirurgien. L'une et l'autre conduisent fatalement à la gangrène de l'organisme. Cependant, la mauvaise foi théorique de la direction de l'Internationale n'est ni un simple hasard ni une qualité qui lui soit propre : elle découle de la contradiction qui existe entre les principes du léninisme et la politique effective de la fraction stalinienne. Moins il y a d'autorité et de cohésion, plus il y a de contrainte. La discipline, nécessaire comme le sel aux aliments, a été ces dernières années substituée à la nourriture elle-même. Mais personne n'a encore réussi à se nourrir de sel. La sélection s'opère conformément à l'orientation et aux méthodes du parti : les combattants communistes sont de plus en plus remplacés par l'état-major bureaucratique du communisme. On le constate de la façon la plus claire et la plus manifeste dans le foyer même de la direction communiste : l'appareil central de l'Internationale.

Aussi est-il de la plus haute importance de savoir à quel genre d'éléments, à quel type politique appartiennent les représentants qui, actuellement, ont entre leurs mains les commandes de l'Internationale communiste. Je ne possède pas la statistique générale et la caractéristique politique de la bureaucratie de l'Internationale. Ce n'est d'ailleurs pas nécessaire. Il suffit de montrer du doigt les figures les plus « marquantes » qui personnifient la ligne dirigeante et le régime actuel.

Comme je ne prétends pas me livrer dans ces notes rapides à un travail systématique, et qu'il nous faut cependant visiter la galerie de l'Internationale stalinienne en commençant par quelqu'un, je citerai tout d'abord Bela Kun, sans vouloir par là exagérer son importance, ni dans le bon ni dans le mauvais sens. En toute justice, il faut reconnaître que Bela Kun n'est pas le pire élément des milieux dirigeants de l'Internationale ; deux autres communistes hongrois le complètent : Varga et Pepper. Tous les trois, intervenant presque continuellement comme professeurs et directeurs de conscience des sections nationales, jouent un rôle international. Deux d'entre eux, Kun et Pepper, sont des spécialistes hautement qualifiés de la lutte contre le « trotskysme ». L'éphémère République soviétique hongroise leur confère encore un certain lustre d'autorité. Cependant, il ne faut pas oublier que ces politiques n'ont pas eu à prendre le pouvoir : il leur fut mis sous le nez par une bourgeoisie acculée à l'impasse. Ayant pris le pouvoir sans combat, les dirigeants hongrois montrèrent qu'ils n'étaient pas de taille à le garder. Leur politique fut une chaîne d'erreurs. Bornons-nous à en mentionner deux chaînons : premièrement, ils oublièrent l'existence de la paysannerie et ne lui donnèrent pas la terre ; deuxièmement, dans leur joie, ils firent fusionner le jeune Parti communiste avec la social-démocratie de gauche dès que celle-ci s'accrocha au pouvoir. Ils montrèrent ainsi – et Bela Kun en tête – que l'expérience russe ne leur avait appris à comprendre ni la question paysanne ni le rôle du parti dans la révolution. Naturellement, ces fautes qui coûtèrent la vie à la révolution hongroise s'expliquent par la jeunesse du parti hongrois et par l'extrême manque de préparation politique de ses chefs. Mais n'est-il pas stupéfiant que Bela Kun, comme son ombre social-démocrate Pepper, puisse se croire désigné pour dénoncer en nous, oppositionnels, une sous-estimation des paysans et une incompréhension du rôle du Parti ? Où est-il dit qu'un homme qui, par légèreté, a cassé bras et jambes à ses familiers est promu, de ce fait, au titre de professeur de chirurgie ?

Lors du IIIe Congrès, Bela Kun, flanqué de son indispensable complément, adopta une attitude ultra-gauchiste. Ils défendirent la stratégie qui fut appliquée en Allemagne, en mars 1921, et dont Bela Kun était l'un des principaux inspirateurs. Ils partaient du point de vue que, si l'on ne provoquait pas tout de suite la révolution en Occident, la République soviétique était vouée à la mort. Bela Kun chercha maintes fois à me convaincre de « tenter la chance » dans cette voie. J'ai toujours repoussé son « aventurisme » et, avec Lénine, je lui ai expliqué, au IIe Congrès, que la tâche des communistes européens est de « sauver » l'U.R.S.S. non pas en précédant à des mises en scène révolutionnaires, mais en préparant sérieusement les partis européens à la prise du pouvoir. Aujourd'hui, Bela Kun, avec les Pepper de tout poil, croit pouvoir m'accuser de « scepticisme » envers les forces vives de la République soviétique ; d'après lui, je spéculerais uniquement sur la révolution mondiale. Ce qu'on appelle l'ironie de l'histoire revêt ici l'aspect d'une véritable bouffonnerie. A vrai dire, ce n'est pas fortuitement que le IIIe Congrès entendit retentir comme un *leitmotiv* la formule de Lénine : « Tout cela, par la bêtise de Bela Kun. » Et lorsque, dans mes conversations privées avec Lénine, j'essayais de prendre la défense de Bela Kun contre des attaques trop cruelles, Lénine répondait : « Je ne conteste pas que ce soit un homme combatif, mais en politique il n'est propre à rien ; il faut faire en sorte que personne ne le prenne au sérieux. »

Quant à Pepper, c'est le prototype de l'adapté, du client politique. De tels individus se sont toujours posés et se poseront toujours sur toute révolution victorieuse aussi infailliblement que les mouches sur le sucre.

Après la catastrophe de la République soviétique hongroise, Pepper chercha à entrer en contact avec le comte Karolyi. Lors du IIIe Congrès, il était ultra-gauchiste. En Amérique, il se fit le héraut du parti La Follette et entraîna le jeune Parti communiste dans le marais jusqu'à la ceinture. Inutile de dire qu'il s'est fait le prophète du socialisme dans un seul pays et qu'il est devenu l'un des plus farouches antitrotskyistes. C'est aujourd'hui sa profession, comme d'autres tiennent une agence matrimoniale ou vendent des billets de loterie.

Il faut répéter de Varga ce que j'en ai déjà dit : qu'il est le type achevé du Polonius théoricien, au service de toutes les directions de l'Internationale communiste. Il est vrai que ses connaissances et ses qualités d'analyse font de lui un militant utile et qualifié. Mais il n'y a pas trace en lui de force de pensée ou de volonté révolutionnaire. Il était brandlérien sous Brandler, maslovien sous Maslov, thaelmannien sous ce néant qui a nom Thaelmann. Consciencieusement et scrupuleusement, il sert toujours les arguments économiques de la ligne politique adverse. Quant à la valeur objective de ses travaux, elle se limite entièrement à la qualité politique de la commande, sur laquelle il n'a lui-même aucune influence. Il défend la théorie du socialisme dans un seul pays, comme je l'ai dit, en excipant du manque de culture politique de l'ouvrier russe, qui a besoin de perspectives « consolantes ».

Manouïlsky, comme Pepper, jouit d'une réputation suffisamment établie jusqu'au sein de la fraction à laquelle il appartient actuellement. Ces six dernières années ont définitivement perverti cet homme dont la qualité maîtresse est la versatilité morale. Il fut un temps où il eut quelque valeur, non pas théorique ou politique, mais littéraire. Une faible flamme brûlait en lui. Cependant une espèce de ver intérieur le rongait sans cesse. Se fuyant lui-même, Manouïlsky était toujours à la recherche de quelqu'un sur qui s'appuyer. Il y eut toujours en lui quelque chose du « commissionnaire ». Il suffit de dire qu'il s'ingénia longtemps à se faire attacher à... Alexinsky. Pendant la guerre, Manouïlsky ne se conduisit pas trop mal. Néanmoins son internationalisme fut toujours de surface. La période d'Octobre fut pour lui une période d'hésitation. En 1918, il proclama tout à fait inopinément (pour moi, surtout) que Trotsky avait libéré le bolchevisme de son étroitesse nationale. Au demeurant, personne n'attachait d'importance à ses écrits. Il se consuma doucement en Ukraine, sans grande utilité, en qualité d'administrateur, mais s'y affirma, en revanche, comme un excellent conteur d'anecdotes. Il rebondit et ne commença son ascension, comme tous les dirigeants d'aujourd'hui, qu'après la mort de Lénine. Ses intrigues contre Rakovsky lui servirent de tremplin. L'estime générale dont jouissait Rakovsky en Ukraine était telle que, malgré les incitations venues de Moscou, personne en 1923 n'osait ouvrir la campagne contre lui : Manouïlsky, lui, osa. Dans les conversations privées, entre deux anecdotes, il avouait franchement le genre de besogne qu'il accomplissait, et affichait son mépris pour son commanditaire, plus encore pour lui-même. Sa connaissance de « l'étranger » fixa le champ de ses exploits ultérieurs : l'Internationale communiste. Si l'on recueillait ce qu'ont dit de lui Zinoviev et Staline, on en tirerait un bien curieux traité de cynisme politique. Par ailleurs, les choses se modifieraient quelque peu si l'on recueillait ce que Manouïlsky a dit de Zinoviev et de Staline. Au VIe Congrès, Manouïlsky fut le principal accusateur de l'Opposition. Pour qui connaît le personnel dirigeant et le passé du parti, ce fait à lui seul tranche la question !

Dans l'appareil de l'Internationale et dans la presse, Waletsky joue un rôle des plus en vue. Dans *L'internationale communiste* et dans la *Pravda*, il lui arrive fréquemment de dénoncer le trotskysme du point de vue « théorique » et « philosophique ». La nature l'a créé pour ce genre de besogne. Aux yeux de la jeune génération, Waletsky est simplement un illustre inconnu. La vieille génération le connaît, elle, depuis longtemps. Au début du siècle, Waletsky fit son apparition en Sibérie comme partisan fanatique du Parti socialiste polonais. A ce moment, Pilsudsky était son idole. En politique, Waletsky était nationaliste ; en théorie, c'était un idéaliste et un mystique. Il fut le propagandiste de la théorie de la décadence et de la croyance en Dieu et en Pilsudsky. Dans notre colonie de déportés, c'était un isolé. Lors de la scission du Parti socialiste polonais, provoquée par la révolution de 1905, Waletsky se trouva dans l'aile la plus « socialiste », mais uniquement pour y défendre une plate-forme des plus mencheviques.

Déjà, à ce moment, il combattait la théorie de la « révolution permanente », considérant non seulement comme fantastique, mais comme insensée l'idée que, dans la Russie arriérée, le prolétariat pût arriver au pouvoir plus tôt qu'en Occident. Pendant la guerre il fut, dans le meilleur des cas, à droite de Martov. On peut être sûr que cinq minutes avant la Révolution d'octobre, Waletsky était l'ennemi farouche du bolchevisme. Je n'ai pas d'informations sur l'époque où il devint « bolchevik », mais de toute façon ce ne fut que lorsque le prolétariat russe eut solidement pris le pouvoir en main. Au IIIe Congrès Waletsky louvoyait entre la ligne de Lénine et les ultra-gauchistes. Sous Zinoviev, il fut zinovieviste pour se muer ensuite opportunément en stalinien. Sa mobilité et son élasticité sont inépuisables. N'ayant qu'un léger bagage, il lui est facile de changer de wagon. Aujourd'hui, cet ex-nationaliste, idéaliste, mystique, menchevik, enseigne à la classe ouvrière comment on prend le pouvoir, bien qu'il ne l'ait appris lui-même pour la première fois qu'après sa conquête. Des gens du calibre de Waletsky ne pourront jamais rien conquérir. Mais ils sont parfaitement capables de perdre ce qui a été conquis.

Le passé de Warsky est infiniment plus sérieux. Pendant plusieurs années, il marcha derrière Rosa Luxembourg, que Waletsky regarda toujours avec la haine aveugle du chauvin polonais. Mais Warsky a mieux retenu les côtés faibles de Rosa Luxembourg que ses côtés forts, dont le plus intéressant fut son inflexibilité révolutionnaire. Somme toute, Warsky est resté jusqu'à ce jour le social-démocrate « révolutionnaire » type ancien. Cela le rapproche de Clara Zetkin, ainsi qu'on l'a vu clairement dans l'attitude qu'ils prirent tous les deux devant les événements allemands de 1923. Warsky ne se sentit jamais à l'aise dans le bolchevisme. De là vient son « conciliationnisme » momentané, fondé sur un malentendu, à l'égard de l'Opposition en 1923. Mais, dès que les lignes se précisèrent, Warsky trouva sa place naturelle dans les rangs officiels. La lutte des épigones contre la « révolution permanente » et la « sous-estimation » de la paysannerie amenèrent le craintif Warsky à prendre l'insurrection victorieuse de Pilsudsky pour une sorte de « dictature démocratique du prolétariat et des paysans » et à pousser les communistes polonais à soutenir le coup d'État fasciste. Ce seul exemple donne la mesure de la perspicacité marxiste et de la fermeté révolutionnaire de Warsky. Inutile de dire qu'ayant « reconnu ses erreurs », il est aujourd'hui un des piliers du stalinisme. Comment l'ancien compagnon de Rosa Luxembourg – cette internationaliste jusqu'au fond du cœur – enseigne-t-il aux ouvriers polonais l'édification du socialisme dans un seul pays ? Je l'ignore. Mais il est fort douteux que des hommes de ce type puissent apprendre aux ouvriers polonais le moyen d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie.

Clara Zetkin est depuis longtemps une figure purement décorative du Bureau du Comité exécutif de l'Internationale. On pourrait ne pas la qualifier aussi cruellement, s'il n'était pathétique de la voir servir de voile à des méthodes qui non seulement la compromettent, mais font aussi un tort immense à la cause du prolétariat international. La force de Zetkin a toujours été son tempérament. Elle n'a jamais eu d'indépendance idéologique. Rosa Luxembourg lui servit longtemps de pivot politique. Par la suite, elle en chercha un en Paul Lévi et, dans une certaine mesure, en Brandler.

Après les journées de mars 1921, Zetkin ne fit pas que s'insurger contre les « bêtises de Bela Kun » ; au fond, elle défendait « l'ancienne politique, qui avait fait ses preuves », de l'accumulation incessante des forces. Dans un entretien que nous eûmes avec elle, Lénine et moi, Lénine, délicatement mais avec insistance lui dit : « Les jeunes commettront bien des bêtises, mais ils feront quand même une bonne révolution. » Zetkin protesta : « Ils n'en feront même pas une mauvaise. » Nous nous regardâmes avec Lénine et ne pûmes nous retenir de rire.

Les brèves et vagues demi-sympathies de Zetkin pour l'opposition de 1923 provenaient uniquement de ce que je m'étais opposé à ce qu'on fit retomber sur le groupe Brandler les torts de l'Internationale dans la catastrophe allemande de 1923. Au cours de 1923, Zetkin manifesta tous les traits de la bonne vieille social-démocratie ; elle ne comprit ni le brusque changement de la situation ni la nécessité d'un tournant politique hardi. Au fond, Zetkin ne prend aucune part à la solution des questions. Mais, comme pavillon, son autorité traditionnelle est nécessaire aux Manouïlsky, aux Pepper, aux Heinz Neumann.

Parmi les gens qui, au cours de cette dernière période, dirigent l'action de l'Internationale du fond du Bureau de l'Exécutif, le représentant du Parti communiste tchécoslovaque, Sméral, devenu lui aussi un des chevaliers inexorables du néo-bolchevisme, n'occupe pas le dernier rang. Sméral et l'inexorabilité, c'est comme Tartuffe et la sincérité, ou Shylock et le désintéressement. Sméral est passé par la forte école autrichienne ; s'il se distingue du type austro-marxiste, il ne s'en distingue que pour n'être jamais arrivé jusqu'à sa hauteur. Dans l'ancienne social-démocratie tchèque, Sméral était dans une demi-opposition d'une nature d'autant plus difficile à saisir que ses « idées » donnaient toujours l'impression d'une tache d'huile s'élargissant. On peut dire qu'au social-nationalisme tchèque de Nemets et *tutti quanti*, Sméral opposait un étatisme impérialiste austro-hongrois, inspiré de Renner, avec en moins les connaissances et le talent de celui-ci. La République tchèque s'est cependant réalisée, non comme le fruit de la politique de Kramarj, Benès et Nemets, mais comme le produit bâtard de l'action de l'impérialisme anglo-français. Quoi qu'il en soit, la Tchécoslovaquie fit son apparition et l'Austro-Hongrois Sméral échoua dans une impasse politique. Où aller ? Nombreux étaient les ouvriers qui, au début, se laissèrent griser par l'étatisme tchécoslovaque. Plus nombreux encore étaient ceux dont le cœur battait pour la Russie d'Octobre. Mais il n'en existait pas un qui s'attristât sur l'Empire austro-hongrois. Sur ces entrefaites, Sméral fit son pèlerinage à Moscou. Je me souviens comment je découvris à Lénine le mécanisme psychologique du bolchevisme de Sméral. Lénine répétait avec un sourire qui en disait long : « C'est probable... savez-vous, c'est très probable. Il nous en viendra maintenant beaucoup comme cela. Il faut ouvrir l'œil. Il faut les contrôler à chaque pas. » Sméral était profondément convaincu que le fait de changer le nom du parti tchèque en Parti communiste épuisait la question. Somme toute, il fit de son côté tout ce qu'il put pour justifier par la suite le mot d'Otto Bauer sur les deux bons partis sociaux-démocrates d'Europe : la social-démocratie autrichienne et le Parti communiste tchèque. La « journée rouge » de cette année a montré, avec un tragique éclat, que cinq années de « bolchevisation » zinovieviste, boukharinienne, stalinienne et sméralienne n'ont rien, absolument rien donné au parti, c'est-à-dire en premier lieu, à sa direction. Mais, en revanche, Sméral a pris racine. Plus la direction de l'Internationale a, idéologiquement, baissé, plus Sméral a monté. Ce genre d'éléments constitue un excellent baromètre politique. Inutile de dire que pour ce « bolchevik » patenté, nous, oppositionnels, ne sommes que des opportunistes jurés. Mais les ouvriers tchèques doivent bien se dire que jamais Sméral ne les conduira à la conquête du pouvoir.

Kolarov est une autre variété de ce type qui s'est formé en ces cinq dernières années à l'hôtel Lux [L'hôtel Lux est, à Moscou, la résidence des communistes étrangers (L. T.)]. Son passé est plus sérieux parce que, pendant une longue période, il a appartenu au parti bulgare des « étroits » (*tiessnaki*), qui s'efforça de rester sur 1^e terrain marxiste. Mais, malgré son intransigeance apparente, c'était un marxisme de propagande attentiste, un marxisme passif et passablement inerte. Au demeurant, dans les questions internationales, les *tiessnaki* penchaient beaucoup plus en faveur de Plékhanov que de Lénine. L'écrasement de la Bulgarie dans la guerre impérialiste, puis la Révolution d'Octobre les poussèrent au bolchevisme. Kolarov s'établit à Moscou. Dans les premières années de la Révolution, nous nous jetions avidement sur tout marxiste étranger ou, plutôt, sur tout élément en qui nous supposions un marxiste révolutionnaire. C'est à ce titre que Kolarov fut appelé dans l'appareil de l'Internationale en qualité de secrétaire général éventuel. Mais, quelques mois après, nous dûmes, unanimement, abandonner nos espérances. Lénine résuma son impression sur Kolarov en des termes que je ne veux pas reproduire ici. En 1923, Kolarov donna de nouveau sa mesure dans les événements bulgares : même résultat. Déjà, du vivant de Lénine, il avait été décidé d'écarter Kolarov de tout rôle dirigeant dans l'Internationale. Mais, après la maladie et la mort de Lénine, une lutte vivifiante s'engagea contre le trotskysme. Kolarov, d'emblée, plongea dans ce bain et en ressortit régénéré. Il marcha tout d'abord avec Zinoviev contre Trotsky, puis avec Boukharine contre Zinoviev ; aujourd'hui il marche avec Staline contre Boukharine. En un mot, c'est un bolchevik de « Lux », imperméable, ininflammable, insubmersible.

Kuussinen est un de ceux qui ont tué la révolution finlandaise en 1918. Sous la poussée des événements et des masses et en dépit de ses sages intentions, Kuussinen se vit contraint d'accepter la révolution, mais en bon philistin, il voulut l'accommoder selon les meilleures recettes végétariennes. Pendant l'insurrection, avec l'éloquence qui lui est propre, il invita le bon public à rester chez lui, afin qu'il n'y eût pas de victimes. Si, comme en Hongrie, les événements avaient jeté le pouvoir à ses pieds, il ne se serait pas baissé immédiatement pour le ramasser. Mais personne ne lui jeta le pouvoir : il fallait le conquérir. La situation était exceptionnellement favorable. Il fallait seulement de l'audace révolutionnaire et des dispositions offensives. En d'autres termes, il fallait les qualités dont Kuussinen est la vivante négation. Il se révéla absolument incapable de prendre l'offensive contre la bourgeoisie finlandaise, qui, ainsi, eut la possibilité de noyer l'héroïque insurrection dans le sang. Mais, en revanche, de quelles dispositions offensives Kuussinen ne fit-il pas preuve à l'égard de l'aile gauche de l'Internationale, lorsqu'il se regarda et s'aperçut que, selon l'expression de Shakespeare, il ne valait pas moins que ceux qui ne valaient pas mieux que lui ! Là, il ne risquait rien. Il nageait au fil de l'eau comme ceux qui le commandaient. Le petit raisonneur devint un grand intrigant. Dans le mensonge dont les épigones se sont servis, ces dernières années, pour intoxiquer la conscience des ouvriers de tous les pays, on peut dire que Kuussinen s'est taillé la part du lion. Cela peut paraître paradoxal. Mais il arrive, parfois, que la part du lion puisse échoir à un lièvre. Comme le montre le rapport colonial qu'il fit au VI^e Congrès, Kuussinen est resté exactement le même que lorsqu'il aidait la bourgeoisie finlandaise à égorger le prolétariat finlandais, et la bourgeoisie chinoise à écraser le prolétariat chinois.

Un personnage comme Pétrovsky-Bennett joue en ce moment un rôle très actif dans l'Internationale. Ce sont des personnages de ce genre qui, aujourd'hui, décident, puisque les « chefs officiels », leur compétence mise à part, ne s'occupent pas, pour ainsi dire, des questions de l'Internationale. Pratiquement, ce sont les Pétrovsky-Bennett qui dirigent, en prenant bien soin de se couvrir, c'est-à-dire en se procurant, en temps voulu, une estampille autorisée. Mais nous verrons cela plus loin.

Pétrovsky est un bundiste-menchevik, type américain, de la plus mauvaise espèce. Longtemps, il fut un des piliers du misérable et pitoyable journal juif socialiste-jaune de New York, qui s'enthousiasmait des victoires des Allemands avant de lécher

les bottes de Wilson. Rentré en Russie en 1917, Pétrovsky se frotta aux mêmes milieux bundisto-mencheviques. Comme Gouralsky, comme Rafès, il ne rallia le bolchevisme qu'après que les bolcheviks eurent conquis le pouvoir. Dans le travail militaire, il se montra homme d'exécution et fonctionnaire adroit, mais rien que fonctionnaire. Le défunt Frounzé, soldat excellent mais qui ne brillait pas par un sens politique aigu, me dit bien souvent : « Il se dégage de Pétrovsky une odeur épouvantable de bundisme. »

Non seulement dans les questions d'administration militaire, mais aussi dans les questions politiques, Pétrovsky s'alignait invariablement sur ses supérieurs. Bien souvent, il m'est arrivé de dire en riant à mon défunt ami Skliansky que Pétrovsky « cherchait » trop à me soutenir. Skliansky, qui prisait les qualités pratiques de Pétrovsky – et qui, pour cette raison le défendait – répondait à ce grief en plaisantant : « Il n'y a rien à faire, c'est sa nature. » Et en effet, il ne s'agissait pas là d'arrivisme, au sens propre du mot, mais d'un instinct d'adaptation se suffisant à lui-même, d'un mimétisme foncier, d'un opportunisme organique.

Rafès, autre variété du même type, s'est montré tout aussi capable comme ministre de Petlioura que comme conseiller de la Révolution chinoise. A quel point il contribua, par son appui, à la mort du petliourisme, je ne saurais en juger. Mais qu'il ait fait tout ce qu'il a pu pour perdre la révolution chinoise, chaque ligne de ses rapports et de ses articles en est la preuve.

L'élément naturel des Pétrovsky, des Rafès, des Gouralsky, c'est le remue-ménage dans la coulisse, les entremises et les combinaisons, les trucs diplomatiques autour du Comité anglo-russe ou du Kuomintang, bref les intrigues autour de la révolution. La souplesse et les facultés d'adaptation de ces individus ont une limite fatale : ils ne sont organiquement capables ni de faire preuve d'initiative révolutionnaire dans l'action ni de défendre leurs conceptions dans la minorité. Et, pourtant, seules ces deux qualités qui, l'une et l'autre, se complètent, feraient le véritable révolutionnaire. Si l'on n'a pas l'aptitude à tenir fermement dans la minorité, on ne pourra regrouper une majorité révolutionnaire sûre, ferme, courageuse. D'autre part, une majorité révolutionnaire, même une fois conquise, ne devient nullement un patrimoine permanent et intangible. La révolution prolétarienne traverse des hauts et des bas considérables, des ornières, des tunnels, des pentes escarpées. C'est pourquoi la sélection incessante des révolutionnaires, leur trempe, non seulement dans la lutte de masses contre l'ennemi, mais aussi dans la lutte idéologique à l'intérieur du parti, leur capacité à garder le contrôle d'eux-mêmes dans les grands événements et les brusques tournants sont d'une importance décisive pour le parti. Goethe a dit qu'une chose, une fois acquise, doit être toujours reconquise pour être effectivement possédée.

Lors de la première épuration du parti, Lénine recommanda de rejeter 99 % des anciens mencheviks. Il avait en vue dans le menchevisme, moins la ligne politique conciliatrice que le type psychologique de l'adapté en quête d'une couleur protectrice et prêt à se camoufler en bolchevik uniquement pour ne pas lutter contre le courant. Si Lénine recommandait d'éliminer impitoyablement les adaptés, ces éléments se mirent, au contraire, à jouer après sa mort un rôle considérable dans le parti, et un rôle décisif dans l'Internationale. Gouralsky couronna et découronna les chefs des partis français, allemand et autres. Pétrovsky et Pepper dirigèrent le monde anglo-saxon, Rafès enseigna la stratégie révolutionnaire au peuple chinois, Borodine fut conseiller d'État de la révolution nationale. Tous sont des variétés d'un seul et même type : le « nourrisson » de la révolution.

Inutile de dire que le « cours de gauche » actuel de Staline n'a nullement inquiété ce public. Au contraire, tous les Pétrovsky propagent joyeusement aujourd'hui l'orientation de gauche, et les Rafès luttent contre le danger de droite. Dans cette campagne centre-gauche, aux trois quarts soufflée et de pure forme, les adaptés se sentent comme des poissons dans l'eau, montrant à bon compte – à eux-mêmes et aux autres – quels remarquables révolutionnaires ils sont. En même temps, plus que jamais, ils demeurent pareils à eux-mêmes. Si quelque chose peut tuer l'Internationale, c'est une telle orientation, un tel régime, un tel esprit qui s'incarne dans les Pétrovsky.

Un des inspirateurs et des éducateurs certains de l'Internationale après Lénine, c'est Martynov, figure tout à fait symbolique dans l'histoire du mouvement révolutionnaire. Théoricien le plus conséquent et, de ce fait, le plus benêt du menchevisme, Martynov se mit patiemment à l'abri de la révolution et de la guerre civile, dans un confortable refuge, comme un voyageur se met à l'abri du mauvais temps. Il ne se risqua, à la lumière du jour, que dans la sixième année d'Octobre. En 1923, Martynov reparut inopinément, en publiant un article dans la revue *Krassnaia Nov* de Moscou. A une séance du Bureau politique, au printemps de 1923, moitié en plaisantant, moitié sérieusement, mais, malgré tout, porteur d'un mauvais présage, je déclarai en passant : « Prenez garde que Martynov ne se faufille encore dans le parti. » Lénine, les deux mains autour de la bouche en manière de porte-voix, me chuchota, mais on l'entendit dans toute la salle. « On sait bien que c'est un imbécile. » Je n'avais nulle raison de contester cette brève définition lancée sur un ton d'absolue conviction. Je fis seulement observer qu'il n'est évidemment pas possible de construire un grand parti uniquement avec des gens intelligents et que Martynov peut, par mégarde, passer dans une autre catégorie. Or, la plaisanterie a pris une tournure sérieuse. Martynov ne s'est pas seulement faufilé dans le parti, il est aussi devenu l'un des principaux inspirateurs de l'Internationale. On l'a rapproché et on l'a élevé, ou plutôt on s'en est rapproché et on s'est abaissé, uniquement en raison de sa lutte contre le « trotskysme ». A ce sujet il ne lui a pas été nécessaire de refaire son éducation ; il a continué à pourfendre la « révolution permanente » comme dans les vingt années précédentes. Auparavant, il parlait de ma sous-estimation du libéralisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise. Il n'a pas changé le cliché ; il y a seulement intercalé la paysannerie.

Dans les revues mencheviques de l'époque de la réaction, on peut trouver de nombreux articles de Martynov destinés à prouver que le « trotskysme a, un moment, triomphé, en octobre, novembre et décembre 1905 » (*sic*), lorsque les éléments se déchaînèrent et éteignirent tous les flambeaux de la raison menchevique. Dans le point culminant de la Révolution – octobre, novembre, décembre 1905 – Martynov voyait sa décadence « trotskyste ». Pour lui, le point culminant ne fut atteint qu'avec les Doumas d'Empire, les blocs avec les cadets et ainsi de suite, c'est-à-dire avec le début de la contre-révolution.

Ayant attendu dans son refuge la fin d'un nouveau jeu, infiniment plus terrible, des « éléments déchaînés » – la Révolution d'Octobre, la guerre civile, la révolution en Allemagne et en Autriche-Hongrie, le coup d'État soviétique en Hongrie, les événements d'Italie, etc. – Martynov arriva, en 1923, à la conclusion que le moment était venu de rallumer le flambeau de la raison dans le Parti communiste russe. Il débuta par où il s'était arrêté à l'époque de la réaction stolypinienne. Dans *Krassnaia Nov*, il écrit :

« En 1905, L. Trotsky raisonnait avec plus de logique et d'esprit de suite que les bolcheviks et les mencheviks. Mais le défaut de ses raisonnements consistait en ce que Trotsky était « trop conséquent ». Le tableau qu'il brossait donnait par anticipation une charmante idée, très précise, de la dictature bolchevique des trois premières années de la Révolution d'Octobre, qui, comme on le sait, a fini par échouer dans une impasse, après avoir détaché le prolétariat de la paysannerie, ce qui eut pour résultat d'obliger le Parti bolchevique à reculer profondément » (*Krassnaia Nov*, n° 2, 1923, p. 262).

Martynov raconte ici en toute franchise ce qui l'a réconcilié avec Octobre : le grand recul de la N.E.P., rendu nécessaire par l'arrêt de la révolution mondiale. Profondément convaincu que les trois premières années de la Révolution d'Octobre n'avaient été que l'expression de l'erreur « historique du trotskysme », Martynov se rallia au parti, et sans plus attendre, prit sa place dans la grosse artillerie pour la lutte contre l'Opposition. Avec plus d'éloquence que bien des considérations théoriques, ce fait illustre à lui seul l'évolution profonde qui s'est opérée dans les sphères supérieures de la direction du parti en ces dernières années.

Dans son ouvrage inédit, *Lénine et la dictature du prolétariat et des paysans* (à l'heure actuelle, les travaux sérieux et consciencieux restent généralement à l'état de manuscrit ; sur les sujets épineux on n'imprime que les bas produits de l'appareil), le camarade B. Lifchitz donne, dans une courte note, un édifiant portrait politique de Martynov :

« La biographie politique de cet homme appelle, ce me semble, une attention spéciale. Il vient aux narodniki quand commence leur dégénérescence d'épigones (vers le milieu de 1880). Il vient au marxisme et à la social-démocratie pour présider au glissement d'une partie des sociaux-démocrates, de la plate-forme du groupe de l' « Emancipation du Travail » et du groupe de Lénine, « l'Union de combat de Pétersbourg », à la plate-forme de l'économisme opportuniste. Cet adversaire de la veille des partisans de l'Iskra vient ensuite à l'Iskra (en fait, aux nouveaux éléments de l'Iskra), au moment où les dirigeants qui y restent glissent de leurs anciennes positions politiques. Restant là, en quelque sorte, à jouer les seconds rôles (hors de la rédaction de l'Iskra), il donne pratiquement dans ses « Deux dictatures » une plate-forme à la tactique opportuniste-conciliatrice des mencheviks dans la Révolution de 1905. Puis ce menchevik d'hier, anti-bolchevik des plus venimeux, rallie de nouveau les bolcheviks au moment (1923) où leurs dirigeants, agissant de plus en plus en épigones, glissent déjà hors des positions bolcheviques. S'en tenant à l'encore aux rôles de second plan (hors du Bureau politique et du Bureau de l'Internationale), il inspire pratiquement la lutte contre la fraction bolchevique du parti et, dans ses articles et ses cours, donne une plate-forme à la tactique opportuniste-conciliatrice des staliniens dans la révolution chinoise... Une espèce de fatalité semble décidément accompagner cette figure. »

La « fatalité » de la figure de Martynov fait excellent ménage avec son côté comique involontaire. Lent d'allure et lourd d'esprit, créé par la nature pour les fourgons de la révolution, Martynov est atteint d'une noble passion : joindre théoriquement les deux bouts. Du fait qu'il ne se rallie qu'aux courants idéologiques décadents ou aux dérivations décadentes de courants sains, il lui arrive, dans ses efforts pour joindre les deux bouts, de porter chaque erreur au comble de l'ineptie. L'auteur de *Deux dictatures* a donné, en 1926-1927, la définition théorique du « bloc des quatre classes », sous-entendant par là que la bourgeoisie chinoise, avec l'aide de l'Internationale, s'est installée à califourchon sur trois classes : les ouvriers, les paysans et les petits bourgeois des villes. En mars 1927, Martynov préconisait le mot d'ordre de la « transfusion du sang ouvrier au Kuomintang », juste à la veille du jour où Tchang Kaï-chek allait procéder à l'effusion du sang ouvrier. Lorsque les discussions « anglo-russe » et « chinoise » s'engagèrent dans le parti, Martynov revécut sa jeunesse en y transplantant l'ancien menchevisme, sans modifications ni additions, sous sa forme la plus intacte et la plus stupide. Tandis que les autres se hâtaient de chercher et d'inventer une théorie justifiant le glissement politique, Martynov en sortit une de sa poche, conçue depuis longtemps, toute prête, qu'on avait seulement légèrement oubliée. Cela lui conféra une supériorité manifeste.

Or cet homme « fatal » est un des principaux inspirateurs de l'Internationale communiste. Il enseigne à s'orienter, à prévoir la marche ultérieure du développement révolutionnaire, à en choisir les cadres, à discerner en temps voulu une situation révolutionnaire et à mobiliser les masses pour le renversement de la bourgeoisie. On ne peut pas imaginer plus malfaisante caricature.

A la section de propagande de l'Internationale opère et, pour ainsi dire, dirige, un certain Lentsner. Quelle que soit l'insignifiance de cette figure, il est bon d'en dire quelques mots, comme de la partie nullement accidentelle d'un tout. A un moment donné, Lentsner travailla à l'édition de mes *Œuvres*. Je fis là sa connaissance pour la première fois comme représentant du « professorat rouge ». Il n'avait aucun passé révolutionnaire. Après tout, on ne pouvait pas lui en faire grief : il était jeune. Il entra dans la politique, une fois la Révolution faite. Le pire fut que la démolition chaotique qui s'opérait dans tous les domaines lui permit, avec un minimum de bagage théorique, de faire son chemin comme « professeur rouge ». En d'autres termes, la révolution fut surtout, pour lui, une carrière. Son ignorance me frappa particulièrement. Dans les annotations qu'il écrivait, il fallait revoir non seulement la pensée, mais aussi l'étymologie et la syntaxe de « M. le Professeur ». Il fallait surtout faire attention à ses excès de zèle ; Lentsner ressemblait moins à un adepte qu'à un courtisan. En cette période de 1923, beaucoup d'arrivistes impatients et d'aspirants non casés de l'appareil tentaient encore leur chance ici ou là. On dut cependant se montrer indulgent pour les connaissances superficielles de Lentsner ; les militants les plus sérieux étaient surchargés de besogne : à ce moment-là, on ne révoquait pas encore les oppositionnels.

Lentsner me prépara des matériaux pour les *Leçons d'Octobre*, fit des vérifications de textes, rassembla, sur mes indications, des citations, etc. Lorsque la campagne antitrotskyiste, depuis longtemps en gestation, fut déclenchée et ouvertement rattachée aux *Leçons d'Octobre*, Lentsner ne sut où se mettre et, en vingt-quatre heures, il changea son fusil d'épaule. Pour s'assurer plus solidement, il utilisa les matériaux qu'il avait préparés dans un sens diamétralement opposé, c'est-à-dire contre le trotskysme. Il écrivit une brochure sur la révolution permanente, cela va sans dire ; cette brochure était déjà sous presse, mais au dernier moment, sur ordre du Bureau politique, la composition fut détruite : il était vraiment trop gênant d'avoir partie liée avec ce personnage. Néanmoins, Zinoviev le cajola et le casa dans l'Internationale. A côté des Kuussinen et des Martynov, Lentsner devint un des dirigeants de l'action quotidienne de l'Internationale. Ce professeur rouge écrit des articles de directives dans la revue officielle de l'Internationale. Les quelques lignes que j'en ai lues ont suffi à me convaincre que Lentsner ne sait pas aujourd'hui plus qu'hier écrire deux mots de suite correctement. Mais, visiblement, il n'y a personne à la rédaction de *l'Internationale communiste* non seulement pour veiller au marxisme, mais même pour veiller à la grammaire. Ces Lentsner donnent la physionomie de l'appareil de l'Internationale.

Lozovsky occupe dans l'Internationale syndicale rouge une place dirigeante, et dans l'Internationale communiste une place influente. Si, au début, sous l'ancienne direction du parti, son rôle était purement technique et, même en cette qualité, sérieusement discuté et considéré comme temporaire, il n'en est pas moins vrai qu'en cette dernière période, Lozovsky est passé au premier rang.

On ne peut dénier à Lozovsky certaines aptitudes, une facilité d'orientation, un certain flair. Mais toutes ces facultés ont, chez lui, un caractère très fugace et superficiel. Il débuta, je crois, par le bolchevisme, mais s'en éloigna ensuite pour de longues

années. Conciliateur, internationaliste pendant la guerre, il milita avec moi, à Paris, à *Nache Slovo* où il représenta toujours la tendance d'extrême-droite. Dans les questions intérieures du mouvement ouvrier français comme dans les questions de l'Internationale et de la Révolution russe, il penchait invariablement à droite, vers le centrisme pacifiste. En 1917, il fut le seul du groupe *Nache Slovo* à ne pas se joindre aux bolcheviks. Il fut grand ennemi de la Révolution d'Octobre. Il le resta, ce me semble, jusqu'en 1920, mobilisant contre le parti une fraction des cheminots et les syndiqués en général. Il se rallia à la Révolution d'Octobre avant Martynov, de toute façon après qu'elle eut été non seulement accomplie mais défendue contre les dangers les plus menaçants. Sa connaissance des langues et de la vie occidentale le conduisit, dans ces années où la répartition des militants était encore très chaotique, à l'Internationale syndicale rouge. Lorsque, au Bureau politique, nous nous trouvâmes placés devant ce fait, nous tous – et Lénine le premier – nous hochâmes la tête ; nous nous consolâmes en nous disant qu'à la première occasion il faudrait le remplacer. Mais la situation se modifia. Lénine tomba malade et mourut. Les déplacements commencèrent, soigneusement préparés dans les coulisses de l'appareil. Lozovsky surnagea. Il suivit le fil de l'eau. N'avait-il pas polémique contre moi pendant la guerre, pour défendre le longuettisme et la démocratie petite-bourgeoise en Russie ? N'avait-il pas polémique contre la Révolution d'Octobre, la terreur rouge, la guerre civile ? Après une courte pause, il reprenait la lutte contre le « trotskysme ». Cela affermit sa situation dans l'Internationale syndicale rouge et lui en assura une tout de suite dans l'Internationale communiste. Au plus fort de l'orientation martynoviste, Lozovsky se trouva même, dans une certaine mesure, à l'aile gauche. Mais cela n'est dangereux ni pour Lozovsky ni pour l'Internationale, car, malgré toute sa précipitation apparente, Lozovsky connaît parfaitement les limites au-delà desquelles le gauchisme cesse d'être encouragé. Comme il arrive fréquemment, un esprit primesautier se mêle chez Lozovsky au conservatisme idéologique. Dans un article cinglant, il peut recommander aux travailleurs d'Afrique du Sud et aux indigènes des îles Philippines de renverser leur bourgeoisie et, une heure après, oublier son conseil. Mais, dans tous les cas sérieux où il doit prendre des décisions engageant sa responsabilité, Lozovsky fait invariablement barre à droite. Ce n'est pas un homme d'action révolutionnaire, c'est un pacifiste organique. L'avenir le démontrera plus d'une fois.

La façon dont furent dirigés les jeunes partis d'Orient, qui ont devant eux des tâches grandioses, apparaît pour ainsi dire comme la page la plus sombre de l'histoire de l'Internationale après Lénine.

Il suffit de dire que là le rôle dirigeant appartient à Raskolnikov. A la différence de ceux que j'ai précédemment cités, c'est incontestablement un révolutionnaire combatif, un bolchevik qui a un certain passé révolutionnaire. Mais seule l'épouvantable dévastation des rangs dirigeants a pu faire que Raskolnikov ait été placé à la direction... de la littérature prolétarienne et des révolutions d'Asie. Il est d'une égale incompetence dans l'un et l'autre domaine. Ses actes furent toujours meilleurs que ses discours et ses articles. Il s'exprime avant d'avoir pensé. Il n'est certes pas mauvais de l'avoir près de soi en période de guerre civile. Mais c'est beaucoup moins bon en période de guerre idéologique. Rentré d'Afghanistan en 1923, Raskolnikov se jeta dans la bataille aux côtés de l'Opposition. Je dus le modérer avec beaucoup d'insistance, dans la crainte qu'il ne fit plus de mal que de bien. Pour cette raison ou pour une autre, il devint, quelques jours après, un combattant actif de l'autre camp. Je ne sais s'il a beaucoup étudié l'Orient durant son séjour en Afghanistan. En revanche, il écrivit quantité de souvenirs sur les premières années de la Révolution et crut nécessaire d'y donner une assez grande place à l'auteur de ces lignes. En 1924, il récrivit ses souvenirs – déjà publiés – et là où il y avait le signe « plus », il mit le signe « moins » et inversement. Cette refonte a un caractère tellement primitif et enfantin qu'on ne peut même pas la qualifier sérieusement de la falsification. Elle repose sur une façon de penser essentiellement primitive. L'activité de Raskolnikov dans le domaine de la littérature prolétarienne constituera une des plus amusantes anecdotes de l'histoire de la révolution. Mais, en l'espèce, ce sujet ne nous intéresse pas. L'œuvre de Raskolnikov comme dirigeant de la section orientale de l'Internationale a un caractère beaucoup plus tragique. Il suffit de lire la préface de Raskolnikov au rapport de Tan-Pin-sian pour se convaincre, une fois de plus, de la facilité avec laquelle certaines natures retombent, quand les conditions s'y prêtent, dans l'ignorance politique. Pour le rapport menchevique de Tan-Pin-sian, Raskolnikov a écrit une préface élogieusement menchevique. Il est vrai qu'il faut ajouter que le rapport de Tan-Pin-sian a été approuvé par la VIIe session du Comité exécutif de l'Internationale. Raskolnikov est moins l'inspirateur responsable que la victime de ce mécanisme. Mais son infortunée direction est, à son tour, une source d'immenses malheurs et de nombreuses pertes.

Le mouvement indien est représenté dans l'Internationale par Roy. Il est douteux que l'on puisse faire plus de mal au prolétariat indien que ne lui en ont fait Zinoviev, Staline et Boukharine, par l'intermédiaire de Roy. En Inde, comme en Chine, on a mené et on mène une action qui a presque toujours en vue le nationalisme bourgeois. Dans toute la période post-léniniste, Roy a fait une propagande en faveur d'un « parti du peuple » qui, comme il l'a dit lui-même, « ni par son titre ni par sa nature » ne devrait être le parti de l'avant-garde prolétarienne. C'est une adaptation du kuomintangisme, du stalinisme et du l'ollettisme aux conditions du mouvement national de l'Inde. Politiquement, cela veut dire : par l'intermédiaire de Roy, la direction de l'Internationale tient l'étrier aux futurs Tchang Kai-chek indiens. Quant aux conceptions de Roy, elles sont un mélange d'idées socialistes-révolutionnaires et de libéralisme, accommodées à la sauce de la lutte contre l'impérialisme. Tandis que les « communistes » organisent des partis « ouvriers-paysans », les nationalistes indiens mettent la main sur les syndicats professionnels. En Inde, la catastrophe est préparée aussi méthodiquement qu'elle le fut en Chine. Roy a pris modèle sur les exemples chinois et il intervient dans les Congrès chinois en professeur. Inutile de dire que ce national-démocrate, intoxiqué par un ersatz de « marxisme » est un ennemi irréductible du « trotskysme » tout comme son frère spirituel Tan-Pin-sian.

Au Japon, les choses ne valent pas mieux. Le Parti communiste japonais est invariablement représenté dans l'Internationale par Katayama. Au fur et à mesure que la direction de l'Internationale s'est vidée, Katayama en est devenu un pilier bolchevique. A vrai dire, Katayama est, par lui-même, un malentendu complet. A la différence de Clara Zetkin, on ne peut même pas le qualifier de figure décorative, car il est totalement dépourvu de caractère décoratif. Ses conceptions en font un progressiste très légèrement coloré de marxisme. Par toute sa formation, Katayama est incomparablement plus près du monde d'idées de Sun-Yat-sen que de Lénine. Cela n'empêche pas Katayama d'exclure les bolcheviks-léninistes de l'Internationale et, en général, de décider, par son vote, des destinées de la révolution prolétarienne. En récompense de ses services dans la lutte contre l'Opposition, l'Internationale soutient au Japon l'autorité fictive de Katayama. Les jeunes communistes japonais le contemplent avec déférence et suivent son enseignement. Lequel ? Ce n'est pas pour rien qu'existe ce proverbe japonais : « On peut adorer même une tête de sardine, le tout est de croire. »

Entre temps, ce n'est au Japon qu'une suite sans fin de tentatives d'union des divers « partis ouvriers-paysans » de droite, du centre, de gauche, qui, tous au même degré, constituent un attentat organisé contre l'indépendance politique de l'avant-garde prolétarienne. Les notes et les contre-notes diplomatiques, les conférences et les contre-conférences d'unité croissent et se multiplient, absorbant et pervertissant les peu nombreux communistes, les détournant du véritable travail de groupement et

d'éducation des ouvriers révolutionnaires. La presse de l'Internationale ne donne presque aucune information sur l'action révolutionnaire actuelle des communistes japonais, sur le travail illégal, sur l'organisation, les proclamations, etc. En revanche, presque chaque semaine nous apprenons de nouvelles initiatives d'un nouveau Comité pour la réorganisation du parti ouvrier-paysan de gauche dans le sens de l'union avec l'aile gauche du parti ouvrier-paysan du centre qui, à son tour, se tourne vers l'aile gauche du parti de droite et ainsi de suite, indéfiniment. Que vient faire ici le bolchevisme ? Quel rapport peuvent avoir Marx et Lénine avec cet indécent remue-ménage de souris ?

Mais il faudra revenir, d'un autre point de vue et plus à fond, sur les brûlantes questions d'Orient.

*

**

Comme on le voit, le sens général des changements qui se sont opérés dans la direction de l'Internationale apparaît en pleine lumière quand défilent ses responsables. Les gens de Martynov, les adaptés de tout acabit dirigent l'Internationale. Les Français ont un terme politique : « rallié », que la fréquence des révolutions politiques a rendu chez eux nécessaire. Si les républicains ont dû s'adapter à l'Empire, les royalistes et les bonapartistes ont dû, à leur tour, s'adapter à la République. Ils ne le firent pas tout d'un coup, mais seulement après s'être convaincus de la stabilité du régime républicain. Ce ne sont pas des républicains qui combattirent pour la République, mais des hommes qui charitablement acceptèrent d'elle fonctions et prébendes. Voilà ce qu'on appelle les « ralliés ». Mais il ne faut pas croire que ce type soit particulier à la révolution bourgeoise. La base du « ralliement » ce, n'est pas la révolution, mais sa victoire et l'État que crée cette victoire.

Il est évident que de vrais combattants, surtout dans les autres pays, appartenant aux jeunes générations, et dans une certaine mesure aussi aux générations plus vieilles, se sont ralliés et se rallient à la Révolution d'Octobre. Mais le régime actuel de l'Internationale ne leur permet pas de s'élever à l'état de dirigeants indépendants, à plus forte raison de chefs révolutionnaires. Il écarte, balaie, déforme, piétine tout ce qui est indépendant, idéologiquement ferme et volontaire. Il lui faut des adaptés, il les trouve sans peine, les groupe et les arme.

Parmi les ralliés, on distingue deux grands types qui vont d'éléments politiquement lourds mais honnêtes, dépourvus de perspicacité et d'initiative, jusqu'aux arrivistes les plus fieffés. Mais même les meilleurs de ces « ralliés » (comme la psychologie l'impose et comme l'expérience le prouve) montrent devant les nouvelles révolutions les défauts dont ils firent preuve auparavant, même à la veille d'Octobre : imprévoyance, manque d'initiative créatrice et de vrai courage révolutionnaire. Les Kolarov, les Pepper, les Kuussinen, les Waletsky, les Martynov, les Pétrovsky, les Lozovsky et autres héros qui ont fait échouer, qui ont faussement annoncé ou qui ont tué celui-ci une, celui-là deux, un autre trois révolutions, et même davantage, se disent certainement : « Qu'une nouvelle révolution nous tombe sous la main, et cette fois nous nous montrerons. » Tel le chasseur malchanceux qui jure, après chaque coup raté, qu'il visera mieux le gibier suivant. Se souvenant de leurs fautes et inquiets à l'idée qu'elles ne sont pas oubliées, ces révolutionnaires d'après la révolution sont toujours prêts, sur un signe d'en haut, à faire preuve de hardiesse, aux quatre coins de la terre. Voilà pourquoi les situations révolutionnaires manquées alternent avec des aventures révolutionnaires non moins tragiques.

Le mieux qu'on puisse faire à l'égard de toutes les variétés de Martynov, Kuussinen et Pepper, c'est de les tenir à une portée de canon des institutions où se décident les destinées de la révolution.

*

**

On peut objecter que tous les personnages que j'ai énumérés ne sont tout de même que de second ordre et que la « véritable » direction est concentrée dans le Bureau politique du Parti communiste russe. Mais c'est une illusion. Sous Lénine, la direction *immédiate* des affaires de l'Internationale avait été confiée à Zinoviev, Radek et Boukharine. A l'examen des problèmes de quelque importance prenaient part Lénine et l'auteur de ces lignes. Inutile de dire que, dans toutes les questions essentielles de l'Internationale, le diapason était dans les mains de Lénine. *Aucun des membres actuels du Bureau politique, exception faite de Boukharine, ne prenait la moindre part à la direction de l'Internationale*, et, bien entendu, ce n'était pas un simple hasard. La nature de ce travail présuppose non seulement un certain niveau théorique et politique, mais aussi la connaissance directe de la vie intérieure des pays d'Occident et la possession des langues permettant de suivre continuellement la presse étrangère. Dans l'actuel Bureau politique, personne à l'exception de Boukharine qui, du vivant de Lénine, n'était que suppléant au Bureau politique, ne possède même ces aptitudes formelles.

Le *Testament* de Lénine donne de Boukharine une caractéristique en quelque sorte contradictoire. D'une part, il parle de lui comme d'un « théoricien » des plus précieux et des plus en vue du parti, d'autre part, il indique qu'il « est fort douteux que ses conceptions théoriques puissent être prises pour des conceptions marxistes, car il y a en lui quelque chose de scolastique (il ne comprit jamais à fond la dialectique) ». Comment un non-dialecticien, un scolastique peut-il être le théoricien d'un parti marxiste ? Je ne m'arrêterai pas sur le fait que le *Testament*, écrit dans un but déterminé pour le parti, est imprégné du désir « d'équilibrer », fût-ce dans une certaine mesure, les traits caractéristiques de chaque militant dirigeant du parti : Lénine ponce soigneusement l'éloge trop marqué comme il adoucit le jugement trop dur. Néanmoins, ces atténuations concernent la forme du *Testament* et non le fond, et n'expliquent pas comment peuvent être « précieux » les travaux marxistes d'un écrivain qui ne s'est pas assimilé la dialectique ? Toutefois, la caractéristique que donne Lénine, malgré sa contradiction apparente, destinée à doré quelque peu la pilule, n'est pas vraiment contradictoire, et elle est foncièrement juste.

La dialectique ne supprime pas la logique formelle, comme le synthèse ne supprime pas l'analyse, mais au contraire s'appuie sur elle. La manière de penser de Boukharine est formellement logique, et d'un bout à l'autre abstraitement analytique. Ses meilleures pages se rapportent au domaine de l'analyse formellement logique. Là où la pensée de Boukharine se meut sur les lignes déjà tracées par le burin de Lénine et de Marx, elle peut donner de précieux résultats *partiels*, en vérité presque toujours imprégnés d'un arrière-goût de scolastique. Mais là où Boukharine pénètre de lui-même dans une sphère nouvelle, là où il est obligé de combiner des éléments empruntés aux différents domaines – économique et politique, sociologique et idéologique – il manifeste un arbitraire complètement irresponsable et impondérable, multipliant les généralisations à vue de nez, et jonglant avec les notions comme avec des balles. Si l'on se donnait la peine de rassembler et de classer chronologiquement toutes les « théories » que Boukharine a servies à l'Internationale depuis 1919, et surtout depuis 1923, on en tirerait un tableau rappelant la nuit de Walpurgis, où les chétives mânes du marxisme trembleraient sous tous les vents de la scolastique.

Le VI^e Congrès de l'Internationale a porté les contradictions de l'appareil dirigeant au paroxysme, et, par conséquent, à l'absurde. En apparence, la direction semblait appartenir à Boukharine : il fit le rapport moral, indiqua la ligne stratégique, proposa et fit voter le programme – ce qui n'est pas mince, inaugura le Congrès et le clôtura en établissant son bilan. Sa prééminence paraissait absolue. Pourtant tout le monde sait que l'influence réelle de Boukharine sur le Congrès fut voisine de zéro. Les interminables caquetages de Boukharine ressemblaient aux bulles que dégage un individu qui se noie. Pendant ce temps, sans que fût respecté l'esprit des rapports, voire à l'encontre de cet esprit, le regroupement s'opérait parmi les délégués et leur organisation fractionnelle s'affermissait. Cette duplicité phénoménale révéla quel rôle secondaire, accessoire, décoratif en somme, joue « l'idéologie » sous le régime bureaucratique de l'appareil. Or s'il n'y a plus lieu maintenant de parler de la direction de Boukharine, puisque le clou du VI^e Congrès fut sa liquidation, il reste Staline. Mais là, d'un paradoxe nous tombons dans un autre : celui qu'on appelle aujourd'hui, avec quelque raison, le dirigeant de l'Internationale, ne se montra pas au Congrès et dans ses discours ultérieurs se débarrassa des questions du programme et de la stratégie de l'Internationale en quelques phrases qui ne veulent rien dire. De nouveau, il n'y a là rien de fortuit.

Il n'est pas besoin de s'étendre sur le caractère grossièrement empirique de la politique de Staline. Avec plus ou moins de retard, elle n'est que le reflet passif de chocs sociaux souterrains. Or, pour une certaine période et dans des conditions déterminées, la force du centrisme de l'appareil réside dans l'empirisme de son adaptation. Mais là précisément est son talon d'Achille.

Ceux qui ne le connaissent pas peuvent difficilement se faire une idée du niveau des connaissances scientifiques et des ressources théoriques de Staline. Du vivant de Lénine, il ne vint jamais à l'esprit d'aucun de nous de l'intéresser aux discussions des problèmes théoriques ou des questions stratégiques de l'Internationale. Le plus qu'il lui arriva de faire, ce fut parfois de voter sur telle ou telle question si les divergences de vues parmi les dirigeants russes de l'Internationale rendaient nécessaire un vote formel du Bureau politique. En tout cas, jusqu'en 1924, il est impossible de trouver soit un article, soit un discours de Staline consacré aux problèmes internationaux. Or, cette « qualité » – le fait qu'il n'était lié personnellement par aucune obligation ou tradition idéologique aux questions théoriques et internationales fondamentales – le rendit on ne peut mieux apte à diriger la politique de recul lorsque, dans le pays, les classes écrasées par la Révolution d'Octobre commencèrent à se relever en faisant pression sur le parti. Staline devint nécessaire quand on commença à dévider à rebours le film d'octobre. « Toute époque sociale – a dit Marx, reprenant le mot d'Helvétius – demande ses grands hommes ; quand il n'en existe pas, elle en invente. » Or, Staline est le grand homme « inventé » de la période de réaction contre Octobre.

On sait que le marxisme ne « nie » nullement le principe personnel dans l'histoire ; au contraire, mieux que toute autre doctrine il est capable d'élucider la fonction historique d'une personnalité marquante. Mais le fétichisme du principe personnel est foncièrement étranger au marxisme. Le rôle de la personnalité s'explique toujours par les conditions objectives exprimées dans le rapport des classes. Il y eut des périodes historiques où, selon l'expression d'un ennemi intelligent, Oustrialov, « pour sauver le pays » une médiocrité se révéla nécessaire, et rien de plus. Dans son *Dix-huit Brumaire*, Marx a montré, selon ses propres termes, « comment la lutte de classes a créé des circonstances et des conditions qui ont permis à un personnage médiocre et vulgaire de jouer le rôle de héros ». Marx visait Napoléon III. Le soubassement social du pouvoir de ce dernier, ce furent les petits propriétaires paysans, sous la neutralisation réciproque de la bourgeoisie et du prolétariat. Les éléments essentiels de cette situation existent également chez nous. Tout est dans leur rapport de force et dans les tendances de l'évolution ultérieure. Pour déterminer ces tendances, nous nous affronterons encore. Mais, en attendant, il est incontestable que plus l'on va, plus le régime stalinien apparaît comme la préparation du bonapartisme.

Le mépris des questions de principe et la limitation de la pensée ont toujours caractérisé Staline. En 1925, le journal du parti de Tiflis, *Zaria Vostoka*, lui rendit un mauvais service en publiant sa lettre du 24 janvier 1911. Le bloc de Lénine avec Plékhanov [En 1910, au sein de la social-démocratie russe contre les « liquidateurs »] pour la lutte contre les liquidateurs et les conciliateurs, Staline l'appelle dans cette lettre une « tempête dans un verre d'eau » – ni plus ni moins – et poursuit :

« En général, les ouvriers commencent à regarder les groupes de l'étranger avec dédain ; que ceux-ci entrent en furie tant qu'il leur plaira ; nous autres, nous pensons que celui qui a vraiment à cœur les intérêts du mouvement travailleur, le reste passe ensuite. Mon opinion est que le résultat en sera meilleur. »

Ainsi, en 1911, Staline laissait dédaigneusement à Lénine le soin « d'entrer en furie » dans la lutte contre le liquidationnisme. Quant au groupe que Lénine avait formé sur des problèmes idéologiques, Staline l'appelait avec mépris « une tempête dans un verre d'eau ». Quelle écœurante hypocrisie imprègne aujourd'hui l'intransigeance rétrospective de Staline en ce qui concerne l'ancienne lutte idéologique !

Mais il ne s'agit pas seulement de 1911. Au printemps de 1917, Staline, semi-jusqu'aboutiste, était d'accord en principe pour que le parti s'unît au jusqu'aboutiste Tseretelli. Dans les procès-verbaux, jusqu'ici dissimulés, de la Conférence du parti de 1917, nous lisons :

*« Ordre du jour : proposition d'union avec Tseretelli.
« Staline ; – Nous devons accepter. Nous devons définir notre proposition de réalisation de l'union.
L'union est possible sur la base de Zimmerwald-Kienthal. »*

Aux craintes exprimées par certains délégués de la Conférence, Staline répondit :

« On ne doit pas devancer ni prévenir les désaccords. Sans désaccords, le parti ne vit pas. Dans le parti, nous liquiderons les petits désaccords. »

Les désaccords avec Tseretelli paraissaient à Staline de « petits désaccords », comme, six années plus tôt, la lutte théorique de Lénine contre le liquidationnisme lui semblait « une tempête dans un verre d'eau ». Dans ce mépris cynique des principes de la politique et dans cet empirisme conciliateur, il y a en puissance la future alliance avec Tchong Kaï-chek, la collaboration avec Purcell, le socialisme dans un seul pays, le parti ouvrier-paysan bipartite et l'union avec les Martynov, les Pepper, les Petrovsky pour la lutte contre les bolcheviks-léninistes.

Citons encore une lettre de Staline, écrite le 7 août 1923, à propos de la situation en Allemagne :

« Devons-nous, nous communistes, chercher (dans la phase actuelle) à nous emparer du pouvoir sans les sociaux-démocrates, sommes-nous assez mûrs pour cela ? Selon moi, tout est là. En prenant le pouvoir, nous avons en Russie des réserves comme : a) Le pain ; b) La terre aux paysans ; c) Le soutien de l'immense majorité de la classe ouvrière ; d) La sympathie des paysans. Les communistes allemands n'ont, en ce

moment, rien de semblable [? ?]. Certes, ils ont dans leur voisinage la nation soviétique, ce que nous n'avions pas, mais que pouvons-nous leur offrir à l'heure actuelle ? Si, aujourd'hui, en Allemagne, le pouvoir, pour ainsi dire, tombait et que les communistes s'en saisissent, ils échoueraient avec perte et fracas [? !]. Cela dans le « meilleur » des cas. Et dans le pire, on les mettrait en pièces, et on les rejetterait en arrière. Le tout n'est pas que Brandler veuille « éduquer les masses », l'essentiel c'est que la bourgeoisie, plus les sociaux-démocrates de droite, transformeraient à coup sûr le cours, la démonstration, en bataille générale (en ce moment toutes les chances sont de leur côté) et les écraseraient. Certes, les fascistes ne dorment pas, mais nous avons intérêt à ce qu'ils attaquent les premiers : cela groupera toute la classe ouvrière autour des communistes (l'Allemagne n'est pas la Bulgarie). D'ailleurs, d'après tous les renseignements, les fascistes sont faibles en Allemagne. Selon moi, on doit retenir les Allemands et non pas les stimuler. »

Il faut simplement ajouter à ce document effarant – dont nous devons ici renoncer à faire l'analyse – qu'au printemps 1917, avant l'arrivée de Lénine en Russie, Staline ne posait pas la question de la conquête du pouvoir d'une façon plus révolutionnaire qu'en 1923 pour l'Allemagne. Ainsi, n'est-il pas évident que Staline est l'homme le plus qualifié pour brandir les foudres sur Brandler et les droitiers en général ?

Quant au niveau théorique de Staline, il suffit, en somme, de rappeler qu'il déclarait – en cherchant à expliquer la raison pour laquelle Marx et Engels rejetaient l'idée réactionnaire de la construction du socialisme dans un seul pays – qu'à l'époque de Marx et d'Engels, « il ne pouvait être question de la loi du développement inégal dans les pays capitalistes ». Il ne pouvait en être question ! Voilà ce qui a été écrit le 15 septembre 1925.

Que dirait-on du mathématicien qui viendrait affirmer que Lagrange, Gauss ou Lobatchevsky ne pouvaient encore connaître les logarithmes ? Chez Staline ce n'est pas un cas isolé. Si l'on examine l'éclectisme haché de ses discours et de ses articles, on s'aperçoit qu'ils se composent presque uniquement de ce genre de perles et de diamants d'une ignorance presque virginale.

Dans ses attaques, d'abord contre le « trotskysme », puis contre Zinoviev et Kamenev, Staline frappa sur le même coin : contre les anciens révolutionnaires émigrés. Les émigrés sont des déracinés qui n'ont en tête que la révolution internationale... Or, aujourd'hui, de nouveaux dirigeants sont nécessaires, capables de réaliser le socialisme dans un seul pays. La lutte contre l'émigration, qui est en quelque sorte la continuation de la lettre de 1911 contre Lénine, est partie intégrante de l'idéologie stalinienne du socialisme national. Seule une méconnaissance complète de l'histoire permet à Staline de recourir ouvertement à cet argument manifestement réactionnaire. Après chaque révolution, la réaction a commencé par la lutte contre les émigrés et les étrangers. Si la Révolution d'Octobre reculait encore d'une étape dans la voie oustrialoviste, l'équipe suivante, la troisième équipe de chefs, se mettrait à coup sûr à traquer en général les révolutionnaires professionnels : alors que ceux-ci se sont coupés de la vie en se réfugiant dans l'action clandestine, eux, les nouveaux chefs, ont toujours été des enracinés !

Jamais l'étroitesse d'esprit provinciale et nationale de Staline n'était apparue aussi brutalement que dans ce dessein de faire des anciens « émigrés » révolutionnaires un objet d'épouvante. Pour Staline, l'émigration signifie l'abandon de la lutte et de la vie politique. Il lui est organiquement inconcevable qu'un marxiste russe, ayant vécu en France ou aux Etats-Unis, se soit mêlé à la lutte de la classe ouvrière française ou américaine, sans parler du fait que, la plupart du temps, les émigrés russes ont rempli d'importantes fonctions au service de la révolution russe.

Il est curieux que Staline ne s'aperçoive pas qu'en frappant sur l'ancienne émigration « déracinée », il frappe surtout sur le Comité exécutif de l'Internationale, lequel est composé d'étrangers émigrés en Union soviétique où ils sont investis de la direction du mouvement ouvrier international. Mais c'est encore sur lui-même, comme « chef » de l'Internationale, que Staline porte les coups les plus douloureux : il n'est pas possible de concevoir un « émigré » plus parfait, c'est-à-dire plus isolé que lui par rapport à tous les pays étrangers. Sans aucune connaissance de l'histoire et de la vie intérieure des pays étrangers, sans une connaissance personnelle de leur mouvement ouvrier, voire sans la possibilité de suivre la presse étrangère, Staline est aujourd'hui appelé à forger et à trancher les questions de la révolution internationale. En d'autres termes, Staline est l'incarnation la plus absolue de la caricature de l'émigration dans la forme où se la représente son imagination. Voilà aussi ce qui explique pourquoi les incursions de Staline dans le domaine des questions internationales à partir de l'automne de 1924 (on peut sans peine retrouver le jour et la date) ont toujours un caractère épisodique, entrecoupé, accidentel, sans en être pour cela moins malfaisants.

Ce n'est pas par hasard que l'empirisme foncièrement cynique de Staline et la passion de Boukharine pour le jeu des généralisations ont joué de concert pendant une période relativement longue. Staline agissait sous l'effet de chocs sociaux directs, Boukharine, avec son petit doigt, mettait en branle le ciel et l'enfer afin de justifier le nouveau tournant brusque. Staline considérait les généralisations de Boukharine comme un mal inévitable. En lui-même, il estimait comme auparavant qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter pour des « tempêtes » théoriques « dans un verre d'eau ». Mais les idées vivent, dans un certain sens, de leur propre vie. Des intérêts se fixent aux idées. Appuyées sur les intérêts, les idées cimentent les hommes. Ainsi, en servant Staline, Boukharine est devenu le théoricien alimentant le groupe de droite, tandis que Staline restait le praticien des errements centristes. Là est la cause de leur désaccord. Au VI^e Congrès, le désaccord éclata avec d'autant plus de scandale qu'on l'avait plus longtemps masqué.

L'intérêt réel et non de pure forme qu'il porte à l'Internationale est déterminé chez Staline par le souci de recevoir de ses cadres dirigeants l'appui nécessaire au tournant suivant de la politique intérieure. En d'autres termes, ce qu'on exige de l'Internationale, c'est une docilité d'appareil.

Au VI^e Congrès, Boukharine donna lecture d'une lettre de Lénine à Zinoviev et à lui-même dans laquelle il les prévenait que, s'ils se mettaient à remplacer dans l'Internationale les hommes intelligents et indépendants par de dociles imbéciles, ils la tueraient à coup sûr. Boukharine ne s'est risqué à donner connaissance de ces lignes que parce qu'elles lui étaient nécessaires pour se défendre contre Staline. Au fond, l'avertissement de Lénine, qui retentit si tragiquement aujourd'hui, englobe à la fois le régime de Zinoviev, celui de Boukharine, et celui de Staline. Cette partie aussi du *Testament* a été foulée aux pieds. *Maintenant, non seulement dans le Parti communiste russe, mais dans tous les partis communistes étrangers sans exception, tous les éléments qui ont édifié l'Internationale et qui l'ont dirigée à l'époque des quatre premiers Congrès sont écartés de la direction et exclus du parti.* Cette relève générale des cadres dirigeants n'est assurément pas un hasard. La ligne de Staline veut des staliniens et non des léninistes.

Voilà pourquoi les Pepper, les Kuussinen, les Martynov, les Pétrovsky, les Rafès, les Manouïlsky et consorts sont tellement utiles et irremplaçables. Ils sont faits pour s'adapter. En cherchant à obtenir de l'Internationale l'obéissance complète, ils réalisent

leur suprême destinée. Pour quantité de ses pensionnaires, le bureaucratisme est devenu la condition préalable d'une « liberté » individuelle supérieure. Ils sont prêts à n'importe quelle volte-face, à condition d'avoir l'appareil derrière eux, et en même temps ils se croient les héritiers directs de la Révolution d'octobre et ses messagers dans le monde. Que leur faut-il encore ? A vrai dire, ils bâtissent une Internationale à leur image.

Cet « ouvrage » renferme cependant une faille fatale : il ne tient pas compte de la résistance des matériaux, c'est-à-dire de la classe ouvrière vivante. Dans les pays capitalistes, la résistance est apparue plus tôt, car il n'y a pas chez les communistes d'appareil de contrainte. Malgré toute leur sympathie pour la Révolution d'Octobre, les masses ouvrières ne sont nullement disposées à faire confiance à la première trique transformée en chef, et à adorer une « tête de sardine ». Les masses ne peuvent et ne veulent comprendre le mécanisme de l'appareil. De graves événements les instruisent. Elles ne voient que fautes, confusions et défaites. Les ouvriers communistes sentent l'atmosphère se refroidir autour d'eux. Leurs inquiétudes se transforment en trouble idéologique, qui devient la base des groupements fractionnels.

C'est clair : l'Internationale est entrée dans une période où il lui faut expier lourdement les fautes de six années au cours desquelles on a traité les idées comme des billets dépréciés, les révolutionnaires comme des fonctionnaires, et les masses comme un chœur docile. Les crises les plus graves sont encore à venir. Les besoins idéologiques de l'avant-garde prolétarienne percent déjà, faisant craquer les cercles de l'appareil. Le monolithisme mensonger s'effrite dans l'Internationale plus rapidement que dans le Parti communiste russe où, d'ores et déjà, l'étreinte de l'appareil du parti est entièrement remplacée par la répression économique et étatique.

Il n'est pas besoin de dire les dangers de l'émiettement fractionnel. Mais, jusqu'ici, personne n'a réussi à vaincre le fractionnisme par des lamentations. Le conciliationnisme dont on se plaint si fort dans toutes les résolutions, est encore moins capable d'affaiblir le fractionnisme. Il est en même temps lui-même le produit semi-fabrique de la lutte fractionnelle. Le conciliationnisme est inévitablement appelé à se différencier et à se résorber. Tout adoucissement ou camouflage des divergences de vues ne ferait qu'aggraver le chaos et donner aux formations fractionnelles un caractère plus durable et plus douloureux. On ne peut vaincre le trouble grandissant né du fractionnisme qu'en adoptant une ligne de principe claire. Sous ce rapport, la période actuelle de lutte idéologique déclarée est un profond facteur de progrès, il faut seulement le comparer non pas à l'idéal abstrait du « monolithisme », mais à la réalité meurtrière de ces dernières années.

Trois lignes essentielles se sont dessinées sur le plan international. La ligne de droite, qui est une tentative illusoire de ressusciter dans les conditions nouvelles la social-démocratie de l'avant-guerre, dans le meilleur des cas selon le type de Bebel (Brandler, etc.). La ligne de gauche, qui est la continuation et le développement du bolchevisme et de la Révolution d'Octobre : c'est la nôtre. Enfin, la ligne du centre, qui oscille entre les deux lignes principales, s'éloignant tantôt de l'une tantôt de l'autre, dépouillée de tout contenu de principe qui lui soit propre et, en définitive, servant toujours de rideau à l'aide droite (Staline et ses partisans).

Des déplacements d'ordre personnel se produiront encore, même dans les hautes sphères. Quant au gros des masses communistes, masses du parti et hors du parti, leur autodétermination reste encore entièrement à réaliser. Il s'agit donc de conquérir les masses.

La lutte ne doit revêtir de ce fait qu'une plus haute intransigeance. On ne conquiert pas les masses par des allusions ou des demi-mots. La dialectique du développement est telle que l'on ne peut sauver l'Internationale du péril de la désagrégation fractionnelle que par un groupement hardi, ferme et intransigeant de la fraction internationale des bolcheviks-léninistes.

LE SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS ?

« Un pays industriellement plus développé montre à un autre moins développé tout simplement l'image de son propre avenir. » Cet aphorisme de Marx, méthodologiquement fondé non sur l'économie mondiale dans son ensemble, mais sur un pays capitaliste pris comme type, devenait de moins en moins applicable à mesure que le développement capitaliste gagnait tous les pays, indépendamment de leur sort précédent et de leur niveau économique. L'Angleterre préfigura, en son temps, l'avenir de la France, beaucoup moins celui de l'Allemagne, mais nullement celui de la Russie ou de l'Inde. Cependant, les mencheviks russes entendaient l'aphorisme conditionnel de Marx au sens absolu : la Russie arriérée ne doit pas prendre les devants, elle doit docilement se conformer à des modèles tout faits. Avec ce « marxisme » là, les libéraux étaient aussi d'accord.

Une autre formule, non moins courante, de Marx – "une formation sociale ne périclète pas avant que ne soient développées toutes les forces productives auxquelles elle ouvre le champ libre" – se fonde, au contraire, non sur tel pays considéré isolément, mais sur les changements consécutifs aux régimes sociaux universels (esclavage, Moyen Age, capitalisme). Or, les mencheviks, ayant pris cette thèse du point de vue d'un État isolé, ont conclu que le capitalisme russe avait encore à faire bien du chemin avant d'atteindre le niveau européen ou américain. Mais les forces productives ne se développent pas dans le vide ! On ne peut parler des possibilités d'un capitalisme national en laissant de côté, d'une part, la lutte des classes qui se développe sur cette base, et, d'autre part, la dépendance de ce capitalisme par rapport aux conditions mondiales. Le renversement de la bourgeoisie par le prolétariat procéda des réalités du capitalisme russe, et de ce fait réduisit à néant ses possibilités économiques abstraites. La structure de l'économie ainsi que le caractère de la lutte des classes en Russie étaient déterminés, à un degré décisif, par les conditions internationales. Le capitalisme avait atteint, sur le plan mondial, un point où il cessait de justifier ses frais de production, non au sens commercial, mais au point de vue sociologique : douanes, militarisme, crises, guerres, conférences diplomatiques et autres fléaux absorbent et dissipent tant d'énergie créatrice que, malgré toutes les réussites de la technique, il ne reste plus de place pour le bien-être et la culture.

Le fait, apparemment paradoxal, que la première victime des vices du système mondial ait été la bourgeoisie d'un pays arriéré est en réalité tout à fait dans la logique des choses. Marx en notait déjà l'explication pour son époque : « Les explosions violentes se produisent aux extrémités de l'organisme bourgeois avant d'avoir lieu en son propre cœur, étant donné qu'il est plus facile de régler le centre que les extrémités. » Sous les charges monstrueuses de l'impérialisme devait tomber avant tout autre l'État qui n'avait pas encore pu accumuler un gros capital national mais auquel la concurrence mondiale ne consentait aucun rabais. Le krach du capitalisme russe fut un éboulement local dans la structure sociale universelle. « On ne peut, disait Lénine, juger exactement de notre Révolution que d'un point de vue international. »

Nous avons, en fin de compte, expliqué la Révolution d'octobre non point par l'état arriéré de la Russie, mais par la loi du développement combiné. La dialectique historique ne connaît point d'États purement et simplement arriérés, pas plus que de situation de progrès chimiquement pur. Tout consiste en des réciprocités concrètes. L'histoire contemporaine de l'humanité est pleine de « paradoxes », non pas toujours aussi grandioses que la naissance d'une dictature prolétarienne dans un pays arriéré, mais d'un caractère historique analogue. Le fait que des étudiants et des ouvriers de la Chine arriérée s'assimilent avidement la doctrine matérialiste, alors que les leaders ouvriers de l'Angleterre civilisée croient à la magie des formules de conjuration ecclésiastiques, prouve indubitablement que, dans certains domaines, la Chine a dépassé l'Angleterre. Mais le mépris des ouvriers chinois pour la stupidité médiévale de Mac Donald ne permet pas de conclure que la Chine, dans son développement général, est supérieure à la Grande-Bretagne. Au contraire, la prépondérance économique et culturelle de cette dernière peut s'exprimer par des chiffres précis. Si élevés qu'ils soient, cela n'empêchera pas cependant que les ouvriers de la Chine puissent se trouver au pouvoir plus tôt que ceux de la Grande-Bretagne. D'autre part, la dictature du prolétariat chinois ne signifiera nullement l'édification du socialisme dans les limites de la grande Muraille de Chine. Les critères scolaires, d'un pédantisme obtus ou d'un nationalisme trop court, ne valent rien pour notre époque. C'est l'évolution mondiale qui a arraché la Russie à son état arriéré et à sa barbarie asiatique. Si l'on fait abstraction de ses voies compliquées, on ne peut comprendre non plus ses destinées ultérieures.

Les révolutions bourgeoises étaient dirigées, à titre égal, contre les rapports féodaux de propriété et contre le particularisme des provinces. Les drapeaux de l'émancipation annonçaient, à côté du libéralisme, le nationalisme. Les Occidentaux ont depuis longtemps fini d'user ces chaussons d'enfant. Les forces productrices de notre temps ont dépassé non seulement les formes bourgeoises de propriété, mais aussi les limites des États nationaux. Le libéralisme et le nationalisme sont devenus, dans une égale mesure, les entraves de l'économie mondiale. La révolution prolétarienne se dresse tout autant contre la propriété privée des moyens de production que contre le morcellement national de l'économie mondiale. La lutte des peuples de l'Orient pour l'indépendance s'insère dans ce processus mondial pour se confondre ensuite avec lui. La création d'une société socialiste nationale, si elle était réalisable, marquerait une extrême décadence de la puissance économique de l'homme ; mais c'est précisément pour cela qu'elle n'est pas réalisable. L'internationalisme n'est pas un principe abstrait, c'est l'expression d'un fait économique. De même que le libéralisme était national, le socialisme est international. Partant de la division mondiale du travail, le socialisme a pour tâche d'amener au plus haut degré l'échange international des biens et des services.

Jamais et nulle part la révolution n'a coïncidé et ne pouvait coïncider intégralement avec la représentation que s'en faisaient ses combattants. Néanmoins, les idées et les buts des participants de la lutte en sont un élément très important. C'est particulièrement vrai pour l'insurrection d'Octobre, car jamais encore dans le passé l'idée que se faisaient les révolutionnaires d'une révolution ne s'est tant approchée qu'en 1917 de la réalité des événements.

Une étude sur la Révolution d'Octobre resterait inachevée si elle ne répondait pas, avec toute la précision historique possible, à cette question : comment le parti, dans le feu des événements, se représentait-il le développement ultérieur de la révolution et qu'en attendait-il ? La question prend une importance d'autant plus grande que les jours du passé sont plus obscurcis par le jeu de nouveaux intérêts. La politique cherche toujours un appui dans le passé et, si elle ne l'obtient pas de bon gré, entreprend fréquemment de l'arracher de force. La politique officielle de l'Union soviétique part de la théorie du « socialisme dans un seul pays » comme d'un prétendu point de vue traditionnel du Parti bolchevique. Les jeunes générations, non seulement celles de l'Internationale communiste, mais probablement aussi de tous les autres partis, sont élevées dans cette conviction que le pouvoir soviétique a été conquis au nom de l'édification d'un régime socialiste indépendant en Russie.

La réalité historique n'avait rien de commun avec ce mythe. Jusqu'à 1917, le parti n'admettait pas, en général, l'idée qu'une révolution prolétarienne pût s'accomplir en Russie avant d'être réalisée en Occident. Pour la première fois, à la Conférence d'avril [1917], sous la pression impérieuse des circonstances, le parti admit que le problème était de conquérir le pouvoir.

Ouvrant un nouveau chapitre dans l'histoire du bolchevisme, cet aveu n'avait pourtant rien de commun avec la perspective d'un socialisme indépendant. Au contraire, les bolcheviks repoussaient catégoriquement l'idée caricaturale que cherchaient à leur insuffler les mencheviks : l'idée d'édifier un "socialisme paysan" dans un pays arriéré. La dictature du prolétariat en Russie était, pour les bolcheviks, un pont vers la révolution en Occident. Le problème de la transformation socialiste de la société était déclaré, dans son essence même, international.

C'est seulement en 1924 que, sur cette question essentielle, se produisit un revirement. On déclara pour la première fois que l'édification du socialisme était tout à fait réalisable dans les limites de l'Union soviétique, indépendamment du développement du reste de l'humanité, pourvu, du moins, que le pouvoir soviétique ne fût pas renversé par une intervention militaire. La nouvelle théorie prit du coup un effet rétroactif. Si, en 1917, le parti n'avait pas cru à la possibilité d'édifier un régime socialiste indépendant en Russie – déclaraient les épigones – il n'aurait pas eu le droit de prendre le pouvoir en main. En 1926, l'Internationale communiste condamna officiellement ceux qui ne reconnaissaient pas la théorie du socialisme dans un seul pays, en étendant cette condamnation à tout le passé à partir de 1905.

Trois ordres d'idées furent dès lors reconnus antibolchevistes : nier la possibilité pour l'Union soviétique de survivre pendant un temps indéterminé dans l'encerclement capitaliste (problème de l'intervention militaire); nier sa capacité à surmonter, par les propres forces du pays et dans les limites nationales, l'antagonisme de la ville et de la campagne (problème d'un État économique arriéré et problème de la paysannerie) ; nier l'éventualité de l'édification d'un régime socialiste fermé (problème de la division mondiale du travail). D'après la nouvelle école, l'immunité de l'Union soviétique peut être assurée, même sans révolution dans les autres pays, par la « neutralisation de la bourgeoisie ». La collaboration de la paysannerie dans l'édification socialiste doit être considérée déjà comme acquise. La dépendance par rapport à l'économie mondiale est annulée par la Révolution d'Octobre et par les réussites économiques des soviets. Ne pas reconnaître ces trois points, c'est adhérer au « trotskysme », c'est-à-dire à une doctrine incompatible avec le bolchevisme.

L'étude historique arrive ici au problème d'une reconstitution idéologique : il est indispensable de dégager les véritables buts et opinions du parti révolutionnaire de la sédimentation politique qui les a par la suite recouverts. Quelle que soit la brièveté des périodes qui se sont succédé, ce problème acquiert une ressemblance d'autant plus grande avec le déchiffrement des palimpsestes que les machinations de l'école des épigones ne valent pas beaucoup mieux, souvent, que les ratiocinations théologiques pour lesquelles les moines des VIIe et VIIIe siècles abîmaient les parchemins et les papyrus des classiques.

Si, en général, dans tout le cours de cet ouvrage (*Histoire de la Révolution russe*), nous avons évité d'encombrer l'exposé de nombreuses citations, le chapitre présent, en raison de la nature même du problème posé, devra donner au lecteur des textes authentiques, et dans une mesure telle que soit exclue l'idée même d'une sélection artificielle. Il est indispensable de fournir au bolchevisme la possibilité de parler son propre langage; sous le régime de la bureaucratie stalinienne, il est privé de cette possibilité.

Le Parti bolchevique fut, depuis le jour de sa fondation, un parti de révolution socialiste. Mais il considéra que sa tâche historique, par nécessité, était le renversement du tsarisme et l'établissement d'un régime démocratique. Le contenu essentiel de la révolution devait être une solution démocratique de la question agraire. La révolution socialiste était remise à un avenir assez lointain, en tout cas indéterminé. On jugeait incontestable qu'elle ne pourrait pratiquement venir à l'ordre du jour qu'après la victoire du prolétariat en Occident. Ces déductions, forgées par le marxisme russe dans la lutte contre le populisme et l'anarchisme, entraient dans l'arsenal du parti. Suivaient des considérations hypothétiques : dans le cas où la révolution démocratique atteindrait en Russie un puissant élan, elle pourrait donner une impulsion directe à la révolution socialiste en Occident, et cela permettrait ensuite au prolétariat russe d'arriver au pouvoir, à marches forcées. La perspective historique générale n'était pas modifiée, même dans ce cas le plus favorable : il n'y avait d'accélération que dans le développement, et les délais se réduisaient.

C'est précisément dans l'esprit de ces considérations que Lénine écrivait en septembre 1905 :

« De la révolution démocratique, nous allons tout de suite passer, et justement à la mesure de notre force, à celle d'un prolétariat conscient et organisé, nous allons passer à une révolution socialiste. Nous sommes pour une révolution ininterrompue (permanente). Nous ne nous arrêterons pas à mi-chemin. »

Si surprenant que soit le fait, Staline se servit de ces lignes pour plaquer le vieux pronostic du parti sur la marche réelle des événements en 1917. Seulement on ne comprend pas pourquoi les cadres du parti se trouvèrent pris à l'improviste par les « thèses d'avril » de Lénine.

En réalité, la lutte du prolétariat pour la conquête du pouvoir, selon la vieille conception, ne devait se développer qu'après la solution de la question agraire dans les cadres de la révolution bourgeoise-démocratique. Mais le malheur était que la paysannerie, son besoin de terre une fois satisfait, n'aurait nullement été portée à soutenir une nouvelle révolution. Et comme la classe ouvrière russe, manifestement en minorité dans le pays, n'aurait pu conquérir le pouvoir par ses propres forces, Lénine estimait impossible, de façon tout à fait conséquente, de parler d'une dictature du prolétariat en Russie avant la victoire du prolétariat en Occident.

« La complète victoire de la révolution actuelle – écrivait Lénine en 1905 – sera la conclusion de la révolution démocratique et le début d'une lutte résolue pour la révolution socialiste. La satisfaction des exigences de la paysannerie contemporaine, le complet écrasement de la réaction, la conquête de la république démocratique – tel sera l'aboutissement de l'esprit révolutionnaire de la bourgeoisie et même de la petite bourgeoisie, tel sera le début de la véritable lutte du prolétariat pour le socialisme... »

Par « petite bourgeoisie », l'on entend ici, avant tout, l'ensemble de la paysannerie. D'où pouvait donc, dans ces conditions, venir la révolution « ininterrompue »? Lénine répondait à cela :

« Les révolutionnaires russes, qui s'appuient sur un certain nombre de générations révolutionnaires d'Europe, ont le droit de « rêver » qu'ils réussiront à réaliser avec une plénitude exceptionnelle toutes les transformations démocratiques, tout notre programme minimum... Et s'il y a réussite sur ce point, alors... alors l'incendie révolutionnaire gagnera toute l'Europe... L'ouvrier européen se soulèvera à son tour et nous montrera « comment on fait ça »; alors aussi le soulèvement révolutionnaire de l'Europe aura sa réaction sur la Russie et changera une époque de quelques années de révolution en une époque de quelques dizaines

d'années révolutionnaires. »

Le contenu indépendant de la révolution russe, même à son plus haut degré de développement, ne dépasse pas encore les bornes d'une révolution bourgeoise-démocratique. C'est seulement une révolution victorieuse en Occident qui pourra ouvrir l'ère de la lutte pour la conquête du pouvoir même par le prolétariat russe. Cette conception garda dans le parti sa valeur entière jusqu'à avril 1917.

Si l'on rejette les apports épisodiques, les exagérations polémiques et les erreurs individuelles, les débats sur la question de la révolution permanente, durant les années 1905-1917, se ramenaient à savoir non point si le prolétariat russe, ayant conquis le pouvoir, pourrait construire une société socialiste nationale (pas un des marxistes russes n'avait encore dit un mot là-dessus jusqu'à 1924), mais si en Russie une révolution bourgeoise effectivement capable de résoudre la question agraire était encore possible, ou bien si, pour accomplir cette œuvre, il faudrait la dictature du prolétariat.

Sur quelle partie des anciennes opinions Lénine opéra-t-il une révision dans ses thèses d'avril ? Il ne renonça pas un instant à la doctrine du caractère international de la révolution socialiste, ni à l'idée que la Russie arriérée ne pouvait s'engager dans la voie du socialisme qu'avec le concours immédiat de l'Occident. Mais Lénine proclama alors, pour la première fois, que le prolétariat russe, précisément par suite de l'état arriéré des conditions nationales, pourrait arriver au pouvoir plus tôt que le prolétariat des pays avancés.

La Révolution de Février se montra impuissante à résoudre aussi bien la question agraire que la question nationale. La paysannerie et les nationalités opprimées de la Russie durent, en luttant pour des tâches démocratiques, soutenir la Révolution d'Octobre. C'est seulement parce que la démocratie petite-bourgeoise russe ne put remplir la tâche historique dont s'était acquittée son aînée en Occident, que le prolétariat russe obtint accès au pouvoir plus tôt que le prolétariat d'Occident. En 1905, le bolchevisme ne se disposait à engager la lutte pour la dictature du prolétariat qu'après avoir réalisé les tâches démocratiques. En 1917, la dictature du prolétariat s'instaura parce que les tâches démocratiques n'avaient pas été réalisées.

Le caractère combiné de la Révolution russe ne s'arrêta point là. La prise du pouvoir par la classe ouvrière supprimait automatiquement la ligne de partage entre le « programme minimum » et le « programme maximum ». Dans la dictature du prolétariat – mais seulement là – la transformation des tâches démocratiques en tâches socialistes devenait inévitable, bien que les ouvriers d'Europe n'eussent pas encore eu le temps de montrer « comment ça se faisait ».

L'interversion des rôles révolutionnaires entre l'Occident et l'Orient, si importante soit-elle pour les destinées de la Russie et celles du monde entier, a cependant une signification historiquement limitée. Si loin que la Révolution russe ait couru de l'avant, sa dépendance par rapport à la révolution mondiale n'a pas disparu et même n'a pas diminué. Les possibilités d'une transcendance des réformes démocratiques en réformes socialistes sont directement créées par une combinaison de conditions internes, avant tout par les rapports réciproques du prolétariat et de la paysannerie. Mais, en dernière instance, les limites des transformations socialistes sont déterminées par l'état de l'économie et de la politique mondiales. Si grand que soit l'élan national, il ne donne pas la possibilité de sauter par-dessus la planète.

En formulant sa condamnation du « trotskysme », l'Internationale communiste a attaqué avec une particulière violence le point de vue d'après lequel le prolétariat russe, ayant pris la direction et n'ayant point été soutenu par l'Occident, « en arrivera à des conflits... avec les larges masses de la paysannerie dont le concours lui était assuré lors de sa montée au pouvoir... ». Même si l'on estime que l'expérience historique a entièrement démenti ce pronostic formulé par Trotsky en 1905, alors que pas un des critiques actuels n'admettait la seule idée de la dictature du prolétariat en Russie, même dans ce cas, un fait reste irréfutable : c'est que la paysannerie était considérée comme une alliée peu sûre et décevante par tous les marxistes russes, y compris Lénine. La véritable tradition du bolchevisme n'a rien de commun avec la doctrine d'une harmonie préétablie des intérêts des ouvriers et des paysans. Au contraire, la critique de cette théorie petite-bourgeoise a toujours été un élément extrêmement important de la lutte qui a opposé durant de longues années les marxistes et les populistes.

« L'époque de la révolution démocratique passera pour la Russie, écrivait Lénine en 1905, et alors il sera ridicule de parler de « l'unité de volonté » du prolétariat et de la paysannerie... » « La paysannerie, en tant que propriétaire de terres, jouera dans cette lutte [pour le socialisme] le même rôle traîtreusement instable que joue actuellement la bourgeoisie dans la lutte pour la démocratie. Oublier cela, c'est oublier le socialisme, c'est se tromper soi-même et tromper les autres sur les véritables intérêts et les buts du prolétariat. »

Élaborant, à la fin de 1905, pour lui-même, un schéma du rapport des classes dans la marche de la révolution, Lénine caractérisait ainsi la situation qui devrait s'établir après la liquidation des propriétés de la noblesse :

« Le prolétariat lutte déjà pour la conservation des conquêtes démocratiques, au nom d'une révolution socialiste. Cette lutte serait presque désespérée pour le prolétariat russe seul... si le prolétariat socialiste européen ne venait pas à l'aide du prolétariat russe... Dans cette phase, la bourgeoisie libérale et la paysannerie cossue (avec, en plus, une partie de la paysannerie moyenne) organiseront la contre-révolution. Le prolétariat russe et le prolétariat européen, conjointement, organiseront la révolution. Dans ces conditions, le prolétariat russe pourra remporter une seconde victoire. L'affaire n'est pas déjà si désespérée. La seconde victoire sera une insurrection socialiste en Europe. Les ouvriers européens nous montreront « comment ces choses-là se font ».

C'est à peu près en ces mêmes jours que Trotsky écrivait :

« Les contradictions dans la situation du gouvernement ouvrier d'un pays arriéré, où l'écrasante majorité de la population se compose de paysans, ne pourront trouver leur solution que sur le plan international, sur le terrain d'une révolution mondiale du prolétariat. »

Staline a précisément, par la suite, cité ces paroles pour montrer « tout l'abîme qui sépare la théorie léniniste de la dictature du prolétariat de la théorie de Trotsky ». Or, la citation prouve que, malgré une incontestable dissimilitude des conceptions révolutionnaires de Lénine et de Trotsky en ce temps-là, c'est justement sur la question de « l'instabilité traîtresse » du rôle de la paysannerie qu'en somme leurs points de vue coïncidaient déjà, en ces jours lointains.

En février 1906, Lénine écrit :

« Nous soutenons le mouvement paysan jusqu'au bout, mais nous devons nous rappeler qu'il est le mouvement d'une autre classe, non de celle qui peut accomplir et qui accomplira la révolution socialiste. » «

La Révolution russe, déclare-t-il en avril 1906, dispose de forces suffisantes pour vaincre. Mais elle n'a pas assez de ses propres forces pour garder les fruits de la victoire..., car dans un pays où la petite économie est formidablement développée, les petits producteurs de marchandises, et dans ce nombre, les paysans, se tourneront inévitablement contre le prolétariat lorsque celui-ci passera du libéralisme au socialisme... Pour empêcher une restauration, la Révolution russe a besoin non d'une réserve russe, mais d'une aide venant du dehors. Existe-t-il une telle réserve dans le monde ? Il y en a une : le prolétariat socialiste d'Occident. »

Sous des combinaisons variées dans la forme, mais invariables pour le fond, ces idées traversent toutes les années de la réaction et de la guerre. Il n'est nullement besoin de multiplier les exemples. Les conceptions du parti sur la révolution devaient trouver leur plus grande netteté et leur plus vive clarté dans le feu des événements révolutionnaires. Si les théoriciens du bolchevisme penchaient déjà, avant la révolution, vers le socialisme dans un seul pays, cette théorie aurait dû parvenir à son complet épanouissement dans la période de la lutte immédiate pour le pouvoir. En fut-il ainsi en réalité ? La réponse sera donnée par 1917.

Se rendant en Russie après l'insurrection de février, Lénine écrivait dans sa lettre d'adieu aux ouvriers suisses : « Le prolétariat russe ne pourra accomplir victorieusement, par ses seules forces, la révolution socialiste. Mais il peut... faciliter les choses pour l'entrée dans les luttes décisives de son allié principal, le plus sûr : le prolétariat socialiste européen et américain. »

La résolution de Lénine, approuvée par la Conférence d'avril dit ceci : « Le prolétariat de Russie, agissant dans un des pays les plus arriérés d'Europe, au milieu d'une population de petite paysannerie, ne peut s'assigner pour but la réalisation immédiate de la réforme sociale. »

Se rattachant étroitement, dans ses lignes initiales, à la tradition théorique du parti, la résolution fait cependant un pas décisif dans une nouvelle voie. Elle déclare que l'impossibilité d'une transformation socialiste indépendante de la Russie paysanne ne donne en aucun cas le droit de renoncer à la conquête du pouvoir, non seulement pour des buts démocratiques, mais aussi en vue « d'un certain nombre de progrès devenus pratiquement réalisables dans le sens du socialisme », tels que la nationalisation de la terre, le contrôle des banques, etc. Les mesures anticapitalistes pourront avoir un développement ultérieur grâce à des prémisses objectives de révolution socialiste... dans les pays avancés les plus développés. C'est précisément de là qu'il faut partir. « C'est une faute que de ne parler que des circonstances russes, explique Lénine dans son rapport. Quels problèmes se poseront devant le prolétariat russe dans le cas où un mouvement mondial nous placerait devant la révolution sociale, voilà la principale question qui est étudiée dans cette résolution. » La chose est claire : le nouveau point de départ du parti en avril 1917, lorsque Lénine eut remporté la victoire sur l'esprit démocratique borné des « vieux bolcheviks », est distant de la théorie du socialisme dans un seul pays comme la terre du ciel !

Dans n'importe quelle organisation du parti, dans la capitale comme en province, nous verrons désormais la même façon de poser la question : dans la lutte pour le pouvoir, il faut se rappeler que le sort ultérieur de la révolution, en tant que révolution socialiste, sera déterminé par la victoire du prolétariat des pays avancés. Cette formule n'est contestée par personne; au contraire, elle précède les débats, comme une vue admise par tous.

A la conférence du parti à Petrograd, le 16 juillet, Kharitonov, l'un de ceux qui étaient arrivés avec Lénine dans le « wagon plombé » des bolcheviks, déclare : « Nous disons partout que s'il n'y a pas de révolution en Occident, nous perdrons la partie. » Kharitonov n'est pas un théoricien; c'est un agitateur moyen du parti. Dans les procès-verbaux de la même conférence, nous lisons : « Pavlov rappelle le principe général posé par les bolcheviks, d'après lequel la Révolution russe ne deviendra florissante qu'à condition d'être soutenue par une révolution mondiale qui n'est concevable qu'en tant que révolution socialiste... » Des dizaines et des centaines de Kharitonov et de Pavlov développent l'idée essentielle de la Conférence d'avril. Il ne vient à la pensée de personne de contester leurs dires ou de les corriger.

Le VI^e Congrès du parti, qui se tint à la fin de juillet, définit la dictature du prolétariat comme la conquête du pouvoir par les ouvriers et les paysans les plus pauvres. « Seules ces classes... contribueront effectivement à la montée de la révolution prolétarienne internationale, qui doit liquider non seulement la guerre, mais aussi l'esclavage en régime capitaliste. » Le rapport de Boukharine reposait sur l'idée que la révolution socialiste mondiale était la seule issue, dans la situation existante. « Si la révolution est victorieuse en Russie avant qu'elle n'éclate en Occident, nous devons... attiser l'incendie d'une révolution socialiste mondiale. » Ce n'est pas d'une façon bien différente que Staline fut contraint, en ce temps-là, de poser la question : « Un moment viendra – disait-il – où les ouvriers soulèveront et grouperont autour d'eux les couches pauvres de la paysannerie, dresseront l'étendard de la révolution ouvrière et ouvriront l'ère de la révolution socialiste en Occident. »

La Conférence de la province de Moscou, qui siégea au commencement d'août, nous permet parfaitement de jeter un coup d'œil dans le laboratoire de la pensée du parti. Dans le rapport essentiel où sont exposées les décisions du VI^e Congrès, Sokolnikov, membre du Comité central, dit : « Il faut faire entendre que la révolution russe doit marcher contre l'impérialisme. » C'est dans le même esprit que se prononcèrent nombre de délégués. Vitoline : « Nous devons nous préparer à la révolution sociale qui se propagera en Europe occidentale. » Le délégué Bélenky : « Si l'on veut résoudre la question dans les cadres nationaux, nous n'avons pas d'issue. Sokolnikov a raison de dire que la révolution russe ne vaincra qu'en tant que révolution internationale... Les conditions du socialisme en Russie ne sont pas encore mûres, mais si, en Europe, la révolution commence, nous aussi marcherons derrière l'Europe occidentale. » Stoukov : « Ce principe que la révolution russe ne vaincra qu'en tant que révolution internationale ne peut susciter aucun doute... La révolution socialiste n'est possible qu'à l'échelle mondiale. »

Tous sont d'accord entre eux sur trois points : l'État ouvrier ne pourra se maintenir si l'impérialisme n'est pas renversé en Occident; en Russie, les conditions ne sont pas encore mûres pour le socialisme ; la tâche de la révolution socialiste est essentiellement internationale. Si, à côté de ces points de vue, qui, sept ou huit années plus tard, seront condamnés comme une hérésie, il avait existé dans le parti les points de vue actuellement reconnus comme orthodoxes et traditionnels, ils auraient dû trouver leur expression à la Conférence de Moscou, de même qu'au Congrès du parti qui la précéda. Mais ni le rapporteur, ni ceux qui participèrent aux débats, ni les articles de journaux n'ont un seul mot pour mentionner l'existence dans le parti de points de vue bolcheviks s'opposant aux points de vue « trotskystes ».

A la Conférence de la ville de Kiev qui précéda le Congrès du parti, le rapporteur Gorovitz disait : « La lutte pour le salut de notre révolution ne peut être menée qu'à l'échelle internationale. Devant nous s'ouvrent deux perspectives : si la révolution est victorieuse, nous créerons un État de transition allant au socialisme ; sinon, nous tomberons sous l'emprise de l'impérialisme international. » Après le Congrès du parti, au commencement d'août, Piatakov disait à la nouvelle Conférence de Kiev : « Dès le

début de la révolution nous avons affirmé que le sort du prolétariat russe dépend complètement de la marche de la révolution prolétarienne en Occident... Nous entrons ainsi dans la phase de la révolution permanente... » Au sujet du rapport de Piatakov, Gorovitz, dont nous venons de parler, déclarait : « Je suis complètement d'accord avec Piatakov, quand il définit notre révolution comme permanente... ». Piatakov : « ... Le seul salut possible pour la révolution russe est dans une révolution mondiale qui donnera le départ à une transformation sociale. » Mais peut-être ces deux rapporteurs représentaient-ils la minorité ? Non ; personne ne leur fit d'objection sur cette question essentielle. Aux élections de Kiev, l'un et l'autre obtinrent le plus grand nombre des suffrages.

On peut considérer ainsi comme absolument établi qu'à la Conférence générale du parti en avril, au Congrès du parti en juillet, aux Conférences de Petrograd, de Moscou et de Kiev, l'on exposait et l'on confirmait par des votes approbateurs les idées mêmes qui seront plus tard proclamées incompatibles avec le bolchevisme. Bien plus, dans le parti, ne s'éleva pas une seule parole que l'on pourrait interpréter comme un pressentiment de la future théorie du socialisme dans un seul pays, pas même au degré où, dans les psaumes du roi David, on découvre une prescience des sermons du Christ.

Le 13 août, l'organe central du parti donne cette explication :

« Le plein pouvoir des soviets, sans nullement marquer l'avènement du « socialisme », briserait en tout cas la résistance de la bourgeoisie et – corrélativement aux forces productives existantes et à la situation en Occident – conduirait et transformerait la vie économique dans l'intérêt des masses laborieuses. S'étant débarrassée des entraves du pouvoir capitaliste, la révolution deviendrait permanente, c'est-à-dire ininterrompue ; elle emploierait le pouvoir étatique non pas à consolider le régime de l'exploitation capitaliste, mais au contraire, à l'écraser. Sa réussite définitive dans cette voie dépendrait des succès de la révolution prolétarienne en Europe... Telle était et reste la seule perspective réelle du développement ultérieur de la révolution. »

L'auteur de l'article était Trotsky, qui l'écrivit dans la prison de Resty. Le rédacteur en chef du journal était Staline. L'importance de cette citation apparaît déjà par ce seul fait que le terme de « révolution permanente », jusqu'à 1917, était employé dans le parti bolchevique exclusivement pour indiquer le point de vue de Trotsky. Quelques années plus tard, Staline déclarera : « Lénine a lutté contre la théorie de la révolution permanente, jusqu'à la fin de ses jours. » En tout cas, Staline lui-même n'a pas mené cette lutte ; l'article parut sans aucune observation de la rédaction.

Dix jours après, Trotsky écrivait de nouveau dans le même journal :

« L'internationalisme n'est pas pour nous une idée abstraite... C'est un principe directeur immédiat, profondément pratique. Un succès solide, décisif est inconcevable pour nous en dehors d'une révolution européenne. »

Et Staline n'avait encore rien à objecter. Bien plus, deux jours plus tard, il répétait lui-même : « Qu'ils sachent [les ouvriers et les soldats] que c'est seulement en union avec les ouvriers de l'Occident, que l'on pourra compter sur le triomphe de la révolution en Russie ! » Par « triomphe de la révolution », il entendait non point l'édification du socialisme – il n'en était pas encore question en général – mais seulement la conquête et le maintien du pouvoir.

« Les bourgeois crient, écrivait Lénine en septembre, à l'inévitable défaite de la Commune en Russie, c'est-à-dire à la défaite du prolétariat s'il venait à conquérir le pouvoir. » Il ne faut pas s'effrayer de ces cris-là : « Ayant conquis le pouvoir, le prolétariat de Russie a toutes les chances de le garder et de conduire la Russie jusqu'à la victoire de la révolution en Occident. » La perspective de l'insurrection est déterminée ici avec une entière netteté : garder le pouvoir jusqu'au commencement de la révolution socialiste en Europe. Cette formule n'est pas lancée au petit bonheur ; Lénine la reprend d'un jour à l'autre. L'article-programme *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?* est résumé par Lénine en ces termes :

« ... Il ne se trouvera pas de force sur la terre pour empêcher les bolcheviks, s'ils ne se laissent point intimider et s'ils savent prendre le pouvoir, de le garder jusqu'à la victoire de la révolution socialiste mondiale. »

L'aile droite des bolcheviks réclamait une coalition avec les conciliateurs, alléguant que les bolcheviks « à eux seuls » ne se maintiendraient pas au pouvoir. Lénine leur répliquait le 1er novembre, l'insurrection s'étant déjà produite : « On dit qu'à nous seuls nous ne pourrions garder le pouvoir, etc. Mais nous ne sommes pas seuls. Devant nous, il y a l'Europe entière. Nous devons faire le premier pas. » Du dialogue de Lénine avec les bolcheviks de droite, ce qui ressort d'une façon particulièrement claire, c'est qu'à aucune des parties qui mènent le débat ne vient même l'idée d'une édification indépendante du socialisme en Russie.

John Reed raconte comment, dans un meeting à Petrograd, à l'usine Oboukhovskiy, un soldat revenu du front roumain criait : « Nous tiendrons de toutes nos forces tant que les peuples du monde entier ne se seront pas soulevés, ne nous aideront pas. » Cette formule n'était pas tombée du ciel et n'avait été inventée ni par le soldat anonyme, ni par Reed ; elle avait été insufflée aux masses par les agitateurs bolcheviks. La voix du soldat revenu du front roumain, c'était la voix du parti, la voix de la Révolution d'Octobre.

La *Déclaration des Droits du Peuple travailleur et exploité* – programme d'État déposé au nom du pouvoir soviétique à l'Assemblée constituante – proclamait que la tâche du nouveau régime était « d'établir une organisation socialiste et de mener à la victoire du socialisme dans tous les pays... Le pouvoir soviétique marchera fermement dans cette voie jusqu'à la complète victoire de l'insurrection ouvrière internationale sur le joug du capital. » La *Déclaration des Droits*, rédigée par Lénine, et qui n'a pas été formellement abrogée jusqu'à ce jour, a transformé la révolution permanente en une loi fondamentale de la République des Soviets.

Si Rosa Luxembourg, qui, du fond de sa prison, suivait avec une attention passionnée et critique les œuvres et les paroles des bolcheviks, y avait surpris une nuance de socialisme national, elle aurait immédiatement donné l'alarme. En ces jours-là, elle critiquait très sévèrement – pour l'essentiel de façon erronée – la politique des bolcheviks. Et pourtant voici ce qu'elle écrivait au sujet de la ligne générale du parti :

« Que les bolcheviks aient orienté entièrement leur politique dans le sens de la révolution mondiale du prolétariat est précisément la preuve la plus éclatante de leur perspicacité, de leur fermeté sur les principes, de l'audacieuse envergure de leur politique. »

Ce sont précisément ces points de vue que Lénine développait quotidiennement, qui étaient professés dans l'organe central du parti (rédacteur en chef Staline), qui inspiraient les discours des agitateurs, grands et petits, qui étaient repris par les soldats des secteurs lointains du front, que Rosa Luxembourg considérait comme la plus grande preuve de la perspicacité politique des bolcheviks – ce sont eux, précisément, que la bureaucratie de l'Internationale communiste a condamnés en 1926. « Les points de vue de Trotsky et de ses partisans sur la question fondamentale du caractère et des perspectives de notre révolution, est-il dit dans une décision du VIII^e plénum de l'Internationale communiste, n'ont rien de commun avec les points de vue de notre parti, avec le léninisme ». C'est ainsi que les épigones du bolchevisme règlent leurs comptes avec leur propre passé.

Si certains ont effectivement combattu, en 1917, la théorie de la révolution permanente, ce sont les cadets et les conciliateurs. Milioukov et Dan dénonçaient les « illusions révolutionnaires du trotskysme » comme la cause principale de la débâcle de la révolution de 1905. Dans son discours d'ouverture à la Conférence démocratique, Tchkhéidzé stigmatisait la tentative faite pour « éteindre l'incendie de la guerre capitaliste en donnant à la révolution un caractère socialiste mondial. » Le 13 octobre, Kérénsky disait au pré-Parlement : « Il n'y a pas à l'heure actuelle d'ennemis plus dangereux de la révolution, de la démocratie et de toutes les conquêtes de la liberté que ceux qui... sous la volonté apparente d'approfondir la révolution et de la transformer en une révolution sociale permanente, pervertissent et, semble-t-il, ont déjà perverti les masses... » Tchkhéidzé et Kérénsky étaient des adversaires de la révolution permanente pour la raison même qui faisait d'eux des ennemis des bolcheviks.

Au II^e Congrès des Soviets, au moment de la prise du pouvoir, Trotsky disait :

« Si les peuples d'Europe, en s'insurgeant, n'écrasent pas l'impérialisme, nous serons écrasés – c'est indubitable. Ou bien la révolution russe soulèvera un tourbillon de luttes en Occident, ou bien les capitalistes de tous les pays étoufferont notre révolution... » « Il y a une troisième voie! », s'écria quelqu'un dans l'auditoire. Peut-être l'interruption venait-elle de Staline ? Non, elle venait d'un menchevik. Il fallut quelques années avant que les bolcheviks ne découvrirent la « troisième voie ».

Sous l'influence d'innombrables répétitions dans la presse stalinienne mondiale, il semble presque établi, pour les cercles politiques les plus divers, qu'à la base des dissentiments concernant Brest-Litovsk il y aurait eu deux conceptions : l'une partant de la possibilité non seulement de garder le pouvoir, mais aussi d'édifier le socialisme avec les forces intérieures de la Russie ; l'autre comptant exclusivement sur l'insurrection en Europe. En réalité, cette opposition de thèses ne fut établie que quelques années plus tard, et les auteurs de cette invention ne se donnèrent même pas la peine de la mettre en accord, au moins apparemment, avec les documents historiques. Il est vrai qu'il eût été difficile de le faire : tous les bolcheviks, sans aucune exception, estimaient également, durant la période de Brest, que si la révolution n'éclatait pas en Europe le plus rapidement possible, la République soviétique était condamnée à sa perte. Les uns fixaient leur estimation à quelques semaines, d'autres à quelques mois, pas un seul ne comptait sur des années.

« Dès le début de la République russe – écrivait Boukharine le 28 janvier 1918 – le parti du prolétariat révolutionnaire déclara : ou bien la révolution internationale, déclenchée par la révolution russe, étouffera la guerre et le capital, ou bien le capital international étouffera la révolution russe. »

Mais Boukharine, qui, en ces jours-là, était à la tête des partisans d'une guerre révolutionnaire contre l'Allemagne, n'attribuait-il pas les opinions de sa fraction à tout le parti ? Si naturelle que soit cette supposition, elle est entièrement réfutée par les documents.

Les procès-verbaux du Comité central pour 1917 et le début de 1918, publiés en 1929, malgré leurs lacunes et leur présentation tendancieuse, donnent aussi sur cette question des indications inappréciables : « Séance du 11 janvier 1918. Le camarade Serguéév (Artem) fait remarquer que tous les orateurs sont d'accord sur ce point : notre République socialiste est menacée de périr s'il ne se produit point de révolution socialiste en Occident. » Serguéév se tenait sur la position de Lénine, c'est-à-dire qu'il était partisan de la signature du traité de paix. Aucune objection n'est faite à Serguéév. Les trois groupes en désaccord font appel à qui mieux mieux à une seule et même prémisse commune : sans révolution mondiale, nous ne nous en tirerons pas.

Staline, il est vrai, apporte dans les débats une note particulière : il motive la nécessité de signer la paix séparée en disant qu'« il n'y a point de mouvement révolutionnaire en Occident, il n'y a rien de fait, il y a seulement une révolution en puissance et nous ne pouvons pas tenir compte d'un événement potentiel ». Très loin encore de la théorie du socialisme dans un seul pays, il manifeste pourtant avec netteté par ces termes sa défiance organique à l'égard du mouvement international. « Nous ne pouvons pas tenir compte d'un événement potentiel ! » Lénine immédiatement se désolidarise « sur quelques points » de l'appui que lui apporte Staline : que la révolution en Occident n'ait pas encore commencée, c'est juste ; « cependant, si pour cette raison nous allions modifier notre tactique, nous serions des traîtres au socialisme international ». Si lui, Lénine, est partisan d'une paix séparée immédiate, ce n'est point qu'il ne croie pas à un mouvement révolutionnaire en Occident, et moins encore qu'il croie à la vitalité d'une révolution russe isolée :

« Ce qui nous importe, c'est de tenir jusqu'à l'apparition d'une révolution socialiste générale, et nous ne pouvons y parvenir qu'après avoir conclu la paix. »

Le sens de la capitulation de Brest se résumait pour Lénine en ces termes : « Une pause pour souffler. » Les procès-verbaux prouvent qu'après l'avertissement de Lénine, Staline chercha une occasion de rajuster son point de vue.

« Séance du 23 février 1918. Le camarade Staline... Nous aussi nous misons sur la révolution, mais vous comptez sur des semaines et (nous) sur des mois. »

Staline reprend ici littéralement la formule de Lénine. La distance qui sépare les deux ailes au sein du Comité central sur la question de la révolution mondiale est une évaluation en semaine ou en mois.

Défendant au VII^e Congrès du parti, en mars 1918, la signature de la paix de Brest, Lénine disait :

« La vérité absolue, c'est qu'à moins d'une révolution allemande, nous sommes perdus. Nous périrons peut-être, non à Piter, non à Moscou, mais à Vladivostok, ou bien dans d'autres endroits éloignés vers lesquels nous devons battre en retraite..., mais, en tout cas, quelles que soient les vicissitudes possibles et concevables, si la révolution allemande ne vient pas, nous périrons. »

Il ne s'agit pourtant pas seulement de l'Allemagne. « L'impérialisme international, qui représente une force réelle gigantesque..., ne peut en aucun cas, à aucune condition, s'arranger du voisinage de la République soviétique... Ici, le conflit

apparaît inévitable. Ici... [intervient] le plus grand des problèmes historiques... la nécessité de provoquer la révolution internationale. »

Dans une résolution, secrète qui fut adoptée, il est dit : « Le congrès ne voit de sûre garantie de la consolidation de la révolution socialiste victorieuse en Russie, que dans sa transformation en une révolution ouvrière internationale. »

Quelques jours après, Lénine faisait un rapport au Congrès des Soviets : « L'impérialisme mondial, et à côté de lui, la marche victorieuse de la révolution sociale ne peuvent aller ensemble. » Le 23 avril, il disait à la séance du Soviet de Moscou : « Notre état arriéré nous a poussés en avant et nous périrons si nous ne parvenons pas à tenir jusqu'au jour où nous rencontrerons un puissant appui venu des ouvriers insurgés des autres pays. » « ... Il faut battre en retraite [devant l'impérialisme] au moins jusqu'à l'Oural, écrit-il en mai 1918, car c'est la seule chance de gagner pendant la période où la révolution mûrit en Occident... »

Lénine se rendait clairement compte que les ajournements dans les pourparlers à Brest aggravaient les conditions de la paix. Mais il plaçait les problèmes de la révolution internationale au-dessus des problèmes "nationaux". Le 28 juin 1918, Lénine, malgré des désaccords épisodiques avec Trotsky au sujet de la signature de la paix, dit à la Conférence de Moscou des syndicats :

« Lorsque l'on en est arrivé aux pourparlers de Brest, les révélations du camarade Trotsky ont été connues du monde entier, et n'est-ce pas grâce à cette politique que, dans un pays hostile... en pleine guerre, surgit un immense mouvement révolutionnaire... »

Huit jours après, dans un rapport du Conseil des Commissaires du Peuple au Ve Congrès des Soviets, il revient sur la même question : « Nous avons rempli notre devoir envers tous les peuples... par l'intermédiaire de notre délégation à Brest, à la tête de laquelle se trouvait le camarade Trotsky... » Un an plus tard, Lénine lançait ce rappel : «... A l'époque de la paix de Brest..., le pouvoir soviétique plaça la dictature mondiale du prolétariat et la révolution mondiale au-dessus de tous les sacrifices nationaux, si lourds fussent-ils. »

« Quelle importance – demandait Staline, lorsque le temps eut effacé de sa mémoire les contours d'idées qui n'y étaient déjà pas très nettes, – quelle importance peut avoir la déclaration de Trotsky d'après laquelle la Russie révolutionnaire ne pourrait pas tenir en face de l'Europe conservatrice ? Elle ne peut avoir qu'une seule signification : Trotsky ne sent pas la puissance interne de notre révolution. »

En réalité, tout le parti était unanime dans cette conviction qu'« en face de l'Europe conservatrice », la République soviétique ne pourrait tenir. Mais ce n'était que le revers d'une autre conviction, selon laquelle l'Europe conservatrice ne pourrait tenir en face de la Russie révolutionnaire. Sous une forme négative, s'exprimait une foi inébranlable dans la puissance internationale de la révolution russe. Et, dans l'ensemble, le parti ne se trompa point. En tout cas, l'Europe conservatrice ne résista pas intégralement. Même la révolution allemande, trahie par la social-démocratie, se trouva cependant assez forte pour rogner les griffes de Ludendorff et de Hoffmann. Sans cette opération, la République soviétique n'aurait probablement pas échappé à sa perte.

Mais même après l'effondrement du militarisme allemand, l'appréciation générale de la situation internationale ne connut pas de modifications. « Nos efforts mènent inévitablement à la révolution mondiale, disait Lénine dans une séance du Comité exécutif central, à la fin de juillet 1918. L'affaire se présente ainsi : sortant... de la guerre contre une coalition, (nous) avons immédiatement subi un assaut de l'impérialisme de l'autre côté. » En août, lorsque s'allumait sur la Volga la guerre civile, avec la participation des Tchécoslovaques, Lénine déclarait dans un meeting à Moscou : « Notre révolution s'est manifestée en tant que mouvement universel... Les masses prolétariennes assureront à la République des Soviets la victoire sur les Tchécoslovaques et la possibilité de tenir, en attendant qu'éclate la révolution socialiste mondiale. » Tenir en attendant qu'éclate la révolution en Occident, telle est comme auparavant la formule du parti.

En ces mêmes jours, Lénine écrivait aux ouvriers américains :

« Nous nous trouvons dans une forteresse assiégée, attendant que les autres armées de la révolution socialiste internationale viennent à notre secours. »

Il s'exprime plus catégoriquement encore en novembre :

« ... Les faits de l'histoire mondiale ont montré que la transformation de notre révolution russe en une révolution socialiste n'est pas une aventure à courir, mais une nécessité, car il n'y a pas d'autre "choix : les impérialismes anglo-français et américain étoufferont inévitablement l'indépendance et la liberté de la Russie s'il n'y a pas de victoire de la révolution socialiste mondiale, du bolchevisme mondial. »

A s'en tenir aux termes de Staline, Lénine évidemment ne sent pas « la puissance interne de notre révolution ».

Le premier anniversaire de l'insurrection était passé. Le parti avait eu assez de temps pour voir clair autour de lui. Et néanmoins, dans son rapport au VIII^e Congrès du parti, en mars 1919, Lénine déclare de nouveau : « Nous vivons non seulement dans un État, mais dans un système d'États, et l'existence de la République soviétique, à côté des États impérialistes, n'est pas concevable pour une longue durée. A la fin des fins, l'un ou l'autre élément l'emportera. »

Au troisième anniversaire, qui coïncidait avec l'écrasement des Blancs, Lénine rapportait des souvenirs et généralisait :

« Si cette nuit-là [la nuit de l'insurrection d'Octobre], on nous avait dit que, dans trois ans... ce serait là notre victoire, personne, même l'optimiste le plus fieffé, n'y aurait cru. Nous savions alors que notre victoire n'en serait une qu'au moment où notre cause aurait vaincu dans le monde entier, parce que nous nous étions lancés dans cette entreprise en comptant exclusivement sur la révolution mondiale. »

On ne saurait demander de témoignage plus irréfutable : au moment de l'insurrection d'Octobre, « l'optimiste le plus fieffé », loin de rêver de l'édification d'un socialisme national, ne croyait même pas à la possibilité d'une défense de la révolution sans une aide directe de l'extérieur ! « Nous nous étions lancés dans cette entreprise en comptant exclusivement sur la révolution mondiale. » Pour assurer la victoire sur des légions d'ennemis durant une lutte de trois années, ni la parti, ni l'Armée Rouge n'avaient eu besoin du mythe du socialisme dans un seul pays.

La situation mondiale se présenta plus favorablement qu'on n'aurait pu s'y attendre. Les masses manifestèrent une exceptionnelle disposition à faire des sacrifices pour atteindre de nouveaux objectifs. La direction utilisa adroitement les contradictions de l'impérialisme dans la première période, la plus difficile. En somme, la révolution montra une plus grande stabilité que ne l'avaient espéré les « optimistes les plus fieffés ». En outre, le parti conservait intégralement sa position internationale d'antan.

« S'il n'y avait eu la guerre – expliquait Lénine en janvier 1918 – nous constaterions l'union des

capitalistes du monde entier : un rassemblement sur le terrain de la lutte contre nous. » « Pourquoi, pendant des semaines et des mois..., après Octobre, avons-nous eu la possibilité d'aller si facilement de triomphe en triomphe ?..., demandait-il au VIIe Congrès du parti. Seulement parce que la conjoncture internationale toute spéciale qui s'est créée nous a provisoirement protégés contre l'impérialisme. » En avril, Lénine disait dans une séance du Comité exécutif central : « Nous avons obtenu une pause pour souffler parce qu'en Occident le carnage impérialiste continue et qu'en Extrême-Orient les rivalités impérialistes vont s'élargissant ; c'est ainsi seulement que s'explique l'existence de la République soviétique. »

L'exceptionnelle combinaison de circonstances ne pouvait durer perpétuellement. « Nous venons de passer de la guerre à la paix, disait Lénine en novembre 1920, mais nous n'avons pas oublié que la guerre reviendra. Tant que subsisteront le capitalisme et le socialisme, nous ne pourrons vivre en paix – l'un ou l'autre doit finalement l'emporter. Il y aura une messe de *Requiem* ou bien pour la République soviétique, ou bien pour l'impérialisme mondial. C'est un délai dans la guerre. »

La transformation de la « pause » primitivement prévue en période prolongée d'équilibre instable a été rendue possible non seulement par la lutte entre groupes capitalistes, mais aussi par le mouvement révolutionnaire international. Sous l'influence de l'insurrection de novembre en Allemagne, les troupes allemandes durent quitter l'Ukraine, les provinces baltes, la Finlande. La pénétration de l'esprit de rébellion parmi les armées de l'Entente contraignit les gouvernements français, anglais et américain à retirer leurs troupes des côtes méridionales et septentrionales de la Russie. La révolution prolétarienne en Occident n'avait pas vaincu, mais, en route vers la victoire, elle avait servi de couverture, pour un certain nombre d'années, à l'État soviétique.

En juillet 1921, Lénine établit le bilan : « On, est arrivé à un équilibre qui, bien qu'il soit peu solide, extrêmement instable, n'en est pas moins un équilibre tel que la République socialiste peut subsister, bien entendu pour peu de temps, dans l'encerclement capitaliste. » C'est ainsi que d'une semaine à l'autre, le parti s'assimilait, peu à peu, l'idée que l'État ouvrier pourrait vivre en paix, pour un certain temps, « bien entendu pour peu de temps », dans l'encerclement capitaliste.

Une déduction, non dénuée d'importance, résulte des données précédentes d'une façon absolument incontestable : selon la conviction générale des bolcheviks, l'État prolétarien ne pouvait se maintenir longtemps sans une victoire du prolétariat en Occident ; le programme de l'édification du socialisme dans un seul pays était, par là, pratiquement exclu ; la question même ne se posait plus.

Il serait pourtant complètement erroné de croire, comme l'école des épigones a essayé de le suggérer ces dernières années, que le Parti aurait vu dans les armées capitalistes le seul obstacle sur la voie du socialisme national. La menace d'une intervention armée était, en effet, pratiquement mise au premier plan. Mais même le danger de guerre ne représentait que l'expression la plus aiguë de la prépondérance technique et industrielle des pays capitalistes. En fin de compte, le problème se ramenait à l'isolement de la République soviétique et à son état arriéré.

Le socialisme est l'organisation par la société d'une production rationnelle et harmonieuse, pour la satisfaction des besoins humains. La propriété collective s'exerçant sur les moyens de production n'est pas encore le socialisme ; elle n'en est que la condition juridique préalable. Le problème du régime socialiste ne peut être détaché de celui des forces productives qui, dans la phase actuelle de l'évolution humaine est, par essence, d'une ampleur mondiale. Tel État, devenu étroit pour le capitalisme, est d'autant moins capable de devenir le terrain d'un régime socialiste achevé. La condition arriérée d'un pays révolutionnaire augmente en outre, pour lui, le danger d'être refoulé vers le capitalisme. Repoussant la perspective d'une révolution socialiste isolée, les bolcheviks avaient en vue, non point le problème, mécaniquement disjoint, de l'intervention, mais tout l'ensemble des questions qui se rattachaient à la base économique internationale du socialisme.

Au VIIe Congrès du Parti, Lénine disait : « Si la Russie marche maintenant, et elle marche indiscutablement de sa paix « de Tilsitt » à un essor national..., l'issue n'est pas pour elle du côté de l'État bourgeois, mais du côté d'une révolution socialiste internationale. » Telle est l'alternative : ou bien la révolution internationale ou bien un reflux vers le capitalisme. « Combien y aura-t-il encore d'étapes transitoires vers le socialisme, nous ne le savons pas et ne pouvons le savoir. Tout dépend du moment où se déclenchera, dans sa véritable ampleur, la révolution socialiste européenne. »

En demandant, en avril de la même année, que l'on regroupât les rangs pour le travail pratique, Lénine écrivait : « Nous n'assurerons un concours sérieux à la révolution socialiste occidentale, qui est en retard pour de multiples causes, que dans la mesure où nous saurons résoudre la tâche d'organisation qui nous est posée. » La première entreprise d'édification économique est immédiatement incluse dans le schéma international : il s'agit de « concourir à la révolution socialiste en Occident » et non point de créer un royaume socialiste indépendant en Orient.

Au sujet de la famine imminente, Lénine déclare aux ouvriers de Moscou : « Il faut dans notre agitation... expliquer que la calamité qui s'est abattue sur nous est une calamité internationale à laquelle il n'y a pas d'autre issue que la révolution internationale. » Pour vaincre la famine, il faut une révolution du prolétariat mondial, déclare Lénine. Pour édifier un régime socialiste, il suffit d'une révolution dans un seul pays, répondent les épigones. Telle est l'amplitude des désaccords! Qui a raison ? N'oublions pas, en tout cas, que malgré les succès de l'industrialisation, la famine n'est pas vaincue jusqu'à ce jour.

Le Congrès des Conseils de l'Économie publique formulait en décembre 1918 un schéma de l'édification socialiste dans les termes suivants :

« La dictature du prolétariat mondial devient historiquement inévitable... Par là est déterminé le développement de toute la société dans le monde, aussi bien que de chaque pays en particulier. L'institution de la dictature du prolétariat et d'une forme soviétique de gouvernement dans les autres pays, rendra possibles l'établissement de rapports économiques très étroits entre les pays, la division internationale du travail sur le plan de la production, enfin l'organisation de services économiques internationaux. » Qu'une pareille résolution ait pu être votée par un Congrès d'organes gouvernementaux devant lesquels se posaient des problèmes purement pratiques (le charbon, le bois, la betterave), montre mieux que tout comment, durant cette période, prédominait sans partage dans la conscience du parti la perspective de la révolution permanente.

Dans l'A.B.C. du communisme, manuel du parti rédigé par Boukharine et Préobrajensky, et qui a été tiré à un grand nombre d'éditions, nous lisons :

« La révolution communiste ne peut vaincre qu'en tant que révolution mondiale... Dans une situation où il n'y a de victoire ouvrière que dans un seul pays, l'édification économique rencontre de très grandes

difficultés... Pour la victoire du communisme, il faut la victoire de la révolution mondiale. »

Dans le même esprit, avec les mêmes idées, Boukharine, en une brochure populaire qui a été rééditée à maintes reprises par le parti et traduite en langues étrangères, écrivait :

« ... Devant le prolétariat russe se pose avec plus d'acuité que jamais le problème de la révolution internationale... La révolution permanente en Russie se transforme en une révolution européenne du prolétariat. »

Dans le fameux livre de Skvortsov Stépanov, *L'électrification*, paru sous la direction et avec une préface de Lénine, dans un chapitre que celui-ci recommande très chaleureusement à l'attention des lecteurs, il est dit :

« Le prolétariat de Russie n'a jamais songé à créer un État socialiste isolé. Un État « socialiste » indépendant par lui-même, est un idéal petit-bourgeois. On peut concevoir qu'on s'en rapproche dans une certaine mesure s'il y a prédominance économique et politique de la petite bourgeoisie ; cherchant à s'isoler du monde extérieur, elle veut trouver le moyen de consolider ses formes économiques qui, par la technique et l'économie modernes, sont devenues des plus instables. »

Ces lignes remarquables qui ont été indiscutablement revues de la main de Lénine, jettent un vif trait de lumière sur l'évolution ultérieure des épigones !

Dans les thèses sur la question nationale et coloniale présentées au II^e Congrès de l'Internationale communiste, Lénine définit la tâche générale du socialisme comme dépassement des étapes nationales de la lutte, comme « la réalisation d'un plan économique universel dont l'application serait contrôlée par le prolétariat de tous les pays, tendance qui s'est manifestée avec évidence sous le régime capitaliste et doit incontestablement continuer son développement et arriver à la perfection avec le régime socialiste ». Par rapport à cette tendance progressiste dont le socialisme hérite, l'idée d'un régime socialiste dans un seul pays constitue par elle-même une réaction.

Les conditions de la formation de la dictature du prolétariat et celles de l'édification du régime socialiste ne sont ni identiques, ni concourantes et présentent même, dans certains cas, des antagonismes. Le fait que le prolétariat russe soit arrivé le premier au pouvoir ne signifie pas du tout qu'il arrivera le premier aussi au socialisme. La disparité contradictoire de l'évolution qui conduisit à l'insurrection d'octobre ne disparut pas avec le succès de cette dernière ; elle se trouva placée à la base même du premier État ouvrier.

« Plus est arriéré le pays qui a dû, en raison du cours sinueux de l'histoire, commencer la révolution socialiste, disait Lénine en mars 1918, plus il est pour lui difficile de passer des anciens rapports capitalistes à des rapports socialistes. »

Cette idée reparait dans les discours et les articles de Lénine, d'année en année. « Il nous est facile de commencer la révolution et il est plus difficile de la continuer... », dit-il en mai de la même année ; en Occident, il est plus malaisé de commencer la révolution, mais il sera plus commode de la continuer. » En décembre, Lénine développe la même idée devant un auditoire de paysans, pour qui le plus difficile est de porter ses vues au-delà des frontières nationales :

« Là-bas [en Occident], le passage à l'économie socialiste... se produira plus aisément que chez nous... En union avec le prolétariat socialiste du monde entier, la paysannerie laborieuse de Russie... surmontera tous les revers... »

« Comparativement aux pays avancés, répéta-t-il en 1919, il était plus facile pour les Russes d'entreprendre une grande révolution prolétarienne, mais il leur était plus difficile de la continuer et de la mener jusqu'à la victoire finale, dans le sens d'une complète organisation du régime socialiste. »

« La Russie – reprend Lénine avec insistance, le 27 avril 1920 – a pu facilement commencer la révolution socialiste, alors que la continuer et la mener jusqu'au bout lui sera plus difficile qu'aux pays européens. J'ai déjà dû, au début de 1918, signaler cette circonstance, et une expérience de deux années, depuis, a confirmé la justesse de ce jugement... »

Les siècles de l'histoire dans leur déroulement montrent divers niveaux de culture. Pour en finir avec le passé, il faut du temps, non de nouveaux siècles mais des dizaines d'années. « Il est douteux que la toute prochaine génération, plus développée, franchisse entièrement le pas vers le socialisme », disait Lénine à la séance du Comité exécutif central, le 29 avril 1918. Presque deux ans après, au Congrès des communes agricoles, il indique des échéances encore plus éloignées. « Nous ne pouvons instituer immédiatement l'ordre socialiste; Dieu veuille que, du temps de nos enfants ou peut-être de nos petits-enfants, il soit établi dans notre pays. »

Les ouvriers russes se sont mis en route avant les autres, mais ils arriveront au but plus tard que les autres. Ce n'est pas là du pessimisme ; c'est du réalisme historique.

« ... Nous, prolétariat de Russie, devançons n'importe quelle Angleterre et n'importe quelle Allemagne par notre régime politique..., écrivait Lénine en mai 1918, et pourtant nous retardons sur le plus arriéré des États de l'Europe occidentale... quant au degré de notre préparation à l'établissement matériel et productif du socialisme. » La même idée est exprimée par lui dans un parallèle entre deux États : « L'Allemagne et la Russie ont incarné en 1918 le plus clairement du monde la réalisation matérielle des conditions d'économie, de production... du socialisme, d'une part, et les conditions politiques du même socialisme, d'autre part. » Les éléments de la société future sont comme éparpillés entre divers pays. Les réunir et les subordonner l'un à l'autre, voilà la tâche d'une série d'insurrections nationales qui se combinent en une révolution mondiale.

L'idée d'un caractère autarcique de l'économie soviétique, Lénine la raillait d'avance : « Tant que notre Russie soviétique restera une province limitrophe, à l'écart de tout le monde capitaliste, disait-il, en décembre 1920 au VII^e Congrès des Soviets, il serait absolument ridicule, il serait illusoire et utopique... de songer à sa complète indépendance économique. » Le 27 mars 1922, au XI^e Congrès du parti, Lénine donnait cet avertissement : nous avons à subir « un examen qui sera institué par le marché russe et par le marché international, auquel nous sommes assujettis et liés, auquel nous n'échapperons pas. Cet examen est sérieux car, là, nous pouvons être battus en économie comme en politique ».

L'idée de la dépendance de l'économie soviétique par rapport à l'économie mondiale est considérée maintenant par l'Internationale communiste comme « contre-révolutionnaire » : le socialisme ne peut dépendre du capitalisme ! Les épigones ont eu la malice d'oublier que le capitalisme, de même que le socialisme, s'appuie sur la division mondiale du travail qui, précisément

dans le socialisme, doit arriver à son plus complet épanouissement. L'édification économique dans un État ouvrier isolé, si importante soit-elle par elle-même, restera tronquée, bornée et contradictoire ; elle ne peut atteindre les hauteurs d'une nouvelle société harmonieuse.

« Une véritable croissance de l'économie socialiste en Russie – écrivait Trotsky en 1922 – ne deviendra possible qu'après la victoire du prolétariat dans les plus importants pays européens. » On a relevé ces paroles pour les introduire dans un acte d'accusation. Or, elles exprimaient, en leur temps, l'idée commune de tout le parti. « L'affaire de l'édification, disait Lénine en 1919, dépend entièrement de la rapidité avec laquelle la révolution sera victorieuse dans les principaux pays d'Europe. C'est seulement après une pareille victoire que nous pourrions nous occuper sérieusement de la construction. » De telles paroles exprimaient non point du tout de la défiance à l'égard de la révolution russe, mais la croyance en la venue prochaine de la révolution mondiale. Actuellement aussi, après les grands succès économiques remportés par l'Union, il reste juste de dire qu'« une véritable croissance de l'économie socialiste » n'est possible que sur la base internationale.

C'est sous le même angle que le parti considérait aussi le problème de la collectivisation de l'agriculture. Le prolétariat ne peut construire une nouvelle société sans amener au socialisme, par une série de degrés intermédiaires, la paysannerie, qui constitue une partie considérable de notre population, une partie prédominante dans bon nombre de pays et une large majorité sur toute l'étendue du globe terrestre. La solution de ce problème, difficile entre tous, dépend en fin de compte des rapports quantitatifs et qualitatifs établis entre l'industrie et l'agriculture ; la paysannerie s'engagera d'autant plus volontiers et avec plus de succès sur la voie de la collectivisation qu'elle recevra de la ville un plus riche apport économique et culturel.

Existe-t-il, cependant, une industrie suffisante pour la transformation du village ? Lénine reportait aussi ce problème au-delà des frontières nationales. « Si l'on prend la question à l'échelle mondiale, disait-il au IXe Congrès des Soviets, il existe sur la terre une industrie assez florissante, assez vaste pour fournir au monde tous les produits... Nous mettons cela à la base de nos calculs. » Le rapport entre l'industrie et l'agriculture, infiniment moins favorable en Russie que dans les pays d'Occident, reste jusqu'à ce jour la base des crises économiques et politiques qui menacent à certains moments la stabilité du système soviétique.

La politique de ce que l'on appela le « communisme de guerre », comme il ressort de ce que l'on vient de dire, n'était nullement calculée pour l'édification d'un régime socialiste dans les limites nationales. Les mencheviks étaient seuls à railler le pouvoir soviétique en lui attribuant de pareils plans. Pour les bolcheviks, les destinées ultérieures du régime spartiate imposé par le désordre et la guerre civile dépendaient directement du développement de la révolution en Occident. En janvier 1919, en plein communisme de guerre, Lénine disait : « Nous maintiendrons les bases de notre politique communiste des approvisionnements et les maintiendrons inébranlablement jusqu'au moment où viendra la victoire complète et mondiale du communisme. » Avec tout le parti, Lénine se trompait. Il fallut modifier la politique des approvisionnements. Actuellement, on peut considérer comme établi que même si la révolution socialiste en Europe avait eu lieu dans les deux ou trois premières années qui suivirent Octobre, un recul sur la voie de la N.E.P. eût été tout de même inévitable. Mais si l'on apprécie rétrospectivement la première étape de la dictature, on voit fort nettement à quel point les méthodes du communisme de guerre et ses illusions s'enchevêtraient avec la perspective de la révolution permanente.

Une profonde crise intérieure, à l'issue de trois années de guerre civile, indiqua la menace d'une rupture directe entre le prolétariat et la paysannerie, entre le parti et le prolétariat. Il fallut une révision radicale des méthodes du pouvoir soviétique. « ... Nous devons satisfaire au point de vue économique la paysannerie moyenne et en venir à la liberté des échanges – expliquait Lénine; autrement, conserver le pouvoir du prolétariat en Russie serait impossible, étant donné le retard de la révolution internationale... » Mais le passage à la N.E.P. ne s'accompagnait-il pas d'une rupture de principe entre les problèmes intérieurs et les problèmes internationaux ?

Lénine donna une appréciation d'ensemble de l'étape qui s'ouvrait, dans ses thèses pour le IIIe Congrès de l'Internationale communiste :

« ... Du point de vue de la révolution prolétarienne mondiale, en tant que processus d'ensemble, la signification de l'époque vécue par la Russie consiste à expérimenter pratiquement et à vérifier la politique du prolétariat qui détient le pouvoir de l'État à l'égard de la masse petite-bourgeoise. »

Déjà, la définition même des cadres de la N.E.P. supprime purement et simplement le problème du socialisme dans un seul pays.

Non moins édifiantes sont les lignes que Lénine a tracées pour lui-même pendant les journées où l'on discutait et élaborait les nouvelles méthodes économiques :

« De dix à vingt années de rapports corrects avec la paysannerie et la victoire garantie à l'échelle mondiale (en supposant même un retard des révolutions prolétariennes qui commencent à monter). »

Le but est indiqué : s'adapter à de nouveaux délais, à de plus longues échéances, dont on peut avoir besoin pour que mûrisse la révolution en Occident. Dans ce sens, et seulement dans ce sens, Lénine exprimait l'assurance de voir sortir « de la Russie de la N.E.P. une Russie socialiste ».

C'est peu de dire que l'idée de la révolution internationale n'a pas été sujette à une révision; en un certain sens, elle prend maintenant une expression plus profonde et plus nette.

« Dans les pays de capitalisme développé – dit Lénine au Xe Congrès du parti, pour expliquer la situation historique de la N.E.P. – il existe une classe d'ouvriers agricoles qui s'est formée pendant des dizaines d'années... Là où cette classe est suffisamment développée, la transition du capitalisme au socialisme est possible. Nous avons souligné, dans un bon nombre d'ouvrages, dans toutes nos manifestations, dans toute la presse, qu'il n'en est pas ainsi en Russie, où nous avons une minorité d'ouvriers industriels et une immense majorité de petits agriculteurs. La révolution sociale dans un tel pays ne peut obtenir un succès définitif qu'à deux conditions : premièrement qu'elle soit soutenue en temps opportun par une révolution sociale dans un ou plusieurs des pays avancés; l'autre condition est qu'existe un accord entre... le prolétariat qui détient le pouvoir et la majorité de la population paysanne... C'est seulement un accord avec la paysannerie qui peut sauver la révolution socialiste en Russie tant que la révolution ne se sera pas produite en d'autres pays. »

Tous les éléments du problème sont ici rassemblés. L'union avec la paysannerie est indispensable pour l'existence même du pouvoir soviétique ; mais elle ne remplace pas la révolution internationale qui, seule, peut créer la base économique d'un régime socialiste.

Au même Xe Congrès est présenté un rapport spécial : *La République soviétique encerclée par le capitalisme*, dicté par le retard de la révolution en Occident. En qualité de rapporteur, au nom du Comité central, c'est Kaménev qui parle : « ... Nous ne nous sommes jamais donné pour but – dit-il, comme s'il s'agissait de quelque chose d'incontestable – d'édifier un régime communiste dans un seul pays isolé. Nous nous sommes cependant trouvés dans une situation telle qu'il nous est indispensable de maintenir la base du régime communiste, la base de l'État socialiste, la république prolétarienne soviétique, cernée de tous côtés par les rapports capitalistes. Résoudrons-nous ce problème? Je pense que c'est une question scolastique. Ainsi posée, elle ne peut recevoir de réponse. Elle se présente sous cette forme : comment, dans l'état des rapports actuels, conserver le pouvoir des soviets et le garder jusqu'au moment où le prolétariat de tel ou tel pays viendra à notre secours ? » Si les idées du rapporteur qui, sans aucun doute, avait soumis plus d'une fois son résumé à l'examen de Lénine, s'étaient trouvées en contradiction avec le bolchevisme traditionnel, comment le Congrès n'aurait-il pas élevé une protestation ? Comment ne s'est-il pas trouvé un seul délégué pour indiquer que, sur la question la plus essentielle de la révolution, Kaménev développait des opinions n'ayant « rien de commun » avec celles des bolcheviks ? Comment se fait-il que personne dans tout le parti n'ait remarqué l'hérésie ?

« D'après Lénine – affirme Staline – la révolution puise ses forces avant tout parmi les ouvriers et les paysans de la Russie même. D'après Trotsky, on pourrait croire que les forces indispensables ne peuvent être recrutées que sur le terrain de la révolution mondiale du prolétariat. »

A ces deux conceptions antithétiques, comme à bien d'autres, Lénine avait répondu d'avance : « Pas une minute nous n'avons oublié et nous n'oublions – disait-il, le 14 mai 1918, dans une séance du Comité exécutif central – les faiblesses de la classe ouvrière russe comparativement aux autres détachements du prolétariat international... Mais nous devons rester à ce poste tant que ne surviendra pas notre allié, le prolétariat international... » Au IIIe anniversaire de l'insurrection d'octobre, Lénine confirmait :

« ... Nous avons misé sur la révolution internationale, et nous avons incontestablement misé juste... Nous avons toujours souligné qu'une œuvre telle que la révolution socialiste ne peut être accomplie dans un seul pays... » En février 1921, Lénine déclarait au Congrès des ouvriers de l'industrie de la couture : « Nous avons toujours et à maintes reprises indiqué aux ouvriers que le problème essentiel, fondamental, la condition absolue de notre victoire, était d'étendre la révolution au moins à quelques-uns des pays les plus avancés. »

Non, Lénine est trop compromis par son entêtement à « puiser » des forces sur le terrain mondial ; impossible de le blanchir!

De même que Trotsky est mis en opposition avec Lénine, Lénine lui-même est mis en opposition avec Marx et avec autant de raison. Si Marx supposait que la révolution prolétarienne commencerait en France mais ne s'achèverait pas ailleurs qu'en Angleterre, cela s'explique, d'après Staline, par le fait que Marx ne connaissait pas encore la loi de l'évolution inégale. En réalité, la prévision de Marx, opposant un pays où débute la révolution à un pays où s'opère complètement la réalisation socialiste, est entièrement bâtie sur la loi d'une évolution inégale. En tout cas, Lénine lui-même, qui n'admettait pas de réticence sur les grandes questions, n'a jamais, nulle part, marqué un désaccord avec Marx et Engels au sujet du caractère international de la révolution. Tout au contraire !

Si « les affaires ont tourné autrement que ne le prévoient Marx et Engels » – disait Lénine au IIIe Congrès des Soviets – c'est seulement par rapport à l'ordre de succession historique des pays : le lot du prolétariat russe a été, par la marche des événements, de tenir « un rôle honorable d'avant-garde de la révolution socialiste internationale, et nous voyons maintenant clairement comment se développera ultérieurement la révolution : le Russe a commencé, l'Allemand, le Français, l'Anglais parachèveront et le socialisme vaincra... ».

L'argument qui nous attend plus loin, c'est celui du prestige de l'État : nier la théorie du socialisme national, « cela conduit – selon les termes de Staline – à découronner notre pays ». A elle seule, cette phraséologie, intolérable pour l'oreille d'un marxiste, trahit toute la profondeur de la rupture avec la tradition bolchevique. Ce que craignait Lénine, ce n'était pas un « découronnement », c'était la fanfaronnade nationaliste.

« Nous sommes – enseignait-il en avril 1918, dans une séance du soviet de Moscou – l'un des détachements révolutionnaires de la classe ouvrière qui s'est porté en avant, non point parce que nous serions meilleurs que d'autres... mais seulement et uniquement parce que nous étions un des pays les plus arriérés du monde entier... Nous n'arriverons à une complète victoire qu'avec tous les ouvriers des autres pays, avec les ouvriers du monde entier. »

L'appel à un jugement raisonnable sur soi-même devient le leitmotiv des discours de Lénine.

« La révolution russe, dit-il le 4 juin 1918..., n'est nullement un mérite particulier du prolétariat russe, mais elle est provoquée par la marche... des événements historiques ; ce prolétariat est placé par la volonté de l'histoire, provisoirement, à la première place, et il est devenu pour un temps l'avant-garde de la révolution mondiale. »

« Le premier rôle du prolétariat de Russie dans le mouvement ouvrier mondial, dit Lénine à la Conférence des Comités d'usines, le 23 juillet 1918, s'explique non point par le développement économique du pays, bien au contraire : il s'explique par l'Etat arriéré de la Russie... Le prolétariat russe conçoit clairement que la condition indispensable et les préalables essentiels de sa victoire sont dans l'offensive unie des ouvriers du monde entier. »

L'insurrection d'Octobre n'a pas été provoquée, bien entendu, par le seul état arriéré de la Russie, et Lénine le comprenait fort bien. Mais c'est consciemment qu'il courbait le jonc pour le redresser ensuite.

Au Congrès des Conseils de l'Économie publique, c'est-à-dire des organes spécialement appelés à édifier le socialisme, Lénine dit, le 26 mai 1918 :

« Nous ne fermons pas les yeux sur le fait qu'à nous seuls... avec nos propres forces, nous ne saurions accomplir entièrement la révolution socialiste dans un seul pays, quand bien même ce pays serait moins arriéré que la Russie. »

Devançant ici les voies futures de la catégorie bureaucratique, l'orateur ajoute cette explication : « Cela ne saurait provoquer le moindre pessimisme car la tâche que nous nous assignons est d'une difficulté historique mondiale. »

Au Congrès des Soviets, le 8 novembre, il dit : « La complète victoire de la révolution socialiste est inconcevable dans un seul pays, et elle exige la collaboration la plus active au moins de quelques pays avancés, parmi lesquels nous ne pouvons compter la

Russie... » Lénine non seulement dénie à la Russie le droit d'avoir son propre socialisme, mais il lui assigne, d'une façon démonstrative, une place de deuxième ordre dans l'édification en commun du socialisme avec les autres pays. Quel criminel « découronnement » de notre pays !

En mars 1919, au Congrès du Parti, Lénine tarabuste ceux qui veulent aller trop loin : « Nous savons par l'expérience pratique comment faire les premiers pas vers la destruction du capitalisme dans un pays où existent des rapports particuliers entre le prolétariat et la paysannerie. Et rien de plus. Si nous voulions imiter la grenouille qui s'efforçait de se faire aussi grosse que le bœuf, nous serions la risée du monde entier, nous ne serions que de simples fanfarons. » Peut-être quelqu'un sera-t-il vexé d'entendre pareil propos? « Mais – s'écrie Lénine, le 19 mai 1921 – quel bolchevik a jamais nié que la révolution ne saurait définitivement vaincre qu'après avoir gagné tous les pays avancés, ou, du moins, certains d'entre eux? » En novembre 1920, à la Conférence du parti de la province de Moscou, il avait déjà dit que les bolcheviks n'ont ni promis ni rêvé « de transformer le monde entier avec les forces de la seule Russie... Nous n'en sommes jamais arrivés à une pareille folie, et nous avons toujours dit que notre révolution serait victorieuse lorsqu'elle serait soutenue par les ouvriers de tous les pays. »

« Nous n'avons pas achevé – écrit-il au début de 1922 – d'établir même les fondations d'une économie socialiste. Ceci peut nous être encore disputé par les forces hostiles du capitalisme agonisant. Il faut le concevoir nettement et le reconnaître franchement, car il n'y a rien de plus dangereux que les illusions et les vertiges, surtout quand on se trouve à de grandes hauteurs. Et il n'y a absolument rien de « terrible », rien qui motive légitimement la moindre défaillance, si l'on avoue cette amère vérité car nous avons toujours, et à maintes reprises, professé cette vérité qui est l'a b c du marxisme : pour la victoire du socialisme sont nécessaires les efforts conjugués des ouvriers de plusieurs pays avancés. »

Deux ans et demi plus tard, Staline exigera que l'on renonce au marxisme sur cette question essentielle. Pour quel motif ? Marx serait resté ignorant de l'inégalité de l'évolution, c'est-à-dire de la loi la plus élémentaire de la dialectique, tant de celle de la nature que de celle de la société. Mais comment traiter Lénine lui-même, qui, d'après Staline, aurait pour la première fois « découvert » la loi du développement inégal par l'expérience de l'impérialisme et qui, néanmoins, s'en tenait obstinément à « la vérité abécédaire du marxisme » ? C'est en vain que nous chercherions une explication.

« Le trotskysme – d'après la sentence accusatrice de l'Internationale communiste – procédait et continue à procéder de l'affirmation que notre révolution n'est pas en soi [!] et au fond socialiste, que la Révolution d'Octobre n'est qu'un signal, une impulsion et un point de départ pour la révolution socialiste en Occident. » La transmutation dans le sens national est ici dissimulée par la pure scolastique. La Révolution d'Octobre « en soi » n'existe pas du tout. Elle eût été impossible sans toute l'histoire précédente de l'Europe, et elle eût été sans espoir si elle ne s'était continuée en Europe et dans le monde entier. « ... La révolution russe n'est qu'un anneau dans la chaîne de la révolution internationale » (Lénine). Sa force est précisément là où les épigones voient son « découronnement ». C'est justement pour cela, et seulement pour cela, qu'au lieu d'être un tout l'emportant par lui-même, elle est un « signal », une impulsion, un « point de départ », un « anneau », et qu'elle prend un caractère socialiste.

« Bien entendu, la victoire définitive du socialisme dans un seul pays est impossible » – disait Lénine au IIIe Congrès des Soviets, en janvier 1918. Mais, en revanche, quelque chose d'autre est possible : « Un vivant exemple, une mise en marche quelque part dans un pays, voilà ce qui allume les masses laborieuses par toutes les contrées. » En juillet, dans une séance du Comité exécutif central :

« Notre tâche est, pour le moment... de maintenir... ce flambeau du socialisme, de façon qu'il projette le plus possible d'étincelles pour allumer l'incendie sans cesse croissant de la révolution sociale. »

Un mois après, dans un meeting ouvrier : « La révolution [européenne] monte... et nous devons maintenir le pouvoir soviétique jusqu'à ce qu'elle commence. Nos erreurs doivent être une leçon pour le prolétariat d'Occident. » Encore quelques jours plus tard, au Congrès des Travailleurs de l'enseignement : « La révolution russe n'est qu'un exemple, elle n'est qu'un premier pas dans une série de révolutions... » En mars 1919, au Congrès du parti : « La révolution russe était en somme une répétition générale... de la révolution prolétarienne mondiale. » Ce n'est pas une pièce jouée indépendamment, c'est seulement une répétition générale! Quel entêtement et quelle cruauté dans le « découronnement »!

Mais Lénine ne s'arrête pas là. « S'il arrivait, dit-il le 8 novembre 1918, que tout à coup on nous balaie... nous aurions le droit de dire, sans dissimuler nos erreurs, que nous avons utilisé la période qui nous a été donnée par le sort, intégralement pour la révolution socialiste mondiale. » Combien, par la méthode de pensée comme par la psychologie politique, de telles paroles sont loin de la suffisance arrogante d'épigones qui se sont imaginés être le nombril de la terre!

Le faux commis dans une question essentielle, si l'intérêt politique oblige à s'y attacher, conduit à d'innombrables autres erreurs et transforme graduellement toute la pensée.

« ... Notre parti n'a pas le droit de tromper la classe ouvrière – disait Staline au plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste en 1926 – , il devait dire nettement que, faute d'être sûr qu'il pourrait édifier le socialisme dans notre pays, il en arrivait à refuser le pouvoir et renonçait à la direction pour passer dans l'opposition... » L'Internationale communiste accorda sa bénédiction à ce point de vue dans une résolution :

« Nier cette possibilité [d'un régime socialiste dans un seul pays] comme le fait l'Opposition, ce n'est pas autre chose que de nier l'existence des conditions préalables de la révolution socialiste en Russie. »

Les « conditions préalables » ne sont pas dans cette résolution l'état général de l'économie mondiale ni les contradictions intérieures de l'impérialisme, ni les rapports des classes en Russie, mais la garantie, donnée par avance, qu'existe la possibilité de réaliser le socialisme dans un seul pays !

A cette déduction téléologique présentée par les épigones pendant l'automne de 1926, on peut répliquer par les considérations mêmes que nous avons opposées aux mencheviks au printemps de 1905 :

« Du moment que le développement objectif de la lutte des classes pose devant le prolétariat, à un certain moment de la révolution, l'alternative : ou bien prendre sur soi les droits et les obligations du pouvoir, ou bien abandonner sa position de classe, la social-démocratie se donne pour tâche immédiate de conquérir le pouvoir. Et, ce faisant, elle n'ignore nullement les processus objectifs du développement qui sont d'un ordre plus profond, les processus de croissance et de concentration de la production : du moment que la logique de

la lutte des classes, s'appuyant en fin de compte sur la marche de l'évolution économique, pousse le prolétariat à la dictature avant que la bourgeoisie ait épuisé sa mission économique... cela signifie seulement que l'histoire fait retomber sur le prolétariat des tâches d'une difficulté formidable. Peut-être même le prolétariat sera-t-il exténué dans cette lutte et tombera-t-il sous le faix, c'est possible. Mais il ne peut récuser ses tâches sous peines d'une décomposition de classe et d'un enlèvement de tout le pays dans la barbarie." A cela, même maintenant, nous n'aurions rien à ajouter.

« ... Ce serait une faute irréparable, écrivait Lénine en mai 1918, que de déclarer que, du moment où nous reconnaissons le manque de corrélation entre nos forces économiques et notre force politique », il s'ensuit « que nous ne devons pas prendre le pouvoir... Ainsi raisonnent les ronds-de-cuir oubliant qu'il n'y aura jamais de « corrélation », qu'elle ne peut exister dans l'évolution naturelle, pas plus que dans l'évolution sociale, que c'est seulement par des essais successifs – dont chacun pris à part sera unilatéral et entaché d'une certaine disparité – que se constituera un socialisme intégral avec la collaboration révolutionnaire des prolétaires de tous les pays. »

Les difficultés de la révolution internationale sont à surmonter non point par une adaptation passive, ni par un renoncement au pouvoir, ni par l'attitude expectative d'une nation espérant le soulèvement universel, mais par l'action toute vive, par la victoire remportée sur les contradictions, par la dynamique de la lutte et par l'élargissement de son terrain.

Si l'on prend au sérieux la philosophie historique des épigones, les bolcheviks, à la veille d'Octobre, devaient savoir d'avance, d'abord qu'ils tiendraient contre des légions d'ennemis ; ensuite que, du communisme de guerre, ils passeraient à la N.E.P. ; enfin, qu'en cas de nécessité, ils édifieraient leur socialisme national. En un mot, avant de prendre le pouvoir, ils devaient établir un bilan exact et inscrire le solde à leur actif. Ce qui s'est produit en réalité ne ressemble guère à cette pieuse caricature.

Dans un rapport au Congrès du parti en mars 1923, Lénine disait : « Nous avons dû constamment marcher à tâtons. Le fait devient évident lorsque nous essayons de jeter un regard d'ensemble sur ce que nous avons vécu. Mais cela ne nous a nullement ébranlés, même le 10 octobre 1917, lorsque se décidait la question de la prise du pouvoir. Nous ne doutions pas qu'il nous faudrait, selon l'expression du camarade Trotsky, expérimenter, faire des essais. Nous nous jetions dans une entreprise que personne au monde n'avait encore risquée à une telle échelle. » Et plus loin : " Qui donc a jamais pu faire la plus grande des révolutions en sachant d'avance comment la mener jusqu'au bout ? Où pourrait-on puiser pareil savoir ? Il ne se trouve pas dans les livres. Il n'existe pas de livre de ce genre-là. C est seulement de l'expérience des masses que notre résolution a pu naître. »

La certitude qu'on pouvait édifier en Russie un régime socialiste, les bolcheviks ne la cherchaient pas, ils n'en avaient pas besoin, ils n'en avaient que faire ; elle était contraire à tout ce que leur avait enseigné l'école du marxisme. « La tactique des bolcheviks... – écrivait Lénine contre Kautsky – était exclusivement une tactique internationaliste, car elle ne se fondait ni sur une attitude poltronne ni sur l'incrédulité petite-bourgeoise devant la révolution mondiale... » Les bolcheviks « tendaient au maximum de ce qui était réalisable dans un pays pour le développement, le soutien, l'éveil de la révolution dans tous les pays ». Avec une pareille tactique, on ne pouvait se tracer un itinéraire infailible et encore moins pouvait-on prendre des assurances sur une victoire nationale. Mais les bolcheviks le savaient : le danger est un élément de la révolution comme de la guerre. Ils allaient les yeux ouverts au-devant des périls.

Donnant comme exemple et preuve au prolétariat mondial la hardiesse avec laquelle la bourgeoisie court des risques de guerre pour son intérêt, Lénine stigmatise avec aversion ceux des socialistes qui « ont peur d'engager le combat tant qu'on ne leur aura pas garanti » un succès facile... « Ils méritent trois fois le mépris, cette racaille du socialisme international, ces larbins de la morale bourgeoise. » Lénine, on le sait, ne se gênait pas dans le choix des expressions quand l'indignation l'étouffait.

« Mais comment faire – interrogea avec insistance Staline – si la révolution mondiale est condamnée au retard ? Y a-t-il quelque éclaircie en vue pour notre révolution ? Trotsky ne propose aucune éclaircie. » Les épigones exigent pour le prolétariat russe des privilèges historiques : il doit y avoir des rails tout prêts devant lui pour un mouvement ininterrompu vers le socialisme, indépendamment de ce qui peut se passer pour le reste de l'humanité. Hélas ! l'histoire n'a pas fabriqué ces rails-là. « Si l'on regarde les choses sur le plan historique mondial, disait Lénine au VIIe Congrès du parti, il est hors de doute que l'on ne peut espérer la victoire définitive de notre révolution, dans le cas où elle resterait isolée... »

Mais, même dans ce cas, elle ne serait pas stérile. « Même si demain le pouvoir bolchevik était renversé par les impérialistes, disait Lénine en mai 1919 au Congrès de l'Enseignement, nous ne nous repentirions pas une seconde de l'avoir pris. Et pas un des ouvriers conscients... ne s'en repentira, ne mettra en doute que notre révolution a néanmoins représenté une victoire. » Car Lénine ne se représentait la victoire que dans la continuité internationale de l'évolution et de la lutte. « La société nouvelle... est une abstraction qui ne peut s'incarner autrement que dans divers essais, incomplets, concrets, pour créer tel ou tel État socialiste. » La nette différence et, dans un certain sens, l'opposition de « l'État socialiste » et de la « société nouvelle » donnent la clé d'innombrables abus commis par la littérature des épigones sur les textes de Lénine.

Avec une extrême simplicité, Lénine expliquait le sens de la stratégie bolchevique, à l'issue de la cinquième année suivant la prise du pouvoir.

« Lorsque nous inaugurons, en notre temps, la révolution internationale, nous agissons ainsi non point parce que nous étions persuadés de pouvoir en déterminer d'avance le mouvement, mais parce que de nombreuses circonstances nous poussaient à engager cette révolution. Nous pensions : ou bien la révolution internationale viendra à notre secours, et alors nos victoires sont complètement assurées, ou bien nous accomplirons notre modeste travail révolutionnaire, en comprenant qu'en cas de défaite nous aurions tout de même servi la cause de la révolution, et que notre expérience serait d'une utilité certaine pour d'autres révolutions. Il était clair pour nous que, sans l'appui d'une révolution internationale, mondiale, la victoire de la révolution prolétarienne était impossible. Jusqu'à la révolution, et encore après elle, nous pensions : tout de suite, ou du moins bientôt, éclatera la révolution dans les autres pays, dans ceux qui sont les plus développés sur le plan capitaliste ; ou alors, dans le cas contraire, nous devons périr. Bien que nous ayons conçu les choses ainsi, nous avons tout fait pour sauvegarder, dans toutes les circonstances et à tout prix, le système soviétique, sachant que nous travaillions non seulement pour nous, mais aussi pour la révolution internationale. Nous le savions, nous avons exprimé plus d'une fois cette conviction avant la révolution

d'Octobre, de même qu'immédiatement après et qu'à l'époque où l'on débattait et signait la paix de Brest-Litovsk. Et c'était juste en somme. »

Les échéances ont été reportées, la trame des événements s'est présentée, sous bien des rapports, d'une façon imprévue, mais l'orientation essentielle est restée inchangée.

Que peut-on ajouter à de telles paroles ? « Nous entreprenions... la révolution internationale. » « Si l'insurrection en Occident ne se produit pas « tout de suite, ou du moins très rapidement », estimaient les bolcheviks, « nous devons périr ». » Mais, même dans ce cas, la conquête du pouvoir se trouvera justifiée; c'est grâce à l'expérience de ceux qui auront succombé que d'autres s'instruiront. « Nous militons non seulement pour nous, mais aussi pour la révolution internationale. » Ces idées de Lénine, profondément pénétrées d'internationalisme, furent exposées par lui au Congrès de l'Internationale communiste. Quelqu'un lui répliqua-t-il ? Quelqu'un fit-il allusion à la possibilité d'un régime socialiste national ? Personne ne dit mot là-dessus!

Cinq ans après, au VII^e plénum de l'Exécutif de l'Internationale communiste, Staline développait des considérations d'un caractère tout à fait opposé. Nous les connaissons déjà. Si manque « la certitude de la possibilité de l'édification du socialisme en notre pays », le parti doit devenir de « parti dirigeant, parti d'opposition... ». Il faut avoir pris des assurances de succès avant de s'emparer du pouvoir ; il n'est permis de chercher de telles assurances que dans le cadre national ; il faut être certain de pouvoir édifier le socialisme dans la Russie paysanne ; en revanche, on peut parfaitement se passer de l'assurance d'une victoire du prolétariat mondial. Chacun des anneaux de cette chaîne logique frappe en plein visage la tradition du bolchevisme!

Pour dissimuler sa rupture avec le passé, l'école stalinienne essaya d'utiliser quelques lignes de Lénine, celles qui lui semblaient les moins inutilisables. L'article de 1915 sur les États-Unis d'Europe jette au passage cette remarque que la classe ouvrière doit, dans chaque pays, conquérir le pouvoir et entreprendre l'édification socialiste sans attendre personne. Si, derrière ces lignes incontestables, s'était dissimulée l'idée d'un régime socialiste national, comment Lénine aurait-il pu si foncièrement l'oublier dans le courant des années suivantes et y contredire avec tant d'obstination et à chaque pas ? Mais il est inutile de recourir à des arguments indirects quand on en possède de très directs. Les thèses-programmes, élaborées par Lénine en cette même année 1915, répondent à la question exactement et directement :

« La tâche du prolétariat de Russie est de mener jusqu'au bout la révolution bourgeoise démocratique en Russie pour allumer le feu de la révolution socialiste en Europe. Cette seconde tâche s'est maintenant extrêmement rapprochée de la première, mais elle reste cependant une tâche particulière et de deuxième plan, car il s'agit de classes différentes collaborant avec le prolétariat de la Russie; pour la première, le collaborateur est la paysannerie petite-bourgeoise de la Russie ; pour la deuxième, c'est le prolétariat des autres pays. »

On ne peut exiger une plus grande clarté.

La deuxième référence à Lénine n'est pas mieux fondée. Un article inachevé de lui, sur la coopération, dit que, dans la République soviétique, on possède « tout ce qui est indispensable et suffisant » pour réaliser, sans de nouvelles révolutions, la transition vers le socialisme : il s'agit, comme le montre très clairement le texte, de conditions préalables politiques et juridiques. L'auteur n'oublie pas de rappeler l'insuffisance des bases de la production et de la culture. Lénine exprima plus d'une fois cette même pensée. « Ce qui nous manque – écrivait-il dans un article de la même période, au début de 1923 – c'est une culture permettant de passer directement au socialisme, bien que nous ayons pour cela les conditions politiques préalables. » Dans ce cas, comme dans tous les autres, Lénine partait du fait que, marchant à côté du prolétariat russe et le précédant, le prolétariat d'Occident irait au socialisme. L'article sur la coopération n'indique pas du tout que la République soviétique puisse créer, à la mode réformiste et harmonieusement, son socialisme national au lieu de s'insérer, par le processus des antagonismes et des révolutions, dans un régime socialiste mondial. Les deux citations, introduites même dans le texte du programme de l'Internationale communiste, ont été depuis longtemps expliquées dans notre *Critique du Programme*, et nos adversaires n'ont pas essayé une seule fois de défendre leurs élucubrations et leurs erreurs. D'ailleurs, pareille tentative eût été sans espoir.

En mars 1923, c'est-à-dire dans la dernière période de son travail créateur, Lénine écrivait :

« Nous nous trouvons... au moment présent, devant une question : réussirons-nous à tenir avec notre production rurale menue, toute menue, et devant nos ruines, jusqu'au moment où les pays capitalistes de l'Europe occidentale accompliront leur révolution vers le socialisme ? »

Nous le voyons de nouveau : les échéances étaient reportées à plus loin, la trame des événements était modifiée, mais la base internationale de la politique demeurait immuable. La croyance en la révolution internationale – d'après Staline, le « manque de foi » dans les forces internes de la révolution russe – accompagna le grand internationaliste jusqu'à la tombe. C'est seulement en écrasant Lénine sous un mausolée que les épigones eurent la possibilité de « nationaliser » ses opinions.

*

**

De la division mondiale du travail, de l'inégalité du développement des diverses nations, de leur interdépendance économique, de l'inégalité de la culture sous ses divers aspects selon les pays, il résulte que le régime socialiste ne peut être construit que d'après le système d'une spirale économique qui reportera les incompatibilités internes de tel ou tel pays sur tout un groupe d'autres pays et les compensera par des services réciproques et par des compléments mutuels des économies et des cultures, c'est-à-dire en fin de compte, sur le terrain mondial.

L'ancien programme du parti adopté en 1903 commence par ces termes :

« Le développement des échanges a établi une liaison si étroite entre tous les peuples du monde civilisé que le grand mouvement émancipateur du prolétariat devait devenir et est devenu depuis longtemps international... »

La préparation du prolétariat à la prochaine révolution sociale est définie comme la tâche de la « social-démocratie internationale ». Cependant, « dans la voie qui mène à leur but final commun... les sociaux-démocrates des divers pays sont forcés d'envisager des tâches immédiates qui ne sont pas les mêmes pour les uns et pour les autres. » En Russie, la tâche est de renverser le tsarisme. La révolution démocratique est considérée d'avance comme une étape nationale vers la révolution socialiste internationale.

La même conception fut placée à la base du nouveau programme adopté par le parti, lorsqu'il eut conquis le pouvoir. Dans une discussion préalable sur le projet de programme pour le VIIe Congrès, Milioutine apporta un amendement à la résolution de Lénine : « Je propose, dit-il, d'insérer les mots « révolution socialiste internationale » là où l'on parle de « l'ère commencée de la révolution socialiste »... » Je pense qu'un exposé des motifs est inutile... Notre révolution sociale ne peut vaincre qu'en tant que révolution internationale. Elle ne peut vaincre uniquement en Russie en laissant subsister le régime bourgeois dans les pays environnants... Je propose d'introduire cet amendement pour éviter tout malentendu. » Le président Sverdlov : « Le camarade Lénine accepte l'amendement ; il est donc inutile de voter. » Ce petit épisode de technique parlementaire (« un exposé des motifs est inutile », et « il est inutile de voter »!) démolit l'historiographie mensongère des épigones d'une façon peut-être plus convaincante que l'étude historique la plus soignée! Le fait que Milioutine lui-même, ainsi que Skvortsov-Stepanov ci-dessus nommé, ainsi que des centaines et des milliers d'autres, condamnèrent bientôt leurs propres opinions sous la dénomination de « trotskysme », ce fait ne change rien à la nature des choses. Les grands torrents historiques sont plus forts que les vertèbres de l'homme. La montée du flot soulève des générations politiques entières et le reflux les emporte. D'autre part, les idées sont aptes à vivre même après la mort physique ou spirituelle de leurs propagateurs.

Un an plus tard, au VIIIe Congrès du parti, qui confirma le nouveau programme, la même question fut de nouveau élucidée dans un échange de vives répliques entre Lénine et Podbelsky. Le délégué de Moscou protestait contre le fait qu'en dépit de la Révolution d'Octobre, l'on continuât à parler au futur de la révolution sociale.

« Podbelsky, dit Lénine, a désapprouvé que, dans un des paragraphes, il soit question de la prochaine révolution sociale... Pareil argument ne tient évidemment pas debout car, dans notre programme, il est question de la révolution sociale à l'échelle mondiale. »

En vérité, l'histoire du parti n'a pas laissé aux épigones un seul recoin qui ne soit éclairé!

Dans le programme adopté en 1921 par la Jeunesse communiste, la même question est présentée sous une forme particulièrement simple et populaire.

« La Russie, bien qu'elle possède d'immenses richesses naturelles, est-il dit dans un des paragraphes, n'en est pas moins un pays attardé sous le rapport industriel, et où prédomine une population petite-bourgeoise. Elle ne peut parvenir au socialisme que par une révolution prolétarienne mondiale dont l'heure de développement est venue pour nous. »

Approuvé en son temps par le Bureau politique, avec la participation non seulement de Lénine et de Trotsky, mais aussi de Staline, ce programme conservait encore toute sa valeur à l'automne de 1926, lorsque le Comité exécutif de l'Internationale communiste considérait comme un péché mortel le refus de reconnaître le socialisme dans un seul pays.

Dans les deux années qui suivirent, les épigones se trouvèrent cependant forcés de mettre aux archives les documents-programmes de l'époque de Lénine. Un nouveau document, fait de fragments assemblés, fut appelé par eux le programme de l'Internationale communiste. Si, chez Lénine, dans le programme « russe », il s'agissait de la révolution internationale, chez les épigones, dans leur programme international, il s'agit du socialisme « russe ».

Quand et comment se révéla ouvertement, pour la première fois, la rupture avec le passé ? Il est d'autant plus facile d'en marquer la date historique qu'elle correspond à un moment significatif dans la biographie de Staline. Dès avril 1924, trois mois après la mort de Lénine, Staline exposait modestement les points de vue traditionnels du parti : « ... Renverser le pouvoir de la bourgeoisie et établir le pouvoir du prolétariat dans un seul pays – écrivait-il dans son livre *Les questions du léninisme* –, cela ne signifie pas encore la garantie d'une complète victoire du socialisme. La tâche principale du socialisme – l'organisation de la production socialiste – reste encore par-devers nous. Peut-on résoudre ce problème, peut-on parvenir à une victoire définitive du socialisme dans un seul pays sans les efforts conjugués des prolétaires de plusieurs pays avancés ? Non, on ne le peut. Pour le renversement de la bourgeoisie, il suffit des efforts d'un seul pays – ceci nous est démontré par l'histoire de notre révolution. Pour la victoire définitive du socialisme, pour l'organisation de la production socialiste, il ne suffit déjà plus des efforts des prolétaires de plusieurs pays avancés... » Staline termine cet exposé par les termes suivants : « Tels sont dans l'ensemble les traits caractéristiques de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne. »

Vers l'automne de la même année, sous l'influence de la lutte contre le « trotskysme », il se révéla tout à coup que précisément la Russie, à la différence des autres pays, pouvait, par ses propres moyens, construire un régime socialiste si elle n'était pas gênée par une intervention... « Ayant consolidé son pouvoir et entraînant à sa suite la paysannerie, écrivait Staline dans une nouvelle édition du même ouvrage, le prolétariat du pays vainqueur peut et doit édifier un régime socialiste. » Peut et doit! Seulement, pour « protéger tout à fait le pays contre une intervention... », il faut une victoire de la révolution au moins dans plusieurs pays... ». La proclamation de cette nouvelle conception, qui réserve au prolétariat mondial le rôle de garde-frontière, se termine sur les mêmes termes : « Tels sont, dans l'ensemble, les traits caractéristiques de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne. » En moins d'un an, Staline prête à Lénine deux points de vue diamétralement opposés sur la question essentielle du socialisme.

Au plénum du Comité central, en 1927, Trotsky déclarait à propos des deux points de vue opposés de Staline : « On peut alléguer que Staline se trompait et qu'ensuite il s'est corrigé. Mais comment donc a-t-il pu se tromper à un *tel point* sur une *pareille* question ? S'il est juste de dire que Lénine, dès 1915, a donné la théorie de l'édification du socialisme dans un seul pays (ce qui est radicalement faux) ; s'il est vrai que, par la suite, Lénine n'a fait que développer et renforcer ce point de vue (ce qui est radicalement faux), comment donc, demandera-t-on, Staline a-t-il pu, sur cette question de toute première importance, élaborer lui-même, du vivant de Lénine et dans la dernière période de son existence, ce point de vue qui a trouvé son expression dans la formule de Staline en 1924 ? Il résulte que, sur cette question capitale, Staline a toujours été tout simplement trotskyste et que c'est seulement en 1924 qu'il a cessé de l'être... Il ne serait pas mauvais que Staline trouvât dans ses propres textes au moins un passage démontrant que, dès avant 1924, il avait parlé de l'édification du socialisme dans un seul pays. Il ne le trouvera pas ! » A ce défi, il n'y eut pas de réponse.

Il ne faut pas, cependant, exagérer la profondeur effective de l'évolution stalinienne. Tout comme dans les questions concernant la guerre et l'attitude envers le gouvernement provisoire, ou dans la question nationale, Staline avait deux attitudes sur les perspectives générales de la révolution : l'une indépendante, organique, qu'il n'a pas toujours exprimée et, en tout cas, jamais exprimée jusqu'au bout; l'autre conventionnelle, phraséologique, adaptée de Lénine. Dans la mesure où il s'agit d'hommes appartenant à un seul et même parti, on ne peut se représenter un abîme plus profond que celui qui sépare Staline de Lénine, tant sur les questions essentielles de la conception révolutionnaire que dans la psychologie politique. La nature opportuniste de Staline

est masquée par le fait qu'il s'appuie sur une révolution prolétarienne qui a réussi. Mais nous avons vu la position indépendante de Staline en mars 1917 : ayant derrière lui une révolution bourgeoise déjà consommée, il proposait comme tâche au parti de « freiner la disjonction » de la bourgeoisie, c'est-à-dire qu'il s'opposait en fait à la révolution prolétarienne. Si celle-ci s'accomplit, ce ne fut pas de sa faute. Avec toute la bureaucratie, Staline se place sur le terrain du fait. Du moment qu'il y a une dictature du prolétariat, il doit y avoir aussi un socialisme. Ayant retourné les arguments des mencheviks contre la révolution prolétarienne en Russie, Staline, par la théorie du socialisme dans un seul pays, s'est mis en garde contre la révolution internationale. Et comme il n'a jamais médité jusqu'au bout les questions de principe, il n'a pu faire autrement qu'imaginer qu'« en somme » il a toujours pensé comme pendant l'automne de 1924. Et comme, d'ailleurs, il ne s'est jamais mis en contradiction avec l'opinion dominante du parti, il n'a pu se dispenser d'imaginer qu'« en somme » celui-ci pensait tout comme lui.

Au début, la substitution fut inconsciente. Il ne s'agissait pas d'une falsification mais d'une dégradation idéologique. Cependant, à mesure que la doctrine du socialisme national s'est heurtée à une critique bien armée, il a fallu l'intervention organisée, principalement chirurgicale, de l'appareil. La théorie du socialisme national fut décrétée. Elle fut démontrée par la méthode du contraire : par l'arrestation de ceux qui ne l'admettaient pas. En même temps s'ouvrit l'ère d'un travestissement systématique du passé du parti. Son histoire devint un palimpseste. On continue jusqu'à présent à dénaturer les parchemins, et cela, avec un emportement de plus en plus enragé.

Néanmoins ce ne furent pas les mesures de répression et les falsifications qui eurent une importance décisive. Le triomphe des nouvelles opinions qui répondaient à la situation et aux intérêts de la bureaucratie, reposait sur des circonstances objectives, transitoires, mais extrêmement puissantes. Les possibilités qui s'étaient ouvertes devant la République soviétique se trouvèrent, en politique tant extérieure qu'intérieure, beaucoup plus considérables que personne n'aurait pu l'espérer avant l'insurrection. L'État ouvrier isolé, non seulement se maintint parmi des légions d'ennemis mais encore se releva économiquement. Ces faits bruts façonnaient l'opinion publique de la jeune génération, qui n'avait pas encore appris à penser dans le sens historique, c'est-à-dire à comparer et à prévoir.

La bourgeoisie européenne s'était trop brûlé les doigts au cours de la dernière guerre pour se décider facilement à en engager une nouvelle. La crainte de conséquences révolutionnaires a paralysé jusqu'ici les plans d'intervention militaire. Mais la crainte n'est pas un facteur sûr. La menace de la révolution n'a jamais encore remplacé la révolution même. Un danger qui tarde à se réaliser perd de sa valeur opérante. En même temps, l'antagonisme irréductible entre l'État ouvrier et le monde de l'impérialisme cherche à éclater. Les événements de ces derniers temps sont si éloquentes que les espérances mises dans une « neutralisation » de la bourgeoisie mondiale jusqu'à l'achèvement de l'édification socialiste sont abandonnées maintenant par la fraction dirigeante ; dans un certain sens, elles se sont changées même en leur contraire.

Les succès industriels obtenus durant les années de paix restent une preuve pour toujours acquise des avantages incomparables dont jouit une économie planifiée. Dans ce fait, il n'y a aucune contradiction avec le caractère international de la révolution : le socialisme ne pourrait se réaliser sur l'arène mondiale si ses éléments et ses bases n'étaient préparés dans divers pays. Ce n'est pas par hasard que les adversaires de la théorie du socialisme national ont été précisément les protagonistes de l'industrialisation, du principe d'un plan économique, du Plan quinquennal en particulier et de la collectivisation. La lutte pour une audacieuse initiative économique, Rakovsky et avec lui des milliers d'autres bolcheviks en payent les frais par des années de déportation et de prison. Mais eux-mêmes, d'autre part, ont été les premiers à s'insurger contre la surestimation des résultats obtenus et la suffisance nationale. En revanche, les « praticiens » méfiants et myopes, qui estimaient auparavant que le prolétariat de la Russie arriérée ne pourrait s'emparer du pouvoir et qui, après la conquête du pouvoir, niaient la possibilité d'une large industrialisation et de la collectivisation, ont occupé ensuite la position tout à fait opposée : les succès obtenus contre leurs propres prévisions, ils les ont tout simplement multipliés pour en faire les résultats présumés d'une série de plans quinquennaux, substituant à la perspective historique une table de multiplication. C'est là la théorie du socialisme dans un seul pays.

En réalité, la croissance actuelle de l'économie soviétique reste un processus contradictoire. En consolidant l'État ouvrier, les réussites économiques ne conduisent pas du tout automatiquement à la création d'une société harmonieuse. Au contraire, elles préparent à un niveau plus élevé le redoublement des contradictions que révèle une construction socialiste isolée. La Russie rurale continue à avoir besoin d'un plan économique général édifié avec l'Europe urbaine. La division mondiale du travail s'élève au-dessus de la dictature du prolétariat dans un seul pays et lui prescrit impérieusement les voies à suivre. L'insurrection d'Octobre n'a pas exclu la Russie de l'évolution du reste de l'humanité ; au contraire, elle l'a liée plus étroitement à celle-ci. La Russie n'est déjà plus le ghetto de la barbarie, mais elle n'est pas encore l'Arcadie du socialisme. C'est le pays à la situation la plus transitoire dans notre époque de transition. « La révolution russe n'est qu'un anneau dans la chaîne de la révolution internationale. » L'état actuel de l'économie mondiale permet de dire sans hésitation : le capitalisme s'est rapproché beaucoup plus de la révolution prolétarienne que l'Union soviétique ne s'est approchée du socialisme. Le sort du premier État ouvrier est indissolublement lié à celui du mouvement émancipateur en Occident et en Orient. Mais c'est là un sujet d'importance, qui demande à être étudié à part. Nous espérons pouvoir y revenir.